

**FRANCO DE FELICE**

**SERRATI,  
BORDIGA,  
GRAMSCI,**

**et le problème de la  
révolution en Italie  
1919-1920.**

**Éditions De Donato, Bari, 1971.**  
traduction par Jean-Pierre Laffitte

## **Aux origines de la tradition communiste italienne. Les "deux années rouges" et le léninisme, dans une analyse qui unit recherche historique et débat théorique.**

Le thème central des premières années 20 est celui des façons dont le saut qualitatif accompli par le niveau mondial de la lutte de classe impose une révision radicale des instruments théoriques, politiques, organisationnels du mouvement ouvrier. Consciente de ce nœud problématique, la recherche de Franco De Felice propose une réflexion sur le léninisme à travers l'analyse de son appropriation en Italie lors de ce moment crucial que furent les "deux années rouges". Ce choix – reconstitution historique et caractérisation thématique – renvoie à une double motivation : d'un côté, ramener à une phase historique déterminée, et à ce titre unique, les suggestions très fortes que ces années-là offrent encore, en les soustrayant au processus d'idéologisation qui voudrait les proposer à nouveau comme des modèles actuels du mouvement; de l'autre, identifier les raisons historiques de leur "durée".

Les trois parties en lesquelles le volume s'articule – qui correspondent aux trois hypothèses stratégiques qui émergent de la gauche socialiste révolutionnaire : Serrati, Bordiga, Gramsci – se situent de manière unitaire à l'intérieur de cette problématique, et le jugement qui est formulé à la fin résulte de la vérification concrète du degré de sa présence chez chacun des trois leaders, et de leur capacité respective à élaborer une réponse politique adéquate. Le chapitre initial sur Serrati corrige en fin de compte le désintérêt singulier de la recherche historique sur ces années-là à l'égard d'une personnalité du mouvement socialiste italien qui n'est certainement pas secondaire. Sans pourtant atténuer la netteté du jugement, sanctionnée plus par la défaite même du mouvement que par des bilans historiographiques, De Felice indique la raison de la représentativité de Serrati par sa capacité à se faire porteur de la thématique à laquelle il a été fait précédemment allusion, et qui, si elle est posée et résolue par lui dans une optique totalement tournée vers le passé, constituera malgré tout le banc d'essai effectif de l'aptitude créative de la formation communiste née à Livourne. Dans ce sens, Serrati exprime non seulement le point le plus élevé de la conscience *socialiste* italienne, mais il fait aussi partie de la tradition communiste.

Les pages sur Bordiga représentent une intervention importante dans la discussion qui s'est ouverte à une époque récente autour de ce thème, qui est ensuite celui de l'utilisation politique de l'histoire du Parti communiste et, plus généralement, de la manière d'affronter les problèmes du présent à partir d'une optique de classe. Dans la reconstitution de l'élaboration de Bordiga et dans l'identification de l'abstentionnisme comme élément unifiant de sa conception de la révolution, on saisit les termes à travers lesquels passe une incompréhension fondamentale du léninisme et qui contribuent à expliquer l'issue de l'histoire politique de Bordiga.

Avec Gramsci, la recherche méthodique de l'auteur rencontre l'objet qui est le plus fait pour lui et qui lui est, au fond, constitutif. Bien que la conclusion de De Felice soit que toutes les trois solutions avancées au cours de cette crise sociale très grave ont été inadéquates au niveau du conflit, l'élaboration gramscienne est toutefois indiquée comme étant la réponse la plus riche et en définitive la plus appropriée à la nature et à l'urgence des problèmes posés. Ce qui rend clair que, à partir de l'élaboration ordioviste, que De Felice a tendance à ne pas ramener à une expérience conseilliste, Gramsci peut être considéré comme l'un des rares exemples, à l'échelle internationale, d'appropriation réelle, et donc créatrice, du léninisme.

*Franco De Felice (né à Bénévent en 1937) enseigne l'histoire contemporaine à l'université de Bari. Il est déjà connu pour ses travaux sur la société italienne post-unitaire (parus dans "Rivista storica del Socialismo", "Studi storici", etc.), qui culminent dans un volume à paraître de manière imminente sur l'agriculture et le capitalisme dans les Pouilles entre 1880 et 1914, et par ses recherches d'histoire du mouvement ouvrier, surtout sur Gramsci et Morandi.*

# INTRODUCTION

1. Avec le travail présent, nous avons eu l'intention de tenter une première approche du nœud complexe que constituent les années vingt. Le caractère double des plans sur lesquels se développe la recherche – la reconstitution historique et la caractérisation thématique – est rendu possible, non seulement par un choix intentionnel, mais aussi par la valeur particulière et l'épaisseur historique, ainsi que par le caractère emblématique, que possède la période analysée.

Le thème central des années vingt me semble être celui des façons avec lesquelles toute une phase historique de la lutte de classe a effectué un saut qualitatif, en posant avec force le problème du pouvoir et de la direction politique de la classe ouvrière : ce qui signifiait accomplir une réorganisation complète des instruments théoriques, politiques et organisationnels, du mouvement ouvrier. Il s'agit assurément de problèmes continuellement présents sous des formes diverses, mais jamais résolus une fois pour toutes, dans le mouvement ouvrier : mais, au cours de cette grande crise révolutionnaire qui s'ouvrit en Europe, après l'Octobre russe et la première guerre impérialiste, ils devinrent d'une extrême clarté. D'où la valeur de grand laboratoire d'expériences collectives que ces années conservent, et la possibilité qu'on en fasse une utilisation ambiguë consistant à les proposer à nouveau hors de leur contexte et de leur époque.

L'analyse des années-là, et du problème qui s'est caractérisé comme étant centralement unificateur, ne peut pas ne pas avoir comme optique la rencontre avec le léninisme, compris comme patrimoine théorique ainsi que comme synthèse et médiation d'une expérience différente, et les différentes interprétations de celui-ci. La forme immédiate sous laquelle se présenta en effet le problème de la réorganisation théorique, politique et organisationnelle, du mouvement ouvrier fut celui du rapport Europe-Russie. C'est un thème qui court le long de tout l'arc de développement de la II<sup>e</sup> Internationale et qui devrait être étudié avec attention : mais ce ne sera qu'avec la Révolution d'Octobre qu'il sera posé concrètement sur le tapis, avec une force d'entraînement énormément supérieure à l'expérience pourtant significative de la Révolution de 1905. L'analyse de ce rapport est un chapitre, non encore écrit, du succès de Lénine et du léninisme, de la manière dont ce dernier a été compris, et de la portée que son assimilation a eue dans le conditionnement du développement ultérieur du mouvement ouvrier européen.

Ce n'est pas en effet un hasard si, concernant ce rapport, le menchevisme et l'extrême gauche sont parvenus à des conclusions analogues, en isolant l'expérience russe comme typique et non transposable, et ce n'est pas un hasard si la révolution allemande a constitué le point de référence permanent et emblématique : elle devait renseigner sur la généralisation d'un processus révolutionnaire et en même temps sur les formes spécifiques que celui-ci prenait dans un contexte différent, à savoir la "maturité" d'un mouvement révolutionnaire et la profondeur des divisions que la nouvelle phase de lutte de classe avait ouverte à l'intérieur du mouvement ouvrier lui-même. Le caractère dramatique des vicissitudes politiques du communisme allemand, les tournants fréquents, les hémorragies de militants et de forces théoriques, ont leur racine dans le manque de solution apportée à ces problèmes, et ce à juste titre si l'on garde à l'esprit la place que le mouvement ouvrier allemand occupait dans le cadre européen.

La réponse communiste était inadéquate : ce qui demeure largement, c'est l'impression – et le terme est intentionnel, dépourvu que nous sommes d'une analyse exhaustive – que le choix avait été effectué en omettant le problème spécifique du mouvement ouvrier historiquement daté, en se réfugiant dans un devoir être et en échappant de cette manière au problème politique fondamental consistant à établir un rapport avec le mouvement tel qu'il était, afin de l'amener sur des positions plus avancées.

Ce sont des éléments qui mettent en évidence un autre problème qui se présentait comme étroitement intriqué avec le thème Russie-Europe : celui du rapport avec le passé et de la transposition d'une expérience révolutionnaire dans un contexte différent. Si la structure économique-sociale différente, ou mieux les configurations différentes qu'une même formation économique-sociale prenait, pouvaient justifier les résultats de la lutte de classe, les choix différents qui avaient été effectués et le rapport avec le passé avaient des valeurs théorico-politiques plus importantes; ajouter à des institutions et à une pratique politique traditionnelles des éléments nouveaux (les soviets), ou bien, avec la volonté radicale de rompre avec tout ce que la II<sup>e</sup> Internationale avait exprimé, opposer à la réalité d'un mouvement donné un modèle décalqué sur un autre, avait dans les deux cas la conséquence d'éluider la tâche spécifique et *politique* d'agir sur la réalité existante pour la modifier, et donc celle de régler réellement ses comptes avec son passé en le dépassant de manière dialectique. C'est dans ces termes, hormis quelques exceptions, que s'opère la différenciation à l'intérieur du mouvement ouvrier de cette époque-là.

Lénine était plus en avance, et l'on en comprend facilement la raison : il avait déjà accompli une opération de ce type à la fin du siècle précédent en s'appropriant le caractère capitaliste de la Russie tsariste. Ou mieux, en disposant de ce point fondamental d'observation, sa réflexion pouvait se développer à cheval sur deux réalités différentes et elle lui permettait de comprendre mieux que d'autres la diversité du développement à l'intérieur d'une même formation économique-sociale. La récupération théorique de Marx n'avait donc pas seulement une valeur polémique contre les déformations de la II<sup>e</sup> Internationale, mais, examinée comme elle l'était à la lumière des tendances qu'avait le développement du capitalisme européen, elle pouvait fournir de nouvelles acquisitions théoriques. C'est ce fait qui donne à la réflexion de Lénine un ton particulier dans le cadre de la II<sup>e</sup> Internationale et qui est à la base de la nouveauté absolue de son élaboration politique. C'est justement parce qu'il y avait, au fond de sa réflexion, cette opération d'appropriation et de retraduction de la leçon révolutionnaire du marxisme, qu'il n'y a jamais, dans les indications de Lénine de ces années convulsives, comme composante déterminante, le mythe de la refondation, l'idéologie d'un modèle auquel il faudrait se conformer pour garantir une option révolutionnaire et une libération de l'opportunisme et du réformisme de la II<sup>e</sup> Internationale. Depuis sa brochure sur le *Gauchisme* jusqu'à ses interventions fondamentales aux II<sup>e</sup> et III<sup>e</sup> Congrès de l'I.C., le rappel constant du caractère central de la conquête de la majorité de la classe ouvrière et de l'importance de la politique de front unique provient toujours de cette matrice et il offre la même indication : ne pas traduire en idéologie un problème politique; la construction d'un parti politique nouveau est un processus long et difficile dont l'élément fondamental est que la classe ouvrière se reconnaisse en lui.

Une conversion aussi profonde de tout le mouvement ouvrier européen, avec une conscience des problèmes qui n'était pas pleinement lucide et en outre avec l'hypothèse, confirmée par la violence et l'acuité des contradictions de classe, de la catastrophe du capitalisme, rendait difficiles l'acquisition et la retraduction opératives de cette leçon léninienne. La stabilisation capitaliste et la défaite ouvrière (ou vice-versa : le rapport n'est pas de cause à effet), la reconstruction d'un rapport bourgeois entre la société civile et l'État, l'atténuation de l'acuité des contrastes sociaux, cristallisèrent la situation existante, bloquèrent

ce processus de déplacement révolutionnaire, en rejetant le mouvement en arrière, en lui proposant à nouveau des objectifs et une thématique plus arriérés.

Le terrain sur lequel cette thématique complexe, rapidement esquissée ici, a pris du corps était celui de l'organisation. La redécouverte de la relation étroite entre la ligne politique et l'organisation qui lui est adaptée est le fait fondamental de l'expérience communiste de ces années-là, et elle marque la rupture la plus profonde, parce qu'opérative, avec la tradition antérieure. L'on sait combien l'acquisition de cet élément nouveau a été difficile : que l'on pense seulement à la résistance de Rosa Luxemburg à établir en termes organisationnels la différence du courant spartakiste par rapport au socialisme allemand, ou celle de la représentante allemande, en 1919, à la constitution d'une nouvelle Internationale. Mais la question de l'organisation ne déterminait pas seulement une ligne de partage de fond entre la II<sup>e</sup> et la III<sup>e</sup> Internationale; elle marquait aussi des différenciations profondes entre ceux qui avaient adhéré aux nouvelles formes révolutionnaires. L'organisation signifiait-elle seulement parti nouveau ou non? La nouveauté résidait-elle dans la ligne révolutionnaire, ou dans l'organisation interne? Comment créer une organisation politique nouvelle qui réalise l'unité la plus profonde avec les masses sans reproduire des formules d'organisation traditionnelles? Quel est le rapport entre politique, organisation et situation institutionnelle? La diversité des réponses qui ont été données à ces problèmes identifie dans le vif de tourments sociaux très aigus la façon de se référer à la leçon d'Octobre et la façon dont sont repensés les grands thèmes de la politique et de la révolution prolétariennes.

2. L'auteur de ces lignes sait bien que l'analyse des questions qui ont été rapidement ébauchées ci-dessus – en un mot, la rencontre avec le léninisme – ne peut qu'être accompagnée de recherches spécifiques sur le niveau de la lutte de classe dans ces années-là, sur la structure organisationnelle du mouvement ouvrier, sur le développement des luttes, les plateformes sur lesquelles elles ont été construites et la direction politique qui s'est exercée sur elles. De plus, tout ceci devrait être inséré dans un cadre encore plus vaste : celui des caractères du capitalisme par suite de l'expérience du conflit mondial et de la modification du marché mondial avec la constitution de la première république soviétique.

À ce niveau-là nous pouvons en effet défaire une série de nœuds : c'est ainsi que l'hostilité assez répandue envers la politique de front unique, la radicalisation d'avant-gardes de masse, comme par exemple en Allemagne, ne peuvent être comprises qu'en partie en déterminant la difficulté ou le caractère partiel de l'acquisition du léninisme, l'incompréhension de certains éléments fondamentaux de la conception de la révolution qui provenait d'Octobre; de même, la différence entre les tâches attribuées en Italie et en Allemagne aux conseils ouvriers ou aux conseils d'usine ne peut qu'en partie se ramener à la différence de mise en oeuvre du rapport révolution-production, mais elle est à relier au niveau atteint par la lutte de classe dans les deux pays, à la différence d'influence et de poids des positions de pouvoir conquises par la classe ouvrière en Italie et en Allemagne. Le discours sur les conseils peut être du même type : une chose est l'analyse de la place qu'ils occupent, par exemple, dans l'analyse gramscienne, autre chose est au contraire l'analyse de la réalité des conseils, de sa dynamique effective, du rôle qu'elle a joué dans le mouvement, etc.. Même la critique on ne peut plus accablante que Gramsci développe sur le syndicat, en dehors des raisons générales pour lesquelles elle rentrait dans une conception différente d'une organisation syndicale, a elle aussi une référence historiquement déterminée, constituée par l'action menée concrètement par la CGDL en Italie.

Ce sont là des observations assez attendues et évidentes : on les rappelle uniquement afin d'expliquer un choix différent. Le but de ce travail n'a pas été en effet de reconstituer le

mouvement ouvrier italien au cours de ces années-là (les deux années rouges) : dans ce cas, la recherche aurait dû être déplacée bien avant, autour de la fin de la première décennie du XX<sup>e</sup> siècle, quand la crise économique de 1907 et le choix impérialiste se sont greffés sur un processus d'industrialisation récente et "typique", en contribuant à le rendre particulier, à en accentuer le déséquilibre avec le reste du pays et à donner un contenu moderne à l'autoritarisme traditionnel de la bourgeoisie italienne; cette recherche aurait dû en outre se terminer bien après 1920; grosso modo, en adoptant une périodisation qu'il faudrait approfondir, en 1926. En effet, la fin des libertés statutaires crée les conditions pour une réorganisation du mouvement ouvrier et également la possibilité pour la nouvelle formation politique née en 1921 d'entamer le chemin qui le conduira à renverser les rapports de force entre les partis et les organisations de la classe ouvrière italienne.

Le but de cette recherche est donc en même temps plus ambitieux et plus limité : proposer une réflexion sur le léninisme à travers l'analyse de son appropriation en Italie à un moment emblématique que l'on appelle communément "il biennio rosso" [les deux années rouges]. Si l'adoption comme niveau d'analyse des formes de conscience exprimées par le mouvement ouvrier socialiste présentait les limites rappelées ci-dessus, en raison même du caractère de généralisation qui est elle lié à elles, elle permettait de saisir, dans la réflexion sur le processus en cours, sur ses résultats, sur les instruments préparés pour l'orienter, le degré différent de conscience dont on disposait devant le problème consistant à pourvoir le mouvement ouvrier d'instruments appropriés au niveau du combat, et par conséquent d'apprécier la profondeur différente prise par la critique du passé et la façon dont elle était menée.

La définition du problème de la révolution comme référent de ces formes de conscience a constitué un choix international, qui non seulement voulait se situer à l'intérieur d'une orientation qui était commune à chacun des trois représentants de la gauche italienne que nous allons examiner, mais auquel on entendait attacher quelques conséquences de portée générale. La révolution est en effet une totalité réellement unifiante, et la réflexion menée sur elle constitue la voie pour une compréhension globale de tous les éléments qui contribuent à caractériser une stratégie ouvrière et socialiste : dans cette optique, il devenait relativement plus facile de déterminer si l'on pouvait confirmer ou si l'on devait modifier des orientations et des choix anciens, comment on pouvait se mesurer concrètement avec tout un patrimoine d'expériences et de luttes, comment on pouvait opérer une nouvelle classification théorique en la traduisant en même temps en termes politiques.

Quel que puisse être le degré élevé de généralisation auquel la reconstitution se déroule, l'élément dont il faut cependant toujours tenir compte est qu'il s'agit d'une reconstitution, c'est-à-dire que la réflexion sur la révolution est historiquement datée, et que c'est dans cette datation que réside la signification générale du jugement spécifique porté sur la contribution offerte par une orientation et de la leçon de méthode que l'on peut tirer de cette expérience dans une situation différente. Mais la datation est opérative également dans un autre sens : outre la thématique, l'autre élément unifiant des trois essais, c'est la projection des trois hypothèses d'analyse et de solution de la crise italienne vers la création d'un instrument politique nouveau que sera ensuite le PCd'I. Ce n'est pas une précision secondaire : en effet, quand Serrati adhéra en 1924 au parti communiste, il sera le seul à ne pas le faire en apportant une thématique spécifique, comme ce fut le cas dans les deux années rouges, mais il le rejoindra au contraire par le biais d'une autocritique. Gramsci et Bordiga, à l'inverse, ne peuvent pas être considérés comme enfermés dans l'arc d'une réflexion qui se limiterait aux deux années rouges : l'analyse de la situation italienne, les rapports avec l'IC et avec la Révolution d'Octobre, l'approfondissement de la conscience de la révolution, se poursuivront également lors des années suivantes en marquant, du moins pour Gramsci, un enrichissement et un dépassement des limites identifiables dans la période ordioviste. Du reste, l'optique

avec laquelle ces moments ultérieurs devront être examinés est également différente : les mêmes approfondissements et réflexions ultérieurs sont accomplis dans une phase dont l'origine est la défaite ouvrière et à l'intérieur de la ligne d'un nouveau parti politique; c'est ainsi, par exemple, que la reprise de la thématique ordinoviste par Gramsci en 1923-24 n'est qu'une reprise apparente, comme le soulignait Gramsci lui-même dans ses lettres; elle avait une autre signification et un autre objectif : renverser les rapports de force politiques dans le mouvement ouvrier et gagner la majorité de ce dernier à la direction communiste. Mais il y a encore une raison pour laquelle la projection vers la constitution d'une nouvelle formation politique doit être rappelée : c'est dans cette optique que la caractérisation qui sera adoptée dans cet ouvrage (tradition, parti, État) a sa justification. Si ce critère peut soulever des réserves fondées, étant donné qu'il présente le risque de réduire la complexité d'une thématique dans laquelle il ne constitue que la donnée prédominante, il a cependant pour objectif de déterminer, à l'intérieur d'un choix politique commun, le terrain spécifique d'élaboration, les éléments qui le rendent plus ou moins riche, et donc plus ou moins capable de jouer le rôle de médiateur dans la complexité des éléments proposés par la lutte de classe et par une situation révolutionnaire, et en définitive plus ouverts à des développements ultérieurs.

Les éléments rappelés précédemment n'épuisent pas la détermination des motivations qui sont en amont de cette recherche et qui contribuent à en rendre difficile sa résolution dans un "genre" défini.

Au fond, il y a une question non résolue : comment empêcher que la compréhension du présent ne se produise par l'intermédiaire d'instruments, de paramètres d'interprétation et de valeurs, fournis par le passé? Dans quelle mesure reparcourir les étapes de l'expérience ouvrière, en reconstruire l'histoire, n'est pas une activité déléguée à un spécialiste, mais cette activité elle-même est une intervention politique, et ceci non pas dans les motivations ou dans l'usage que l'on peut faire des résultats de la recherche, mais dans la recherche elle-même? Quel genre de recherche historique est nécessaire pour que le présent puisse aider « les forces en développement à devenir plus conscientes d'elles-mêmes et donc plus concrètement actives et efficaces »? La réponse la plus ample, et la plus riche de suggestions, dont dispose le mouvement ouvrier en Italie est encore aujourd'hui celle qui est fournie par Gramsci sur l'emploi politique de l'histoire, et ce n'est pas ici le lieu pour développer des considérations particulières sur ce sujet. Il suffira de rappeler que la leçon gramscienne, et pas seulement celle des *Cahiers*, est celle d'une osmose continue entre histoire et politique; cette leçon consiste à déterminer le caractère distinctif d'une historiographie marxiste, c'est-à-dire conduite du point de vue de la classe ouvrière, dans le fait de savoir toujours saisir la totalité du rapport entre les classes, c'est-à-dire la dynamique d'une formation économique-sociale donnée : c'est l'articulation et la traduction dans un secteur spécifique de travail de la leçon léninienne qui fait de l'État le référent obligatoire de la lutte de classe; cette leçon consiste également à déterminer la valeur politique et le "caractère actuel" d'une recherche historique et, plus généralement, de toute opération de médiation et de généralisation, dans la rencontre avec et dans la réponse aux thèmes que soulève au présent la praxis humaine associée, dirigée consciemment, exprimée dans le mouvement ouvrier.

L'analyse des années vingt a donc, dans l'intention de l'auteur de ces lignes, une valeur double qui explique les deux plans sur lesquels se situe la recherche : d'une part ramener à un moment historiquement déterminé, et qui, par conséquent, en tant que tel, ne peut pas se répéter, la gamme de suggestions très fortes que ces années sont encore en mesure d'offrir, et qui tendent à se proposer à nouveau comme valables, dans une situation comme la situation actuelle, caractérisée par la reprise, à l'échelle européenne du moins, de la lutte de classe et de phénomènes vastes et diffus d'insubordination sociale à forte valeur politique. Au contraire, le

cadre général de la lutte de classe en Europe et dans le monde, le fait qu'une partie consistante du mouvement ouvrier international soit devenue État, même si c'est avec de profondes différences, les formes prises par le capital et par le marché mondial capitaliste – ce sont tous ces éléments qui font de tout rappel politiquement opératif aux années vingt une opération idéologique et mystifiante.

Même si tout cela est vrai, reste le fait que ces années ont une valeur qui ne peut pas se limiter à la période chronologique qu'elles définissent, ni aux référents historiquement déterminés qui servent à la définir. Dans la mesure où elles sont étroitement liées à la première rupture révolutionnaire victorieuse du monde, à une dramatique et profonde déchirure de masse du mouvement ouvrier, elles sont parties intégrantes et constitutives de la conscience révolutionnaire au moins du prolétariat communiste européen : ceci explique les raisons de leur force et de leur "durée". Mais pour que la force libératoire et explosive de cette expérience ne soit pas dispersée, ou pire, ne se transforme pas en un objet encombrant, il est nécessaire de récupérer sa signification politique plus générale et de la rendre permanente.

En mettant en discussion les rapports de production capitalistes, la lutte de classe et les phénomènes d'insubordination sociale générale tendent également à une recomposition sociale du travail au-delà des divisions et des stratifications induites par le capital, à développer une critique de masse des rôles sociaux donnés, et à déterminer le terrain politique comme l'unique centre réel d'unification et de compréhension du réel. Si la garantie d'un débouché positif de ce processus est certes donnée par l'initiative politique de la classe ouvrière, il est encore nécessaire que la signification implicite de la critique de masse de la division capitaliste du travail soit tout d'abord rendue explicite et opérative : c'est-à-dire le renversement de la forme de connaissance sociale objective possible dans un système capitaliste, celle que Marx appelait la connaissance *post festum*. Il me semble que la leçon méthodologique générale des années vingt est la suivante : s'il est vrai que l'on ne peut accomplir des tâches nouvelles qu'avec des hommes anciens, ou bien, ce qui revient au même, si l'on ne peut arriver au socialisme qu'avec le matériel humain créé par le capitalisme, ce processus politique n'est possible qu'avec une forte adhérence continue au présent et à ses problèmes, qu'avec une osmose permanente entre expérimentation sociale de masse et créativité théorique originale, entre spontanéité et forte direction politique.

Si l'on traduit cette thématique à l'intérieur de notre secteur spécifique de travail, on n'a certainement pas la négation de l'historiographie comme forme de connaissance – en la validité de laquelle je continue de croire –, mais au moins la position du problème consistant à écrire l'histoire d'une manière nouvelle. Au-delà des résultats obtenus, et de la clarté insuffisante avec laquelle le thème a été établi, l'auteur de ces lignes sait que de se proposer, avec son propre travail, de comprendre le présent pour le changer est un moment de sa propre transformation d'intellectuel isolé en dirigeant politique : et ceci est aussi une leçon qui provient de Gramsci.

**3.** J'espère qu'il résulte clairement de ce qui a été dit ci-dessus que les trois essais, même si l'on a visé à leur donner un caractère de complétude interne, ne sont pas autonomes : ce sont des éléments d'un discours unitaire, de même que les trois hypothèses examinées étaient des aspects d'une réflexion collective.

Le fait d'avoir inclus, dans une reconstitution de ce genre, une personnalité singulière comme Serrati peut sembler étrange, alors qu'il a été, lors des deux années rouges et avec un crescendo progressif, le point de référence de toutes les critiques de gauche, et que, en outre, c'est contre ses positions que s'est accomplie la scission de Livourne.

En réalité, Serrati exprimait le mouvement ouvrier italien de cette époque-là et, par conséquent, l'analyse de sa réflexion, du rôle joué par elle, et de la signification générale

qu'elle prenait dans cette optique, était un point de référence nécessaire : c'est-à-dire qu'elle devait servir à offrir le cadre général à l'intérieur duquel et contre lequel se développeront les critiques de gauche. C'est aussi la raison, en plus de celle qui découle de l'économie interne de l'essai, pour laquelle, en analysant Serrati, l'on a donné une place plus grande que dans les autres cas à la caractérisation des problèmes que le mouvement de classe des ces années-là posait. En l'absence de ces points particuliers de référence, l'inadéquation de Serrati et du maximalisme, ou bien les propositions de Bordiga et de Gramsci, auraient en effet été privées de la richesse qu'au contraire elles possédaient. Les plus grandes difficultés ont été rencontrées sur ce point : l'effort de généralisation de propositions politiques, qui est le niveau choisi par Bordiga et par Gramsci, se présentait de manière plus complexe pour celui qui intervenait directement dans l'orientation et la direction d'un grand parti, comme c'était le cas du PSI, c'est-à-dire qu'il pouvait ne pas exprimer le degré de représentativité de Serrati par rapport au mouvement. Choisir d'analyser *Comunismo* et non *l'Avanti!* pouvait signifier une limitation et une réduction considérables de la possibilité d'une définition complète de Serrati. L'on a adopté un plan intermédiaire : on a effectué l'analyse de la direction politique de Serrati, à l'intérieur de la caractérisation de sa thématique spécifique, comme le précipité concret de motivations théoriques plus générales et comme leur terrain réel de vérification et de bilan; d'autre part, on a cherché dans cette analyse à toujours déterminer le plan qui, en saisissant réellement les termes opératifs d'une intervention, ne se résolvait pas dans le jugement sur une question particulière, mais qui pouvait fournir les lignes d'une conception plus générale. C'est ainsi, comme on le verra, qu'il y a certes un jugement et une orientation sur l'occupation des usines, mais ce jugement est recueilli pour déterminer à travers lui le degré de conscience relatif au niveau de la lutte de classe dont cet épisode était un indice, la compréhension des lignes le long desquelles la bourgeoisie se réorganisait, plutôt que pour suivre concrètement, au jour le jour, la construction d'une ligne et d'une intervention politiques. À ce niveau, il m'est apparu que *Comunismo* pouvait offrir un point de référence utile et des éléments de jugement suffisamment complets. D'autre part, et il est bon de le rappeler, l'objectif n'était pas de fournir une reconstitution complète de Serrati, mais de définir sa réponse particulière à l'intérieur du problème général esquissé auparavant, problème qui assaillait le mouvement ouvrier occidental dans son ensemble.

Mais il y a plus. L'analyse de Serrati n'avait pas seulement une valeur "instrumentale", destinée à introduire un autre discours, mais elle était partie intégrante du processus de constitution d'une formation politique nouvelle : c'est-à-dire au sens que le maximalisme unitaire est la matrice d'un courant important qui conflua à Livourne dans le PCd'I, ou surtout au sens que Serrati s'est fait le dépositaire d'un problème d'une importance fondamentale qui, même s'il est posé et résolu en totalité dans une optique tournée vers le passé, constitue cependant le véritable banc d'essai de la capacité créative de la nouvelle formation politique. Il est possible que la meilleure reconnaissance du sérieux de la thématique soulevée par Serrati soit fournie par Lénine lui-même qui, en 1921, peu après la scission, écrivait : « Serrati est coupable; de quoi? Il faut dire avec précision, avec clarté : il l'est pour la question *italienne*, et non pour la question de la tactique générale ».

Le rapport Serrati-Gramsci, que Paggi a récemment mis en relief, doit être à mon avis pleinement accepté et, au-delà de la reconstitution philologique de l'influence du premier sur le second, il doit être défini par la capacité qu'a eue Gramsci de recueillir et de représenter de manière créative la thématique serratiennne, ce que Gramsci a maintes fois indiqué comme étant l'objectif des communistes : rompre avec une tradition, mais continuer une tradition<sup>(\*)</sup>. Dans cette optique, le choix ordonoviste d'adhésion à la motion maximaliste de Bologne, la lenteur avec laquelle la nécessité de la scission s'est frayée un chemin, et surtout l'origine

---

<sup>(\*)</sup> « On condamne en bloc le passé quand on ne parvient pas à s'en différencier », écrira Gramsci de manière significative dans une note de ses *Cahiers*.

pratique de la critique ordinoviste et gramscienne adressée au parti socialiste, ont une prégnance et une valeur politique très riches, que l'on ne peut que difficilement ramener à la question de déterminer qui s'est posé en premier le problème de la constitution d'un nouveau parti politique. La lecture de la brochure dira dans quelle mesure cet effort de connexion est réussi et comment Gramsci a fourni une réponse neuve au problème qui se pose continuellement au mouvement ouvrier de se dépasser lui-même, et comment, pour cette raison, il peut être considéré comme l'un des très peu nombreux exemples à l'échelle internationale d'appropriation réelle, et donc créative, du léninisme.

Le fait de caractériser la thématique "révolution et tradition" comme étant spécifique de Serrati n'est pas nouveau : il suffit de penser aux observations très intéressantes que Giuseppe Berti développait il y a quelques années. L'effort accompli à l'intérieur de cette thématique a été celui de déterminer le degré de conscience et le type de réponse fournie à une question juste et permanente, qui était cependant présente dans la position de Serrati : comment l'autocritique du prolétariat opère-t-elle? Comment s'y prend-on pour faire accomplir des tâches nouvelles à un mouvement politique et de classe historiquement daté?

Ma thèse est que Serrati n'a pas donné et ne pouvait pas donner de réponse à ce problème; elle proviendra de Gramsci. Le fait que la brochure se termine avec l'essai sur Gramsci n'est donc pas un hasard, mais elle exprime aussi, en plus d'un choix personnel, la caractérisation de la réponse la plus riche d'éléments, la plus susceptible de développements ultérieurs et par conséquent, malgré les limites existantes, celle qui correspond le plus au niveau des problèmes mis sur le tapis au cours de ces années-là. L'introduction que Paggi a placée au début de sa recherche, et avec laquelle je suis pleinement d'accord aussi bien dans son inspiration générale que dans ses indications particulières, me dispense d'observations plus précises.

Le seul élément que je dois rappeler est que, dans le milieu de la littérature et du débat sur Gramsci, le sens général de ma reconstitution se veut être un refus de la distinction entre un Gramsci des conseils et un Gramsci "politique", un homme de parti, distinction qui correspondrait en somme à une phase "démocratique" et à une phase "autoritaire". Au cours des deux années rouges, la réflexion gramscienne ne se réduit pas à l'hypothèse du conseil : le conseil, et à plus forte raison le *conseil d'usine*, est le fruit d'un choix précis, et discriminant du point de vue non seulement politique mais aussi théorique, et c'est *un* élément, non essentiel si ce n'est dans la mesure où il avait une place centrale dans le débat ouvrier international, d'une conception générale de la révolution qui trouve dans l'État le point d'unification générale, et dans les masses, telles qu'elles sont déterminées historiquement, la définition des protagonistes sociaux du processus révolutionnaire. C'est pour cette raison qu'il est possible de caractériser la permanence chez Gramsci d'une thématique "ordinoviste" même quand les termes particuliers dans lesquels elle se développait au cours des deux années rouges étaient profondément modifiés.

L'analyse de Bordiga a soulevé des problèmes différents. Il faut avant tout dire que cet essai a été conçu et écrit alors que les contributions les plus récentes de De Clementi et de Lepre-Levrero n'avaient pas encore paru : et ceci explique pourquoi la reconstitution des positions bordigiennes d'avant Livourne ont une place importante dans l'essai, même si l'effort a toujours été celui de relier la reconstitution et la caractérisation des composants constitutifs d'une conception générale du processus révolutionnaire et donc de la façon dont la leçon léninienne était filtrée.

Mais il y a plus. Au-delà de la contribution spécifique fournie par Bordiga à la solution du problème qui constitue le noyau de toute la recherche, l'évaluation du rôle joué par Bordiga avant et après Livourne fait partie d'une bataille culturelle en cours, avec des valeurs

politiques immédiates, et qui a pour objet l'utilisation politique de l'histoire du parti communiste, et plus généralement la façon d'affronter les problèmes du présent dans une optique de classe.

Un jugement sur la signification générale de l'élaboration politique bordiguienne, jugement qui ne bougera pas au cours des années ultérieures, s'établit autour des années 30, quand la rupture avec le parti et l'Internationale communistes était consommée, y compris du point de vue organisationnel. Dans un article court mais très significatif paru en 1930, dans *Lo Stato operaio* [L'État ouvrier], Palmiro Togliatti définissait le bordiguisme « comme une méthode politique et organisationnelle purement rationaliste, comme une tentative de construire la doctrine d'un parti révolutionnaire sur la base d'un système de règles obtenues par déductions ».

Le jugement de caractère abstrait, de mentalité géométrique, non dialectique, est déjà établi avec clarté : Togliatti en fait immédiatement ressortir l'envers politique en rappelant l'expérience de direction du parti après 1921 ainsi que l'activité de la fraction abstentionniste au cours de deux années 1919-20 : « Au moment où la révolution était en cours, au moment où les masses demandaient une direction révolutionnaire, au moment où l'on réclamait aux révolutionnaires une *action*, Bordiga faisait de la *pédagogie* ». Il n'est pas difficile de caractériser dans ce jugement de Togliatti la reprise de thèmes qui étaient déjà présents dans la réflexion de l'*Ordine nuovo* [Ordre nouveau], comme on le verra : il suffit seulement de penser, en ce qui concerne les éléments de généralisation qui y sont contenus, au très célèbre écrit de Gramsci, *Deux révolutions*; éléments qui seront repris et répétés avec une insistance plus grande dans un moment particulièrement important, entre 1923 et 1924, quand toutes les composantes originelles qui avaient conflué dans le PCd'I à Livourne, compte tenu de l'impact de la réalité et du désaccord avec l'Internationale communiste sur un point important de la tactique, tendaient au fond à se reconstituer, bien qu'avec des déplacements internes considérables, ce qui créa une situation de désagrégation potentielle du parti. Il y a malgré tout dans la position de Togliatti, au-delà d'une série de jugements qui à mon avis doivent être encore aujourd'hui partagés, plus la description d'un phénomène que son explication, et la tentative de caractériser le bordiguisme comme une forme d'élaboration typiquement italienne, aussi bien dans sa genèse que dans sa réussite<sup>(\*)</sup>, est plus une réponse sociologique qu'historique.

Quelques années plus tard, en 1934, toujours dans *Lo Stato operaio*, Giuseppe Berti, qui avait eu un passé de bordiguiste avec lequel il avait rompu brusquement, tenta de faire un bilan encore plus vaste de l'expérience bordiguienne en offrant une première reconstitution historique de la place qu'avait occupée le groupe abstentionniste dans la formation du parti. Le jugement de Berti ne diffère pas dans l'ensemble de celui qui est formulé par Togliatti; au contraire, il s'en réclame expressément, même s'il se fait plus explicite et net aussi bien dans la critique<sup>(\*\*)</sup> que dans le fait de souligner les aspects positifs de l'œuvre de Bordiga, comme

---

(\*) Togliatti définit le bordiguisme comme une « étrange idéologie ...qui, dans d'autres pays, n'aurait jamais probablement réussi à avoir le moindre succès ». Togliatti voit l'origine du succès du bordiguisme dans la « situation même de la classe ouvrière italienne. Numériquement faible, entourée d'une masse de petite bourgeoisie..., elle se trouve continuellement exposée au danger de subir elle-même, en son propre sein, et au sein de son propre parti, les influences délétères des classes adverses et des couches intermédiaires ». Togliatti voit la fortune du bordiguisme dans le fait que « la crise et l'échec du PSI ... poussèrent une partie d'entre elles [les masses les plus avancées] à chercher une garantie contre de nouvelles désillusions précisément dans un système de formules et de phrases rigide, tel qu'il semblait exclure la possibilité de nouvelles oscillations, incertitudes, hésitations et trahisons. Les origines de la fortune du bordiguisme sont donc à chercher précisément dans ses défauts ».

(\*\*) « Rationaliste par ses études et par sa tournure d'esprit, il chercha un remède aux dégénérescences morbides dans un système de principes imaginés dans son cerveau et dans les énergies révolutionnaires inépuisables de la classe ouvrière que Gramsci, à l'inverse à Turin, cherchait à susciter, et auxquelles il cherchait à donner forme, dans le mouvement des conseils d'usine.... Bordiga n'a pas eu assez confiance dans la classe ouvrière. »

celui d'avoir vu, avant toutes les autres formations de la gauche italienne, l'insuffisance du PSI<sup>(\*)</sup>. Par rapport à Togliatti, malgré leur jugement commun, Berti tente d'offrir une plus grande spécification historique en cherchant à isoler la matrice d'élaboration bordiguienne et il la trouve dans l'expérience méridionale et campanienne :

« La conception du parti ... indiquait une racine sociale bien définie; Bordiga a, durant toute sa vie politique, mené un grand combat contre le "pagliettisme", le "méridionalisme", le clientélisme, le syndicalisme, le "blocardisme", et toutes les autres formes dégénératives du socialisme dans le Mezzogiorno, et il a trouvé un beau refuge dans l'abstentionnisme... : sa position n'est pas sortie de ce cercle. Et elle ne pouvait pas sortir de ce cercle si ce n'est à condition d'en finir avec les principes tactiques, génialement imaginés par lui, pour s'appuyer sur le pivot essentiel de la prolétarisation du parti. »

Ces jugements resteront dans l'ensemble inchangés : des années plus tard, Togliatti aussi bien que Berti continueront, dans deux contributions très importantes, à donner la même appréciation<sup>(\*\*)</sup>.

Il s'agit d'une position non convaincante, surtout en raison d'une contradiction qui n'est résolue qu'à travers une exagération sociologique : à savoir la contradiction entre le jugement, qui a été indiqué, d'une mentalité non dialectique, soutenue par une expérience méridionale et même provinciale, et le rôle déterminant joué par Bordiga dans le processus de formation du parti communiste et la fonction de centre d'agrégation qu'il a exercée au niveau international au II<sup>o</sup> Congrès de Moscou aussi bien que sur la question du front unique et que surtout au V<sup>o</sup> Congrès de l'Internationale. Une expérience provinciale étroite et limitée est une base bien fragile pour soutenir et expliquer ces faits : le problème est donc plus général et complexe. Sans aucun doute, l'expérience méridionale a eu une forte influence sur Bordiga et elle a aussi contribué à accélérer la rupture à l'égard toute forme de fléchissement vers le compromis, toujours latent une fois que la perspective révolutionnaire s'éloigne dans le temps, et à rendre plus facile la coupure du cordon ombilical qui tenait lié le groupe méridional au parti socialiste. Mais le fait caractéristique de cette expérience, qui insère Bordiga dans le courant du socialisme méridional qui va de Salvemini aux syndicalistes révolutionnaires, c'est la prééminence de la politique. Dans une réalité fondamentalement rurale, socialement désagrégée, privée de couches sociales homogènes et unies qui peuvent se présenter comme des noyaux de réorganisation du tissu social tout entier, la politique constitue l'unique niveau de généralisation et d'unification possible et le parti la forme d'organisation privilégiée. Mais il y a plus : c'est l'arriération méridionale même qui impose

---

(\*) La négation intransigeante de l'opportunisme, écrit Berti, « pour stérile qu'elle ait été dans son contenu... amena souvent Bordiga à prendre avec rapidité, sur des questions vitales pour le mouvement ouvrier, des positions justes ». Jugement qui est cependant accompagné aussitôt par une précision ironique : « Avec rapidité parce que, étant donné que les processus de formulation d'une ligne politique étaient, pour le groupe du *Soviet*, le plus souvent des processus mentaux, lesquels ne naissaient pas et ne se développaient pas péniblement au sein de la réalité, ils venaient à maturité rapidement et dans la forme la plus radicale ». Très intéressantes sont les observations de Berti sur le rôle de frein que joua Bordiga en ce qui concerne une solution "kapdiste", mais de masse, de la part de la classe ouvrière italienne.

(\*\*) Voir P. Togliatti : *La formation du groupe dirigeant du parti communiste italien* (1962). En se référant au congrès de Livourne, Togliatti définit la direction bordiguienne comme « la tentative d'enfermer cette poussée révolutionnaire dans un cadre étroit, qui en limite l'efficacité; de la diriger selon un schéma rigide, qui n'avait rien à voir avec la réalité, et qui ne permet pas à la force révolutionnaire potentielle de déployer toute son efficacité politique réelle ». On peut voir, concernant ce problème, toutes les considérations que Togliatti a développées dans *L'Introduction*. Quatre années plus tard, Berti s'occupait de l'édition d'une partie des Archives Tasca, en faisant précéder le recueil de documents d'une longue introduction d'une grande importance, mais qui souleva de nombreuses critiques (*Les premières dix années*).

la politique comme le niveau adéquat de compréhension et d'acquisition des phénomènes. Du fait de la place qui est attribuée au Mezzogiorno dans le cadre général du pays, en raison du fait que l'on ne peut parvenir à la définition de la réalité méridionale qu'en relation avec l'ensemble, avec le processus général d'accumulation capitaliste, le référent général avec lequel l'on doit régler ses comptes, pour éviter que sa propre réflexion ou action ne reste l'expression d'expériences locales, c'est l'État en tant que rapport de forces politique entre les classes. C'est la leçon que Bordiga a tirée de son expérience méridionale, et c'est une leçon importante. On verra par la suite comment s'articulera cette nette prééminence de la politique avec ses limites, mais elle ne peut certainement pas se réduire à un phénomène "négatif" de pagliettisme méridional.

Malgré tout, cette valeur différente et plus grande donnée à la caractérisation historico-sociale n'est pas du tout satisfaisante et elle ne détermine qu'un seul aspect, et pas même le plus important, du problème. Bordiga comme Gramsci, et comme toute l'élaboration produite par le mouvement ouvrier international dans ces années cruciales qui vont de la Révolution russe au premier après-guerre, ne peut être analysé que dans le cadre de l'effort d'appropriation d'une expérience révolutionnaire et de libération de la tradition désastreuse du socialisme de la II<sup>e</sup> Internationale. Cela veut dire que le jugement et la reconstitution ne peuvent être qu'historiques et génétiques, mais en ayant comme référent ce cadre, parce que c'est à ce niveau que se mesure la "maturité" d'une théorie aussi bien que d'un mouvement révolutionnaire. C'est pourquoi, au-delà des réserves exprimées sur certains jugements forts, l'importance des contributions de Berti et surtout de Togliatti, d'autant plus influentes et significatives que ce dernier avait le rôle de dirigeant politique, réside dans la rupture d'avec une tradition qui tendait à donner à la personne et à l'œuvre de Gramsci, après sa mort, le caractère d'une légende, à en faire le fondateur du parti, en marginalisant le rôle joué par Bordiga et par sa fraction. La publication de la correspondance de 1923-24, et quelques années après la vaste reconstitution documentée de Paolo Spriano, redonnèrent à Bordiga le rôle qu'il avait effectivement joué dans la constitution du PCd'I. En suivant cette voie, on est parvenu à deux résultats importants : d'une part, on redonnait à la scission de Livourne toute sa signification de point d'aboutissement commun d'orientations politiques et idéales différentes, unies seulement dans leur adhésion à l'Internationale communiste et dans leur volonté de rupture avec le passé : c'est-à-dire le commencement d'une page nouvelle dans l'histoire du mouvement ouvrier, mais une page encore à écrire; d'autre part, la direction gramscienne du parti était caractérisée avec justesse comme le résultat d'une dure lutte politique qui avait eu pour enjeu la conception du parti, de la révolution et des rapports avec l'Internationale. Bordiga est partie intégrante de ce processus de formation d'un nouvel instrument politique, mais seulement une partie qui doit être mesurée à l'intérieur des problèmes que le développement de cet instrument et son impact sur la réalité italienne et internationale posaient. C'est à ce niveau que l'on doit analyser la fonction dirigeante et la défaite politique de Bordiga.

Paradoxalement, alors que l'historiographie communiste avait tendance à fournir des contributions substantielles à la réflexion sur sa propre histoire et à souligner la valeur de choix et de résultat d'une âpre lutte politique qui se situe en amont de cette tradition politique dont elle se réclamait (gramscienne et togliattienne), il était possible de caractériser une orientation opposée dans tout un courant historiographique qui, sous prétexte de nouveauté et de critique "de gauche" du PCI, consistait à isoler la figure et l'élaboration de Bordiga afin de les utiliser pour s'opposer globalement à toute l'histoire du communisme italien. Cette orientation a comme conséquence, entre autres, celle de faire disperser les résultats acquis et d'introduire dans l'histoire du PCI une composante idéaliste : en effet, à partir de 1923, année de l'arrestation de Bordiga et du début de son déclin politique, il serait possible d'identifier

une ligne de continuité gramscienne, totalement négative et opportuniste, qui va de l'"Ordine nuovo" à la politique de 1924, des Thèses de Lyon au front populaire, à la politique d'unité nationale, à la "voie italienne au socialisme". Cette opération de récupération historiographique est due essentiellement au groupe dirigeant de la *Rivista storica del socialismo*, surtout dans sa dernière période, quand elle était en train de perdre les caractères qui en avaient provoqué la constitution et le développement. La toute récente recherche monographique sur Amadeo Bordiga réalisée par De Clementi constitue une exacerbation de ces positions et un document significatif du type d'approche des problèmes de l'histoire du Parti communiste italien, et plus particulièrement d'une figure aussi controversée que celle de Bordiga.

Cette position n'est pas fortuite : elle est l'expression d'une orientation plus générale qui a cours depuis au moins une décennie, et qui se caractérise par une réflexion sur les vicissitudes du mouvement ouvrier italien et international, à partir d'une motivation théorico-pratique précise : une différenciation politique du Parti communiste, avec l'objectif de la refondation d'un mouvement de classe, en partant de l'hypothèse d'un potentiel révolutionnaire sacrifié et déformé par le révisionnisme moderne, prêt à passer avec armes et bagages dans le camp adverse. Traduites sur le plan historiographique, ces orientations politiques se résolvent dans la recherche d'une tradition à laquelle relier ses propres choix révolutionnaires d'aujourd'hui, en tendant à réévaluer des figures et des moments de l'histoire du mouvement ouvrier communiste hypostasiés comme exemples d'une pureté originelle dispersée par les dégénérescences successives. Ce phénomène peut se vérifier dans un retour acritique au débat des années vingt, à la recherche d'une alternative révolutionnaire occidentale sacrifiée par l'opportunisme de l'Internationale communiste ainsi que par la transposition d'une stratégie "russe", comme celle de Lénine, à une réalité différente<sup>(\*)</sup>.

Sur le plan strictement politique, la "redécouverte" de Staline a la même signification : face aux violentes contradictions du monde communiste international, l'exigence fortement ressentie d'une recomposition trouve sa propre compensation dans l'hypothèse stalinienne de l'État guide, dans l'idéologie d'un modèle auquel se conformer.

Ce qui est perdu nécessairement, dans ces formes d'approche déformée des problèmes du présent, c'est le processus réel, le mouvement des masses, les modifications produites par elles, la critique réelle que le mouvement énonce implicitement sur lui-même, le point d'arrivée effectif duquel il faut repartir pour surmonter réellement les goulots d'étranglement et les limites exprimés par le mouvement : le rationaliste Pannekoek aurait sans doute vu dans ce retour au passé une nouvelle confirmation de la persistance de l'influence bourgeoise, sa tendance à immortaliser un phénomène, une expérience, une institution. L'on finit ainsi par donner lieu, sur le plan historiographique, à une conception mythico-idéaliste du développement historique, pour laquelle il existe une vérité immobile dans le temps dont il est possible de se réclamer pour la rendre opérative; politiquement, on fait un choix bureaucratique et doctrinaire en cherchant une réponse aux problèmes et aux difficultés nouvelles que la réalité et les contradictions de classe posent de temps en temps en se réfugiant dans le passé, en demandant en définitive à celui-ci de résoudre les problèmes du présent.

La récupération de Bordiga ne peut se résoudre que dans sa datation historique, laquelle permet d'en déterminer la signification générale et les limites spécifiques. Contrairement à ce

---

(\*) Que l'on pense seulement aux publications désormais nombreuses de textes relatifs au débat des années vingt, présentées sur le marché de manière acritique et sans appareil historique adéquat. Pour une mise au point des problèmes liés à cet ensemble de publications, voir l'écrit intéressant de Dino Ferreri, *Notes sur l'"extrémisme historique" et le "léninisme"*, dans "Critica marxista" n° 1, 1971.

que pense De Clementi<sup>(\*)</sup>, cette datation doit être placée bien avant 1926 : elle est dans la crise du socialisme international, dans la réflexion collective des raisons de son échec et de la création de nouvelles avant-gardes politiques. Déjà Lénine, au III<sup>o</sup> Congrès de l'IC, dans sa critique de la dure intervention de Terracini, avait fixé une périodisation qui déterminait dans des phases différentes les tâches politiques essentielles du mouvement ouvrier : « Notre premier problème était de créer un parti vraiment révolutionnaire et de rompre avec les mencheviks... La seconde étape, après nous être organisés en parti, consiste à apprendre et à préparer la révolution » et donc à conquérir la majorité de la classe ouvrière. Ce n'est pas un hasard si c'est précisément à partir du "tournant" de 1921 que commence publiquement entre Bordiga et l'IC un désaccord qui s'approfondira progressivement jusqu'à la rupture : ce désaccord se développait au fond entre ceux qui concevaient la scission de Livourne comme une séparation définitive et ceux qui y voyaient le point de départ d'une réorganisation de l'ensemble du mouvement ouvrier; entre ceux qui isolaient une phase à l'intérieur d'un long processus historique extrêmement complexe et ceux qui au contraire, en tenant pour certain que ce processus était un fait essentiel, adaptaient à celui-ci la signification et la portée des phases particulières. Ce qui veut dire que Bordiga est l'homme de Livourne et de l'actualité de la révolution, et qu'il aura tendance à maintenir fermes les critères qu'il avait soutenus jusqu'à la scission, même dans une phase historique ultérieure et différente. Mais c'est parce que le problème de la création d'un nouvel instrument politique de la classe ouvrière, création dans laquelle certains caractérisent le léninisme de Bordiga, ne se résout pas dans une nouvelle forme d'hypostasie qui a sa matrice dans le stalinisme, que ce problème doit être continuellement ajusté aux aspects les plus généraux, comme le rapport classe-parti-État, démocratie-socialisme, comme la conception de la révolution, c'est-à-dire tout ce qui constitue une tradition de pensée et d'expérience politique dont Bordiga était l'expression. Dans l'analyse de ce contexte plus vaste, il est possible de donner également une réponse au long oubli dans lequel ont été tenus la personnalité et le rôle de Bordiga dans l'histoire du PCI. Cet oubli ne découle ni de manipulations historiographiques, ni même de l'absence de Bordiga dans la lutte antifasciste, mais du fait qu'il était le héraut d'une tradition potentiellement en contradiction avec la plateforme sur laquelle se constitue le parti communiste, et encore plus avec l'acquisition du léninisme sur cette base achevée. Lorsque Gramsci, refusant de signer le manifeste que Bordiga avait rédigé contre la politique de l'IC, écrivait : « Je nie carrément que la tradition du parti soit celle qui se reflète dans le manifeste », il acceptait la consolidation de deux lignes dont la différenciation n'était pas seulement politique, mais qui avait des racines lointaines.

---

<sup>(\*)</sup> Le livre d'Andreina De Clementi (*Amadeo Bordiga*, 1971) s'arrête en 1926, c'est-à-dire au Congrès de Lyon et au VI<sup>o</sup> Exécutif élargi de l'IC, à savoir au moment où il y a rupture dans les rapports entre Bordiga et le parti, même si cela ne se traduit pas dans l'organisation. En dehors de l'absence d'une justification d'une telle périodisation, la signification de celle-ci dans le cadre de la reconstitution effectuée par De Clementi est que Bordiga est historiquement daté, dans ce sens qu'il a joué un rôle et exprimé des positions précises à l'époque où il a déployé son action et sa réflexion à l'intérieur du corps historique du communisme italien et international.

# Giacinto Menotti Serrati.

## Tradition et révolution.

### *Pour une approche de Serrati*

« Cela fait désormais quatre ans que le PSI... est en train de chercher les voies les plus diverses afin d'être *pour* Moscou sans être complètement *avec* Moscou. Moi-même, plus que tout d'autre, et c'est pourquoi je suis un bon témoin, j'ai participé à cette recherche. Nous nous sommes fait des illusions, et moi plus que tous, sur le fait de pouvoir apporter à l'unité des forces prolétariennes révolutionnaires la contribution d'autres éléments qui semblaient bons et sincères et qui se situaient sur les marges des deux moments : le moment réformiste et le moment révolutionnaire. Mais nos espoirs se sont brisés... Il n'y a que deux politiques : celle de Paris et celle de Moscou ; celle de l'Entente, qui est celle du capitalisme réactionnaire, et celle de Moscou, qui est celle de la révolution prolétarienne. Il n'existe pas de possibilité de créer une situation moyenne<sup>(\*)</sup>. »

Avec ce jugement autocritique de septembre 1923, Serrati établissait un bilan sévère d'un événement politique central dans l'histoire du socialisme italien, dont il avait été le principal protagoniste, et il exprimait publiquement un choix politique qui, d'ici quelques mois, se parachèvera également organisationnellement avec son adhésion au PCd'I.

Le bilan autocritique et le choix politique n'étaient certainement pas fortuits, mais ils avaient leur racine dans une reconsidération des vicissitudes de l'après-guerre, laquelle avait commencé lors du Congrès de Rome avec l'exclusion de l'aile droite. Le socialisme italien, déjà durement frappé à Livourne par la perte d'une minorité unie et aguerrie, et qui était de plus aidée par l'appui de l'Internationale communiste qui avait été, dans les années précédentes, le point de référence constant du prolétariat italien, voyait se multiplier, sous l'attaque de la réaction fasciste, ces éléments de désagrégation qui étaient déjà évidents à la fin de 1920 : en conséquence, il se développa avec plus de force et avec une plus grande possibilité de succès les tendances collaborationnistes exprimées, dans la période précédente, avec une grande lucidité par Filippo Turati dans son très célèbre discours : *Refaire l'Italie*<sup>(\*\*)</sup>, mais qui, lors des deux années 1921-22, prenaient un ton nouveau, centrées qu'elles étaient sur l'hypothèse de conquérir un espace politique qui garantirait la survie du mouvement et briserait le lien toujours plus étroit entre le fascisme et l'État :

---

(\*) G. M. Serrati, *Pour une position précise*, dans "Pages rouges" du 30 septembre 1923, page 2. Un peu avant cette citation, page 1, Serrati avait écrit : « L'Internationale communiste... nous a demandé à cette époque non pas de faire la révolution; mais de nous séparer de ceux qui n'étaient pas partisans de ce programme et qui représentaient, dans notre organisation, un frein, une fumée, un obstacle gênant. Ce fut là l'origine de nos désaccords avec Moscou, et de nos polémiques. Nous espérions pouvoir amener aussi les réformistes à l'action révolutionnaire... Ils employaient notre langage; ils semblaient animés par les mêmes intentions que nous. Nous devons l'avouer : nous nous sommes trompés, et peut-être que nous avons également été trompés. Mais, en politique, ce n'est pas celui qui trompe qui a tort; a tort celui qui se laisse tromper. Et nous, pour ce qui concerne nos réformistes, nous avons eu tort vis-à-vis de l'Internationale communiste. »

(\*\*) Le discours de Turati a été prononcé à la Chambre des députés le 26 juin 1920. À ce sujet, voir A. Leonetti : *Le programme radical de Filippo Turati*, dans "Comunismo", 1-15 août 1920. Le jugement politique qui y est exprimé est très net : Turati s'est placé en dehors du parti.

« À la réunion du Conseil national de Rome, de nombreux camarades, qui représentaient les terres les plus tourmentées par le fascisme, sont intervenus pour demander avec force que le Parti change de cap et autorise son groupe parlementaire à appliquer, pour ce qui concerne l'action politique, une tactique plus élastique, qui permette entre deux maux de choisir le moindre. Au fond... il était demandé que nos députés puissent manœuvrer afin que, à la Chambre, on parvienne à une combinaison ministérielle moins hostile aux revendications de la classe prolétarienne et moins opposée à la liberté du mouvement d'organisation socialiste.<sup>(\*)</sup> »

Serrati comprenait la force de cet argument et le caractère sérieux du problème qu'il posait, et lui-même avait tendance à reconsidérer les tâches de l'action politique du parti<sup>(\*\*)</sup>, mais il était parfaitement clair pour lui que, si l'on suivait cette voie, on retrouverait l'idéologie réformiste, définie par lui comme étant « hors de la réalité, hors de la vie, hors de l'histoire »<sup>(\*\*\*)</sup>, laquelle se proposerait à nouveau comme une solution alléchante mais éphémère. La réponse de Serrati consiste donc à réaffirmer nettement l'intransigeance en tant que trait caractéristique du socialisme italien. Mais peut-être que le fait le plus significatif concernant la position de Serrati dans cette période, c'est le jugement politique général qu'il développait sur le parti socialiste et sur le rapport avec la situation présente : le parti non seulement « ne répond pas aux nécessités du moment », mais il s'est détaché des buts pour lesquels il a été fondé : « Durant les longues périodes de son action légale, et pris par les exigences de son activité concrète, il a oublié ses origines et ses finalités révolutionnaires, et il s'est gonflé d'éléments qui ne partagent pas ces finalités ». C'est sur la base de cette analyse que se pose à nouveau le problème de son attitude lors du congrès de Livourne, et des choix faits à l'époque<sup>(\*\*\*\*)</sup>. Serrati confirme pleinement la validité de ce choix, qui sauvegardait l'unité et l'intransigeance de classe, et la différence de situation d'avec l'année 1922 dans laquelle se sont opposées deux conceptions antithétiques, une conception démocratique, « qui est la conception éminemment capitaliste, antiprolétarienne, bourgeoise », et une conception révolutionnaire, « qui est la conception socialiste, de lutte de classe ».

En dehors de sa valeur de document pouvant servir à une évaluation rétrospective, l'intérêt de ce jugement serratiens réside dans le fait qu'il est une reformulation, à plus d'une année de distance, de celui qui constituait, ainsi qu'on le verra, le critère fourni par Serrati pour conserver l'unité du parti, c'est-à-dire l'unité dans la pratique. Mais ce jugement, s'il confirmait de nouveau la validité des choix faits en 1921, était en contradiction avec la réflexion générale que Serrati, au cours de ces mois-là, effectuait sur les deux années rouges italiennes et sur les choix politiques faits par le PSI : d'un côté, il soulignait l'erreur de

---

(\*) G. M. Serrati, *Au sujet de la situation*, dans "Comunismo", 16-91 mars 1922. Il faut aussi tenir compte des observations faites par Serrati, quelque temps auparavant, sur les tendances qui se faisaient jour dans le parti et particulièrement dans le groupe parlementaire (voir G. M. Serrati, *Entre deux congrès*, dans "Comunismo", 1-15 août 1921.

(\*\*) *Après la victoire électorale socialiste*, dans "Comunismo", 15 mai-15 juin 1921. Après avoir souligné l'impossibilité de solutions collaborationnistes, il reconnaît que l'on peut assigner au groupe parlementaire socialiste une tâche précise : « Et malgré tout, il y a une tâche pratique et actuelle à mener et que le Groupe doit mener. Nous voulons garantir à nos associations le droit de réunion, d'association, de vie... ». Sur les raisons de la reprise du réformisme à l'intérieur du parti, voir un écrit très important : *L'histoire de l'anti-collaborationisme*, dans "Communisme", 1-15 septembre 1921.

(\*\*\*) C'est là la substance de la critique serratiens aux positions de Turati, et qui était exprimée dans un article paru dans l'"Avanti!" en avril 1921. La réponse de Turati a été publiée dans le numéro du 6 avril 1921.

(\*\*\*\*) « Mais ici certains nous font observer : "Et pourtant, vous, avec "Comunismo" en tête, vous vous êtes fait des illusions, et vous nous avez donné des illusions à propos de la possibilité de cette conciliation...". L'observation est juste et sincère : si sincère qu'elle nous vient de différentes parts en même temps. Mais si elle veut être une semonce et une accusation, nous la repoussons nettement; tandis que nous l'acceptons comme constatation du fait que tant que nous croyions compatibles et conciliables le maximalisme et l'unité, nous, les maximalistes avant tout, nous avons été unitaires, et nous nous sommes battus pour l'unité de toute notre énergie... ». (Serrati, *Maximalisme et unité*, dans "Comunismo" du 16-31 juillet 1922).

l'incompréhension de la valeur politique que pouvait avoir la Constituante en tant que catalyseur de forces et qu'instrument de création d'une situation politique plus avancée, et de l'autre il faisait une critique, moraliste et éplorée, mais pas moins importante et significative en cela, des mouvements de masse qui s'étaient développées au cours des deux années rouges, et dans lesquels se reflète un jugement d'immaturation sur le mouvement ouvrier et populaire italien :

« Est-ce que cela a été la faute du parti si les événements ont précédé sans cesse notre action, pressés vertigineusement qu'ils ont été par tant d'irritations et tant d'impatiences? Si, quand à peine nous projetions la socialisation d'une industrie, les ouvriers occupaient les usines? Si, tandis que nous préparions la socialisation des terres, avec les méthodes et les formes qui sont celles de notre parti, les paysans occupaient, dans un premier temps, violemment les terres et nous abandonnent aujourd'hui pour suivre la démagogie du fascisme faiseur de miracles?... Le gradualisme a été vaincu par la réalité. La nature, qui ne devrait jamais faire de sauts, en a fait des prodigieux et incroyables. La réalité a démenti toute construction idéologique, la prédication pacifique a été submergée par la pratique de la violence bourgeoise. »

En dehors de son caractère défensif, ce jugement de Serrati est un document d'une importance fondamentale pour déterminer les éléments essentiels des positions politico-théoriques de sa réflexion et le type d'approche hypostasié par rapport au mouvement de masse du premier après-guerre, comme on le verra plus largement par la suite.

La signification générale de toutes ces interventions effectuées par Serrati est celle d'orienter dans un sens révolutionnaire une formation politique en désagrégation rapide, dans laquelle l'unique hypothèse politique qui prenait corps, même si c'est sous des formes diverses – depuis le collaborationnisme ouvert jusqu'au refus d'un choix frontiste –, était celle de droite. Le ton même, exaspéré et émouvant, des interventions de Serrati, renseigne sur la difficulté de cette opération et sur son caractère externe. L'échec de cette tentative se situe en amont de ce bilan autocritique d'ensemble de sa propre expérience que l'on a rappelé au début de ces pages.

C'est avec l'adhésion de Serrati et du groupe des "terzini"<sup>(\*)</sup> au PCd'I que se concluait donc une vicissitude déchirante et dramatique<sup>(\*\*)</sup> qui posait un problème général de grande importance, relatif à la manière dont le mouvement ouvrier se développe et se dépasse lui-même. C'est avec l'adhésion au PCd'I que s'opérait, au niveau d'une tendance, la recomposition d'une fracture qui avait bouleversé le PSI, et la problématique particulière que Serrati avait développée depuis 1919 trouvait sa réponse dans une formation politique qui se posait consciemment le problème de rompre et de continuer en même temps une tradition. Le bilan critique serein que Gramsci établissait de l'importance de Serrati dans l'histoire du socialisme italien était tout centré sur ce thème :

« ... avec la venue de Serrati dans notre parti, une période entière de l'histoire du mouvement ouvrier en Italie se terminait. ... Elle révélait et sanctionnait un processus moléculaire qui s'était déployé obscurément dans la masse des travailleurs italiens après la scission de Livourne, dans les années noires 1921 et 1922, et par lequel tout ce qui existait de sincère, d'honnête, et d'intrépide, dans le prolétariat révolutionnaire s'était incorporé dans notre parti, en changeant radicalement les positions des partis qui se réclament de la classe ouvrière.<sup>(\*)</sup> »

---

(\*) Terme italien désignant les partisans de la III<sup>e</sup> Internationale dans le PSI. (NdT).

(\*\*) Serrati lui-même rappelait, dans son intervention au congrès de Lyon, son expérience : « Personne ne saura de quelles souffrances intimes cette contradiction a été la cause pour moi. Je croyais être dans le vrai et je commettais une profonde erreur, la plus grave erreur de ma vie... ».

(\*) A. Gramsci, *Le camarade G. M. Serrati et les générations du socialisme italien*.

Et donc Serrati est considéré comme le point le plus élevé de la capacité d'expression des vieilles générations et de la tradition socialiste italienne, dont cependant il n'est pas arrivé à se libérer<sup>(\*\*)</sup>. Si, dans l'évaluation rétrospective, des idées autocritiques extrêmement intéressantes sont avancées<sup>(\*\*\*)</sup>, on conçoit cependant, dans le discours gramscien, seulement le fait – Serrati et la tradition – sans que soit mis en évidence le problème général qui le sous-tend, que Serrati lui-même avait soulevé, et que précisément toute l'élaboration gramscienne, au cours des deux années rouges comme dans l'effort de constitution d'un nouveau groupe dirigeant communiste, allait résoudre.

Développer un discours sur une personnalité aussi riche et fascinante que Serrati se présente comme une tâche qui est loin d'être facile : il s'agit en premier lieu de surmonter le mur épais de jugements liquidateurs qui grève son action et plus généralement toute la stratégie du maximalisme italien, jugements qui sont étroitement liés à l'échec de portée historique auquel elles ont conduit le mouvement ouvrier italien; mais la difficulté plus grande encore réside dans le fait que Serrati ne peut se résoudre dans aucune des coalitions entre lesquelles se partage le mouvement ouvrier international dans ces années-là. Si l'effort de Zinoviev d'identifier Serrati au centrisme international et aux Indépendants allemands était important, dans la mesure où il servait à informer que la problématique serratiennne n'avait pas des valeurs qui se limitaient à la seule Italie, il ne caractérisait cependant qu'une demi-vérité, parce qu'elle ne parvenait pas à définir complètement Serrati.

Le fait qu'il faille, à mon avis, tenir pour certain est que le choix internationaliste de Serrati ne constituait pas seulement un élément essentiel de son élaboration, mais était surtout politiquement bien spécifié. Cela veut dire que Moscou restait l'unique interlocuteur légitime et l'unique point de référence réel. Cette continuité d'orientation peut facilement être relevée dans la ténacité avec laquelle la direction du PSI et Serrati poursuivaient des contacts laborieux avec le CE de l'IC pour que leur position à l'intérieur de l'organisation internationale se voie à nouveau confirmée. La violence avec laquelle Serrati attaque l'IC au retour des délégués du PSI au III<sup>e</sup> Congrès n'est pas le fruit d'une réflexion, mais le résultat du heurt entre deux conceptions profondément différentes de l'organisation internationale du mouvement ouvrier, en plus de la conviction de Serrati d'avoir subi une décision injuste.

Le document qui exprime peut-être le mieux la position de Serrati et de son groupe sur cette question fondamentale est un article de Riboldi paru dans *Comunismo*, lequel critique la thèse soutenue par la *Critica sociale* relativement à la nécessité de l'adhésion à l'Internationale de Vienne. C'est un article significatif justement parce que le point de départ du discours est la situation interne du parti, le processus de différenciation en cours vers la droite, dont la critique adressée à l'IC était la conséquence internationale la plus évidente. L'article de Riboldi se présente donc comme une nette réaffirmation de principe et comme un choix de ligne. La force de l'IC, écrit Riboldi, ne réside pas seulement dans le fait qu'elle est la plus forte parmi les organisations politiques internationales existantes, bien qu'elle n'ait pas encore la majorité du prolétariat, mais surtout dans le fait qu'elle est l'expression de l'unique révolution prolétarienne victorieuse existante dans le monde : « On ne conçoit pas en effet comment les révolutionnaires pourraient jamais séparer leur cause de la cause d'une révolution qui résiste depuis plus de quatre ans et est en train de s'imposer à tous les

---

(\*\*) « L'on peut dire... que le camarade Serrati a été le représentant le plus élevé et le plus noble des vieilles générations du socialisme révolutionnaire italien traditionnel; qu'il a exprimé ce que ces générations pouvaient exprimer de plus généreux et de plus désintéressé. » (Ibidem).

(\*\*\*) « Nous, des générations jeunes, nous n'avons peut-être pas donné toute l'importance due au drame qui a été vécu alors. C'est pourquoi nous avons été cruels, peut-être plus que de mesure, dans l'agression de ce qui nous paraissait un sentimentalisme inutile et un amour stérile pour les vieilles formules et les vieux symboles ». (Ibidem).

gouvernements de la démocratie réactionnaire de l'Occident »<sup>(\*)</sup>. À la lumière de ce jugement, qui est encore un choix politique, Riboldi établit une comparaison entre l'Internationale de Moscou et celle de Vienne<sup>(\*\*)</sup>, et il donne une indication qui est l'aveu d'une erreur accomplie et la voie pour résoudre une situation de confusion et d'isolement :

« Le chemin pour nous orienter existe : revenir à Moscou. Il suffit que nous nous convainquions que nous ne sommes pas les meilleurs juges de nous-mêmes et que le défaut de *compréhension*... n'est pas tant dans l'Exécutif de Moscou qu'en nous-mêmes, que nous sommes dans la désorientation interne et externe la plus marquée, et pourtant nous ne voulons pas entendre parler de nous trouver avec ces généraux... qui ont su faire la révolution au moment opportun, qui ont su la maintenir contre un monde d'ennemis, qui savent maintenant se protéger dans le domaine plus difficile de la reconstruction économique. »

Cet écrit exprime au fond une position qui est typique de Serrati : son alignement sur Moscou, malgré une série de critiques très graves, comme on le verra, demeure l'ancrage sûr et immuable, et le point de référence d'où repartir pour récupérer l'unité du mouvement en Italie et dans le monde. Même dans la reconsidération rétrospective placée au début de ces pages, cet élément est assez évident.

C'était un fait dont avaient clairement conscience des observateurs étrangers comme Paul Levi, lequel avait représenté le KPD à Livourne, et qui cependant, dans son discours de salutation, s'était déclaré favorable à l'exclusion immédiate des réformistes<sup>(\*\*\*)</sup>. Levi, comme on le verra plus amplement par la suite, tant durant qu'après le congrès, déploiera une action intense pour empêcher l'approfondissement de la rupture entre le gros du PSI, qui était resté avec Serrati, et l'IC, en tentant de ramener à de justes proportions la sévérité des critiques antiserratiennes qui étaient alors courantes. Un des éléments qui prouvaient, à son avis, l'authenticité révolutionnaire des positions sur lesquelles était abouté le mouvement socialiste italien, lequel pour cette raison devait être récupéré par l'Internationale, était précisément le fait de s'être maintenus fermement sur les choix internationalistes effectués en 1919 :

« Le danger existe que, du fait de ses divergences avec l'Internationale Communiste, ce noyau se laisse pousser vers l'Internationale de Vienne. Les "centristes"... ont résisté à cette tentation. Malgré la scission, ils déclarent appartenir, maintenant comme avant, à l'Internationale Communiste... Nous croyons cependant qu'il est possible de maintenir des liens entre la III<sup>e</sup> Internationale et les éléments qui se trouvent aujourd'hui en opposition avec elle sans pour cela lui avoir dit adieu... »<sup>(\*\*\*\*)</sup>

Serrati, et c'est peut-être l'élément permanent de sa réflexion, sait qu'il doit se mesurer avec ce qui constituait le point le plus avancé du mouvement ouvrier international : cela découlait non seulement du jugement qu'il exprimait sur la situation historique traversée, mais aussi du lien très fort qui l'unissait avec les masses, ce qui est le facteur caractéristique

---

(\*) E. Riboldi, *Action internationale*, dans "Comunismo", 16-31 janvier 1922.

(\*\*) « Si l'Internationale moscovite (si cette appellation plaît à *Vice*) est un mythe, celle de Vienne est un fantôme; si celle de Moscou est un enfant, celle de Vienne est un fœtus; si celle de Moscou est une division du commissariat aux Affaires étrangères..., celle de Vienne est le rêve d'une nuit d'hiver de tous les égarés dans l'obscurité de la vie politique internationale ». (Ibidem).

(\*\*\*) « En Allemagne, nous avons eu pendant longtemps l'unité, nous avons eu pendant longtemps le grand Parti social-démocrate, et aujourd'hui nous maudissons les assassins qui sont issus de ce Parti social-démocrate. Il y a des moments où il est nécessaire de se séparer et de prendre chacun sa propre voie. Il y a dans l'évolution d'un prolétariat des moments où celui qui a été notre frère hier ne l'est plus aujourd'hui, et ne le sera plus demain. » (*XVII<sup>e</sup> Congrès du PSI, Livourne, 15-20 janvier 1921*).

(\*\*\*\*) Il s'agit d'un article de Paul Levi paru dans la "Rote Fahne" du 23 janvier 1921 et reproduit dans une série de documents à travers lesquels on cherche à reconstituer l'incidence de la scission de Livourne sur le KPD.

du maximalisme italien, masses parmi lesquelles l'expérience d'Octobre et les espoirs soulevés par la première rupture révolutionnaire victorieuse constituaient un solide ciment d'agrégation.

Si les éléments que nous venons de rappeler ici définissent les caractères essentiels de l'internationalisme de Serrati, en dépit du fait qu'il soit *pour* et non *avec* Moscou, celui-ci identifie, à l'intérieur de ce choix, un aspect particulier et la racine de l'ambivalence et de l'irrésolution de sa position : le refus conscient de se fondre complètement dans l'Internationale communiste et encore moins dans une autre formation signifiait la transposition à l'échelle internationale du choix unitaire effectué à Bologne, comme on le verra, et il exprimait la tendance à faire toujours valoir les raisons de l'unité par rapport à celles de la division. Serrati est prêt à accueillir favorablement les éléments nouveaux concernant la tactique qui sont apparus lors du III<sup>e</sup> Congrès de l'IC : c'est dans la critique accablante que Lénine adresse à l'intransigeance extrémiste de Terracini, même s'il sait que le jugement porté sur les positions dont il était lui-même l'expression n'a pas été modifié<sup>(\*)</sup>, qu'il isole les éléments d'un changement d'attitude. Il considère le front unique comme un choix politique « accepté... avec grande sympathie par les masses », et comme l'instrument qui peut reconduire « le mouvement prolétarien et socialiste à ses luttes et lui donne de nouveaux espoirs et une nouvelle confiance », en surmontant les divisions et en sauvegardant l'unité contre l'ennemi commun, « l'armée blanche équipée par le patronat »<sup>(\*\*)</sup>.

Cela signifiait que le front unique était un choix qui devait lui apparaître comme singulièrement cohérent avec les positions qu'il avait soutenues à partir de 1919 et comme une confirmation de leur justesse. C'est pour cette raison qu'il suit avec une attention particulière la Conférence des trois Internationales ouvrières qui s'est déroulée à Berlin en 1922, et qu'il la juge comme étant le *fait* le plus remarquable en tant qu'application politique du front unique, « *fait* qui est infiniment supérieur en soi à tous les marchandages des *motions* et des *ordres du jour* » et qui sanctionne « le retour forcé à la lutte de classe de ceux qui l'avaient méconnue et reniée » durant la guerre<sup>(\*\*\*)</sup>. Les critiques qu'il développe à l'égard des observations lourdement polémiques que Lénine a adressées à la Conférence de Berlin ont leur racine dans cette interprétation du front unique comme étant un pas en arrière par rapport à la scission, et comme tendant donc à une réunification organisationnelle du prolétariat. La limite de ces évaluations de Serrati est évidente : il ne comprend pas la signification *politique* ni de la proposition de scission, ni du choix qui tendait à conquérir la majorité du prolétariat resté en dehors de l'IC, en conservant cependant la distinction d'organisation et de principes. L'invitation de Lénine à ne pas considérer la critique du centrisme comme un sport est une invitation à transformer les organisations communistes en organismes politiques qui n'ont pas pour unique raison d'existence la critique de l'opportuniste de la II<sup>e</sup> Internationale. La vérité est que, dans cette orientation serratiennne favorable au front unique, il est possible d'isoler au moins une coordonnée fondamentale de toute sa réflexion : le fait qu'il se place constamment du point de vue de la classe, prise comme entité avec sa propre valeur au-delà des formes de conscience qui tendent de temps en temps à l'exprimer, c'est-à-dire comme une réalité prépolitique. C'est là la force de son adhérence profonde aux masses, comme on le verra mieux par la suite, mais c'est là aussi sa faiblesse dans la mesure où il s'agit d'une adhésion indifférenciée. L'éclectisme et la tendance serratiennne au compromis ont leur origine dans cette orientation.

---

(\*) Voir le manifeste de l'Internationale communiste adressé au prolétariat italien et la réponse de Serrati dans "Comunismo" du 16-31 août 1921.

(\*\*) G. M. Serrati, *Lettre ouverte au camarade Paul Levi*, dans "Comunismo" du 1<sup>o</sup>-15 janvier 1922.

(\*\*\*) G. M. Serrati, *À propos de la Conférence de Berlin*, dans "Comunismo" du 1<sup>o</sup>-15 mai 1922.

Il est donc possible de caractériser précisément sur le plan des alignements internationaux – qui est le plan sur lequel s'est manifesté de manière macroscopiquement la plus évidente le choc entre deux conceptions antithétiques de la politique, de l'organisation et en définitive de la révolution prolétarienne – le double visage de Serrati, les termes entre lesquels son élaboration oscillait continuellement et qui ont fait de lui en même temps le chef de la classe ouvrière et l'objet polémique de toute la coalition révolutionnaire italienne et internationale, de Bordiga à Gramsci et à Lénine. Déterminer les points les plus élevés et les plus nouveaux du mouvement et de la lutte de classe, en les prenant comme référents, et en même temps les insérer dans une conception générale et une optique de déroulement de la lutte de classe qui avait sa racine dans le passé : voilà quel est le fil rouge de la réflexion serratiennne au cours de l'après-guerre et quelles sont les raisons de l'issue de ses vicissitudes politiques.

Ce que l'on a cherché à définir ici constitue le cadre dans lequel il est possible d'établir correctement la problématique spécifique de Serrati et de reconduire à une racine unitaire la présence simultanée et la superposition de plans différents dans sa réflexion.

## *L'unitarisme serratien : tradition et révolution*

Le moment où il est possible de saisir avec la plus grande clarté la différenciation de la position serratiennne par rapport au léninisme, mais aussi la signification générale de l'orientation politique imprimé au PSI à partir de Bologne, orientation qui avait en Serrati son représentant le plus important, c'est le II<sup>o</sup> Congrès de Moscou avec l'aggravation des contradictions qui s'ensuivit à l'intérieur du mouvement socialiste.

L'on sait avec quelle insistance Serrati proposera sans cesse comme critère d'interprétation de l'histoire socialiste celui de l'unitarisme, marqué par l'intransigeance de classe et par le refus de la collaboration; et cela avec un double ordre de motivations : d'une part, informer sur la façon dont le parti avait su dans le passé surmonter ses propres limites en s'adaptant aux tâches qui de temps en temps se présentaient à lui, de l'autre, retrouver dans cette tradition la confirmation de la validité de sa position<sup>(\*)</sup>. De manière opérative, cela signifiait caractériser dans le Congrès de Moscou et dans ses conclusions organisationnelles une rupture de cette tradition et par conséquent soutenir que la thématique de la scission avait été introduite dans le PSI par l'extérieur. À Livourne, cette thèse a été formulée avec une extrême clarté, en rappelant le type de délégation exprimée par le parti à l'occasion du congrès mondial :

« Si l'on part pour la Russie... c'est dans les conditions suivantes : une commission, avec des hommes de tendances différentes, de tempéraments différents et ayant accompli des actes différents, qui soit quelque chose d'aussi mélangé que vous le voulez, mais qui représente assurément elle aussi l'unité de notre mouvement, avec des représentants des coopératives, des syndicats et du parti, et qui exprime elle aussi que nous sommes unis et comment nous devons nous présenter unis. »<sup>(\*)</sup>

<sup>(\*)</sup> Cette ligne d'interprétation de l'histoire socialiste ou, ce qui revient au même, l'utilisation politique de son propre passé, était formulée avec clarté par Serrati immédiatement après Livourne : « ...les unitaires ont démontré que le Parti socialiste italien est un bloc solide... qui a une longue vie unitaire, auquel la masse veut rester fidèle, non pas seulement par tradition, mais parce qu'elle voit dans cette unité le secret de son développement, de ses succès, et qu'elle place en eux ses espérances. » (*Le Congrès de Livourne*, dans "Comunismo", 15-21 décembre 1920.

<sup>(\*)</sup> *XVII<sup>o</sup> Congrès national du PSI...* déjà cité. C'est en cette occasion que Serrati fournit une motivation différente à son unitarisme : « ... l'unité du mouvement n'est pas l'unité des hommes, elle n'est pas la défense des

Comme on le verra plus clairement par la suite et également dans les essais suivants, c'était un jugement inexact et inévitable qui négligeait, et *pour cause*<sup>(\*\*)</sup>, la signification politique du processus de polarisation interne progressive que l'on pouvait enregistrer dès avant le Congrès de Moscou. Mais il est indubitable que ce jugement avait un fondement de vérité. Avec le II<sup>o</sup> Congrès en effet, la lutte interne dans le parti prend une physionomie et une spécificité politiques plus définies, et elle se relie explicitement à une différenciation qui investit tout le mouvement ouvrier international; de plus, ce congrès, orienté totalement comme il l'était vers le but de doter le mouvement révolutionnaire mondial d'une organisation et d'une stratégie homogènes, agit comme un catalyseur des différenciations latentes. Ces effets furent enregistrés non seulement dans le PSI mais aussi dans le KPD avec la *Lettre ouverte* de Levi.

C'est à la lumière de ces échéances précises que la signification générale d'une opération politique comme celle de Serrati se montre plus évidente, manifeste ses apories internes, et que l'ambiguïté qui se rapporte à cette opération tend à se dissoudre.

Le document dans lequel l'effort d'élaboration accompli par le maximalisme italien à partir de Bologne s'exprime sous la forme la plus lucidement consciente, c'est la réponse de la direction du PSI à l'appel adressé par le CE de l'IC aux organismes dirigeants, aux militants et au prolétariat révolutionnaire d'Italie<sup>(\*\*\*)</sup> immédiatement après le II<sup>o</sup> Congrès. La substance de l'appel, sur la signification duquel on reviendra plus loin, était celle de saisir tout le parti et le mouvement ouvrier italiens des questions qui avaient été discutées à Moscou, et de faire du jugement que l'IC donnait de la situation italienne et de la voie proposée pour une solution révolutionnaire l'objet d'un débat politique. La réponse de la direction du PSI est significative au moins pour deux aspects fondamentaux. D'une part, toute pleine qu'elle est d'un ton défensif, de la volonté déclarée d'accepter les délibérations du Congrès de Moscou, de la reconnaissance dans le CE du coordonnateur suprême de l'action internationale, de la décision de revoir le rapport d'alliance existant avec le syndicat et d'à peine une esquisse de défense de la droite<sup>(\*\*\*\*)</sup>, elle renseigne sur une fracture à l'intérieur du groupe majoritaire du socialisme italien et elle exprime l'orientation de ce courant significatif du maximalisme qui considérait que la chose la plus importante était de toute façon de ne pas introduire une différenciation avec l'Internationale. Mais en même temps, en présentant une défense de l'action socialiste après Bologne, la réponse de la direction caractérisait exactement et "dramatiquement" le problème qu'affrontait le maximalisme et sur lequel sa capacité de direction s'était mesurée.

En analysant en effet les raisons du retard de la révolution italienne et les facteurs qui freinaient l'action du parti, une série d'éléments significatifs étaient caractérisée : la capacité de la bourgeoisie à savoir bloquer, bien que superficiellement, les facteurs qui provoquent la crise; le « fait que nos organismes ont été créés pour les besoins d'un petit parti... et pour des objectifs et des besoins bien différents de ceux d'une période tellurique comme la période

---

individus; elle est la défense de la collectivité, elle est la défense d'un travail continu qui dure depuis plus de deux décennies et qui ne peut être détruit d'un moment à l'autre par la faute des individus. » (Ibidem).

(\*\*) En français dans le texte. (NdT).

(\*\*\*) *Au Comité Central et à tous les membres du Parti socialiste italien, et à tout le prolétariat révolutionnaire d'Italie de la part du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste*, dans "Comunismo" du 15 octobre-15 novembre 1920. La lettre a été publiée précédemment par l'"Ordine nuovo" dans son numéro du 30 octobre 1920 (*L'Internationale communiste à la classe ouvrière italienne*). Il s'agit d'un document remis à Moscou aux délégués italiens au II<sup>o</sup> Congrès, pour leur retour en Italie.

(\*\*\*\*) « Dans les rapports de la situation dans les syndicats, nous tenons à déclarer que – si le fait que les camarades dirigeants de ces organisations, camarades presque tous adhérents du Parti, appartiennent à notre aile droite correspond à la vérité – il n'est pas vrai au contraire qu'ils soient étroitement liés à la bourgeoisie afin d'accomplir un œuvre antirévolutionnaire ». (*À la Commission Exécutive de la Troisième Internationale*, dans "Comunismo", 15 octobre-15 novembre 1920.

actuelle »; la « composition hétérogène de notre parti »; la « compréhension partielle de ses nouvelles fonctions d'une part, et [les] impatiences généreuses mais impulsives d'autre part »; la « tradition du Parti dans notre pays – tradition qui ne se modifie pas en un instant – de simple prosélytisme, d'action seulement légale et surtout parlementaire d'une part et ... des préalables doctrinaires et des désaccords sur des détails de tactique de l'autre... »<sup>(\*)</sup>. Conscience des tâches nouvelles imposées par la lutte de classe et, en même temps, conscience de la nécessité de ne pouvoir les accomplir qu'avec les instruments à disposition, bien qu'ils soient limités et appropriés à une autre phase : voilà le noeud réel qui se trouvait au centre de la problématique spécifique de Serrati, qui se présente comme le représentant suprême du mouvement ouvrier italien, qui, en même temps, en résume trente années d'expériences et comprend les éléments nouveaux qui se présentaient et qui devaient être intégrés complètement par ce mouvement-là.

C'est pourquoi le programme maximaliste victorieux à Bologne se présente, dans l'interprétation serratiennne, comme l'exemple d'une tentative poursuivie consciemment d'adapter l'ensemble du mouvement ouvrier aux tâches nouvelles imposées par la guerre et par la Révolution d'Octobre :

« ... le maximalisme se considère comme le continuateur logique de l'œuvre accomplie par notre parti. Nous comptons mettre à profit tout ce qui a été fait jusqu'à présent. Aucune conquête, même la plus petite, ne peut être négligée par nous; tout organisme créé, même le plus imparfait, est déjà en lui-même un point d'appui commode; chacune de nos institutions peut représenter, en tant que premier noyau, la base qui précèdera les bases plus décisives qui viendront nécessairement.<sup>(\*\*)</sup> »

Un article célèbre, qui constitue l'incunabule des divergences de plus en plus profondes qui séparent Serrati de l'IC, est une mise au point lucide de ce choix. Il s'agit d'un article de février 1920, écrit lors de la polémique directe avec Bordiga et contre l'orientation scissionniste de la fraction abstentionniste, laquelle se faisait le héraut de la position de l'IC, de plus en plus résolue à l'exclusion de l'aile réformiste. Serrati répond à cette requête par une demande générale qui contribue à bien caractériser le jugement qu'il donne sur le parti et sur l'État, jugement connoté par la présence simultanée d'éléments et de courants non encore bien définis. Dans cette situation,

« où la scission doit-elle commencer?... Les idées sont encore en formation,... nous traversons une période d'incubation idéale, peut-être un peu tardive – et ce retard peut nuire gravement au mouvement d'émancipation prolétarienne –, période durant laquelle n'est évidemment possible aucune démarcation, et pour cette raison même aucune scission. L'œuvre nécessaire de cristallisation programmatique ne s'est pas encore achevée et une scission qui s'effectuerait plus par l'effet des personnes que par une acceptation véritable d'un nouveau programme ou d'une nouvelle tactique serait extrêmement nuisible.<sup>(\*\*\*)</sup> »

C'est un jugement singulièrement lucide qui fixe consciemment le rôle joué par l'unitarisme : celui-ci ne se présente, ni maintenant ni ensuite à Livourne, comme une fraction parmi les autres, mais comme le cadre politique conditionnel dans lequel l'assimilation de la nouvelle réalité, par le parti dans son ensemble, est possible. Le jugement de Serrati constitue en effet une reformulation d'un bilan très précis qui avait été établi quelques mois auparavant, dans la même revue, de la fonction du maximalisme :

---

<sup>(\*)</sup> Ibidem.

<sup>(\*\*)</sup> *Le Congrès socialiste de Bologne*, dans "Comunismo", 15-30 octobre 1919.

<sup>(\*\*\*)</sup> G. M. Serrati, *Union ou scission?*, dans "Comunismo", 15-29 février 1920.

« La vérité simple et profonde est que, avec le maximalisme voté à Bologne, tel qu'il est, nous sommes dans une période de transition entre l'ancien et le nouveau, et de même que grâce aux sociétés de fraternisation mazziniennes, nous les anciens, nous nous dirigeons, aux alentours de 1886, vers le socialisme en nous réclamant transitoirement de *Républiques collectivistes*, de même maintenant grâce au socialisme codifié en 1892 nous nous dirigeons, par l'intermédiaire de cette dénomination provisoire du maximalisme, vers les sources des eaux pures, fraîches et claires, du communisme. Et, en faisant cela, nous n'innovons pas; mais nous renouvelons.<sup>(\*)</sup> »

Dans cette perspective, la solution proposée par Serrati pour conserver l'unité semble empirique, mais elle a sa motivation profonde dans le jugement porté sur l'état du parti : l'unité se réalise dans la pratique<sup>(\*\*)</sup>. Dans une situation de grande tension politique et de bouleversement social profond, ce choix permet que les éléments qui sont présents, mais à l'état magmatique, se réorganisent et s'identifient : c'est-à-dire que l'on laisse l'espace politique nécessaire à la transformation de l'instrument existant, étant donné que cette transformation est le fruit d'un processus qui ne peut pas être créé artificiellement mais seulement dirigé. Mais il s'agissait d'une direction nettement pédagogique<sup>(\*\*\*)</sup>.

Le maximalisme serrati se présente donc consciemment comme un agent double : comme un sujet actif de cette transformation du parti et aussi comme garant des conditions grâce auxquelles cette transformation se produira sans déchirements profonds. La critique du programme de Gênes constitue le moment essentiel de cette opération de greffe, de transformation, et de sauvegarde de la continuité, effectuée par Serrati.

Le point de départ de ce processus critique, c'est l'expérience de la guerre, qui non seulement se présente comme la continuation de l'exploitation capitaliste sous une autre

---

(\*) E. Croce, *Le maximalisme en action*, dans "Comunismo", 15-30 novembre 1919. L'on doit à Croce, tout préoccupé qu'il est d'éviter des confusions entre le fait de se présenter aux élections, accepté, et le parlementarisme, refusé, une hypothèse très singulière de développement de la révolution en Italie. Assignant aux députés socialistes comme tâche immédiate celle de refuser le serment au roi, il pose la question : « Qu'arrivera-t-il? Il arrivera ce qui arrive toujours quand la classe dominante, à la fin de sa domination, tente les derniers efforts pour prolonger son agonie. La réaction engendre la révolution. Les élus du peuple seront expulsés de l'Assemblée par la force des baïonnettes : mais Pallacorda nous rappelle que c'est justement ainsi que les mouvements révolutionnaires débutent parfois. Le Parlement du prolétariat, extirpé par la représentation bourgeoise, se proclamera la seule et unique représentation des travailleurs italiens... ». Voir la réponse critique de Bruno Ricci (*Programme d'action révolutionnaire* dans "Comunismo" du 15-31 décembre 1919) et la note de la rédaction.

(\*\*) « La condition indispensable pour cohabiter dans un organisme de lutte qu'a toujours été notre Parti et qui doit le devenir davantage, c'est l'acceptation complète, absolue, de sa discipline dans l'action... Il est donc juste pour le Parti – au fur et à mesure que pour lui les jours de plus grande responsabilité se rapprochent – d'éloigner de son sein, par un travail vigilant et résolu, ceux qui ne comprennent pas que leur ego doit être subordonné à la nécessité de l'action commune. » (*Union ou scission?* déjà cité).

(\*\*\*) En analysant la diffusion de la revue, Serrati développait une série de réserves critiques générales. En effet, les données statistiques disaient que « nous avons un peu moins de *cinq mille* citoyens italiens qui *achètent* – nous ne disons pas qui *lisent* – "Comunismo", plus de cent cinquante mille adhérents du Parti socialiste, plus de deux millions d'adhérents à la Confédération Générale du Travail, et encore plus de deux millions d'électeurs... Sur les deux mille sections et plus du Parti, à peine quelques dizaines ont fait le sacrifice héroïque de s'abonner. Sur le *millier* environ de sections de jeunes... nous sommes arrivés à à peine une douzaine d'abonnements. Sur les députés socialistes... plus de soixante-dix ignorent encore complètement notre revue. Nous ne parlons pas des maires, des conseillers municipaux socialistes, qui... occupés à bien d'autres affaires, ne lisent désormais plus que le "Corriere della sera" ou le "Messagero". Les *conseillers nationaux* du Parti ne se trouvent pas en de meilleures conditions puisque, sur 73, à peine 11 sont abonnés à "Comunismo". » (*Comunismo*, dans "Comunismo", 15 avril-1<sup>o</sup> mai 1920). Ces réserves critiques qui s'en prenaient au degré d'information et de conscience politique des cadres moyens et dirigeants, et même au niveau général du Parti, ont toutes été traduites en termes pédagogiques : « ...il n'est pas sérieux de continuer ainsi. Ceux qui veulent vraiment se diriger vers les réalisations définitives doivent se persuader que l'on ne peut pas aller vers la nouvelle ère qui nous attend sans une préparation plus intense et plus constante. ». (Ibidem).

forme<sup>(\*)</sup>, mais qui constitue aussi la manifestation la plus évidente de la faillite bourgeoise et le début d'une phase révolutionnaire : « L'humanité ne peut plus esquiver désormais le dilemme : ou conserver la domination capitaliste et se préparer à de nouveaux massacres plus horribles, ou instaurer le socialisme, en fondant les rapports entre les hommes et entre les peuples sur les bases simples et humaines de l'égalité économique, civile, et des races »<sup>(\*\*)</sup>. La guerre signifie la fin d'une hypothèse fondée sur l'existence et le développement de rapports civils, hypothèse à l'intérieur de laquelle il était possible de reconnaître la validité des thèses de Gênes sur la conquête des pouvoirs publics en vue de les transformer.

« La conquête du pouvoir en vue de la transformation présuppose avant tout la *démocratie*; cela veut dire des rapports de *citoyens* entre les exploités et les exploités... L'on a vu que, dans la pratique, cette démocratie dans l'État capitaliste n'est qu'un oripeau... Face aux plus grands intérêts de l'humanité, face à la guerre, la démocratie – du fait des intérêts capitalistes supérieurs – disparaît et les masses prolétariennes se trouvent devant le fait accompli, préparé dans le secret et au milieu des intrigues. Toutes les garanties constitutionnelles sont supprimées, les parlements ne fonctionnent plus que comme d'inutiles mannequins, le *droit* est foulé aux pieds par la *force*.<sup>(\*\*\*)</sup> »

La guerre se présente ainsi comme la révélation de masse du caractère de classe de la démocratie bourgeoise et de l'égalitarisme formel, et elle marque donc aussi l'épuisement d'une hypothèse gradualiste, pacifique et ordonnée, qui constituait l'axe portant du réformisme. Il y a dans cette motivation critique du programme constitutif du socialisme italien, et à travers lui des positions de la II<sup>e</sup> Internationale, une ambiguïté de fond qui naît de la superposition de deux plans : d'un côté, le jugement sur le changement de la situation historique en tant que changement des rapports de force entre les classes, même si c'est seulement en caractérisant le phénomène de la généralisation de l'insubordination sociale, et de l'autre, la tendance à sauvegarder une définition de principe du caractère de classe de l'État bourgeois du fait du jugement sur la situation elle-même. Sur cette base, la conclusion était la confusion entre une sauvegarde théorique des caractères révolutionnaires du marxisme et son analyse de classe de l'État, avec les formes spécifiques, historiquement nouvelles, que les rapports de classe prenaient. Ce type d'analyse excluait une critique plus consistante de la tradition socialiste et elle permettait de souligner l'élément de continuité dans cette opération de greffe. Ce qui constitue un complet reclassement des positions politiques du socialisme italien est réduit à un choix programmatique, et le rapport à la tradition semble se résoudre dans le rapport au programme réformiste. Serrati résout donc une différenciation qui a ses racines dans la fin d'une phase entière de la lutte de classe à l'échelle mondiale en une divergence d'opinions, et il considère comme possible de limiter les différences à ce niveau-là<sup>(\*)</sup>. Sous cet aspect, le choix unitaire, en tant que choix pratique, se présente comme un

---

<sup>(\*)</sup> A. Gobbo a souligné avec justesse cet aspect dans son analyse de la campagne lancée par l'"Avanti!" en 1919.

<sup>(\*\*)</sup> *Le programme maximaliste*, dans "Comunismo" du 1<sup>o</sup> octobre 1919. Il s'agit du "programme-relation" présenté à la fraction maximaliste au Congrès de Bologne et signé par Serrati, Gennari, Bombacci et Salvadori.

<sup>(\*\*\*)</sup> G. M. Serrati, *En vue du Congrès de Bologne*, dans "Comunismo" du 1<sup>o</sup> octobre 1919. L'écrit se conclut sur le point suivant : « C'est ainsi que tombe l'une et la principale des conditions nécessaires que le programme de Gênes avait fixées à l'action de notre Parti. La démocratie étant étouffée, le droit prolétarien ayant été démontré être piétiné, nous, les maximalistes, nous acceptons et nous faisons nôtres les conclusions de Bebel », c'est-à-dire que le légalitarisme socialiste finirait « le jour où la bourgeoisie oserait attenter au droit égalitaire du citoyen ouvrier ». (Ibidem).

<sup>(\*)</sup> C'est la signification des fréquentes discussions polémiques, quelques-unes même très dures, avec Filippo Turati ou Camillo Prampolini (voir G. M. Serrati, *Filippo Turati et le maximalisme*, dans "Comunismo", 1<sup>o</sup>-15 novembre 1919; *Les soviets et Filippo Turati*, dans "Comunismo", 15-31 décembre 1919). Comme système et conclusion politiques, l'écrit déjà rappelé de Leonetti : *Le programme radical de Filippo Turati*, est différent. Sur la critique de Prampolini, voir les observations au bas de l'article de Niccolini : *Les soviets en Italie*, dans "Comunismo" du 1<sup>o</sup>-15 mars 1920; la réplique de Prampolini et la réponse de Serrati : *Camillo Prampolini et la*

problème de discipline interne<sup>(\*\*)</sup>, et il révélera, précisément dans la pratique, toute son inadéquation à résoudre le problème central, dont le fait même que Serrati a repensé le programme de Gênes est un aspect et un moment : à savoir les formes nouvelles de la lutte de classe et leur intégration, avec une ampleur et une urgence énormément plus grandes que par le passé, dans le mouvement ouvrier.

Serrati sait bien que le problème le plus délicat et le plus difficile réside justement dans l'établissement d'une politique qui mette en œuvre un détachement net d'avec le passé, qui soit capable de donner une réponse à la demande politique impérieuse qui provenait de l'insubordination sociale et qui soit à la hauteur du saut qualitatif qui s'était opéré dans la vie politique italienne.

Le jugement qu'il émet au lendemain des élections ne fait pas de doutes à ce sujet :

« Les élections du 16 novembre ont eu, pour nous et en particulier pour le prolétariat italien, la signification du début d'une vie nouvelle... les électeurs socialistes et les prolétaires d'Italie ne veulent plus que leurs représentants limitent leur action à une activité exclusivement parlementaire tendant à l'élaboration de lois générales ou de lois modificatives, et visant seulement à la recherche du meilleur gouvernement.<sup>(\*\*\*)</sup> »

C'est avec lucidité qu'il est conscient de l'ambiguïté du résultat de Bologne, avec la confluence sur une plateforme essentiellement de gauche de forces de droite, et de l'alourdissement que cet élément peut comporter sur l'action socialiste<sup>(\*\*\*\*)</sup>; il sait bien la responsabilité que le socialisme italien a prise, dans un pays comme l'Italie, en proclamant la nécessité de l'emploi de la violence comme instrument de libération<sup>(\*\*\*\*\*)</sup>; et la difficulté de traduire en termes opératifs ces choix programmatiques est évidente dans les pages de cette revue théorique, et qui est donc totalement caractérisée par un niveau élevé de médiation.

Le programme maximaliste présenté et approuvé à Bologne établit une série de points qui définissent l'action politique du parti avant et après la prise du pouvoir, et qui sont fondés essentiellement sur une action de propagande révolutionnaire, de réaffirmation de l'intransigeance de classe et sur la constitution de conseils ouvriers<sup>(\*)</sup>. Si l'axe fondamental du

---

*dictature du prolétariat*, dans "Comunismo" du 15 avril-1<sup>o</sup> mai 1920.

(\*\*) Ce critère vaut non seulement pour les différenciations internes mais aussi pour le rapport qui est établi avec l'augmentation des approbations que le parti socialiste recevait. Dans le rapport présenté au II<sup>o</sup> Congrès de Moscou, « l'énorme poussée vers le socialisme chez les ouvriers de l'industrie et chez les paysans » se traduit par la nécessité de discipliner, d'organiser et de centraliser le Parti, comme objectif principal (G. M. Serrati, *Le mouvement socialiste en Italie*, dans "Comunismo" du 1<sup>o</sup>-15 octobre 1920). L'on verra par la suite dans quelle mesure ce langage, apparemment léninien, s'en différencie et quelle a été la signification de cette proposition de renforcement du parti.

(\*\*\*) *Le 16 novembre 1919*, dans "Comunismo", 1<sup>o</sup>-15 décembre 1919.

(\*\*\*\*) Le rôle de couverture joué par Lazzari par rapport à la droite, et la conséquence qui s'est répercutée sur la coalition en vigueur, sont évalués avec exactitude : « Il n'y a aucun doute que beaucoup... qui auraient voté pour une motion Lazzari, laquelle n'aurait pas été acceptée par Turati, face à l'étrange coalition brouillonne qui s'est créée lors du congrès, ont préféré se tourner vers la gauche... Et c'est ainsi que, comme conséquence, on a eu cette majorité maximaliste pléthorique favorable aux élections, majorité qui est un grave danger pour l'activité future de notre Parti, qui – s'il se sent contrôlé à gauche par une poignée vigilante d'hommes qui ont des idées claires et une perception claire des méthodes à suivre pour le faire triompher – n'a à sa droite qu'un émetteur conforme d'idées différentes et de pratiques opposées, de sorte que le sain équilibre de notre équipe en est perturbé. » (*Le Congrès de socialiste de Bologne*, dans "Comunismo", 15-30 octobre 1919).

(\*\*\*\*\*) « Nous n'ignorons pas les responsabilités que, dans un pays comme le nôtre, nous prenons avec ce changement de cap. Nous savons aussi combien d'illusions étranges peut faire naître cette nouvelle prédication qui aiguise les passions et réveille de vieilles affectations romantiques dans beaucoup d'âmes. Le Parti devra veiller à ce qu'une discipline plus stricte des masses le sauvegarde des périls qui... sont inhérents à ce brusque coup de barre à gauche. » (G. M. Serrati, *En vue du congrès de Bologne*, dans "Comunismo", 1<sup>o</sup> octobre 1919).

(\*) *Le programme maximaliste*, dans "Comunismo", 1<sup>o</sup> octobre 1919.

programme était entièrement orienté dans le sens de faire du pays le centre réel de l'action du parti, en dépassant de cette manière le cadre parlementaire dans lequel l'action socialiste s'était déroulée traditionnellement lors de la période précédente, le problème central qui se présentait était celui du rapport à établir entre les nouveaux secteurs et les secteurs traditionnels de l'intervention politique, par conséquent de définir une orientation par rapport au parlementarisme, et en définitive de déterminer et de rendre opérante une nouvelle dimension de la *politique* socialiste.

Serrati refuse l'abstentionnisme comme solution de la contradiction, en tant qu'instrument non valable, et même contreproductif, dans une situation non encore révolutionnaire comme la situation italienne<sup>(\*\*)</sup>. Il faut cependant observer que tant que la fraction abstentionniste n'a pas mis sur le tapis le problème de la scission, la tendance que l'on peut relever dans l'orientation de la revue "Comunismo" consiste à rechercher plus les raisons de la convergence que celles des divergences par rapport à Bordiga<sup>(\*\*\*)</sup>. Le fait de se réclamer de Lénine, acte que l'on accomplissait fréquemment pour critiquer les solutions abstentionnistes, tend également à mettre en relief précisément l'aspect suivant : faire scission sur une telle question est un délit. Naturellement, comme on le verra mieux en analysant les positions de Bordiga, l'abstentionnisme sous-tend autre chose et, plus généralement, tend à caractériser le choix révolutionnaire sur le plan de l'action plutôt que sur le plan strictement programmatique.

La ligne sur laquelle se meuvent Serrati et le maximalisme italien est celle d'une solution plus difficile, de même que c'est celle d'une action qui se déroule sur deux plans différents et potentiellement contradictoires.

La valeur assignée aux élections est bien circonscrite à un objectif purement propagandiste : « Ces élections sont, pour nous les communistes, la répétition générale d'une action plus résolue de notre part pour demain. Elles doivent dire à ceux qui croient en la prochaine révolution sociale sur quelle adhésion ils peuvent compter chez les masses prolétariennes<sup>(\*\*\*\*)</sup> ». Affirmées comme étant une critique de la guerre et de sa racine capitaliste, elles constituent un moment essentiel d'auto-identification prolétarienne et de classe. Même Serrati, en cohérence avec les choix effectués à Bologne, met fermement en garde contre toute illusion électorale, en caractérisant dans ce danger la voie de la désagrégation socialiste, et la démobilisation due aux résultats électoraux. Les socialistes, écrit-il, ne doivent absolument pas espérer que les élections « puissent donner un groupe parlementaire tel que l'on aurait raison d'attendre de lui, et non pas de la révolution prolétarienne, la réalisation des vœux et des espérances socialistes<sup>(\*)</sup> ». L'objectif que ce choix se propose est donc celui d'utiliser les instruments et les institutions traditionnels, en les remplissant de nouveaux contenus et, de ce fait même, en les transformant, et cet aspect essentiel du maximalisme est saisi avec pénétration dans l'article d'Ettore Croce, cité à plusieurs reprises :

« En d'autres termes, avec de notre part cette *dernière* apparition, brève et orageuse, dans le Parlement bourgeois, nous attribuons au maximalisme en action

---

<sup>(\*\*)</sup> Ayant déterminé rapidement les divergences existant à l'intérieur du maximalisme sur la « question contingente » de la participation aux élections, et ayant isolé l'élément différentiel dans l'évaluation différente de la période historique traversée par l'Italie, le document du courant maximaliste se termine ainsi : « Si donc cette lutte révolutionnaire n'a pas commencé avant la lutte électorale, on devra réfléchir sérieusement aux dangers de l'abstention qui favoriserait la victoire dans les urnes de pseudo-socialistes improvisés et des socialistes opportunistes, étant donné que l'on laisserait ainsi se former cette troupe de bourgeois camouflés en socialistes qui éventuellement institueraient demain en Italie un gouvernement à la Scheidemann et à la Noske. » (Ibidem).

<sup>(\*\*\*)</sup> Voir *Problèmes et dangers*, dans "Comunismo", 1<sup>o</sup>-15 novembre 1919.

<sup>(\*\*\*\*)</sup> *Les élections générales*, dans "Comunismo", 1<sup>o</sup>-15 novembre 1919. Voir aussi, dans le même numéro de la revue, le manifeste du PSI à l'occasion des élections (*Les élections politiques de 1919*).

<sup>(\*)</sup> Ibidem.

sa double fonction : de critique et de *vidage* de l'organisation capitaliste, et de la création, en *remplacement*, de nouveaux organismes prolétariens dans les soviets... »<sup>(\*\*)</sup>.

C'était indubitablement une tâche difficile qui introduisait potentiellement une autre contradiction, c'est-à-dire la contradiction entre une critique qui attaquait tout le passé aussi bien dans ses choix stratégiques que dans sa praxis politique, et une tentative de sauvetage qui, pour pouvoir se réaliser, demandait un renversement du rapport existant entre ces institutions et le pays.

Peut-être que la tentative la plus consciente accomplie dans cette direction, et qui tendait à dépasser l'emploi purement propagandiste que Serrati avait établi pour l'instrument électoral, c'est le programme élaboré par le parti à l'occasion des élections municipales de 1920, et qui a sa genèse dans un important article, du mois de janvier, d'Egidio Gennari<sup>(\*\*\*)</sup>. Les thèmes présents dans cet écrit, et sur lesquels on reviendra par la suite, seront repris lors du Conseil national socialiste de Milan, lequel établit les raisons de l'importance de la conquête des communes et les critères dont l'action socialiste devait s'inspirer en cette occasion; c'est donc à la veille de la campagne électorale qu'un document important, signé par le secrétaire Gennari, est diffusé, dans lequel les décisions de Milan étaient non seulement confirmées mais encore explicitées davantage.

Après avoir rappelé les principes fondamentaux approuvés à Bologne, à savoir que les organes représentatifs existants ne peuvent pas se transformer d'instruments d'oppression qu'ils sont en moyens d'émancipation prolétarienne, et après avoir par conséquent confirmé que : « L'on n'essaie pas de conquérir une commune afin d'administrer mieux que les bourgeois, de faire preuve de justice et de correction administratives, de faire le bien de la population, et autres promesses démocratiques petites-bourgeoises de ce genre », le document définit le critère fondamental auquel il faut se conformer pour agir exclusivement dans l'intérêt de classe du prolétariat : mettre au clair et approfondir la différenciation existante et se présenter consciemment comme un agent d'agrégation de la classe sur les problèmes les plus ressentis par les masses populaires, à savoir les taxes, la consommation, les rapports de travail :

« Sur ces questions, [les socialistes] doivent parvenir à prendre des mesures radicales qui aient une signification profondément révolutionnaire, sans tenir compte des limites étroites assignées à leurs fonctions par les lois bourgeoises. Qu'ils appellent le prolétariat, la rue à l'aide. Ils se transformeront ainsi en initiateurs de vastes mouvements de foule. Ils montreront l'impossibilité de procéder, y compris dans le cadre local, à la réalisation d'un programme de véritable démocratie prolétarienne, sans l'action révolutionnaire, sans la création de nouveaux organes prolétariens de lutte. Ce n'est que de cette manière qu'ils auront servi la cause révolutionnaire, qu'ils auront contribué à la mise en œuvre du socialisme<sup>(\*)</sup>. »

C'est là un document extrêmement important sur plus d'un aspect. Tout d'abord, avec le programme élaboré, on tend à surmonter l'aspect le plus voyant de la limite propagandiste négative assignée aux élections : la valeur pédagogique de l'initiative politique demeure toujours le centre de l'avancée proposée – démontrer par les faits l'impossibilité de conquêtes durables en dehors de la conquête du pouvoir –, mais, dans les documents rappelés, le refus des institutions existantes s'articule avec une série d'initiatives politiques. Il s'agit d'un effort réel destiné à surmonter la contradiction traditionnelle entre réformes et révolution, en

---

<sup>(\*\*)</sup> *Le maximalisme en action*, déjà cité.

<sup>(\*\*\*)</sup> *Préparons-nous donc...*, dans l'"Avanti!", édition piémontaise du 9 janvier 1920.

<sup>(\*)</sup> *Les élections municipales*, dans "Comunismo", 1<sup>o</sup>-15 septembre 1920.

déterminant les moments successifs à travers lesquels se produit le déplacement révolutionnaire, effort qui a cependant sa limite dans la conception pédagogique de la politique; en effet, celle-ci amène continuellement à briser l'étroite connexion entre les conquêtes sociales et la croissance politique, en les dévaluant et en ne les traduisant pas dans de nouvelles formes de pouvoir. La dichotomie que l'on cherche à dépasser se représente toujours sous des formes plus aiguës. Il apparaît bien sûr, et cela constitue l'autre raison de l'importance de ce document, de nouvelles hypothèses de liaison entre l'activité interne dans les organismes bourgeois et les mouvements de masse, en créant des centres d'agrégation prolétarienne alternatifs qui tendent à conduire à une situation de dualisme du pouvoir. Toutefois, ces mouvements sont davantage considérés comme ayant une fonction d'agitation subversive et de soutien à l'action exercée par la commune socialiste ou par les représentants socialistes que comme le centre véritable de l'action socialiste, afin de renverser le rapport existant entre les institutions politiques et la société civile. Ceci est confirmé explicitement, non seulement par la très grande place qui est attribuée, dans le document analysé, aux critères de choix des candidats – en partie avec raison, si l'on tient compte la difficulté extrême de la mise en œuvre d'un tel choix de lutte et du risque réel pour le représentant populaire d'être coincé dans une perspective municipaliste –, mais surtout par le caractère "éventuel" du rapport établi avec les nouveaux organismes prolétariens. Lors du Conseil de Milan, il était en effet fixé que « là où il y aura des institutions, y compris les soviets, les organismes locaux s'en remettront à leur avis pour ce qui concerne les problèmes locaux, en reconnaissant ainsi les nouveaux organes prolétariens et en se préparant à leur confier entièrement le pouvoir communal et provincial<sup>(\*\*)</sup> ».

Sauf que, pour cette partie, les documents du parti ne saisissent que les aspects superficiels de l'orientation donnée à la question par Gennari dans son article déjà rappelé : si l'idée motrice commune était celle d'utiliser de manière nouvelle les institutions traditionnelles, le centre de la thèse de Gennari était que cet objectif pouvait être atteint non pas en fournissant une cible différente à l'action socialiste, mais en transformant les masses en protagonistes fondamentaux d'une politique :

« La masse laborieuse ne doit pas... être appelée à choisir lors d'une seule journée les nouveaux administrateurs, en leur déléguant tous ses pouvoirs pour une longue durée de temps. Elle ne doit pas être destinée ensuite à faire simplement partie du chœur grec... Le prolétariat doit administrer lui-même avec des organes plus souples, plus sensibles... <sup>(\*\*\*)</sup> ».

La création d'un nouveau terrain institutionnel devient donc soit l'instrument par lequel ce contrôle et l'action permanente de la masse peuvent se réaliser, soit l'objectif auquel doit tendre l'utilisation différente des organismes locaux<sup>(\*)</sup>. On en arrive ainsi au point central qui constitue la plus grande faiblesse de l'orientation maximaliste : si, comme il y a été fait allusion précédemment, celle-ci réclamait un déplacement différent du rapport entre les institutions politiques et la société civile, c'est précisément ce processus d'agrégation alternative qui ne se développait pas dans le pays, soit dans le sens que les luttes de masse ne parvenaient pas à s'unifier, soit dans le sens que l'objectif fixé à Bologne comme caractérisant l'action du parti, c'est-à-dire la création de conseils, ne s'était pas traduit en pratique. Ce n'est

---

<sup>(\*\*)</sup> *Le Conseil national socialiste* déjà cité.

<sup>(\*\*\*)</sup> *Préparons-nous donc...*, déjà cité.

<sup>(\*)</sup> Les conflits locaux, écrit Gennari, « doivent préparer, faciliter la constitution et la vie des organes nouveaux de la société communiste, organes politiques pour l'exercice de la dictature prolétarienne, organes économiques pour la reconstruction socialiste, pour la socialisation, pour l'augmentation, la coordination de toute la production qui, soustraite à l'égoïsme du capital, devra obéir seulement aux intérêts, aux besoins de la collectivité. » (Ibidem).

qu'en mars 1920, lors d'une réunion de la direction du parti, que l'on délibéra du début de la constitution d'un soviet urbain, et en outre dans une localité dans laquelle la force du parti était consolidée; délibération approuvée ensuite au Conseil de Milan, sur la base du rapport de Gennari, de Baldesi et de Regent<sup>(\*\*)</sup>.

Le caractère inconséquent, approximatif et en définitive contradictoire, d'un tel choix, en particulier si on le compare aux répercussions qu'il avait eues en Italie<sup>(\*\*\*)</sup>, était évident, et les critiques de la part de ceux qui constituaient désormais les deux pôles de différenciation à la gauche du PSI, c'est-à-dire le groupe de "L'Ordine nuovo" et celui de "Il Soviet", furent précises et graves<sup>(\*\*\*\*)</sup>. Cependant, le choix effectué était significatif : les invitations explicites à la prudence dans la création des soviets que Lénine avait lancées, dans la mesure où il s'agissait d'un choix irréversible avec lequel une lutte mortelle avec l'ordre existant<sup>(\*\*\*\*)</sup> serait engagée, étaient accueillies et interprétées comme si cette création devait être l'objet d'une expérimentation. La signification de ce choix était brouillée par des préoccupations organisationnelles<sup>(\*\*\*\*)</sup>, relatives à l'assemblage de ce nouvel organisme avec ceux qui existaient déjà. Encore une fois, c'est l'élément qui est à la base de l'intervention supposée sur la structure de l'organisation du mouvement ouvrier qui est le critère de l'unitarisme serrati.

Le programme, qui a été rappelé ici de manière rapide, est extrêmement riche, complexe, et également ambitieux. Son contenu, qui constitua ensuite le cœur des "raisons" de Serrati, résidait dans le fait de considérer que l'adéquation à un modèle bolchevik d'organisation politique pouvait résoudre les problèmes spécifiques d'un mouvement de classe historiquement daté. Le sens général de ce choix unitaire effectué à Bologne était contenu en totalité dans l'hypothèse d'une intervention politique sur le corps historique et vivant de l'organisme de classe, afin de le faire se déplacer sur des positions révolutionnaires. Plus classiquement, le problème général constamment soulevé par Serrati dans tous les moments de sa polémique avec l'Internationale communiste – qu'est-ce que la révolution,

---

(\*\*) *Le Conseil national socialiste* déjà cité. Le texte du projet de constitution du soviet est publié dans "Comunismo", 1<sup>o</sup>-15 mai 1920.

(\*\*\*) « Un détail digne d'être noté pour signifier l'importance exceptionnelle de la réunion [le Conseil de Milan] est le suivant : dès que la délibération du Conseil national, à propos de la constitution du soviet, a été connue dans les milieux d'affaires, l'or et les bijoux, qui avaient eu quelque peu tendance à baisser les jours précédents, se remirent à monter fortement. Cela signifie que nous ne sommes pas les seuls à croire en la révolution imminente : les bourgeois également la croient proche. Cependant, nous l'espérons, et eux la craignent. » (*Le Conseil national socialiste* déjà cité).

(\*\*\*\*) « Dans la discussion sur les soviets – affirme un éditorial du "Soviet" (*Le Conseil de Milan*, 2 mai 1920) – ... le misérable projet de la direction a été battu en brèche de toutes parts. Il a été voté, c'est vrai, mais sans conviction, sans sincérité, avec la restriction mentale qu'il ne s'agissait pas – écoutez bien! – de la *constitution* des soviets en Italie, mais de l'*expérience* qu'il fallait effectuer dans une seule ville, afin de laisser passer quelques mois... pour pouvoir faire les élections municipales. ». L'"Ordine nuovo" ne développe pas une critique directe de la décision adoptée à Milan, mais il publie en revanche un article, signé D. R., dans lequel, en partant de cette décision, il tend à en souligner toute la valeur politique : « ...l'apparition du soviet signifie que le dualisme du pouvoir politique dans le pays est entré dans une phase organique » (*La lutte est engagée*, dans "L'Ordine nuovo" du 8 mai 1920). La position du groupe ordinoviste sur la question était du reste connue. La revue avait consacré deux articles très tranchants de Palmiro Togliatti au projet de Bombacci (voir *La constitution des soviets en Italie*, dans "L'Ordine nuovo", 14 février et 13 mars 1920).

(\*\*\*\*) Ce n'est pas un hasard si "Il Soviet" du 27 juin 1920 mentionne cette indication politique essentielle de Lénine : « On ne plaisante pas avec les soviets. Il ne faut imposer cette revendication que si vous êtes décidés à risquer la tête de votre classe pour vaincre... Organiser les soviets, cela signifie déchaîner la lutte suprême, cela signifie déclarer la guerre civile à la bourgeoisie, cela signifie commencer la révolution ouvrière. ».

(\*\*\*\*\*) Le projet présenté par la direction est en effet assez singulier : on prévoit tout, depuis les critères pour la constitution, jusqu'à la définition de l'éligibilité, aux rapports réciproques entre les différents organismes ouvriers, alors que l'impression nette que l'on a est que la préoccupation de prendre en compte les résultats des expériences internationales brouille fortement le problème politique de l'assemblage des forces sociales capables de créer et de conserver cet organisme.

dans quelle mesure est-il possible de forcer une situation en imposant des choix et des déchirements?<sup>(\*)</sup> –, son refus constant du « volontarisme faiseur de miracles », s'il était assurément le témoin de la permanence d'une conception déterministe et de l'attente de l'écroulement du capitalisme<sup>(\*\*)</sup>, prouvaient cependant qu'il existait un autre problème plus grave, sur le manque de solution duquel se greffera dans les années ultérieures la fossilisation permanente du mouvement ouvrier européen, étant donné qu'une grande partie de celui-ci continuera à rester sous la direction social-démocrate : comment la rencontre avec le léninisme devait-elle se produire, quelles devaient être les formes spécifiques d'intervention politique à travers lesquelles le noyau essentiel de l'expérience révolutionnaire russe pouvait être approprié par un mouvement qui avait une autre histoire, en tant qu'expérience politique et tradition organisationnelle, et qui en outre avait sur le dos un échec historique comme celui de la désagrégation face à la guerre impérialiste? Serrati non seulement ne réussira pas à résoudre ce problème, et il n'aurait pas pu le résoudre, tout projeté qu'il était dans la tradition que l'on devait critiquer et dépasser, mais il ne réussira même pas à le formuler en termes politiquement achevés<sup>(\*\*\*)</sup>. Ce n'est certainement pas un hasard si Paul Levi, un représentant de droite, mais appartenant à la mouvance communiste, et donc l'expression d'une optique essentiellement différente de celle de Serrati, reprendra et présentera à nouveau dans toute son épaisseur historique la thématique de Serrati.

Représentant du KPD au Congrès de Livourne et opposant tenace à la tendance qui tirait fortement la corde dans l'IC pour obtenir une scission minoritaire<sup>(\*)</sup>, Levi se trouva au centre d'un grand affrontement politique dans le parti communiste allemand, qui s'est conclu par sa démission et le changement de la direction. Si cet affrontement trouvait son origine

---

<sup>(\*)</sup> La valeur de tournant attribuée par Serrati au II<sup>e</sup> Congrès est prouvée par la reformulation constante par ce dernier d'une identité de jugements dans des situations différentes. Comme le bref commentaire relatif aux décisions adoptées vis-à-vis du parti italien, le jugement de Serrati est précis : « Les délibérations du congrès sont toutes – plus ou moins – marquées par cette prétention illusoire caractéristique : créer ex novo, soudainement, dans chaque pays, une situation nouvelle. C'est un indice d'un sentiment formidable de sa propre force et capacité, c'est un signe de jeunesse très épanouie. Mais c'est indubitablement aussi un signe du renversement de la doctrine marxiste, laquelle – si elle concède dans les événements la part due à l'action volontariste – ne lui donne pas une telle prépondérance qu'elle puisse dicter, *sans une connaissance particulière des choses et des faits*, un jugement absolu et définitif, à distance. » (G. M. Serrati, *Le deuxième Congrès de la Troisième Internationale. Quelques observations préliminaires*, dans "Comunismo", 15-30 septembre 1920). Deux années plus tard encore, en réponse à une lettre de Levi, Serrati confirmera ce jugement, en soulignant non seulement l'improvisation de l'organisation, le peu de préparation des délégués sur ces questions mises sur le tapis, mais surtout l'orientation commune existante parmi les congressistes, c'est-à-dire la conviction d'un processus rapide de généralisation de la situation révolutionnaire : « L'on croyait pouvoir ordonner la révolution dans chaque pays et c'était pour moi une raison de réconfort, et de crainte en même temps, d'entendre avec quel enthousiasme on proclamait certaines possibilités révolutionnaires en Occident, et comment ceux qui pouvaient agir le moins dans leur pays... nous demandaient à nous les Italiens quand nous agirions et s'étonnaient quand nous ne donnions pas une réponse décisive et certaine... Tout le Congrès fut pris par cette préoccupation de révolution immédiate et universelle. Ses thèses eurent cette empreinte... » (G. M. Serrati, *Lettre ouverte au camarade Paul Levi*, dans "Comunismo", 1<sup>o</sup>-15 janvier 1922).

<sup>(\*\*)</sup> Ce fait, en même temps que la détermination du caractère émotif de son maximalisme, nous semble être le pivot autour duquel Silvano Levrero (*La polémique de Serrati jusqu'au congrès de Livourne*, dans "Critica marxista", 1969) récupère un discours unitaire sur Serrati.

<sup>(\*\*\*)</sup> Un élément assez typique de Serrati, qui résulte avec clarté de ses jugements rappelés ici sur le II<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale, est celui d'osciller continuellement dans ses interventions entre une question de méthode générale et une question de fait. Si le penchant à généraliser le discours, à soulever d'autres problèmes à côté de ceux qui sont sur le tapis, pouvait servir à atténuer la manière nette et brusque avec laquelle Lénine et l'Internationale avaient tendance à poser l'alternative – avec nous, ou avec les réformistes –, en mettant en évidence les problèmes généraux sous-tendus par son refus, il contribua cependant sans aucun doute à superposer des plans différents de discussion, à rendre plus difficile la définition de la position serratienne et à consolider la conviction de Lénine sur le rôle opportuniste que Serrati était en train de jouer, du fait qu'il échappait à l'étreinte des problèmes spécifiquement italiens en attaquant la tactique générale de l'IC.

<sup>(\*)</sup> Voir *La scission du PSI et la crise du Parti communiste d'Allemagne*, dans "Comunismo", 15-31 mars 1921.

dans le jugement qu'il portait sur la scission de Livourne et sur son appréciation du rôle joué par Serrati, il avait en réalité une valeur politique générale qui s'attaquait directement à la politique de l'Internationale et qui était totalement centrée sur une conception différente de la constitution des organisations politiques nouvelles et de leur rapport avec les masses, dont la majorité n'était pas encore sous la direction communiste<sup>(\*\*)</sup>.

Pour l'auteur de la *Lettre ouverte*, la problématique soulevée par Serrati ne pouvait pas ne pas être significative, et déjà, au lendemain de Livourne, dans un article important qui parut dans le "Rote Fahne", il prenait la défense de Serrati et du gros du prolétariat italien que ce dernier représentait<sup>(\*\*\*)</sup>. À l'époque où paraît dans "Comunismo" l'article de Lévi, qui marquait son accord avec le combat serratien, nous sommes en 1922 et Lévi est déjà à l'extérieur de l'Internationale communiste; en outre, son interlocuteur est profondément différent de celui qui existait après Livourne : le gros du parti "serratien" connaît de plus en plus de divisions internes et il est soumis aux très dures attaques fascistes. Son intervention conserve malgré tout sa valeur globale de généralisation politique d'une expérience singulière comme l'expérience serratienne :

« ... le parti italien souffre aujourd'hui d'une Internationale engloutie, et nous ne connaissons pas d'autre moyen que celui de se rendre compte sincèrement et profondément des causes de ces douleurs. Le parti italien doit voir clair dans le contenu de son désaccord avec l'Internationale<sup>(\*\*\*\*)</sup> »

L'argumentation de Lévi se développe sur deux plans : l'un d'évaluation historique de la signification et du poids représentés par le maximalisme serratien à l'intérieur du mouvement socialiste italien – c'est-à-dire qu'il est l'unique groupe que, « comme à Livourne, nous considérons encore aujourd'hui comme étant le nerf non seulement d'un possible parti communiste en Italie, mais celui de tout le mouvement politique ouvrier italien en général<sup>(\*\*\*\*\*)</sup> » –, et l'autre de généralisation d'une spécificité occidentale qui ne pouvait pas être omise sans introduire des éléments de désagrégation : le parti, dans les pays de l'Europe occidentale, est une construction historique, caractérisée par de profonds liens avec les masses, ramifiée en une série d'organisations, avec un grand nombre de militants, et surtout exercée non seulement au problème de la survie mais aussi à celui de faire de la politique. La différence avec l'expérience russe est évidente<sup>(\*)</sup>, mais la conséquence que l'on en tire sur le plan de l'organisation est encore plus importante :

« Le mouvement ouvrier de l'Europe occidentale doit avoir des formes dans lesquelles cette vie – avec ses qualités et ses défauts – peut se manifester. L'organisation, les moyens pour *tenir unie* cette organisation, les moyens pour le mouvement de l'organisation, ne peuvent qu'être adaptés à cette vie politique, c'est-à-dire qu'ils ne peuvent être que politiques.<sup>(\*\*)</sup> »

---

<sup>(\*\*)</sup> Les documents de cet affrontement politique se trouvent dans l'article cité dans la note précédente. Le cœur de la position de Lévi était le suivant : « Sans un ensemble organisé avec peine, nous... ne deviendrons jamais un grand mouvement. Nos rapports avec les organisations ouvrières constituent notre noyau essentiel. D'une part, nous, en tant que communistes, nous devons conserver la particularité et l'essence, de l'autre, nous devons parvenir à un contact très étroit avec ces masses ouvrières. ».

<sup>(\*\*\*)</sup> « Nous constatons simplement le fait que, dans ce groupe qui occupe le centre du parti italien, il y a un noyau d'ouvriers éduqués du point de vue socialiste, lequel, au moment où l'ensemble du prolétariat européen dormait encore, a démontré, dans plus d'un cas, sa volonté révolutionnaire et la droiture de sa pensée révolutionnaire. » (*La scission du PSI et la crise du parti communiste d'Allemagne* déjà cité).

<sup>(\*\*\*\*)</sup> Paul Lévi, *Le congrès du Parti socialiste italien*, dans "Comunismo", 16-31 décembre 1921.

<sup>(\*\*\*\*\*)</sup> Ibidem.

<sup>(\*)</sup> Ibidem.

<sup>(\*\*)</sup> « Le mouvement ouvrier russe, abstraction faite des époques d'explosions révolutionnaires, a toujours été un mouvement de sectes. Il était dirigé au sein de la plus sévère illégalité, de l'étreinte d'un despotisme médiéval et

Le problème même de la scission ne peut être examiné que dans ce contexte et qu'en faisant attention à ce que cette scission n'introduise pas des éléments de désagrégation. Si l'on regarde attentivement, la position de Levi exprime, en la synthétisant, une expérience qui a sa matrice dans la réflexion de Rosa Luxemburg, qui a les mêmes préoccupations que Serrati, à savoir de conserver l'originalité du mouvement ouvrier italien dans sa greffe avec l'expérience révolutionnaire russe.

La réponse de Serrati est singulière : il accepte évidemment la reconnaissance, qu'il a soutenue tant de fois, d'être le mouvement ouvrier italien, il retrouve ses propres positions dans les points de désaccord exprimés par Levi, mais l'invitation de Levi à généraliser le désaccord est compris comme une confirmation de ces points sur lesquels, au Congrès de Moscou, il s'était différencié de Lénine, c'est-à-dire la question agraire et la question nationale<sup>(\*\*\*)</sup>.

Mais même cette interprétation de Levi n'établissait malgré tout qu'une demi-vérité : si l'on comprenait et mettait en évidence le cœur le plus significatif de la position de Serrati, en le séparant de ces éléments qui la retenaient ancrée à la défense des réformistes, cela avait sa justification dans l'opération politique que Levi conduisait, mais ce n'est pas pour cela que cette caractérisation de Serrati était moins déformée que celle qui en faisait un défenseur des réformistes. Le problème du lien avec les réformistes jouait un rôle déterminant dans la conception de Serrati, étroitement uni qu'il était à une hypothèse de la politique et de la révolution prolétarienne profondément différente de celle de Lénine.

Levi ne centre pas son intervention sur l'explication des raisons pour lesquelles, en 1921, la question avait été posée en termes d'organisation, ni sur l'impossibilité de continuer à considérer – après l'échec de la II<sup>e</sup> Internationale, l'expérience de la Révolution russe, et la mise concrète sur le tapis du problème du pouvoir – la diversité des conceptions, à propos de l'hypothèse de solution du conflit de classe en Italie, comme une divergence d'opinions qui coexistent dans la même organisation, et non pas comme un aspect de la lutte de classe à l'intérieur du mouvement ouvrier lui-même. Levi négligeait simplement la permanence de ce lien dans la problématique de Serrati, qui a au contraire une valeur nodale aussi bien pour comprendre Serrati que pour connaître la raison pour laquelle c'est sur le plan de la différenciation organisationnelle que se développe le conflit avec l'IC.

---

asiatique. Il ne connaissait pas la vaste vie historique, ni la tradition politique décennale, que le mouvement ouvrier a dans les pays où il a grandi sur le terrain de la démocratie bourgeoise. Là où il y a de telles prémisses, un groupe qui ne serait qu'une secte n'a aucune importance. » (Ibidem).

<sup>(\*\*\*)</sup> G. M. Serrati, *Lettre ouverte au camarade Paul Levi*, dans "Comunismo", 1<sup>o</sup>-15 janvier 1922.

Il est certes possible de déterminer une différence de ton et de tranchant entre les documents fondamentaux à travers lesquels s'est réalisée l'intervention de l'IC dans la question italienne. L'appel du CE de l'IC, déjà rappelé, est fortement critique par rapport à la capacité du groupe dirigeant socialiste. À l'intérieur de cette optique, le document se borne encore à reformuler les termes du problème à résoudre. Le jugement qu'il donne sur le caractère révolutionnaire de la situation italienne n'est pas différent au fond, si ce n'est par la richesse d'éléments, de celui fourni par les dirigeants socialistes et par Serrati lui-même lors du II<sup>o</sup> Congrès<sup>(\*)</sup>. La différenciation commence quand on tire les conséquences de ce jugement pour les tâches du parti, lequel est accusé d'attentisme et de suivisme dans la mesure où il ne parvient pas à généraliser le mouvement en cours dans le pays, « à l'organiser, à le diriger selon un plan déterminé, à le transformer, en un mot, en une attaque décisive contre la domination bourgeoise... Ainsi, ce n'est pas le parti qui conduit les masses, mais ce sont les masses qui conduisent le parti : celui-ci ne fait que se traîner à la remorque des événements, ce qui est absolument inadmissible »<sup>(\*\*)</sup>. Les raisons de cet attentisme, le CE les détermine dans quelques éléments essentiels qui touchent le vif de la structure organisée du mouvement ouvrier et socialiste italien : la présence, aux postes de direction, de réformistes; la relation formellement paritaire avec le syndicat, auquel était déléguée en effet la direction de la lutte, situation d'autant plus dangereuse que l'organisation syndicale tout entière était contrôlée par les réformistes; un rapport entre le parti et les masses qui, s'il semblait apparemment réaffirmer la supériorité de la politique, avec l'attitude critique ou d'indifférence adoptée par le parti à l'égard des formes spontanées d'organisation, abandonnait en fait les masses à elles-mêmes, sans que celles-ci se sentent complètement exprimées par les organismes existants et sans qu'elles soient capables de donner corps à d'autres organismes qui seraient plus conformes à leurs orientations. Si l'on examine de près ce bilan critique qui attaque les aspects essentiels de l'action socialiste, le problème du rapport avec les réformistes est certes placé au centre d'un choix significatif et important, mais leur exclusion n'en est qu'un élément : ce que demande le CE, c'est une complète restructuration théorico-pratique qui, pour être comprise dans toute sa portée, impliquait cependant l'assimilation du léninisme et un bilan critique de la tradition socialiste italienne et internationale beaucoup plus profond que celui qui avait été effectué vis-à-vis du programme de Gênes. C'est dans l'incompréhension du rapport existant entre l'évaluation de la situation italienne fournie par le CE, le suivisme du PSI et la requête d'exclusion des réformistes, que résident la résistance de Serrati à accepter les délibérations de Moscou et sa tendance à éviter la question spécifique de la séparation organisationnelle en posant une question plus générale :

---

(\*) G. M. Serrati, *Le mouvement socialiste en Italie*, déjà cité : « Les conditions politiques et économiques du pays sont donc telles qu'une révolution semble absolument nécessaire. Les forces du Parti – ajoute-t-il immédiatement après, rendant ainsi encore plus justifiées l'impatience et la grave critique du document du CE – nous permettent de dire que nous sommes presque prêts à nous emparer du pouvoir au nom du prolétariat italien et à instituer la dictature et le régime des soviets. ». Le document de l'Internationale fournit un jugement identique : « *L'Italie présente aujourd'hui toutes les conditions essentielles qui garantissent la victoire d'une grande révolution prolétarienne, d'une révolution vraiment populaire.* Il faut comprendre que cela doit être le point de départ. Telle est la constatation de la Troisième Internationale. Il revient aux camarades italiens de décider de tout ce qui leur reste à faire ensuite. » En outre, il y a une observation importante sur le fait que la bourgeoisie est plus organisée que ce qu'elle l'était une année auparavant : « Si la bourgeoisie italienne se renforce encore, elle nous montrera les dents », en caractérisant ainsi un processus réel dont on analysera l'importance par la suite.

(\*\*) *Au comité central etc.*, déjà cité. Ce jugement sera repris presque textuellement par Gramsci, comme cela est connu, dans sa critique extrêmement acerbe de la direction maximaliste du parti, et dans son rappel du « paradoxe historique par lequel en Italie ce sont les masses qui poussent et "éduquent" le Parti de la classe ouvrière et ce n'est pas le Parti qui guide et éduque les masses » (A. Gramsci, *Le Parti communiste*, dans "L'Ordine nuovo", 9 octobre 1920).

« ... si moi... j'étais persuadé, comme vous l'êtes, que le problème de la révolution en Italie est seulement un problème de "chefs", c'est-à-dire qu'il existe tous les éléments pour une action immédiate sauf qu'il y manque les hommes, je n'hésiterais pas à me déclarer d'accord avec vous sur la nécessité d'écarter des postes de responsabilité et peut-être même du Parti, non seulement les réformistes mais aussi les communistes hésitants.<sup>(\*)</sup> »

Comme cela apparaîtra plus clairement par la suite, c'était une incompréhension qui avait des racines lointaines, et qui exprimait une orientation assez constante de Serrati : superposer une question de principe (séparation d'avec les réformistes) à une question de fait (jugement sur le caractère révolutionnaire de la situation en Italie) : superposition qui du reste n'était pas fortuite mais qui avait son explication dans la conception serratienne de la révolution.

L'intervention de Lénine, réalisée après quelques mois, est beaucoup plus explicite et sévère, mais apparemment plus limitative :

« La motion des défenseurs des réformistes... se réfère de manière générale aux conditions concrètes particulières des différents pays, en ayant surtout pour objectif de dissimuler les conditions particulières de l'Italie, concrètes précisément dans le moment actuel... Ces conditions particulières et concrètes italiennes consistent en fait dans l'incapacité démontrée des réformistes à appliquer effectivement les décisions du Parti et à suivre dans la pratique sa politique... C'est réellement le point central de la question<sup>(\*\*)</sup> ».

À la différence du document émanant du CE, l'attaque contre Serrati est explicite : c'est le "centrisme" qui est l'ennemi principal<sup>(\*\*\*)</sup>.

Si la netteté de l'alternative léninienne – ou avec nous, ou avec les réformistes –, qui annonçait à l'avance les termes du conflit qui se manifesterait à Livourne, ne facilitait pas la possibilité d'une rencontre avec le discours serratien, et même si elle approfondissait l'incompréhension déjà rappelée du lien entre exclusion des réformistes, nouvelle organisation politique et possibilité d'une solution positive à la situation révolutionnaire, elle possédait toutefois une valeur opérative immédiate avec la détermination, et la tendance à dénouer dans les faits, l'ambivalence objective de l'orientation serratienne, et la possibilité, réelle, que le choix révolutionnaire ne soit vidé de tout développement par l'outillage théorico-pratique par lequel elle était soutenue.

L'unitarisme serratien, et plus généralement le choix politique fait à Bologne, était certes l'expression de la richesse et de l'originalité historiques du socialisme italien – et Serrati confirmera à plusieurs reprises sa conscience orgueilleuse de représenter le parti, les orientations de la majorité du prolétariat organisé<sup>(\*\*\*\*)</sup>, et d'avoir derrière lui une tradition

---

<sup>(\*)</sup> G. M. Serrati, *Réponse d'un communiste unitaire au camarade Lénine*, dans "Comunismo", 1<sup>o</sup>-15 décembre 1920.

<sup>(\*\*)</sup> *L'article de Lénine à la "Pravda"*, dans "Comunismo", 1<sup>o</sup>-15 décembre 1920.

<sup>(\*\*\*)</sup> « Serrati n'a pas compris le caractère de ce moment de transition dans lequel se trouve l'Italie... Dans un moment semblable, non seulement il est indispensable d'écarter du Parti, les mencheviks, les réformistes, les Turati, mais il serait aussi utile d'écarter certains excellents communistes, susceptibles d'hésitation et disposés à défendre l'unité avec les réformistes. Il serait utile, je le répète, d'écarter de semblables communistes des postes de responsabilité. » (*L'article de Lénine à la "Pravda"*, déjà cité).

<sup>(\*\*\*\*)</sup> Voir G. M. Serrati, *De certaines de nos raisons*, dans "Comunismo", 15-31 décembre 1920. Cette conscience d'exprimer le prolétariat italien sera confirmée après les élections législatives de 1921 : « ... à part les exemples de Trieste et de Gorizia, tout le reste de l'Italie prolétarienne est demeuré avec nous; elle a confirmé sa confiance dans le "vieux et glorieux" Parti socialiste; vieux et glorieux en vérité, malgré les propos ironiques proférés par ces caractères de pâte molle qui sont montés aujourd'hui en chaire pour dicter la doctrine socialiste avec le droit de ceux qui n'ont rien donné aux masses à l'exception de scissions délétères et qui n'ont enseigné

glorieuse qui avait fait du PSI un exemple unique dans le cadre de la faillite de la II<sup>o</sup> Internationale –, mais il n'avait de possibilité de succès que si les instruments, à travers lesquels cette opération politique était présentée, étaient projetés vers l'avenir et non, comme ils l'étaient, tirés de l'expérience et du laboratoire fournis par le passé et donc historiquement datés. En effet, le fait que Serrati limite son acceptation de l'exclusion aux seules hypothèses de collaborationnisme exprime clairement la mesure dans laquelle la réflexion serratiennne est historiquement conditionnée, étroitement liée qu'elle est à certaines expériences centrales du socialisme italien – comme le Congrès de Reggio Emilia de 1912 –, qui restaient à l'intérieur d'une optique de déroulement de la lutte de classe tout à fait différente de celui que la Révolution d'Octobre avait établi pour le mouvement ouvrier international tout entier. La différenciation interne du socialisme n'était plus entre la participation à des gouvernements bourgeois et l'intransigeance révolutionnaire, comme elle continuera à le rester en Italie – et ceci est également un fait significatif pour renseigner sur le niveau atteint par la lutte de classe et sa capacité d'expression – mais elle abordait le type d'État à construire. La signification politique et historique de l'alternative : Assemblée constituante ou conseils, était là<sup>(\*)</sup>.

Le fil rouge qui tient réellement unis les différents plans du discours serratienn, c'est le rapport au passé, avec une ambivalence singulière : soit comme défense, valorisation et développement de l'originalité d'une tradition, soit comme caractérisation dans le passé de critères d'orientation pour le présent. Dans la réponse de Serrati à Lénine, ces deux éléments sont clairement présents : le refus de la scission signifiait la volonté de ne pas porter atteinte au patrimoine d'expériences et d'organisation, de créativité dans laquelle le mouvement ouvrier italien s'exprimait, mais aussi une conception de la révolution, de l'organisation et du rôle du parti, qui était strictement identique à celle de la II<sup>o</sup> Internationale.

« Vous dites que je crains la scission parce qu'elle diviserait le Parti, les syndicats, les coopératives, les municipalités. Non, camarade. Je crains la scission parce que, en compromettant le sort de ces institutions, elle compromettrait le succès de la révolution, dans la phase de la démolition, et surtout dans celle de la reconstruction... Il n'y a pas de contradiction et d'opposition entre cette préoccupation qui est la mienne de sauver les organismes prolétariens et la vôtre qui est de sauver la révolution.<sup>(\*\*)</sup> »

Le fait que Lénine ridiculise lourdement les positions serratiennes<sup>(\*\*\*)</sup> a une valeur politique car elle tend à mettre en évidence les divergences existantes et à poser le problème d'une ligne révolutionnaire en connexion étroite avec la question de l'organisation qui lui est

---

rien d'autre que la désillusion et la défiance » (G. M. Serrati, *Après la victoire électorale socialiste*, dans "Comunismo", 15 mai-15 juin 1921). La "haine" dont étaient animés les communistes italiens à l'égard de Serrati ne provenait pas tant de leur orientation qui était commune à celle exprimée par les dirigeants internationaux (il suffira seulement de rappeler, en plus des jugements de Lénine, celui très dur formulé par A. Lounatcharski, *Le citoyen Giacinto M. Serrati*, dans "Rassegna comunista", 15 septembre 1922) que de la conscience que derrière Serrati il y avait la majorité de la classe ouvrière italienne et que le fait de la gagner à des positions communistes constituait l'objet d'un grand conflit politique.

(\*) L'expression la plus claire de ce caractère historiquement daté de l'orientation serratiennne est fournie par son écrit célèbre : *L'histoire de l'anti-collaborationnisme*, dans "Comunismo", 1<sup>o</sup>-15 septembre 1921. Cet élément de fond fut caractérisé avec acuité par Bordiga (*Une consultation malheureuse*, dans "Il Soviet", 31 octobre 1920) et il sera confirmé à Livourne par Graziadei.

(\*\*) G. M. Serrati, *Réponse d'un communiste unitaire*, déjà cité.

(\*\*\*) « Comparer le danger de la défaite de la révolution avec le danger de la perte, des insuccès, des erreurs, de la faillite des syndicats, des coopératives, des municipalités, est non seulement ridicule mais aussi criminel. Mettre en péril le succès de la révolution parce que l'on a peur que l'administration communale de Milan puisse courir un risque, cela signifie ne comprendre absolument pas la tâche fondamentale de la révolution, cela signifie être absolument incapable de préparer la victoire. » (*L'article de Lénine à la "Pravda"* déjà cité).

adaptée. C'est réellement la confrontation entre deux mondes différents, et le discours de Lénine n'avait la possibilité d'être entendu que lorsque le rapport entre le passé et le présent aurait changé dans l'orientation de Serrati ou, ce qui revient au même, lorsque l'ambiguïté dans son rapport au passé, que nous avons rappelée, serait résolue. Serrati ne parviendra pas à dépasser la position de ce problème, et de son articulation qui l'aurait fait sortir de l'alternative unité-scission. Même dans le bilan autocritique que nous avons rappelé au début de ces pages, à la fin de 1923 et à la veille de son adhésion au PCd'I, le thème général que, durant les quatre années précédentes, Serrati n'avait cessé de proposer était identifié à celui de l'unité avec les réformistes.

La demande de Serrati de pouvoir appliquer d'une manière autonome les vingt et un points de Moscou n'a pas un fondement différent : c'est la demande d'une ouverture de crédit, avec la confiance que le comportement du passé constituera une garantie suffisante pour le présent, comme un capital qui travaille par lui-même, indépendamment des formes spécifiques d'intervention que la lutte de classe réclame de temps en temps. Mais la proposition d'autonomie dans l'application des résolutions du congrès avait des implications plus amples. Elle s'attaquait en effet à l'hypothèse même d'une organisation internationale, dans le rapport qui avait été fixé entre centralisation et autonomie : Serrati soutenait que « à l'unique programme et à l'unique méthode devaient correspondre des tactiques différentes qui, en correspondant aux différentes conditions de lieu, conspireraient ensemble au but commun<sup>(\*)</sup> ». C'est seulement de cette manière, confirmera-t-il, qu'une organisation peut être réellement internationale, c'est-à-dire qu'elle peut tenir compte « de toutes les situations nationales particulières dans la stricte discipline générale<sup>(\*\*)</sup> », en empêchant que ne se répète l'expérience passée qui a vu l'hégémonie des Anglais, des Français et des Allemands, et par conséquent, que ne se soit proposé à tout le mouvement international un modèle qui soit le fruit d'une expérience particulière. C'est un jugement qui en reflète un autre très précis sur la Révolution russe comme expression d'une réalité différente de la réalité occidentale, et donc, en tant que telle, capable d'offrir peu d'éléments de généralisation. Serrati rappelait qu'il était clair pour les dirigeants bolcheviks que les déficiences de l'Internationale découlaient du « fait de devoir diriger un mouvement international à partir de la partie périphérique la plus lointaine plutôt qu'à partir du centre. Et ils ajoutent que, pour cette raison et pour d'autres encore plus importantes – comme le même degré de civilisation bourgeoise atteint par l'Europe occidentale par rapport à celui de la Russie –, dès que la révolution éclatera dans un autre pays occidental, il reviendra naturellement à ce dernier la direction du mouvement international, de même qu'à celui qui sera le plus préparé économiquement...<sup>(\*\*\*)</sup> ».

Encore une fois, Serrati posait un problème important – la spécificité de la révolution en Occident –, mais il confondait ensuite l'analyse concrète d'une situation concrète avec la possibilité d'établir des éléments communs, généraux et homogènes, liés à l'universalité même de la formation économique-sociale à renverser : le désaccord sur la question agraire ne recouvrait pas seulement le problème de savoir si les rapports de production dans les campagnes russes présentaient un niveau de développement, un degré de différenciation sociale et de broyage de la force de travail, analogues à ou différents de ceux des campagnes italiennes, ou allemandes, ou encore plus anglaises, mais il avait trait à la conception même de la révolution comme non purement prolétarienne, au rapport démocratie-socialisme, aux formes concrètes dans lesquelles devait se réaliser la capacité de direction de la classe ouvrière, et il était en définitive inhérent à la conception de l'État et de la politique. Le désaccord sur la séparation d'avec les réformistes, en dehors des motivations particulières alléguées par Serrati, touchait à la question de l'organisation, au rôle du parti, à son caractère

---

(\*) G. M. Serrati, *De certaines de nos raisons*, déjà cité.

(\*\*) *Le congrès de Livourne*, déjà cité.

(\*\*\*) G. M. Serrati, *Le Deuxième Congrès de la Troisième Internationale*, déjà cité.

d'avant-garde par rapport aux formations sociales et, par conséquent, par rapport au degré différent de conscience existant dans la classe. Extérieure à la connexion étroite avec la définition générale du rapport classe-parti-État, la tactique est réduite par Serrati à une simple empirie. Le seul critère général et unifiant que Serrati parvient à exprimer, c'est la prise en compte du jugement sur le passé comme critère opératif au présent : c'est là le sens de l'adoption du comportement des mouvements socialistes avant et durant la guerre impérialiste comme critère et limite pour leur acceptation dans l'IC<sup>(\*)</sup>, et c'est la prise en compte de ce critère qui explique l'apparente contradiction que l'on peut relever chez Serrati, entre d'une part un élément de sévère intransigeance, qui l'amène à considérer comme "opportuniste" la politique de l'IC et à adopter en conséquence des positions très voisines de celles de l'ultra-gauche hollandaise et de Bordiga, et d'autre part, et en même temps, la demande d'autonomie de décision qu'il faudrait reconnaître aux différents partis<sup>(\*\*)</sup>.

On a rappelé précédemment le document de la direction du PSI en réponse à l'appel du CE de l'IC, et la valeur qu'il a été donné qu'il marque une fracture à l'intérieur du maximalisme italien : mais les termes de cette rupture – le choix d'une raison internationale à l'encontre une raison nationale – témoignaient de l'absence de solution apportée aux problèmes rappelés auparavant, y compris de la part de ceux qui acceptaient de passer à un nouvel organisme politique, en confiant à la valeur d'entraînement du choix effectué la capacité de renvoyer dans l'avenir les problèmes irrésolus du présent. Et ceux-ci se présentaient déjà point par point au lendemain de Livourne<sup>(\*\*\*)</sup>.

Le choix de Serrati était autre : demeurer fidèle à la problématique complexe que le document de la direction exprimait<sup>(\*\*\*\*)</sup>, et ne pas renoncer en même temps à son propre choix international. C'est-à-dire qu'il refusait, et à juste titre, la contre-position proposée par Graziadei entre raison nationale et raison internationale<sup>(\*\*\*\*\*)</sup> : mais la soudure ne pouvait

---

(\*) « Nous comprenons parfaitement – écrit Serrati – le désir montré par certains dirigeants du Comité Exécutif de Moscou de rassembler autant de gens qu'il est possible, surtout dans les pays où la guerre a fauché le plus de victimes dans le camp socialiste, et en particulier dans ceux qui ont été le centre et le pivot de la guerre impérialiste. ». Cela signifie que la révolution – dit Serrati avec justesse, en faisant écho à Lénine – ne peut pas attendre « l'homme bon avant d'entamer son œuvre », mais elle doit, pour cette raison, orienter son action avec des critères précis et sûrs, c'est-à-dire « ne pas exagérer les indulgences ou les amnisties si celles-ci ne sont pas strictement indispensables, et procéder avec elles de manière à ce que la remise de peine ne semble pas être une prime et un encouragement à renouveler les erreurs passées... Plutôt que de crier contre les "trahisons" d'hier, il vaut mieux prévenir celles de demain, et la prévention consiste, d'après nous, non pas tant dans l'exigence de faciles professions de foi, que dans la considération des œuvres du passé et de l'attitude du présent, qui sont la sûre garantie de la conduite de l'avenir. » (*De certaines de nos raisons*, déjà cité). Encore plus clairement, voir *Documentation unitaire*, dans "Comunismo", 1<sup>o</sup>-15 mars 1921.

(\*\*) Voir *Documentation unitaire* précédemment cité.

(\*\*\*) C'est la perspective, du point de vue d'un choix déjà effectué en faveur des positions de l'Internationale, de récupérer toute la problématique exprimée dans le document de la direction qu'il faut lire la motion Marabini-Graziadei présentée à Imola (sur celle-ci et sur sa signification, voir les vifs témoignages de Camilla Ravera et de Luigi Amadesi dans *La fraction communiste à la réunion d'Imola*, 1971). La greffe, largement mécanique, ne pouvait pas réussir.

(\*\*\*\*) Le reproche de reniement de leur passé envers ceux qui, passés au PCd'I, devaient approuver des jugements sévèrement critiques à l'égard de moments et de choix du PSI dont ils avaient été des protagonistes, et pas de second plan comme Gennari, est très fréquent chez Serrati, aussi bien à Livourne (voir *Le XVII<sup>e</sup> Congrès national*, déjà cité) qu'après Livourne (G. M. Serrati, *Le Congrès de Livourne*, déjà cité).

(\*\*\*\*\*) Il y a un autre aspect, dans cette soudure tentée par Serrati entre raison nationale et raison internationale, qui doit être rappelée dans la mesure où elle joue un rôle significatif dans son désaccord avec l'IC. Le caractère international de la révolution se traduit politiquement par un rapport de subordination mécanique des décisions du parti, favorables à une accélération révolutionnaire, à l'existence d'une situation analogue dans le monde : il se traduisait en conséquence par un choix attentiste, puisque l'on délégua à d'autres le début de la rupture révolutionnaire. C'était une orientation suffisamment répandue chez les dirigeants révolutionnaires européens pour qu'il faille que Boukharine réclame l'attention des délégués au II<sup>e</sup> Congrès sur l'absurdité de la situation qui se créerait ainsi : « ... Le plus grand danger pour tout le mouvement international prolétarien, la plus grande

avoir lieu qu'à travers une appropriation théoriquement créative de l'expérience d'Octobre et sa retraduction politiquement originale dans un contexte historiquement différent. En l'absence de ce trait d'union, le choix unitaire même de Serrati conduisait à approfondir la désagrégation du parti et la dispersion du mouvement, et il contribuait à poser le problème précisément dans les termes que ce choix déniait.

En effet, à Livourne, les communistes unitaires, qui avaient déjà enregistré quelques défections importantes, comme celle de Bombacci et de Gennari, présentèrent à nouveau leurs positions, qui avaient au fond les mêmes motivations qu'à Bologne :

« Dans le Parti Socialiste Italien – dira Baratono dans son intervention – il n'y a pas de fractions, il y a une seule et grande tendance communiste ou maximaliste qui coïncide avec le parti et qui, jusqu'à aujourd'hui, a fait route ensemble dans une unité parfaite de pensée et d'action. Et je voulais démontrer que ce sont seulement des interprétations artificielles, ou du moins exagérées, des faits historiques qui ont produit les raisons de la scission actuelle entre les communistes.<sup>(\*)</sup> »

Baratono se déclare prêt à adapter l'action et l'organisation du parti aux décisions du II<sup>o</sup> Congrès de l'IC, en dépassant les positions et les compromis de Bologne<sup>(\*\*)</sup>, mais la motion qu'il présente sur la façon d'appliquer les 21 points est une reformulation de l'unité dans la pratique adoptée à Bologne :

« En présentant... une motion qui, comme la nôtre, accepte les vingt et un points de Moscou dans leur intégralité, et en demandant à toutes les fractions si elles acceptent ou

---

tragédie... consiste en cela : que plus la révolution arrivera tard, et plus il sera difficile à la classe ouvrière qui s'est emparé du pouvoir d'organiser son économie communiste, et plus le danger de délabrement de l'ancien régime jusqu'à son terme devient réel, sans la création du nouveau régime... C'est pourquoi, bien que nous ne décidions pas de la question pour chaque pays particulier, nous devons dire à nos amis étrangers : ne perdez jamais de vue ce danger... » (*La tactique du Parti communiste russe dans l'Internationale communiste*, dans "Comunismo", 15-31 juillet 1920). Serrati n'insiste pas de toute façon tant sur les aspects économiques du blocus auquel serait soumise l'Italie en cas de révolution victorieuse, aspects qui sont bien présents à son esprit et dont le sérieux avait été fortement souligné par Lénine (*L'article de Lénine à la "Pravda"*, déjà cité. Voir aussi sur cette question une note de G. C., *Ferons-nous l'objet d'un blocus?*, dans "Comunismo", 15-30 septembre 1920), que sur l'isolement politique du prolétariat italien dans le contexte du mouvement révolutionnaire européen et américain, et donc sur les capacités réelles de ce mouvement d'intervenir de façon à désamorcer les aspects les plus graves du blocus ou d'une intervention armée éventuelle contre la jeune République soviétique.

La limite de cette position serratiennne, bien qu'elle soit fondamentalement exacte aussi bien du point de vue de l'importance donnée au conditionnement international que de celui du jugement sur l'état du mouvement ouvrier en Europe, se trouvait dans le caractère mécanique des conclusions qu'il en tirait : renvoyer toute décision révolutionnaire à des temps meilleurs afin de sauver des catastrophes l'unique mouvement qui était, « du point de vue socialiste, en de bonnes conditions de lutte contre la bourgeoisie » (G. M. Serrati, *Réponse d'un communiste unitaire*, déjà cité. Des positions similaires seront soutenues par Baratono à Livourne), en s'attribuant ainsi une possibilité indéterminée de choix tout à fait en dehors de la réalité. Le véritable problème politique qui était lié à la position serratiennne, c'était la capacité de la direction socialiste à gérer une longue phase de crise sociale aiguë, en renforçant encore le potentiel de lutte existant, en dissipant toute solution que l'adversaire pourrait réaliser, c'est-à-dire en créant dans le concret de ce processus l'alternative d'un ordre nouveau. C'était là une tâche pour laquelle il n'existait pas d'instruments adéquats dans la tradition socialiste : la solution que Serrati tentera de donner à la question se résoudra dans un élément d'accélération de la désagrégation du mouvement. Seul Gramsci établira les positions théoriques avec lesquelles il serait possible de gérer une phase de transition de ce type, mais il sera lui aussi entraîné dans la faillite politique générale du socialisme italien.

(\*) *XVII<sup>o</sup> Congrès national*, déjà cité.

(\*\*) Ibidem : « Désormais, l'on ne peut plus en rester à Bologne, il faut dépasser les positions de Bologne, et il faut surtout dépasser le compromis qui a été fait à Bologne en hommage particulièrement à Costantino Lazzari. Il faut faire un pas en avant; nous sommes tous d'accord, nous le voulons tous. Ce pas coïncide parfaitement avec l'ordre qui nous vient de Moscou. Puisque, de Moscou, vient un ordre à tous les pays de séparer le Parti communiste des éléments réformistes et des groupes réformistes, nous désirons la même chose. »

non cette motion, nous le demandons à des gens honnêtes... et nous signifions que ceux qui voteront y apporteront leur plein accord et leur volonté. (\*) »

L'on considérait donc l'unité de l'homogénéité comme plus réaliste, ainsi que l'observa Serrati(\*\*) avec pénétration, mais la solution proposée restait diplomatiquement habile car elle évitait les problèmes théorico-pratiques essentiels et en outre, élément qui n'était pas secondaire, elle était en contradiction avec la situation réelle du parti.

L'on a déjà rappelé que Serrati, lors de son intervention à Livourne, tend à démontrer que l'origine de la scission n'a pas de motivations internes, mais qu'elle découle seulement d'une pression externe, et qu'il reparcourt les vicissitudes du parti à partir de Bologne à la lumière de ce critère. C'était un jugement considérablement exagéré qui ne pouvait refléter les orientations du parti que si on l'examinait sur la base de l'existence ou non, comme thème de débat politique collectif, du problème de la scission, mais qui ne tenait plus debout si l'orientation était renversée et si le problème de la scission était vu comme le résultat politique d'un processus de différenciation et de désagrégation de plus en plus profond, qui, dans la période de temps examinée par Serrati, assaillait le parti.

Si la constitution d'un nouveau parti était implicite dans la thématique de la fraction abstentionniste bordiguienne, et si elle avait été mise concrètement à l'ordre du jour, comme on le verra, lors de sa réunion de Florence, la nécessité d'exclure l'aile droite du parti était un thème présent dans la position bordiguienne dès avant Bologne. Le déplacement de la section socialiste turinoise et du groupe de l'"Ordine nuovo" sur des positions d'hostilité rigoureuse à l'égard de la direction du parti et sa convergence avec les positions bordiguiennes dans la demande d'exclusion des composantes réformistes présentes constituaient d'autres facteurs de cette polarisation interne et une confirmation de l'incapacité de la ligne unitaire à conserver réellement le contrôle du parti en évitant des tendances centrifuges. Et le transfert de positions du groupe turinois était d'autant plus significatif qu'il était étroitement lié à une grande expérience de classe, comme la grève des "aiguilles" de Turin, qui s'était conclue par une lourde défaite(\*\*\*). Serrati confirmera encore à Livourne son opposition aux Turinois et son incompréhension profonde du mouvement des conseils considéré par lui comme un « engouement »(\*\*\*\*).

Le Conseil national de Milan fournit la première expression politique significative de la division en cours dans le parti et si, à Livourne, Serrati tend à mettre en évidence la conservation de l'unité comme le résultat du Conseil, malgré les contradictions qui y étaient apparues, le commentaire avec lequel la publication dans "Comunismo" des résolutions adoptées était accompagnée, était cependant caractérisé par un ton fortement défensif et par

---

(\*) Ibidem.

(\*\*) Ibidem. Après avoir relevé la diversité de positions, d'histoire et de formation, de certaines personnalités les plus significatives qui avaient conflué dans le groupe communiste, Serrati poursuivait : « Mais notre parti n'est pas un parti homogène, non; à nous, il nous suffit de construire un parti unitaire dans lequel, s'il y a une divergence entre moi et quelqu'un d'autre, cela correspondra parfaitement avec mes idées, avec nos affirmations, tandis que, s'il y a désaccord parmi vous, cela contredira ce que vous avez affirmé ici. »

(\*\*\*) La première étape de cette débâcle est souvent appelée la "grève des aiguilles d'horloge" (*sciopero delle lancette*). Le changement d'heure saisonnier avait été largement introduit en Italie pendant la guerre, et il demeura généralement en usage après. Mais certains ouvriers s'opposèrent au changement d'heure comme étant un autre exemple de l'ingérence de l'État bourgeois dans leur vie. On accusait les compagnies électriques d'accroître leurs profits du fait de cette pratique, bien que la raison pour laquelle il en serait ainsi n'était pas claire. Plusieurs municipalités socialistes et Chambres du Travail refusèrent d'adopter le changement d'heure saisonnier au printemps de 1920. On a dit que la grève de Turin a commencé parce que les ouvriers de Fiat refusèrent d'accepter la décision de la direction d'adopter le changement d'heure saisonnier. (NdT).

(\*\*\*\*) Ibidem.

l'adoption d'argumentations largement similaires à celles qui seront avancées par la suite dans la polémique avec Lénine<sup>(\*)</sup>.

L'occupation des usines et son issue négative, non seulement quant aux résultats obtenus mais surtout du fait de la défaite politique subie par le parti par rapport à l'organisation syndicale, posaient à nouveau, dans un climat de forte tension politique et de sentiment général d'impuissance, le problème de la direction des mouvements de masse et du rapport avec les réformistes, qui avaient démontré avoir su conserver une capacité d'intervention déterminante.

L'état du parti à la veille de Livourne se présentait donc comme profondément différent de celui qui existait à Bologne. L'incubation de processus nouveaux, de définition de tendances, qui était, comme on l'a vu, à la base du choix unitaire proposé par Serrati en 1919, s'était conclue par la cristallisation d'orientations précises et définies. Le fait de proposer à nouveau l'unité dans la pratique était donc largement inapproprié, y compris parce que c'était précisément le jugement porté sur l'action développée par le parti qui était le centre réel du conflit : l'intervention médiatrice de Baratono, effectuée avec la conviction de pouvoir faire bouger « quelques situations actuelles » grâce à une « discussion ouverte, complète, claire »<sup>(\*\*)</sup>, ramenait le problème à un malentendu ou à une méprise à propos de situations de fait, alors qu'il s'agissait de conceptions antithétiques sur les caractères de la lutte de classe en Italie, sur les rapports internationaux, sur le rôle du parti. Toute la défense des positions prises par la CGDL à Milan en septembre 1920 que Baratono présenta est significative de cette orientation.

Un démenti suffisamment sensationnel apporté à la ligne adoptée par les maximalistes a précisément pu apparaître dans le fait que, lors de son intervention à Livourne, Baratono a dû différer de son rapport, écrit et publié à la veille du Congrès, sur un point extrêmement important comme l'inexistence à la droite du parti d'un groupe politique organisé, puisque ce rapport enregistrait « seulement la résistance d'hommes qui sont ainsi par mentalité, par tempérament ou par habitude acquise dans le travail syndical, qui est par nature droitier... »<sup>(\*\*\*)</sup>. Si la réunion de Reggio Emilia, avec la constitution de la fraction "concentrationniste", faisait assurément partie du processus de polarisation du parti, ainsi que le fera remarquer Baratono dans une tentative de défense de cette initiative, elle démontrait cependant que le problème n'était pas celui de l'exclusion ou du rôle de quelques personnes, mais un problème de choix politique. Bien que les adhésions obtenues par la fraction réformiste aient été limitées et que l'on ait eu tendance à souligner que les foules étaient ailleurs, on passait sous silence le fait que la motion "concentrationniste" présentée à Livourne ait été signée par Baldesi et par d'Aragona, c'est-à-dire par des dirigeants les plus importants de la centrale syndicale, laquelle organisait plus de deux millions de travailleurs. C'était un fait tout autre que secondaire et qui caractérisait la contradiction de la solution unitaire présentée à Livourne :

« Il [le parti] est aujourd'hui fondé sur l'Organisation du travail. Notre force est là; et c'est pour conjurer le danger de perdre cette force que nous, les unitaires, nous ne pouvons pas consentir à provoquer l'exode des organisations derrière leurs organisateurs... Le jour où le Parti et l'organisation seraient détachés l'un de l'autre, vous

<sup>(\*)</sup> « Personne de ceux qui tiennent aujourd'hui le gouvernail du parti et qui représentent l'immense majorité des adhérents... n'a jamais pensé à rectifier le tir. Nous sommes tous cependant d'accord pour considérer qu'il faut que l'on s'achemine vers la réalisation du programme établi à Bologne avec la circonspection nécessaire, avec habileté et avec énergie... Penser qu'une période révolutionnaire s'est ouverte pour le prolétariat ne signifie pas que l'on doive lancer les masses prolétariennes contre les mitrailleuses, armées de pierres. » (*Le Conseil National Socialiste*, déjà cité.

<sup>(\*\*)</sup> *XVII<sup>e</sup> Congrès national*, déjà cité.

<sup>(\*\*\*)</sup> A. Baratono, *L'action du PSI dans ses rapports avec la III<sup>e</sup> Internationale. Rapport de la tendance unitaire au XVII<sup>e</sup> Congrès National*, dans "Comunismo", 1<sup>o</sup>-15 janvier 1921.

constateriez alors à quoi se réduirait la force du parti politique isolé dans notre pays : précisément parce que le parti politique n'est pas moralement supérieur, ni n'a de conditions de doctrine, d'esprit, de préparation, d'aucun genre, supérieures à la préparation, à l'esprit des masses qui sont autour de nous<sup>(\*)</sup> ».

La coordination et la couverture objective que la position unitaire offrait à la droite résultent de manière explicite de ces observations de Baratono, et la comparaison des motions présentées le confirme<sup>(\*\*)</sup>.

L'élément qui caractérise peut-être le mieux et de façon la plus dramatique la force et les limites de la position serratiennne, c'est l'usage politique que Serrati faisait de l'expérience de la guerre et de l'orientation que le PSI avait prise par rapport à elle. Le fait capital que Serrati tient en effet pour certain dans toute sa réflexion, et qui rend possible une incompréhension fondamentale entre les parties et plus difficile l'assimilation du discours que Lénine avait développé à partir de 1914, c'est l'absence en Italie, du moins dans les formes prises dans les autres pays, du lien entre réformisme et social-chauvinisme qui constituait l'axe de la réflexion léninienne et de sa critique très dure à l'égard de la II<sup>e</sup> Internationale. Dans l'écrit cité à plusieurs reprises : *Union ou scission?*, Serrati posait déjà ce problème-là :

« En Italie... ceux que Lénine pourrait appeler avec raison les *chefs officiels*, c'est-à-dire les élus du parti qui ont des charges de direction, non seulement n'ont jamais voulu collaborer avec les capitalistes pour la défense nationale et, pour cette raison, n'ont pas trahi le socialisme, mais, étant donné l'action intransigeante de classe, ils se sont battus courageusement et ils ont affronté pour elle les diffamations et les persécutions.<sup>(\*\*\*)</sup> »

Ce thème sera repris par Serrati dans sa réponse à Lénine, et il y insistera avec plus de force encore quand il posera le problème général de ce que sont les réformistes<sup>(\*\*\*\*)</sup>. Avec cette orientation, la défense de la droite est beaucoup plus solide et riche de problèmes que celle établie par le même Serrati lorsqu'il défend D'Aragona ou par Baratono quand il élude l'application des 21 points<sup>(\*\*\*\*\*)</sup>, et elle est également celle pour laquelle le désaccord passe du plan de la méthode, bien qu'aussi important, à celui des contenus. Sur ce plan, Serrati a indubitablement beau jeu non seulement de rappeler le fait, particulièrement important, que Lénine lui-même ait reconnu le caractère typique du socialisme italien dans l'écroulement de la II<sup>e</sup> Internationale, mais aussi de défendre ce qui constitue un grand patrimoine politique de classe. Avec la guerre en effet, le socialisme italien a dépassé l'horizon provincial dans lequel son action s'était tendanciellement développée lors de la période précédente, pour

---

(\*) *XVII<sup>e</sup> Congrès national*, déjà cité.

(\*\*) Sur la question de l'acceptation des 21 points, la motion "concentrationniste" prenait une position analogue à celle de la motion unitaire. Également sur le problème de l'emploi de la violence, auquel Serrati reconnaissait une grande importance dans la mesure où il rompait avec la tradition de Gênes, les deux positions n'étaient pas différentes : toutes deux le considéraient comme nécessaire mais comme *ultima ratio* de la lutte prolétarienne. C'est uniquement sur le point distinctif de la dictature que l'on pouvait relever une différenciation plus significative du fait de la « nécessité transitoire » qui lui était reconnue par la motion réformiste, et du fait du refus de modeler la dictature sur le schéma d'un seul pays (voir les textes des motions dans *La préparation du congrès*, dans "Comunismo", 15-30 novembre 1920).

(\*\*\*) "Comunismo", 15-29 février 1920. Giuseppe Berti (*Les dix premières années*, déjà cité) avait déjà attiré l'attention sur le rôle joué par l'orientation prise par le PSI durant la guerre dans la détermination d'un rapport original et très difficile avec l'IC.

(\*\*\*\*) *Réponse d'un communiste unitaire*, déjà cité.

(\*\*\*\*\*) Dans sa réponse à Lénine, Serrati établit un parallèle entre D'Aragona ainsi que les autres dirigeants qui avaient déclaré donner leur démission en septembre 1920, et Zinoviev qui avait démissionné au « moment de la crise révolutionnaire » : entre les deux épisodes, disait Serrati, il y a « un long laps de temps » et son jugement était clairement en faveur des éléments syndicaux italiens (*Réponse d'un communiste unitaire*, déjà cité). Pour la position de Baratono, voir *L'action du PSI dans ses rapports avec la III<sup>e</sup> Internationale*, déjà cité.

devenir un des points de référence du mouvement ouvrier européen, et il a confirmé à nouveau son intransigeance de classe dans la critique de la guerre en tant que conséquence nécessaire du capitalisme.

Il a été remarqué avec justesse que l'Italie a été le seul pays dans lequel la distinction entre interventionnistes et neutralistes a continué encore après la fin de la guerre<sup>(\*)</sup>; et il suffira seulement de rappeler la place attribuée à la critique de la guerre dans la campagne électorale de 1919 pour indiquer la profondeur de la division qui s'était opérée dans le pays et la possibilité de caractériser dans ces alignements deux Italie :

« Le réquisitoire contre la guerre est, dans ce moment politique actuel, le réquisitoire même contre toute la société bourgeoise capitaliste. En faisant la liste des victimes de la guerre, en montrant les horreurs, en dénonçant les bassesses, en révélant les secrets et les spéculations, nous, les socialistes ... nous dénonçons les horreurs, les bassesses, les spéculations de la civilisation capitaliste elle-même, et nous créons chez les masses l'espoir et la volonté de la transformation sociale, que les temps et les choses permettent désormais.<sup>(\*\*)</sup> »

Il n'y a aucun doute sur le fait que la persévérance avec laquelle Serrati insiste sur la centralité de l'expérience de la guerre en tant qu'élément d'unification de classe prend aussi son origine dans le rôle fondamental joué au cours des quatre années par Serrati lui-même pour maintenir l'unité du parti au niveau de l'opposition intransigeante, ainsi que l'a rappelé Gramsci et que cela a été redit encore récemment<sup>(\*\*\*)</sup>; l'on peut également souligner, comme on commence à le faire de divers côtés, la limite importante de la formule lazzarienne, que Serrati n'a jamais réussi à résoudre, et la possibilité qu'elle ouvrait à des formes de collaboration plus ou moins révélées<sup>(\*\*\*\*)</sup>, ou attirer l'attention sur l'isolement fondamental de la classe ouvrière et sur la scission qui existait avec le paysan-soldat<sup>(\*\*\*\*\*)</sup>. Mais ce sont tous des éléments qui n'enlèvent rien à l'importance *politique* du refus de la guerre et de l'union sacrée de la part des socialistes italiens : et c'est ce patrimoine que Serrati appréhende, c'est de lui qu'il se fait le défenseur et le continuateur. La jonction, qui ne semblait pas claire à Serrati, et *pour cause*<sup>(\*\*\*\*\*)</sup>, entre l'attentisme du PSI et la présence des réformistes, ne figurait certainement pas dans la problématique présentée par Serrati – le mouvement ouvrier italien est un corps historiquement vivant et déterminé sur lequel la greffe de l'expérience révolutionnaire ne peut être que le résultat d'une intervention politique –, mais dans le fait de voir dans quelle mesure l'énorme patrimoine politique et de classe accumulé durant la guerre pourrait se traduire en termes politiques une fois la guerre finie. Sur cette base, la différenciation d'avec les réformistes aurait été beaucoup plus évidente et la position même de Serrati aurait acquis une grande prégnance politique. La façon dont Serrati pose le problème est au contraire suffisamment significatif pour qu'il offre la clef de son unitarisme tenace et de sa situation qui consiste à être en même temps fortement lié aux masses et à leur niveau. En défendant le fameux discours "de l'expiation" de Treves et en critiquant les interprétations collaborationnistes, il définissait la garantie contre tout fléchissement possible dans cette direction dans le « clair instinct de la masse prolétarienne. C'est cet instinct

---

(\*) Voir G. Procacci, *Remarques au sujet de la crise de l'État libéral et des origines du fascisme*, dans "Studi storici", 1965.

(\*\*) *Les élections générales*, dans "Comunismo", 1<sup>o</sup>-15 novembre 1919.

(\*\*\*) A. Gramsci, *Le camarade G. M. Serrati et les générations etc.*, déjà cité. Voir, dans le même sens, L. Ambrosoli, *Ni adhérer ni saboter*, éditions de l'"Avanti!", 1961.

(\*\*\*\*) Voir L. Ambrosoli, opus cité; L. Cortesi, *Le socialisme italien*, 1969, et *Le PSI de la "semaine rouge" au Congrès national de 1918*, dans "Rivista storica del socialismo".

(\*\*\*\*\* ) P. Melograni, *Documents sur le "moral des troupes" après Caporetto et considérations sur la propagande socialiste*, dans "Rivista storica del socialismo".

(\*\*\*\*\* ) En français dans le texte (NdT).

prolétarien qui a sauvé le Parti socialiste italien durant la guerre en lui imprimant une action de classe précise : c'est cet instinct qui le sauvera encore, même quand un leader voudra prendre des attitudes de sauveur du monde pour se réfugier plus facilement dans les bras de la démocratie socialiste à la noix ou socialisante »<sup>(\*)</sup>. La conscience de classe une fois prise comme une réalité métapolitique, le rappel constant à l'expérience de la guerre, au lieu d'être l'instrument pour faire la jonction entre le passé et le présent, devient la domination du passé sur le présent. Le lien que Serrati a tenté de tisser entre la révolution et la tradition, étant donné qu'il n'est pas soutenu par une adéquation politique conséquente, se résout dans la réduction du nouveau à l'ancien, en déphasage avec le présent.

On en arrive ainsi au thème central du rapport avec les masses, à la conception de la politique et de la révolution qui est à la racine de l'échec de l'opération politique serratiennne et, avec elle, du mouvement ouvrier italien.

## *Lutte de masse et direction politique*

L'on a déjà fait allusion au rapport existant entre le maximalisme et les masses, à la conscience qu'avait Serrati de représenter le prolétariat italien, et à l'orgueil pour l'attitude prise durant la guerre comme ciment de ce rapport. C'était un fait qui frappait fortement des observateurs étrangers comme Sylvia Pankhurst, à laquelle l'on doit une caractérisation précise du Congrès de Bologne et la spécification d'une différence entre la situation italienne et la situation anglaise, différence centrée, dans ses aspects positifs pour l'Italie, sur le rapport avec les masses : « Peut-être que c'est dans la généreuse correspondance entre les attitudes de vos dirigeants et le sentiment de la masse qu'est la raison principale de l'avantage que vous avez sur nous »<sup>(\*\*)</sup>. Plus loin, elle donne de ce rapport un cadre plus ordonné dans lequel il est possible de saisir un fait significatif, non utilisé par Pankhurst, mais qui montrera son importance quelques mois plus tard :

« J'ai eu l'impression, en particulier à Imola, que le sentiment communiste révolutionnaire était très fort dans la foule. L'auditoire, m'a-t-il semblé, n'avait pas besoin que les discours des orateurs suscitent son enthousiasme, car il était déjà plein d'enthousiasme et de feu; de sorte que c'était plutôt la foule qui exhortait les orateurs que les orateurs qui exhortaient la foule. Ce qui, à mon avis, est un symptôme assez prometteur.<sup>(\*\*\*)</sup> »

Il est peut-être possible d'isoler ici le noyau central du rapport, qui était très fort, entre le maximalisme et le mouvement ouvrier italien, et le type de ce rapport : résultat d'une décennie de direction de gauche, durant laquelle un capital d'intransigeance de classe et d'internationalisme s'est accumulé, ce noyau constitue le point d'observation le plus significatif pour caractériser l'emploi qu'il est fait de ce capital et les raisons d'un processus de désagrégation progressive.

Serrati était bien conscient du problème : non seulement cela résulte avec clarté du jugement qu'il donne sur la victoire du programme maximaliste à Bologne<sup>(\*)</sup>, mais surtout de

<sup>(\*)</sup> Voir "Comunismo", 31 mars-15 avril 1920.

<sup>(\*\*)</sup> S. Pankhurst, *Impressions sur le Congrès de Bologne*, dans "Comunismo", 1<sup>o</sup>-15 septembre 1919.

<sup>(\*\*\*)</sup> Ibidem.

<sup>(\*)</sup> « ... nous croyons... que le phénomène d'une adhésion aussi prompte de tant de gens à nos idées ne doit pas être négligé ou, pire, moqué. Il indique qu'il y a quelque chose de profondément changé dans la situation. Celui qui ne le voit pas est aveugle et complètement en dehors de la vie et de la réalité. » (*Le Congrès socialiste de Bologne*, dans "Comunismo", 15-31 octobre 1919).

son évaluation du succès électoral. Celui-ci a été aussi grand, et même supérieur aux attentes socialistes elles-mêmes, parce que, en plus des éléments connus et évaluables, il est intervenu dans la lutte électorale un facteur étranger à l'organisation socialiste traditionnelle : « Tout le succès n'est pas donc dû à notre organisation politique, ni même à notre organisation économique... Il y a eu indubitablement un autre élément qui a concouru... à rendre notre victoire aussi grande et aussi prémonitoire. Cet élément a été le *soldat*, le démobilisé. »<sup>(\*\*)</sup> Le rapport socialisme-guerre, qui constituait l'axe de la campagne électorale socialiste, ainsi qu'on l'a vu, et également la substance de cette grande campagne journalistique et politique que fut l'enquête socialiste sur Caporetto, continue à être considéré comme le canon herméneutique des événements italiens. Grâce à l'intervention de cet élément aussi déterminant, le parti se transforme en une grande organisation populaire, il colle aux mouvements profonds des masses, mais il prend aussi de grandes responsabilités par rapport à elles : « ... cela a été la classe, la classe tout entière, qui, instinctivement – après avoir subi la violence de la guerre voulue par ses dominateurs –, a compris par intuition que le Parti socialiste était son libérateur. »<sup>(\*\*\*)</sup>

Pour Serrati, l'analyse du vote est tout interne au maximalisme et elle tend à confirmer de nouveau la validité du choix effectué à Bologne de changer le programme de Gênes : le vote marque un saut qualitatif dans l'action socialiste et une volonté de rupture avec l'ordre existant parce qu'il déplace le centre de l'action du siège traditionnellement affecté à l'action politique, comme le parlement, à la rue et au pays. La tâche du parti est celui d'enregistrer cette poussée et de se comporter en conséquence :

« Le parti socialiste italien doit accomplir aussi cet autre devoir, certainement bien plus difficile : celui de marcher résolument vers les conquêtes définitives, sans illusions faciles, conscient de ses responsabilités, en pesant toutes les difficultés que la situation italienne peut mettre en travers de son chemin. »<sup>(\*\*\*\*)</sup>

C'est plus la détermination d'un devoir être que l'ébauche d'une ligne politique; c'est plus la confirmation de la révolution comme solution des problèmes du moment que l'indication des voies et des moyens concrets par lesquels cette volonté devient quelque chose de concret et d'opératif. L'élément nouveau que Serrati introduit dans sa réflexion est un jugement sur la capacité organisationnelle du parti et sur le déphasage, que les élections ont confirmé et accentué, entre les personnes organisées et le gros du mouvement :

« Le Parti socialiste en Italie est, comme organisation, en quantité et en qualité, trop peu de chose par rapport aux masses qui le suivent. Sa force est plus une force externe qu'interne : il peut beaucoup non pas parce que, durant les trente années de son existence, il a fortifié ses organismes, mais parce que, autour de lui, se rassemble l'approbation des foules et parce qu'il n'a contre lui que des partis politiques moins organisés et moins disciplinés. »<sup>(\*\*\*\*\*)</sup>

Analyse qui, si elle confirme une série de jugements exacts avancés précédemment dans le commentaire du cadre de la vie politique italienne<sup>(\*)</sup>, caractérise en même temps le problème fondamental qu'affrontait une direction de gauche du socialisme italien au moins depuis 1910 – problème en relation avec un processus de radicalisation sociale et politique de

---

(\*\*) *Le 16 novembre 1919*, dans "Comunismo", 1<sup>o</sup>-15 décembre 1919.

(\*\*\*) Ibidem. L'analyse des résultats électoraux et de la confluence à l'intérieur du PSI d'une série de couches sociales diverses constituera l'un des aspects essentiels de l'analyse gramscienne, comme on le verra par la suite.

(\*\*\*\*) Ibidem.

(\*\*\*\*\*) Ibidem.

(\*) Il faut avoir à l'esprit les observations sur l'absence de partis modernes dans la vie politique italienne (*Les élections générales*, déjà cité).

la réalité italienne et avec l'émergence d'une profonde disponibilité politique de couches populaires de plus en plus larges –, c'est-à-dire l'inadéquation de la structure traditionnelle du parti<sup>(\*\*)</sup>. Le problème est certes celui qui est caractérisé par Serrati, mais sa réponse est encore solidement ancrée à une perspective traditionnelle : le déphasage va disparaître en augmentant le nombre des adhérents, et donc en diminuant la disproportion entre personnes organisées et inorganisées. En effet, en intervenant dans le débat qui s'était développé au sujet des conseils d'usine et du problème du vote des inorganisés, en annotation à un article de Niccolini, il faisait sur cette question un discours important qui avait une valeur de systématisation générale du problème et de clef essentielle pour comprendre le centre de sa conception de la révolution :

« La masse des inorganisés – poussée par des instincts inférieurs ou par des passions même héroïques – pourra accomplir le coup de main; mais indubitablement elle ne pourra pas avoir le bon sens nécessaire pour tenir résolument tête aux difficultés gravissimes de la reconstruction... La dictature du prolétariat est la dictature consciente du Parti socialiste.<sup>(\*\*\*)</sup> »

À part les implications générales que cette conception comporte, l'élément qui en résulte avec force est que le rapport parti-masse se résout dans le renforcement du premier, c'est-à-dire dans celui de l'élément conscient, en laissant à la masse des inorganisés un rôle résolument subalterne de force de choc sur laquelle se greffe l'action clarificatrice du parti : plus le parti sera fort, plus l'action des masses sera consciente. C'est là qu'est le lien entre le changement de ligne et le renforcement organisationnel des organismes existants, mais c'est là aussi la racine de la fuite devant les tâches spécifiques de direction et d'intervention dans les mouvements de masse qui revenaient au parti.

"Comunismo", comme on le sait, a commencé à être publié en octobre 1919 et il n'a donc pas eu le moyen d'exprimer son orientation par rapport aux mouvements de masse qui se sont développés durant cette année-là dans toute l'Italie, comme les mouvements contre la cherté de la vie. Il existe sur ce moment central d'insubordination sociale un jugement précis de Niccolini, de mars 1920, mais il fait déjà partie d'un processus de réflexion critique de l'action socialiste et d'une phase de la différenciation interne : c'est pourquoi il ne peut pas offrir d'éléments utiles au discours que l'on tente de mener. D'autre part, si les mouvements de juillet 1919 sont certainement très importants comme première épreuve nationale sérieuse à laquelle la direction nationale est soumise, et si certains voient dans ces mouvements le point le plus élevé atteint par la capacité de rupture du mouvement ouvrier italien au cours des années 1919-20, il est cependant également vrai que l'année 1920 se caractérise par une intensification de la lutte de masse et par l'accentuation progressive du caractère prolétarien de celle-ci. D'autre part également, l'évaluation d'ensemble que la revue donne des grèves en cours au début de 1920, c'est-à-dire en janvier, lui fournit l'occasion, avec ces grèves, de mettre en avant un discours qui a une portée générale de caractérisation d'un rôle spécifique attribué au parti par rapport aux luttes :

« Le période révolutionnaire qui a débuté sans aucun doute avec la guerre bourgeoise capitaliste... ne peut pas ne pas avoir des épisodes nécessaires et compréhensibles comme les grèves catégorielles, ... comme les émeutes de rue... Notre

---

(\*\*) Gaetano Arfè effectue des observations pénétrantes sur l'état du parti, sur les limites de l'organisation existante et sur la capacité à exprimer la forte radicalisation politique des masses populaires italiennes, dans *Le socialisme italien 1892-1926*, Einaudi, 1965; de la même façon voir les notes de Luigi Cortesi (*Le socialisme italien*, déjà cité) et L

(\*\*\*) Voir la note signée "Le communiste", adjointe à l'article de C. Niccolini, *Les comités d'usine*, dans "Comunismo", 15-31 décembre 1919.

parti ne renie ni les unes, ni les autres. Il les explique et il les soutient lorsqu'elles sont en cours. Il les discute, il les critique, il les oriente – il les oriente surtout – pour l'action de demain quand la lutte a cessé et que l'esprit des combattants est davantage prêt et enclin à recevoir notre propagande.<sup>(\*)</sup> »

Le rôle d'agent extérieur, de médiateur et de fournisseur de "solidarité", du parti ne pouvait pas être exprimé avec plus de clarté. Le parti intervient *post festum* pour organiser et rectifier les faits et les expériences, et pour développer la conscience. Durant les luttes, les mouvements sont laissés à eux-mêmes. L'illustration qui est fournie de ces critères est typique et significative :

« Jusqu'à présent, malheureusement, les différentes catégories de travailleurs ont presque toujours cherché à se dépasser réciproquement, en faisant presque la course pour savoir qui arrivera la première à la conquête d'améliorations, en se préoccupant peu, la plupart du temps, des conditions générales, et parfois en pensant au contraire, en secret, parvenir à son propre but non pas tant grâce à la victoire sur le patron qu'au moyen de la concurrence d'une catégorie contre l'autre.<sup>(\*\*)</sup> »

L'écrit de Serrati reflète une situation de malaise et d'intolérance largement répandue dans le mouvement ouvrier qui entraînera l'exacerbation, comme on le verra, de la polémique de la fraction abstentionniste et qui sera à l'origine des premières critiques sérieuses du groupe turinois. Mais le symptôme est distinct : tandis que, aussi bien chez Bordiga que chez Gramsci, bien qu'avec une accentuation et une optique différentes, l'objectif c'est le parti et sa ligne politique, dans l'écrit de Serrati, c'est seulement ce sentiment de malaise et d'intolérance qui est saisi et enregistré, lorsqu'il caractérise une âpre contradiction « entre les vastes événements qui semblent se succéder rapidement et déterminent une nouvelle psychologie chez les foules assoiffées de revendications définitives et les petits besoins des catégories particulières, des groupes épars, besoins qui, en étant à l'origine de mouvements sporadiques, locaux et fragmentaires, servent de soupapes de sécurité destinées à empêcher la grève générale et libératrice.<sup>(\*\*\*)</sup> ». Mais cette constatation a un but précis : celui de greffer sur cette intolérance la conscience des nécessités de la rupture révolutionnaire et de la perspective socialiste comme solution non éphémère : c'est là la signification de l'intervention politique et de la fonction dirigeante du parti :

« Les travailleurs poursuivent aujourd'hui, sous le régime bourgeois, des objectifs pratiques et immédiats qui sont pour l'essentiel irréalisables. Chaque réforme, chaque "conquête", se montre – à peine est-elle obtenue – inférieure au but qu'elle voulait atteindre. Et l'ensemble du mouvement ouvrier erre dans un cercle vicieux, étroit, obscur et sans issue.<sup>(\*\*\*\*)</sup> »

Tout le rapport, très intéressant, que Serrati établit entre la portée des luttes d'avant et d'après la guerre a cet objectif et il est analogue, au fond, à l'analyse que d'autres, en Italie et ailleurs, faisaient de la phase de la II<sup>o</sup> Internationale et des limites objectives que les luttes prenaient dans ce cadre<sup>(\*)</sup>.

---

(\*) *À propos des grèves*, dans "Comunismo", 15 janvier-15 février 1920.

(\*\*) Ibidem.

(\*\*\*) Ibidem.

(\*\*\*\*) Ibidem.

(\*) L'idée centrale selon laquelle, avec la guerre, se termine une époque, et que les instruments politiques, organisationnels et théoriques, que le prolétariat avait élaborés dans la période précédente devaient être changés, constitue l'axe portant d'un très vaste rassemblement de la gauche révolutionnaire qui accueille, sous cette conscience commune, des hommes et des orientations profondément différents.

Pour Serrati également, tout comme pour Bordiga et pour Gramsci, la lutte syndicale est un travail de Sisyphe : la radicalisation sociale vide de son contenu la possibilité de conquêtes durables<sup>(\*\*)</sup>, mais les résultats de cette critique seront divers : Bordiga orientera son action vers la constitution d'un parti révolutionnaire, Gramsci tendra à résoudre le rapport parti-syndicat à travers les conseils, et Serrati dénoue la contradiction par une fuite en avant : « Il faut que les travailleurs... donnent une forme concrète à, et traduisent en activité politique, la conviction, qui a désormais pénétré en eux, de l'incapacité du régime bourgeois à remettre en ordre les conditions sociales. Cette forme concrète, c'est l'abandon de la lutte corporatiste et catégorielle.<sup>(\*\*\*)</sup> ».

L'on comprend que le dépassement du corporatisme soit une tâche strictement politique, mais le caractère de cette intervention correspond pleinement à la tradition de la II<sup>e</sup> Internationale : la direction politique se ramène à faire de la propagande, à éclairer les consciences. À ce point, un élément déjà précédemment relevé devient encore plus clair : tout le discours serratien est subordonné à la tradition : même dans l'analyse des mouvements de masse, ses interlocuteurs fondamentaux demeurent la tradition réformiste et le programme de Gênes. L'insistance mise sur la nouveauté de la situation créée par la guerre et par l'intensification du conflit de classe, ainsi que sur le choix révolutionnaire lui-même comme issue au cercle vicieux, ne modifie ni le type d'intervention du parti, qui reste traditionnel, même si le discours est différent, ni l'hypothèse organisationnelle existante. Tandis que l'apparent radicalisme révolutionnaire réaffirme nettement la priorité de la politique, il laisse de fait, selon un choix traditionnel de la gauche socialiste concernant le type d'intervention assigné au parti, le déclenchement, la direction et la conclusion, des luttes au syndicat. La réduction du rôle du syndicat à de justes proportions est seulement verbale dans la mesure où il reste l'unique force réellement décisive.

Les éléments établis par Serrati dans cet écrit formeront et demeureront le critère constant avec lequel la revue analysera les luttes en cours. Et en effet, après six mois, en juin 1920, il reviendra à Niccolini de faire le bilan général des luttes qui s'étaient développées en Italie, sans qu'il apporte du reste des éléments nouveaux d'analyse ni une réflexion critique. L'unique fait nouveau par rapport à l'analyse de Serrati est une conclusion plus explicite relativement aux initiatives à adopter :

« Et quand on étudie le cadre de la lutte économique dans cette période qui va de janvier à juin, l'on voit que chaque grève, chaque petit conflit, devient, par la force des choses, général. C'est la raison pour laquelle le prolétariat italien devra d'ici peu passer de l'"arme de la critique" à la "critique des armes".<sup>(\*\*\*\*)</sup> »

La résolution du processus révolutionnaire dans la lutte armée est explicite : aussi bien dans l'écrit de Serrati que dans celui de Niccolini, la politique, comme détermination et modification du rapport de forces entre les classes, est absente.

Les caractères généraux relevés jusqu'ici sur le rapport entre la direction politique et le mouvement s'articulent entre eux et seront précisés ultérieurement si on les rattache à l'analyse concrète de quelques grands secteurs de la société italienne qui, dans le premier après-guerre, tendent à modifier la place qui leur est traditionnellement dévolue dans le cadre de l'État italien. Et cette évaluation est d'autant plus aisée à travers une revue comme

---

<sup>(\*\*)</sup> « Aujourd'hui, chaque "conquête" du prolétariat dans le domaine économique est aussitôt rendue vaine par le phénomène de la cherté de la vie qui se produit et s'accroît sans cesse. Le système bourgeois enlève immédiatement aux ouvriers de la main droite ce qu'il leur a donné de la main gauche, et les améliorations obtenues se montrent instantanément insuffisantes pour stabiliser de manière relativement durable le budget de l'ouvrier. » (*À propos des grèves*, déjà cité).

<sup>(\*\*\*)</sup> Ibidem.

<sup>(\*\*\*\*)</sup> C. Niccolini, *Aspects nouveaux de la lutte de classe en Italie*, dans "Comunismo", 15-30 juin 1920.

"Comunismo" que son caractère théorique même fournit déjà une estimation médiante des événements.

Et il s'agit avant tout des campagnes, qui sont peut-être le secteur de la société italienne sur lequel la guerre a eu l'incidence la plus radicale. On a déjà rappelé le rôle que Serrati a attribué aux anciens combattants dans son analyse du succès socialiste, et il est aussi évident que, dans le rapport établi par Serrati, le fait le plus important est représenté par les reflets de l'expérience de la guerre dans la détermination du mécanisme de révolte et de critique. Malgré tout, c'est justement dans cette manière de présenter le rapport qu'il est possible de saisir le fait que le problème spécifiquement politique qu'il implique soit éludé. L'ancien combattant est essentiellement un paysan qui revient des tranchées et qui a une problématique particulière avec laquelle la politique socialiste ne s'accorde pas, si ce n'est dans la valeur objective que le mouvement paysan prend dans le renversement de l'organisation sociale et du système de propriété existants, mais sans se reconnaître ni dans la perspective socialiste, ni dans les objectifs que le parti socialiste tend à assigner au mouvement. La critique très dure, développée par Serrati, de cette orientation par rapport au mouvement des anciens combattants est extrêmement représentative : il considère ce mouvement comme « un véritable truc destiné à briser la résistance électorale des masses ouvrières et à en déformer, avec des arguments sentimentaux, la manifestation politique, ou à en empêcher, avec les violences résiduelles de la guerre, la libre expression »<sup>(\*)</sup>. Si l'ambiguïté de fond de ce mouvement est sans aucun doute saisie – sa prétention à se constituer sur la base d'une expérience commune, non voulue mais imposée par d'autres, comme la guerre, du fait de laquelle « le Parti des combattants serait en définitive le parti des contraints », l'impossibilité d'éliminer des différenciations plus profondes, sociales et politiques<sup>(\*\*)</sup> –, il est cependant certain que la caractérisation de la signification politique générale que la constitution de ce mouvement politique implique et qui est le fait sur lequel il est possible d'exercer une intervention politique, échappe complètement à l'appréciation serratiennne. Considérer comme un "truc" un grand mouvement de masse, cela signifie seulement confondre l'idéologie d'un mouvement avec la valeur objective qu'il a, avoir un rapport défensif et d'incompréhension envers toute manifestation qui ne se présente pas avec des caractères définis, confirmer en définitive la conception selon laquelle la direction politique n'est que propagande et clarification.

L'intransigeance de classe, qui constitue un trait typique et traditionnel de toute l'élaboration de la gauche socialiste italienne, se révèle être, à l'épreuve des faits, l'expression d'un mouvement qui se défend et se sent assiégé, mais qui, en même temps, attend que la dissolution de la société bourgeoise, en confirmant ses prévisions et le jugement qu'il a diffusé, lui permette de prendre la direction de la société et de la réorganiser.

---

<sup>(\*)</sup> *Les élections générales*, déjà cité.

<sup>(\*\*)</sup> « ... pouvant y être – et y étant en effet – entre les combattants patrons et ouvriers, l'embrouillamini serait non seulement de caractère idéologique, mais aussi et surtout de caractère concret, en se résolvant dans un conflit d'intérêts direct et immédiat entre les membres du même groupe politique au moment même où ils sollicitent les suffrages des électeurs. » (Ibidem).

L'incompréhension de la signification des mouvements paysans et des tâches du parti est clairement confirmée dans la réponse célèbre de Serrati à Lénine. Ce dernier considérait comme un élément du caractère révolutionnaire de la situation en Italie le fait que « les paysans pauvres... ont démontré... qu'ils étaient capables de s'insurger et de s'élever à la hauteur de la lutte révolutionnaire en même temps que le prolétariat<sup>(\*)</sup> ». Serrati répondait en distinguant les mouvements en fonction de leur direction :

« L'agitation – à la tête de laquelle se trouvent presque partout des partis monarchistes et conservateurs – a eu elle aussi un caractère pacifique... Là où nous avons nos organisations de paysans, le problème agraire se pose de manière tout à fait différente. Il ne s'agit plus là de la répartition des terres, mais de la propriété collective et du travail en commun par l'intermédiaire des associations des travailleurs. Et les agitations qui ont lieu dans ces localités-là revêtent vraiment un caractère de mouvements de classe. »<sup>(\*\*)</sup>

À part le déphasage singulier entre l'indication de Lénine et l'appréciation de Serrati, qui tient, comme on le verra plus loin, à sa conception de la révolution, il y a trois éléments au moins qui confluent dans la réponse de Serrati : tout d'abord la formulation répétée du rapport, déjà indiqué auparavant, entre direction consciente et le gros du mouvement. En second lieu, la proposition renouvelée des lignes traditionnelles de la politique agraire socialiste qui a pour objectif la socialisation de la terre, c'est-à-dire la gestion collective de terrains domaniaux, en généralisant donc les objectifs typiques de la lutte des ouvriers agricoles<sup>(\*\*\*)</sup>. Mais il y a quelque chose de plus dans l'insistance avec laquelle Serrati revient sur ces sujets et dans le fait que la question agraire, avec la question nationale, constitue l'un des points fondamentaux de désaccord avec les thèses de la III<sup>e</sup> Internationale : il y a un jugement précis sur les choix de politique paysanne effectués par les bolcheviks, et le fait de ramener ce désaccord à une différence de structure sociale entre les différents pays.

En répondant à un intéressant article portant sur les caractères de la Révolution russe et accepté par "Comunismo", article selon lequel la société russe avait accompli une révolution démocratique-bourgeoise, même si c'était sous la direction d'un parti communiste<sup>(\*\*\*\*)</sup>, Serrati, bien qu'il indique le caractère menchevik de ces critiques, tend ensuite à ramener les caractères de la politique paysanne bolchevique à la particularité russe et à considérer cet élément comme la raison de son désaccord avec Moscou :

« Voilà pourquoi la révolution, qui est tendanciellement prolétarienne et communiste, doit conserver ces formes de propriété agricole, bien qu'elle affirme en principe son intention d'abolir totalement la propriété privée de la terre. Et voilà en quoi consiste le conflit entre nous, qui, vivant dans un pays de relative évolution économique y compris terrienne, ne voulons pas accepter les concessions à la petite et moyenne propriété terrienne, et nos camarades russes qui font de ces concessions une espèce de *conditio sine qua non* de la révolution prolétarienne dans tous les pays. »<sup>(\*\*\*\*\*)</sup>

---

(\*) *L'article de Lénine à la "Pravda"*, déjà cité.

(\*\*) *Réponse d'un camarade unitaire*, déjà cité.

(\*\*\*) Sur ce problème, voir les observations générales de R. Zangheri dans son *Introduction aux luttes agraires en Italie*, Feltrinelli, Milan 1960.

(\*\*\*\*) E. Loncao-G. M. Serrati, *À propos de la révolution russe*, dans "Comunismo", 15 mai- 15 juin 1921 : « Il est cependant certain que la ligne est celle d'une société qui se dirige vers une forme de production bourgeoise, même si le Parti qui la domine en ce moment est le Parti communiste ».

(\*\*\*\*\*) Ibidem. Voir également la déclaration de vote de Serrati sur les thèses relatives à la question agraire lors du II<sup>e</sup> Congrès : « À mon avis, cette question n'intéresse pas le congrès. C'est un congrès composé de camarades qui viennent de pays industrialisés et qui ne ressentent pas l'importance de la question... Personnellement, je suis contre les thèses qui ne me paraissent pas correspondre suffisamment à la nécessité révolutionnaire des pays occidentaux » (*La question agraire au Congrès de la Troisième Internationale*, dans "Comunismo", 16-31 août

Le désaccord est clair et généralisé. Le refus de la politique paysanne bolchevique était assez répandu dans la gauche révolutionnaire occidentale, il suffit de penser à Rosa Luxemburg, et il avait trait à de complexes motivations théoriques – conception de la révolution comme purement prolétarienne –, mais qui ne sont présentes chez Serrati que comme résultat. Pourtant ce n'est pas le seul le problème. Il manque la caractérisation de la spécificité occidentale et en particulier italienne, qui est la base sur laquelle Serrati fonde son jugement critique et l'hypothèse d'une politique agraire plus intransigeante. Le problème des campagnes n'occupe pas dans l'ensemble une place importante dans l'élaboration de la revue, ou du moins une place appropriée au rôle qu'elles jouent effectivement dans la désagrégation de l'État libéral : et cette sous-évaluation n'est pas secondaire pour une revue qui se présente intentionnellement comme l'organe de la III<sup>e</sup> Internationale et l'instrument d'analyse de la révolution italienne. "Comunismo" ne consacre à l'analyse des campagnes italiennes que deux écrits d'Alfonso Leonetti, qui sont relatifs à la question méridionale.

Si les deux articles sont tous les deux en accord avec l'orientation de la revue sur la question agraire, ils ne fournissent cependant que peu d'éléments pour la compréhension des formes historiquement déterminées que la question méridionale prenait en Italie et pour l'élaboration d'une politique qui lui corresponde. Le premier essai, qui date d'avril 1920, est relatif à l'analyse de la question méridionale<sup>(\*)</sup>. Profondément partagé entre un système analytique qui se déploie entièrement à l'intérieur de l'optique de Salvemini et de Fortunato – laquelle part du Mezzogiorno comme région exploitée par la bourgeoisie, avec des possibilités limitées de développement du fait de sa structure géographique, pour en arriver à la mise en œuvre du "temps et de l'argent" comme deux moyens essentiels pour résoudre la question –, et la formulation de certains aspects essentiels de la thématique de Gramsci de ces années-là, l'écrit de Leonetti est plus significatif pour l'histoire de sa formation politique que pour la contribution qu'il fournit à la détermination d'une ligne révolutionnaire d'intervention dans les campagnes méridionales. Détachée de l'élaboration des conseils qui la sous-tend, et par conséquent de la caractérisation des formes politico-organisationnelles concrètes à travers lesquelles la capacité d'intervention et de solution de la question méridionale devait s'exercer de la part de la classe ouvrière, la solution apparemment gramscienne que Leonetti offre en conclusion de son écrit ramène la politique à de la propagande, de manière cohérente du reste avec l'orientation serratiennne :

« Entre le Nord et le Sud, il y a, dans le régime bourgeois, le même rapport d'exploitation qui existe entre une colonie et sa métropole. De même que l'on ne peut pas abolir les colonies si l'on ne peut pas abolir le profit, la propriété privée, c'est-à-dire si l'on ne change pas les conditions de l'économie mondiale, de même il n'est pas possible de penser à un Mezzogiorno meilleur sans une étroite entente entre les ouvriers d'usine et les paysans pauvres, lesquels remplaceront le parlement bourgeois par le système des conseils.<sup>(\*)</sup> »

---

1921). Le fait que l'orientation formulée par Serrati ait exprimé la position de tout le parti résulte avec clarté de l'intervention de Nino Mazzone, fameux dirigeant de la Fedeterra, lors du Congrès de Livourne, qui était totalement polémique vis-à-vis des thèses de l'IC sur la question agraire, intervention dans laquelle il en arrive à assimiler le programme agraire des bolcheviks à celui du Parti populaire italien (*XVII<sup>e</sup> Congrès national*, déjà cité) : « Là où la petite propriété n'existe pas, nous ne voulons pas la fabriquer aujourd'hui en lui donnant de l'huile de foie de morue, alors figurez-vous si nous voudrions la fabriquer le jour où l'on fera la révolution en Italie! Pas de création artificielle, mais la grande entreprise. » (Ibidem).

<sup>(\*)</sup> A. Leonetti, *La question méridionale, ses aspects, ses origines, et comment elle sera résolue*, dans "Comunismo", 31 mars-15 avril 1920.

<sup>(\*)</sup> Ibidem.

Le second article, de septembre 1920, plus circonscrit en ce qui concerne le domaine d'examen (une grosse commune agricole des Pouilles, comme Andria) mais plus riche d'observations analytiques, reste essentiellement prépolitique. La solution proposée, classiquement socialiste – socialisation de la terre et critique de l'objectif petit-bourgeois de la constitution de la propriété paysanne – se greffe mécaniquement sur l'analyse effectuée. L'article estime que l'importance du petit fermage est une forme spécifique de pénétration du capitalisme dans les campagnes<sup>(\*)</sup>; et il en tire la caractérisation que le fermier est une forme particulière de salarié : si cela est vrai du point de vue économique, cela l'est moins quant à l'application à ce fermier d'une hypothèse de réorganisation de la société, qui sera elle orientée vers les ouvriers agricoles. La reconquête de l'unité de la force de travail que le capitalisme tend à diviser est fortement conditionnée par la réalité qui prévaut socialement à Andria et cela rend moins facile une généralisation des conclusions.

Construite en effet sur la base d'une action revendicative salariale classique – augmentation des salaires, amélioration des conditions de vie et de travail, réduction des heures de travail à huit, reconnaissance du bureau de placement –, la plateforme sur laquelle se développe la lutte dans les Pouilles concerne essentiellement les ouvriers agricoles, et elle ne parvient que partiellement à exprimer le potentiel éversif existant et à unifier les différentes couches sociales en mouvement. L'existence uniquement dans certaines zones de rapports sociaux développés du point de vue capitaliste, et par conséquent la complexité de la figure sociale de l'ouvrier agricole des Pouilles et de Bari en particulier, faisaient en sorte que cette plateforme avait sans cesse tendance à être dépassée. De la part des paysans et des ouvriers agricoles, le dépassement se produisait du fait d'une généralisation qui investissait et paralysait toute la vie du centre agricole (occupation de la commune, désarmement de la force publique, assaut des palais des agrariens : la conquête en somme du pays)<sup>(\*\*)</sup> : les événements d'Andria de décembre 1919 sont un exemple classique de cette dynamique. De la part des propriétaires, le misonéisme traditionnel, le mépris du paysan, la défense rigide de la rente et du profit (protectionnisme, demande d'intervention de la force armée de l'État, adoption de formes de location qui, en réduisant les coûts et en se déchargeant des risques et du poids du travail vivant sur d'autres, assuraient une rente stable et en même temps divisaient la force de travail : exemple classique, le contrat d'amélioration avec lequel la transformation agraire a été accomplie) rendaient nuls les engagements établis et agissaient comme un élément ultérieur de radicalisation. Si même l'instrument de lutte de plus en plus fréquemment adopté – l'activité illégale, qui consistait à accomplir des travaux abusifs et à en demander ensuite le paiement aux propriétaires – se ramenait à un moyen de pression différent de la grève, mais destiné à atteindre le même objectif, c'est-à-dire l'entame de négociations, il avait pourtant en lui la valeur d'une critique objective de tout le système existant des rapports de production et il ne pouvait pas se ramener, si ce n'est sous la forme fruste et provisoire de quelque chose d'imposé, au cadre d'une plateforme syndicale. L'explicitation de cette composante radicalement éversive, en même temps que celle de l'attaque directe de la terre, dont les incidents de Ruvo et d'Ugento constituaient les exemples les plus considérables, également parce qu'ils étaient ceux dans lesquels l'action des socialistes s'était présentée de la manière la plus évidente comme dépassée par les

---

(\*) A. Leonetti, *Préparation au pouvoir des ouvriers et des paysans. Enquête sur le système foncier dans la commune d'Andria*, dans "Comunismo", 1<sup>o</sup>-15 septembre 1920.

(\*\*) Deux recherches profondément différentes entre elles, du fait des critères qui les inspirent, et du fait du système politique différent qui les caractérise, fournissent des appréciations analogues sur ce point : S. Colarizi, *Après-guerre et fascisme dans les Pouilles (1919-26)*, Laterza, Bari, 1970; et L. Accati, *Lutte révolutionnaire des paysans de Sicile et des Pouilles en 1919-20*, dans "Il ponte", 31 octobre 1970. Les deux épisodes les plus sensationnels, où l'on peut saisir la tendance décrite dans le texte sont, pour ce qui concerne les Pouilles, Andria et Nardò.

événements, aurait permis de coller au déplacement effectif du mouvement et à son unification (lutte contre le latifundium et contre le capitalisme agraire).

Le déphasage entre la dynamique du mouvement et l'intervention socialiste est encore plus clair dans l'autre grande région méridionale, théâtre d'imposants mouvements paysans, dans laquelle la présence des ouvriers agricoles était cependant moins vive que dans les Pouilles, c'est-à-dire la Sicile. Les agitations paysannes ont tendance à s'intensifier en 1920 : elles débutent, comme on le sait, avec la révolte de Ribera – dont la valeur emblématique a déjà été signalée par Tasca<sup>(\*)</sup> et a été confirmée à nouveau par une étude récente<sup>(\*\*)</sup> – pour devenir un phénomène qui s'est répandu à la fin de l'été. La lutte a été âpre et dure, elle a présenté des caractères de guerre civile dans la mesure où elle ne devait pas se heurter uniquement à la force de l'État, mais aussi à cet instrument traditionnel de défense privée du pouvoir local qu'est la mafia, et elle a été surtout caractérisée par un déphasage entre une poussée de la base souvent orientée vers le lotissement des fiefs et l'indication socialiste qui tendait à dépasser ce moment par la création de coopératives socialistes. Le document le plus significatif de la réflexion politique accomplie par les socialistes siciliens sur ces événements, c'est le rapport de la section sicilienne de la fédération des coopératives<sup>(\*\*\*)</sup>.

Ce document saisit avec une grande acuité la généralisation de l'attaque contre le latifundium et donc la valeur de rupture des rapports existants que prenaient les invasions de terres :

« ...le premier élan de l'invasion, découlant d'une réaction tumultueuse à l'exploitation féodale séculaire, dépassa, comme dans une révolution, les limites du besoin effectivement ressenti. Les masses envahirent les fiefs, les bons et les mauvais, les proches et les lointains, les cultivables et les non cultivables, sans discernement et sans un programme précis. Mais après quelques jours d'invasion, c'est un meilleur discernement qui a prévalu et la lutte s'est maintenant fixée sur les fiefs bons, proches, bien irrigués, améliorables. ... Renaît le désir de la propriété privée, même d'un petit bout de terre, pourvu qu'il soit proche du village, et améliorable, et l'on pense au lotissement et à l'emphytéose. C'est ainsi que revit le vieil esprit petit-bourgeois, avec ses aspirations à la mince bande de terre entourée de haies et défendue avec le fusil en bandoulière.<sup>(\*\*\*\*)</sup> »

On comprend aussi la différenciation de classe interne au processus entre la révolution du petit métayer ou fermier qui veut devenir propriétaire et « un fort noyau d'ouvriers agricoles ne possédant pas d'animaux de travail, de capitaux, de semences, de stocks, et qui est enclin à la location collective ».

La greffe politique élaborée sur une pareille réalité est faible et essentiellement extérieure. La conquête de la direction du mouvement, qui est considérée comme l'objectif principal et urgent, se ramène à la proposition d'une initiative de propagande – « Maintenant, pour maîtriser le mouvement, il faut convoquer, et "tout de suite", un congrès sensationnel de paysans qui occupent les terres, sans distinction de partis » – et à l'indication d'une série d'objectifs concurrents avec ceux des adversaires – « Canaliser le mouvement lui-même vers le coopérativisme collectiviste. Ne pas laisser prendre par les organisations coopérativistes adverses les fiefs les meilleurs sur lesquels s'accumuleront les désirs des masses agricoles »<sup>(\*\*\*\*\*)</sup> – où l'élément différentiel est posé non pas sur les instruments désignés, mais dans leur contrôle (coopérative *socialiste* contre coopérative *non socialiste*). Le problème de l'unification du travail, au-delà des stratifications sociales, est identifié au développement de

(\*) A. Tasca, *Naissance et avènement du fascisme*, Laterza, Bari, 1965.

(\*\*) L. Accati, opus cité. L'on doit à Accati la reconstitution la plus vaste de cet important épisode de lutte paysanne.

(\*\*\*) Voir dans "Comunismo", 15 octobre-15 novembre 1920.

(\*\*\*\*) Ibidem.

(\*\*\*\*\*) Ibidem.

la conscience socialiste, et le rapport paysans-ouvriers agricoles à la fixation à tout le mouvement de l'objectif des ouvriers agricoles. Le document est de toute façon intéressant du fait de l'effort accompli pour adapter concrètement à un mouvement en cours un objectif politique que requérait déjà une situation révolutionnaire et qui proposait donc, même implicitement, une politique agraire plus cohérente.

Dans son commentaire à ce rapport, Serrati comprend ce fléchissement potentiel devant les pressions qui venaient du mouvement, mais il fait une déclaration d'intransigeance absolue, en demandant à nouveau à la période qui suivra la prise du pouvoir d'adopter une politique avec laquelle « neutraliser, avec des concessions et des compromis opportuns, la masse grise et informe des couches moyennes aussi bien dans les campagnes que dans les villes »<sup>(\*)</sup>.

À ce point, l'on peut comprendre la signification générale implicite du fait que, pour Serrati, la prise du pouvoir est considérée comme le critère discriminant de la politique agraire d'un parti révolutionnaire. L'intransigeance avec laquelle Serrati s'oppose aux thèses agraires du II<sup>o</sup> Congrès et la critique acerbe qu'il développera à l'égard des choix effectués sur ce terrain par les communistes français<sup>(\*\*)</sup>, sont certainement le résultat d'un vieux débat dans le mouvement socialiste italien et international, mais elles expriment aussi une exigence réelle : conserver le caractère de classe, prolétarien, d'un parti et d'une ligne politique, en évitant sa dilution dans une perspective radicale ou démocratique :

« Un Parti communiste – écrit Serrati à propos des choix des communistes français – qui proclame l'obligation d'inscrire parmi ses adhérents le plus de paysans propriétaires qu'il lui est possible et qui les recrute avec la promesse que le communisme conservera la propriété privée de la terre, s'appête à devenir, qu'il le veuille ou non, un Parti petit-bourgeois »<sup>(\*\*\*)</sup>.

Le rappel que fera Serrati, lors du II<sup>o</sup> Congrès, de la lutte qui existe depuis vingt ans en Italie entre les ouvriers agricoles socialistes d'une part, les propriétaires et les fermiers petits et moyens, organisés et dirigés par les républicains, d'autre part, concerne un élément typique de la tradition socialiste italienne que l'on a tendance à proposer comme critère d'orientation pour le mouvement ouvrier international tout entier, mais qui permet aussi de caractériser sa limite. La réponse à l'exigence de rigueur et d'intransigeance de classe se ramène à une solution défensive qui est capable d'exprimer, comme elle les a exprimées historiquement en Italie, de grandes luttes frontales qui accentuent l'isolement du prolétariat, mais qui ne suturent pas à son avantage les contradictions sociales existantes et qui se réduisent en définitive à une confirmation du corporatisme. La signification de la proposition léninienne, au-delà du problème spécifique de savoir si elle était applicable en Italie, était celle de traduire en termes d'intervention politique l'intransigeance de classe du prolétariat, en agrégeant autour de lui certaines couches sociales, en isolant ainsi l'ennemi principal, et en présentant dans ce processus continu une nouvelle hypothèse de l'État, c'est-à-dire une restructuration des rapports sociaux existants en prenant la classe ouvrière comme axe portant. En dehors de ce processus, la révolution, qui est pourtant chez Serrati un moment fondamental de rupture, perd le caractère net et concret qu'elle a dans l'analyse de Lénine, pour retourner dans l'indistinct, et dans l'oscillation constante entre l'écroulement du système bourgeois et une bataille rangée et décisive, livrée par le prolétariat.

Les interventions de Serrati et les écrits parus dans "Comunismo" sont caractérisés par un jugement précis sur la nature révolutionnaire de la situation italienne, mais la

---

<sup>(\*)</sup> Ibidem.

<sup>(\*\*)</sup> G. M. Serrati, *Lettre ouverte au camarade Paul Levi*, déjà cité.

<sup>(\*\*\*)</sup> Ibidem.

détermination des éléments sur lesquels ce jugement se fonde est problématique. Celui-ci découle plus de la référence à une série de composants généraux et internationaux que de l'analyse du rapport entre les classes. C'est dans son rapport au II<sup>o</sup> Congrès que Serrati donne la formulation la plus achevée du cadre de la crise bourgeoise, en unifiant et en organisant une série d'éléments présentés çà et là dans sa revue. Ce que l'on y saisit, c'est un état de marasme de l'économie – production insuffisante, endettement vis-à-vis de l'étranger, spirale inflationniste, fuite des capitaux –, une incapacité des partis bourgeois à fournir une solution qui s'impose à tout le monde, aussi bien par manque de programmes<sup>(\*)</sup> que par médiocrité des hommes, et une forte charge d'insubordination sociale. C'est plus la description d'une situation que son analyse : ce qui est absent, et de manière significative, c'est la reformulation en termes de classe de ces faits et la caractérisation de la racine sociale de l'insuffisance politique bourgeoise, c'est-à-dire la dislocation du bloc de pouvoir dominant et par conséquent la mise en mouvement de couches subalternes, avec des objectifs corporatistes ou purement démocratiques comme ceux des paysans, mais dont la valeur politique résidait précisément dans le fait que c'était un aspect de cette désagrégation du pouvoir bourgeois. La caractérisation des lignes selon lesquelles s'opérait une recomposition du bloc bourgeois est aussi strictement politique et sa possibilité de succès est liquidée hâtivement<sup>(\*\*)</sup>. Dans quelques mois, ces prévisions optimistes seront démenties tragiquement par le début de l'offensive fasciste : « Le capitalisme italien – fort du pouvoir de l'État, fort de sa police et de sa magistrature, fort de l'armée qui est encore parfaitement entraînée – n'est pas disposé à déposer les armes et il s'organise de manière rigoureuse en serrant les rangs ». C'est ce que Serrati écrira en répondant à Lénine, mais, encore une fois, c'est surtout sur l'aspect politique du processus que l'accent est mis : « Les dernières élections municipales et les récents épisodes qui ont eu lieu dans certaines villes italiennes... ont prouvé à suffisance que la classe dominante entend opposer son bloc très compact à l'avancée résolue de la classe ouvrière. »<sup>(\*\*\*)</sup>.

Le moment central dans lequel il est possible de saisir les limites de la compréhension de classe de la situation italienne et de l'intervention politique exercée sur elle, c'est celui de l'occupation des usines.

Le combat des métallurgistes sollicite l'attention de la revue dans plusieurs de ses numéros. L'on se rend compte que l'on est face à un grand conflit frontal<sup>(\*\*\*\*)</sup> et quand la lutte s'étend, du fait de l'occupation, à tout le secteur de la métallurgie, le commentaire est celui d'une adhésion complète :

« Cette partie du prolétariat qui n'est pas directement intéressée par le conflit colossal manifeste de manière enthousiaste sa solidarité...; si une solution rapide n'intervient pas... le mouvement prendra une telle extension qu'il marquera le début d'une nouvelle période de la vie sociale et économique de l'Italie. »<sup>(\*\*\*\*\*)</sup>

Il reste toutefois les évaluations qui ont été reléguées dans les "Cronache politiche". La généralisation politique de l'expérience sera achevée par Niccolini dans un article paru en plein milieu de la lutte.

---

(\*) *Le mouvement socialiste en Italie*, dans "Comunismo" du 1<sup>o</sup>-15 octobre 1920.

(\*\*) Ibidem. Quelques mois auparavant, l'analyse fournie était plus précise : « ...du côté des partis bourgeois, on tente de construire un bloc antisocialiste, capable d'affronter l'action prolétarienne au parlement et dans la rue, mais ce ne sont pas des tentatives destinées à un résultat heureux. » ("Comunismo", 1<sup>o</sup>-15 décembre 1919).

(\*\*\*) *Réponse d'un communiste unitaire*, déjà cité.

(\*\*\*\*) "Comunismo", 15-31 juillet 1920.

(\*\*\*\*\*) "Comunismo", 1<sup>o</sup>-15 septembre 1920.

C'est un écrit de longue haleine qui opère essentiellement sur deux plans : d'un côté, il tend à repousser les argumentations des industriels sur l'impossibilité pour le secteur de parvenir à supporter les revendications ouvrières, et de l'autre, il ne fait qu'ébaucher un discours plus général sur la possibilité qu'a un mouvement de se propager, d'être un maillon de la lutte politique pour le pouvoir : ce n'est pas un hasard si le titre choisi – *Préludes révolutionnaires* – fait allusion à cette transformation potentielle de la lutte économique en lutte politique :

« Le mouvement des métallurgistes ne pourra, par la force des choses, que s'étendre si les organisations elles-mêmes ne cherchent pas à y mettre un frein, et il devra être le commencement de la bataille pour le contrôle, et non pour la participation aux bénéfices. Il ne faut pas se faire d'illusions : le mouvement n'en est qu'à ses débuts, mais il peut, dans certaines circonstances, se terminer par une véritable révolution... Si le prolétariat parvient à vaincre et à introduire le contrôle au moyen des comités d'usine..., si l'histoire le permet, le prolétariat en profitera pour remettre de l'ordre dans ses rangs, pour réorganiser ses forces, pour se préparer à l'assaut final : la prise du pouvoir politique. Après quoi, commencera la véritable socialisation. »<sup>(\*)</sup>

L'objectif immédiat à poursuivre et à atteindre, c'est le contrôle ouvrier grâce aux comités d'usine, à propos desquels on peut enregistrer une modification de l'orientation prise, comme on le verra, dans la période précédente<sup>(\*\*)</sup>. Il reste assez clair que, dans la façon de poser le problème, ces organismes ont pour fonction de défendre un patrimoine technique, économique et financier, que la bourgeoisie peut avoir tendance à détruire dans sa lutte pour sa propre défense. C'est plus une mesure de précaution contre le sabotage qu'un instrument pour projeter en avant la lutte ouvrière, en conquérant des positions de pouvoir et en aggravant les contradictions de l'adversaire. C'est pourquoi cette proposition ne se différencie pas de la substance de l'invitation pressante, adressée à Serrati et au PSI par les représentants de l'IC, à accélérer le rythme du choix révolutionnaire<sup>(\*\*\*)</sup>. La proposition des comités d'usine non seulement ne s'insère pas dans une perspective de rupture et demeure subordonnée à d'autres initiatives, mais elle ne réussit pas à souder les deux plans de l'article. Dans toute la discussion, riche en éléments factuels, la ligne choisie par Niccolini est celle de démontrer que l'industrie italienne n'est en aucun cas en difficulté : si cet aspect n'est certes pas secondaire et s'il sert à démystifier une position de parasitisme, cependant, en suivant cette voie, on demeurerait subordonné au plan offert par les industriels, et l'on contribuerait à confirmer le caractère syndical de la lutte en cours et à la fixer dans ces limites. Ce qui manque dans l'écrit de Niccolini, c'est une évaluation plus vaste du processus de reconversion et de modification que le capitalisme italien tout entier était en train de traverser, des différenciations internes que ce processus provoquait dans la bourgeoisie italienne, et par conséquent la signification que les luttes ouvrières prenaient dans une telle perspective. Niccolini établit la base objective de la possibilité d'une conversion d'une lutte syndicale en lutte politique dans la transformation du capitalisme italien en capitalisme financier<sup>(\*)</sup>, mais il

---

<sup>(\*)</sup> C. Niccolini, *Préludes révolutionnaires*, dans "Comunismo", 1<sup>o</sup>-15 septembre 1920.

<sup>(\*\*)</sup> C. Niccolini, *Les comités d'usine*, dans "Comunismo", 15-31 décembre 1919.

<sup>(\*\*\*)</sup> « Il est dangereux de conduire la classe ouvrière trop tard au pouvoir à l'échelle mondiale... Utilisez la voie que vous donne la possibilité de vous saisir du pouvoir pour forcer le processus révolutionnaire dans tous les pays et pour conduire le prolétariat au pouvoir pas trop tard, mais quand il y a encore quelque chose à organiser, quand il reste quelque chose de l'ancien système, quand l'on peut encore résister jusqu'à ce que le prolétariat ait créé de nouvelles valeurs avec son travail tenace et avec son économie. » (*La tactique du Parti communiste russe dans l'Internationale communiste*, dans "Comunismo", 15-31 juillet 1920). Il s'agit du salut de Boukharine aux délégués au II<sup>o</sup> Congrès de l'IC.

<sup>(\*)</sup> *Préludes révolutionnaires*, déjà cité.

conserve le silence précisément sur les formes et sur les initiatives à adopter pour que cette conversion se produise.

En réalité, le conflit d'août-septembre 1920 est le point de confluence d'une multiplicité de composants qui a en son centre la nouvelle confirmation et la consolidation des rapports existants durant la guerre entre le monde industriel et le pouvoir politique : dans ce contexte, la lutte ouvrière est certes un élément essentiel de ces rapports, mais sans en devenir celui qui les conditionne. La volonté des industriels de résister aux revendications ouvrières, et surtout à la situation générale d'insubordination sociale, datait de 1919, ainsi que cela a été documenté par Abrate<sup>(\*\*)</sup>, même si l'explicitation de cette orientation aura lieu beaucoup plus tard, conditionnée qu'elle était par le choix d'un terrain de lutte où il était plus facile d'utiliser les contradictions existantes dans le mouvement ouvrier et où l'orientation des autorités publiques était plus favorable pour soutenir les positions d'intransigeance prises par les industriels.

La grève d'avril à Turin et dans le Piémont est cette première épreuve de force qui s'est dénouée à l'avantage des industriels, non seulement turinois mais italiens, dans la mesure où le caractère général du conflit a été immédiatement clair pour les dirigeants de la Ligue industrielle turinoise et où, par conséquent, la Confindustria s'est emparé de la question. Disposition de toute l'organisation industrielle sur une ligne de résistance explicite, appui ouvert de l'appareil répressif de l'État et création d'une organisation de résistance civile capable d'assurer la gestion des services essentiels dans la ville paralysée, et donc tendance à se substituer aux pouvoirs de l'État : voilà les lignes essentielles d'un processus d'agrégation et d'une capacité politique qui démontraient comment le secteur le plus dynamique de l'industrie et de l'économie italiennes n'était en aucun cas disposé à céder sans combattre<sup>(\*\*\*)</sup>. L'on sait parfaitement dans quelle mesure Gramsci avait une conscience lucide de la portée politique du conflit, comment il est parvenu à caractériser cette capacité de l'adversaire à centraliser ses forces et à établir des liaisons politiques<sup>(\*\*\*\*)</sup>, et comment, au contraire, la compréhension de ce qui se passait était interdite aussi bien à la direction du parti qu'à l'autre centre de polarisation à gauche, la fraction abstentionniste. Leurs jugements sur cet épisode essentiel de la lutte de classe en Italie sont largement semblables.

Ce n'est donc pas un hasard si, en évitant la caractérisation de cette reconstitution à droite d'un solide bloc bourgeois, la portée politique des luttes ouvrières et plus particulièrement de l'occupation des usines, ainsi que la possibilité qu'elles deviennent ou bien l'instrument de rupture de ce bloc, ou bien un moyen de son renforcement, ne soit pas comprise. Le ministère Giolitti de juin 1920 et son programme réformateur tendant à éliminer les aspects les plus voyants de l'héritage de la guerre, comme l'évocation des superprofits de guerre, est l'occasion d'un bras de fer entre les industriels – à l'intérieur de ceux-ci, le rôle d'avant-garde est joué par les sidérurgistes et par le capital financier – et le pouvoir politique, dont l'enjeu est la modification ou la confirmation de ces « conditions privilégiées concernant les droits de douane et le crédit, qui avaient garanti la survie de la sidérurgie nationale » et de « ces facteurs qui (grâce au cumul des profits de guerre, aux augmentations de capital, et à la forêt des "participations croisées") étaient à la base de l'hégémonie financiero-industrielle obtenue durant la période de la guerre par les sidérurgistes ».<sup>(\*)</sup>

Le lock-out général avant l'occupation des usines, et l'intransigeance absolue après cette occupation, sont des éléments de ce conflit global et ils ont comme interlocuteur le pouvoir

---

(\*\*) M. Abrate, *La lutte syndicale dans l'industrialisation de l'Italie (1906-1926)*, Franco Angeli, Milan, 1968.

(\*\*\*) Voir V. Castronovo, *La grande industrie : jeux internes et ligne de fond*, dans "Il Ponte", 31 octobre 1970; et M. Abrate, ouvrage déjà cité. L'on doit à Abrate la reconstitution la plus vaste et la plus documentée de la lutte d'avril.

(\*\*\*\*) A. Gramsci, *Superstition et réalité*, dans "L'Ordine nuovo", mai 1920.

(\*) V. Castronovo, déjà cité. Cet écrit reproduit également une lettre de protestation adressée à Giolitti par les dirigeants de la Ligue industrielle turinoise.

politique. La solution de compromis grâce à laquelle la situation a été débloquée, apparemment voulue par Giolitti, mais en réalité avec l'accord des représentants les plus importants de la haute finance et des industries les plus décisives de l'appareil économique italien, a constitué un renforcement ultérieur de ce bloc de droite : le renforcement, à l'intérieur de la coalition industrielle, de la capacité de contrôle du capital financier; l'intégration plus étroite entre le pouvoir économique et le pouvoir politique; la constitution d'une vaste et solide coalition anti-ouvrière, avec des tendances autoritaires entre les petits et moyens industriels, écartés par la dynamique réelle des négociations, n'en touchaient que les aspects négatifs : usines occupées, inertie du gouvernement, engagement à accepter un compromis qu'ils interprétaient comme une atteinte aux destinées de la propriété industrielle. La reconstitution qui a été faite de la manière dont l'accord a été accueilli par l'assemblée de la Confindustria met bien en évidence la désorientation, le sentiment d'impuissance et la volonté de résister de façon intransigeante, qui dominaient chez le gros des industriels.

Cinquante ans après, Ettore Conti, qui était président de la Confindustria au moment de l'occupation des usines, a résumé brièvement et avec une orgueilleuse assurance, dans une interview, le sens de l'opération politique dont il était l'acteur principal :

« J'ai pu provoquer une réunion avec Giolitti... Il y avait moi, en tant que représentant des industriels, et puis trois ou quatre syndicalistes pour les ouvriers. J'avais déjà écrit un mémorandum sur lequel on devait délibérer... Giolitti, à l'ouverture de la séance, joue la comédie afin de se gagner les bonnes grâces des dirigeants syndicaux ouvriers. Il dit : vous savez bien que j'ai toujours été de votre côté..., que j'ai eu même à plusieurs reprises des problèmes avec les industriels..., etc., etc.. Alors, je me suis levé et je suis parti... Ils m'ont fait courir derrière par les deux préfets de Milan et de Turin : oh, non, pour l'amour du ciel. Et je suis revenu en arrière. J'ai dit alors : les ouvriers ont tort, non seulement parce qu'ils ont fait des demandes insensées, mais parce qu'ils veulent la révolution, occuper etc.. Et donc, avant tout, les ouvriers doivent reprendre leur travail régulier, et puis nous serons disposés à traiter le problème. Et c'est ainsi qu'a surgi ensuite une commission qui, je crois bien, ne s'est jamais réunie. Et les ouvriers sont retournés au travail et ils ont obtenu ZÉRO. »<sup>(\*\*)</sup>

La revue de Serrati a donné de la lutte des métallurgistes en cours un jugement très pénétrant, et profondément différent en clarté de celui que l'on peut tirer du vaste écrit de Niccolini :

« Probablement, l'obstination des industriels et leurs plaintes ont précisément pour but d'amener le gouvernement à promettre, en compensation des concessions auxquelles ils devront sans aucun doute aboutir, une application légère de cette loi [sur la confiscation et sur les superprofits de guerre] et une aggravation des droits de douane à l'importation. »<sup>(\*\*\*)</sup>

Le caractère pénétrant de ce jugement résidait dans la caractérisation de la substance d'un débouché *possible* au conflit en cours et de l'espace réel d'intervention politique du parti pour modifier radicalement le rôle que la lutte ouvrière était en train de jouer : de moyen d'échange dans une négociation en instrument de bouleversement de l'agrégation à droite et en point de force d'une alternative sociale et politique. Mais l'observation de "Comunismo" est reléguée dans les "Cronache", elle n'est pas soutenue par un appareil analytique adéquat et, de plus, le type d'intervention politique réclamé était complètement différent de celui que Serrati et plus généralement la direction du parti étaient capables d'exprimer du point de vue de l'élaboration théorique et de l'expérience pratique.

<sup>(\*\*)</sup> Voir "Il Ponte", 31 octobre 1970.

<sup>(\*\*\*)</sup> Voir "Comunismo", 1<sup>o</sup>-15 septembre 1920.

Serrati s'est sans aucun doute posé le problème de l'unification des luttes, aussi bien des luttes urbaines que des luttes rurales. Il s'est posé le problème à partir du moment où il a fixé les caractères du programme maximaliste : refus du corporatisme, évacuation des solutions réformistes, inanité des conquêtes partielles, nécessité d'aller obstinément vers une solution définitive. L'unification est caractérisée par la prééminence de la politique qui, de par les traits qu'elle a exprimés, se ramène au développement de la conscience de la spécificité révolutionnaire du moment traversé. Propagande et non pas unification de couches sociales diverses, et non pas agrégation alternative. Cette conception explique aussi les raisons de fond du type d'analyse de la crise bourgeoise que l'on a précédemment rappelée rapidement.

On peut tirer d'autres éléments importants qui confirment cette limite essentielle de l'intervention de Gennari à la réunion conjointe de la direction du parti et de la direction de la CGDL à Milan en septembre 1920. En cette occasion, comme on le sait, Gennari a soutenu l'orientation du parti selon laquelle le conflit en cours dans le pays était politique et que donc c'est au parti qu'il revenait de prendre la direction du mouvement<sup>(\*)</sup>. Sur la base de cette appréciation, il est important de voir en quoi consistait cette intervention politique. Malgré certaines obscurités de la transcription du texte sténographié, le sens de la proposition de Gennari est clair. Ayant déclaré que la proposition de maintenir la lutte en cours dans le cadre d'un conflit syndical était utopique, il considère que « le mot d'ordre qu'il fallait donner n'était pas celui de la "grève" mais celui de l'occupation progressive des usines. Il y aura ainsi contagion et il faudra proclamer le caractère permanent de l'occupation, non pas comme otage mais comme prise de possession, en l'étendant aux mines, aux dépôts de mazout, de matières premières, etc.. Des accords avec les cheminots sont nécessaires. Le mouvement doit avoir comme signification la reconnaissance des rapports avec les soviets. »<sup>(\*\*)</sup>. La généralisation de la lutte est la reproduction sur une échelle élargie de la situation existante, et l'unification des différents secteurs consiste à prendre des contacts avec les organisations existantes : avec la fédération des marins pour que les bateaux ne s'enfuient pas; avec la Ligue des communes et des coopératives pour assurer les financements et les échanges; avec les organisations des ouvriers agricoles « pour pouvoir dire à un certain point d'occuper les terres »<sup>(\*\*\*)</sup>. C'est au fond une conception syndicaliste avec un chapeau politique socialiste : Gennari en est également surpris puisqu'il constate qu'il s'agit « d'une révolution à l'envers, car si l'on a toujours considéré de façon doctrinaire que l'on aurait d'abord la révolution politique et ensuite la révolution économique, c'est l'inverse qui se produit maintenant. »<sup>(\*\*\*\*)</sup>. Le passage du mouvement du plan économique-corporatif, dans lequel il continuait à rester y compris avec l'extension prévue par Gennari, au plan politique réside dans le fait de lui assigner comme objectif la constitution de soviets, mais à la remorque d'une initiative laissée à l'autre partie :

« Le gouvernement sera forcé de sortir de sa neutralité dans la mesure où la bourgeoisie interviendra avec ses forces dans la lutte. Ce sera le début de l'acte révolutionnaire. Et voilà l'acte politique. Il faut préparer toute l'organisation : constitution immédiate des soviets, lutte à caractère communiste; et, au commencement, il pourra y avoir des comités révolutionnaires. »<sup>(\*)</sup>

---

(\*) G. Bosio. *La grande peur*. Septembre 1920 : l'occupation des usines dans les procès-verbaux inédits des réunions des états généraux du mouvement ouvrier, Samonà et Savelli, Rome, 1970 : c'est là qu'est reproduite la motion de la direction du parti.

(\*\*) Ibidem.

(\*\*\*) Ibidem.

(\*\*\*\*) Ibidem.

(\*) Ibidem.

Heurt frontal et lutte armée<sup>(\*\*)</sup> constituent ainsi les éléments essentiels d'une hypothèse révolutionnaire qui, à côté d'une conception simplifiée de l'État, réduit l'intervention du parti à « donner le mot d'ordre ».

Si l'on renvoie aux pages suivantes l'évaluation globale de la conception de la révolution élaborée par Serrati, ce qu'il est important de souligner maintenant, c'est qu'à la racine des deux hypothèses de généralisation, celle de Serrati et celle de Gennari, il existe une solution de continuité entre l'économie et la politique. L'hypothèse serratiennne est entièrement fondée sur une greffe sans médiations ni articulations d'un choix politique révolutionnaire sur les mouvements de lutte, avec le résultat de ne se mettre d'accord qu'avec les sommets les plus politisés, sans offrir à ceux-ci non seulement un plan politique sur lequel ils pourraient s'assembler, mais même des formules d'organisation dans lesquelles ils pourraient s'installer. Et en effet, ce n'est pas un hasard si la revue ne donne que peu d'importance à l'analyse des nouvelles formes de lutte adoptées par les ouvriers en 1920 et des nouvelles institutions dans les usines, qui faisaient leurs premières expériences d'organisation et d'intervention dans les luttes.

L'occupation des usines deviendra, comme on le sait, un phénomène généralisé en septembre 1920, mais elle est précédée par des épisodes significatifs sur lesquels se mesureront les représentants politiques les plus importants de ces années-là. "Comunismo" consacre aux événements de Sestri un article d'Angelo Faggi, un dirigeant de la Bourse du Travail locale, lequel était d'orientation syndicaliste révolutionnaire, article qui est entièrement centré sur deux aspects : souligner les capacités techniques des ouvriers et la maturité de la coordination atteinte entre les différents secteurs du mouvement – commission interne et Bourse du Travail<sup>(\*\*\*)</sup> – et le caractère nouveau de la forme de lutte adoptée. Celle-ci « a suscité le plus grand des tollés. Toutes les autorités ont été mises en mouvement. Le principal objectif des travailleurs était atteint : à savoir celui de contraindre les autorités et les patrons à réfléchir aux conséquences d'un long lock-out dont la masse avait fait la claire démonstration qu'elle ne voulait pas le tolérer »<sup>(\*\*\*\*)</sup>. Le caractère instrumental de l'occupation, laquelle n'était prise que comme un moyen de pression pour entamer des négociations qui devaient se dérouler sur un autre plan, entre les autorités politiques locales et l'employeur, en isolant ainsi les ouvriers, donnait une plus juste proportion à la signification de la reconnaissance de la maturité ouvrière que Faggi avait accomplie précédemment, et échappait à la caractérisation de la signification politique que ces formes de lutte exprimaient, en modifiant tendanciellement les rapports de force dans l'usine.

Le commentaire que "Comunismo" fait sur ces épisodes va plus loin que l'orientation du discours de Faggi, mais pas tellement dans le fait de souligner la racine économique qui était à la base de ces épisodes : les conditions du marché et le manque de matières premières ne rendaient plus la grève aussi préjudiciable que lors de la période précédente, tandis que la rapidité des événements empêchait les ouvriers d'être en mesure de soutenir des grèves de longue durée. L'élément de différenciation résidait dans la caractérisation de l'état d'insubordination sociale qui se situait en amont des épisodes d'occupation, c'est-à-dire « le

(\*\*) L'incidence qu'a cet aspect du problème – la préparation militaire du prolétariat – est très forte sur le cours de toute la discussion au sujet du problème de la révolution : dans son rapport au II<sup>e</sup> Congrès de l'IC, Serrati tirait la conclusion suivante du tableau de l'intensification de la lutte de classe en Italie, avec des résultats sanglants : « Ici se pose donc le problème de l'organisation de notre force armée. Il faut que le Parti socialiste et le prolétariat révolutionnaire italien sachent s'organiser puissamment et se mettre en mesure de prendre l'offensive définitive contre la classe bourgeoise capitaliste » (*Le mouvement socialiste en Italie*, dans "Comunismo", 1<sup>o</sup>-15 octobre 1920).

(\*\*\*) A. Faggi, *L'expérience exemplaire de Sestri Ponente*, dans "Comunismo", 15-29 février 1920.

(\*\*\*\*) Ibidem. Cette utilisation instrumentale de la nouvelle forme de lutte a été relevée et critiquée dans un article très célèbre de "L'Ordine nuovo" (P. Togliatti et A. Viglono, *Rapport sur les événements de Sestri*, 13 mars 1920).

désir... des travailleurs de gérer l'usine pour le compte de la collectivité laborieuse »<sup>(\*)</sup>. C'est « le souvenir d'une expérience différente » auquel faisait allusion "L'Ordine nuovo" dans un éditorial de grande importance<sup>(\*\*)</sup>. Mais, tandis que dans le commentaire du groupe turinois ce résultat constituait le point de départ pour un travail politique qui, en récupérant l'expérience vécue dans l'usine occupée, s'attaquait à la réorganisation d'un point de vue de classe de la société tout entière, pour l'orientation serratiennne il constituait seulement un élément présent à côté des autres, tous étant pris comme des parties du processus faisant office de fossoyeur de la société bourgeoise. Le mouvement d'occupation des usines est en effet vu comme étroitement lié aux événements qui bouleversaient la Vénétie : « Ici, les masses ouvrières et paysannes envahissent les sièges des communes où les commissaires du roi se trouvent dans l'impossibilité de faire face, même de manière minime, aux conditions effroyables de ces régions ». Le commentaire est significatif : « Le prolétariat en Italie avance ainsi de manière parallèle vers les conquêtes économiques et politiques »<sup>(\*\*\*)</sup>. La signification politique ne se situe pas dans la détermination des rapports spécifiques entre les deux mouvements différents, mais seulement dans le caractère révolutionnaire de la période dont ils sont le signe : la gestion ouvrière des usines est ramenée à l'économie alors que seule la gestion directe des organismes locaux a une valeur politique, avec ce résultat que l'on reproduit, au niveau du jugement et de la détermination des secteurs d'intervention, le schéma classiquement bourgeois de la distinction entre la politique et l'économie, et le celui de la II<sup>e</sup> Internationale pour lequel les luttes dans l'usine ont uniquement un caractère économique.

Sur cette base, il est plus facile de comprendre l'orientation adoptée par la revue de Serrati sur le problème des conseils d'usine et des soviets. On a déjà rappelé précédemment le jugement d'"engouement" porté sur l'élaboration et l'expérience des conseils du groupe de "L'Ordine nuovo", et l'assimilation du programme turinois à celui des communistes de Hambourg, d'orientation anarcho-syndicaliste, assimilation qui présente une convergence très nette et pas fortuite du tout, comme on le verra, avec les positions de Bordiga. En effet, Serrati lui aussi, comme le leader abstentionniste, considère que « beaucoup de camarades ont fait une curieuse confusion entre les soviets – organes politiques et instruments du gouvernement une fois la révolution ayant triomphé – et les comités d'usine – organes techniques de la production et de l'organisation industrielle – qui, comme instruments d'éducation et de préparation, peuvent également débiter leur travail spécifique en période révolutionnaire »<sup>(\*\*\*\*)</sup>. Si cette identité de jugement témoignait d'une racine théorique commune, comme cela deviendra plus clair dans l'analyse des positions bordiguennes, elle était confirmée par le bilan qui était tiré de la discussion relative au rôle, à la valeur et aux limites, de l'expérience des conseils par Niccolini, représentant de l'Internationale en Italie, sur la fonction duquel il faudrait faire une analyse particulière pour ce qui concerne la consolidation de certaines positions fondamentales du maximalisme italien et la présentation au CE de l'IC d'un tableau déterminé de la situation italienne. Dans son intervention à Livourne, Serrati souleva la question<sup>(\*)</sup>, mais ultérieurement elle n'a pas eu de suite.

Toute l'intervention de Niccolini porte sur l'utilisation de l'expérience russe pour mettre en évidence les tendances risquées du particularisme corporatiste qui étaient inhérentes à ces institutions et sur le rôle joué par les syndicats dans la garantie du dépassement de ces

---

(\*) Voir "Comunismo", 15-29 février 1920.

(\*\*) *Une tactique nouvelle*, dans "L'Ordine nuovo", 13 mars 1920. « Aujourd'hui, des "conquêtes" tant vantées, il ne reste rien; il reste, dans l'âme des ouvriers, le souvenir d'une expérience différente ». C'est un écrit de grande importance dans lequel toute l'élaboration ordinoviste est représentée à la lumière de nouveaux épisodes de lutte de classe.

(\*\*\*) "Comunismo", 15-29 février 1920.

(\*\*\*\*) Note d'Il comunista à l'article de Niccolini, *Les comités d'usine*, 15-31 décembre 1919.

(\*) Voir le XVII<sup>e</sup> Congrès national, déjà cité.

tendances<sup>(\*\*)</sup>. L'attribution de tâches politiques aux conseils d'usine, ainsi que, selon Niccolini, les ordinovistes le soutiendraient, ouvrirait la voie à des déformations réformistes et à la confusion syndicaliste révolutionnaire entre la conquête de l'usine et la prise du pouvoir politique<sup>(\*\*\*)</sup>.

La solution proposée, qui définit l'importance et les limites de ces organismes, est que leur activité se déroule en liaison étroite avec les organisations existantes, aussi bien les organisations économiques (syndicats de métier et bourses du travail) que les organisations relatives à la consommation (coopératives). À part la confusion, à l'origine d'une profonde incompréhension politique, implicite dans le fait d'utiliser la place assignée aux comités d'usine dans le cadre d'une organisation d'État révolutionnaire comme critère d'orientation dans une situation profondément différente de la situation italienne, il est évident que, dans le discours de Niccolini, il y a la superposition de deux problèmes différents : le problème politique du lien à établir entre les nouveaux organismes prolétariens et ceux qui existaient déjà, afin de ne pas produire de déchirures – problème dont, comme on le verra, les ordinovistes étaient bien conscients – et celui de la nécessité ou non de la création de ces nouvelles institutions et de la signification politique que cette nouvelle réalité portait en elle. Le choix que Niccolini faisait en refusant sa confiance et la capacité d'intervention à la masse non organisée dans les syndicats signifiait assigner au conseil d'usine un rôle subalterne de complément aux organismes traditionnels, d'instrument pour étendre leur capacité d'organisation et de contrôle : « Les comités d'usine, raisonnablement organisés, pourront être aussi très utiles pour faire entrer toute la masse ouvrière dans l'organisation syndicale »<sup>(\*\*\*\*)</sup>, jugement qui sera par la suite en contradiction avec les indications sur ce même problème que contenait la lettre du CE de l'IC rappelée plus haut. Au-delà des implications théoriques, le choix effectué par Niccolini, dans le contexte du conflit en cours dans la gauche socialiste italienne et de l'opération politique lancée par les Turinois, signifiait un alignement précis sur une ligne politique tendant à conserver l'organisation existante.

Serrati est disposé à s'emparer de la signification politique de ce choix et à l'utiliser comme confirmation de son unitarisme : une fois le conseil d'usine réduit à un organe strictement économique et de préparation technique à la gestion directe de la production, il peut être récupéré et réuni à tous les autres organismes qui peuvent effectuer la même fonction : la défense des conseils d'usine s'identifie à celle de toute l'organisation existante : « ... s'agissant des moyens de lutte, ils peuvent tous être utiles – organisation syndicale, coopération, comités d'usine, etc. – pourvu qu'ils soient convenablement tournés vers les finalités socialistes ou communistes, peu importe »<sup>(\*\*\*\*\*)</sup>. Le problème du renouveau, en tant que question de la liaison étroite entre la politique et l'organisation, est éludé dans sa substance politique, en se réduisant à une *adjonction* à côté des autres organismes existants, adjonction dont la valeur explosive n'est donc pas exaltée mais forcée d'entrer dans un schéma traditionnel. Dans ce domaine également, le passé domine et conditionne le présent, et l'effort, bien qu'évident, de coller au présent se résout en un élément d'accélération des contradictions.

---

(\*\*) « Quand on lit les différentes mesures et règles de la République des soviets, on observe toujours la priorité et l'importance attribuées à la représentation du prolétariat *organisée dans l'Association syndicale* » (*Les comités d'usine*, déjà cité).

(\*\*\*) *Les soviets en Italie*, dans "Comunismo", 1<sup>o</sup>-15 mars 1920.

(\*\*\*\*) *Les comités d'usine*, déjà cité.

(\*\*\*\*\*) Note de *Les comités d'usine* déjà cité. Baratono soutiendra une position analogue dans son rapport, plusieurs fois cité, au Congrès de Livourne : « Corriger, oui, et nous avons dit comment; enrichir l'organisation politique et économique existante avec de nouveaux organes..., oui, de toutes les façons possibles et conformes à la psyché de nos travailleurs... Mais que les nouveaux organes, plus particuliers, ne corrodent pas ceux qui existent déjà et sont plus généraux; et que les nouveaux instruments ne frappent pas au cœur la vie même du Parti, précisément dans une période révolutionnaire, alors qu'il a besoin de toutes ses ressources. » (*L'action du PSI dans ses rapports avec la III<sup>e</sup> Internationale*, déjà cité).

L'attitude prise par la direction du parti socialiste vis-à-vis de l'expérience turinoise des conseils – c'est-à-dire de la première tentative effectuée en Italie de fonder sur une base de masse une ligne politique révolutionnaire grâce à de nouveaux organismes ouvriers – est en stricte cohérence avec cette orientation : cette attitude constitue l'unique exemple d'intervention brutalement critique effectué vis-à-vis d'un groupe placé à la gauche de la direction. Lors de la réunion nationale de Milan en effet, après la grève de Turin et du Piémont, on en est arrivé, de la part de Gennari, à menacer les Turinois d'exclusion<sup>(\*)</sup>.

La conséquence la plus importante de l'orientation donnée par la revue au problème des conseils d'usine, c'est la confirmation, au niveau organisationnel-institutionnel, de la scission entre la politique et l'économie. L'on a déjà rappelé précédemment le caractère expérimental avec lequel la création des soviets en Italie a été mise en œuvre, caractère apprécié positivement par Niccolini à l'inverse de ce qu'il observera quelques mois après en analysant l'expérience de masse qui, dans les pays où il y avait eu une expérience soviétique, en avait constitué au contraire la condition essentielle<sup>(\*\*)</sup>. De toute façon – à part cet aspect qui n'est pas secondaire dans la mesure où il est étroitement lié à la constitution ou non des soviets avant ou après la prise du pouvoir, au rôle que, de cette manière, il doit jouer dans cette perspective, et, en définitive, à la conception même de la révolution – la constitution de cet organisme politique est supposée être une greffe sur le vaste mouvement économique-coopératif, dont la section socialiste doit être le maillon de liaison :

« ...nous avons considéré et nous considérons aujourd'hui plus que jamais que le mouvement d'organisation économique de la classe productrice... doit avancer d'un pas égal avec le mouvement d'organisation économique des prolétaires consommateurs... et qu'il doit, de manière spéciale et essentielle, être surveillé, éperonné, orienté par le mouvement politique socialiste, qui est comme le phare éclairant cette action vaste, complexe, difficile, du prolétariat qui s'élève à la conquête de sa propre émancipation. »<sup>(\*\*\*)</sup>

L'absence de solution au problème des rapports entre les différentes institutions du mouvement ouvrier pose à nouveau, précisément au moment de caractériser la soudure entre la politique et l'économie, tout le problème des manières selon lesquelles la fonction spécifique de direction de la classe ouvrière se réalise et le problème, déjà relevé dans l'analyse de la crise italienne, de l'agrégation autour de la classe ouvrière d'une série de forces sociales non prolétariennes en les soustrayant à la direction bourgeoise. Entre les projets de soviet élaborés, avec la détermination des figures sociales qui ont le droit d'en faire partie, et la construction réelle de la part du PSI d'une jonction de ces figures avec la classe ouvrière, il existe un hiatus profond et non fortuit. La formule serratiennne de la dictature du prolétariat comme dictature du parti socialiste indique bien comment une conception de la politique qui oscille continuellement entre pédagogie et capacité de direction technique passe à travers ce hiatus. Dans sa réponse à Prampolini sur la conception de la dictature du prolétariat, Serrati souligne l'importance de la violence comme instrument nécessaire mais non arbitraire de l'émancipation prolétarienne<sup>(\*)</sup>, mais il élude le problème de la traduction politique de la formulation marxienne qu'il rappelle à plusieurs reprises, c'est-à-dire que « le premier pas de la révolution ouvrière est la constitution du prolétariat en classe dominante », ce qui a été interprété par le socialisme de la II<sup>e</sup> Internationale comme la suprématie de la majorité. Sur

---

<sup>(\*)</sup> Voir A. Lepre-S. Levrero, déjà cité. Serrati rappellera de manière polémique cette orientation de Gennari aussi bien au Congrès de Livourne (*XVII<sup>e</sup> Congrès de Livourne* déjà cité) que dans un article de sa *Documentation unitaire* ("Comunismo", 15-28 février 1921).

<sup>(\*\*)</sup> C. Niccolini, *La constitution des soviets*, dans "Comunismo", 15-31 mars 1920.

<sup>(\*\*\*)</sup> *Les soviets en Italie*, déjà cité.

<sup>(\*)</sup> G. M. Serrati, *Camillo Prampolini et la dictature prolétarienne*, dans "Comunismo", 15 avril-1<sup>o</sup> mai 1920.

ce point, la réponse de Serrati est en effet ambiguë : d'une part, il rappelle le rôle joué par des minorités audacieuses dans tout processus révolutionnaire, de l'autre il détermine le droit à la direction pour cette minorité dans la mesure où « la prédominance de notre parti dans les affaires sociales a été conquise au nom et pour le compte du prolétariat, auquel a été exprimé, sans moyens termes et sans atténuations, le programme de réalisation résolue du communisme »<sup>(\*\*)</sup>. En omettant le problème de la constitution et de la conservation de la direction de la classe ouvrière sur la société tout entière, qui est le plan sur lequel la capacité de représentation du parti bolchevik s'est mesurée en Russie, l'argumentation de Serrati a du mal à se différencier de l'argumentation démocratisante de Prampolini.

L'absence de construction d'un tissu social institutionnel alternatif a, en conclusion, dans l'hypothèse serratiennne, la signification suivante : les masses sont sollicitées pour se projeter en avant, elles tendent à dépasser l'horizon politico-institutionnel existant, et, du fait du manque d'une soudure et d'une unification au cours de la lutte et du défaut d'organismes institutionnels dans lesquels fixer et consolider les conquêtes obtenues, elles retombent sur elles-mêmes. L'insubordination sociale qui ne parvient pas à devenir un État se transforme en désagrégation, y compris de ces institutions à travers lesquelles elle tente de s'exprimer.

Arrivés à ce point, il est possible de tirer des observations conclusives. En effet, à la lumière des mouvements en cours dans le pays, l'analyse de la thématique serratiennne offre des éléments suffisants pour une généralisation qui touche à la racine théorique du conflit entre Serrati et Lénine et qui permet de comprendre pourquoi la question de l'organisation était au centre de ce conflit. Quand Serrati refusait l'exclusion des réformistes en soutenant qu'elle ne rendrait pas révolutionnaire le mouvement et que quelques hommes aux idées réformistes ne pouvaient pas bloquer la révolution, ou bien quand, en faisant référence à l'invitation de Lénine à se séparer de Turati pour pouvoir ensuite s'allier avec lui, il la repoussait en rappelant toute la tradition d'intransigeance du socialisme italien, pour lequel « une collaboration quelconque avec les réformistes, déjà chassés du Parti, ne serait pas comprise en Italie »<sup>(\*\*\*)</sup>, il parvenait à une demi-vérité si l'on prenait le dilemme dans son immédiateté empirique, mais il démontrait en même temps une incompréhension profonde constante de la thèse léninienne qui faisait de l'organisation l'instrument essentiel de médiation entre une conception théorique générale et une action pratique quotidienne. Il y a au fond de cette incompréhension une conception de la révolution, et du rapport du parti avec elle, radicalement différente de celle selon laquelle toute l'élaboration théorico-pratique de Lénine et de l'IC s'exprimait.

L'écrit de Serrati qui fournit peut-être la formulation synthétique la plus élevée de cette conception et qui saisit les conséquences politiques de sa position unitaire, c'est un article publié à la veille de Livourne et dans lequel il insiste avec force sur le dilemme devant lequel le mouvement socialiste italien se trouvait<sup>(\*\*\*\*)</sup> : « Nous, nous ne pouvons pas ne pas faire. Un parti politique vit d'activité, et il doit surtout agir quand de fortes difficultés s'interposent entre lui et sa tâche. Un parti politique qui se retire de la lutte se suicide ». La situation italienne ayant été définie comme révolutionnaire et la possibilité d'une solution de collaboration<sup>(\*)</sup> ayant été exclue, le dilemme se dénoue dans le choix obligé de « faire la révolution » :

---

(\*\*) Ibidem.

(\*\*\*) *Documentation unitaire*, dans "Comunismo", 1<sup>o</sup>-15 mars 1921.

(\*\*\*\*) G. M. Serrati, *Le devoir de l'heure présente*, dans "Comunismo", 1<sup>o</sup>-15 octobre 1920.

(\*) « Il ne pourrait y avoir qu'une seule justification à la participation au pouvoir de notre part : la fuite de la bourgeoisie, l'abandon par elle de toute condition de privilège, l'accomplissement d'une révolution pacifique, comme celle qui a eu lieu en Hongrie. Mais... à mon avis il est certain que la bourgeoisie ne cèdera pas son pouvoir aussi facilement » (ibidem).

« Faire la révolution signifie... profiter des éléments que la situation met naturellement à notre disposition pour diriger les événements vers nos conclusions. En d'autres termes : ce n'est pas nous qui faisons la révolution, ou pour mieux dire, qui accomplissons l'acte décisif de la révolution, celui qui brise violemment le rapport entre le passé et l'avenir; mais c'est nous qui, conscients de cette nouvelle force qui s'est créée dans les conditions voulues, entendons nous en prévaloir pour la contraindre à suivre les conclusions de notre doctrine »<sup>(\*\*)</sup>.

L'« acte violent décisif » avec lequel s'accomplissent la rupture d'avec l'ordre existant et son renversement est considéré comme « une conséquence nécessaire de toute une situation et il se produit presque fatalement de lui-même » : cette affaire mécanique de l'action violente et décisive est confiée au prolétariat, tandis que la tâche du parti est celle de lui assurer une conclusion socialiste.

Le hiatus déjà relevé entre les mouvements de masse et la direction politique est ici proposé à nouveau dans son contexte général, et il nous permet aussi de mieux comprendre un aspect singulier présent dans le débat avec Lénine. Celui-ci insiste fortement sur le caractère révolutionnaire de la situation italienne et il critique la direction du PSI parce qu'elle n'agit pas en conséquence. Serrati, et plus explicitement Baratono dans le rapport présenté au nom de la tendance unitaire au Congrès de Livourne, tendent, en examinant les mêmes éléments, à donner une plus juste proportion à l'évaluation de Lénine en développant des argumentations qui sont apparemment en contradiction avec les jugements qu'ils formulaient précédemment, mais en contribuant en réalité à leur clarification substantielle : « En Italie – à l'exception de l'épisode d'Ancône – il n'y a pas eu encore de véritable insurrection »<sup>(\*\*\*)</sup>. Le caractère révolutionnaire de la situation découlait du fait qu'il ne pouvait pas y avoir d'autre solution à la crise bourgeoise que la solution socialiste, mais celle-ci ne pourra avoir lieu que lorsque le prolétariat développera un mouvement insurrectionnel, une « action violente et décisive », précisément celle dont il était question dans l'écrit cité plus haut. Tous les mouvements en cours dans le pays, rappelait Serrati, depuis l'envahissement des terres jusqu'à l'occupation des usines sont demeurés des mouvements pacifiques et fondamentalement syndicaux, et il offrait ainsi un jugement partiellement en contradiction avec ce qui avait été dit précédemment sur les épisodes de lutte de classe qui intéressaient le pays et avec l'appréciation que le parti avait donnée du conflit de la métallurgie.

La thèse qui est formulée ici avec clarté était déjà présente chez Serrati depuis la fondation de "Comunismo", quand il défendait le programme maximaliste : « Nous refusons le volontarisme : aussi bien le volontarisme anarchiste que le volontarisme réformiste... Nous... interprétons l'histoire, nous ne la faisons pas et nous agissons, dans l'époque, en fonction de la logique des faits et des choses. Nous n'attribuons de vertu transformatrice ni au prince ni à la barricade. »<sup>(\*)</sup>. En réalité, la critique de la vertu transformatrice de la barricade réside dans le fait de ne pas lui reconnaître la capacité de créer un ordre nouveau, mais seulement celle subalterne de désagrégation et de rupture de l'ordre existant. La barricade est récupérée dans cette hiérarchisation des tâches. Mais la signification la plus importante de cette critique serratienne de la révolution faiseuse des miracles, critique qui se fera de plus en plus intense au fur et à mesure que se précisera de manière plus nette la différenciation à gauche, réside dans le fait de révéler, à la lumière de la position du problème de la révolution, une nouvelle version, non moins insidieuse, de la conception social-démocrate de la

---

<sup>(\*\*)</sup> Ibidem.

<sup>(\*\*\*)</sup> *Réponse d'un communiste unitaire*, déjà cité. Sur l'orientation de Baratono, voir *L'action du PSI etc.*, déjà cité. Du fait que la situation en Italie n'était pas révolutionnaire, Baratono tirait aussi la conclusion que l'accusation de sabotage adressée à la droite par Lénine n'était pas fondée.

<sup>(\*)</sup> G. M. Serrati, *En vue du Congrès de Bologne*, dans "Comunismo", 1<sup>o</sup> octobre 1919.

"maturité" de la révolution, qui tend à se ramener, chez Serrati, à un jugement d'"immaturité" du prolétariat italien. Quelques années après en effet, en 1922, quand il se lançait dans une réflexion autocritique du passé, son appréciation des deux années rouges est encore fondée entièrement sur le critère qu'il avait soutenu dans sa réponse à Lénine, avec un caractère de récrimination plus accentué :

« Quelques agitations de cette époque-là... resteront dans l'histoire italienne pour attester de la qualité éminente des gens de chez nous, des conservateurs comme des révolutionnaires, à jouer l'opérette... On s'est moqué alors de celui qui parlait d'une révolution qui exige de longues souffrances et des sacrifices sans nom... Phénomène franchement typique de l'après-guerre,... on imagine la révolution sociale comme un assaut à la baïonnette d'une tranchée mal défendue, et c'est la raison pour laquelle sont venues à nous les personnes les plus diverses, qui avaient les plus étranges conceptions du socialisme. Quiconque avait une vengeance à mener a été socialiste pendant ces jours-là et il a milité sous les drapeaux rouges... »<sup>(\*\*)</sup>

C'était un bilan amer.

Dans la division réaffirmée des deux plans, qui s'est révélée tragique à l'épreuve des faits, le parti et l'organisation se voient confier une tâche de soutien, comme contribution "technique" à la préparation et à la conservation des résultats de l'action. Le parti assume donc tour à tour le rôle de pédagogue, grâce auquel il accomplit son œuvre de propagande et de dépassement du corporatisme, et le rôle de dirigeant, militaire avant la révolution, et administratif après la révolution<sup>(\*\*\*)</sup>. La fermeté constante avec laquelle Serrati refuse d'introduire des éléments de désagrégation dans le grand corps organisé du mouvement ouvrier italien réside dans cette conception de la politique et du rôle de l'organisation :

« Nous avons un réseau dense de sections, de syndicats, de coopératives. Nous avons dans nos mains... pas mal de communes, tandis que les nouveaux organismes des conseils d'usine sont en train de s'élaborer lentement. Nous pouvons, sans exagération, affirmer qu'une grande partie de l'Italie ouvrière et prolétarienne, l'Italie évoluée, est avec nous. Celui qui veut vraiment la révolution ne peut pas négliger cette donnée de fait, il ne peut pas prétendre qu'il faut oublier les nécessités de la reconstruction pour n'avoir en vue que le fait mécanique, et inévitablement spontané, de l'action violente et définitive. »<sup>(\*\*\*\*)</sup>

Le débat avec Lénine est réellement la rencontre de deux mondes différents. Dans ce contexte, on saisit bien pourquoi le problème de l'organisation, ainsi que Lénine le posait, ne pouvait pas être compris par Serrati. En plus de toutes les motivations qui ont été rappelées dans les pages précédentes, l'obstacle le plus résistant à l'acceptation de la séparation d'avec les réformistes était peut-être constitué par le peu de poids donné à la valeur politique des différenciations théoriques, si l'on se base sur la conception, évoquée auparavant, de la direction politique. Lors de sa polémique avec Bordiga, dans l'article rappelé à plusieurs reprises, en se réclamant du caractère "non intransigeant" de la révolution qui met en

---

<sup>(\*\*)</sup> G. M. Serrati, *Crise aiguë*, dans "Comunismo", 16-30 juin 1922. On trouvait un bilan autocritique dès le début : « Le Parti socialiste italien n'a pas su profiter de cette vague pour oser. Le prolétariat des champs et de l'industrie n'a pas trouvé d'incitations et de direction à sa passion primitive ». Mais ce jugement qui semble déplacer l'accent sur la responsabilité du parti est immédiatement dissipé dans une série de considérations sur les limites de fond du mouvement ouvrier populaire de ces années-là : « Encore régionaliste, et particulariste, il a vu les mouvements locaux plus que les mouvements généraux. Chaque petite commune avait un Lénine et mille petits dictateurs ont ridiculisé la dictature du prolétariat. Comme les auteurs d'improvisations et d'imitations étrangères – imitations qui ne pouvaient pas avoir de racines sur notre terrain – ils montraient qu'ils étaient atteints d'un infantilisme incorrigible. » (ibidem).

<sup>(\*\*\*)</sup> Voir la note à l'article de C. Niccolini, *Les comités d'usine*, déjà citée précédemment.

<sup>(\*\*\*\*)</sup> G. M. Serrati, *Le devoir de l'heure présente*, déjà cité.

mouvement et déplace sur des positions radicales des forces sociales traditionnellement passives et grises, Serrati soulignait l'absurdité de mettre en œuvre une scission :

« Il serait vraiment très étrange et inconcevable maintenant que – alors que nous nous apprêtons, par la nécessité des choses, à recevoir ceux qui se tournent vers nous, poussés par un opportunisme quasi inconscient – nous nous refusions à nous maintenir unis à ceux qui, ayant en commun avec nous un fondement doctrinal et ayant vécu avec nous la vie de l'organisation ouvrière et du parti politique, sont en désaccord avec nous en ce moment sur un détail – aussi important que vous le voulez – de la tactique révolutionnaire. »<sup>(\*)</sup>

C'est reformuler, en termes du sens commun, l'expérience du passé.

---

<sup>(\*)</sup> G. M. Serrati, *Union ou scission*, déjà cité.

# Amadeo Bordiga.

## Le parti et la révolution.

### *Une bataille à l'intérieur du parti*

Nous avons rappelé dans les pages d'introduction que la reconnaissance que Bordiga a été le premier à se poser avec lucidité le problème de la constitution d'un parti révolutionnaire, en définissant rapidement l'exigence de la scission, représente désormais une question entendue dans les recherches les plus récentes. Le problème qui se pose, pour une reconstitution la plus exacte de la réflexion bordiguienne, c'est celui de suivre le processus génétique de ce problème, et de voir comment se conçoit la formation de ce nouveau parti.

Si on analyse "Il Soviet", il est assez facile de déterminer une première périodisation importante qui correspond à un grand événement interne au parti socialiste, le Congrès de Bologne, et à un tournant politico-organisationnel, comme la constitution de la fraction communiste abstentionniste. Pendant toute la première période, l'orientation de Bordiga et d'"Il Soviet" est encore interne au maximalisme, même si c'est avec des différenciations significatives qui faudra souligner : l'adversaire principal à combattre et à expulser est la droite réformiste retranchée dans deux centres extrêmement délicats pour l'activité du socialisme italien, c'est-à-dire le groupe parlementaire, à travers lequel toute l'initiative politique du parti se déployait dans la pratique, et la CGDL, qui impliquait le contrôle des grandes masses organisées, et qui était d'autant plus un point névralgique dans l'après-guerre que la demande de direction se traduisait, sur le plan syndical, par une très forte augmentation des adhérents (de 250 000 syndiqués autour de la fin de la guerre, on passe à 1 000 000 en 1919 et à 2 200 000 en 1920).

La critique adressée à la droite passe avant tout, avant même la définition de la période historique et par conséquent des tâches qui reviennent au parti, par la focalisation sur une condition préalable de principe qui détermine le caractère général de l'action d'un parti socialiste. Ce qui doit être refusé, écrit Bordiga dans un article célèbre<sup>(\*)</sup>, c'est la liaison qui est établie entre la critique de la *possibilité* de la révolution et la continuation dans la pratique du minimalisme comme unique choix réaliste. Ce qui est apparemment un jugement sur la situation et sur la phase historique se résout dans l'abandon de la perspective révolutionnaire comme principe qui caractérise l'action du parti à chaque instant de son travail :

« Nous devons établir que, même si les perspectives de l'avenir étaient celles qu'ils [les réformistes] voient et veulent voir, notre méthode restera révolutionnaire et que nous ne nous laisserons pas distraire de la préparation de la conquête du pouvoir politique par le prolétariat, qui a pour nous la valeur d'une condition préalable à l'œuvre du renouveau de la construction sociale. »

---

<sup>(\*)</sup> *Tendances révolutionnaires et possibilités révolutionnaires*, dans "Il Soviet", 2 février 1919.

Le préalable réformiste qui attire l'attention sur l'étude des situations et des contingences, et qui conditionne l'activité du parti à celles-ci, est « terriblement insidieux » et doit être repoussé<sup>(\*)</sup>. À ce point, Bordiga établit ce qui sera l'un des caractères distinctifs essentiels de toute son élaboration : « Il faut donc résoudre d'abord le problème théorique (appelons-le ainsi) *et éliminer tous éléments qui, au moment critique, favoriseront les Scheidemann*; nous passerons ensuite, entre révolutionnaires, à l'étude de la tactique de la situation ». C'est déjà poser, en termes généraux, ce que doit être un parti de classe, unitaire, homogène et cohésif, et également émettre un jugement précis sur les réformistes, qui ne sont pas une partie du mouvement ouvrier mais une infiltration bourgeoise. C'est là un critère méthodologique qui sera rappelé par la suite quand l'axe de la critique sera retourné contre les maximalistes, mais son application se présentera comme plus difficile.

Il est clair aussi que cette prémisse ouvre la voie à un jugement critique sur le passé et à la nécessité de changer le programme qui avait régi le parti depuis 1892 et sur lequel il s'était développé. Une fois établi ce critère, qui déjà, à lui seul, sert à écarter la droite réformiste, la définition de la période historique qui s'est ouverte avec la guerre impérialiste et avec la Révolution russe est celle de l'actualité de la révolution. Même si la caractérisation de cette actualité n'est pas aussi torturante et continue qu'elle le sera chez Gramsci, même si un effort analytique tendant à mettre en évidence la "nécessité" de la révolution ne peut pas être trouvé dans l'élaboration d'"Il Soviet", mais découle plus du commentaire d'un événement<sup>(\*\*)</sup>, d'un jugement sur la guerre<sup>(\*\*\*)</sup> et d'autres occasions particulières, il est indubitable cependant que toute la réflexion bordiguienne est impensable en dehors de cette appréciation de fond.

« La logique des situations, au nom de laquelle a le droit de parler celui a cru en la tactique bolchevique de la diffusion révolutionnaire, dans sa première phase historique, qui va de Brest-Litovsk aux dépositions de Guillaume et de Charles, fait donc prévoir que l'avènement de la révolution sociale en Europe occidentale n'est pas très éloigné. Le degré de la préparation prolétarienne coopérera à celle-ci, mais son principal déterminant historique sera l'impossibilité du monde bourgeois à fournir un dénouement autre que la tragédie sanglante dans laquelle ses contradictions internes l'engloutiront. »<sup>(\*\*\*\*)</sup>

Ce n'est qu'en tenant compte de ce fait que la réflexion sur le parti, sur sa qualité indispensable, sur la priorité de la politique, sur la polémique si âpre et sans fléchissements envers les maximalistes, perd son caractère de devoir être abstrait et mythique, d'un discours scolastique et formel, pour mettre en évidence toute l'épaisseur politique qu'elle avait, le problème historique "dramatique" qu'elle sous-entendait : créer une formation politique capable de conduire la lutte de classe jusqu'aux niveaux que les contradictions du capitalisme (la guerre et la crise) et la rupture révolutionnaire imposaient.

La confiance dans une échéance révolutionnaire à bref délai, qui, après la Russie, s'étendrait à l'Europe, était un fait largement présent, comme on le sait, dans le débat et dans les mouvements politiques révolutionnaires de ces années-là, et c'est à l'intérieur de cette conviction commune que la réponse spécifique que l'on cherchait à donner doit être définie. Ainsi, le refus net que, depuis le premier numéro du "Soviet", Bordiga fait de la

---

(\*) « Le révisionnisme... ne refuse pas l'action révolutionnaire parce qu'il ne la croit pas possible, parce qu'il la considère comme une illusion : il la refuse parce qu'il *ne la veut pas*; et son hommage ostentatoire à la réalité n'est qu'une fiction, car il cesse quand la réalité elle-même brise les schémas *théoriques* secrètement caressés par les évolutionnistes, par les convertis du socialisme... » ( *ibidem*).

(\*\*) Voir par exemple : *L'heure de la bourgeoisie a sonné*, dans "Il Soviet", 2 mars 1919.

(\*\*\*) *Guerre révolutionnaire*, dans "Il Soviet", 22 décembre 1918. Voir aussi D. L. *la nécessité de la solution socialiste*, dans "Il Soviet", 4 mai 1919.

(\*\*\*\*) *Les perspectives révolutionnaires de la situation politique actuelle*, dans "Il Soviet", 13 février 1919.

Constituante<sup>(\*)</sup>, est certainement commun à l'orientation de toute la gauche révolutionnaire européenne, mais il y ajoute deux spécifications qui caractérisent immédiatement la particularité de sa position. Bordiga déduit de la critique de cette solution politique et de la détermination de ses caractères de classe<sup>(\*\*)</sup>, une conséquence significative :

« Ce n'est pas du développement et de l'intensification des formes démocratiques que le socialisme attend sa réalisation, mais de la lutte sociale entre les classes et de la victoire révolutionnaire du prolétariat. La néfaste *recherche d'affinité*, qui a causé tant de dégâts et de confusion du fait de la collaboration entre les socialistes et les démocrates bourgeois, a fait perdre de vue cette antithèse programmatique fondamentale entre le *socialisme* et la *démocratie*. »

Même si la critique de la démocratie se ramène pour Bordiga à la critique des institutions démocratiques, et même si l'optique qui est à la base de cette opposition radicale vise l'influence de conceptions démocratiques à l'intérieur du mouvement ouvrier, dont le réformisme était par tradition le véhicule, cette critique sera malgré tout une constante de la réflexion bordiguienne qui caractérise sa conception du processus révolutionnaire et sa sous-évaluation persistante de toutes ces forces sociales non prolétariennes et d'orientation non socialiste, mais qui tendent à se déplacer sur un plan de rupture du bloc du pouvoir dominant.

La seconde spécificité de la critique de la Constituante est fournie par la critique de la variante italienne de celle-ci, que la Confédération Générale du Travail<sup>(\*\*\*)</sup> prévoyait : le caractère insidieux de cette proposition résidait non seulement dans le fait que la plus grande centrale syndicale italienne ait fait sienne cette solution institutionnelle – étant donné que la critique de cela faisait partie de la différenciation plus vaste et générale d'avec le réformisme – mais aussi dans le fait d'offrir un dépassement apparent du formalisme égalitaire bourgeois à travers l'hypothèse d'un parlement du travail organisé et élu par catégories professionnelles. Bordiga souligne avec force que ce projet constitue une nette régression par rapport aux formes politiques bourgeoises, et il caractérise dans le projet une proposition fonctionnelle de solution à la crise politique de la bourgeoisie<sup>(\*\*\*\*)</sup>, mais surtout il vise le rôle politique joué par le syndicat qui serait en contradiction avec la direction du parti et désorienterait ainsi le prolétariat, en déterminant avec une exceptionnelle acuité dans un parti aseptique du travail le débouché de l'orientation donnée au syndicat par ses dirigeants : « La confédération opère ainsi à l'intérieur du parti et contre la révolution, dans un accord systématique avec la classe industrielle, accord que l'on peut relever à différents indices sur lesquels nous porterons notre attention, et elle prépare, avec l'approbation des Mussolini, ce parti du travail qui, en faisant sienne une politique corporatiste et réformiste, jouera pour la bourgeoisie italienne le rôle de bouclier contre le bolchevisme du parti »<sup>(\*\*\*\*\*)</sup>. Ceci établit, dans ses éléments essentiels, la critique du syndicat dont le débouché opératif est l'organisation de « manifestations des masses confédérées contre les dirigeants », et surtout une intervention centralisatrice du parti qui confirme la priorité de la politique.

---

(\*) *La Constituante?*, dans "Il Soviet", 22 décembre 1919.

(\*\*) « On veut une Constituante sans qu'il n'y ait aucun déplacement des bases sur lesquelles s'appuie le système actuel. Cette Constituante, élue par des organismes administratifs de l'État contrôlés par le gouvernement actuel, ressemblerait comme une goutte d'eau au Parlement actuel issu du suffrage universel, affectueuse sage-femme de Giolitti. » (ibidem).

(\*\*\*) *L'accouchement chirurgical du travaillisme italien*, dans "Il Soviet", 9 février 1919.

(\*\*\*\*) « L'illusion social-démocrate consistant à parvenir à l'émancipation du prolétariat grâce à la majorité des parlements bourgeois se renouvelle en pire dans l'illusion selon laquelle la Constituante professionnelle, composée en majorité de délégués de la classe laborieuse, serait de par sa nature opposée aux intérêts et aux privilèges de la minorité capitaliste. » (ibidem).

(\*\*\*\*\*) Ibidem.

Le critère qui inspire la critique bordiguienne de l'autre centre d'organisation et d'élaboration autonome d'une politique, qu'occupait traditionnellement la droite réformatrice, c'est-à-dire le groupe parlementaire, n'est pas différent. C'est, comme on le sait, un vieux problème du socialisme italien dont la solution faisait partie intégrante de la ligne de la gauche du parti à partir de Reggio Emilia. La difficulté de sa solution résidait dans le double visage du groupe parlementaire : organe d'intervention spécifique du parti dans un secteur délicat et décisif comme le parlement, mais dont la constitution n'était pas liée exclusivement au parti mais au corps électoral, et ayant par conséquent en soi, de manière permanente, les prémisses d'un centre de polarisation et de différenciation d'avec la direction du parti. Les propositions traditionnellement avancées pour résoudre le nœud de ce problème étaient d'entourer l'action du groupe de limitations précises, de subordonner strictement son rôle d'intervention aux indications de la direction, c'est-à-dire de le transformer en un organe technique<sup>(\*)</sup>. Le problème était beaucoup plus compliqué et il réclamait certainement une organisation différente et un contrôle des cadres politiques socialistes, mais sa solution passait surtout par une façon différente de poser le rapport parti-classe-population laborieuse, aussi bien au niveau organisationnel qu'au niveau politique. Bordiga ne se différenciait pas de l'orientation traditionnelle<sup>(\*\*)</sup> : le choix qu'il pose est très net : « Ou bien les députés reflètent la position du parti, ou bien ils ne la reflètent pas et l'on ne comprend pas comment celui-ci continue de tolérer cela de la part de ceux qui sont ses représentants et leur permette de délibérer sur son orientation politique ».

Cela signifie que l'orientation globale de Bordiga au cours de cette période se situe totalement à l'intérieur du choix maximaliste qui a été effectué par le parti au Congrès de Rome, qu'elle est inspirée par la possibilité que le parti puisse sauvegarder une perspective révolutionnaire, et le cœur de son intervention est ouvertement provocateur : pour une nette différenciation d'avec la droite jusqu'à son exclusion, pour une réorganisation rapide de toutes les forces disponibles de façon à créer un instrument adéquat au niveau du conflit imminent :

« La direction du parti et l'"Avanti!" – surtout – laissent désirer une plus grande éruption d'énergie, une intonation révolutionnaire plus ardente. Nos organes directeurs, acquis à la fraction maximaliste, ne peuvent pas ne pas se réjouir du travail d'une avant-garde audacieuse d'extrême gauche qui repousse les manœuvres de l'aile droite du parti toujours vigilante : qui pousse à mettre en évidence les méthodes décisives, à renoncer aux indécisions, à affronter les dernières sélections indispensables pour livrer une bataille rangée à l'ennemi. »<sup>(\*\*\*)</sup>

Dans cette phase, l'abstentionnisme, en plus d'exprimer l'effort le plus sérieux et important pour définir un horizon d'intervention politique du parti différent de l'horizon parlementaire traditionnel de l'action socialiste, et en définitive de préciser ce qu'est la politique pour une formation révolutionnaire – effort sur lequel on s'arrêtera plus longuement par la suite –, l'abstentionnisme donc constitue essentiellement l'instrument et la plateforme grâce auxquels on essayait de parvenir aux objectifs proposés : choix clair entre Constituante et insubordination sociale, élimination de la droite et de toute suggestion électoraliste, accélération du processus d'agrégation de forces ayant une fonction révolutionnaire. Ce sont là des positions que l'on peut facilement caractériser dans toute une série d'articles qui font preuve d'une lucidité variée, mais qui sont tous très homogènes à l'encontre de l'illusion électoraliste. Le point de départ est toujours la critique de toute une tradition socialiste qui

---

(\*) On peut se référer au discours de Mussolini au Congrès de Reggio Emilia en 1912 ( voir L. Cortesi, *Le socialisme italien*, déjà cité).

(\*\*) *Le groupe parlementaire*, dans "Il Soviet", 19 janvier 1919.

(\*\*\*) *La tâche du Parti socialiste à l'heure actuelle*, dans "Il Soviet", 2 février 1919.

remonte, pour le PSI, à Gênes, mais qui investit toute l'action de la II<sup>o</sup> Internationale : « Depuis plusieurs années, et l'on peut même dire depuis que le parti socialiste s'est constitué en parti en soi, en se détachant des autres fractions démocratiques avec lesquelles il vivait mélangé, il a développé son action politique en suivant le concept théorique selon lequel la conquête des pouvoirs publics par le prolétariat devait s'effectuer par la vertu de l'action électorale »<sup>(\*)</sup>. Cette tradition, il faut l'abandonner pour des raisons théoriques<sup>(\*\*)</sup>, pour des raisons historiques, conformément à la leçon fournie par les expériences russe et allemande, pour des raisons de croissance politique et de formation révolutionnaire du prolétariat : derrière le parlement et les élections en tant qu'institutions de la démocratie libérale et représentative, il y a tout le monopole de la richesse, du pouvoir et de la culture de la bourgeoisie<sup>(\*\*\*)</sup>. Dans le conflit politique qui se déroule dans le cadre de cet horizon théorico-institutionnel, l'égalitarisme formel du suffrage dissimule cette disparité fondamentale des forces. Le prolétariat va à la lutte sans pouvoir exprimer le meilleur de sa capacité de choc et de critique réelle. Le problème est donc, selon Bordiga, que « désormais les partis socialistes qui, comme le nôtre, sont sur la ligne de la lutte de classe intransigeante, révolutionnaire, maximaliste, doivent cesser de valoriser avec leur participation le piège bourgeois des élections et du parlementarisme »<sup>(\*\*\*\*)</sup>. La conséquence opérative immédiate de cette analyse est que la direction doit convoquer un congrès pour fixer la participation du parti aux élections et, en second lieu, que le rapport avec le groupe parlementaire socialiste se fasse de manière beaucoup plus étroite<sup>(\*\*\*\*\*)</sup>.

Il ne fait aucun doute que l'antiparlementarisme n'est pas nouveau dans l'histoire du socialisme italien : dans cette première phase du moins, l'abstentionnisme, de même que l'argumentation qui le soutient, est une variante de la bataille entre les réformistes et les révolutionnaires, et il reste donc dans le sillon de la tradition maximaliste, et plus généralement de gauche, qui de fait ne réussissait pas à dépasser l'horizon politico-idéologique bourgeois, même au moment où il le niait. Plus loin, quand nous analyserons le rôle de que l'abstentionnisme sera amené à jouer dans la bataille de la fraction et la signification qu'il avait dans l'élaboration d'une conception de la révolution, ces caractères deviendront encore plus évidents. Le fait réellement nouveau qu'"Il Soviet" ajoute aux vieilles polémiques et qui donne à l'abstentionnisme une portée plus générale n'est pas de nature théorique, mais il est lié à l'horizon historique auquel l'action proposée est inhérente : c'est-à-dire que la situation est révolutionnaire, non seulement en Italie, mais dans le monde entier.

« La révolution russe a démontré dans les faits (quelle meilleure démonstration?) que le programme socialiste maximal, c'est-à-dire le véritable programme socialiste, n'est pas une utopie qui se réalisera, peut-être bien que oui, peut-être bien que non, dans un futur lointain hypothétique; il est d'autant plus réalisable aujourd'hui qu'il est déjà réalisé, et par surcroît, au grand dépit de la science, sans ces conditions de développement capitaliste dont elle nous avait enseigné qu'elles étaient absolument indispensables : ... ce qui a été possible en Russie doit être possible dans les autres pays européens. »<sup>(\*\*\*\*\*)</sup>

Il découle de ce jugement sur la situation une conséquence opérative immédiate, comme l'abandon d'un secteur tout entier de lutte, dont l'acceptation fait l'objet d'un important

---

(\*) *L'illusion électorale*, dans "Il Soviet", 9 février 1919.

(\*\*) « La conception selon laquelle les formes politiques actuelles, qui ont été créées par la bourgeoisie pour sa propre domination de classe, pourraient justement devenir les organes d'une fonction diamétralement opposée, est absolument paradoxale. Si la bourgeoisie a dû, en abattant l'ancien régime, créer de nouvelles formes d'État, à plus forte raison le prolétariat devra le faire. » (ibidem).

(\*\*\*) Voir *Le piège électoral*, dans "Il Soviet", 2 mars 1919.

(\*\*\*\*) Ibidem.

(\*\*\*\*\*) *À la direction du parti*, dans "Il Soviet", 16 mars 1919. Sur la demande de convoquer un congrès extraordinaire, voir aussi *Le piège électoral*, déjà cité.

(\*\*\*\*\*\*) *Contre l'intervention dans la bataille électorale*, dans "Il Soviet", 16 février 1919.

conflit politique à l'intérieur du parti<sup>(\*)</sup>. La valeur et la signification de principe liées à la bataille abstentionniste sont encore subordonnées à l'objectif tactique de séparer le maximalisme de la droite et de modifier le programme de Gênes.

À l'intérieur de l'axe ainsi délimité, et qui reste immuable jusqu'au congrès de Bologne, il est possible de distinguer une différenciation progressive, qui est caractérisée par le fait que la critique adressée à la direction du parti se fait de plus en plus pressante jusqu'à atteindre un renversement des objectifs : la critique se déplace de la droite vers la majorité maximaliste. On peut saisir un aspect significatif de ce processus dans l'attitude différente d'"Il Soviet" à l'occasion de la réunion de la direction du parti pour délibérer sur des questions très importantes, la première de toutes étant la participation aux élections législatives. Dans un billet adressé *À la direction du parti*, "Il Soviet" insiste sur la demande qu'il a avancée à plusieurs reprises, et selon laquelle le parti devrait être consulté sur ce thème central par le biais d'un congrès extraordinaire :

« L'ordre du jour devrait être : alinéa unique : le programme du parti. Sans relation avec l'œuvre passée des dirigeants, sans procès à celle-ci..., on devrait procéder à la révision du programme de Gênes de 1892 et le remplacer par le programme maximaliste qui est synthétisé par le Manifeste communiste, ainsi que le contenu bolchevik et spartakiste des révolutions sociales contemporaines. [La conclusion du congrès devrait être] l'adoption d'un *programme obligatoire pour tous les adhérents du parti*, programme dont l'acceptation, non seulement disciplinaire, mais aussi théorique, serait la condition nécessaire pour en faire partie. La sélection, qui résoudrait l'état d'indécision qui hante le parti depuis des années, se produirait ainsi d'une manière salutaire, sans – nous le répétons – procès et condamnations de personnes, dans lesquels s'égare la véritable ligne d'orientation politique votée par la majorité. »<sup>(\*\*)</sup>

C'est un document, comme on peut aisément le constater, qui synthétise rapidement les positions analysées dans les écrits précédents, dans lesquels la caractérisation du parti comme siège naturel de la politique révolutionnaire de la classe ouvrière est encore largement escomptée : le jugement sur le PSI est amplement positif. L'autre élément par lequel se manifeste la particularité du discours bordiguien est que l'adéquation du parti aux tâches de la situation révolutionnaire ne passe pas par une mesure disciplinaire et bureaucratique (exclusion) mais par une appropriation des termes nouveaux de la lutte de classe en Italie et dans le monde, et par son articulation entre le théorico-politique et l'organisationnel.

Le ton change nettement après la réunion de la direction, dont le résultat, comme on le sait, a été la participation aux élections sans convoquer de congrès extraordinaire<sup>(\*\*\*)</sup>. La nouveauté de la critique bordiguienne adressée au communiqué de la direction n'est pas tellement relative à la décision adoptée et à la façon dont elle a été adoptée<sup>(\*\*\*\*)</sup>, ni au retard que l'absence de convocation du congrès entraîne sur le problème fondamental de l'élimination de la droite hors du parti, étant donné l'urgence de l'époque<sup>(\*)</sup> : elle porte en

---

(\*) Ibidem : « Le parti doit prendre nettement sa voie et la suivre avec résolution. Toute action électorale est inutile et dommageable, abandonnons-la complètement aux bourgeois ». « La fraction maximaliste, qui est résolument opposée à la participation du parti et du prolétariat révolutionnaire à ces dispersions inutiles d'énergie, doit engager la bataille de manière décidée pour s'assurer de cette première victoire importante au sein du parti, qui prendra la voie qu'il obtiendra grâce à son action révolutionnaire énergique, claire et directe. »

(\*\*) "Il Soviet", 16 mars 1919.

(\*\*\*) Voir la motion votée par la direction dans "Il Soviet", 30 mars 1919.

(\*\*\*\*) « Sans mettre, dans l'état actuel des choses, ne serait-ce qu'en discussion notre discipline de parti, nous croyons cependant qu'une décision aussi importante ne pouvait être prise que par le congrès national, et qu'il ne reste aux sections qui sont en désaccord avec la délibération de la direction qu'à provoquer la convocation du congrès national extraordinaire » (*Question de compétence*, dans "Il Soviet", 30 mars 1919).

(\*) « Pour éviter de graves embarras à l'action du Parti et du prolétariat, il serait désirable d'éliminer les antirévolutionnaires avant le moment décisif; et cela ne peut se faire que par l'intermédiaire d'un congrès qui

revanche sur d'autres aspects qui constitueront par la suite le centre de la critique adressée au maximalisme et qui caractérisent les éléments essentiels de la conception bordiguienne du parti et de la politique.

En premier lieu, il est relevé une contradiction interne aux décisions adoptées : « La direction se place dans une contradiction on ne peut plus évidente quand elle veut faire de la propagande pour le régime socialiste et contre le régime parlementaire, précisément en participant aux élections du Parlement ». Apparemment, la contradiction que Bordiga perçoit ici est une contradiction logique : mais derrière elle, il y a toute une conception de la tactique et par conséquent du rapport avec les instruments existants et de l'usage que le mouvement ouvrier peut en faire. Bordiga fournira par la suite un jugement analogue dans sa substance, même s'il sera moins net dans la forme, quand les thèses de Lénine et du Comité exécutif de l'Internationale sur le parlement feront l'objet de discussion, c'est-à-dire quand l'interlocuteur ne sera pas le maximalisme ambigu mais une formation révolutionnaire indubitable. La déduction qu'en tire Bordiga, à savoir de considérer l'abstentionnisme comme l'unique attitude pratique possible du choix maximaliste, est la conséquence de ce jugement : « La renonciation à la tactique électorale est donc la condition logique de l'orientation maximaliste du Parti ». "Il Soviet" ne se met donc pas en contradiction avec les décisions adoptées précédemment par la direction socialiste, mais il s'en fait le continuateur le plus conséquent.

Plus pénétrant, et aussi historiquement plus pertinent, nous semble être un autre jugement qui est lié à la contradiction logique relevée plus haut : « Le Parti se placerait ainsi sur le terrain des socialistes indépendants allemands, et il contredirait ouvertement les fondements de la proposition russe pour l'Internationale... alors que la direction elle-même l'a acceptée avec enthousiasme ». C'est là un jugement qui reviendra fréquemment au cours des mois suivants, et lorsque le conflit deviendra plus aigu : au-delà de la compréhension du rôle international que le maximalisme italien prendra, cette référence est significative pour saisir l'importance que l'expérience allemande et les différenciations internes du mouvement socialiste allemand ont dans le conditionnement de l'élaboration d'"Il Soviet" et de Bordiga, et la signification que l'intransigeance tactique bordiguienne elle-même prend dans ce cadre.

Le fait nouveau que l'on peut relever dans ce bref commentaire, et à travers lequel passera ensuite toute la critique adressée au maximalisme, c'est la caractérisation de fond à laquelle Bordiga est particulièrement sensible et qui sera commune à la critique très sévère adressée par Gramsci au PSI : celui de reconnaître comme révolutionnaire la situation et de ne pas préparer en conséquence les instruments adéquats au niveau du heurt de classe. Le thème de l'éclectisme du maximalisme italien, qui est caractérisé ici, sera le critère d'orientation des critiques ultérieures, jusqu'à l'accusation la plus grave : celle de fournir une plateforme non seulement sur laquelle converge la droite, mais qui en réalité paralyse le parti et le rend inadéquat à ses tâches. C'est là la substance d'une série d'articles très importants<sup>(\*\*)</sup>. Le refus persistant de ce que Bordiga appelait le "rassemblement pêle-mêle", dans lequel il voit revivre les traditions opportunistes du socialisme méridional et campanien qu'il a tant de fois combattues et critiquées, cette forte affirmation de la netteté théorique et politique d'un parti révolutionnaire, s'étendent à tous les plans, du plan syndical au plan politique. On retrouvera encore tous ces thèmes, bien qu'articulés de manière différente, dans les années suivantes, même après la constitution du PCd'I, dans la polémique sur le front unique, et cela

---

suppose une révision du *programme du Parti* » (ibidem).

(\*\*) *Crise d'orientation*, dans "Il Soviet", 18 mai 1919 : « Il nous semble que la direction s'est éloignée des caractères essentiels de la méthode maximaliste avant tout en ceci : dans la préoccupation d'adopter une ligne de conduite qui lui permette de s'appuyer sur le plus grand nombre possible d'organismes prolétariens qui nous sont proches, d'établir un programme sur lequel pourraient se mettre d'accord tous les éléments du Parti, ceux des organisations ouvrières confédérales ainsi qu'également les syndicalistes révolutionnaires et les anarchistes de l'Union Syndicale Italienne ».

débouchera même sur le fait de juger opportunistes la tactique de l'Internationale communiste et son effort de conquérir la majorité de la classe ouvrière.

Une spécification particulière de cette thématique, c'est la critique de la possibilité et de l'utilité d'une unification des forces syndicales<sup>(\*)</sup>. C'est une critique qui va bien au-delà de l'éclectisme, des déformations opportunistes qui constituent le dénominateur commun de cette série d'articles, c'est une critique qui touche à un thème très cher à Bordiga et à toute la gauche socialiste italienne de ces années-là, c'est-à-dire la priorité de la politique et du parti sur les autres secteurs d'intervention et d'action de la classe ouvrière.

« Un rassemblement des forces syndicales du prolétariat en estompant les désaccords politiques ne serait un facteur d'aucune efficacité révolutionnaire, parce que la dynamique de la révolution sociale excède les limites du syndicat professionnel... Ce ne sont pas les confédérations d'organisations de métier, mais les partis socialistes qui comprennent donc et qui représentent l'ensemble des intérêts et des tendances de la classe laborieuse... La fonction des syndicats ouvriers étant ainsi réduite à sa véritable importance, le problème de l'unité prolétarienne se transforme en celui de la fonction des courants politiques qui recrutent leurs partisans parmi les organisateurs et les organisés. »

C'est là une argumentation classique de Bordiga; placé face à un problème spécifique, à une tendance du mouvement, c'est-à-dire à une expérience qui indique et exprime le niveau de conscience réelle atteint par la classe, son action ne consiste pas à intervenir dans ce processus, à le prendre comme un point de départ obligé pour le faire avancer, mais au contraire son action est celle de comparer ce processus à un devoir être, à un "principe correct", et à le juger à l'aune de ce dernier. La réaffirmation de la prééminence du parti et de la politique, qui, comme nous l'avons dit, est un fait constant de toute la tradition de la gauche italienne – et qui sera présente, comme on le verra, aussi chez Gramsci – est à la racine d'une exagération extrémiste qui implique de considérer le rôle du syndicat comme secondaire et subalterne. Cette considération est constamment présente dans les colonnes du "Soviet", même si l'on peut y déterminer une orientation qui n'est pas toujours uniforme. Est particulièrement significatif de ce jugement un bref article de G. Sanna à propos des luttes revendicatives massives en cours dans ces mois-là<sup>(\*\*)</sup>. Tout l'écrit balance entre deux conceptions : une dépréciation de la lutte revendicative – « Le prolétariat italien, conduit sur le terrain des revendications économiques par le réformisme collaborationniste petit-bourgeois impénitent de certains organisateurs, est en train de commettre une grande erreur qui peut lui coûter de graves désillusions, et retarder pendant beaucoup de temps son émancipation intégrale. Nous voulons faire allusion au mouvement pour la conquête de salaires plus élevés, de meilleures conditions de travail, d'horaires moindres<sup>(\*\*\*)</sup> – et l'exigence de politiser les luttes syndicales : après avoir insisté sur la portée de ces conquêtes, rappelé le poids donné par Marx à la lutte pour les 8 heures, Sanna ajoute que cette lutte revendicative ne peut acquérir de l'importance qu'à une seule condition : « ... qu'en ce qui concerne les améliorations partielles, le prolétariat ne perde jamais de vue que son intérêt est antithétique à celui du patron... et qu'il vendrait sa progéniture pour un plat de lentilles si

---

<sup>(\*)</sup> *L'erreur de l'unité prolétarienne. Polémique sur plusieurs fronts*, dans "Il Soviet", 1<sup>o</sup> juin 1919.

<sup>(\*\*)</sup> *Rectifier le tir*, dans "Il Soviet", 13 avril 1919.

<sup>(\*\*\*)</sup> Cette dépréciation de l'action revendicative en arrive à assimiler l'action syndicale à un véritable travail de Sisyphe et à en nier tendanciellement l'utilité : « quand l'ouvrier obtient une augmentation de sa rétribution ou une diminution de ses heures de travail, mais qu'il reste au patron la direction de l'entreprise, la libre disposition des produits et la maîtrise politique, l'ouvrier lui-même n'a fait aucun progrès effectif » (ibidem). C'est une orientation analogue à celle exprimée, comme on s'en souviendra, par Serrati et elles ont toutes deux en commun la reproduction de l'alternative traditionnelle réforme-révolution.

l'espoir d'avantages immédiats étouffait en lui la conscience de l'antagonisme de classe et obscurcissait sa vision de l'émancipation ultime. ».

Il s'agit, comme il est facile de le constater, de deux orientations différentes, non seulement par le ton dans lequel elles sont formulées, mais surtout du fait du rapport différent qu'elles comportent à l'égard des luttes : les deux moments, le politique et l'économique, demeurent détachés, il n'y a pas d'échange effectif entre les expériences réelles sur lesquelles les masses se mobilisent et se reconnaissent et la généralisation des luttes partielles. L'unique voie concrète que Sanna indique est celle du développement de la conscience socialiste : « il est inutile et illusoire que les ouvriers pensent qu'ils résoudront la question de leur vie avec la simple lutte pour les améliorations économiques ». La politique, l'intervention politique dans les luttes économiques se résume à de la propagande et de la pédagogie. Cette position de Sanna n'est pas une position isolée ou particulièrement extrémiste : l'article de Bordiga que nous avons rappelé auparavant en est une confirmation digne de foi.

Le fait d'attribuer un caractère essentiellement politique au processus de l'unité syndicale, politique parce que relatif au processus d'unification de la classe et aux contenus de celui-ci, se résout dans la formation du parti révolutionnaire, comme si la formation de celui-ci pouvait se produire en dehors du processus de déplacement révolutionnaire des masses, et comme si ce déplacement pouvait avoir lieu en dehors de la définition d'organismes de masse grâce auxquels l'orientation politique révolutionnaire peut s'exprimer et s'emparer des masses laborieuses les plus larges. Dit plus simplement, la récupération révolutionnaire du parti passait en Italie également par un nouveau rapport avec la classe et le syndicat. Que Bordiga ait été critique, et même de façon sévère, à l'égard du syndicat existant en Italie, des choix qu'il était en train de faire, du fait qu'il soit, comme nous l'avons déjà dit, l'un des plus importants centres d'agrégation de la droite réformiste et qu'il constitue un parti dans le parti, c'est indubitable et c'est confirmé par une série d'articles<sup>(\*)</sup>. D'autre part, le problème d'une intervention politique dans l'organisation syndicale existante était l'une des caractéristiques du groupe bordiguien du fait de son expérience politique napolitaine au cours de la période qui précédait la guerre; cette intervention coïncidait pleinement avec la ligne politique intransigeante à l'égard du "socialisme des blocs" et elle a culminé dans la fondation, le 21 août 1918, d'une nouvelle Bourse du travail dont le pivot était constitué par les ouvriers métallurgistes, la catégorie la plus forte, la plus compacte et la plus moderne, de tout le prolétariat campanien, protagoniste de grandes luttes dans l'immédiat après-guerre. Il faut également se souvenir qu'"Il Soviet" avait sa rédaction via Atri, au siège de la Bourse du travail, afin de renseigner sur l'existence, au moment de la fondation du périodique et de l'agrégation d'une tendance abstentionniste, d'un lien très étroit entre organisation politique et organisation syndicale, une insertion très profonde du groupe bordiguien dans le tissu organisationnel du mouvement ouvrier napolitain et campanien.

Cet ensemble d'éléments permet de mieux tirer au clair la signification de l'évacuation tendancielle des luttes syndicales rappelée plus haut, et la manière dont se poserait dans la pratique réelle le rapport parti-syndicat. Ce rapport avait été fixé dans une motion importante de la section socialiste de Naples, qui portait de l'appréciation du projet de Constituante du travail votée, comme on l'a dit, par la CGDL à Bologne et qui clarifiait immédiatement la signification politique de cet acte<sup>(\*)</sup>. Le fait caractéristique de cette motion était la nette

---

<sup>(\*)</sup> En plus de l'article plusieurs fois cité : *L'accouchement chirurgical du travaillisme italien*, il faut prendre en compte d'autres articles : *La Confédération du travail et le PSI* ("Il Soviet", 11 mai 1919); *Le communisme et les syndicats* ("Il Soviet", 11 janvier 1920); *La Confédération du travail et l'Internationale syndicale* ("Il Soviet", 17 octobre 1920); *La politique opportuniste de la Confédération du travail* ("Il Soviet", 18 novembre 1920).

<sup>(\*)</sup> L'assemblée de la section socialiste « désapprouve la délibération des dirigeants de la Confédération générale du travail pour la soi-disant Constituante professionnelle parce qu'elle viole le Pacte d'alliance avec le Parti socialiste et qu'elle vise à détourner le prolétariat des directives révolutionnaires, et elle fait le vœu que la direction du parti repousse la délibération confédérale de Bologne et lance une agitation en sens opposé dans les

réaffirmation de la priorité de la politique et du parti sur le syndicat, auquel était reconnu seulement un rôle, peut-être indispensable mais subalterne, de défense contre l'exploitation capitaliste. Le pacte d'alliance entre le PSI et la CGDL était refusé dans la mesure où il mettait sur le même plan des organismes différents et inégalement importants, et non pas pour ce qui en constituait en définitive la racine la plus forte, à savoir le partage des tâches : la politique au parti et l'économie au syndicat. La motion n'était certainement pas fortuite, et elle établissait une réaffirmation des positions que le groupe bordiguien avait soutenues depuis longtemps et qu'il avait aussi réalisées. En effet, c'est sur la base de ce principe – priorité de la politique – que l'on en était arrivé à la création d'une nouvelle Bourse du travail, et ce n'est pas sans signification si cette affaire est rappelée explicitement dans le premier numéro de 1919, c'est-à-dire au commencement d'une année qui se présentait comme chargée d'attentes et riche de fortes tensions sociales<sup>(\*\*)</sup>.

Mais en dehors de ces événements, ce que nous tenons à souligner ici, c'est que cette expérience de lutte interne à l'organisation syndicale établit une constante dans l'orientation de Bordiga et de la fraction. Leur critique, bien qu'elle soit suffisamment radicale pour aboutir à la création d'un autre organisme opposé, n'atteint jamais la structure organisationnelle de l'instrument syndical, mais elle se distingue de ce qu'elle critique par la ligne politique, par le groupe dirigeant, par le rapport différent, en ce qui concerne l'homogénéité, avec le parti. C'est-à-dire qu'il y a chez Bordiga une indifférence substantielle constante à l'égard des formes d'organisation nouvelles que la classe ouvrière était en train d'exprimer, en Italie et ailleurs, dans son effort pour s'approprier des institutions de lutte qui lui soient propres. Comme on le verra plus amplement par la suite, les conseils d'usine seront examinés et critiqués par Bordiga en tant que terrain de malentendus ou de déformations syndicalisantes. Et pourtant, qu'à travers ces institutions passe la critique de masse la plus vaste et radicale de l'organisation syndicale existante, de sa structure réformiste dans la mesure où elle exprime la division du travail provoquée par le capitalisme, et que cette critique ait donc été un moment essentiel pour la recomposition de la classe, pour la découverte d'elle-même : tout cela échappe complètement à Bordiga et est ignoré par lui. La priorité de la politique signifie aussi la distinction entre la politique et l'économie.

Ce n'est pas un hasard, et on le verra plus amplement par la suite, si Bordiga, bien qu'ayant une homogénéité substantielle avec les orientations ultra-gauches européennes, s'en différenciera avec force et insistance précisément sur cet aspect qui était une composante essentielle du discours de Pannekoek, de Gorter et du KAPD : le rôle autonome joué par les masses, en tant que protagonistes directs de l'histoire. Cette incohérence, qui sera explicitement relevée par Lénine lors du II<sup>o</sup> Congrès de l'Internationale<sup>(\*\*\*)</sup>, avait été soulevée dans "Il Soviet" par une lettre d'Angelo Russo qui demandait de dissiper le malentendu inhérent au fait que la fraction abstentionniste continue à rester dans un parti qui était lié au syndicat par un pacte d'alliance : « ...on ne peut pas prolonger éternellement l'équivoque

---

rangs du prolétariat organisé, en provoquant son adhésion effective à la politique socialiste et révolutionnaire du Parti » (*Parti et syndicat*, dans "Il Soviet", 16 février 1919).

(\*\*) *L'organisation ouvrière à Naples*, dans "Il Soviet", 1<sup>o</sup> janvier 1919. Le ton du document est singulier : après avoir fortement souligné l'urgence qu'il y avait à ce que l'organisation syndicale soit étroitement liée au parti socialiste « parce que l'avenir du prolétariat est dans le socialisme, et qu'il ne s'agit pas aujourd'hui de petites améliorations mais d'une grande transformation sociale qui se prépare », il concluait : « S'il y a encore des prolétaires qui n'ont pas compris cela, qu'ils restent donc au service de la franc-maçonnerie ou de la sacristie. On ne peut que les plaindre. »

(\*\*\*) Lénine, en polémique directe avec Bordiga, disait : « Vous avez dit également que les syndicats sont opportunistes et représentent un danger; mais, en même temps, vous avez affirmé qu'il fallait faire une exception pour les syndicats parce qu'il s'agit d'organisations ouvrières. Mais cela n'est vrai que jusqu'à un certain point. Dans les syndicats aussi, il y a des éléments très arriérés. Une partie de la petite bourgeoisie prolétarisée, les ouvriers arriérés, les petits paysans... On ne peut pas entraîner les masses arriérées par la théorie; elles ont besoin de l'expérience. (Lénine, *Discours sur le parlementarisme*).

d'être révolutionnaire en politique et collaborationniste en économie »<sup>(\*)</sup>. Bordiga répondra que le moyen c'était de « conquérir les syndicats économiques en constituant dans chacun d'eux des groupes communistes, parmi *les ouvriers organisés et inscrits au Parti, et convaincus* que celui-ci devait l'emporter le syndicat »<sup>(\*\*)</sup>. Il semble donc difficile de partager le jugement exprimé récemment sur « l'aspect le plus innovateur de la stratégie de Bordiga » qui consiste « dans le respect et dans la stimulation constante de l'autogestion des luttes »<sup>(\*\*\*)</sup>, dans la mesure où le problème de la liaison entre les expériences de masse et la démocratie non-déléguée n'est pas essentielle dans la réflexion bordiguienne.

Les chroniques<sup>(\*\*\*\*)</sup> des grandes luttes des ouvriers métallurgistes et sidérurgistes napolitains et campaniens, qui se sont déroulées dans les premiers mois de 1919, offrent certes un cadre très fort au haut degré de combativité et de participation aussi bien à la lutte en cours qu'aux débats ayant trait à celle-ci, et elles présentent un rapport original entre les ouvriers et la commission chargée de négocier, mais ce rapport est un fait "spontané", non institutionnalisé, et sans que sur cette expérience importante se greffe la réflexion relative à des formes nouvelles d'organisation, qui mettraient en relation permanente les ouvriers d'une usine avec le syndicat. En tout cas, au-delà de ces observations, le problème véritable était autre, non purement démocratique ou d'assemblée, mais plus vaste : définir des formes d'organisation qui seraient en même temps économiques et politiques. Eh bien, justement dans les notes très importantes et significatives consacrées par "Il Soviet" aux luttes des ouvriers métallurgistes, il apparaît avec clarté que ces deux moments n'étaient pas liés entre eux. "Il Soviet" insiste à plusieurs reprises sur le caractère politique du mouvement<sup>(\*\*\*\*\*)</sup>, mais la politisation de la lutte, aussi fortement affirmée, réside dans le fait que la Bourse du travail suit les directives du parti, dans l'extension de la lutte aux autres catégories ouvrières<sup>(\*\*\*\*\*)</sup>, dans le refus des compromis<sup>(\*\*\*\*\*)</sup>, dans l'exclusion de l'intervention de médiateurs à la recherche de faciles succès personnels, et donc dans la réaffirmation, au ton étrangement syndicaliste révolutionnaire, de l'autonomie de l'action prolétarienne : « L'action a été directe, les questions ont été traitées par d'authentiques ouvriers; et l'on n'a pas permis que l'agitation serve de piédestal à aucune exhibition personnelle »<sup>(\*\*\*\*\*)</sup>; et cette politisation réside donc, en définitive, dans une perspective abstentionniste. La politique demeure donc un fait extérieur au mouvement, elle s'y greffe de manière mécanique et propagandiste, mais elle ne rencontre pas le mouvement sur le plan sur lequel il s'est réellement déplacé – c'est-à-dire revendicatif et salarial<sup>(\*)</sup> – et elle ne caractérise pas la plateforme de lutte elle-même : c'est pour cette raison en définitive que, pour Bordiga, ce

---

(\*) A. Russo, *Le communisme et les syndicats*, dans "Il Soviet", 11 janvier 1920.

(\*\*) Ibidem, note de la rédaction à l'article de Russo. Il est important de souligner que, dans la réponse de Bordiga, on attribue au parti la direction des luttes.

(\*\*\*) A. De Clementi, déjà cité.

(\*\*\*\*) Voir *L'imposante assemblée des métallurgistes*, dans "Il Soviet", 25 janvier 1919; *L'imposante agitation des métallurgistes*, dans "Il Soviet", 16 mars 1919; *L'imposante manifestation politique du prolétariat napolitain*, dans "Il Soviet", 20 avril 1919.

(\*\*\*\*\*) *Les grandes agitations du prolétariat napolitain. La grève générale des ouvriers métallurgistes*, dans "Il Soviet", 18 mai 1919 : « Ce ne sera pas nous... qui dissimulerons la portée politique du grand mouvement des ouvriers métallurgistes. Le contenu essentiel de notre position est l'affirmation que toute lutte économique de classe est une lutte politique. Nous refusons la distinction vulgaire entre les deux aspects du phénomène. La masse des métallurgistes est avec nous quand nous déclarons que l'époque est finie où, sur une collaboration de classe qui se terminait entièrement au détriment des travailleurs, se greffait le travail électoral pour les prétendus socialistes. »

(\*\*\*\*\*\*) Ibidem. Voir également les observations sur les incohérences présentées dans la ville de Naples par la grève générale (*La belle et âpre bataille du prolétariat napolitain*, dans "Il Soviet", 15 juin 1919).

(\*\*\*\*\*\*) Bordiga, comme on le sait, est parvenu à obtenir que toute la région se mette en grève générale pour soutenir les ouvriers métallurgistes et il s'opposa à la tendance à conclure la grève après le cinquième jour, mais sans y réussir. (A. De Clementi, déjà cité).

(\*\*\*\*\*\*) *Les conquêtes des ouvriers métallurgistes*, dans "Il Soviet", 30 mars 1919.

n'est pas tant le succès, qui n'eut pas lieu<sup>(\*\*)</sup>, qui est important que la signification générale prise par le mouvement : « Les comités et les hommes du Parti sont toujours au milieu des masses, et ils proclament leur point de vue maximaliste et extrémiste, selon lequel les grèves actuelles sont des mouvements qui, alors qu'ils permettent aux travailleurs de s'assurer une vie à peine tolérable, préparent et entraînent le prolétariat aux prochaines grandes actions politiques socialistes qui tendront à supprimer le principe même du régime capitaliste et bourgeois »<sup>(\*\*\*)</sup>. L'intervention et le jugement de la section socialiste napolitaine n'ont pas été différents à l'occasion des mouvements contre la vie chère<sup>(\*\*\*\*)</sup>.

Après les luttes ouvrières de la fin du printemps 1919, "Il Soviet" ne s'occupera plus des événements syndicaux et il se limitera, jusqu'à sa transformation en organe de la fraction communiste, à donner une série d'informations internes. L'évaluation des grandes luttes de masse que connaîtra la classe ouvrière italienne en 1920 recevront un jugement sévèrement critique<sup>(\*\*\*\*\*)</sup>; l'accentuation de la lutte à l'intérieur du parti n'était pas seulement rigoureusement cohérente avec l'affirmation de la priorité de la politique, mais elle naissait aussi du type d'intervention attribué au parti dans la lutte syndicale : « Bordiga a cru dans la possibilité d'un développement des agitations qui porteraient à son extrême limite le conflit de classe et qui pourraient se transformer en mouvement insurrectionnel »<sup>(\*\*\*\*\*)</sup>. Ce qui manquait dans cette position, en la rendant mécanique, idéologique et indifférenciée – ce n'est pas un hasard si ce jugement de De Clementi ne se limite pas à la période 1918-19, mais est généralisable, dans la mesure où il fixe le rapport entre le parti et la masse –, et en l'empêchant par conséquent de rencontrer le mouvement dans son déplacement réel pour agir sur lui, c'était la caractérisation de la spécificité méridionale. La critique de l'arriération méridionale comme condition nécessaire d'une politique "conciliatrice" de la part des socialistes, formulée avec clarté par Bordiga depuis le congrès d'Ancône<sup>(\*)</sup>, n'élimine pas la particularité de la lutte de classe dans une situation d'arriération, la difficulté mais aussi l'urgence d'une liaison étroite entre les masses prolétariennes, modernes et avancées, comme celle de l'Ilva<sup>(\*\*)</sup>, et les masses populaires désorganisées : elle n'élimine pas le problème, qui lui est étroitement lié, de l'unification nationale de la classe ouvrière et de ses rapports avec

---

(\*) Voir à ce propos la pétition Modestino, qui constituait la plateforme de lutte des ouvriers métallurgistes, et les motivations qui accompagnaient les revendications fondamentales (8 heures, horaire continu, unification de traitement) : « Dans le Midi de l'Italie, pour des raisons de climat, il s'est vérifié depuis longtemps que la journée de travail, parce qu'elle est moins épuisante et donc plus productive, devait être continue; les expériences faites par l'État et par quelques entreprises durant la guerre ont donné de très bons résultats, avec pleine satisfaction des deux côtés. Dans la revendication d'unification et d'aménagement de catégorie des salaires, nous nous en sommes tenus à ce qu'il y a de strictement nécessaire à la vie d'un ouvrier du Midi de l'Italie. L'unification de traitement est d'un très grand intérêt pour l'industrie locale; elle évite la concurrence de la main d'œuvre entre les entreprises, elle entraîne une certaine stabilité entre les ouvriers en les spécialisant dans des travaux donnés... Des raisons techniques propres à l'industrie mécanique, et le progrès continu de l'outillage qui y est introduit, militent pour la transformation du travail à la pièce que nous avons indiqué, parce qu'il est plus facilement compris par les ouvriers et qu'il rend la production plus intensive. » (*L'imposante agitation des ouvriers métallurgistes de la région de Naples*, dans « Il Soviet », 16 mars 1919).

(\*\*) Voir A. De Clementi, déjà cité.

(\*\*\*) *La grève générale des ouvriers métallurgistes*, dans "Il Soviet", 11 mai 1919. Voir également le commentaire de conclusion du journal après la grève générale (*Après la grève générale*, dans "Il Soviet", 22 juin 1919).

(\*\*\*\*) « La section napolitaine du PSI donne son adhésion complète et inconditionnelle au saint mouvement de colère contre les affameurs; décrète se mettre à l'entière disposition du peuple soulevé, en épauler et en intensifier l'action avec le but de la tourner vers la réalisation des idéaux socialistes; ... affirme que la solution de la très grave crise économique ne peut être apportée par les institutions politiques actuelles... mais seulement et directement par la classe ouvrière au moyen de la prise de possession du pouvoir politique... » (*La pensée de la section socialiste*, dans "Il Soviet", 13 juillet 1919).

(\*\*\*\*\*) Voir *Les grèves et les massacrés à l'heure actuelle*, dans "Il Soviet", 15 avril 1920; *La grève de Turin*, dans "Il Soviet", 2 mai 1920; *S'orienter et se renouveler*, dans "Il Soviet", 3 octobre 1920.

(\*\*\*\*\* A. De Clementi, déjà cité.

(\*) Voir le discours de Bordiga dans *Histoire de la gauche communiste*. Éditions "Programma comunista", 1964.

les autres couches sociales subalternes, comme les couches paysannes. On reviendra par la suite sur les implications ultérieures de cette position de la question méridionale : il suffit de rappeler ici qu'une constante de la réflexion bordiguienne est le non-fondement du rapport démocratie-socialisme.

La priorité réaffirmée de la politique et du parti, la subordination du syndicat à ce dernier, et l'appel constant et pressant aux travailleurs pour qu'ils n'acceptent pas d'autre direction que la direction socialiste, font en sorte que la critique de l'hypothèse d'une unité des forces politiques se réclamant du prolétariat est évidemment encore plus pénétrante que la critique de l'unité syndicale<sup>(\*\*\*)</sup>.

« Le système consistant à se rassembler dans l'action, en faisant abstraction des différences de programme, est un lieu commun qui rencontre beaucoup de faveur, en particulier s'il est associé aux déclamations habituelles contre les *théories*, mais ce n'est qu'un motif démagogique pire que beaucoup d'autres et susceptible d'introduire dans l'action une plus grande confusion, et non pas une plus grande efficacité... nous voyons la solution au problème de rendre maximale l'efficacité révolutionnaire du prolétariat... non pas dans la création d'un bloc de courants qui se déclarent révolutionnaires, mais dans la formation d'un mouvement *homogène* qui dégage le noyau d'un programme politique, concret et réalisable dans toutes ses phases successives... »

Il y a une confusion singulière entre un problème d'alliance politique, qui a son terrain spécifique de motivations et de réalisation – modalités, contenus et perspectives d'alliance, qui dirige effectivement?, etc. – et un problème différent : c'est-à-dire celui de la création d'un parti révolutionnaire, dénué de conditionnement théorique et de la présence de forces sociales non révolutionnaires. La confusion n'est naturellement pas fortuite, mais elle implique et réfléchit des problèmes plus généraux. Si le prolétariat est divisé politiquement, l'un des objectifs principaux d'un parti révolutionnaire est celui de parvenir à l'unification, qui peut se produire, si ce n'est directement du fait de l'adhésion massive du prolétariat autour du programme, comme Bordiga semble le croire – « à l'heure décisive, le prolétariat se trouvera en entier sur cette voie » –, du moins indirectement en raison d'une réelle action dirigeante du parti par rapport aux autres forces. Dans les deux cas, la donnée fondamentale qui est absente de la position bordiguienne, c'est le processus révolutionnaire, le fait qu'une réalité soit en train de "se faire", et donc la possibilité d'utiliser tous les espaces qui peuvent être ouverts. Dans cette perspective, le problème de l'unification syndicale comme moment de ce processus revient avec force. Il semble au contraire que Bordiga confonde le problème de la création d'un instrument révolutionnaire avec la garantie de succès de la révolution.

De toute façon, il est possible de caractériser derrière la conception bordiguienne au moins deux éléments fondamentaux : tout d'abord, une situation du mouvement ouvrier italien et européen dans lequel on n'était pas encore parvenu à une cristallisation rigide des positions entre les différentes formations politiques, et c'est la raison pour laquelle un processus rapide de distribution et d'agrégation du prolétariat autour d'organisations communistes était pensable. Ce n'est pas un hasard si, quand ce problème se posera ouvertement à l'Internationale communiste et que l'on tentera de le résoudre avec la tactique du front unique, Bordiga proposera à nouveau toutes ses positions. Le deuxième élément qui se trouve derrière cette position est encore plus général et l'on reviendra sur lui plus loin : la conception de la révolution socialiste comme révolution prolétarienne, l'absence de soudure entre démocratie et socialisme. Quelle signification avaient les réserves bordiguiennes à

---

(\*\*) Cette société est à l'origine du pôle sidérurgique de Bagnoli, dans le cadre du développement et de l'industrialisation de la région de Naples au début du XX<sup>e</sup> siècle. ( NdT).

(\*\*\*) *Le front unique révolutionnaire?*, dans "Il Soviet", 15 juin 1919.

l'égard du mélange, en particulier avec d'autres forces, ou le refus de se poser le sens politique de la question nationale?

« Pour nous, la question nationale n'a aucune importance et aucune signification. Quand la classe prolétarienne possède la conscience de ses finalités, elle n'a pas intérêt à trop s'échauffer pour choisir entre cet exploiteur ou cet autre, elle les trouve tels quels partout, bien qu'ils diffèrent par la race, la langue et la couleur.<sup>(\*)</sup> »

La critique du réformisme et l'expérience désastreuse de la II<sup>e</sup> Internationale sont certes à la base de cette affirmation radicale de l'autonomie du prolétariat : mais, à partir de ces prémisses, la recherche et la nouvelle définition d'une politique de classe se ramènent à la sous-évaluation de tous les espaces ouverts par les contradictions au sein de la bourgeoisie, à la tendance à céder à la suggestion traditionnelle et très forte selon laquelle la bourgeoisie ne serait qu'« une masse réactionnaire », et en définitive à l'absence de définition de ce que signifie la fonction *dirigeante* du prolétariat, c'est-à-dire le fait qu'il soit en même temps la force démocratique la plus conséquente et la plus radicale, et l'unique force capable de réorganiser la société tout entière du point de vue du travail.

Ce crescendo d'observations critiques et l'accentuation du processus de différenciation d'avec les choix effectués par la direction débouchent sur la formulation du programme de la fraction communiste, qui n'est pas encore la constitution de la fraction au niveau organisationnel, mais qui en constitue la condition nécessaire immédiate<sup>(\*\*)</sup>.

Conformément à ce qui avait toujours été soutenu par Bordiga dans des articles précédents, le programme définit ce que doit être la position du parti dans tout l'arc de son action, aussi bien avant qu'après la prise du pouvoir, de façon à éviter des confusions et des hybridations avec des forces en apparence révolutionnaires, mais qui ont sur la dictature du prolétariat un jugement complètement différent de celui des socialistes<sup>(\*\*\*)</sup>. Tout le programme présente en effet un caractère de principe extrêmement marqué : de la caractérisation du processus historique comme l'histoire de la lutte des classes, qui se réclame intentionnellement du *Manifeste*, à la définition des tâches du parti socialiste dans l'organisation en classe dominante du prolétariat et dans la détermination de la signification historique universelle de la Révolution d'Octobre comme ligne de partage entre deux périodes de l'action du mouvement socialiste, et jusqu'à l'anticipation de la manière dont se déroulera la dictature du prolétariat. Et même cette anticipation de l'action qui suivra la prise du pouvoir occupe une place proportionnellement supérieure à celle de la caractérisation des autres moments. Ce rapport entre les différentes parties n'est pas fortuit : il est cohérent avec ce qu'"Il Soviet" avait demandé à la direction du parti, c'est-à-dire l'indication d'une ligne sur la base de laquelle résoudre toutes les questions de tendance et les hésitations existant dans le parti. Le programme a donc une signification précise de choix politique, et il opère comme un discriminant entre ceux qui ont pour but la dictature du prolétariat, conçue en ces termes-là, extrêmement politiques et donc critiques par rapport à tout fléchissement économiste ou syndicaliste, et ceux qui envisagent une autre issue.

---

(\*) *L'utopie de la paix bourgeoise*, dans "Il Soviet", 27 avril 1919.

(\*\*) *Le programme de la fraction communiste*, dans "Il Soviet", 13 juillet 1919 : « Le groupe initiateur se propose d'agiter et d'affirmer ce programme en réunissant sur lui les adhésions des inscrits, et des sections du PSI, dans le but de constituer sur cette base la *fraction communiste du parti*. La fraction sera bientôt convoquée à une réunion régulière et elle se préparera à présenter au congrès national du parti son programme, destiné à remplacer le programme actuel, formulé à Gênes en 1892. ». Il faut avoir à l'esprit les importantes observations de Giuseppe Maione sur la genèse de fraction abstentionniste (*Les deux années rouges*, déjà cité).

(\*\*\*) Voir par exemple *Socialisme et anarchie*, dans "Il Soviet", 16 mars 1919; *Le programme communiste et les autres tendances prolétariennes*, dans "Il Soviet", 10 août 1919; *Notre programme et les anarchistes*, dans "Il Soviet", 24 août 1919.

Mais le programme va bien plus loin, nous semble-t-il, que cette bataille interne et, bien que n'ajoutant rien aux positions précédemment exprimées par "Il Soviet", il projette cependant une plus grande clarté sur un élément qui circulait sans être bien mis au point : c'est-à-dire la conception de la révolution et le rapport entre la phase de transition caractérisée par la dictature du prolétariat et la période antérieure. Le fait de mettre l'accent avec suffisamment de détails sur l'action d'un gouvernement prolétarien après la prise du pouvoir et, au contraire, de ne donner que peu d'indications, et des indications sommaires, sur la façon d'arriver au pouvoir, signifie en effet introduire une scission entre l'avant et l'après, refuser la conception de la révolution comme processus, en la reléguant dans une sphère assez indistincte dans la quelle l'unique élément solide est sa résolution en termes militaires :

« Quand la période historique de la lutte révolutionnaire entre le prolétariat et la bourgeoisie est ouverte, la tâche du parti politique prolétarien est d'abattre par la violence la domination de la bourgeoisie et d'organiser le prolétariat en classe dominante. À partir de cet instant, il devient inexcusable d'envoyer des délégués du Parti dans les organismes représentatifs du système bourgeois ... et, de quelque façon que ce soit, dans des organismes à la formation desquels les classes détentrices de la richesse participent par la voie des élections. »

L'abstentionnisme et la lutte armée demeurent les points de référence essentiels et discriminants entre les forces révolutionnaires et celles qui ne le sont pas, et cela confirme le caractère interne d'une tradition socialiste que la bataille d'"Il soviét" conserve. La conception de la révolution comme construction en positif de nouveaux pouvoirs et de nouvelles institutions lui est étrangère : ce n'est pas un hasard si, comme on le verra plus en détail par la suite, concernant le problème des conseils, la position du "Soviet" est particulièrement hésitante et indécise sur leur constitution avant la prise du pouvoir et si elle tend à les vider de toute signification révolutionnaire réelle. Le seul élément qui garantisse la continuité entre les deux phases, avant et après la prise du pouvoir, reste le parti : c'est l'unique centre moteur de tout le système.

Cet accent mis sur le parti a conduit récemment des spécialistes à caractériser en lui l'appropriation léniniste de Bordiga, mais cela n'est que partiellement exact : en effet, la constitution du parti et l'attribution à celui-ci de tâches fondamentales dans la révolution, en dehors du paramètre essentiel qu'est l'État, tend toujours, et Bordiga, comme on le verra, ne fera pas lui aussi exception, à une construction doctrinaire.

Tout l'ensemble de ces considérations que le *Programme* – véritable incunable d'orientations que l'on définira par la suite – entraîne ne peut pas faire oublier que l'optique globale dans laquelle cette action du "Soviet" s'insère est encore interne au parti socialiste, si l'on considère l'unique terrain sur lequel la bataille de ligne peut ou doit se dérouler. Si le lien explicite qu'"Il Soviet" établit également entre le programme de la fraction et celui de l'Internationale communiste est le signe avant-coureur des batailles futures, il se présente cependant encore comme un élément d'une lutte de congrès et non comme un critère pour considérer que le PSI est en dehors de l'Internationale<sup>(\*)</sup>. C'est sur cette ligne-là que se placent les écrits qui précèdent le congrès : l'écart entre les parties se fait plus nette, mais l'on ne met pas en discussion le parti socialiste<sup>(\*\*)</sup>. L'article de commentaire au programme maximaliste

---

<sup>(\*)</sup> Avec *l'Internationale communiste contre le parlementarisme bourgeois*, dans "Il Soviet", 27 juillet 1919 : « Si nous voulons nous aussi entrer dans le noyau glorieux de la Troisième Internationale, il faut que, du prochain congrès, il sorte le Parti communiste italien qui, en abandonnant la guérilla électorale ambiguë, concentre en lui les énergies révolutionnaires qui conduiront le prolétariat italien à travers ses "actions de masse... jusqu'au jour de l'action armée contre le pouvoir d'État du capital" ».

<sup>(\*\*)</sup> D. L., *Le parti au carrefour*, dans "Il Soviet", 17 août 1919.

semble particulièrement significatif à ce propos : la distinction entre partisans des élections et abstentionnistes est considérée comme une division interne à un courant essentiellement commun, puisqu'elle laisse le congrès libre de résoudre les problèmes non encore débrouillés : « En conclusion, la fraction *maximaliste*, qui a gagné lors du Congrès de Rome de 1918 et qui détient donc la direction du parti... laisse libres les sections adhérentes d'être pour ou contre les élections, en attendant que le Congrès prononce le dernier mot »<sup>(\*\*\*)</sup>. Plus qu'une accentuation des divergences, il est possible de saisir dans la période qui précède le congrès une plus grande clarification des thèmes débattus, clarification qui sert ensuite à mieux comprendre les positions développées par la fraction à Bologne. On insiste naturellement sur les jugements exprimés par "Il Soviet" : définition de la période historique actuelle comme période révolutionnaire; rôle du parti dans cette période; fin d'une méthode de lutte traditionnelle comme la méthode électorale et détermination de tâches nouvelles dans la phase nouvelle. C'est précisément au sujet de cette question que fait surface une argumentation significative qui aura ensuite une grande place dans le soutien des positions de la fraction : même si nous sommes entrés dans une phase révolutionnaire – écrit D. L. – le régime bourgeois n'est pas du tout dépassé. La critique est nécessaire : ce qui change, c'est seulement le mode de cette critique.

« Ce qui est absolument nécessaire, c'est la propagande. Le régime politique bourgeois ne se gouverne pas seulement grâce aux bourgeois eux-mêmes, mais sa plus grande force réside dans une partie du prolétariat qui se prête inconsciemment à jouer le rôle de soutien... La révolution prolétarienne doit avoir et a une caractéristique particulière par rapport à celles qui l'ont précédée, et c'est la conscience de sa propre action. Elle ne peut pas être décidée avec une motion et entreprise à volonté, et ce n'est pas pour cela qu'elle ne doit pas être suffisamment préparée afin qu'elle puisse réussir.<sup>(\*\*\*\*)</sup> »

Si l'on part de l'affirmation de la direction consciente qui s'oppose à la spontanéité du marché à travers laquelle passe la subordination de la classe ouvrière au capital, la priorité de la politique et du parti se ramène à de la propagande et au développement de la conscience socialiste. Le caractère pédagogique du parti, trait typique de la II<sup>e</sup> Internationale, trouve une nouvelle confirmation dans l'élaboration d'"Il soviétique", même dans une perspective révolutionnaire : au lieu d'être un fait objectif de grandes masses qui font sauter le système capitaliste, la révolution se caractérise par le degré de conscience de soi, ce qui renvoie à une confusion entre le parti qui *guide* et les masses qui *font* la révolution<sup>(\*\*\*\*\*)</sup>. Encore une fois, se pose à nouveau le problème du rapport avec les luttes de masse et si ici, à la différence de l'article de Sanna examiné antérieurement, les luttes revendicatives et partielles sont prises explicitement comme point de départ obligé pour donner un caractère concret à une perspective révolutionnaire, l'absence de relation entre les deux moments est cependant confirmée de manière encore plus manifeste, et donc le caractère pédagogique de l'action politique est réaffirmé :

---

<sup>(\*\*\*)</sup> *Motion de la fraction communiste*, dans "Il Soviet", 24 août 1919 et *À propos du programme communiste*, ibidem; voir aussi les articles qui sont tous orientés dans la même direction de raidissement des positions, mais non de rupture : *L'équivoque du maximalisme électoral*, dans "Il Soviet", 24 août 1919; *À propos du programme maximaliste*, dans "Il Soviet", 7 septembre 1919.

<sup>(\*\*\*\*)</sup> D. L., *La tâche actuelle de notre parti*, Dans "Il Soviet", 14 septembre 1919.

<sup>(\*\*\*\*\*)</sup> Voir les positions exprimées dans une lettre envoyée au "Soviet", *Pourquoi nous sommes "anti-élections"* (28 septembre 1919) : « Abstentionnisme consistant à ne pas voter, à ne pas élire des députés, mais au contraire intervention dans toutes les autres manifestations : meetings, propagande, etc.. Tout notre travail devrait être consacré à expliquer aux masses notre programme et notre action, à les convaincre que tous les changements sociaux ne peuvent se produire que grâce à l'action directe, qui est d'ailleurs la seule et l'unique vraiment socialiste et révolutionnaire. ».

« ...intensifier l'action syndicale avec l'objectif de donner aux luttes pour les revendications économiques un caractère politique intense, car c'est là le moment et le milieu opportuns pour la propagande maximaliste plutôt que la période électorale. C'est justement au moment où son intérêt direct pousse le travailleur aux sacrifices les plus lourds que son esprit est le plus à même de comprendre, et de mettre à profit, les rapports qui existent entre son intérêt immédiat et l'intérêt général de la classe ouvrière. C'est alors qu'il peut comprendre combien est fondamentale la nécessité de la conquête violente du pouvoir politique.<sup>(\*)</sup> »

La politisation des luttes à travers un nouveau rapport entre le parti et le syndicat et de nouveaux organes de liaison entre l'avant-garde et les masses n'est pas affrontée. Cet article exprime lui aussi la ligne générale d'"Il soviét" sur ce problème si central.

Une clarification ultérieure de la signification globale qui est implicite dans la bataille que la fraction est en train de livrer en vue du congrès et qui se développera ensuite avec une plus grande cohérence après ce congrès, signification qui se greffe à la conception même de la révolution et à sa caractérisation historique, peut se trouver dans une rapide revue qu'"Il soviét" fait de l'orientation par rapport aux élections de la part des différents partis de l'Internationale : le tableau qui en résulte est que l'orientation tactique générale est négative et critique vis-à-vis des institutions représentatives. Dans ce contexte, une tâche particulière devrait être accomplie par le maximalisme italien :

« ... les socialistes maximalistes italiens, qui ont peut-être été les premiers en Europe à être engagés dans une lutte à fond contre les pièges de la démocratie bourgeoise, incubatrice du réformisme socialiste, pourrait et devrait avoir une position d'avant-garde.

« Les bolcheviks eux-mêmes ont eu la chance de ne s'être jamais trouvés comme nous dans un régime parlementaire dirigé par les partis de la bourgeoisie démocratique franc-maçonne.

« Le Parti Socialiste Italien devrait donc établir une directive surtout pour les minorités maximalistes des autres pays occidentaux infestés eux aussi par les méthodes de gouvernement de la démocratie corruptrice.<sup>(\*\*)</sup> »

Il s'agit là de la première formulation achevée d'une orientation riche en valeurs significatives : à part le rôle de pointe à l'échelle internationale qui est assigné au PSI et par conséquent à la fraction abstentionniste, à part la rencontre naturelle qui se produira sur ces questions avec certaines des thèses fondamentales présentées par le Bureau d'Amsterdam, à part la nouvelle confirmation de la séparation nette entre le socialisme et la démocratie, comprise très largement en termes juridico-formels, le fait qui apparaît avec clarté c'est le rapport institué entre l'adoption d'une tactique – l'abstentionnisme – et la spécificité occidentale, démocratique-libérale et représentative. Rapport qui, comme il est facile de la comprendre, renvoie à des problèmes bien plus généraux et complexes, mais décisifs, aussi bien pour la caractérisation de la conception de la révolution élaborée par la fraction communiste que pour la compréhension du type d'appropriation léniniste qui s'opère à travers elle, et que par la façon dont se greffe dans une réalité l'expérience révolutionnaire russe, avec une élaboration théorique, politique et organisationnelle différente. Ce sont tous des problèmes qui seront examinés plus loin, quand ils seront présentés de manière plus consciente. On a seulement voulu souligner ici comment, déjà à la veille du Congrès de Bologne, il est possible de caractériser des éléments suffisants pour considérer

<sup>(\*)</sup> *La tâche actuelle*, déjà cité.

<sup>(\*\*)</sup> *Les partis de la Troisième Internationale et la méthode électorale*, dans "Il soviét", 5 octobre 1919.

l'abstentionnisme purement comme un indice d'une conception bien plus significative de la révolution, du parti et de l'État, et donc tout à fait comme autre chose qu'un élément secondaire.

Le Congrès de Bologne constitue un tournant important dans l'histoire du "Soviet" et du groupe abstentionniste. Ce qui était auparavant une différenciation interne au maximalisme s'approfondit sur le plan organisationnel avec la création d'une fraction à l'échelle nationale<sup>(\*)</sup>. Mais cet élément ne constitue pas en lui-même une nouveauté importante pour le PSI, ni la condition de la rupture. Le fait essentiel était autre, c'est-à-dire l'accession des maximalistes au rang d'adversaires réels à battre en tant qu'obstacle majeur à la transformation du parti en organisme révolutionnaire. Dans le commentaire qu'"Il Soviet" fait aux décisions de Bologne, la critique de fond n'est pas tant que le PSI a adossé le Congrès aux élections politiques auxquelles il avait déjà décidé de participer, ni la confiance montrée par tous dans les succès extraordinaires que le parti remporterait dans les élections, que surtout le fait que le critère qui a régi les travaux du Congrès et qui a conditionné ses résultats ait été une préoccupation unitaire, avec un avantage substantiel de la droite : c'est la critique de l'éclectisme opportuniste qui fournit le ton pour l'appréciation du choix que le parti a effectué à Bologne<sup>(\*\*)</sup>. Ce qui a donc changé dans le jugement de la fraction et qui fait de sa différenciation organisationnelle un moment important, c'est l'évaluation globale du PSI : il ne s'agit plus seulement d'exclure la droite, ni de réorienter les rapports entre les différents organes du parti (direction et groupe parlementaire), mais c'est le parti dans son ensemble qui n'est plus adapté à sa tâche d'avant-garde.

Ce sera le thème central des écrits du "Soviet" après Bologne. En l'absence d'avant-garde, deux conséquences naissent logiquement. Tout d'abord, il manque la condition de tout discours révolutionnaire fondé concrètement et donc tout ce qui se produit en Italie ne peut avoir d'issue positive. On propose à nouveau, même si c'est en termes beaucoup plus généraux et complexes, cette échelle de priorité qu'"Il Soviet" établissait quand l'objectif était la droite<sup>(\*\*\*)</sup>. Mais peut-être que la limite supérieure de ce changement d'optique, accompli par le groupe bordiguien, réside dans le fait qu'ont été conservés les mêmes critères adoptés quand l'adversaire principal était la droite réformiste. Le maximalisme, malgré toutes ses faiblesses théoriques et ses inconséquences politiques, était quand même l'expression du mouvement ouvrier, il était la forme dans laquelle s'exprimait son déplacement révolutionnaire. Un rapport critique à un Serrati et au maximalisme était un rapport critique à la majorité du prolétariat, et par conséquent la critique aux premiers devait s'accompagner de la détermination des instruments grâce auxquels il était possible de récupérer et d'aboutir le second sur des positions de pouvoir permanent, et de l'équiper de manière plus adéquate au niveau du conflit en cours. Ce lien étant absent dans la réflexion de Bordiga, le caractère doctrinaire de son orientation s'accentue et le déphasage avec les processus réels des masses, avec leurs expériences, qu'elles soient positives ou négatives, s'approfondit. Un exemple classique est le jugement porté par "Il Soviet" sur les résultats électoraux de 1919 : alors que près de deux millions de personnes voyaient dans le PSI l'instrument de leur libération, même si c'était à divers niveaux de conscience, et si elles donnaient donc le coup le plus massif à la possibilité de survie d'un système libéral incapable de contrôler et d'absorber une telle charge

---

(\*) *Fraction communiste-abstentionniste*, dans "Il Soviet", 20 octobre 1919.

(\*\*) *Après le congrès*, dans "Il Soviet", 20 octobre 1919 : « Toutes ces aspirations différentes, ces sentiments, propositions, espoirs, souhaits différents, convergent tous vers un même point : maintenir intacte l'unité du parti, ce qui veut dire en ce moment maintenir intacte sa force électorale. »

(\*\*\*) *Tendances révolutionnaires et possibilités révolutionnaires*, dans "Il Soviet", 2 février 1919. Le passage a déjà été rappelé au début de ces pages : « Il faut donc résoudre d'abord le problème théorique (appelons-le ainsi) et éliminer tous éléments qui, au moment critique, favoriseront les Scheidemann; nous passerons ensuite, entre révolutionnaires, à l'étude de la tactique de la situation ».

éversive, "Il Soviet" faisait le commentaire que ce processus n'était pas positif pour ce qui est de déterminer un changement des rapports de force entre les classes et il insistait : « La condition essentielle... pour le succès du mouvement révolutionnaire, c'est l'existence d'un vrai et grand parti politique communiste qui réunisse et ranime les meilleures énergies de la classe ouvrière »<sup>(\*)</sup>. Bordiga ne fournira pas un jugement différent, comme on le sait, à propos des grands phénomènes de lutte de classe qui bouleverseront le Piémont et l'Italie en 1920.

La seconde conséquence qui découle du jugement sur l'absence d'avant-garde, c'est la nécessité urgente de la scission, et de la création d'un parti révolutionnaire qui constitue la réponse politique et organisationnelle avancée par Bordiga au problème de l'inadéquation révolutionnaire du PSI. C'est ce problème qui sera massivement présent dans les pages du "Soviet" après le Congrès de Bologne, mais, pour les raisons auxquelles nous avons fait allusion auparavant et que nous analyserons avec beaucoup plus de détails par la suite, la thématique de la scission ne sera pas à même de couvrir tout l'arc des questions sur le tapis.

## *Le problème de la scission*

Le débat spécifique sur la scission n'est pas très ample et peu de voix y participent : cette idée avait été avancée de manière assez occasionnelle dans un article<sup>(\*\*)</sup>, mais le véritable débat est ouvert avec un article significatif d'Edmondo Peluso, *La scission est nécessaire*<sup>(\*\*\*)</sup>. Il reprend les vieux thèmes anti-fusions et anti-élections déjà largement illustrés par "Il Soviet", mais avec une ambition théorique plus grande<sup>(\*\*\*\*)</sup>, et il souligne fortement la nécessité de marquer organisationnellement la divergence par la scission. C'est précisément sur ce thème que Peluso a les observations les plus intéressantes et les plus emblématiques :

« À ceux de nos camarades qui ont peur que, en nous séparant des socialistes, nous restions une petite minorité, nous dirons que le parti communiste ne doit pas être nécessairement un parti de quantité mais que sa tâche historique est de conserver purs et d'appliquer les principes de la révolution prolétarienne.

« Tôt ou tard, le prolétariat, reconnaissant la justesse de notre tactique et de nos buts, viendra à nous pour mettre en œuvre son émancipation. »

---

(\*) *La situation italienne et le socialisme*, dans "Il Soviet", année III, n° 1.

(\*\*) *Scission! Scission!*, dans "Il Soviet", 1° février 1920.

(\*\*\*) "Il Soviet", 8 février 1920.

(\*\*\*\*) « Ce qui nous sépare des réformistes et des maximalistes, ce n'est pas seulement leur effroyable incapacité... mais c'est surtout une différence d'idéaux. Eux sont pour la démocratie, ou s'ils sont maximalistes, pour un communisme mitigé d'électoratisme bourgeois et d'opportunisme qui met en péril l'œuvre révolutionnaire du prolétariat... » (ibidem).

Peluso ne fait certes que banaliser les positions du "Soviet" et il n'est pas un personnage de premier plan, mais l'on ne peut pas dire que sa conception de la scission et du parti soit une exagération : elle caractérise avec une grande exactitude, précisément par la simplicité de sa formulation, ce qui constituera la substance de la conception du parti bordiguien. Le fait le plus important en effet n'est pas tant la nette affirmation du caractère qualitatif et non quantitatif d'un parti révolutionnaire – il vaut mieux être peu nombreux mais bons –, lié à la mythologie du parti bolchevik, et à une hypothèse de développement rapide de la révolution, que surtout la manière dont on envisage la formation du parti : celle-ci se produit en dehors des processus réels de la classe, sur la base de "principes justes". Ce n'est qu'après avoir vécu l'expérience désastreuse de l'opportunisme réformiste ou maximaliste que les masses identifieront le véritable parti et se reconnaîtront en lui. La voie pour la réduction du parti à l'état de secte est ouverte : et que cette position ne soit pas une position personnelle et improvisée de Peluso peut être facilement documenté aussi bien par les positions ultérieures du "Soviet" que par le fait que ce sera justement cette conception du parti qui sera l'objet des critiques les plus sévères et constantes de Gramsci à des moments très différents entre eux.

L'intervention de Francesco Misiano est singulièrement importante en raison du niveau particulièrement élevé auquel il porte le débat, synthétisé de manière emblématique dans le titre de son article : *Scission ou purification*<sup>(\*)</sup>. Misiano est nettement opposé aux réformistes et favorable à leur exclusion du parti, mais le résultat de Bologne, bien qu'avec une série de réserves critiques – « la grave cassure due à la présence dans le groupe parlementaire socialiste d'éléments réformistes et social-patriotes... qui, dans cette première période de vie parlementaire, ont réussi à se mettre en valeur au point d'étouffer pratiquement la majorité maximaliste encore incertaine et désorientée » –, n'autorise pas une erreur encore plus grave comme celle qui est proposée par "Il Soviet" d'une scission des abstentionnistes. Le désaccord de Misiano est un désaccord de fond dans la mesure où sa position s'appuie sur un jugement extrêmement positif sur le parti et sur sa capacité à pouvoir se rénover et à exclure les réformistes, capacité de rénovation qui tient à l'histoire récente du parti<sup>(\*\*)</sup>. Cette possibilité sera d'autant plus facilitée qu'il n'y aura pas de scission à gauche, laquelle priverait le parti, dans un moment extrêmement délicat, de forces authentiquement révolutionnaires, sans donner rien en échange<sup>(\*\*\*)</sup>, et que ne seront pas introduites parmi les militants des divisions particularistes et non essentielles, comme l'abstentionnisme, lequel ne constitue pas le vrai facteur discriminant pour l'adhésion à l'Internationale.

Ce sont là des observations qui sont toutes importantes et qui renvoient à une façon moins expéditive de poser le problème d'un déplacement révolutionnaire du parti, à une attention différente portée à l'orientation réelle des masses des militants, à un effort pour répondre à celle-ci sans s'avancer trop loin sous peine de perdre le contact et de manquer par conséquent l'objectif. En fondant sa position, Misiano peut en arriver lors de son intervention à poser des questions de caractère général qui vont au-delà de l'appréciation, bien qu'importante, sur la possibilité ou non de récupération du parti socialiste : c'est-à-dire sur la signification d'une scission et sur le moment où une scission est nécessaire et mûre. En critiquant Peluso et sa formulation rigide du parti révolutionnaire, Misiano se demande : le camarade Peluso a-t-il pris en considération le fait « qu'une scission n'est mûre que lorsque le

---

(\*) "Il Soviet", 15 février 1920.

(\*\*) « Je pense qu'il sera possible aux députés maximalistes de collaborer de manière intense avec les forces maximalistes du parti pour que notre parti, qui a toute une histoire récente de purifications graduelles, puisse, après qu'il s'est libéré des francs-maçons, des libyens, des bellicistes, se libérer aussi du mal le plus dangereux que le socialisme marxiste puisse offrir : c'est-à-dire celui du réformisme » (ibidem).

(\*\*\*) La scission des "abstentionnistes", écrit Misiano, serait « semblable à cette opération chirurgicale qui prélèverait un organe sain sur un organisme sain et vigoureux dans l'ensemble, même s'il est affecté de quelques déficiences particulières. C'est-à-dire qu'il s'agirait d'une opération faite en pure perte de sang, d'énergie, de vitalité, pour l'action future » (ibidem).

nouvel organisme est capable de vivre et de donner, avec son indépendance, plus de fleurs et plus de fruits?... Et si – aujourd'hui où nous sommes dans une période de révolution, aujourd'hui où nous devons préparer justement l'action révolutionnaire – le nouveau Parti communiste se révélait avoir si peu d'hommes, de moyens, d'activités, qu'il serait sur le point de devenir un instrument stérile, isolé des masses, la scission ne serait-elle pas funeste à la préparation de l'action révolutionnaire et à la diffusion des plus "purs principes" de la révolution prolétarienne? ». La conclusion de son discours est intéressante dans la mesure où il trace le contour d'une hypothèse de lutte politique globalement alternative à celle présentée par Bordiga :

« Je considère que le devoir des révolutionnaires est : 1) de ne perdre jamais le contact avec les grandes masses ouvrières organisées dans le parti politique et dans les organismes syndicaux; 2) que le devoir des révolutionnaires est de s'emparer de ces organismes : parti et syndicats, en y restant à l'intérieur, en critiquant, en corrodant et en abattant les forces et les figures représentatives des réformistes qui les dirigent encore en grande partie; 3) d'agir de conserve et avec des accords préalables avec la III<sup>e</sup> Internationale de Moscou. »

C'est une hypothèse précise qui a avant tout en vue le mouvement réel, les masses, et leurs expériences comme point de départ obligé pour un quelconque discours plus avancé; elle pose le problème du rapport à la tradition, bien qu'en s'en différenciant, et, en même temps, elle offre une proposition de solution, qui est de pure méthode et donc ayant valeur de ligne – conserver le rapport avec les masses –, mais qui possédait une grande épaisseur historique puisqu'elle caractérisait une série de problèmes réels devant lesquels le PCd'I se trouvera après sa constitution.

C'est là le nœud essentiel du problème présenté par Misiano, au-delà du jugement particulier qu'il porte sur le parti socialiste : sur ce point, la divergence avec Bordiga et la fraction abstentionniste était trop profonde pour qu'elle puisse être réduite. Bordiga avait déjà compromis, après Bologne, tout jugement sur la possibilité de récupération du parti et il avait fait du maximalisme l'objet principal de sa critique. D'autre part, la position même de Misiano, dans la mesure où elle ne résolvait pas le problème du placement international du PSI, était contradictoire : elle portait un jugement positif sur les socialistes italiens tandis que, en analysant la situation allemande, elle offrait un tableau des choix résultant des positions des Indépendants allemands qu'elle jugeait de manière extrêmement sévère<sup>(\*)</sup>. Il était par conséquent très facile pour Bordiga, dans la note de la rédaction qui accompagnait l'article, de marquer sa divergence avec « le fait de penser qu'il y aurait beaucoup de différence entre les Indépendants d'Allemagne et les maximalistes électoralistes-unitaires en Italie ». Ce sera sur cet aspect, sur l'absence de "purificateurs" capables de reprendre en main le parti, que Bordiga inscrivait son désaccord avec la position de Misiano relativement à la scission, en confirmant avec netteté la substance de la position de Peluso : « Dans le parti, on n'en est pas à parler de *conquête* (de majorité), mais d'homogénéité programmatique, au risque de se retrouver très peu nombreux<sup>(\*\*)</sup> ». C'est l'idéologie de la refondation qui est ici confirmée avec force, c'est la confiance dans le fait que la pureté doctrinale absolue, la création d'une phalange d'hommes qui « pensent bien » en matière de communisme, comme le dira caustiquement Gramsci<sup>(\*\*\*)</sup>, pourraient garantir le début d'une nouvelle page d'histoire, la rupture avec le vieil opportunisme. Un problème historique et social d'une extrême complexité – universalité d'une formation économique-sociale (le capitalisme) et ses profondes inégalités de développement; quelles tâches cette réalité attribue-t-elle au

(\*) Voir F. Misiano, *Qui sont les socialistes "indépendants" allemands?*, dans "Il Soviet", 8 février 1920.

(\*\*) Note de la rédaction à *Scission ou purification*, déjà cité.

(\*\*\*) *Deux révolutions*, dans "L'Ordine nuovo", 3 juillet 1920.

mouvement ouvrier international, comment et dans quelle mesure une circulation des expériences est-elle possible? – était résolu en termes d'orthodoxie.

Aucune des interventions très peu nombreuses sur la question de la scission ne diffère du type de réponse donnée par Bordiga à Misiano, et ces interventions n'en constituent qu'une répétition banalisée<sup>(\*)</sup>. En vérité, la position de Misiano, bien qu'intéressante, restait faible de par la manière dont elle était formulée. Sa proposition de rénovation du parti, de maintenir solidement la liaison avec les masses, avec leur niveau de conscience et d'expérience, n'avait la possibilité de se définir concrètement qu'à travers un travail effectif parmi les masses et leur déplacement révolutionnaire : c'était ce qu'était en train de faire à Turin le groupe de "L'Ordine nuovo", dont la proposition de renouveau du parti, analogue à celle de Misiano, se fondait sur bien d'autres bases. Si l'on élimine cette direction de travail – et c'était, on le verra, la position du "Soviet" à propos des conseils – il ne restait qu'une différenciation nette sur les principes. C'est une confirmation supplémentaire du fait que la thématique de la création d'un nouveau parti, si elle est enfermée dans les limites de l'alternative – scission ou unité –, en dehors d'une position plus large qui touche les modes historiquement donnés du processus révolutionnaire, demeurerait une réponse inappropriée et, indubitablement, sur ce plan, la proposition de Bordiga se présentait comme la plus cohérente et la plus rigoureuse.

Le débat relatif à la scission est pour l'essentiel limité à ces articles; il y aura un écrit consacré explicitement à cette question beaucoup plus tard, en novembre 1920, mais dans un contexte profondément différent, caractérisé par des choix nouveaux par rapport à ceux qui existaient au moment du débat<sup>(\*\*)</sup>. L'argumentation même en faveur de la scission est très bien articulée et elle tend à compenser le plus possible les aspects lourdement négatifs de la séparation : le temps à la disposition des révolutionnaires s'en va rapidement et l'absence d'un guide à la hauteur des tâches favorise la désagrégation et le reflux<sup>(\*\*\*)</sup>; la scission affaiblit bien sûr, mais elle clarifie en même temps le mouvement, et donc l'agrégation de forces est aussi plus facile<sup>(\*\*\*\*)</sup>; c'est un devoir non seulement politique mais aussi moral envers les masses prolétariennes en lutte depuis plus de deux ans, qui ont « le droit de savoir clairement ce que veulent les chefs et les partis qui prétendent défendre [leur] cause ». Ce sont des formulations, comme il est facile de la constater, très différentes de celles qui ont été mentionnées auparavant, et elles se situent en aval d'un processus de modification des positions originelles, dont il faut analyser les étapes. L'insuffisance de débat spécifique sur la scission, l'absence de reprise de la thématique de Misiano, ont donc leur racine dans un choix déjà effectué, dont la constitution de la fraction était l'aspect organisationnel le plus visible. C'est dans les vicissitudes de ce choix qu'il faut faire des investigations afin de comprendre les éventuelles modifications qui sont survenues par rapport à l'orientation originelle.

Que la scission ait déjà été décidée et qu'elle constitue l'issue logique de l'organisation en fraction, cela se déduit avec clarté de la préparation de la Conférence nationale de Florence. La motion du CC de la fraction fournit sur la situation italienne, sur la crise du parti et sur la voie pour la surmonter, un jugement qui ne diffère pas de celui qu'il est possible de

---

<sup>(\*)</sup> N. Lovero, *Pour un parti communiste en Italie*, dans "Il Soviet", 22 février 1920; E. Grieco, *Au carrefour*, ibidem.; encore N. Lovero, *Pour un parti communiste en Italie*, dans "Il Soviet", 29 février 1920, qui est un article polémique contre les positions exprimées par Misiano.

<sup>(\*\*)</sup> C. Godina, *Scission*, dans "Il Soviet", 11 novembre 1920.

<sup>(\*\*\*)</sup> « Je ne doute guère qu'avec le temps on parvienne à entraîner presque tout le parti sur la voie révolutionnaire. Mais la question se pose de savoir si l'histoire nous laissera disposer du temps nécessaire pour l'élaboration révolutionnaire de tout le Parti, et si nous, les communistes, nous avons le droit moral de gaspiller nos énergies pour convaincre les chefs réformistes... » (ibidem).

<sup>(\*\*\*\*)</sup> « Vouloir continuer artificiellement à conserver intacte l'unité du parti, cela signifie vouloir perdre un temps précieux... dans les différentes luttes internes de deux tendances diamétralement opposées et prolonger à l'infini la paralysie latente du Parti » (ibidem).

tirer des écrits précédents du "Soviet"<sup>(\*)</sup>; on s'adresse encore aux organes directeurs du parti pour qu'ils agissent en accord avec les objectifs révolutionnaires déclarés, mais le fait nouveau est dans l'alternative très nette qui y est avancée : le CC

« déclare que, au cas où la solution de ces problèmes urgents serait encore différée et où on irait aux élections municipales avec la même attitude équivoque qui a été prise pour les élections législatives, les abstentionnistes s'opposeraient de toutes leurs forces à cette action qui – indépendamment de la question générale de la participation des communistes aux luttes électorales – constituerait une violation ouverte des principes du communisme et des directives de la Troisième Internationale; et se réserve le droit, lors de la prochaine conférence de la fraction, de recourir aux moyens plus adaptés pour résoudre de manière énergique une situation essentielle pour le sort de la révolution prolétarienne en Italie. »

Le choix de la scission était donc déjà effectué, et le renvoi dans le temps naissait de la préoccupation de développer au maximum les positions de la fraction afin d'arriver à agréger toutes les forces disponibles. En effet, malgré la réponse rigoureusement de principe donnée par Bordiga à Misiano, on faisait preuve sur le plan opératif d'une flexibilité supérieure à ce que ces affirmations, que nous avons rappelées, auraient laissé prévoir. Que la fraction communiste-abstentionniste ait une distribution nationale très inégale, c'est un fait connu et que l'on peut aisément documenter, y compris grâce aux informations fournies par "Il Soviet"<sup>(\*\*)</sup>. Ce qui est en revanche plus significatif, c'est le fait d'avoir mis en évidence, comme cela été fait récemment, la variété des orientations existantes dans les groupes qui dirigeaient la fraction<sup>(\*\*\*)</sup>. L'effort de Bordiga consistait alors à maintenir le maximum possible de cohésion entre les forces, à empêcher les fuites en avant ou les confusions avec des formations politiques tout à fait étrangères. C'est la raison pour laquelle l'un des thèmes qui reviennent le plus fréquemment pour documenter le rôle d'orientation qu'"Il Soviet" jouait à l'intérieur même de la fraction, c'est le constant rappel à éviter des initiatives autonomes de groupes particuliers, lesquelles auraient augmenté la désagrégation existante<sup>(\*\*\*\*)</sup>. Cette orientation sera maintenue fermement aussi bien quand des groupes méridionaux, avec de fortes tendances syndicalistes révolutionnaires, comme celui d'Andria rassemblé autour de Nicola Modugno<sup>(\*\*\*\*\*)</sup>, en viendront à provoquer des scissions intempestives, que quand un groupe important et opérant dans un secteur délicat comme celui de Turin exprimera l'exigence d'accélérer le rythme de la rupture avec le PSI. Dans ce dernier cas, la réponse est venue du Comité central de la fraction, et les tendances centrifuges ont été critiquées en rappelant les expériences et les délibérations du II<sup>e</sup> Congrès de L'Internationale<sup>(\*\*\*\*\*)</sup>. Jusqu'à la fin, y

---

(\*) *Sur l'orientation du Parti. Motion du Comité central*, dans "Il Soviet", 28 mars 1920.

(\*\*) Voir les informations fournies par le journal à l'occasion de la Conférence nationale de la fraction ("Il Soviet", 16 mai 1920).

(\*\*\*) A. De Clementi, ouvrage déjà cité.

(\*\*\*\*) Voir "Il Soviet", 11 avril 1920 : « Le comité central de la fraction communiste-abstentionniste, ayant appris que, dans différentes sections du parti, certains camarades adhérents à la tendance abstentionniste ont cru, isolément, s'éloigner du parti et qu'ils entendent le faire et former des groupes locaux, désapprouve une telle conduite, en considérant que l'on ne peut pas résoudre le problème de la sélection du parti avec des initiatives personnelles et locales. Invite les camarades à attendre les résultats de la conférence nationale de la fraction. ».

(\*\*\*\*\*) Voir *La scission des abstentionnistes?*, dans "Il Soviet", 22 février 1920. Le commentaire à la motion de la fraction d'Andria est significatif : « Nous déclarons immédiatement que nous n'approuvons pas les scissions et les constitutions de partis, délibérées et réalisées localement, et ayant un rapport avec des différends locaux particuliers ». C'était un rappel qu'"Il Soviet" avait déjà effectué précédemment, à l'occasion d'une intervention de Nicola Modugno (voir *Les jeunes socialistes et la fraction communiste*, dans "Il Soviet", 1<sup>o</sup> août 1920).

(\*\*\*\*\*\*) *Les abstentionnistes turinois et le parti*, dans "Il Soviet", 3 octobre 1920. Le jugement du Comité central est très sévère et il renseigne sur la permanence d'un état de tension avec ce groupe abstentionniste qui travaille aux côtés des ordinovistes et qui était directement et personnellement engagé dans les grandes luttes du

compris après la réunion d'Imola, qui avait mis au point la plateforme de l'opposition communiste, Bordiga refusa toute anticipation scissionniste en dehors d'une bataille politique qui toucherait tout le parti ou, de toute façon, en dehors d'un choix organisé de manière unitaire<sup>(\*)</sup>.

Étant donné cette orientation générale, une place importante, pour saisir les étapes concrètes à travers lesquelles le problème de la scission se développe et s'articule, est occupée par la réunion socialiste de Milan avec la motion de Misiano, certainement pas bordiguienne et abstentionniste, mais qui joue un rôle d'agrégation d'une coalition de gauche dans la majorité maximaliste.

« De réconfortant – écrivait "Il Soviet" – il n'y eut qu'un salut programmatique de l'Internationale communiste... et l'affirmation, même si elle est imprécise pour certains, d'un courant de gauche dans la majorité maximaliste, désireux d'une action plus sûre et convaincu de la nécessité de faire le tri pour écarter les réformistes du parti.

« Ce courant, sur la base d'une motion présentée par la camarade Misiano, motion maintenue par lui malgré les sollicitations à la désormais traditionnelle fusion avec l'autre motion, recueillit 26 mille voix, alors que 10 mille votèrent, avec les Turinois, la défiance complète vis-à-vis de la direction du parti. »<sup>(\*\*)</sup>.

Il y a certainement dans ce jugement, ainsi que l'observait Berti<sup>(\*\*\*)</sup>, la préoccupation tactique de s'associer indirectement, en les orientant, à d'autres formations de la gauche socialiste, mais le choix final n'est pas celui d'un renvoi ou d'une reconsidération de la scission, mais plutôt de son accélération : « Une seule conclusion est possible : ... trouver au plus vite, le plus vite possible, la voie pour séparer de la gangrène qui s'étend davantage chaque jour dans son organisme ce qu'il y a de vivant et de sain dans ce parti. Et c'est la tâche – tout autre que facile – que la fraction abstentionniste doit sans délai endosser ». La motion finale de la Conférence de Florence se trouve sur cette ligne, même si elle est orientée beaucoup plus précisément que ce que le communiqué préparatoire, rappelé auparavant, ne le laissait penser : non seulement toute hypothèse de pression vis-à-vis de la direction du parti est abandonnée, mais l'on délibère de convoquer au plus vite, après le II<sup>o</sup> Congrès de l'Internationale communiste, un congrès constituant du PC et l'on décide, à l'occasion des prochaines élections municipales, de développer une active campagne anti-électorale<sup>(\*\*\*\*)</sup>. Il suffit seulement de comparer cette position avec celle qui avait été adoptée après Bologne<sup>(\*\*\*\*\*)</sup> pour se rendre compte du chemin accompli.

Si, dans ce processus de radicalisation des choix, un rôle important est joué par le jugement sur la réunion de Milan, et le déplacement sur des positions sévèrement critiques à

---

prolétariat turinois (sur le changement d'orientation de Giovanni Parodi, prestigieux dirigeant ouvrier, voir les notes intéressantes de Camilla Ravera dans *La fraction communiste à la Réunion d'Imola*, Ed. Riuniti, Rome, 1971) : « Les camarades de Turin, sur lesquels nous comptons beaucoup, n'ont pas assez travaillé pour la fraction qu'ils voudraient entraîner aujourd'hui avec eux – au contraire, ils ont adopté des directives tactiques que nous ne partageons pas et avancées par d'autres groupes... ».

(\*) Voir le communiqué de la fraction communiste-abstentionniste, dans "Il Soviet", 23 décembre 1920; la réponse polémique du groupe abstentionniste turinois et la réplique de la revue ("Il Soviet", 6 janvier 1921).

(\*\*) *La réunion de Milan*, dans "Il Soviet", 2 mai 1920.

(\*\*\*) G. Berti, *Le groupe du "Soviet" dans la formation du PCI*, dans "Lo Stato Operaio", décembre 1934, n° 12.

(\*\*\*\*) *La Conférence nationale de la Fraction communiste abstentionniste*, dans "Il Soviet", 16 mai 1920 : « Les abstentionnistes ne contribueront sous aucune forme à l'activité électorale et, partout où ce sera possible de ne pas présenter de liste du parti, ils déploieront avec énergie une campagne abstentionniste ».

(\*\*\*\*\*) Les adhérents de la fraction délibéraient « de proposer aux sections représentées par eux de rester dans le parti socialiste italien, mais en renonçant par discipline à agiter dans la masse la propagande électorale » (*Fraction communiste-abstentionniste*, dans "Il Soviet", 20 octobre 1919). Voir aussi par comparaison, la délibération du CC de la fraction à l'occasion des élections municipales de 1920 (*Fraction communiste-abstentionniste*, dans "Il Soviet", 5 septembre 1920).

l'égard de la direction, de groupes importants comme le groupe turinois de "L'Ordine nuovo" après l'expérience de la grève générale piémontaise, on ne peut cependant pas dire que les suggestions et les positions exprimées par un vaste arc de forces présentes à Florence aient été acceptées. Et cela renseigne suffisamment bien sur deux éléments : d'une part, un rapport strictement tactique de la fraction avec ces forces, et de l'autre, la confirmation réitérée de l'hypothèse de parti qui est avancée : une formation qui ne naît pas avec de nouvelles structures organisationnelles qui dépassent les limites de l'expérience socialiste, une formation qui est liée à des mouvements de masse dans le pays du fait d'un jugement politique sur le caractère révolutionnaire de la période, mais non du fait d'une hypothèse de nouveaux rapports avec les masses. Si l'on regarde de plus près, le sens de l'objection critique de Gramsci à Florence – « ...l'orateur pense qu'on ne peut pas constituer un parti politique sur la base restreinte de l'abstentionnisme. Il faut un large contact avec les masses, qui ne peut être atteint qu'à travers de nouvelles formes d'organisation économique »<sup>(\*)</sup> –; les hésitations des abstentionnistes turinois, et même la question significative de Parodi, mentionnée dans l'article de V. Ambrosini, – « d'accord : nous devons nous abstenir des élections, mais dites-nous alors ce que nous devons faire, indiquez-nous quel *travail* nous devons faire faire aux masses? »<sup>(\*\*)</sup> –; eh bien, tous ces éléments exprimaient une exigence commune : que le nouveau parti naisse en représentant les éléments les plus élevés du mouvement, non pas au niveau des thèses et de la conscience, mais au niveau de la richesse créative que le mouvement avait su exprimer.

Les thèses de la fraction, publiées immédiatement après Florence, sont un reflet très fidèle des choix effectués. Comparées à celles qui avaient été élaborées aussitôt après la formation de la fraction, elles sont beaucoup plus amples et une place plus grande est réservée au problème de la tactique, c'est-à-dire au problème le plus délicat du rapport entre la définition d'une période historique et l'atteinte de l'objectif maximal. Mais le style ne change pas : leur caractère est celui d'être fondamentalement pédagogique et critique, y compris à l'égard des expériences de masse qui étaient en train de s'accomplir<sup>(\*\*\*)</sup>. On y insiste particulièrement sur le rôle de propagande et de développement de la conscience socialiste joué par le parti, en confirmant à nouveau certains caractères déjà apparus dans les écrits précédents :

« La propagande et le prosélytisme, celui-ci fondé, pour l'admission des nouveaux adhérents, sur de plus grandes garanties, sont des activités fondamentales du parti. Bien qu'établissant le succès de son action sur la diffusion de ses principes et de ses finalités, et bien que luttant dans l'intérêt de l'immense majorité de la société, le mouvement communiste ne fait pas de l'approbation de la majorité une condition préalable de son action. Le critère pour juger de l'opportunité d'exiger des actions révolutionnaires, c'est l'évaluation objective de ses propres forces et de celles de l'adversaire, en fonction de facteurs complexes dont le nombre n'est ni l'unique ni le plus important. »<sup>(\*\*\*\*)</sup>

Une rectification décisive de ces positions sera l'œuvre d'un événement international, le II<sup>o</sup> Congrès de l'Internationale communiste – et c'est une preuve qu'une grande partie des vicissitudes de ces années-là et des années ultérieures est largement conditionnée par l'existence d'un centre unitaire –, et elle sera due également à la valeur de tournant prise par l'occupation des usines dans le déplacement rapide de vastes forces sur des positions de

<sup>(\*)</sup> *La Conférence nationale de la Fraction*, déjà cité.

<sup>(\*\*)</sup> V. Ambrosini, *Notre Fraction après Florence*, dans "Il Soviet", 6 juin 1920.

<sup>(\*\*\*)</sup> *Thèses de la Fraction Communiste Abstentionniste du PSI*, dans "Il Soviet", 6 et 7 juin 1920. La critique de l'ordinovisme est explicite : « C'est généralement une erreur de croire que la révolution est un problème de forme d'organisation des prolétaires en fonction des regroupements qu'ils constituent pour leur situation et leurs intérêts dans le cadre du système capitaliste de production » ("Il Soviet", 27 juin 1920, point 11).

<sup>(\*\*\*\*)</sup> Ibidem.

rupture avec le PSI. Le document du CC de la fraction communiste du 3 octobre 1920 reflète avec netteté ce tournant, surtout dans l'invitation aux forces communistes non bordiguiennes à rechercher un terrain commun d'entente en vue de la fondation du Parti communiste<sup>(\*)</sup>. Le résultat de cette rectification est de parvenir à ce qui n'aurait pas pu être atteint à Florence, c'est-à-dire à l'unité avec les autres forces de la gauche du PSI, annoncée par le très important Manifeste-programme du PSI voté à Milan et signé par Bombacci, Bordiga, Fortichiari, Gramsci, Misiano, Polano et Terracini<sup>(\*\*)</sup>.

Dans la note de la rédaction qui accompagnait dans "Il Soviet" la publication du document, l'effort d'insérer ce résultat à l'intérieur d'une action accomplie par la fraction après Bologne était évident :

« Nous notons... que l'adhésion des abstentionnistes... ne peut étonner personne. Dès le Congrès de Bologne, une réunion de notre Fraction délibérait de proposer une entente aux communistes partisans des élections, au cas où ceux-ci, à part la question électorale, auraient accepté deux autres fondements de notre motion : le changement de nom du parti et l'exclusion de la droite social-démocrate. Cette démarche n'a pas eu de résultat favorable parce que, comme on le sait, tous, à l'exception de nous, les abstentionnistes, n'ont pas voulu abandonner alors le préjugé de l'unité du Parti.

« Aujourd'hui, après les événements que nous connaissons et après le congrès communiste international, le développement logique de notre action nous conduit à un accord loyal avec les éléments révolutionnaires du Parti, avec ceux avec lesquels a été établi, sans aucune difficulté et sans le moindre désaccord, le projet d'action commune qui est présenté aujourd'hui à tous les camarades italiens. »

L'orgueilleuse affirmation de la priorité et de la continuité de ce choix ne peut pas faire oublier que la plateforme sur laquelle le parti se constitue, c'est-à-dire ce *Manifeste*, est très différente de celle qui a été présentée dans les écrits précédents et aussi, comme on l'a vu, à la Conférence de Florence. En effet la différence la plus importante par rapport aux positions du passé ne réside pas tant dans l'abandon de l'abstentionnisme<sup>(\*\*\*)</sup>, sur la portée et la signification duquel on reviendra par la suite, ni dans l'acceptation d'une unification syndicale avec toutes les forces de gauche<sup>(\*\*\*\*)</sup>, qui était, comme on s'en souviendra, l'un des objets polémiques les plus significatifs de la critique bordiguienne, que surtout dans le choix des échéances, élément seulement secondaire en apparence. En effet, après Florence, la décision était de promouvoir, immédiatement après le congrès international, la constitution du Parti communiste, ce qui impliquait une scission d'avec le PSI, indépendamment d'une bataille politique qui l'aurait concerné dans son ensemble : c'est-à-dire que le rapport avec le PSI était déjà résolu.

Avec le *Manifeste* au contraire la position est différente : « ...le Congrès international de Moscou, en acceptant les demandes des camarades italiens de tendance la plus avancée, a

---

(\*) *Fraction communiste-abstentionniste du Parti socialiste italien*, dans "Il Soviet", 3 octobre 1920 : « Le CC de la Fraction communiste abstentionniste du PSI... invite tous les camarades de la Fraction à soutenir l'action que le CC et "Il Soviet" développeront... pour préparer le prochain congrès d'où il devra sortir le nouveau parti communiste; et il fait appel aussi au concours de tous les communistes qui n'appartiennent pas à la Fraction abstentionniste pour que l'on puisse trouver un terrain d'action commune décisive, et que les forces qui assureront lors du prochain congrès la victoire du communisme puissent s'organiser au plus vite. »

(\*\*) *Le Manifeste-programme de la gauche du parti*, dans "Il Soviet", 17 octobre 1920.

(\*\*\*) Voir le point 5, alinéa e du *Manifeste* : « Participation aux élections législatives et municipales avec un caractère complètement opposé à la vieille pratique social-démocrate et avec l'objectif de déployer la propagande et l'agitation révolutionnaires, d'accélérer la désagrégation des organes bourgeois de la démocratie représentative » (ibidem).

(\*\*\*\*) Voir le point 5, alinéa c du *Manifeste* : « Appel aux organisations prolétariennes révolutionnaires qui sont en dehors de la Confédération générale du travail pour qu'elles y entrent afin de soutenir la lutte des communistes contre l'orientation actuelle et les dirigeants actuels de celle-ci » (ibidem).

décidé de poser avec clarté et avec fermeté la question de la rénovation de notre parti, et il a fixé les bases sur lesquelles notre prochain congrès devait travailler pour aboutir à cet objectif ». Dans cette nouvelle position, étaient considérés comme des faits acquis le jugement sur l'inadéquation du PSI au niveau du choc de classe, l'idée d'une profonde réorganisation de celui-ci, mais avec un ton nouveau : unification de toutes les forces convaincues de la nécessité de cette transformation, et, en même temps, faire de ce but l'objet d'un grand conflit politique, en se posant donc explicitement comme point de référence, ainsi que comme centre d'agrégation et de médiation politique, de toutes les expériences consenties par le mouvement ouvrier lors des deux années rouges, et qui étaient par conséquent critiques par rapport à la direction socialiste. C'est-à-dire que la nécessité d'opérer la rénovation et la transformation dans le corps vif du parti n'était pas abandonnée, puisque, malgré l'absolue priorité donnée à l'urgence du changement, on maintenant fermement l'exigence d'un rapport avec le passé. Le thème de la refondation ne caractérise pas ce document, peut-être aussi dans l'hypothèse de pouvoir conquérir la majorité du parti sur ces bases nouvelles.

Ce n'est certainement pas un hasard si "Il Soviet" publie, quelques numéros après le *Manifeste-programme*, un article de Carlo Godina sur la scission, article déjà rappelé brièvement auparavant, et qui se caractérise par une position du problème qui était intermédiaire entre deux conceptions opposées : scission à tout prix ou permanence du parti comme unique choix. « Mais les deux thèses sont erronées parce qu'elles représentent quelque chose d'absolu, et donc d'anormal dans la vie. L'on ne doit pas se poser la question de cette manière : qu'est-ce qui est absolument juste?, mais plutôt la formuler dans ce sens : dans une période historique donnée, dans des conditions données, qu'est-ce qui correspond le mieux à nos intentions?, ce qui revient à dire dans notre cas concret : par quelle voie sera-t-il possible, rapidement et à travers le moins d'obstacles, d'arriver à la révolution prolétarienne et au communisme? »<sup>(\*)</sup>.

Mais que le *Manifeste* exprime une orientation qui ne correspond pas formellement à ce que la fraction soutenait dans la période précédente et qui, dans la période actuelle, répond à l'exigence évidente de se conformer aux décisions internationales, cela est confirmé par le commentaire avec lequel la fraction approuve le document, commentaire qui est bien sûr d'adhésion, mais qui est en même temps la réaffirmation de la distinction organisationnelle : « [Le Comité central] prend acte que le camarade Bordiga a déclaré, sans que les autres signataires du Manifeste ne soulèvent d'objections, que la fraction abstentionniste conserve encore son existence et son organisation, et qu'elle s'en tient concernant les élections municipales aux critères prévus par les récentes décisions du Comité central »<sup>(\*\*)</sup>. C'était une façon de participer à cette coalition anti-maximaliste plus large sans se dissoudre en elle, mais en en conservant au contraire la direction de fait, étant donné qu'elle était l'unique force organisée à l'échelon national. L'orientation prise à l'occasion des élections municipales de 1920 confirme ce choix<sup>(\*\*\*)</sup>, dont on donnera plus loin une autre illustration significative.

L'analyse de la scission, telle qu'elle est vue par "Il Soviet", ne s'achève pas quand on a suivi les étapes au cours desquelles le problème mûrit et se caractérise : la critique élaborée à l'égard du maximalisme et le jugement sur Serrati sont parties intégrantes du problème. L'axe de la critique est celui qui a été défini antérieurement, c'est-à-dire celui de la confusion

---

(\*) C. Godina, *Scission*, déjà cité.

(\*\*) *L'adhésion de la Fraction abstentionniste*, dans "Il Soviet", 17 octobre 1920.

(\*\*\*) La confirmation de la position abstentionniste, malgré l'acceptation des thèses du II<sup>e</sup> Congrès, est ainsi motivée : « Moscou n'a pas approuvé la participation aux élections qui est pratiquée par un parti comme le nôtre, mais il a au contraire imposé au parti lui-même de se rénover dans le sens précisément des autres postulats de notre fraction et de la décision de la Conférence de Florence. Nous avons donc le droit d'attendre la mise en œuvre de ces garanties avant de nous conformer à ce qui sera seulement alors une discipline légitime » (*Les abstentionnistes et les élections*, dans "Il Soviet", 3 octobre 1920).

politique et de l'éclectisme théorique, mais considéré comme un contrôle du choix électoraliste effectué et de l'utilisation divergente du parlement. Les arguments, autour desquels cette polémique s'articule, sont essentiellement de trois ordres : le premier, de combat politique, de lourd sarcasme, par rapport à la réduction de l'utilisation révolutionnaire du parlement à une intempérance spectaculaire, en réussissant à dessiner également à ce niveau un tableau de l'impuissance socialiste<sup>(\*)</sup>; le deuxième, plus généralisant, pose le problème de la signification et du rôle du parlement dans une société bourgeoise libérale et en particulier dans une période de crise aiguë comme celle de l'après-guerre : sont développés alors les thèmes déjà présents, comme on l'a vu, dans le commentaire des résultats électoraux<sup>(\*\*)</sup>; le troisième, enfin, qui relève d'une intime contradiction du maximalisme : l'unique emploi possible et sérieux du parlement était de faire des réformes radicales, mais descendre sur ce terrain aurait signifié, pour les maximalistes, céder fondamentalement la direction à la droite réformatrice, et de ce fait le seul résultat de cette contradiction était d'enfermer une grande force comme le groupe parlementaire dans une perspective sans issue<sup>(\*\*\*)</sup>.

L'horizon théorique qui soutient ces critiques est, évidemment, l'abstentionnisme, avec tous les éléments qui lui sont implicites. Le fait de vider de toute valeur les institutions représentatives bourgeoises était une donnée commune à toute la gauche communiste de ces années-là (que l'on pense seulement, pour l'Italie, à Gramsci), toute centrée qu'elle était sur l'hypothèse d'une désagrégation à brève échéance du système bourgeois et sur la construction d'une alternative soviétique. L'accentuation particulière bordiguienne de cette critique résidait dans la réduction mécanique en termes politiques d'un jugement historique universel qui embrassait une période tout entière : ce qui signifiait le refus de s'insérer dans tous les espaces ouverts par la crise bourgeoise elle-même en vue de l'approfondir, ce qui signifiait le refus de pratiquer la lutte et la critique révolutionnaires à tous les niveaux où l'hégémonie bourgeoise s'exerçait et s'exprimait en réalité. L'hypothèse du parlementarisme révolutionnaire et négatif avancée par Lénine avait cette signification. C'est pourquoi Bordiga et sa fraction, dans tous ces écrits sur le "maximalisme parlementaire", ne vont pas au-delà du relevé phénoménique de l'échec d'une tentative, peut-être la plus intéressante, exprimé par le socialisme italien de ces années-là, sans en saisir la signification, ou la liaison avec une conception du processus révolutionnaire qui lui était sous-tendu. Et la mention, répétée à maintes reprises par Bordiga, de l'impossibilité pour le socialisme maximaliste de déployer une action vraiment révolutionnaire – car portant en elle une contradiction irrésolue, étant donné la présence de la droite qui conditionnait cette action – n'épuisait pas réellement la position bordiguienne : c'était une demi-vérité. Bordiga en effet maintiendra fermement sa position, y compris vis-à-vis de l'Internationale, comme on le verra, c'est-à-dire y compris à l'intérieur d'une formation politique renouée, en posant ainsi une équation – abstentionnisme-révolution, électoralisme-réformisme – et une alternative – réforme ou révolution – que toute l'élaboration de l'Internationale communiste de ces années-là tendait à dépasser.

---

(\*) *Le maximalisme parlementaire en action*, dans "Il Soviet", 11 janvier 1920.

(\*\*) *L'inutilité du Parlement*, dans "Il Soviet", 16 mars 1919; *La dictature bourgeoise*, ibidem, 27 août 1919; *Une solution qui n'existe pas*, ibidem, 22 février 1920; *Le prestige parlementaire*, ibidem, 6 juin 1920.

(\*\*\*) *Le parti socialiste et le programme d'action parlementaire*, dans "Il Soviet", 28 mars 1920 : « Les maximalistes électoralistes se creusent la tête autour de la pierre philosophale en prétendant que l'on peut accomplir, au Parlement, une action révolutionnaire qui soit en même temps critique et constructive, et, alors qu'ils n'y parviennent pas, parce qu'il n'est pas possible de préciser de manière concrète comment cette action doit se mener, ils prétendent en outre que le groupe la pratique avec une unité de critères qu'il ne peut pas avoir, pour la bonne raison qu'il n'est pas un ensemble homogène mais le mélange le plus disparate ». Voir aussi *Le maximalisme parlementaire en action*, dans "Il Soviet", 11 janvier 1920 : « Au Parlement, la seule œuvre et la plus révolutionnaire que l'on puisse faire est celle de parvenir à faire approuver les réformes les plus radicales, mais se placer sur cette voie, cela signifie donner raison aux réformistes qui sont plus que jamais en vedette ».

Il y a une spécification particulièrement significative de cette critique bordiguienne par rapport à la politique municipale des socialistes. La critique bordiguienne se développe selon deux plans : d'un côté, dans le fait de souligner la difficulté particulière d'élaborer une stratégie révolutionnaire dans un secteur qui est traditionnellement un terrain d'élection d'une pratique réformiste<sup>(\*)</sup>, de l'autre, dans l'orientation politique adoptée pour surmonter ces difficultés : « Nous relevons... que le maximalisme électoraliste, bien que n'ayant pas trouvé de programme municipal, a trouvé sa formule programmatique, une espèce de feuille de vigne provenant du paradis terrestre, et la formule, c'est la commune contre l'État bourgeois »<sup>(\*\*)</sup>.

C'est une allusion par trop transparente à une proposition de Gennari consistant à établir un rapport entre les municipalités et les conseils ouvriers, soit dans le sens où les premières devaient promouvoir la constitution des seconds, soit dans le sens où elles devaient accepter leurs décisions et en assurer l'exécution : « Le camarade Gennari – commente D. L. – pense qu'avec cet expédient ingénieux les décisions des conseils ouvriers auront une valeur essentielle, tandis que les conseils municipaux constitueront une fiction juridique qui permettra, dans le régime actuel, le commencement de la mise en œuvre de la formule politique communiste »<sup>(\*\*\*)</sup>. Il est assez facile pour "Il Soviet" de stigmatiser la faiblesse de cette position, le caractère livresque de l'hypothèse de la constitution des soviets ainsi qu'elle sera conçue ensuite dans le projet de Gennari et de Bombacci, et le rapprochement entre cette conception et la conception éclectique du centrisme international. Malgré tout, le problème est plus vaste. Dans ce cas également en effet, il est proposé à nouveau un type d'intervention qui est caractéristique de la fraction : une opposition entre une rigoureuse correction théorique et le problème "dramatique" d'utiliser dans une perspective différente de la perspective traditionnelle tout un grand patrimoine d'institutions et d'expériences. La critique du "Soviet" n'est pas seulement spécifique des contradictions maximalistes, mais elle exprime beaucoup plus, en excluant, du fait du choix abstentionniste, tout type d'intervention dans une sphère tout entière où se jouait pourtant une grosse partie. Du reste, l'orientation envers les communes, de la part du mouvement ouvrier, a toujours été différente de celle, plus contrastée, adoptée à l'égard des institutions représentatives centrales, et elle a une tradition on ne peut plus enracinée<sup>(\*\*\*\*)</sup>. On peut facilement déduire du II<sup>o</sup> Congrès de l'Internationale la différenciation d'attitude envers le problème de la participation au parlement et aux communes. C'est précisément à la suite de l'intervention de Bordiga qui posait l'exigence d'une uniformité d'orientation dans les deux cas, que la majorité du Congrès a répondu en introduisant une thèse spécifiquement consacrée à la question de l'utilisation des communes qui n'est pas profondément différente de la substance du slogan maximaliste critiqué par Bordiga<sup>(\*)</sup>.

Le fait que le choix effectué par la fraction n'ait pas été du tout pacifique, y compris à l'intérieur de la coalition abstentionniste elle-même, est documenté de manière significative

---

(\*) *À la recherche d'un programme*, dans "Il soviet", 8 février 1920 : « Quelque maigres et misérables que puissent être les ressources financières de ces organismes, il y a toujours la possibilité de faire quelque chose; ouvrir de nouvelles écoles populaires en y donnant même le repas scolaire; améliorer le service sanitaire en rendant la prébende plus maigre que ce qui agrée au médecin et en donnant un peu plus de bénéfice aux pauvres... ».

(\*\*) Ibidem.

(\*\*\*) D. L., *Le maximalisme électoraliste à la conquête des communes*, dans "Il soviet", 18 janvier 1920. La proposition de Gennari, objet de la critique, était contenue, comme on se le rappellera, dans un article du 9 novembre, paru dans l'"Avanti!", édition piémontaise, sous le titre *Préparons-nous donc...*

(\*\*\*\*) Voir E. Ragioneri, *La formation du programme municipal socialiste en Italie*, dans *Politique et administration dans l'histoire de l'Italie unie*, Laterza, Bari, 1967.

(\*) Voir le compte rendu du II<sup>o</sup> Congrès de l'IC dans "Il soviet", 3 octobre 1920, où est encore reproduit le texte de la thèse sur les communes ajouté après les précisions de Bordiga (*La question du parlementarisme*). Les thèses abstentionnistes y sont également reproduites.

par une motion de la fraction abstentionniste turinoise, clairement influencée par l'élaboration gramscienne et ordinoviste. S'il est admis que "La commune est en contact direct avec les masses prolétariennes, et qu'elle possède des champs de manœuvre (et non pas d'action fondamentale) qui peuvent être utilisés par les communistes », et si l'on donne pour certain qu'il faut « s'opposer aux conceptions petites-bourgeoises des réformistes et des opportunistes sur l'action municipale et... éviter les promesses illusoires », la tâche des communistes est celle de « *descendre sur le champ de bataille* hardiment, avec des idées et une intention différentes en appelant les masses à collaborer directement à leur réalisation ». Et donc « Nous croyons utile... d'avoir, à partir de maintenant, les municipalités en main, et de profiter de la possession de la commune, non pas pour une propagande "libérale et réformiste" contre l'État, mais pour une propagande communiste contre l'État bourgeois capitaliste, non pas pour résoudre les problèmes posés par la guerre, que l'on ne peut résoudre en l'état actuel, mais pour se servir des locaux de réunion et de tous les moyens entre les mains de la municipalité pour fournir des armes à l'insurrection prolétarienne, pour organiser des fortins pour la lutte prolétarienne, pour appeler à l'action et à la rescousse les couches les plus larges de la population laborieuse ». La motion conclut en supposant, conformément à la ligne gramscienne, une liaison entre les conseils d'usine, un conseil ouvrier urbain et un changement dans les tâches assignées à la commune<sup>(\*\*)</sup>. La note de la rédaction qui accompagnait le document turinois est très sèche et froide : on rappelle les positions de la fraction sur le problème des conseils et l'on confirme que la construction de l'instrument révolutionnaire, « en Italie et dans les pays occidentaux démocratiques », passe par l'abstentionnisme. Encore une fois, l'exigence de la priorité de la politique et du parti se traduit par l'absence d'une politique vis-à-vis non seulement des institutions bourgeoises, mais aussi à l'égard des grandes masses humaines qui gravitent autour d'elles, par le refus d'une confrontation réelle avec les choses; et en définitive, elle se traduit par de l'idéologie.

Ce nœud problématique complexe, essentiel pour définir la conception du parti chez Bordiga – en dehors de l'analyse plus articulée de deux aspects spécifiques auxquels les paragraphes suivants seront consacrés – trouve sa confirmation au moins dans deux écrits très connus : *Les buts des communistes* et un écrit-bilan sur la lutte de classe en Italie<sup>(\*\*\*)</sup>. Bordiga rappelle la difficulté majeure du mouvement ouvrier, à savoir travailler dans le présent en se projetant dans le futur, et, en se référant au *Manifeste communiste*, il caractérise le rôle des communistes dans le fait de déterminer toujours l'"universalité", les intérêts généraux de la classe, ainsi que dans la critique de tout fléchissement particulariste et de toutes les hypothèses où le mouvement tend à se rassembler en se faisant des illusions sur le fait de mettre un point final à son long chemin. L'indication de Bordiga est encore une fois linéaire, c'est une vérité élémentaire, générale et pour cela peu chargée de sens : « Le maximalisme aura sa première victoire avec la conquête de tout le pouvoir par le prolétariat. Dans un premier temps, celui-ci n'a rien d'autre à réaliser que l'organisation de plus en plus vaste, consciente et homogène, de la classe ouvrière sur le terrain politique »<sup>(\*\*\*\*)</sup>. Placé face à la situation concrète italienne, dans un des rares bilans du rapport de forces entre les classes, un tel critère général ne s'articule pas, ne se traduit pas en indications opératives qui élèveraient le niveau du mouvement, mais est seulement proposé à nouveau : « Dans cette phase critique de l'histoire, la bourgeoisie sent toute la nécessité de sa défense et elle s'y prépare en mobilisant toutes ses ressources. La lutte de classe culmine lors de cette heure suprême dans la guerre de classe qui est une guerre civile ». Le problème est donc de « canaliser, discipliner, ne pas épuiser dans de multiples petites luttes fragmentaires » le

---

(\*\*) *Turin pour les élections municipales*, dans "Il Soviet", 15 février 1920.

(\*\*\*) A. Bordiga, *Les buts des communistes*, dans "Il Soviet", 29 février 1920; *Grèves et massacres à l'heure actuelle*, dans "Il Soviet", 25 avril 1920.

(\*\*\*\*) *Les buts des communistes*, déjà cité.

mouvement en cours, la tension croissante, c'est-à-dire qu'il faut « préparer le prolétariat à la conscience de la nécessité d'abattre le pouvoir politique de la bourgeoisie afin de supprimer définitivement l'exploitation capitaliste »<sup>(\*)</sup>. Ce sont là des indications certes valables, mais dont le caractère de généralisation extratemporelle devient plus clair si l'on tient compte que, en ces jours-là, il y avait en cours au Piémont la gigantesque grève des ouvriers métallurgistes, et la grève générale, qui pour le secteur concerné (la pointe la plus avancée du mouvement ouvrier et les branches les plus modernes de l'industrie italienne) et par l'enjeu (dualisme du pouvoir dans l'usine), était quelque chose de plus qu'une "lutte fragmentaire" : l'échec de cette lutte était inévitable – écrira Bordiga au lendemain de la conclusion négative de la grève – « s'il manque le parti qui indique les problèmes de la révolution, si le parti socialiste est enfoncé dans la pratique réformiste, étouffé par le mensonge de l'unité et par les préoccupations électorales »<sup>(\*\*)</sup>. Les responsabilités des Turinois, selon Bordiga, sont certes moins graves que celles des dirigeants nationaux, mais elles existent et elles sont précises : non seulement parce qu'ils avaient recherché, dans les circonstances dramatiques dans lesquelles ils avaient agi, « des mouvements de solidarité, en se mettant en contact direct aussi bien avec des organismes et des hommes qui suivent les directives du parti qu'avec d'autres qui en sont à l'extérieur »; non seulement parce qu'ils avaient sous-estimé le problème du contrôle, en confondant le problème du pouvoir dans l'usine avec le problème du pouvoir politique, mais surtout « parce qu'ils n'avaient pas été *d'abord* avec ceux qui voulaient que l'unité du parti soit brisée et que les dégénérescences électorales soient écartées »<sup>(\*\*\*)</sup>. En dehors du fait que Bordiga se méprend pour l'essentiel pour ce qui concerne les positions ordinovistes, on est bien, avec ces jugements, au centre du problème du rapport parti-classe-État et du processus révolutionnaire, dont la manière de le poser a amené Bordiga à donner, sur un moment fondamental de la lutte de classe de ces années-là, un jugement analogue à celui de Serrati.

## *Le système de la représentation communiste*

Les *Thèses sur la constitution des Conseils ouvriers proposées par le CC de la fraction communiste abstentionniste du PSI*<sup>(\*\*\*\*)</sup> forment la conclusion d'une discussion, non pas ample mais significative, sur le problème de la représentation communiste. En apparence, la définition du thème semble souligner le caractère non immédiatement opératif-politique de l'intervention – relative qu'elle est à la connaissance la plus approfondie de la manière dont le premier État socialiste du monde était concrètement organisé et dont la dictature du prolétariat serait réalisée –, mais en réalité c'est une thématique qu'il allait droit au cœur des plus grands problèmes qui tourmentaient le mouvement communiste de ces années-là, qui touchait à la définition même de la révolution socialiste et qui était un aspect essentiel de la stratégie révolutionnaire qu'"Il Soviet" promouvait : ce n'est pas un hasard si les interlocuteurs étaient les maximalistes – projet Bombacci – et le groupe turinois de "L'Ordine

---

<sup>(\*)</sup> *Grèves et massacres*, déjà cité. La conclusion est significative et elle résume l'orientation de l'élaboration bordiguienne sur le problème de l'intervention politique : « Il n'est pas nécessaire de préparer une action destinée au but restreint d'imposer au gouvernement bourgeois le respect des libertés publiques, mais il est nécessaire de préparer le prolétariat à la conscience de la nécessité d'abattre le pouvoir politique de la bourgeoisie afin de supprimer définitivement l'exploitation capitaliste ».

<sup>(\*\*)</sup> a.b., *La grève de Turin*, dans "Il Soviet", 2 mai 1920.

<sup>(\*\*\*)</sup> C'est un jugement analogue pour l'essentiel – indiscipline et corporatisme – à celui formulé, comme on s'en souviendra, par la direction du parti et par Serrati.

<sup>(\*\*\*\*)</sup> Voir "Il Soviet", 11 avril 1920.

nuovo" mis dans le même sac que les anarcho-syndicalistes. C'est justement dans une polémique directe avec Andrea Viglono que Bordiga ouvre la discussion sur les soviets<sup>(\*)</sup>. Le point de départ est une distinction très nette entre les soviets et les conseils d'usine, distinction qui sera maintenue fermement et avec intransigeance aussi bien à l'occasion de grands mouvements de lutte qui avaient eu comme protagonistes les conseils que dans de grandes assises du mouvement communiste international comme le II<sup>o</sup> Congrès<sup>(\*\*)</sup>.

Le soviet, écrit Bordiga, est un organisme politique fondé « sur le concept historique de la dictature : les intérêts prolétariens doivent y avoir libre jeu, dans la mesure où ils concernent toute la classe, par-dessus les catégories, et tout le développement historique du mouvement de son émancipation ». Un tel rôle de représentation politique de classe se réalise de manière opérative par l'intermédiaire de la « définition du droit à être électeur, qui ne dépend pas de l'appartenance à une catégorie professionnelle, mais au fait que l'individu, dans l'ensemble intégral de ses rapports sociaux, soit ou non un prolétaire lié de quelque façon que ce soit à la conservation des rapports économiques de la propriété privée »<sup>(\*\*\*)</sup>. Il en découle que le problème, si souvent débattu dans l'"Ordine nuovo", de savoir si les non syndiqués devaient ou non participer aux élections du conseil, perd de son importance dans cette perspective : si c'est le rôle social qui définit le droit de vote, alors même un prolétaire syndiqué peut en être exclu s'il apparaît que, en plus d'être un salarié, « il vit des gains d'un petit capital pécuniaire ou foncier ». Le problème de l'unité électorale est aussi peu considéré, même s'il est très important pour une série de raisons, dans la perspective d'une définition et de la reconnaissance d'un système soviétique : toute la discussion développée par les Turinois sur la base de la représentation non plus par métier, mais par branche de production (usine, village, mine, etc.), est fondée sur une légère exagération du problème formel du mécanisme de la représentation. Ce qui est repoussé en tout cas, alors que c'est cela qui constitue ensuite la substance des thèses ordinovistes, c'est l'hypothèse qui voit dans les commissions internes le germe des soviets : la fondation des soviets à partir d'organisations de métier est conforme à une conception syndicaliste et non communiste, et les commissions internes peuvent donner vie aux conseils d'usine, c'est-à-dire à des organismes « chargés d'attributions techniques et disciplinaires durant et après la socialisation de l'usine elle-même », mais toujours subordonnés à la « représentation politique pure » qui est l'unique capable de résumer en elle, « tant que l'abolition des classes n'aura pas été totalement réalisée, les intérêts collectifs du prolétariat en jouant le rôle de plus grand accélérateur du processus révolutionnaire »<sup>(\*\*\*\*)</sup>. Le système de la représentation communiste est donc articulé en deux ordres nettement distincts : l'ordre politique et l'ordre économique. Les conseils d'usine appartiennent à ce second ordre, sans occuper du reste dans le réseau des institutions une place importante, comme cela résulte de l'expérience russe et allemande<sup>(\*)</sup>.

(\*) *Le système de la représentation communiste*, dans "Il Soviet", 14 septembre 1919.

(\*\*) Voir le compte rendu du II<sup>o</sup> Congrès de l'IC, dans "Il soviet", 3 octobre 1920 (*L'Internationale communiste et la situation italienne*).

(\*\*\*) « ... les soviets sont les organisations d'État de la classe ouvrière et des travailleurs pauvres qui ont réalisé la dictature du prolétariat au cours des phases dans lesquelles toutes les vieilles formes de l'État s'éteignent graduellement. Le système de cette organisation d'État tend à donner une représentation à tous les producteurs comme membres de la classe laborieuse, mais non comme participants à une catégorie professionnelle ou à une branche d'industrie... les soviets sont un nouveau type de vaste organisation qui embrasse toutes les masses ouvrières, indépendamment de leur métier ou du niveau de leur culture politique » (A. Bordiga, *Pour la constitution des conseils ouvriers*, dans "Il Soviet", 11 janvier 1920).

(\*\*\*\*) *Le système de représentation communiste*, déjà cité.

(\*) *Formons-nous les soviets?*, dans "Il Soviet", 21 septembre 1919. Ce rôle subordonné du conseil d'usine est confirmé ultérieurement dans un article suivant : « Dans les organismes qui ont cette tâche [de gérer l'économie], les conseils d'usine ont des représentations de moindre poids que celles des syndicats de métier et que celles qui occupent la première place dans le pouvoir d'État prolétarien, qui, avec son mécanisme politique centralisé, est l'instrument et le premier facteur de la révolution... » (A. Bordiga, *La constitution des conseils ouvriers*, dans "Il soviet", 1<sup>o</sup> février 1920).

Le rapport soviét-conseil d'usine se réduit, dans le discours bordiguien, à l'autre rapport plus vaste entre la politique et l'économie. C'est sur la base de cette distinction fondamentale que se développe la critique, de plus en plus insistante et sévère, des thèses maximalistes – ramenées au jugement principal de "centrisme" qui est, comme on l'a vu, le dénominateur commun des critiques bordigiennes (et il s'agit, dans ce cas, de l'hypothèse de la coexistence des soviets avec le parlement)<sup>(\*\*)</sup> – et surtout de celles de "L'Ordine nuovo". L'accusation fondamentale adressée à l'expérience turinoise est celle d'une réédition du syndicalisme révolutionnaire et d'une perspective économiste :

« Faire coïncider, dans la fonction des organes de libération du prolétariat, les moments du processus politique avec ceux du processus économique, cela veut dire croire à cette caricature petite-bourgeoise du marxisme que l'on pourrait appeler économisme et classer dans la catégorie du réformisme et du syndicalisme – et la surévaluation du conseil d'usine ne serait qu'une autre incarnation de cette vieille erreur, qui relie le petit-bourgeois Proudhon aux nombreux révisionnistes qui ont cru dépasser Marx. »<sup>(\*\*\*)</sup>

Le vice syndicaliste résiderait dans la conviction que, « en transportant dans le milieu prolétarien actuel, parmi les salariés du capitalisme, les structures formelles qui pourront, pense-t-on, se former pour la gestion de la production communiste, il se créera des forces, en elles-mêmes et par vertu intrinsèque, révolutionnaires »<sup>(\*\*\*\*)</sup>. C'est à dire que l'erreur fondamentale des Turinois, celle dont découlent ensuite les déformations syndicalistes ou de possibles ouvertures dans un sens réformiste<sup>(\*\*\*\*\*)</sup>, est une exacerbation du principe selon lequel le système de représentation prolétarienne doit coller à tout le processus technique de production : principe qui est correct si on le réfère à un stade plus avancé de la révolution communiste, « quand la production sera socialisée et que toutes les activités particulières qui la constituent seront harmonieusement subordonnées aux intérêts généraux et collectifs, et inspirées par eux »<sup>(\*\*\*\*\*)</sup>, mais profondément déformé si on l'applique à une situation socialement différente. L'erreur réside, en définitive, dans la confusion tendancielle entre le conseil d'usine et le soviét, avec la dévalorisation qui s'ensuit de la priorité de la politique et du parti, et de la problématique qui est lui est liée.

En renvoyant à l'essai suivant l'analyse des positions de Gramsci et de "L'Ordine nuovo" sur ces problèmes, et par conséquent une discussion plus précise des critiques bordigiennes, et en anticipant que, dans un certain sens, l'élaboration turinoise n'échappe pas entièrement à des tendances économistes et syndicalisantes – même si ensuite la récupération de positions syndicalistes dans le cadre du déplacement révolutionnaire des années vingt n'a pas seulement une signification négative comme tend à le souligner Bordiga<sup>(\*)</sup> – il est difficile

---

(\*\*) A. Bordiga, *Pour la constitution des conseils ouvriers*, dans "Il Soviet", 11 janvier 1920.

(\*\*\*) A. Bordiga, *La constitution des conseils ouvriers*, dans "Il Soviet", 8 février 1920.

(\*\*\*\*) A. Bordiga, *La constitution des conseils ouvriers*, dans "Il Soviet", 1<sup>o</sup> février 1920.

(\*\*\*\*\*) Et cela dans un double sens : d'organe d'arbitrage dans les conflits entre le capital et le travail, et de concrétisation de l'hypothèse réformiste selon laquelle la classe ouvrière aurait la possibilité de se créer des positions de pouvoir déjà dans la société bourgeoise (*Pour la constitution des conseils ouvriers*, dans "Il Soviet", année III, n<sup>o</sup> 1).

(\*\*\*\*\*) *La constitution...* déjà cité, ibidem, 1<sup>o</sup> février 1920.

(\*) Il faut tenir compte des observations qu'avance un observateur subtil des phénomènes sociaux de son époque et de la signification qu'avait la vague générale d'insubordinations sociale : « L'on peut affirmer que, aujourd'hui, un plan de socialisation, de quelque façon qu'il se présente, ne sera pas accepté comme une réalisation satisfaisante de l'idée de la socialisation, si... l'on ne tient pas compte, dans une large mesure, de l'idée de la "démocratie industrielle", et donc de l'idée du contrôle direct et de la codécision dans toutes les branches d'industrie... de la part de la collectivité de ceux qui participent énergiquement à l'activité productrice de l'entreprise et de la part des organes que cette collectivité-ci s'est elle-même choisis... C'est à travers l'introduction immédiate de ce contrôle d'en bas que la production tout entière se transformera, d'une question

d'éviter l'impression d'une incompréhension fondamentale de la part de Bordiga à propos des thèses ordinovistes et de toute la problématique qui est liée à elles. La confusion entre conseils d'usine et soviets est plus une exagération polémique de Bordiga qu'un fait réellement présent dans la conception gramscienne des conseils, comme cela découle de toute évidence, sans besoin d'un renvoi à l'élaboration ordinoviste sur ce thème spécifique, d'une information rapportée par une chronique d'"Il Soviet" lui-même. À l'occasion de la participation de Bordiga à l'assemblée de la fraction abstentionniste de Turin et de l'exposé qu'il a effectué sur les thèses abstentionnistes et "anti-conseils", il y eut l'intervention de Gramsci qui fut ainsi rapportée : « Gramsci a mis en relief la possibilité d'émanciper le mouvement syndical italien de l'hégémonie réformiste grâce à l'initiative des conseils d'usine. Il a clarifié le fait que ceux-ci ne se confondaient pas avec les soviets, et qu'ils n'excluaient pas l'action politique du Parti communiste, en devenant au contraire un réseau de contrôle des communistes sur toute l'action prolétarienne... »<sup>(\*\*)</sup>. Ce qui échappait réellement à Bordiga, c'était le double rôle qui était assigné aux conseils : d'abord celui de la réorganisation de toute la structure syndicale italienne, réorganisation qui pourrait coordonner de manière permanente la totalité de la classe ouvrière, ensuite celui de répondre à la forte demande de démocratie et d'autogestion qui était apparue après la guerre et, en même temps, grâce à la structure même du conseil, de créer un organisme qui rende possible une politique révolutionnaire du parti, qui en soit l'instrument de masse, et qui permette de vérifier la disponibilité et la capacité de sa direction révolutionnaire. Le visage double du conseil, visage syndical et visage politique, aurait autorisé de travailler dans deux directions : sur le syndicat et sur le parti, en créant ce nouveau déplacement, toujours posé par la gauche socialiste en Italie, du rapport parti-syndicat. Tout cela est largement étranger à Bordiga : le rôle subordonné assigné, comme on l'a vu, au syndicat dans le processus révolutionnaire, le net désaccord manifesté à l'égard des hypothèses de réorganisation syndicale, analogues à aux hypothèses turinoises qui existaient dans les formations de l'extrême gauche européenne, hypothèses qu'il unifiait sous le jugement de "syndicalisme" et que donc il repoussait<sup>(\*\*\*)</sup>, amènent Bordiga à ne pas donner la place qu'ils méritaient pourtant, ne serait-ce que pour l'importance du secteur concerné, aux débats et aux processus réels à travers lesquels passait la création d'une structure syndicale nouvelle dans le secteur le plus avancé, de par sa composition sociale et de par son expérience de la lutte politique, du mouvement ouvrier italien. C'est la raison pour laquelle le problème de la participation ou non des non syndiqués à l'élection des commissaires d'atelier ne lui semble pas « une grande question de principe révolutionnaire » et, bien que la participation des non syndiqués lui ait semblé « logique, étant donné la nature même du conseil d'usine », il portait un jugement très sévère sur l'expérience qui avait lieu à Turin : « ... le mélange que l'on a voulu faire à Turin d'organismes et de fonctions entre conseils et syndicats, en imposant à la Section turinoise de la Fédération métallurgique de faire élire son conseil directeur par l'assemblée des commissaires d'atelier, ne nous paraît pas cependant tout à fait logique »<sup>(\*)</sup>.

Mais l'incompréhension était encore plus grande : si la confusion entre conseils d'usine et soviets, entre économie et politique, n'était pas une critique qui pouvait s'adresser à bon

---

privée d'exploiteurs particuliers de la production, en problème commun de tous ceux qui participent à la production; de cette manière, "l'esclave salarié" de l'ancien système est transformé d'un trait en "citoyen travailleur" de l'État social de droit, un citoyen qui participe concrètement aux décisions » (K. Korsch, *Conseils d'usine et socialisation*, Laterza, Bari 1970). Korsch voyait aussi dans cette propriété centrale de la "démocratie industrielle" la possibilité de la récupération de cette partie du "syndicalisme" qui, « au niveau actuel de développement économique et social, peut être mise en œuvre sans retomber dans des formes de production économiquement arriérées » (ibidem).

(\*\*) *Turin. L'attitude des abstentionnistes*, dans "Il Soviet", 22 février 1920.

(\*\*\*) Voir par exemple A. Bordiga, *La situation en Allemagne et le mouvement communiste*, dans "Il Soviet", 11 juillet 1920.

(\*) A. Bordiga, *La constitution des conseils ouvriers*, dans "Il Soviet", 1<sup>o</sup> février 1920.

droit au groupe turinois, et si par conséquent les observations de principe très valables avancées par Bordiga sur la fonction de la politique comme unique niveau réel d'unification et d'identification de la classe en tant que telle ne touchaient pas aux limites essentielles de l'ordinovisme, comme on le verra, ce qui échappait à cette critique, c'était au contraire l'effort, absolument nouveau en Italie, de souder l'économie et la politique, de construire un mouvement politique révolutionnaire de masse solidement ancré aux centres principaux de la production et de l'accumulation du capital, une organisation capable d'opérer et de contrôler le passage d'un mouvement économique-syndical à un mouvement politique, de construire, en définitive, une politique qui identifiait de manière continue les protagonistes sociaux de cette organisation. Que cette expérience n'ait pas réussi, que cette soudure projetée prête le flanc à des réserves et à des critiques, cela n'enlève rien au fait qu'elle a été l'unique expérience politique de masse ayant touché tous les secteurs avancés existants qui a eu lieu en Italie avant le fascisme. Mais nous nous arrêterons plus amplement sur ces aspects lorsque nous parlerons de Gramsci; ces faits ne sont rappelés ici que pour souligner que, derrière les affirmations faites sur le rapport économie-politique, il y avait un autre désaccord plus important, qui était relatif à l'hypothèse du processus révolutionnaire : à savoir, est-ce que l'élément essentiel de la construction et du développement de celui-ci était oui ou non la constitution des soviets? Il s'agit là d'un élément essentiel, non seulement pour la définition de l'élaboration bordiguienne, mais aussi pour la compréhension du débat de l'époque. Les articles de Bordiga présentent sur cette question une indécision substantielle qui est significative. Conformément à la distinction effectuée, son jugement sur la constitution des conseils d'usine avant la prise du pouvoir est très nette : « ... nous ne nous opposons pas à la constitution des conseils internes d'usine si les ouvriers eux-mêmes ou leurs organisations le demandent »<sup>(\*\*)</sup>, et même, en tant qu'organismes qui représentent les ouvriers, « il serait utile d'[en] encourager la constitution »<sup>(\*\*\*)</sup>, mais sans leur attribuer une valeur révolutionnaire qu'ils ne peuvent pas avoir. Considérer que les conseils d'usine puissent remplir, durant le capitalisme, un rôle de contrôle est « insensé »<sup>(\*\*\*\*)</sup>. « Quand la protection de l'État bourgeois est encore debout, le conseil d'usine ne contrôle rien : les quelques fonctions qu'il obtient sont le résultat de la tradition pratique : a) du réformisme parlementaire; b) de l'action syndicale de résistance qui ne cesse pas d'être une escalade réformiste »<sup>(\*\*\*\*\*)</sup>. Supposer le contraire signifie faire des conseils d'usine les organes de préparation économique-technique du système communiste ou des instruments de la libération ouvrière; dans le premier cas, on a l'attribution, d'origine syndicaliste, d'une tâche politique à un organisme technico-économique, dans le second, on finit dans le gradualisme réformiste, selon lequel le prolétariat peut « s'émanciper en gagnant du terrain dans les rapports économiques, alors que le capitalisme détient encore, avec l'État, le pouvoir politique »<sup>(\*)</sup>. Ce dernier jugement est repris et confirmé à nouveau pleinement, avec une visée anti-gramscienne, dans une récente reconstruction de la réflexion bordiguienne<sup>(\*\*)</sup>.

À ce point, il est peut-être plus facile de comprendre certains aspects de la critique bordiguienne; le souvenir de l'expérience historique russe, la place qui est assignée chez elle aux conseils d'usine, de même que le rôle qui est joué par eux dans la République allemande, tout cela constitue une indication déphasée et renseigne encore davantage sur l'incompréhension de la signification *politique* que l'élaboration ordinoviste avait : en Italie en effet, le véritable problème n'était pas celui de déterminer avec exactitude les deux ordres de la représentation communiste, et la place à assigner aux conseils d'usine dans ces deux

(\*\*) A. Bordiga, *Pour la constitution des conseils*, dans "Il Soviet", année III, n° 1.

(\*\*\*) *Formons-nous les soviets?*, dans "Il Soviet", 21 septembre 1919.

(\*\*\*\*) A. Bordiga, *La constitution des conseils ouvriers*, dans "Il Soviet", 8 février 1920.

(\*\*\*\*\*) A. Bordiga, *Pour la constitution des conseils ouvriers*, déjà cité.

(\*) Ibidem.

(\*\*) L. Cortesi, *Le socialisme italien*, déjà cité.

ordres. Un tel problème se posait raisonnablement, et il avait la même valeur *politique*, dans des situations plus avancées où les positions de pouvoir atteintes par la classe ouvrière étaient beaucoup plus importantes et réelles, comme en Allemagne, et où la bataille politique se déroulait à ce niveau-là. En Italie, le problème le plus urgent était au contraire celui de donner une issue positive au bouillonnement révolutionnaire existant, de fournir des institutions où il s'organiserait, se consoliderait, deviendrait permanent en s'amplifiant et en ouvrant concrètement une phase de dualisme de pouvoir, qui verrait les masses décisives de la production comme ses protagonistes actifs et conscients. C'est ainsi que Gramsci posait lucidement le problème dans un écrit critique très important : *D'abord : rénover le parti*<sup>(\*\*\*)</sup>. Que l'enjeu ait été celui-ci et que les conseils d'usine aient été tout autre chose qu'un exemple d'« escalade réformiste », cela était parfaitement clair pour la Confindustria. Gino Olivetti, dans un rapport célèbre, reproduit dans "L'Ordine nuovo", attirait l'attention de ses collègues sur le danger du mouvement des conseils et sur sa signification politique révolutionnaire. Olivetti ne se laissait pas tromper par le rôle syndical que les conseils étaient en train de jouer<sup>(\*\*\*\*)</sup> et il en saisissait la particularité, non seulement dans le fait qu'ils n'étaient liés à aucune organisation ouvrière traditionnelle, mais aussi dans le fait que, par comparaison avec les expériences russe et allemande, ils présentaient un élément fortement inquiétant :

« Les deux systèmes [allemand et russe] n'ont pas... méconnu ce qu'est la nécessité première de n'importe quelle organisation de la production, c'est-à-dire l'unicité et l'unité de commandement et de direction... Il n'est pas possible de méconnaître cette nécessité, il n'est pas possible, sans que l'on en arrive à la désorganisation de l'entreprise, d'établir qu'il existe en elle deux pouvoirs, antithétiques l'un par rapport à l'autre... Il s'ensuit que tant que, par acte législatif, un régime communiste ne sera pas établi, il n'est pas admissible d'introduire des conseils ouvriers qui prétendent exercer dans l'usine, en opposition, ou même seulement indépendamment, de la direction de celle-ci, un pouvoir, même s'il se limite à certaines questions déterminées... Cette prémisse est et doit donc être le point de base, l'observation fondamentale à travers laquelle l'on peut seulement considérer l'institution des conseils d'usine... »<sup>(\*\*\*\*\*)</sup>.

L'incompréhension fondamentale des conseils d'usine et le jugement aussi constamment négatif que Bordiga a toujours conservé à leur égard expliquent également l'indécision, à laquelle nous avons fait allusion, sur la constitution des soviets avant la prise du pouvoir. C'est en insistant encore sur la nature politique de cette institution que Bordiga écrit :

« Si la classe bourgeoise est encore au pouvoir et qu'elle a donc la possibilité de convoquer les électeurs prolétariens pour élire leurs délégués... ce ne serait qu'une incitation formelle à la constitution d'une institution de l'avenir, mais un caractère révolutionnaire fondamental lui ferait défaut.

« Ceux qui peuvent représenter aujourd'hui le prolétariat qui prendra demain le pouvoir, ce sont les ouvriers conscients de cette perspective historique, c'est-à-dire les ouvriers qui adhèrent au parti communiste.

« Le prolétariat qui lutte contre le pouvoir bourgeois est représenté par son parti de classe, même si celui-ci n'en constitue qu'une minorité audacieuse.

« Les soviets de demain doivent avoir leur genèse dans les sections locales du Parti communiste. Celles-ci tiendront prêts les éléments qui, immédiatement après la victoire révolutionnaire, seront proposés au vote de la masse électorale prolétarienne afin de constituer les conseils des ouvriers locaux. »<sup>(\*)</sup>

---

(\*\*\*) Voir "L'Ordine nuovo", 24-31 janvier 1920.

(\*\*\*\*) *L'opinion des industriels sur les conseils d'usine*, dans "L'Ordine nuovo", 15 mai 1920.

(\*\*\*\*\*) Ibidem.

(\*) *Formons-nous les soviets?*, déjà cité.

Pourtant, dans le caractère non équivoque de la formulation, c'est un jugement essentiellement négatif sur la création des soviets avant la prise du pouvoir : jugement qui va en s'atténuant<sup>(\*\*)</sup>, malgré de nombreux doutes<sup>(\*\*\*)</sup>, jusqu'à une acceptation définitive :

« Avant la conquête du pouvoir, quand la bourgeoisie domine encore politiquement, il peut arriver que des conditions historiques particulières, qui correspondraient probablement à de sérieuses convulsions des systèmes institutionnels de l'État et de la société, déterminent la naissance des soviets, et il peut être très opportun que les communistes aident et poussent à la naissance de ces nouveaux organismes du prolétariat. Il doit cependant demeurer bien clair... que le fait que les conseils ouvriers, qui seront la forme de la révolution, auront été constitués ne voudra pas dire que le problème de la révolution aura été résolu, et pas même que les conditions infaillibles de la révolution auront été posées. »<sup>(\*\*\*\*)</sup>

Il s'agit d'une acceptation forcée et qui possède de nombreuses limitations tendant toujours à déplacer l'accent sur autre chose que les soviets, sur le parti, conformément du reste à toute l'élaboration bordiguienne. Ce déplacement, relativement au problème spécifique des soviets, trouve sa racine dans l'expérience historiquement déterminée qui était présente à l'esprit de Bordiga, c'est-à-dire dans l'échec des révolutions hongroise et allemande, dans la fin des conseils à l'avantage de l'Assemblée constituante, dans la profonde division du mouvement ouvrier qui passait aussi, en Allemagne, par le rôle différent assigné aux conseils, et enfin dans la difficulté, une fois la politique séparée nettement de l'économie, de supposer la construction d'organismes politiques de classe représentatifs et s'appuyant sur les grandes masses, dont l'organisation ne pouvait être assurée que par la structure organisationnelle historiquement donnée, c'est-à-dire le parti.

Mais si l'on suit cette voie, c'est précisément la leçon la plus significative et la plus innovatrice de l'expérience russe qui était nécessairement perdue : à savoir le dualisme de pouvoir et la construction certaine d'un processus révolutionnaire. La distinction tant de fois répétée par Bordiga entre la "forme" et la "force" de la révolution, la critique constante de l'hypothèse suivant laquelle le soviet, « par une vertu inhérente à sa formation, constituerait une solution historique originale dans la lutte de la classe prolétarienne contre le capitalisme »<sup>(\*)</sup>, c'est-à-dire selon laquelle cet organisme aurait et pourrait développer en soi un rôle révolutionnaire, impliquait une confusion entre les tâches spécifiques du parti et le niveau atteint par la lutte de classe, entre le caractère révolutionnaire d'une phase historique et le rôle que joue le parti dans le fait de lui assurer une issue positive, entre le processus objectif et l'intervention consciente et organisatrice.

Dans sa célébrissime troisième "Lettre de loin", Lénine posait avec une extrême clarté les caractères d'un processus révolutionnaire de transition au socialisme :

« Les ouvriers ont compris, grâce à leur instinct de classe, qu'en période de révolution il leur faut une organisation toute différente, *autre* qu'une organisation ordinaire; ils se sont engagés avec juste raison dans la voie indiquée par l'expérience de notre révolution de 1905 et de la Commune de Paris de 1871; ils ont créé le *Soviet des*

---

<sup>(\*\*)</sup> À la question sur la possibilité de constituer les soviets avant la prise du pouvoir, Bordiga répond : « Oui, mais dans le sens où ceux-ci peuvent constituer, à un certain stade, le terrain adapté pour la lutte révolutionnaire que le parti conduit » (A. Bordiga, *La constitution des conseils ouvriers*, dans "Il Soviet", 12 février 1920).

<sup>(\*\*\*)</sup> A. Bordiga, *La constitution des conseils ouvriers*, dans "Il Soviet", 8 février 1920 : voir la partie finale de l'article qui concerne le résumé d'un article du communiste autrichien Otto Maschl. Voir également à titre de documentation significative sur cette orientation *Le problème de la constitution des conseils ouvriers*, dans "Il Soviet", 28 mars 1920 : un débat à plusieurs voix dans lequel sont reproduites les thèses d'Otto Maschl, *La coexistence des soviets avec le pouvoir de l'État bourgeois*, et de V. K., *Les conseils en Autriche*.

<sup>(\*\*\*\*)</sup> A. Bordiga, *La constitution...* déjà cité, dans "Il Soviet", 22 février 1920.

<sup>(\*)</sup> A. Bordiga, *La constitution...* déjà cité, dans "Il Soviet", 1<sup>o</sup> février 1920.

*députés ouvriers*, ils se sont mis à le développer, à l'élargir, à l'affermir en y faisant participer des députés des *soldats* ainsi que, sans aucun doute, des députés des ouvriers *salariés* agricoles...

« La fondation de telles organisations dans toutes les localités de la Russie sans exception, pour toutes les professions et toutes les couches, sans exception, de la population prolétarienne et semi-prolétarienne... telle est la tâche la plus importante et la plus urgente...

« Nous avons besoin d'un *pouvoir* révolutionnaire, nous avons besoin (pour une certaine période de transition) d'un *État*. »(\*\*)

Lénine écrivait ces pages et donnait ces indications au moment où la majorité des soviets était encore aux mains des mencheviks et des socialistes révolutionnaires, en ayant lucidement conscience que, dans une phase révolutionnaire, quand la lutte de classe envahit l'organisation de l'État dans son ensemble, le prolétariat n'y arrive que s'il élabore des organismes de classe étatiques, adéquats au niveau du conflit. La lutte pour la direction politique de ces organismes, qui doit se dérouler à l'intérieur de ceux-ci – et tous les écrits de Lénine, de la période qui va de mars à novembre 1917, constituent une leçon politique exemplaire – n'enlève rien au caractère révolutionnaire, de rupture de l'horizon théorico-politique à l'intérieur duquel s'était déroulée, jusqu'à ce moment, la lutte de classe que ces organismes connaissent. C'est une expérience essentielle qui sera comprise et faite sienne en Italie, comme on le verra, par Antonio Gramsci.

Une fois que l'on a perdu de vue cette distinction fondamentale, le problème de la révolution prolétarienne non seulement se ramène à une déclaration de principe et à une tautologie(\*\*\*), mais surtout il redevient quelque chose de suggestif, de séduisant, d'effrayant, mais de fondamentalement indistinct, comme l'était toute l'élaboration de la gauche socialiste de la II<sup>o</sup> Internationale, en isolant et en généralisant de temps à autre des aspects particuliers du processus révolutionnaire, dont l'élément définitoire est, dans la leçon léninienne, le changement des rapports de force politiques entre les classes. Bordiga ne fait pas exception à cette tradition et même si l'élaboration de la fraction est tout autre qu'explicite sur cet aspect, il semble pourtant que l'on puisse dire que la rupture révolutionnaire pour Bordiga passe par l'insurrection armée. Dans une rubrique de courte durée, qui s'adressait aux lecteurs étrangers et qui était destinée à les informer sur la situation politique italienne, on faisait le commentaire suivant, en profitant de la lutte sanglante du prolétariat napolitain pour étendre les observations aux méthodes de lutte (occupations d'usines) qui étaient en train de se répandre en Italie :

« Naturellement même cette tactique ne pouvait aboutir à un résultat sérieux. À la suite de négociations, ou par l'usage de la force armée, le gouvernement a pu mettre fin à un pareil état de choses, tout au plus en déclarant la réquisition de l'usine de la part de l'État...

« Au point de vue communiste, il est absolument nécessaire de montrer aux masses qu'il leur faut une tactique bien différente pour atteindre leur émancipation révolutionnaire.

---

(\*\*) Lénine, *Lettres de loin*, dans *Œuvres*, volume 23, pages 352-53, Éditions sociales, 1959.

(\*\*\*) « Au point où nous en sommes, quand l'État du prolétariat est encore une aspiration programmatique, le problème fondamental est celui de la conquête du pouvoir par le prolétariat, ou mieux encore par le prolétariat communiste, c'est-à-dire par les travailleurs organisés en parti politique de classe et décidés à mettre en œuvre la forme historique du pouvoir révolutionnaire, la dictature du prolétariat » (A. Bordiga, *La constitution des conseils ouvriers*, dans "Il Soviet", 1<sup>o</sup> février 1920).

« C'est seulement la conquête du pouvoir politique par le moyen de l'insurrection armée des masses qui peut constituer la base solide pour la socialisation des moyens de production, et seulement un vrai et fort parti communiste peut accomplir cette tâche. »<sup>(\*)</sup>

Cette position sera confirmée encore plus explicitement dans un article de peu postérieur<sup>(\*\*)</sup> au précédent. Paradoxalement, Bordiga finissait par négliger l'aspect le plus significatif de la Révolution russe : celle-ci n'avait pas été le résultat d'une lutte armée (la guerre civile ne commencera qu'après le mois de novembre), mais d'une longue et toujours plus ample lutte de masse, politiquement dirigée, et qui est parvenue à modifier les rapports de force politiques entre les classes. Le problème militaire était vu par les bolcheviks comme une fonction de cette réalité : si celle-ci prenait de l'ampleur, le problème militaire de la révolution était résolu par les masses elles-mêmes, en attaquant, critiquant et paralysant, tous les organismes de gouvernement de l'État bourgeois.

En l'absence de ce référent fondamental, le développement d'une conscience révolutionnaire et la préparation à l'insurrection étaient donc chez Bordiga les termes essentiels qui définissent le caractère du parti de classe et le champ de son action. Mais il y a plus : la position prise par Bordiga sur le problème des soviets met en relief un autre aspect essentiel de sa conception de la révolution. La priorité réaffirmée de la politique et du parti, malgré toute sa prégnance critique anti-réformiste, se résout en une confusion entre le sujet conscient de la révolution – le parti – et les protagonistes de celle-ci, confusion qui conduit Bordiga à aboutir à une conception paradoxalement semblable à celle soutenue par Serrati : la condition pour le succès de l'action révolutionnaire, c'est un parti révolutionnaire; pour que les soviets deviennent des organes révolutionnaires, il est nécessaire que la majorité soit communiste; après la prise du pouvoir, l'organisation soviétique a sa matrice dans la section du parti. Bordiga n'en arrive pas jusqu'à concevoir la dictature du prolétariat comme la dictature des sections du parti communiste<sup>(\*\*\*)</sup>, mais la place reconnue à l'initiative des masses s'exprimant à travers leurs propres institutions, est très secondaire, et le rapport spontanéité-direction est fortement déséquilibré au profit du second terme. Le fait que le renvoi à Serrati n'ait pas de valeur polémique et ne constitue pas une exagération est confirmé par une autre analogie significative que l'on peut déterminer entre Bordiga et un représentant important du centrisme international comme Max Adler. Au-delà de sa théorisation éclectique sur la coexistence entre conseils et assemblée nationale – qui a pourtant une valeur beaucoup plus grande que celle que l'on peut lui attribuer si la critique est menée uniquement du point de vue des principes, dans la mesure où elle reflète l'état du mouvement de classe, l'ouverture sur le nouveau, l'effort pour dépasser une tradition de la II<sup>e</sup> Internationale qui conçoit la révolution comme purement prolétarienne –, Adler ne parvient pas à établir sur les conseils, qui ne sont pas considérés comme des organismes liés au système de production mais comme des institutions politiques, une distinction entre direction politique et protagonistes réels. En effet, la capacité des conseils à pouvoir représenter les

---

<sup>(\*)</sup> *La situation politique en Italie*, dans "Il Soviet", 28 mars 1920. Le titre et le texte de l'article précédent sont en français dans le journal de Bordiga, et la citation reproduite ci-dessus a été laissée en français par l'auteur de cette brochure (NdT).

<sup>(\*\*)</sup> Voir l'article déjà cité : *Grèves et massacres à l'heure actuelle*, dans "Il Soviet", 25 avril 1920. Mais voir également sur cette question la position de la FGS : *Pour une action anti-légalitaire*, dans "Il Soviet", 18 avril 1920. Sur le rôle joué par la FGS dans la polarisation à gauche du PSI, un discours à part serait nécessaire. Que l'on prenne en compte les observations effectuées récemment par Luigi Polano, qui était alors un dirigeant national, à l'occasion de la célébration du cinquantenaire de la réunion d'Imola (voir *La fraction communiste*, déjà cité).

<sup>(\*\*\*)</sup> C'était la position formulée par Serrati, comme on l'a vu précédemment. La position de Bordiga est plus nuancée, elle n'est pas aussi nette, mais il est indubitable que, dans le rapport parti-soviet, le premier joue un rôle déterminant : la réduction du soviet à la "forme" de la révolution a cette signification. Sur ce problème, voir de toute façon A. Bordiga, *La constitution des conseils ouvriers*, dans "Il Soviet", 1<sup>o</sup> février 1920 et 22 février 1920.

strates les plus diverses de la population laborieuse « présume que tous les intérêts économiques immédiats... soient nettement relégués à l'arrière-plan, derrière *l'intérêt commun de transformation sociale*... Il est donc nécessaire que les élus de ces corps représentatifs aient tous la même position et refusent par principe l'État et la société capitalistes, ce qui veut dire qu'ils soient les représentants de l'idée socialiste. »<sup>(\*)</sup>.

La conséquence opérative directe de toute cette vaste discussion sur les conseils et sur les soviets réside dans le rôle déterminant assigné au parti et dans le fait que l'on considère la création d'un « véritable parti communiste » comme la tâche la plus urgente et la plus immédiate qui se dresse devant les forces révolutionnaires. Une fois que, dans la création de ce nouvel organisme, l'on a exclu la centralité du lien avec les expériences de masse, ou avec la constitution d'institutions étatiques qui anticipent l'avenir, comme les conseils d'usine ou les soviets, l'élément fondamental par lequel passe la constitution et la définition d'un parti révolutionnaire, c'est l'abstentionnisme : « Nous – pour les raisons bien connues – nous pensons que la méthode qu'il faut abandonner si l'on veut faire en sorte que, en même temps qu'elle, l'on puisse rejeter les non communistes hors de nos rangs, c'est la méthode électorale – et nous ne voyons pas d'autre voie pour la naissance d'un parti communiste digne d'adhérer à Moscou »<sup>(\*\*)</sup>.

## *L'abstentionnisme : le parti et la révolution*

Les conclusions auxquelles l'on est parvenu en analysant le processus à travers lequel Bordiga voit la constitution d'un nouvel instrument politique du prolétariat; le fait de ramener la question de l'organisation à celle du parti; la vérification qui a été effectuée, concernant l'hypothèse du parti élaborée au cours de la thématique de la scission, à la lumière des rapports avec la classe – tous ces éléments permettent de déterminer dans l'abstentionnisme le référent théorico-politique général de toute la réflexion bordiguienne, celui qui unifie réellement les différentes parties de son discours.

---

<sup>(\*)</sup> Max Adler, *Démocratie et conseils ouvriers*, De Donato, Bari 1970.

<sup>(\*\*)</sup> A. Bordiga, *La constitution des conseils ouvriers*, dans "Il Soviet", 22 février 1920.

La surprise manifestée par Bordiga à propos de l'importance de la place que la critique ou la discussion de l'abstentionnisme occupait dans les attaques adressées au programme de la fraction était donc peu fondée<sup>(\*)</sup>.

Nous avons déjà vu comment l'abstentionnisme était présent dans les positions du "Soviet" avant Bologne et la constitution de la fraction, et dans quelle mesure il constitue un élément qui caractérise nettement son combat anti-maximaliste. Mais nous avons également vu le double visage que l'abstentionnisme présentait : une composante de principe, étroitement liée au jugement porté sur la situation historique (actualité de la révolution, fin d'un choix pratique caractérisant l'action des partis ouvriers durant toute la période de la II<sup>e</sup> Internationale, opposition nette entre démocratie bourgeoise et démocratie prolétarienne), et une autre composante opérative qui était incontestablement la conséquence de cette évaluation générale, mais qui mettait essentiellement en évidence l'aspect tactique de l'abstentionnisme, comme instrument destiné à rompre le cordon ombilical entre les maximalistes et les réformistes et à transformer le programme du parti. Nous avons également caractérisé un thème, étroitement lié à la composante de principe, auquel nous avons fait à peine allusion mais qui est très important, et qui sera ensuite amplement développé dans la période ultérieure. Après le Congrès de Bologne et la constitution de la fraction, et avec la modification d'ensemble du jugement porté sur le parti qui en a été la conséquence, c'est le rôle qui prédomine dans la thématique abstentionniste qui change également : l'aspect tactique continue à être présent, mais c'est la motivation de principe qui devient nettement prédominante, car elle justifie un parti révolutionnaire, et la détermination historique du choix proposé n'est plus liée à un jugement porté sur la période qui a débuté avec la guerre et la Révolution d'Octobre, mais de plus en plus sur une aire économique-sociale géographiquement délimitée. Les motivations de fond de l'abstentionnisme deviennent autres. Cela apparaît clairement dans une note de la rédaction, ajoutée à un article de Misiano à propos de la situation allemande<sup>(\*\*)</sup>. A part la contradiction dans le jugement fourni par Misiano à propos de la révolution allemande de janvier 1919<sup>(\*\*\*)</sup> – qui renseigne non seulement sur les limites de la compréhension de Misiano lui-même, mais aussi sur la difficulté de s'approprier la leçon que Lénine avait tirée du processus révolutionnaire russe pour orienter les choix du parti bolchevik, et les moments où appliquer ces choix –, la thèse centrale de l'écrit, face à la lutte de tendance qui était en train de s'installer dans le KPD, était que « l'œuvre du Parti politique révolutionnaire, qui voudrait être agile, vif, avisé, comme il se doit dans l'intérêt des masses qu'il tend à entraîner dans la lutte..., ne doit pas tendre à écarter quelque moyen que ce soit pour déployer son action... Et la question de s'abstenir ou non d'une élection est pour un marxiste, cher Bordiga, une question de tactique et non une question de principe. Qu'en penses-tu? ».

La réponse de Bordiga n'est approbatrice qu'à moitié – « Nous affirmons que c'est un problème tactique et de principe en même temps » –, et elle pose immédiatement le problème en termes plus généraux en réclamant une uniformité de décision de la part de l'Internationale communiste, « si vraiment la Troisième Internationale doit s'élever bien au-delà des dégénérescences de la Deuxième, informe ramassis de Partis sans liens et partisans de

<sup>(\*)</sup> « ...on a discuté et on discute avec acharnement uniquement sur l'incompatibilité de la participation électorale qui est sobrement affirmée dans le programme : alors que les maximalistes électoralistes soutiennent que, pour eux, l'action électorale est secondaire, ils s'en préoccupent tant qu'ils ont déversé des avalanches d'articles contre les quelques lignes anti-élections de notre programme. » (A. Bordiga, *Le système de représentation communiste*, dans "Il Soviet", 14 septembre 1919).

<sup>(\*\*)</sup> F. Misiano, *Abstentionnisme et participation aux élections dans le Parti communiste allemand*, dans "Il Soviet", 18 janvier 1920.

<sup>(\*\*\*)</sup> « L'échec de l'action de janvier n'invalide pas la bonne qualité du raisonnement, étant donné que cet échec a dépendu exclusivement du fait que l'action a été prématurée, et qu'elle a eu lieu uniquement en raison de la précipitation imprudente et inconsciente de certains noyaux de la masse laborieuse... Le "trop vite" a donc été une erreur de temps, mais non pas une erreur de méthode. » (ibidem).

méthodes opposées ». Cette invitation explicite adressée à l'Internationale a une double signification : elle met en évidence la position de Bordiga sur un point particulièrement fort comme l'est celui de la tactique, et elle implique un accord international de principe sur le thème spécifique de l'abstentionnisme. Déjà dans le commentaire à la lettre de Lénine aux communistes allemands, laquelle invitait ceux-ci à participer aux élections<sup>(\*)</sup>, et à l'usage qui avait été fait de cet écrit par l'"Avanti!", Bordiga intervenait non seulement pour fournir un jugement sur le PSI différent de celui donné par Lénine, en l'attribuant au manque d'informations<sup>(\*\*)</sup>, mais pour confirmer à nouveau la nature de principe de l'abstentionnisme et l'impossibilité d'appliquer par analogie l'expérience des bolcheviks à la Douma :

« Une question d'une importance si capitale implique toute la fonction essentielle du parti comme c'est apparu nettement en Allemagne au moment de l'écroulement du vieil Empire, au cours duquel ceux qui, comme Scheidemann, Kautsky, etc., étaient partisans de l'action parlementaire se dévoilèrent comme étant des opportunistes et le furent de manière conséquente.

« Dans les pays où la démocratie n'a pas de traditions comme en Russie, ce phénomène se manifeste dans ces heures critiques, mais dans nos pays, où la démocratie existe depuis longtemps, il n'y a pas besoin d'attendre ces crises pour juger la dite conduite de ces fractions, étant donné qu'elles ont effectué constamment un travail opportuniste, collaborationniste et anti-révolutionnaire, que la fonction parlementaire exige et impose. »

Il est assez facile de comprendre qu'il existe, à l'intérieur de la valeur de principe affirmée de l'abstentionnisme, un déplacement de la motivation qui va du caractère révolutionnaire de la période, qui est cependant rappelé<sup>(\*\*\*)</sup>, à la particularité des pays à longue tradition libérale-démocratique. L'abstentionnisme tend à se présenter comme l'élément qui doit caractériser la pratique révolutionnaire communiste en Occident, la composante essentielle de la rupture d'avec la légalité bourgeoise dans ces pays où les « organismes démocratiques... ont pu conquérir familiarité et popularité auprès des masses et obtenir d'elles cette grande confiance, qui est augmentée en outre... par l'influence des partis extrêmes, en particulier par celle du parti socialiste, qui a, assidûment et depuis de nombreuses années, valorisés ces organismes »<sup>(\*\*\*\*)</sup>. C'est là l'élément nouveau de justification de l'abstentionnisme, élément qui, s'il se relie en apparence à l'opposition entre démocratie bourgeoise et démocratie prolétarienne et à la tendance typiquement bordiguienne consistant à déduire la tactique directement des principes généraux, va de fait beaucoup plus loin et contient en lui la matrice d'une profonde différenciation d'avec le léninisme, dans la mesure où il caractérise une conception de la révolution et du rôle du parti qui demeurera solidement ancrée, il faut bien se le rappeler, même quand l'abstentionnisme sera abandonné, comme on l'a vu, après le II<sup>o</sup> Congrès de l'Internationale. Mais l'on reviendra sur ce thème d'ici peu : il suffit ici de rappeler que la généralisation de sa position sera effectuée avec

---

(\*) *La lettre de Lénine*, dans "Il Soviet", 11 janvier 1920.

(\*\*) « Ceux qui sont loin et ont peu d'informations précises, parmi lesquels le camarade Lénine, considèrent que le parti italien est révolutionnaire de manière homogène et authentique, c'est-à-dire qu'il a déjà été épuré de tout l'ancien lest social-démocrate. Qui sait quelles considérations Lénine aurait s'il savait par exemple que les communistes italiens auxquels il croit s'adresser ne le sont pas encore, mais sont simplement socialistes... ; ou si, par exemple, il savait que dans le parti il y a des sociaux-démocrates qui sont beaucoup plus à droite que le renégat et traître Kautsky... » (ibidem).

(\*\*\*) « Pour nous, la raison fondamentale de la non-participation repose surtout sur l'évaluation de la période historique que nous traversons, en considérant... que, dans une période révolutionnaire, la seule et unique tâche du parti communiste est celle de consacrer toute son activité à la préparation de l'action révolutionnaire qui tend à abattre l'État bourgeois par la violence... » (ibidem).

(\*\*\*\*) *Lénine et l'abstentionnisme*, dans "Il Soviet", 1<sup>o</sup> février 1920.

cohérence par Bordiga dans la critique qu'il adressera à la circulaire de Zinoviev<sup>(\*)</sup>, et que cela provoquera un désaccord programmatique sur le plan international. À la réunion de Florence en effet, la motion finale donnait mandat au CC de la fraction « d'intensifier les rapports internationaux en vue de constituer la fraction anti-élections au sein de l'Internationale communiste, et de soutenir lors du prochain congrès international les directives de la fraction... »<sup>(\*\*)</sup>. Un choix qui correspond au plus grand souffle que l'action de la fraction prend après Bologne et qui explique la présence dans la revue d'interventions d'importants théoriciens communistes comme Lukács, Friedländer, Bela Kun, Gorter et Pannekoek, et l'attention portée aux vicissitudes du mouvement communiste international.

L'analyse de la situation du parti allemand, et en particulier celle des orientations de l'opposition, a certes pour but de différencier la position de la fraction italienne de celle de Hambourg, de Brême et de Berlin, mais, dans la nette réaffirmation de la valeur de l'abstentionnisme, il y a aussi le germe de l'accusation d'opportunisme adressée à l'Internationale :

« Prendre leurs mandats afin de les *utiliser* selon une certaine voie pour mettre en oeuvre notre propagande, est une tactique dangereuse.

« Théoriquement, cette voie n'est pas claire et elle repose incontestablement sur un paradoxe dialectique. Pratiquement, elle prête le flanc à trop d'embûches. La dialectique historique marxiste doit nous enseigner que, si la bourgeoisie veut et soutient cette tactique, c'est parce qu'elle sent, sans se tromper, que cette tactique ne peut pas lui nuire... Nous disons, nous sommes fermement convaincus, que les "utilisateurs" finiront par être "utilisés" par la démocratie bourgeoise. »<sup>(\*\*\*)</sup>

Cette attitude établit également l'opinion qui d'ici peu sera donnée sur la dissolution du Bureau d'Amsterdam par le Comité Exécutif de l'Internationale : on ne porte de jugements que sur les thèses connues, on se différencie d'elles, mais on manifeste une sympathie dissimulée pour les opposants allemands dans la mesure où l'attitude de la centrale du KPD, à l'occasion du putsch de Kapp, a été trop incertaine et favorable aux Indépendants<sup>(\*\*\*\*)</sup>, et enfin, grâce à un artifice oratoire, on pose en termes certains l'élimination d'un doute au moment même où on le pose : « Mais nous ne voudrions pas qu'Amsterdam soit désavoué pour son juste comportement combatif et intransigeant à l'égard des opportunistes, des indépendants, des reconstructeurs. Nous ne croyons pas que Moscou renonce à ses positions de critique envers les *renégats* du type Kautsky ».

L'orientation relative à cette question change, comme on le sait, après le II<sup>o</sup> Congrès de l'Internationale, et l'on peut en percevoir les traces dans la position d'un article de Ludovico Tarsia dans "Il Soviet". La tendance est celle de minimiser l'action parlementaire dans le cadre de l'action d'un parti communiste<sup>(\*\*\*\*\*)</sup>, et, à preuve de cela, on rappelle que l'abstentionnisme constitue si peu « le pivot fondamental de l'action communiste » que « nous n'avons pas voulu affronter la séparation d'avec le parti à cause de lui et que nous n'avons pas voulu approuver l'alliance avec des antiparlementaires, non pas parce qu'ils l'étaient, mais parce qu'ils n'acceptaient pas strictement le programme communiste ». C'est un jugement qui contraste cependant, non seulement avec un autre article de Tarsia paru dans un numéro précédent<sup>(\*)</sup>, avec les profondes réserves avancées, comme on l'a vu, par Bordiga sur

---

(\*) *La III<sup>o</sup> Internationale et le parlementarisme*, dans "Il Soviet", 1<sup>o</sup> février 1920.

(\*\*) Voir le compte rendu de la Conférence nationale de la fraction, dans "Il Soviet", 16 mai 1920.

(\*\*\*) A. Bordiga., *Le parti communiste allemand*, dans "Il Soviet", 11 avril 1920.

(\*\*\*\*) A. Bordiga, *Les tendances dans la Troisième Internationale*, dans "Il Soviet", 23 mai 1920 : « ...il nous semble indubitable que la direction du KPD n'a pas été à la hauteur des événements ».

(\*\*\*\*\*) L. Tarsia, *La fraction abstentionniste et le Congrès de Moscou*, dans "Il Soviet", 8 décembre 1920.

(\*) L. T., *La III<sup>o</sup> Internationale et le parlementarisme*, dans "Il Soviet", 22 août 1920.

le choix électoraliste du parti allemand, mais surtout avec les thèses présentées à Moscou par la fraction et avec le discours de la minorité prononcé par Bordiga.

Si l'on ramène drastiquement à de plus justes proportions le jugement de Tarsia, et celui plus récent qui a été fourni du point de vue historiographique<sup>(\*\*)</sup>, il y a encore un autre élément qui n'est pas secondaire : l'orientation anti-élections était profondément enracinée du moins dans certains secteurs du parti et l'on en trouve des traces également après la constitution du PCd'I à l'occasion de la participation aux élections législatives de 1921<sup>(\*\*\*)</sup>. L'intervention de Bordiga sur ce point est particulièrement significative :

« Selon moi, le problème [de participer ou non aux élections] n'a pas de raison d'exister. Pour des motifs clairs de discipline tactique internationale, le Parti communiste doit intervenir, et il interviendra dans les élections.

« Je ne veux pas dire que le problème de la tactique électorale soit, au sens de l'Internationale communiste, définitivement résolu avec les décisions du II<sup>o</sup> Congrès. Je crois plutôt que le nombre des abstentionnistes comme nous a augmenté dans beaucoup de Partis communistes occidentaux, et il n'est pas exclu que la question se repose lors du prochain III<sup>o</sup> Congrès. Si cela arrivait, je serais en faveur des mêmes thèses que j'ai présentées et qui ont été rejetées... : pour le meilleur développement de la propagande communiste et de la préparation révolutionnaire dans les pays "démocratiques" occidentaux, dans la période actuelle de crise universelle révolutionnaire, les communistes NE devraient PAS participer aux élections. »<sup>(\*\*\*\*)</sup>

Après avoir confirmé sa discipline par rapport aux décisions du congrès, il rappelle les éléments de différenciation entre sa position et celle de Lénine et de Boukharine<sup>(\*\*\*\*\*)</sup> jusqu'à parvenir à une autre caractérisation de la participation communiste aux élections de 1921 : le boycottage des élections, selon les thèses de l'Internationale communiste, est prévu seulement dans le cas de la possibilité de passer à la lutte immédiate pour la conquête du pouvoir : « je voudrais qu'il en soit ainsi, mais il n'en est pas ainsi aujourd'hui ».

Il nous semble toutefois que l'on ne peut pas faire une évaluation plus complète de l'abstentionnisme bordiguien si l'on ne déplace pas le problème des termes dans lesquels il est habituellement posé, c'est-à-dire comme une orientation spécifique sur une question spécifique, pour comprendre au contraire les implications plus générales qu'il contenait : ce n'était qu'un indice, mais certainement pas secondaire, d'une conception révolutionnaire. Celle-ci est du reste la conclusion à laquelle aboutit toute la reconstruction achevée de la réflexion bordiguienne. Dans sa brève réponse au rapport de Bordiga sur l'abstentionnisme, Lénine indique avec une extrême précision une des caractéristiques constantes de la

---

(\*\*) L. Cortesi, *Le socialisme italien*, déjà cité : « Face à cette fonction historique [de passage de la Deuxième à la Troisième Internationale] ...l'abstentionnisme bordiguien reste un phénomène idéologique secondaire, non essentiel au noyau théorique marxiste-révolutionnaire du communisme italien ». (Voir aussi *ibidem*, les réserves critiques sur la plateforme abstentionniste). De Clementi porte un jugement complètement opposé sur la question, aussi bien sur le caractère central de l'abstentionnisme dans la réflexion bordiguienne que dans la critique qu'elle adresse à Bordiga pour avoir sous-évalué l'incidence que la dissolution du Bureau d'Amsterdam avait sur la possibilité d'accueil de son combat abstentionniste (voir ouvrage déjà cité). Mais la signification de la prise en charge de cette thématique lui échappe : l'abstentionnisme identifie seulement une orientation spécifique sur une question spécifique.

(\*\*\*) La position abstentionniste est confirmée par N. Lovero, *Abstention ou intervention*, dans "Il Soviet", 10 avril 1921.

(\*\*\*\*) A. Bordiga, *Les élections*, dans "Il Soviet", 17 avril 1921.

(\*\*\*\*\*) « Que les camarades relisent tous les arguments de Lénine et de Boukharine, et ils verront qu'ils correspondent mieux à des circonstances de création et de violation de la liberté de mouvement du parti. Qu'ils relisent les arguments que je présente, et ils verront qu'ils se réfèrent surtout à des situations de "démocratie" et de liberté, sans que, entendons-nous bien, que je les pense dépassées dans les circonstances actuelles » (*ibidem*).

conception bordiguienne, c'est-à-dire l'idéologisme : « Vous substituez votre détermination révolutionnaire aux conditions qui définissent la ligne politique suivie par chaque classe de la société moderne. En conséquence, vous oubliez que, pour détruire le parlement bourgeois en Russie, nous avons dû tout d'abord convoquer l'Assemblée constituante, et ceci même *après* notre victoire. »<sup>(\*)</sup>. L'idéologisme a comme conséquence pratique le manque de considération des processus réels à travers lesquels les masses acquièrent un degré de conscience plus élevé, et donc, en définitive, comporte l'incapacité de faire de la politique, c'est-à-dire d'intervenir et d'agir de manière opérative dans une situation donnée :

« L'histoire de la Révolution russe a clairement prouvé que les grandes masses de la classe ouvrière, de la classe paysanne et des petits employés, n'auraient pas été convaincues par des arguments si elles n'avaient pas fait leur propre expérience... Si vous êtes marxistes, vous devez reconnaître que le rapport entre les classes dans une société bourgeoise et la relation entre les partis sont en connexion étroite... Comment exposerez-vous telle ou telle manœuvre parlementaire, l'attitude de tel ou tel parti, si vous n'êtes pas au parlement?... Si toutes les classes sont poussées à participer à la lutte parlementaire, c'est parce que des intérêts et des conflits de classe ont leur reflet dans le parlement... Le parlement est un produit du développement historique que l'on ne peut abolir et faire disparaître du monde tant que l'on est pas suffisamment fort pour disperser le parlement bourgeois. »<sup>(\*\*)</sup>

Ce sont là des observations critiques importantes, non seulement en raison de la contribution analytique qu'elles fournissent sur une question déterminée, mais surtout à cause de la généralisation des positions critiques qu'elles effectuent : l'abstentionnisme n'est pas rejeté parce qu'il est une position incorrecte en tant que telle, mais en raison du subjectivisme dont il est l'expression. Il nous semble cependant que si la critique léninienne saisit les aspects essentiels de la conception bordiguienne, elle ne le fait qu'au point final d'une structure motivationnelle qui a des racines plus générales que l'idéologisme et qui réside dans la spécificité occidentale caractérisée par Bordiga, comme on la déduit des citations reproduites précédemment, c'est-à-dire dans la tradition libérale-démocrate à travers laquelle la subordination du prolétariat à la bourgeoisie passe, ou bien il est plus facile qu'elle passe. C'est ici que l'on comprend la différence entre la Russie et l'Europe occidentale, et cette caractérisation marque aussi la limite à l'intérieur de laquelle il est possible de mettre en œuvre l'appropriation de l'expérience russe et de la leçon léninienne. On peut déterminer des éléments de cette différenciation chez Bordiga et dans "Il Soviet", y compris indépendamment de l'abstentionnisme : il suffit seulement de penser au jugement que Bordiga porte sur le léninisme dans un écrit cité à plusieurs reprises :

« La tendance communiste abstentionniste n'a jamais eu la prétention qu'on la gratifie d'être la plus fidèle interprète de la pensée de Lénine. Elle a toujours soutenu que le bolchevisme russe n'est rien de nouveau du point de vue théorique, comme Lénine lui-même le reconnaît; il n'est rien d'autre que le renvoi au marxisme classique le plus rigide et le plus sévère... Les coïncidences fréquentes entre nos directives et celles de Lénine démontrent que toutes les deux descendent du même tronc, d'où elles partent avec exactement la même orientation. »<sup>(\*\*\*)</sup>

Le bolchevisme est en somme une « plante de tout climat »<sup>(\*)</sup> : ce n'est certainement pas un hasard si la structure du document de la fraction abstentionniste est calquée sur le schéma

---

<sup>(\*)</sup> Lénine, *Discours sur le parlementarisme*, déjà cité.

<sup>(\*\*)</sup> Ibidem.

<sup>(\*\*\*)</sup> Lénine et l'abstentionnisme, dans "Il Soviet", 1<sup>o</sup> février 1920.

<sup>(\*)</sup> Voir "Il Soviet", 23 février 1919.

du *Manifeste communiste*. Ce jugement de Bordiga nous renvoie à la situation magmatique et en formation du mouvement révolutionnaire, du moins européen, y compris après la fondation de l'Internationale communiste : une koinê dans laquelle le débat était ouvert, parfois très âpre, et dans laquelle on comptait en fonction des expériences réelles du mouvement dont on était l'expression. Et il est important de souligner cela justement pour comprendre le processus tout autre que linéaire d'où naît l'hypothèse d'une réorganisation internationale du mouvement ouvrier, dans lequel confluent différents courants de pensée et expériences réelles. La constitution d'un Bureau de l'Internationale communiste à Amsterdam, Berlin et Vienne, indique, au niveau organisationnel, la conscience de la diversité des composants et l'effort pour les unifier<sup>(\*\*)</sup>. Le renvoi explicite à Marx et à sa leçon révolutionnaire, on peut non seulement le trouver chez Bordiga, mais c'est un élément commun aussi à d'autres représentants importants et reconnus de la gauche révolutionnaire européenne, comme Rosa Luxemburg<sup>(\*\*\*)</sup>. L'absorption du léninisme dans le marxisme ne signifiait apparemment qu'une réaffirmation de son universalité : en fait, cette réduction permettait d'échapper à la tâche spécifique de se mesurer avec l'expérience la plus avancée du mouvement ouvrier international et de la rendre opérative dans un contexte différent<sup>(\*\*\*\*)</sup>.

Le développement quasi simultané, que l'on peut enregistrer au cours de ces années-là, d'une série de positions d'extrême gauche communiste, définies de manière unitaire comme "gauchistes" par le titre d'un opuscule on ne peut plus célèbre, trouve son origine dans l'impact des instruments théoriques et politiques élaborés par le mouvement ouvrier européen en plus de vingt années d'expériences et de luttes sur les problèmes posés par l'impérialisme, par la guerre et par la révolution; il est le résultat de la difficulté à résoudre concrètement le problème "dramatique", de grande dimension historique, relatif à la façon dont il est possible de faire circuler les expériences. Le fait de souligner la différence entre l'Europe occidentale et la Russie est à l'intérieur de ce processus d'élaboration, et la caractérisation correcte d'une diversité de situations risque toujours de faire renouer, sur un plan différent, avec le discours social-démocrate classique de l'arriération russe ou d'une spécificité non généralisable.

Durant cette période, Bordiga explique la différence de situations par l'élément idéologico-politique que l'on a rappelé – démocratie et libéralisme –, mais ce n'est certainement pas pour réaffirmer la supériorité d'une série de pays par rapport à la situation russe, dans la mesure où Bordiga sera toujours fortement critique, ou pour le moins méfiant, à l'égard de toute hypothèse tendant à soutenir qu'une bourgeoisie ouverte à des positions réformistes ou plus libérales pourrait offrir des conditions de lutte plus avancées pour le mouvement ouvrier. Il est important de souligner le caractère politico-idéologique de l'élément distinctif, dans la mesure où Bordiga n'en faisait pas découler une évaluation qui touchait à la formation économique-sociale qui le sous-tendait : à partir de 1914, à l'occasion de la guerre mondiale, le caractère démagogique et mystificateur de la couverture idéologique de l'Entente : démocratie contre autocratie, était parfaitement clair pour lui. Sous l'apparence autoritaire et semi-féodale de l'Empire wilhelminien, il caractérisait la même modernité que celle des développements français et anglais<sup>(\*\*\*\*\*)</sup>. Du reste, la position de la question méridionale adoptée par Bordiga et les conséquences qu'il en tirait au niveau de la tactique du parti avait le même caractère : « Personne de nous ne songe à nier que la différenciation de classe dans le Mezzogiorno ne soit incertaine », mais « si la bourgeoisie dans le Midi n'est pas socialement développée, politiquement... elle a acquis ses conquêtes

---

(\*\*) Voir G. Procacci, *Recension de l'anthologie de Jane Degras*, dans "Annali Feltrinelli", Milan 1958.

(\*\*\*) Voir le discours sur le programme à l'occasion de la constitution du parti communiste (R. Luxemburg, *Écrits choisis* par L. Amodio, Ed. Avanti!, Milan 1963).

(\*\*\*\*) Voir comme illustration A. Rosenberg, *Histoire du bolchevisme*, Sansoni, Florence 1969, et l'introduction de E. Racioneri.

(\*\*\*\*\*) *À notre poste!*, dans l'"Avanti!", 16 août 1914, et maintenant dans *L'histoire de la gauche communiste* déjà cité.

de classe en même temps que la bourgeoisie du reste de l'Italie, puisqu'elle a obtenu, ensemble avec cette dernière, le régime démocratique qui est le régime politique de la bourgeoisie »<sup>(\*)</sup>. C'est un jugement qui ouvre la voie à une appropriation du caractère bourgeois-capitaliste de l'arriération méridionale, et d'autre part, avec la scission entre la politique et l'économie, il barre la voie à une compréhension du mécanisme national à travers lequel la permanence de l'arriération était garantie et auquel elle était organiquement liée. On excluait en définitive la possibilité de comprendre ce qu'était l'État italien, la bourgeoisie italienne, le processus d'accumulation du capital en Italie. Le rapprochement que De Clementi effectue entre Lénine et Bordiga, en prenant prétexte de cette analyse, est nettement forcé<sup>(\*\*)</sup>. Bordiga se reposera toute la question plus tard quand les convulsions sociales de l'après-guerre et la défaite ouvrière tendront à se conclure par une solution réactionnaire : « L'État italien actuel est-il un État typiquement bourgeois ou bien est-il un État arriéré par rapport au type des États modernes capitalistes? »<sup>(\*\*\*)</sup>. La réponse nette donnée à propos du caractère de classe bourgeois-capitaliste de l'État italien le conduisait à ôter toute importance à la particularité de cette domination de classe, aux contradictions internes au bloc dominant, contradictions potentielles, et ensuite réelles lors de l'après-guerre, au caractère de la tradition démocratico-libérale italienne, à l'antithèse, en définitive, entre les structures démocratiques et la réaction fasciste<sup>(\*\*\*\*)</sup>.

Le renvoi de Bordiga à l'influence "démocratique" et "libérale", en tant que valeur qui conditionne l'action de la classe ouvrière, avait une signification précise et il caractérisait une réalité difficilement réfutable. L'argumentation de Lénine sur l'expérience bolchevique de la participation à la Douma ou sur l'existence aussi en Russie, bien que pendant une brève période, d'une phase démocratique bourgeoise<sup>(\*\*\*\*\*)</sup> devait être peu convaincante pour qui était conscient que le parlement était autre chose que la Douma – et du reste Lénine lui-même, dans le discours cité, le reconnaissait amplement au moment même où il insistait sur son caractère d'institution enracinée dans les masses, même si ensuite l'axe de son intervention était, comme on le verra, profondément différent de celui de Bordiga. Celui-ci déterminait avec exactitude comment, dans un pays doté d'une tradition libérale-démocratique longue et consolidée, la garantie de la permanence et de l'efficacité de tout le mécanisme était fournie non seulement par la force mais aussi par le consensus de larges masses, y compris ouvrières. « ...le point de force ou de faiblesse de l'État – écrivait Lukács dans ces années-là<sup>(\*\*\*\*\*)</sup> – c'est précisément la façon dont celui-ci se reflète dans la conscience des hommes. Dans ce cas, l'idéologie n'est pas seulement une conséquence de la structure de la société, mais elle est aussi la condition de son fonctionnement ». La problématique à laquelle fait référence Bordiga était partie intégrante de la réflexion qui tourmentait le mouvement ouvrier international : c'est-à-dire la compréhension de la crise du socialisme, la détermination des racines de l'opportunisme et la recherche de voies pour dépasser ces limites. Il est clair que pour Bordiga les racines de l'opportunisme sont à rechercher dans l'orientation exprimée par le mouvement ouvrier durant la II<sup>e</sup> Internationale,

(\*) *Discours du rapporteur de la gauche au Congrès d'Ancône*, dans *Histoire de la gauche communiste*, déjà cité.

(\*\*) A. De Clementi, opus cité.

(\*\*\*) A. Bordiga, *Les rapports des forces sociales et politiques en Italie*, dans "Rassegna comunista", 30 septembre 1922. La réponse est affirmative.

(\*\*\*\*) « Nous ne sommes pas des métaphysiciens, mais des dialecticiens : nous ne voyons pas dans le fascisme et dans la contre-offensive bourgeoise générale d'aujourd'hui un changement de route de la politique de l'État italien, mais la continuation naturelle de la méthode appliquée avant et après la guerre par la démocratie. Nous ne croyons pas à l'antithèse entre démocratie et militarisme. Nous ne ferons pas plus grande confiance, dans cette seconde situation, au complice naturel de la démocratie : le réformisme social-démocrate » (ibidem, 31 octobre 1922).

(\*\*\*\*\*) Lénine, opus cité.

(\*\*\*\*\* G. Lukács, *Histoire et conscience de classe*, Sugar, Milan 1967.

orientation qui était subordonnée à l'État et aux institutions bourgeoises, étant donné qu'il les considérait comme éternels : et il n'était certainement isolé dans cette analyse rétrospective. Il suffit de penser à toute l'élaboration léninienne qui tendait à lier la fracture de l'Internationale face à la guerre aux luttes de tendance de la période précédente, le social-chauvinisme à l'opportunisme<sup>(\*)</sup>. C'est dans ce bilan critique et dans la différenciation d'avec le passé que passait non seulement l'effort de récupérer, dans le grand éventail de tâches, de fonctions, de division sociale du travail, de stratification sociale, que le capitalisme contient, l'unité du travail et donc l'autonomie de classe du prolétariat, mais que passait surtout un processus de portée historique ainsi que d'ampleur et de profondeur exceptionnelles que Lukács, dans un essai célèbre définissait comme « la crise idéologique du prolétariat », le dépassement de la spontanéité du marché et en même temps la tentation permanente de se retirer « face à l'énormité indéterminée de ses propres objectifs »<sup>(\*\*)</sup>. Et c'est justement dans un écrit très important sur le parlementarisme, publié dans "Il Soviet" en trois parties, que Lukács souligne avec force que le prolétariat, « avant d'atteindre la terre promise de l'émancipation, doit passer par l'épreuve du feu de cette autocritique dans laquelle il se dépouille de la figure de l'âge capitaliste, qui se manifeste de la manière la plus complète précisément dans la social-démocratie, et c'est ainsi qu'il parvient à sa purification »<sup>(\*\*\*)</sup>.

La réflexion bordiguienne fait donc, malgré le caractère sommaire des indications offertes, partie intégrante de cette problématique générale, de cette "autocritique" du prolétariat. Cela doit être souligné avec force afin de donner de plus justes proportions au jugement, déjà rappelé, d'un Bordiga qui aurait été enfermé dans une optique provinciale, napolitaine et campanienne : et Bordiga était conscient de cela<sup>(\*\*\*\*)</sup>. Le fait distinctif est donc ailleurs. Il est avant tout dans l'assignation d'une valeur déterminante à la tradition libérale-démocratique, à tel point qu'il considère celle-ci comme un élément qui caractérise la spécificité occidentale, sans ramener ce problème au problème plus général, mais aussi plus universel, de l'influence bourgeoise permanente sur le prolétariat, qui est destinée à durer autant que l'existence réelle des classes, et donc aussi après la prise du pouvoir par le prolétariat. Cette caractérisation explique également l'attention particulière qu'"Il Soviet" prête à l'expérience allemande : celle-ci offrait le premier exemple de révolution dans un pays doté de traits et de traditions profondément différents de ceux qui existaient en Russie – même si Bordiga attire à plusieurs reprises l'attention sur le fait que les institutions libérales en Allemagne étaient plus fictives et provisoires que dans d'autres pays occidentaux, comme l'Italie –; il y avait un mouvement ouvrier hautement organisé, avec un parti socialiste très puissant; l'opposition soviét-Constituante y avait des implications de masse, pratiques et théoriques, beaucoup plus vastes et généralisables que celles de l'expérience russe, car elles scindaient le mouvement ouvrier.

Il y a une autre caractérisation de la réflexion bordiguienne qu'il faut mettre à évidence. Placer l'accent sur le renversement des valeurs comme étant la condition pour briser l'hégémonie bourgeoise sur la classe ouvrière, cela signifie essayer de privilégier un fait de conscience, les formes idéologiques, et par conséquent élaborer sur cette condition une conception de la révolution tendancielle en contradiction avec la conception de la

(\*) Voir, pour mémoire, ses plus célèbres écrits : *La faillite de la II<sup>e</sup> Internationale* (volume 21), *L'opportunisme et la faillite de la II<sup>e</sup> Internationale* (volume 22), ainsi que les observations que Lénine confirme sur ce lien dans *L'impérialisme*.

(\*\*) G. Lukács, opus cité.

(\*\*\*) G. Lukács, *Sur la question du parlementarisme*, dans "Il Soviet", 16 mai 1920. Les deux autres articles sont publiés dans les numéros du 25 avril et du 2 mai.

(\*\*\*\*) Les documents témoins de cette conscience sont les suivants : la décision, adoptée à Florence, de constituer la fraction abstentionniste dans l'IC, la publication d'une série d'interventions de théoriciens et de politiciens importants du communisme international sur ce problème, et les notes qui les accompagnent (voir par exemple le billet qui précède le texte de Bela Kun, *La mise en œuvre du boycott du Parlement*, dans "Il Soviet", 25 juillet 1920).

révolution en tant que processus réel et objectif. Ainsi, pourrait-on dire en empruntant à Gramsci une expression fameuse, l'abstentionnisme se présente comme la « réforme morale et intellectuelle du prolétariat » contre l'opportunisme. Ce n'est certainement pas un hasard si, en annotant l'écrit de Lukács sur le problème du parlementarisme, qui est celui où les réserves sur la tactique prônée par l'Internationale apparaissent le plus, sur les dangers qu'elle comporte<sup>(\*)</sup>, le désaccord avec le théoricien hongrois porte sur un point caractérisant comme les conseils, c'est-à-dire sur des institutions qui renseignent objectivement sur la rupture avec la légalité bourgeoise et sur le niveau de la lutte de classe<sup>(\*\*)</sup>. C'est sur cette voie que la réflexion bordiguienne tendait à s'éloigner de Lénine et à rencontrer, bien qu'avec des différences significatives, les théoriciens d'extrême gauche hollandais.

On a déjà rappelé le jugement prudent exprimé par "Il Soviet" à l'occasion de la dissolution du bureau d'Amsterdam, la place importante consacrée aux vicissitudes du parti communiste allemand et surtout à l'analyse de son opposition, parce que c'est par rapport à elle que le journal définissait au mieux ses propres thèses : il existe cependant une analogie de fond sur la manière de comprendre la révolution et le rôle du parti, ce qui justifie déjà en soi la spécification de rapports existants entre la réflexion bordiguienne et celle de la gauche hollandaise. Et il ne s'agit pas seulement d'un débat ou d'une convergence purement d'idées : après la constitution de la fraction abstentionniste communiste, "Il Soviet" tend à acquérir de plus en plus un souffle international, et un objectif explicite de la motion votée à Florence était celui d'organiser une fraction abstentionniste au niveau international. D'autre part, des écrits des théoriciens hollandais, comme l'article de Gorter sur *La victoire du marxisme*<sup>(\*\*\*)</sup>, ou des articles de Pannekoek, trouvaient hospitalité dans la revue. "Il Soviet" publie deux écrits de ce dernier qui est, comme on le sait, le représentant théorique le plus considérable et le plus lucide de l'extrémisme international, et qui avait déjà occupé durant la période de la II<sup>e</sup> Internationale une place d'importance dans la gauche socialiste internationale<sup>(\*\*\*\*)</sup> : l'un, relatif au problème de la socialisation<sup>(\*\*\*\*\*)</sup>, et l'autre, qui constitue un peu le manifeste théorique de l'opposition internationale à la tactique de l'Internationale communiste et aux positions qui seront exprimées par Lénine dans *Le gauchisme*, c'est-à-dire le fameux écrit paru dans "Kommunismus", *Le développement de la révolution mondiale et la tactique du communisme*<sup>(\*\*\*\*\*)</sup>. La publication de cet article n'est certainement pas fortuite et elle a donc, en soi, indépendamment de l'analyse des positions exprimées, la signification d'un choix politique très précis.

Tout d'abord, la publication a débuté après qu'avait été adoptée la mesure de fermeture du Bureau d'Amsterdam et, si l'on tient compte des réserves avancées par Bordiga sur cette mesure, le caractère d'alignement, que le choix de publier le texte avait, deviendra plus clair. En second lieu, ce long essai concerne douze numéros de la revue, du 5 septembre 1920 au 6 janvier 1921, c'est-à-dire depuis la date où s'était déjà conclu le II<sup>e</sup> Congrès de

---

(\*) « La première difficulté qui se présente, presque sans exception, devant les groupes parlementaires est la suivante : réussir réellement à échapper au parlementarisme dans le Parlement lui-même. Et en effet la critique la plus sévère d'une action quelconque des classes dominantes reste un simple jeu de mots, une simple rhétorique pseudo-révolutionnaire, si elle ne sort pas du champ parlementaire, si elle n'a pas pour effet à ce moment-là d'enflammer la véritable lutte de classe, de mettre en relief de manière évidente les contradictions de classe et donc l'idéologie du prolétariat. L'opportunisme... a précisément ses racines en cela. (G. Lukács, *Sur la question du parlementarisme*, dans "Il Soviet", 2 mai 1920).

(\*\*) Voir la note de la rédaction accompagnant le dernier article de Lukács, dans "Il Soviet" du 16 mai 1920 : « ... nous ne saurions faire nôtres les considérations contenues dans la dernière partie, pour des raisons qu'il serait superflu de répéter ». La dernière partie était justement relative au rôle révolutionnaire des conseils.

(\*\*\*) "Il Soviet", 8 août 1920.

(\*\*\*\*) Sur les vicissitudes du groupe des "tribunistes", voir G. D. H. Cole, *Histoire de la pensée socialiste. La Deuxième Internationale*, vol. II, Laterza, Bari 1968, et *Communisme et démocratie*, vol. II, Laterza, Bari 1968.

(\*\*\*\*\* ) "Il Soviet", 28 mars 1920.

(\*\*\*\*\* ) "Il Soviet", 5 septembre 1920.

l'Internationale communiste jusqu'à celle de la fondation du PCd'I. Ce n'est que lorsque la fraction abstentionniste se dissout pour confluer dans le nouveau parti que la publication s'interrompt (et la partie manquante est relative à un aspect significatif de la conception de Pannekoek sur le développement de la révolution mondiale) : et cela est une confirmation supplémentaire, très cohérente, de la distinction de positions, déjà rappelée, et qui a été maintenue jusqu'à la fin, entre l'orientation de la fraction et l'orientation profondément différente, formulée par le *Manifeste-programme* de la gauche, qui fournit la plateforme de constitution du nouveau parti. Enfin, le billet de la rédaction qui précède la première partie de l'essai est encore plus explicitement significatif de la place attribuée à l'intervention de Pannekoek et à sa publication dans "Il Soviet" :

« Comme on le sait, le camarade Lénine... a trouvé dernièrement le temps, dans un opuscule spécial écrit à la veille du Congrès de Moscou, de s'occuper du mouvement radical au sein du communisme international, et il l'y définissait comme la maladie infantile du communisme. On peut noter particulièrement notre infantilité et celle de notre journal dans cet opuscule; et nous sommes résignés, après les coups sur le derrière de papa, à supporter patiemment aussi les plaisanteries des chers frères de chez nous, qui ne manqueront pas.

« Mais, comme il ne manque jamais aux garçons impertinents et punis un oncle protecteur, qui les console avec un hochet, voici qu'il nous est arrivé aussi à nous un hochet sous la forme d'un long article... du camarade Anton Pannekoek.

« Nous croyons opportun de rappeler que Pannekoek a affirmé nettement, dès 1912, avant Lénine, ce qui est devenu un fondement du communisme international : la destruction de l'État démocratico-parlementaire comme première tâche de la révolution prolétarienne. Nous rappellerons aussi qu'un témoin compétent et non suspect, Karl Radek, a défini Pannekoek comme "l'esprit le plus clair du socialisme occidental". »(\*)

Sous l'ironie bienveillante avec laquelle les critiques de Lénine sont relevées, il est nettement confirmé encore une fois aussi bien le désaccord que le renvoi à une tradition révolutionnaire occidentale dont on se déclare partie intégrante. L'analyse des positions de Pannekoek et de Gorter est par conséquent essentielle pour une plus grande caractérisation de Bordiga.

L'on ne dispose pas encore d'une évaluation complète ni de ces orientations d'idées, ni de l'incidence pratique qu'elles ont eu(\*\*), mais il nous semble toutefois opportun d'insister encore une fois sur le fait que les éléments d'affinité et de convergence ne doivent pas être caractérisés, ou du moins pas seulement, sur quelques questions spécifiques, comme l'anti-parlementarisme ou la critique très dure adressée aux syndicats comme forme d'organisation ouvrière, mais dans une conception plus générale. Il y a avant tout une matrice commune à tout le courant révolutionnaire qui est celle d'être une expression de la grande révolte ouvrière du premier après-guerre, et en même temps une tentative de réponse au problème de "faire comme en Russie", de passer du maillon le plus faible de la chaîne au maillon suivant, problème étroitement lié à la conscience très lucide que la révolution prolétarienne est la réalité la plus complexe qui existe, dans la mesure où elle doit changer les rapports entre les hommes, et l'homme lui-même, en créant les conditions matérielles de ce changement (abolition des classes). Une composante essentielle de cette matrice unitaire de la gauche révolutionnaire internationale est constituée par l'expérience allemande, à savoir l'échec de janvier 1919 dans une situation de faiblesse extrême de la bourgeoisie : l'analyse de ces événements, comme on le sait et comme on le verra plus amplement en parlant de Gramsci,

---

(\*) Ibidem.

(\*\*) Voir D. Ferreri, *Notes sur le "gauchisme" historique*, déjà cité.

conditionne aussi bien le jugement sur la Révolution russe<sup>(\*)</sup> que l'élaboration de la politique de l'Internationale<sup>(\*\*)</sup> et que, en fin de compte, la caractérisation de la plus grande difficulté d'une révolution en Occident, et par conséquent la définition d'une spécificité de la révolution occidentale : « L'expérience allemande – écrit Pannekoek – nous place exactement devant le grand problème de la révolution en Europe occidentale »<sup>(\*\*\*)</sup>. C'est sur cette problématique commune et sur cette expérience accumulée que se greffent des réponses extrêmement différentes qui créent immédiatement dans les formations révolutionnaires une division profonde qui, comme dans le cas de l'Italie, ne pourra se guérir que de manière temporaire, pour se présenter à nouveau dans toute sa plénitude dans une période suivante et dans un contexte modifié. L'élément fondamental qui unit la réponse, déjà caractérisée, de Bordiga à celle de Pannekoek et de Gorter est que, pour détruire le pouvoir de la bourgeoisie en Occident, il faut détruire l'influence qu'elle exerce sur le prolétariat : un prolétariat révolutionnaire est un prolétariat affranchi des formes les plus diverses de sujétion à la bourgeoisie.

« La puissance du prolétariat ne réside pas dans la force de l'action momentanée qui abat l'ennemi, mais dans une indépendance spirituelle, qui rachète l'ancienne dépendance spirituelle, alors qu'il devient ainsi capable de conserver fortement en main ce qui a été conquis dans l'impétuosité de l'assaut. La croissance de cette puissance... est la croissance même de la liberté du prolétariat. »<sup>(\*\*\*\*)</sup>

C'est sur cette base que Pannekoek développe une critique très sévère du rapport entre la social-démocratie et l'influence bourgeoise, critique qui ne touche pas tant à la conception de l'État et aux limites imposées à la lutte de classe qu'à la reproduction de la conception complètement bourgeoise de la division du travail : « ...prisonniers du principe de la division du travail, tous considèrent la "politique", c'est-à-dire la direction de la société tout entière, non pas comme un problème qui concerne tout le monde, mais comme le monopole de la classe dirigeante, comme le métier spécifique de certains experts, c'est-à-dire des "politiques" »<sup>(\*\*\*\*\*)</sup>.

C'est dans ce contexte commun que Gorter se distingue par l'accentuation particulière qu'il donne aux caractères du capitalisme occidental, aux rapports entre les classes et au rôle de la classe ouvrière<sup>(\*)</sup> en allant jusqu'à réaffirmer de manière cohérente le caractère purement prolétarien de la révolution en Occident, c'est-à-dire en critiquant ainsi la thèse léninienne de

---

(\*) « Ce qu'il y a de grand et de vraiment communiste dans la révolution russe, c'est avant tout le fait qu'elle a réveillé l'activité spécifique des masses et qu'elle a développé en elles une énergie psychique et physique telle qu'elle les a rendues capables de fonder et de soutenir la nouvelle société » ( A. Pannekoek, *Le développement de la révolution mondiale*, déjà cité. Ce texte a été reproduit dans un volume récent : *Organisation révolutionnaire et conseils ouvriers*, Feltrinelli, Milan 1970, d'où est extraite cette citation, p. 256. Sur la nécessité de construire l'homme nouveau, voir les observations à la page 270).

(\*\*) Voir la critique adressée à Radek, aux thèses sur la tactique et à l'opportunisme de l'Internationale communiste (ibidem, pp. 244-45).

(\*\*\*) Ibidem, page 246.

(\*\*\*\*) Ibidem page 272. Il avait auparavant insisté avec plus de force sur le même concept : « L'exemple de la révolution allemande révèle quelles sont les forces qui, selon nous, toutes ensemble, indiquent la suprématie des conceptions bourgeoises : la vénération pour des formules abstraites, comme celle de "démocratie", le pouvoir des vieilles habitudes mentales et des vieux programmes, comme la réalisation du socialisme grâce aux dirigeants parlementaires et à un gouvernement socialiste; le manque de confiance en soi du prolétariat...; mais surtout la foi dans le parti, dans son organisation, dans ses dirigeants, qui avaient personnifié la lutte du prolétariat pendant de nombreuses décennies, ses buts révolutionnaires, son idéalisme » (ibidem, page 250).

(\*\*\*\*\* Ibidem, page 248. Karl Korsch effectuera des observations analogues dans *Marxisme et philosophie*, Sugar, Milan 1966.

(\*) H. Gorter, *Réponse au Gauchisme de Lénine*, Samonà et Savelli, Rome 1970.

l'alliance<sup>(\*\*)</sup> et en soutenant l'unification sur une base réactionnaire de toute la bourgeoisie<sup>(\*\*\*)</sup>. Dans la reconnaissance des caractères historiquement déterminés du développement capitaliste à l'Ouest et à l'Est<sup>(\*\*\*\*)</sup>, Gorter souligne l'importance d'un élément structurel économique-social qui soutient une tactique et une stratégie communistes différentes en Occident, et il se distingue ainsi nettement de Bordiga, où ces éléments, comme on l'a vu maintenant, ne sont pas présents, et aussi de Pannekoek, qui offre effectivement un profil rapide du développement capitaliste en Occident, en Russie et en Europe orientale<sup>(\*\*\*\*\*)</sup>, mais pour qui l'élément qu'il importe de mettre en relief à propos de cette différence c'est l'incidence moindre de l'influence bourgeoise et la plus grande disponibilité révolutionnaire des masses dans ces pays plus "arriérés"<sup>(\*\*\*\*\*)</sup>. La réflexion bordiguienne est beaucoup plus voisine de la position de Pannekoek et cela explique la grande place et le relief qui sont donnés à son essai. Mais, de toute façon, au-delà des différentes motivations, ils en arrivent tous à réaffirmer la particularité de l'activité communiste en Occident : « Le problème stratégique fondamental ne consiste pas à chercher de quelle manière le pouvoir pourra être conquis au plus vite... mais dans le fait de savoir comment on devra constituer dans le prolétariat les prémisses d'un pouvoir de classe définitif »<sup>(\*\*\*\*\*)</sup>.

La première tâche du parti communiste est de susciter et de stimuler les forces spirituelles et morales du prolétariat, « d'éradiquer toutes les idées traditionnelles qui rendent le prolétariat timoré et incertain, de s'opposer à tout ce qui éveille chez les ouvriers l'illusion de solutions plus faciles et les retient de prendre des décisions plus radicales, de combattre énergiquement toutes les tendances qui s'arrêtent à mi-chemin ou vont à la recherche de compromis<sup>(\*\*\*\*\*)</sup>. C'est le grand thème, qui est posé en termes angoissants par ces formations, de la libération du passé, du renversement du contrôle que le travail accumulé exerce sur le travail vivant, de la critique opérative du signe distinctif fondamental de la société bourgeoise déterminé par Marx, c'est-à-dire que, dans la société bourgeoise, le passé domine le présent, alors que, dans la société communiste au contraire, c'est le présent qui domine le passé.

Il s'agit donc du grand thème de l'inversion du temps, et c'est précisément là, dans la solution de ce problème, que l'on peut définir la contradiction et les limites des formations d'extrême gauche et caractériser ultérieurement la particularité de Bordiga. En effet, conformément à l'objectif posé comme fondamental, aussi bien Pannekoek que Gorter assignent aux masses un rôle capital et créatif dans le processus révolutionnaire :

« La révolution exige que soient affrontés les grands problèmes de la reconstruction sociale, que soient prises des décisions importantes, que tout le prolétariat soit lancé dans un mouvement créatif... Ce qu'il y a de grand et de vraiment communiste dans la révolution russe, c'est avant tout le fait qu'elle ait réveillé l'activité spécifique des

---

(\*\*) Ibidem.

(\*\*\*) « ... la société et l'État modernes européen-occidentaux (et américains) forment un grand complexe structuré jusque dans ses branches et ses secteurs les plus lointains, et...il est dominé, mis en mouvement et régulé entièrement par le capital financier... C'est à cause de cette dépendance de toutes les classes vis-à-vis du capital financier et de la puissance formidable dont il dispose que toutes les classes sont hostiles à la révolution et que le prolétariat est seul » (ibidem).

(\*\*\*\*) Ibidem.

(\*\*\*\*\*) *Le développement de la révolution mondiale*, opus cité.

(\*\*\*\*\*\*) « Ici, en Russie, en Pologne, en Hongrie, et également dans la zone à l'est de l'Elbe, il n'existait pas une puissante classe bourgeoise qui depuis le début avait dominé la vie spirituelle... C'est pourquoi il y avait ici des masses plus primitives, plus simples et ouvertes, plus impressionnables, comme une page blanche, devant le communisme » (ibidem).

(\*\*\*\*\*\*) Ibidem.

(\*\*\*\*\*\*) Ibidem.

masses et qu'elle a développé en elles une énergie psychique et physique telle qu'elle les a rendues capables de fonder et de soutenir la nouvelle société. »<sup>(\*)</sup>

Il en découle la nécessité de la critique de toutes les méthodes de lutte et de toutes les formes d'organisation qui dépriment cette initiative créatrice des masses et qui cristallisent le poids du passé en bridant le présent, comme le syndicat traditionnel et la lutte parlementaire, même dans les limites posées par l'Internationale, ainsi que le rôle des chefs et des partis de masse eux-mêmes. L'on verra par la suite dans quelle mesure une problématique de ce type est présente dans la réflexion gramscienne, comment elle est posée, et pourquoi le rapprochement expéditif que Bordiga en effectue avec certaines positions "gauchistes" n'est pas acceptable. En effet, c'est précisément au moment où l'on assigne aux masses ce rôle explosif et créatif qu'il est possible de saisir une aporie significative :

« ...il existe fondamentalement deux tendances principales que l'on peut retrouver dans tous les pays au-delà des différences spécifiques. Une tendance veut secouer et persuader les personnes avec les mots et les faits, et elle cherche donc à opposer de la façon la plus claire et résolue les nouveaux principes aux vieilles idéologies; l'autre tendance cherche de pousser à l'action pratique les masses qui se tiennent à l'écart, et donc, dans les limites du possible, elle met toujours en relief ce qui peut unir, en évitant les contradictions et les points de rupture possibles. La première veut une différenciation claire et précise, la seconde l'unification des masses; l'une devrait s'appeler révolutionnaire, l'autre opportuniste. »<sup>(\*\*)</sup>

Le renvoi aux masses se ramène immédiatement à cet autre problème, à savoir que, pour qu'elles jouent un rôle révolutionnaire, les masses doivent être conscientes et mûres<sup>(\*\*\*)</sup>; la tâche et les caractères du parti se déplacent vers les masses et la distinction entre le parti et la classe tend à disparaître : cela ressort de manière assez évidente non seulement de toute la polémique sur le rapport entre les chefs et les masses, d'une indication précise<sup>(\*\*\*\*)</sup> et du caractère contradictoire que, de cette manière, les conseils ouvriers<sup>(\*\*\*\*\*)</sup> en arrivent à prendre, mais surtout du fait que le processus révolutionnaire tout entier s'identifie à la destruction de la tradition et de la domination du passé : « Le processus révolutionnaire consiste avant toute chose en la dissolution des vieilles structures, qui existent dans toute société (dans la mesure où elles permettent encore le processus global de la production et de la vie en commun), et qui ont reçu d'une longue pratique historique la force pour des comportements qui paraissent aujourd'hui spontanés et qui correspondent à des normes morales (sentiment du devoir, diligence, discipline) »<sup>(\*\*\*\*\*)</sup>.

Si les conditions pour la permanence du pouvoir ouvrier ne sont garanties que par l'affranchissement de la classe ouvrière, là où « le prolétariat n'a pas reconnu immédiatement sa tâche avec une extrême clarté et avec une volonté unie », c'est-à-dire dans les pays « où les traditions bourgeoises ont assez de vigueur pour affaiblir et diviser les travailleurs, en

---

(\*) A. Pannekoek, opus déjà cité, page 256.

(\*\*) Ibidem, pages 241-42.

(\*\*\*) Ibidem, page 242 : « Si le pouvoir est conquis, sans qu'il existe derrière lui une classe ouvrière pleinement mature pour s'autogérer, il est destiné à être perdu de nouveau, ou bien à faire tant de concessions à des positions politiques arriérées qu'il se corrompt de l'intérieur. »

(\*\*\*\*) Ibidem, page 255.

(\*\*\*\*\* ) « Durant les luttes entre les partis en Allemagne, on a souvent fait de l'ironie à propos de l'affirmation selon laquelle une forme d'organisation donnée pouvait être révolutionnaire à partir du moment où cela ne dépendrait que des sentiments révolutionnaires des hommes, des adhérents. Mais, si le contenu essentiel de la révolution consiste dans le fait que les masses prennent en main l'organisation de leurs intérêts, la direction de la société et de la production, alors toute forme d'organisation qui ne permet pas aux masses de gérer et de s'autogouverner est contre-révolutionnaire et nuisible » (ibidem, pages 259-60).

(\*\*\*\*\* ) Ibidem, page 261.

obscurcissant leur vision et en brisant leur courage »<sup>(\*)</sup>, le destin sera celui d'une crise de désagrégation et de chaos de longue durée<sup>(\*\*)</sup>. Le tableau dramatique que dessine Pannekoek n'exprime pas seulement la conscience lucide des conséquences de l'inadéquation du prolétariat à sa tâche historique : c'est un élément, comme on le verra, qui est clairement présent aussi chez Gramsci. Mais la contribution de Pannekoek est également une contribution très importante à la définition de la dynamique, très complexe, d'une révolution prolétarienne dans un pays avancé, articulé socialement, riches en médiations, doté d'un réseau dense de tissus civils et sociaux et de centres de pouvoir et d'agrégation apparemment autonomes. C'est une contribution dans laquelle les influences luxembourgiennes sont assez évidentes<sup>(\*\*\*)</sup>. Mais en dehors de la forte charge libertaire qui la pénètre, ainsi que la préoccupation tourmentée que l'affranchissement du prolétariat, les nouvelles formes de pouvoir et de gestion que celui-ci exprimera, ne se traduisent par d'autres formes d'oppression et de domination si une lutte de masse vigilante<sup>(\*\*\*\*)</sup> ne les traverse pas continuellement, à part cela donc, il y a dans cette conception quelque chose de plus qui en constitue la contradiction intime : on prend comme présupposé de la révolution et comme condition de son succès ce qui en constitue au contraire son résultat final. L'affranchissement du prolétariat en tant que classe (les « masses conscientes » de Pannekoek), sa libération du passé, ne peuvent se produire réellement qu'avec l'abolition de toutes les classes, c'est-à-dire à la fin de la période de transition dans laquelle le fait nouveau qui crée les conditions pour le renversement du rapport passé-présent c'est la dictature du prolétariat, le nouveau pouvoir politique qui, s'il ne signifie pas la fin du capitalisme, signifie cependant la fin de la reproduction du rapport social capitaliste<sup>(\*\*\*\*\*)</sup>.

Dans cette perspective, le problème fondamental de la révolution prolétarienne – conquête du pouvoir politique comme condition pour créer de nouveaux rapports humains et sociaux; travailler dans le présent en se libérant du passé pour construire l'avenir – est effectivement vu par Pannekoek dans toute sa portée et toute sa complexité, dans la mesure où il a bien conscience que les masses et les classes doivent être des protagonistes essentiels, que la révolution est un processus et qu'elle pose par conséquent certaines conditions primordiales pour une énonciation non traditionnelle du problème<sup>(\*\*\*\*\*)</sup>, mais l'attribution à la classe dans son ensemble d'un degré de conscience qui ne peut être que celle du parti l'amène cependant, d'une part, à un profond pessimisme sur les possibilités révolutionnaires en Occident, et de l'autre, à confiner le problème de la prise du pouvoir dans un cercle vicieux ou à le projeter à une époque lointaine, quand la libération du prolétariat sera arrivée. Les limites de la transition du socialisme, en tant que phase de transformation des rapports sociaux de production, au communisme, en tant que réalisation intégrale de nouveaux rapports humains, tendent à disparaître et à se confondre.

À ce point-ci, il est peut-être possible de mieux saisir la distinction avec Bordiga. Ce dernier tient nettement séparés le parti et la classe et même, comme on l'a vu, il attribue au parti une fonction déterminante dans le processus révolutionnaire. Le fait qu'il soit étranger à toute hypothèse de réorganisation du syndicat, laquelle fait partie intégrante de la réflexion de Pannekoek; sa critique du rôle révolutionnaire des conseils s'ils ne sont pas fortement

---

(\*) Ibidem, page 276.

(\*\*) Ibidem, page 272 et suivantes.

(\*\*\*) Voir ibidem, pages 271-72 : « Au début était l'"action", mais celle-ci n'est que le début. Abattre un certain pouvoir réclame un moment de volonté unique; mais seule une unité permanente, qui n'est possible que sur la base d'une claire conscience, peut conserver la victoire ».

(\*\*\*\*) Ibidem, pages 250 et 254.

(\*\*\*\*\*) Lénine, *Économie et politique à l'époque de la dictature du prolétariat*, Ed. Riuniti, Rome 1967.

(\*\*\*\*\*) Le noyau de ses positions résidait dans l'élaboration proposée dès avant la guerre dans ses interventions sur les divergences tactiques dans le mouvement ouvrier et dans sa polémique avec Kautsky de 1911 (voir *Pannekoek et les conseils ouvriers. Textes choisis, traduits et présentés par Serge Bricianer*, EDI, Paris 1969).

dirigés et contrôlés par le parti, alors que Pannekoek identifie encore plus clairement le caractère non dialectique du rapport entre le parti et la classe conçu par Bordiga, ramènent le problème de la révolution à celui de la rupture révolutionnaire. Si l'on y regarde de près, les positions de Pannekoek et de Bordiga tendent encore à reproduire, dans une situation révolutionnaire et dans une optique révolutionnaire commune, les deux âmes traditionnelles du socialisme de la II<sup>e</sup> Internationale : le spontanéisme et l'organisation politique. Mais il y a encore une raison plus profonde qui rend le rapprochement de Bordiga avec Pannekoek et Gorter non fortuit et surtout polémique. Le fait fondamental qui les unit, qui les rend différents du léninisme, qui explique aussi leur destin politique, et qui en définitive les subordonne au passé, c'est ce que l'on pourrait appeler, d'une manière littéraire suggestive, "l'angoisse du capital". Dans les argumentations de l'extrême gauche, si fascinantes et séduisantes, si limpides dans leur franc radicalisme, l'on peut caractériser peut-être la dernière réaffirmation, et la plus paradoxale, de l'influence bourgeoise, qui confirme ainsi à nouveau sa solide présence au moment même où elle est radicalement refusée. L'issue est un pessimisme tragique et impuissant, et l'oubli d'un élément simple, apparemment banal, mais absolument essentiel, que Lénine rappellera à de nombreuses reprises à ses contradicteurs de gauche, à savoir que le socialisme ne peut pas se construire d'une autre façon qu'avec le matériel humain créé par le capitalisme<sup>(\*)</sup>.

Ce simple renvoi à Lénine définit déjà une réponse différente à tous ces problèmes vrais et importants rappelés auparavant (inversion du temps, Russie-Europe, particularité occidentale, expérience allemande, etc.) : l'élément constamment présent dans la réflexion léninienne, c'est d'avoir toujours un élément objectif comme point de référence, c'est-à-dire les masses, non pas hypothétiques, idéalisées ou comme elles devraient être, mais comme elles sont réellement, pleines de préjugés, aliénées, conditionnées par le capital. Et c'est sur cette base que l'on rencontre le problème de la tradition, le poids du passé : l'unique façon pour s'en libérer et donc l'unique façon de réaliser une action révolutionnaire est de savoir faire exprimer le maximum de potentialité éversive objectivement possible<sup>(\*\*)</sup>.

On peut caractériser dans la réflexion léninienne un arc de développement extrêmement significatif : à partir de l'analyse de la crise de la II<sup>e</sup> Internationale et de l'origine de l'opportunisme – où, comme on le sait, on ne se limite pas à déterminer l'intégration *théorique* de la social-démocratie à la perspective bourgeoise mais où l'on ramène tout le phénomène à une base matérielle, c'est-à-dire au développement d'une aristocratie ouvrière, et ce type de critique est déjà significatif – jusqu'aux grands discours aux II<sup>e</sup> et III<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale dans lesquels, si on s'en tient fermement au point d'arrivée dans la

---

(\*) Lénine, *Le gauchisme, la maladie infantile du communisme* : « Nous pouvons (et devons) commencer à construire le socialisme, non pas avec du matériel humain imaginaire ou que nous aurions spécialement formé à cet effet, mais avec ce que nous a légué le capitalisme. Cela est très "difficile", certes, mais tout autre façon d'aborder le problème est si peu sérieuse qu'elle ne vaut même pas qu'on en parle ».

(\*\*) À ce point, il faudrait analyser attentivement la politique menée par les bolcheviks entre la Révolution de Février et celle d'Octobre dans la mesure où c'est l'incompréhension de cette expérience fondamentale qui est à la base d'une assimilation, si fréquente lors de ces années-là, du bolchevisme au putschisme. Lénine, en polémique directe avec les positions radicales, fournit une illustration précise de ces critères : « Au début de la guerre civile, nous, les bolcheviks, nous suivions un mot d'ordre unique et en outre impitoyable. Nous estampillions comme traître quiconque ne se prononçait pas pour la guerre civile. Mais quand, en mars 1917, nous sommes revenus en Russie, nous avons changé complètement notre position. Quand nous sommes revenus et que nous avons parlé avec les paysans et les ouvriers, nous avons vu qu'ils étaient tous pour la défense de la patrie, mais dans un sens complètement différent de celle des mencheviks, bien sûr, et nous ne pouvions pas traiter de salauds et de traîtres ces simples ouvriers et paysans. Nous avons défini ce phénomène comme un "défensisme de bonne foi"... Le 7 avril, j'ai publié des thèses dans lesquelles je disais : prudence et patience. Notre position initiale au début de la guerre était juste, car alors il fallait créer un certain noyau décisif. Mais notre position suivante était également juste. Elle partait de la nécessité de conquérir les masses » (*Discours à la réunion des membres des délégations allemande, polonaise, tchécoslovaque, hongroise et italienne*).

caractérisation de l'opportunisme<sup>(\*)</sup>, le fait qui est mis en avant avec force, c'est la conscience de la non-linéarité de la révolution mondiale, c'est que le gros de l'armée prolétarienne, dans des secteurs décisifs comme les pays occidentaux, n'ont pas suivi les partis communistes. La leçon de pratique révolutionnaire que Lénine tirait de cette expérience historique de masse, c'est la nécessité de la conquête de la majorité de la classe ouvrière comme objectif premier<sup>(\*\*)</sup>, en traçant en même temps une périodisation de l'activité de l'Internationale communiste qui correspondait complètement aux observations finales du *Gauchisme*<sup>(\*\*\*)</sup>. De cette manière, Lénine non seulement défend la *Lettre ouverte* de Levi<sup>(\*\*\*\*)</sup> mais il développe une critique très sévère de l'extrême gauche, en établissant un rapport avec le choix bolchevik de 1917 :

« Nous n'avons pas hésité à traiter d'"aventuriers" nos éléments de gauche devant nos ennemis. Les mencheviks exultaient et parlaient de notre échec. Mais nous disions que toute tentative d'être un peu, même un tout petit peu, plus à gauche que le CC, c'était avoir perdu le bon sens commun... Notre unique stratégie est maintenant de devenir plus forts, et ensuite plus intelligents, plus sages, "plus opportunistes", et nous devons le dire aux masses. Mais après que nous aurons conquis les masses par notre sagesse, nous adopterons la tactique de l'offensive, et précisément dans le sens le plus strict de ce mot. »<sup>(\*\*\*\*\*)</sup>.

Mais, avec cette voie, la différenciation de Bordiga se fera plus évidente et manifeste lors du III<sup>e</sup> Congrès à travers l'intervention de Terracini, lors du Congrès de Rome en 1922, et enfin avec le projet de Manifeste rédigé par Bordiga en 1923 où l'on voit comme résultat de la tactique de l'Internationale la « liquidation du parti tel qu'il est né à Livourne...; et cela voudrait dire faire retomber le prolétariat italien dans les eaux mortes du marais du "centrisme" maximaliste vil et fanfaron. De sorte que la classe ouvrière italienne ne tirerait même pas de son calvaire une expérience utile pour demain. »<sup>(\*\*\*\*\*)</sup>. Le jugement d'opportunisme et de reconstitution sous d'autres apparences du réformisme social-démocrate, prononcé déjà en 1920 par Pannekoek dans "Il Soviet", est fait sien par Bordiga qui l'exprime à la première personne. La réflexion de Bordiga sur la révolution et sur le parti reste donc historiquement datée et conditionnée : ce n'est pas un hasard si les éléments fondamentaux qui la constituent, dont on a cherché ici à retracer la genèse, seront réaffirmés avec force quand, dans un contexte différent et à l'épreuve des faits, la plateforme de Livourne se désagrègera, et que, bien qu'avec de nouveaux déplacements, les courants essentiels qui avaient conflué dans le PCd'I se reconstitueront<sup>(\*)</sup>. Et il est possible de retracer

---

(\*) Voir *Rapport sur la situation internationale et sur les tâches fondamentales de l'Internationale communiste*, ainsi que *Discours pour la défense de la tactique de l'Internationale communiste*.

(\*\*) « Les partis communistes n'ont conquis nulle part la majorité... L'Internationale doit construire sa tactique ainsi : conquérir incessamment et systématiquement la *majorité de la classe ouvrière*, en premier lieu à l'intérieur des vieux syndicats. Nous vaincrons alors sûrement, quelle que soit la tournure que prendront les événements. Car même un sot est capable de "vaincre" sur une courte période si les événements prennent une tournure exceptionnellement favorable » (Lénine, *Observations sur les projets de thèses* déjà cité).

(\*\*\*) Voir *La lettre aux communistes allemands* et aussi *La maladie infantile* : « Mais quand il s'agit de l'action pratique des masses, de la distribution... d'armées fortes de millions d'hommes, de la répartition de *toutes* les forces de classe d'une société donnée en vue *du combat final et décisif*, on ne fera rien avec les seules méthodes de propagande, avec la seule répétition des vérités du communisme "pur" ».

(\*\*\*\*) « Le noyau de la question est que Levi a *politiquement raison* sur énormément de choses... la tactique exposée dans la "lettre ouverte" est obligatoire partout... » (*Observations sur les projets de thèses*, déjà cité).

(\*\*\*\*\*) *Discours à la réunion...*, déjà cité.

(\*\*\*\*\*\*) Voir *Nouveaux documents sur le "tournant" dans la direction du Parti communiste d'Italie en 1923-24*, publiés par Stefano Merli dans "Rivista storica del socialismo", 1964, n° 23.

(\*) Voir la lettre de Gramsci du 9 février 1924, dans P. Togliatti, *La formation du groupe dirigeant*, déjà cité; ainsi que le débat interne au parti avant le Congrès de Lyon (voir "Critica marxista", 1963, N° 5-6).

ces éléments essentiels de la conception bordiguienne au-delà d'une orientation particulière sur une question spécifique comme l'abstentionnisme.

Avant de conclure, il est nécessaire encore de préciser et d'expliquer certains aspects qui caractérisent l'action de la fraction communiste abstentionniste, parce qu'ils sont étroitement liés au choix de l'idéologie démocratique-libérale comme trait typique des pays capitalistes les plus avancés. Si cela en effet n'entraîne pas encore Bordiga, en 1920, comme cela se produira au V<sup>o</sup> Congrès de l'Internationale en 1924<sup>(\*\*)</sup>, à parler d'un capitalisme vrai (le capitalisme occidental) et d'un capitalisme composite, qui comporte de nombreuses scories (le capitalisme russe), ce dernier a cependant en lui des éléments suffisants pour une approche déformée de la lutte de classe et du processus révolutionnaire. Caractériser une forme idéologico-politique, cristallisée en institutions, sans la relier au type de capital qui la sous-tend, c'est-à-dire au mode historiquement déterminé dans lequel la bourgeoisie exerce sa domination, amène non seulement à une nouvelle confirmation de la scission traditionnelle entre la politique et l'économie du type II<sup>o</sup> Internationale, mais surtout à négliger la reconnaissance du terrain, des rapports de classe historiquement déterminés sur lesquels il est possible d'intervenir et les modes de cette intervention, c'est-à-dire la caractérisation de la spécificité. Et donc, l'absence complète, dans toute la collection du "Soviet" jusqu'à la scission<sup>(\*\*\*)</sup>, d'une analyse de la situation italienne, de la particularité de ses rapports de classe, du type d'État que la bourgeoisie avait su créer et de l'évolution qu'il aurait eue, n'est pas fortuite; de même pour l'analyse de la désagrégation de formations sociales et de la création d'autres, du déplacement des couches moyennes : c'est-à-dire du processus réel à travers lequel passent l'enfoncement d'un ordre ancien et la création d'un ordre nouveau.

L'absence d'une problématique de classe pour les campagnes, et pour le Midi en particulier, est peut-être l'aspect le plus visible du caractère général relevé plus haut. Les critiques que Sanna adresse à Serrati à propos de la question agraire, toutes très précises<sup>(\*\*\*\*)</sup>, sont plus le résultat d'un alignement général que la fraction accomplit, après le II<sup>o</sup> Congrès, sur les positions de l'Internationale, que le fruit d'une élaboration théorique et politique effectuée dans le vif de la lutte de classe en Italie. La révolte des campagnes méridionales en 1919 et en 1920, les occupations de terres, les luttes des ouvriers agricoles et leur rapport avec les paysans, le rôle des formations autonomistes, le double visage du Parti populaire, le début, en particulier dans les Pouilles, de l'action directe des agrariens, l'absence et le caractère abstrait de la politique socialiste à l'égard des campagnes et, en définitive, la crise du caractère "urbain" du socialisme italien, n'ont pas de place dans les élaborations du "Soviet".

"Il Soviet" s'occupe explicitement du problème des paysans, et plus précisément de la question de l'attitude des masses paysannes dans la période critique de la lutte pour le pouvoir de la classe ouvrière, en publiant un court extrait du discours sur le programme, prononcé par Rosa Luxemburg au congrès constitutif du KPD – où l'accent était mis principalement sur la nécessité pour le prolétariat d'obtenir la coopération des paysans, sans lesquels la réalisation du socialisme « serait un rêve »<sup>(\*)</sup> –; et il se greffait sur cela, quelques numéros après, une polémique avec la "Giustizia" qui avait utilisé dans un sens anti-

---

(\*\*) Voir l'intervention de Bordiga lors de la treizième séance du V<sup>o</sup> Congrès (25 juin 1924) (*Protokoll : fünfter Kongress der kommunistischen Internationale*, Verlag Carl Hoym Nachf.). On connaît les observations critiques que Gramsci souleva à l'encontre cette thèse de Bordiga (voir P. Togliatti, *La formation..* déjà cité).

(\*\*\*) À partir du premier numéro de l'année IV (6 février 1921), "Il Soviet", transformé en organe du PCd'I, tendra à devenir un journal régional; et ce numéro du 6 février 1921 contient l'important éditorial *On reprend*, avec une série d'indications sur le Mezzogiorno.

(\*\*\*\*) G. Sanna, *Serrati théoricien unitaire*, dans "Il Soviet", 23 décembre 1920.

(\*) R. Luxemburg, *Les paysans et la révolution*, dans "Il Soviet", 11 avril 1920.

bolchevik aussi bien le passage de Rosa Luxemburg que d'autres citations de Lénine<sup>(\*\*)</sup>. Mais c'est une polémique de peu d'importance : son objet est non seulement une méthode de discussion, mais aussi l'hypothèse social-démocrate consistant à attribuer une valeur d'anticipation socialiste aux coopératives agricoles. L'approfondissement de l'exigence exprimée dans le passage de Rosa Luxemburg, à savoir d'obtenir la coopération des paysans, est absent tant au niveau historique qu'au niveau de la définition d'une politique.

Un écrit de Nicola Lovero présente un plus grand intérêt : bien qu'étant consacré à la discussion d'une question spécifique – la constitution des soviets dans l'Italie méridionale –, il offre pourtant une problématique plus générale. Après avoir souligné le caractère fondamentalement urbain de toute l'élaboration existante sur les soviets et rappelé avec force l'importance du fait que les masses paysannes ne deviennent pas un terrain de recrutement pour la contre-révolution<sup>(\*\*\*)</sup>, il développe quelques considérations sur la situation méridionale. Là, « en particulier dans les régions où prédomine la masse paysanne, il manque de solides organisations de classe, et dans beaucoup de provinces et de villes, le réveil et la propagande socialistes en sont encore à leur tout début ». Il en déduit la nécessité que l'action soit adaptée aux conditions existantes : les soviets ne s'y constitueraient pas ou alors ce seraient des « organismes sans vie, ni âme ». La voie indiquée, c'est la voie classique de toute la tradition socialiste : « Avant toute chose, les sections socialistes locales ainsi que les dirigeants des organisations paysannes, devraient commencer à agir et à agiter les problèmes sociaux dans un sens communiste ». Le choix est donc l'agitation et la propagande<sup>(\*\*\*\*)</sup> : l'ouverture vers une situation différente, avec des problèmes spécifiques et avec la nécessité d'une articulation politique spécifique, qui paraissait implicite dans le discours de Lovero, est immédiatement réabsorbée dans l'orientation habituelle qui correspond à la ligne générale de la fraction. La critique de la tendance du socialisme méridional, et le fait de ne pas faire de l'arriération méridionale la base d'une politique différente, accommodante et qui transige, se résolvent dans un refus d'une spécification et d'une articulation d'un discours national. Ici aussi, dans le Mezzogiorno, la voie pour développer la conscience de classe et pour étendre la fonction d'agrégation, c'est l'abstentionnisme<sup>(\*\*\*\*\*)</sup>. Du reste, la position de Lovero correspondait pleinement à toute la réflexion de Bordiga sur la question méridionale, comme cela a été rappelé à plusieurs reprises : et même la biographie non désintéressée et la plus récente de Bordiga ne peut pas ne pas souligner que l'incompréhension du rôle des paysans dans le processus révolutionnaire, avec la conséquence de se barrer ainsi aussi une pleine appropriation de l'expérience d'Octobre, a été un invariant chez lui<sup>(\*\*\*\*\*)</sup>.

La difficulté du rapport avec les paysans était un fait constant dans l'élaboration de l'extrême gauche : il suffit seulement de se rappeler Gorter<sup>(\*\*\*\*\*)</sup>; ce rapport avait un fondement pour le moins problématique pour une situation particulièrement avancée de capitalisme agraire, comme celui de l'Angleterre – et ce rappel au pays classique du développement capitaliste est une autre confirmation de l'appartenance de ces courants d'extrême gauche à la tradition socialiste de la II<sup>e</sup> Internationale. Mais si l'idéologie du modèle, de ce modèle avancé, agissait fortement dans le conditionnement de l'orientation

---

(\*\*) *Les paysans et la révolution*, dans "Il Soviet", 6 juin 1920.

(\*\*\*) N. Lovero, *Pour la constitution de soviets en Italie méridionale*, dans "Il Soviet", 28 mars 1920.

(\*\*\*\*) Ceci est en plein accord avec l'orientation traditionnellement suivie par le parti socialiste à l'égard du Mezzogiorno : de Ciccotti à Serrati, l'élément commun est la considération du capitalisme classique comme point de référence.

(\*\*\*\*\*) Les socialistes « devraient abandonner la tactique électorale. C'est seulement ainsi que les paysans, organisés ou non, commenceront à se passionner davantage pour les problèmes d'"aujourd'hui", à avoir l'intuition que c'est seulement par leur force et leur ténacité qu'ils obtiendront quelque chose. L'horizon s'éclaircirait, les organisations ne seraient plus anémiques, et l'on attendrait plus la manne d'en haut. Ainsi, sans aucun effort, et spontanément, les soviets pourraient être un fait accompli y compris en Italie méridionale » (N. Lovero, opus cité).

(\*\*\*\*\*\*) A. De Clementi, opus cité.

(\*\*\*\*\*\*) H. Gorter, opus cité.

d'une politique socialiste pour la campagne<sup>(\*)</sup>, elle agissait beaucoup moins fortement pour un pays fondamentalement agricole comme l'Italie, qui en outre possédait d'importantes poches de rapports pré-capitalistes qui caractérisaient largement le Mezzogiorno et les îles<sup>(\*\*)</sup>. L'écrit, connu, que Bordiga a particulièrement consacré à la question agraire et qui a été publié en 1921 après la constitution du PCd'I – mais qui a été certainement conçu au cours de la période précédente – ne se différencie pas des observations critiques de Sanna rappelées auparavant et il ne trouve pas dans la question méridionale une articulation spécifiquement italienne de la question agraire<sup>(\*\*\*)</sup> : c'est une autre confirmation du fait que la réflexion sur la question agraire naissait de la reconversion de la fraction après le II<sup>o</sup> Congrès. Les critiques de Sanna venaient réellement de très loin.

Mais, pour conclure sur ce point, il est nécessaire de faire une autre observation : l'absence d'une réflexion sur les campagnes n'est pas seulement importante du point de vue de la définition de la façon dont on arrive à l'appropriation d'une réalité de classe et à l'élaboration, en relation avec celle-ci, d'une stratégie, mais elle renvoie à un problème plus vaste. Dans l'élaboration léninienne, la relation avec les paysans a une place de premier plan, mais il s'agit d'une illustration historiquement déterminée de la question plus générale de l'État, en relation avec laquelle une stratégie révolutionnaire est définie : celle-ci veut dire concrètement que la classe ouvrière doit devenir la classe dirigeante, qu'elle doit devenir l'État, et elle pose donc le problème de la définition de l'initiative politique de la classe ouvrière. Dans le discours vraiment fondamental sur la tactique du parti communiste russe prononcé par Lénine lors du III<sup>o</sup> Congrès de l'Internationale, ce problème est explicitement affirmé :

« ... la tâche actuelle la plus importante du prolétariat de la Russie, en tant que classe dominante, est celle d'établir de manière juste et de réaliser les mesures nécessaires pour diriger les paysans, pour fonder avec eux une solide alliance, pour effectuer une longue série de passages graduels vers une grande agriculture socialisée et mécanisée. Cette tâche est particulièrement difficile pour la Russie... Mais, même sans ces conditions particulières, c'est une des tâches les plus difficiles de l'édification socialiste qui se poseront à tous les pays capitalistes, à l'exclusion peut-être de la seule Angleterre. Mais même pour ce pays, il ne faut pas oublier que, si la classe des petits fermiers est très peu nombreuse, le pourcentage des ouvriers et des employés qui vivent comme des petits-bourgeois est au contraire très élevé... C'est pourquoi, si l'on considère le développement de la révolution prolétarienne mondiale comme un processus unique, l'importance de l'époque que vit aujourd'hui la Russie consiste dans le fait de pouvoir prouver et de vérifier dans la pratique la politique du prolétariat au pouvoir à l'égard des masses petites-bourgeoises. »<sup>(\*)</sup>

Encore une fois, Lénine fournissait une grande leçon de créativité historique originale en critiquant la retraduction mécanique et scolastique que l'on faisait de l'expérience russe – la résolution du problème des alliances, de l'incapacité du prolétariat à construire *à lui seul*

---

<sup>(\*)</sup> Voir les observations pertinentes de G. Procacci sur les orientations du socialisme allemand sur la question agraire (*Introduction à La question agraire* de Karl Kautsky, Feltrinelli, Milan 1959).

<sup>(\*\*)</sup> On a analysé, dans les pages précédentes, la position de Serrati sur le problème paysan et son hostilité aux thèses du II<sup>o</sup> Congrès sur cette question. Les observations que Trotski faisait à Serrati pour en vaincre la résistance – « J'aurais compris votre position... si vous aviez été le représentant du mouvement ouvrier d'un pays comme l'Allemagne ou l'Angleterre où le mouvement ouvrier est prépondérant par rapport à l'influence que peuvent avoir les paysans dans le pays, mais comment ne pas comprendre qu'en Italie il n'existe aucune autre politique agraire que celle du bolchevisme? » (G. Berti, *Les dix premières années de la vie du Parti communiste italien*, déjà cité) – étaient également valables pour Bordiga.

<sup>(\*\*\*)</sup> A. Bordiga, *La question agraire. Éléments marxistes du problème*, Librairie éditrice du Parti communiste d'Italie, 1921.

<sup>(\*)</sup> Lénine, *Rapport sur la tactique du PCR*.

son propre État en créant celui de l'alliance des ouvriers avec les paysans –, et l'influence de l'idéologie du modèle dans laquelle était nécessairement perdu le noyau essentiel de la révolution : la prise du pouvoir comme modification, sur une base de masse, des rapports politiques entre les classes.

Cette référence à Lénine permet de faire davantage le point sur ce qu'a été peut-être la conséquence la plus importante du rôle central assigné aux formes de conscience : c'est-à-dire la fonction du parti qui devient pour Bordiga la véritable clé de voûte pour surmonter le problème du renversement des valeurs et le point d'arrivée de l'autocritique du prolétariat. Il est désormais hors de doute, comme on l'a dit plusieurs fois, que Bordiga ait vu, avant et plus lucidement que d'autres, l'inadéquation du vieux socialisme à de nouvelles tâches et la nécessité d'une nouvelle formation politique, et par conséquent qu'il ait compris le rôle fortement dirigeant joué dans la Révolution d'Octobre par le bolchevisme : mais peut-être que celui qui a été observé montre mieux les limites de l'appropriation léniniste. La fonction dirigeante du parti bolchevik était non seulement conquise et confirmée quotidiennement avec sa reconnaissance par la classe ouvrière et les masses, mais elle était surtout impensable sans le rapport étroit avec la conception de la révolution comme processus de construction d'un nouvel État, et donc en dehors du problème politique des alliances et du rapport démocratie-socialisme. Hors de ce rapport très étroit, qui représente le chef d'œuvre politique des bolcheviks et le véritable saut qualitatif à l'égard de toute la tradition de la II<sup>e</sup> Internationale, la prééminence du parti et de la politique, et donc toute l'élaboration léninienne sur l'avant-garde et sur la direction organisationnelle, se résout dans l'hypothèse palingénésique d'une organisation séparée de révolutionnaires "véritables", qui ont coupé toute subordination avec le monde bourgeois environnant, et dont la double tâche est de garantir, à l'intérieur, cette solidité de principes qu'ils ont conquise, et de l'offrir, à l'extérieur, comme ligne de conduite. L'exigence d'un parti fort, cohérent, discipliné, unitaire, fait partie intégrante de la réflexion de la gauche révolutionnaire italienne, et partie intégrante, comme on le verra, du bagage critique gramscien contre le PSI, y compris sous la direction maximaliste. Mais cette urgence d'unité interne du parti et la séparation organisationnelle du parti elle-même n'ont leur explication et leur dépassement que dans le rapport avec la classe, et avec les couches les plus larges et les plus arriérées de la classe. L'intervention de Lénine dans le débat, typique du "marxisme révolutionnaire occidental", sur le rapport chefs-masses, est extrêmement explicite et net<sup>(\*\*)</sup>. Ce n'est du reste pas un hasard si sur ce point central il est possible de trouver une différenciation profonde de Bordiga par rapport à Gramsci, que ce soit avant la scission ou que ce soit, comme on le verra dans prochain essai, à l'intérieur du PCd'I<sup>(\*)</sup>.

---

(\*\*) À la question posée : « Qu'est-ce qui cimente la discipline du parti révolutionnaire du prolétariat? », Lénine répond : en premier lieu, c'est « la conscience de l'avant-garde prolétarienne et sa dévotion à la cause prolétarienne »; en deuxième lieu, c'est « l'aptitude de cette avant-garde à se lier, à se rapprocher, et si vous voulez, à se fondre jusqu'à un certain point avec les grandes masses des travailleurs, au premier chef avec la masse prolétarienne, *mais aussi* avec la masse laborieuse *non prolétarienne* »; en troisième lieu, c'est « la justesse de la direction politique réalisée par cette avant-garde... et à condition que les grandes masses se convainquent de cette justesse par *leur propre expérience*. À défaut de ces conditions, dans un parti révolutionnaire, réellement capable d'être le parti d'une classe d'avant-garde appelée à renverser la bourgeoisie et transformer la société, la discipline n'est pas réalisable » (*La maladie infantile du communisme*, déjà cité).

(\*) Voir *Les thèses sur la tactique* (Dans *Thèses du II<sup>e</sup> Congrès du PCI*, Bruxelles) présentées par Bordiga lors du Congrès de Rome en 1922 et les critiques que Gramsci exprimera, plus tard, publiquement : « L'erreur du parti a été d'avoir placé au premier plan et d'avoir traité de manière abstraite le problème de l'organisation du parti... L'on croyait et l'on croit toujours que la révolution ne dépend que l'existence de cet appareil et l'on en arrive jusqu'à croire que cette existence pourrait déterminer la révolution... On n'a pas conçu le parti comme le résultat d'un processus dialectique dans lequel convergent le mouvement spontané des masses révolutionnaires et la volonté d'organisation et de direction du centre, mais seulement comme quelque chose qui est en l'air, qui se développe en soi et par soi et que les masses rejoindront quand la situation sera propice et que la crête de la

Le mythe de la refondation ouvre la voie à deux demi-vérités : le parti en tant qu'organisation et le parti en tant que pédagogue de la classe. Ce qui reste en dehors, c'est le rôle du parti en tant qu'instrument de direction politique de la classe ouvrière sur toutes les couches opprimées de la société. C'est avec une extrême acuité que Lénine saisissait dans la position si intransigeante et en apparence radicale de Bordiga et des autres courants d'extrême gauche un élément de faiblesse essentielle : le fait qu'ils restent inférieurs et inadaptés aux tâches qu'ils se proposaient d'atteindre : « Répudier la participation au parlementarisme a ceci de puéril que l'on s'imagine, à l'aide de ce procédé "simple", "facile" et prétendument révolutionnaire, "résoudre" le difficile problème de la lutte contre les influences démocratiques bourgeoises à l'intérieur du mouvement ouvrier, alors qu'en réalité on ne fait que fuir son ombre, fermer les yeux sur la difficulté, l'éluder avec des mots »<sup>(\*\*)</sup>. Étant donné que l'influence bourgeoise sur le prolétariat ne se limitera pas à la période qui précède la prise du pouvoir, mais qu'elle continuera encore pendant longtemps après, l'on peut vaincre, refondre, transformer et rééduquer, les intellectuels bourgeois et libérer les prolétaires eux-mêmes de leurs préjugés petits-bourgeois « non pas de but en blanc, par miracle, sur l'injonction de la Sainte Vierge, sur l'injonction d'un mot d'ordre, d'une résolution, d'un décret, mais seulement au prix d'une lutte de masse longue et difficile contre les influences des masses petites-bourgeoises »<sup>(\*\*\*)</sup>.

---

vague révolutionnaire parviendra à sa hauteur, ou bien quand le centre du parti considèrera qu'il doit lancer une offensive et qu'il s'abaissera jusqu'à la masse afin de la stimuler et de l'entraîner dans l'action » (voir P. Togliatti, *La formation...*, opus cité).

<sup>(\*\*)</sup> *La maladie infantile du communisme*, déjà cité.

<sup>(\*\*\*)</sup> Ibidem.

# Antonio Gramsci.

## L'État et la révolution.

### I. L'actualité de la révolution

#### *La révolution est imposée*

Le point de départ obligé pour la reconstitution de sa conception de la révolution, du parti, du mouvement des conseils, c'est aussi pour Gramsci, comme pour Bordiga, la définition de l'époque historique. Ce n'est pas un point secondaire : d'une définition déterminée naissent des conséquences politiques différentes et très importantes. Ce n'est pas par un hasard si Lénine fait de la définition de la guerre mondiale comme guerre impérialiste, et de la caractérisation de l'impérialisme comme réalité objective résultant du développement capitaliste, le terrain spécifique d'une grande bataille politique à l'intérieur du mouvement socialiste jusqu'à la constitution d'une nouvelle Internationale : et ceci même si certains éléments essentiels de définition de l'impérialisme, comme la formation de l'aristocratie ouvrière, étaient déjà clairs pour Lénine depuis le Congrès international de Stuttgart<sup>(\*)</sup>.

Le thème fondamental qui est à la base de toute la réflexion gramscienne et à travers lequel Gramsci se relie à la thématique européenne du mouvement ouvrier, c'est la nécessité objective de la révolution. : en septembre 1919, dans un article important sur lequel on devra revenir par la suite à plusieurs reprises, il écrivait : « La révolution prolétarienne est imposée et non proposée »<sup>(\*\*)</sup>. Une année après, alors que le mouvement ouvrier international avait enregistré des défaites qui n'étaient pas secondaires, il confirmait le même concept presque avec les mêmes mots : « Les communistes italiens ne "veulent" pas la révolution, dans le sens stupide et trivial que les idéologues du capitalisme, usés par la tension de la guerre, donnent au mot "vouloir". Les communistes italiens, comme les communistes de toute l'Internationale ouvrière, considèrent que la révolution communiste est un moment nécessaire du développement général de l'histoire mondiale : ils "veulent" seulement ce qu'il est permis aux hommes de vouloir... »<sup>(\*\*\*)</sup>. C'est un jugement important qui fait justice aux accusations de blanquisme lancées contre les jeunes Turinois par la revue officielle du réformisme italien, et

---

<sup>(\*)</sup> Lénine, *Le Congrès international socialiste de Stuttgart*. Il y a un élément qui pose un problème très complexe auquel on ne peut faire qu'à peine allusion ici, c'est la place qu'occupe Lénine dans la II<sup>e</sup> Internationale et le rapport qu'il a avec elle. Une première orientation dans G. Haupt, *Lénine et la Deuxième Internationale* (*Correspondance Lénine-Huysmans*), Samonà et Savelli, Rome 1969.

<sup>(\*\*)</sup> *Le développement de la révolution*, dans "L'Ordine nuovo", 13 septembre 1919.

<sup>(\*\*\*)</sup> *La compagnie de Jésus*, dans l'"Avanti!", édition piémontaise, 9 octobre 1920, et maintenant dans A. Gramsci, *L'Ordine nuovo 1919-20*, Einaudi, Turin 1970.

qui se relie à la position particulière que Gramsci présente sur le développement historique : un entrelacement dialectique entre la liberté et la nécessité; la tâche du politique est celle de savoir comprendre la ligne de tendance fondamentale qui explique l'ensemble, en apparence chaotique, des vicissitudes humaines et qui en constitue en même temps l'élément agrégeant<sup>(\*)</sup>. C'est le rôle "maïeutique", bien connu, que Gramsci considère comme étant l'élément spécifique des militants communistes, c'est-à-dire leur capacité à savoir exprimer la plus grande possibilité objective sur le terrain révolutionnaire : les lignes essentielles de la conception gramscienne du rapport parti-classe sont déjà fixées dans cette formule célèbre, et elles contiennent aussi l'exclusion totale de toute hypothèse substitutive du parti par rapport à la classe. La révolution, répètera-t-il à de nombreuses reprises, n'est pas un acte thaumaturgique : et c'était une critique à la droite, à l'évolutionnisme vulgaire, qui renvoyait la rupture révolutionnaire à un moment toujours plus lointain, et à la gauche, à ceux qui faisaient de la révolution un acte volontaire. Dans les deux cas, le rapport liberté-nécessité était rompu, en donnant naissance à des erreurs théoriques et à des orientations politiques également erronées et subalternes par rapport au capitalisme : la critique du réformisme et du syndicalisme révolutionnaire est exemplaire sous cet aspect<sup>(\*\*)</sup>. Il découlait aussi de cette position un rapport précis entre le dirigeant politique et son époque, c'est-à-dire les problèmes qu'elle posait : savoir saisir le processus de maturation de la révolution, lui adapter les instruments existants et en créer d'autres. Le problème du rapport avec la tradition était déjà formulé avec clarté.

Dans une note de prison, très singulière, sur les "bâisseurs de greniers"<sup>(\*\*\*)</sup>, il établissait avec une clarté exemplaire les critères d'un rapport avec le passé dans lequel il est possible aussi de saisir peut-être un jugement sur l'espérance de sa génération :

« Une génération peut être jugée par le même jugement qu'elle porte sur la génération précédente, une période historique par la même façon de considérer la période par laquelle elle a été précédée. Une génération qui rabaisse la génération précédente, qui ne parvient pas à en voir les grandeurs et la signification nécessaire, ne peut être que mesquine et sans confiance en elle, même si elle prend des poses de gladiateurs et si elle meurt d'envie de faire preuve de grandeur... On reprochera au passé de ne pas avoir accompli la tâche du présent : comme il serait plus commode que les parents aient déjà fait le travail des fils. »<sup>(\*\*\*\*)</sup>

Sans vouloir pourtant anticiper sur des positions et des jugements qui ont trait à une période ultérieure, résultat d'une expérience politique plus mûre, et en se souvenant que Gramsci avait déjà offert en 1926, avec l'article rappelé plusieurs fois sur Giacinto Menotti Serrati, un essai limpide et serein de son rapport avec le passé, on peut toutefois soutenir que le critère établi dans cette brève note exprime bien le fil rouge de sa réflexion politique, aussi bien dans ses conséquences théoriques (liberté et nécessité) que dans la construction concrète d'une formation révolutionnaire. Nous renvoyons aux pages suivantes l'analyse de l'articulation de ce critère avec des problèmes et des aspects spécifiques, car il suffit de rappeler ici la tâche que Gramsci assignait à "L'Ordine nuovo" :

---

(\*) Voir *La conquête de l'État*, dans "L'Ordine nuovo", 22 juillet 1919.

(\*\*) Ibidem.

(\*\*\*) Référence possible au journal "La Soffitta", c'est-à-dire "Le Grenier", titre d'un journal de la gauche italienne d'avant la première guerre mondiale, lequel voulait exprimer un défi à ceux qui prétendaient que le marxisme n'était bon qu'à "mettre au grenier". (NdT).

(\*\*\*\*) La note se conclut par des observations qui ont un goût de grande actualité : « Une génération qui ne sait faire que des greniers se lamente que ses prédécesseurs n'aient pas déjà construit des palais de dix ou trente étages. Vous dites que vous êtes capables de construire des cathédrales, mais vous n'êtes pas capables de construire des greniers » (voir A. Gramsci, *Passé et présent*, Einaudi, Turin 1954).

« Nous enregistrerons et nous étudierons dans cette chronique les phénomènes révélateurs du double processus historique à travers lequel la Société se décompose et se renouvelle, meurt et renaît de ses cendres privées d'honneur. La décomposition des États libéraux qui, pour se défendre, se suicident en reniant le principe de liberté sur lequel ils étaient nés et par lequel ils se sont développés. L'effort lent et tenace que les noyaux les plus conscients et historiquement les plus efficaces du prolétariat mondial accomplissent pour s'organiser dans l'Internationale communiste de Moscou... »<sup>(\*)</sup>

C'est un objectif et une tâche qui contribuent à caractériser immédiatement, dès le premier numéro, l'âme double avec laquelle est née cette "Revue hebdomadaire de culture socialiste"<sup>(\*\*)</sup>. Le thème de la "nécessité" et de la "nature non volontaire" de la révolution est si présent chez Gramsci qu'il envahit, comme on le verra, la définition même des institutions prolétariennes et qu'il fournit les instruments pour une hypothèse de nouvelle organisation du parti.

Les faits objectifs qui définissent la période historique et qui caractérisent la racine de la nécessité de la révolution sont formulés par Gramsci en termes classiques : la contradiction entre le développement des forces productives et les rapports de production, et naturellement Gramsci sait bien que la plus grande force productive, c'est la classe ouvrière<sup>(\*\*\*)</sup>. Il s'agit d'une réponse classique mais très générale : elle définit un processus réel qui devra être ultérieurement spécifié et historiquement déterminé. Le premier élément de cette spécification historique réside dans la transformation de la bourgeoisie en classe réactionnaire : « Le capitalisme est réactionnaire quand il n'arrive plus à dominer les forces productives d'un pays »<sup>(\*\*\*\*)</sup>. Ce processus historique mondial a ses racines dans le passage au capitalisme monopoliste et donc à l'impérialisme. Il est significatif que Gramsci choisisse pour illustrer cette transformation réactionnaire du capitalisme italien deux moments forts : un choix de politique économique comme le protectionnisme, et un choix de politique générale à l'égard du mouvement ouvrier comme le réformisme.

« Incapable de dominer dans le cadre de la libre concurrence les forces productives italiennes, le capitalisme a réduit l'État à la fonction de son agent commercial direct, le capitalisme a réduit l'armée nationale, la bureaucratie, la magistrature, toutes les institutions du pouvoir gouvernemental, à la fonction d'instruments immédiats de sa permanence et de son développement. »<sup>(\*\*\*\*\*)</sup>

La contradiction fondamentale qui a été définie auparavant comme la condition de la révolution devient plus explosive à l'époque de l'impérialisme.

Il n'est pas facile de retracer et de reconstituer une conception gramscienne de l'impérialisme parce que sa réflexion politique est totalement caractérisée par une série

---

<sup>(\*)</sup> *Un délabrement et une genèse*, dans "L'Ordine nuovo", 1<sup>o</sup> mai 1919.

<sup>(\*\*)</sup> Il suffit de comparer à cet effet le programme de cette rubrique dans laquelle il y aura l'intervention constante de Gramsci et l'éditorial de Tasca avec lequel s'ouvre la revue (*Mesures de prélude*, dans "L'Ordine nuovo", 1<sup>o</sup> mai 1919). Sur ce problème, voir *La culture italienne du XX<sup>e</sup> siècle à travers les revues*, volume VI, *L'Ordine nuovo (1919-20)*, par P. Spriano, Einaudi, Turin 1963. Plus généralement, le processus de transformation d'un groupe d'intellectuels en dirigeants politiques est analysé avec grande finesse et efficacité par Leonardo Paggi (*Antonio Gramsci*, opus cité. Mais toute la recherche a pour objet ce thème général).

<sup>(\*\*\*)</sup> *Le conseil d'usine*, dans "L'Ordine nuovo", 5 juin 1920.

<sup>(\*\*\*\*)</sup> *Qu'est-ce que la réaction?*, Dans l'"Avanti!", édition piémontaise, 24 novembre 1920, et dans *L'Ordine nuovo*, déjà cité.

<sup>(\*\*\*\*\*)</sup> Ibidem. Il est à relever chez Gramsci un double usage du terme "réaction" : celui-ci caractérise une période historique, qui est celle de l'impérialisme et du capital monopolistique, et un mouvement de contre-offensive bourgeoise, comme le fascisme. Nous verrons plus loin la conséquence et l'incidence d'une cette position de Gramsci.

d'interventions éparses. L'on peut trouver des indications précises dans deux articles importants, respectivement de 1919 et de 1920, de commentaire-réflexion sur un phénomène largement répandu dans le premier après-guerre, c'est-à-dire la révolte coloniale<sup>(\*)</sup>. Ce qui y est distingué avant tout avec précision, c'est la dévastation que la guerre européenne a signifiée pour les colonies, par l'exaspération le processus d'exploitation :

« ...denrées, matières premières, tout a été ratissé dans les colonies pour alimenter la résistance des peuples métropolitains en guerre... Pendant quelques années, nous, les Européens, nous avons vécu de la mort des hommes de couleur : vampires inconscients, nous nous sommes nourris de leur sang innocent. Comme dans le roman de Balzac, le plat de riz qui fumait devant notre bouche privilégiée causait par ses nombres hermétiques la condamnation à mort d'un lointain frère en humanité. »<sup>(\*\*)</sup>

Dans un article postérieur d'une année sur la révolte des colonies, leur assujettissement à une exploitation féroce est inséré dans un processus au souffle plus vaste qui, s'il a dans la guerre mondiale son moment fondamental de tournant, n'a pas sa racine dans les nécessités immédiates de la guerre. « Toute l'Europe occidentale tendait, avant la guerre, à devenir une grande entreprise industrielle; la lutte pour se disputer les marchés coloniaux de matières premières et de vivres était devenue spasmodique et elle ne pouvait que conduire au conflit »<sup>(\*\*\*)</sup>. Le caractère impérialiste de la guerre est caractérisé avec exactitude, mais c'est le rapport qui est saisi entre les différentes couches de force de travail à l'intérieur de cet immense processus d'accumulation qui est encore plus important :

« La hiérarchie de l'exploitation capitaliste sur les classes contraintes au travail servile s'était consolidée graduellement de la manière suivante : l'ouvrier, qui transforme dans l'usine les matières premières razzées dans les colonies et qui se nourrit avec des vivres produits par la classe paysanne asservie aux besoins de la ville, élabore le profit du capital; le paysan est réduit à la faim endémique parce qu'il doit produire les vivres à bas prix pour la ville et qu'il doit produire la rente pour le propriétaire terrien; la population coloniale est assujettie aux intérêts de la mère patrie; elle doit produire des matières premières à bas prix pour l'industrie, c'est-à-dire qu'elle doit laisser le sol et le sous-sol de son pays s'appauvrir au bénéfice de la civilisation européenne, qu'elle doit produire des vivres à bas prix pour combler le *déficit* de production agricole qui est provoqué dans la mère patrie par l'afflux continue de masses rurales dans la ville, au service direct du capital. Les populations coloniales deviennent ainsi le piédestal de tout l'appareil d'exploitation capitaliste; elles doivent donner toute leur vie pour le développement de la civilisation industrielle, sans obtenir aucun bénéfice, et même en voyant leur territoire national pillé systématiquement de ses richesses naturelles, c'est-à-dire en se voyant spoliées des conditions nécessaires pour un développement autonome. »<sup>(\*\*\*\*)</sup>

C'est une grande fresque historique qui est ainsi dessinée, à travers laquelle on peut récupérer, à l'échelle mondiale, l'unité du travail dans ses différentes formes, et au-delà de la division qui lui est imposée par le capitalisme; la révolte des colonies, que Gramsci relie directement aux répercussions de la Révolution russe<sup>(\*\*\*\*\*)</sup>, contribue à définir la période de la

---

(\*) A. G., *La guerre des colonies*, dans "L'Ordine nuovo", 7 juin 1919; *Les populations coloniales*, ibidem, 26 juin 1920.

(\*\*) *La guerre des colonies*, déjà cité.

(\*\*\*) *Les populations coloniales*, déjà cité.

(\*\*\*\*) Ibidem.

(\*\*\*\*\*) « En renversant le tsarisme, le prolétariat russe a brisé l'une des chaînes les plus pesantes qui tenaient entravées les populations de l'Asie mineure et de la Perse, il a ébranlé le système colonial britannique jusque dans ses fondements, et il a posé la question de l'existence du système capitaliste tout entier » (*Les populations coloniales*, déjà cité).

première guerre mondiale comme une crise générale du capitalisme, soit comme une crise du marché, soit comme la perte de la direction politique de la bourgeoisie<sup>(\*)</sup>, et elle permet de caractériser la constitution d'un grand regroupement de forces sociales à l'intérieur de la classe ouvrière, laquelle, en s'émancipant, émancipe toutes les classes opprimées, regroupement appelé à façonner une nouvelle réalité de l'économie mondiale dans laquelle il sera possible de résoudre les problèmes et les contradictions que l'extension au monde entier du capitalisme, en tant que formation économique-sociale, a posés : l'industrialisation sur une vaste échelle de l'agriculture et la création d'un appareil industriel moderne, comme expression d'un développement autonome de toutes les nations.

On verra par la suite quels sont les reflets opératifs et théoriques que Gramsci tirera de la caractérisation de cette relation objective entre les forces prolétariennes et les forces populaires : mais ce qu'il faut souligner immédiatement, c'est que cette amplitude du tableau tracé, cette définition de l'unité fondamentale, permettent à Gramsci de mettre en valeur, de manière anti-capitaliste, une série de problèmes et d'aspects qui constituaient l'objet de différenciations significatives dans le mouvement révolutionnaire international (question nationale, démocratie et socialisme), d'éviter les hauts-fonds traditionnels de la conception d'une révolution purement prolétarienne et d'élaborer une vision du processus révolutionnaire qui a pleinement assimilé la leçon léninienne<sup>(\*\*)</sup>. Plus particulièrement ensuite, pour ce qui concerne la définition de l'impérialisme, si l'on s'en tient aux articles rappelés, il semble que Gramsci tend à le réduire au rapport d'exploitation coloniale, qui certes caractérisait fortement l'impérialisme classique, mais sans l'épuiser ni le définir complètement. Il semble même que Gramsci se rapproche pour certains aspects de la conception luxemburgienne de l'impérialisme quand il fait de la domination coloniale la condition de survie et de développement du capitalisme, en ouvrant ainsi la voie à l'hypothèse de l'"écroulement" du capitalisme qui est présente, comme on le verra, dans sa conception : « Le soulèvement des colonies peut, et tend à, devenir un véritable blocus des États capitalistes de l'Europe occidentale; en se soustrayant à l'exploitation capitaliste étrangère, les populations coloniales priveraient de matières premières et de vivres les bourgeoisies industrielles européennes et elles feraient tomber en décadence les centres de civilisation qui s'étaient formés depuis la chute de l'Empire romain jusqu'à aujourd'hui »<sup>(\*\*\*)</sup>. Le rôle des "économies extérieures" dans le processus d'accumulation capitaliste est vu ici comme déterminant<sup>(\*\*\*\*)</sup>.

Gramsci a parfaitement conscience, comme on l'a vu, du rôle que joue le capitalisme industriel dans cette période, et cela signifie déjà percevoir un aspect essentiel des nouvelles contradictions de l'époque impérialiste, c'est-à-dire l'échec et la critique pratique de la conception libérale de la division internationale du travail et de la production. Mais, chez Gramsci, il y a plus. En définissant la réaction, il saisit une autre spécificité et une autre périodisation du capitalisme, quand celui-ci est devenu capitalisme monopoliste. Toutefois, il est difficile d'échapper à l'impression que le rapport entre ce processus de transformation structurelle du capital, l'expansion coloniale et la guerre, n'est pas complètement focalisé et résolu. Ce sera en analysant la guerre, son caractère, et son rapport avec le capital, que ces nœuds tendront à se dénouer, même si ce ne sera pas de manière complète.

---

(\*) Voir à ce propos les observations très importantes de J. Romein, *Le siècle de l'Asie*, Einaudi, Turin 1969.

(\*\*) Voir le débat sur le rapport entre la question nationale et le socialisme : R. Luxemburg, *La crise de la social-démocratie*, dans R. Luxemburg, *Écrits politiques*, par L. Basso, Ed. Riuniti, Rome 1967; Lénine, *La révolution socialiste et le droit des nations à l'autodétermination*, dans *Oeuvres*, vol. 22, Ed Riuniti, Rome 1966 et *À propos de la brochure de Junius*, ibidem; *Résultats de la discussion sur l'autodétermination*, ibidem.

(\*\*\*) *Les populations coloniales*, déjà cité.

(\*\*\*\*) Le problème fondamental qu'une position de ce type comporte, c'est la difficulté à fonder objectivement la direction de la classe ouvrière. Sans vouloir ouvrir ici une discussion, il suffira de rappeler que la question se pose immédiatement aux nouvelles formations révolutionnaires : le débat Lénine-Roy au II<sup>e</sup> Congrès de l'IC est l'expression de ce problème.

Que la guerre mondiale ait un caractère impérialiste de conquête des marchés, qu'elle soit un phénomène plus éclatant et évident de l'incapacité du système de production bourgeois à résoudre les problèmes et les contradictions que le développement pose, si ce n'est par la violence<sup>(\*)</sup>, c'est un fait acquis pour Gramsci. Mais l'aspect le plus important, c'est l'analyse des modifications que la guerre a provoquées dans le capital. Même si elle se réfère spécifiquement à l'Italie, l'analyse que Gramsci fait de cette transformation est généralisable et elle a le caractère de définition d'une phase du capitalisme. La guerre, écrit Gramsci, « a déterminé l'organisation de l'appareil industriel sous le contrôle des banques »<sup>(\*\*)</sup>, et même si un jugement de ce type peut donner lieu à des doutes et exprimer des incertitudes (si la guerre a déterminé cette transformation, se pose alors le problème de la définition de la guerre et de l'impérialisme dont elle est l'expression), il nous semble cependant indubitable que la conception est différente, que ce soit du fait du critère de périodisation adopté, plusieurs fois rappelé, dans la définition de la réaction, ou que ce soit par déclaration explicite. Dans la sévère note de commentaire au rapport de Tasca à la Bourse du Travail de Turin, si importante par beaucoup d'aspects, en critiquant la formulation de Tasca, selon laquelle la tendance du capitalisme à « déplacer son champ d'action de l'usine à la banque » découlerait des « habitudes de guerre »<sup>(\*\*\*)</sup>, Gramsci expose nettement qu'elle était sa conception et celle du groupe de "L'Ordine nuovo" sur cette question fondamentale :

« La structure du capitalisme est caractérisée à l'époque actuelle par la suprématie du capital financier par rapport au capital industriel, par la superposition de la banque à l'usine, de la bourse à la production de marchandises, du monopole au capitaine d'industrie : c'est une structure organique, une normalité du capitalisme et non pas un "vice contracté par les habitudes de guerre" comme le camarade Tasca le soutient, d'accord avec Kautsky et à l'encontre de la thèse fondamentale de l'Internationale communiste. »<sup>(\*\*\*\*)</sup>

Dans un article suivant, toujours en polémique directe avec Tasca, Gramsci insiste encore plus clairement sur ses positions<sup>(\*\*\*\*\*)</sup>. Mais le discours ne peut pas se limiter à ce niveau, dans la mesure où il risquerait de transformer ce qui est une différenciation politique en une divergence doctrinale, et en outre il ferait se perdre ce qui est peut-être la contribution la plus originale de Gramsci à l'analyse de ces phénomènes. Ce qui intéresse réellement Gramsci, ce n'est pas tant de fournir une analyse spécifique du capital financier, des façons dont le prélèvement de la plus-value s'opère par cette voie et dont le processus d'accumulation se produit sur une échelle plus large – parce que, peut-être, à ce niveau d'investigation, il ne disposait pas des instruments nécessaires –, que surtout de caractériser à travers cette transformation les problèmes politiques qu'elle posait, les rapports entre les classes qu'elle impliquait, les mutations sociales qui y étaient liées. Et cela selon un modèle qui sera constant tout au long de sa vie et qui caractérisera sa réflexion : s'efforcer de déterminer toujours les relations et les passages à travers lesquels une problématique générale, c'est-à-dire la définition globale de toute une phase historique, peut devenir une

---

(\*) La guerre est le signe de la « crise décisive de l'incapacité capitaliste à dominer les forces productives mondiales sans l'intervention active et permanente de l'action directe » (*Qu'est-ce que la réaction?*, déjà cité).

(\*\*) *Le pouvoir en Italie*, dans "L'Avanti!", édition piémontaise, 11 février 1920, et dans *L'Ordine nuovo*, déjà cité.

(\*\*\*) A. Tasca, *Les valeurs politiques et syndicales des conseils d'usine*, dans "L'Ordine nuovo", 29 mai 1920.

(\*\*\*\*) *Le rapport Tasca et le Congrès de la Bourse du Travail de Turin*, dans "L'Ordine nuovo", 5 juin 1920.

(\*\*\*\*\*) A. Gramsci, *Le programme de "L'Ordine nuovo"*, dans "L'Ordine nuovo", 28 août 1920 : « ...nous avons relevé que la *personne* du capitaliste s'est détachée du monde de la production, mais pas le capital, même s'il est financier; nous avons relevé que l'usine n'est plus gouvernée par la personne du propriétaire, mais par la banque à travers une bureaucratie industrielle qui tend à se désintéresser de la production de la même manière que le fonctionnaire d'État se désintéresse de l'administration publique. C'est ce point qui nous a servi pour une analyse historique des nouveaux rapports hiérarchiques qui se sont établis dans l'usine... ».

norme opérative concrète. Que l'on pense seulement, pour rappeler de manière significative un exemple antérieur à l'expérience de "L'Ordine nuovo", à une orientation aussi chargée d'idéalisme éthique qu'est sa critique adressée à Balbino Giuliano et à la nécessité réaffirmée d'adapter le devoir particulier au devoir universel<sup>(\*)</sup>.

Ce qui importe à Gramsci, lorsqu'il insiste sur le passage du capital industriel au capital financier, c'est de saisir le rapport entre les classes, la modification de fonction, de composition sociale et de rôle par rapport à la production que cette transformation comporte :

« Dans la phase libérale du processus historique de la classe bourgeoise, et de la société dominée par la classe bourgeoise, la cellule élémentaire de l'État était le propriétaire qui, dans l'usine, mettait sous le joug à son profit la classe ouvrière. Dans la phase libérale, le propriétaire était aussi un entrepreneur, il était aussi un industriel : le pouvoir industriel, la source du pouvoir industriel, se trouvait dans l'usine, et l'ouvrier ne parvenait pas à libérer sa conscience de la conviction de la nécessité du propriétaire, dont la personne s'identifiait avec la personne de l'industriel, avec la personne du gérant responsable de la production et donc aussi de son salaire, de son pain, de ses vêtements, de son toit.

« Dans la phase impérialiste du processus historique de la classe bourgeoise, le pouvoir industriel de toute usine se détache de l'usine et est centralisé dans un *trust*, dans un monopole, dans une banque, dans la bureaucratie de l'État. Le pouvoir industriel devient irresponsable et donc plus autocratique, plus impitoyable, plus arbitraire : mais l'ouvrier, libéré de l'influence du "chef", libéré de l'esprit servile de hiérarchie, poussé aussi par les nouvelles conditions générales dans lesquelles la société se trouve indépendamment de la nouvelle phase historique, l'ouvrier réalise d'inappréciables conquêtes d'autonomie et d'initiative. »<sup>(\*\*)</sup>

L'analyse du processus de transformation se ramène immédiatement à la caractérisation de deux effets d'une grande portée historique : d'une part, le rôle nouveau, l'espace d'initiative créatrice, qui sont possibles maintenant pour la classe ouvrière, la valeur déterminante qu'elle était en train de prendre par rapport à la production<sup>(\*\*\*)</sup>, et de l'autre, la transformation de l'entrepreneur en rentier parasite, qui pèse sur la possibilité même de développer productif et le conditionne :

« Le nombre des non producteurs augmente morbide, il dépasse toutes les limites permises par les potentialités de l'appareil de production. On travaille et on ne produit pas, on travaille fiévreusement et la production diminue continuellement... Les heures non payées du travail ouvrier ne servent plus à augmenter la richesse des capitalistes : elles servent à rassasier l'avidité de l'immense multitude d'agents, de fonctionnaires, d'oisifs, elles servent à rassasier ceux qui travaillent directement pour cette foule de parasites incapables. Et personne n'est responsable, et personne ne peut être frappé : toujours, partout l'État bourgeois, avec sa force armée, l'État bourgeois qui est devenu le gérant de l'instrument du travail qui se décompose... »<sup>(\*)</sup>

---

<sup>(\*)</sup> A. Gramsci, *État et souveraineté*, dans "L'Ordine nuovo", déjà cité

<sup>(\*\*)</sup> *Le conseil d'usine*, dans "L'Ordine nuovo", 5 juin 1920.

<sup>(\*\*\*)</sup> Il s'agit d'un élément fondamental sur lequel Gramsci, comme on le verra plus amplement, insiste longuement : c'est en effet dans l'espace ainsi déterminé que risque de passer une contradiction essentielle : la possibilité objective de la révolution et l'immaturité du prolétariat relativement à ses tâches. C'est du reste cela qui constitue le centre moteur de la réflexion gramscienne au moins à partir de la Réunion de Florence en 1917 : « ...nous agissons bien et nous raisonnons mal. Nous procédons par intuitions, plus que par raisonnements ; et cela conduit à une instabilité continue, à une insatisfaction persistante... Nous ne savons jamais ce que nos camarades pourront faire demain ; nous sommes déshabitués à penser concrètement, et c'est pourquoi nous ne savons pas établir ce que l'on devra faire demain.. » (A. Gramsci, *Lectures*, dans *Écrits de jeunesse*, Einaudi, Turin 1958). Voir aussi les observations importantes de L. Pagi, opus cité.

C'est la thèse léninienne de la "putréfaction" du capital qui est reprise ici. Certains ont tendance à relier ce jugement sur le parasitisme à une composante relativement répandue dans la littérature socialiste de l'époque et à y joindre des conclusions dont il n'existe pas trace dans "L'Ordine nuovo" : « ...on passe arbitrairement de la prééminence du capital financier à la caractérisation de ce dernier comme "parasitaire", c'est-à-dire, dans le langage des ordinovistes, détaché de la dimension décisive de la production. De là à la conclusion tout à fait erronée selon laquelle le capital est d'autant plus privé de pouvoir qu'il est éloigné de la production directe des biens, le pas est vite franchi »<sup>(\*\*)</sup>. C'est clairement une exagération : comme cela résulte des citations reproduites ci-dessus et de la réponse très connue faite à Tasca, Gramsci confirme nettement que le capitaliste a perdu pouvoir et fonction productifs en tant que personne, mais que le capitalisme, en tant que formation économique-sociale, tend de plus en plus à grandir et à utiliser, aux fins de sa conservation et de sa reproduction, la société tout entière. En effet, dans le passage de l'industriel au financier, comme figure sociale dominante de la bourgeoisie capitaliste, on perçoit aussi un rapport nouveau entre le capital et l'État : même si, comme on le verra plus particulièrement par la suite, ce rapport a pour Gramsci une signification précise (perte de la part de l'État, par suite de l'incapacité de la bourgeoisie à diriger, de la fonction de généralisation des intérêts spécifiques de classe, sa réduction aux aspects essentiels de la force, et donc, en définitive, processus progressif de privatisation et d'inféodation), il sert toutefois à établir immédiatement la nécessité d'un rapport différent, dans l'action socialiste révolutionnaire, entre l'économie et la politique, et à le poser comme objectif nécessaire, garantie pour un réel déplacement révolutionnaire et comme unique étage adéquat à la nature du choc de classe en cours, c'est-à-dire le niveau étatique. L'affirmation que Gramsci fera sur le capitalisme, selon laquelle, en tant que force politique, il est à zéro et il doit compter de plus en plus sur l'autorité répressive traditionnelle de l'État, à part les observations que l'on fera plus loin sur cet aspect spécifique, sert à indiquer la perte d'hégémonie de la bourgeoisie et la dislocation progressive de son bloc de pouvoir, et trouve sa limite dans l'incapacité, si ce n'est au niveau de la définition, comme on peut le déduire du document de la section socialiste turinoise *Pour un renouveau du Parti socialiste*, de savoir voir les formes de domination politique que la bourgeoisie tendait à constituer une fois épuisées les formes libérales traditionnelles.

C'est dans un contexte de ce type que la guerre agit comme un catalyseur des forces et comme un instrument d'exaspération des contradictions. Le signe le plus évident qui marque la fin d'une époque et d'un système de rapports économique-sociaux, c'est l'incapacité de la bourgeoisie à assurer la production, qui est « civilisation et richesse », c'est-à-dire la capacité d'assurer la survie de millions d'hommes. Le tableau que Gramsci trace de la situation créée par la guerre est sombre et bouleversant, et il a le style d'une grande fresque : les États libéraux se défont de l'intérieur, la production des biens matériels est, à l'échelle internationale, stagnante, les rapports de production sont bouleversés, le réseau dense des échanges entre les grands marchés de production et de consommation est déchiré et, en même temps, le ressort de l'activité industrielle et agricole est brisé.

« On ne produit que si on est sûr de vendre, on n'achète que si on produit et on vend... il s'est créé un déchaînement de forces démoniaques incontrôlables et incoercibles de la part de la classe dirigeante bourgeoise qui a ruiné son intelligence et son humanité dans l'exercice âpre du pouvoir pendant les années de guerre. »<sup>(\*)</sup>

---

<sup>(\*)</sup> *L'instrument du travail*, dans l'"Avanti!", édition piémontaise, 18 février 1920, et dans *L'Ordine nuovo* déjà cité; voir aussi *Sortons du dilemme*, dans l'"Avanti!", édition piémontaise, 29 novembre 1919, dans *L'Ordine nuovo*, déjà cité.

<sup>(\*\*)</sup> G. Maione, opus cité.

<sup>(\*)</sup> *Un délabrement et une genèse*, déjà cité.

Le fait qui garantit que les éléments auxquels il a été fait allusion ne caractérisent pas seulement des situations particulières ou spécifiques de nations vaincues ou singulièrement épuisées par l'effort de guerre, comme c'est le cas de l'Italie, c'est qu'ils peuvent être repérés également dans les pays qui constituent le point de force de la coalition capitaliste internationale et qui exercent l'hégémonie sur le marché mondial, comme l'Angleterre. La diminution de la production des mines de charbon anglaises – comme conséquence du plus grand dynamisme politique et social développé par les mineurs, détachement d'avant-garde de la classe ouvrière anglaise, et du rôle nouveau que la classe ouvrière tendait à assumer dans l'usine et dans le pays<sup>(\*\*)</sup> – est considérée par Gramsci comme un phénomène emblématique d'une tendance mondiale : « La structure nationale et internationale du capitalisme anglo-saxon craque de manière sinistre : ou bien l'on continue à exporter et il faudra diminuer les besoins en charbon des usines et des consommateurs nationaux, ou bien l'on interdit l'exportation et l'on provoque l'effondrement des industries étrangères tributaires du charbon anglais, avec des répercussions meurtrières pour l'Angleterre elle-même »<sup>(\*\*\*)</sup>.

L'incidence internationale du phénomène relevé n'est pas seulement liée au rôle clé joué par l'industrie minière anglaise mais à un fait que la guerre a aggravé et accru ultérieurement : l'unification du monde, et l'hégémonie acquise sur celui-ci par le capital financier anglo-saxon. C'est en percevant cette réalité que Gramsci établit un rapport Europe-Amérique très stimulant et étroitement accouplé au thème du caractère international de la révolution. En analysant les grèves canadiennes et surtout états-uniennes, Gramsci développe une série de considérations extrêmement précises. Les États-Unis sont l'unique nation qui, au cours du conflit, avait joué le rôle de créancier mondial et, comme le disait le Manifeste de l'Internationale communiste, avait assumé le rôle traditionnellement dévolu à l'Angleterre : affaiblir l'un des camps en se servant de l'autre et intervenir seulement dans la mesure indispensable pour s'assurer tous les avantages de la situation<sup>(\*\*\*\*)</sup>. Les grèves indiquent que ce rôle n'est plus suffisant pour mettre cette grande puissance à l'abri des conséquences de la guerre : « Le désordre capitaliste européen a contaminé les États-Unis. Donner des marchandises et recevoir du papier ou des promesses, ce n'est pas une bonne pratique capitaliste; on vend cher, on exerce l'usure, on gonfle le portefeuille, on hypothèque les chemins de fer, les ports, on hypothèque l'Europe tout entière... Les États-Unis sont entraînés dans le gouffre de la catastrophe européenne... », et cela contraint le prolétariat américain à sortir du corporatisme avec l'effet en chaîne d'arrêter la production, d'accélérer la chute de la productivité de l'économie américaine et de contribuer à rendre plus précaires les possibilités de sauvetage de l'économie européenne<sup>(\*\*\*\*\*)</sup>. La conclusion de Gramsci est commune à celle de tout le communisme international de ces années-là : la révolution ne peut pas être limitée ou localisée à un seul pays. L'unification capitaliste du monde a posé les conditions pour le communisme mondial<sup>(\*\*\*\*\*)</sup>.

Ce tableau, que l'on a cherché à tracer, est un tableau dans lequel confluent les éléments essentiels du patrimoine de la conscience socialiste internationale, exalté par les manifestes de Zimmerwald et de Kienthal, que Gramsci connaissait certainement, et enrichi

---

(\*\*) *Le développement de la révolution*, dans "L'Ordine nuovo", 13 septembre 1919. Les nouvelles formes d'organisation par unité de production « sont à considérer comme nécessairement inhérentes au développement industriel de la production capitaliste mondiale, parce qu'elles sont mises en œuvre par les ouvriers anglais et américains... en tant que reflet normal de la lutte de classe dans les pays à vie capitaliste la plus intense ».

(\*\*\*) A. G., *La volonté de travailler*, dans "L'Ordine nuovo", 7 juin 1919.

(\*\*\*\*) *Manifeste de l'Internationale communiste aux prolétaires du monde entier*, dans *Les Congrès de l'Internationale communiste. Thèses, manifestes, résolutions*, Samonà et Savelli, Rome 1970.

(\*\*\*\*\* ) *Italie et États-Unis*, dans "L'Ordine nuovo", 8 novembre 1919.

(\*\*\*\*\* ) « Les conditions du communisme international se sont totalement réalisées : le communisme est le lendemain très proche de l'histoire des hommes, et avec lui, le monde trouvera son unification, non autoritaire, c'est-à-dire non monopoliste, mais spontanée, c'est-à-dire du fait de l'adhésion spontanée des nations » (A. G., *L'unité du monde*, dans "L'Ordine nuovo", 15 mai 1919.

ultérieurement par le fameux Manifeste de l'Internationale communiste aux prolétaires du monde entier<sup>(\*)</sup>. On rappelle ces références non seulement pour suggérer des hypothèses de recherche sur le processus de formation de Gramsci en ces années cruciales, non seulement pour souligner le fort souffle internationaliste que sa réflexion possède à ce moment-là, en le reliant aux expériences les plus avancées du mouvement ouvrier international et en donnant à sa rupture avec la tradition socialiste italienne une originalité particulière qui fait de "L'Ordine nuovo" une expérience unique dans le cadre de la gauche socialiste, mais surtout pour mettre l'accent sur le fait que Gramsci tire de sa réflexion sur les vicissitudes européennes et sur les expériences révolutionnaires bien autre chose qu'un optimisme révolutionnaire fataliste et économiste. Même si une série d'observations peuvent faire penser à une acceptation de la part de Gramsci de la théorie de l'effondrement du capitalisme et du caractère inévitable du socialisme<sup>(\*\*)</sup>, Gramsci distingue cependant toujours très clairement entre les possibilités objectives de la révolution et les tâches que cette situation impose au prolétariat. La guerre, écrit-il, « a bouleversé la situation stratégique de la lutte de classe. Les capitalistes ont perdu la prééminence : leur liberté est limitée; leur pouvoir est annihilé. La concentration capitaliste est arrivée au développement maximal qui lui est permis, en réalisant le monopole mondial de la production et des échanges. La concentration correspondante des masses laborieuses a donné une puissance inouïe à la classe prolétarienne révolutionnaire »<sup>(\*\*\*)</sup>.

Parmi les conditions objectives et matérielles de la révolution, Gramsci ne distingue pas seulement le développement monopolistique du capital, le caractère de plus en plus socialisé du processus de production en contradiction de plus en plus aiguë avec le caractère privé de l'appropriation, mais aussi la croissance du prolétariat, quantitative, organisationnelle et politique. L'une des conséquences les plus révolutionnaires que Gramsci attribue en effet à la guerre, c'est d'avoir catalysé l'intervention active, même si elle n'est pas encore pleinement consciente, d'énormes masses humaines qui tendent à s'affirmer comme des protagonistes de l'histoire et non plus comme un objet passif de celle-ci. C'est un thème constant de toute la réflexion gramscienne, comme on le verra, et c'est un thème typiquement léninien : « La guerre a secoué les masses, elle les a réveillées avec ses horreurs et ses souffrances inouïes. La guerre a donné une impulsion à l'histoire qui vole maintenant avec la rapidité d'une locomotive. Ce sont maintenant des millions et des dizaines de millions d'hommes qui font l'histoire de manière autonome. »<sup>(\*\*\*\*)</sup>.

Malgré tout, sur la base de ces éléments, la façon dont Gramsci pose le problème de la révolution n'est pas nouvelle et elle ne marque pas un détachement réel de la tradition socialiste : que l'on pense, comme exemple significatif d'un des points les plus élevés d'élaboration du socialisme de la II<sup>e</sup> Internationale, au texte de Kautsky : *Weg zu Macht*<sup>(\*)</sup>. Le

---

(\*) « Les contradictions du régime capitaliste se révélèrent à l'humanité à la suite de la guerre, sous forme de souffrances physiques : la faim, le froid, les maladies épidémiques et une recrudescence de barbarie. Ainsi est jugée sans appel la vieille querelle académique des socialistes sur la théorie de la paupérisation et du passage progressif du capitalisme au socialisme... Maintenant ce n'est pas seulement la paupérisation sociale, mais un appauvrissement physiologique, biologique, qui se présente à nous dans toute sa réalité hideuse (*Manifeste de l'Internationale communiste*, déjà cité).

(\*\*) « Les rapports de production, avec tous les rapports sociaux, de classes, de nations, de continents, qui s'ensuivent, sont radicalement bouleversés. Il s'est créé un déchaînement de forces démoniaques incontrôlables et incoercibles de la part de la classe dirigeante bourgeoise qui a ruiné son intelligence et son humanité dans l'exercice âpre du pouvoir pendant les années de guerre... L'histoire est pérennité; le mal ne peut pas l'emporter, le désordre et la barbarie ne peuvent pas l'emporter, l'abysse n'engloutira pas les hommes. Le monde se sauvera par lui-même, avec ses propres énergies qui, dans la douleur et le désespoir, naissent avec une richesse de caractère moral et une potentialité de sacrifice et de gravité inouïes » (*Un délabrement et une genèse*, déjà cité).

(\*\*\*) *La conquête de l'État*, dans "L'Ordine nuovo", 12 juillet 1919.

(\*\*\*\*) Lénine, *La tâche principale de nos jours*.

(\*) K. Kautsky, *Le chemin du pouvoir* (1909).

point réellement nouveau qui témoigne de l'acquisition du léninisme réside dans le fait de ne pas tirer des éléments objectifs rappelés plus haut l'impossibilité pour le capitalisme de survivre, dans le fait de tenir toujours compte de la leçon de l'expérience russe, formulée avec netteté par Lénine au II<sup>o</sup> Congrès de l'Internationale, à savoir qu'« aucune situation n'est absolument sans issue », ni que l'unique issue nécessaire est l'issue socialiste<sup>(\*\*)</sup>. Le caractère matériel, objectif, de la crise assigne au prolétariat un rôle nouveau, lui ouvre des possibilités d'intervention qui n'étaient auparavant que potentielles, mais il reviendra seulement à sa capacité dirigeante, au rôle politique qu'il saura jouer, que la crise soit surmontée ou non.

« Les conditions créées par la guerre – écrivait Gramsci – (appauvrissement extrême des ressources économiques aptes à satisfaire les besoins élémentaires de la vie collective et individuelle, concentration des moyens de production et d'échange internationaux entre les mains d'un petit groupe de détenteurs, asservissement colonial de tous les pays du monde au capitalisme anglo-saxon, concentration, dans les cadres nationaux, des forces politiques de la classe prolétarienne) peuvent déterminer les issues suivantes : ou la conquête du pouvoir social par la classe ouvrière, avec les méthodes et les instruments qui lui sont propres, pour arrêter le processus de dissolution du monde civil et jeter les bases d'un ordre nouveau dans lequel sera possible une reprise des activités utiles et un élan vital, énergique et rapide, vers des formes plus hautes de production et de cohabitation; ou la mort par inanition et par épuisement d'une grande partie des travailleurs, ou le massacre en permanence par la décimation sociale jusqu'à la reconstitution d'un rapport convenable entre la production gérée de manière capitaliste et la masse consommatrice. »<sup>(\*\*\*)</sup>

C'est à la lumière de ces différentes solutions possibles que se développe toute la recherche gramscienne pleine d'angoisse, sa course contre la montre, pour amener le prolétariat italien à la hauteur de l'enjeu.

## *L'alternative socialiste*

Si, dans les années sombres et désespérantes de la guerre mondiale, cette alternative était posée avec une force qui emportait tout par les manifestes de Zimmerwald et de Kienthal, et par la propagande de la gauche zimmerwaldienne, avec l'Octobre 1917<sup>(\*\*\*\*)</sup> et ensuite avec les deux années d'expérience révolutionnaire derrière elle, cette alternative était quelque chose de plus qu'un acte de foi, elle était devenue un objectif "crédible", c'est-à-dire réalisable à une échéance rapprochée, et elle avait toute la force d'agrégation d'une expérience réelle, la force de sa capacité à survivre et à se répandre dans un monde hostile et puissant, mais profondément déchiré. L'expérience russe devient ainsi le point de référence concret de la nécessité de la révolution, de sa possibilité de réalisation pratique, une

---

<sup>(\*\*)</sup> Lénine, *Rapport sur la situation internationale et sur les tâches fondamentales de l'Internationale communiste* : « La bourgeoisie se comporte comme un bandit effronté qui a perdu la tête, fait une bêtise après l'autre, aggrave la situation et hâte sa ruine. Tout cela est vrai. Mais on ne peut pas "démontrer" que la bourgeoisie n'a absolument aucune possibilité d'endormir une minorité d'exploités avec quelques concessions et qu'elle ne parvienne pas à écraser tel ou tel mouvement, telle ou telle insurrection, de la part des opprimés et des exploités ».

<sup>(\*\*\*)</sup> *Le développement de la révolution*, dans "L'Ordine nuovo", 13 septembre 1919. Pour une hypothèse analogue, voir Pannekoek, opus cité.

<sup>(\*\*\*\*)</sup> Sur le rapport Italie-révolution bolchevique, voir F. Ferri, *La révolution d'Octobre et ses répercussions sur le mouvement ouvrier italien*, dans "Società", 1958.

démonstration historiquement vivante de la capacité de la classe ouvrière à diriger. « La Russie, après une guerre désastreuse, a vécu pendant deux ans avec le blocus, sans aides, seulement par ses propres forces; les États capitalistes, avec l'aide de tout le monde, en aggravant l'exploitation coloniale pour vivre, continuent à décliner, en ajoutant des ruines aux ruines, des destructions aux destructions »<sup>(\*)</sup>.

La maturité de la classe ouvrière russe réside précisément en cela : non pas dans le fait d'être quantitativement majoritaire, mais dans celui d'avoir su associer à son objectif – la création d'un État ouvrier – les efforts et le consentement de la majorité du peuple russe. Dans cette analyse, essentielle, comme on le verra, pour la caractérisation de sa conception de la révolution, Gramsci reprend et développe avec une cohérence et une précision plus grandes un thème qui est déjà présent dans ses écrits sur la révolution russe. En polémique directe avec ceux qui soutenaient que, en dehors même de raisons théoriques, c'était une erreur pour un parti socialiste de prendre la direction dans un pays connaissant un état de délabrement aussi grand que la Russie, Gramsci répondait que : « Même d'un point de vue absolu, le socialisme immédiat a sa justification en Russie. La souffrance qui suivra la paix ne pourra être supportée que dans la mesure où les prolétaires sentiront que c'est par leur volonté, par leur ténacité au travail, qu'ils la supprimeront dans le temps le plus court possible »<sup>(\*\*)</sup>. En Russie, la bataille qui s'est terminée et qui a vaincu a eu donc lieu contre tout le monde capitaliste, et c'est pourquoi elle a une portée universelle : tel est le sens des affirmations aussi nettes de Gramsci : « L'histoire est en Russie, la vie est en Russie ». La révolution bolchevique a introduit sur le marché mondial capitaliste, unifié ultérieurement par la guerre, un principe de contradiction, en se posant comme point de référence et comme centre d'agrégation, à l'échelle mondiale, de toutes les forces qui luttent contre le capitalisme impérialiste :

« ...elle incarne la rébellion des classes ouvrières contre leurs exploiters et elle est soutenue par les classes ouvrières, explicitement; elle incarne la souffrance et la faim des nations vaincues dans la guerre mondiale, elle incarne la vengeance des nations qui ont gagné militairement, mais qui sont défaites économiquement, elle incarne l'insurrection des colonies saignées à blanc par les métropoles, elle incarne tout l'informe conglomerat de rébellions contre l'exploitation hégémonique du capitalisme;... »<sup>(\*\*\*)</sup>.

Gramsci tend donc à établir, entre la Russie et le monde, le même rapport d'organisation et de direction que la classe ouvrière a su établir avec les différentes couches sociales à l'intérieur de la société : c'est-à-dire être à la tête d'un vaste regroupement de forces sociales non prolétariennes, intermédiaires, mises en mouvement par la guerre et par la désagrégation de la société bourgeoise. Cette interprétation était non seulement la conséquence logique des caractères de l'impérialisme décrits à grands traits par Gramsci, mais elle déterminait aussi la solution, sur le plan des rapports avec la fonction dirigeante de la classe ouvrière, des problèmes que cette interprétation laissait pendants. Le regroupement ainsi défini n'était pas seulement politico-social – formation d'un système de forces unies ou qui tendent à l'être à l'échelle internationale contre le système des États capitalistes – mais économique : il présente en effet implicitement une hypothèse de réorganisation de l'économie mondiale sur des bases non autoritaires et qui ne soient pas d'exploitation. « Les Égyptiens, les Indiens, les Chinois, les Irlandais, en tant qu'ensembles nationaux, tous les peuples du monde, voient comme le prolétariat, dans le duel Lénine-Churchill, la lutte entre la force qui les assujettit et la force qui peut créer les conditions de leur autonomie »<sup>(\*)</sup>.

---

<sup>(\*)</sup> *La rançon de l'histoire*, dans "L'Ordine nuovo", 7 juin 1919.

<sup>(\*\*)</sup> A. Gramsci, *La révolution contre le "Capital"*, dans *Écrits de jeunesse*, déjà cité.

<sup>(\*\*\*)</sup> *La Russie, puissance mondiale*, dans "L'Ordine nuovo", 14 août 1920.

Il n'est pas mauvais de rappeler dans quelle mesure une grande partie des thèmes présents dans la réflexion gramscienne se retrouvent dans le rapport fondamental que Lénine a fait au II<sup>o</sup> Congrès de l'Internationale, relativement à l'évaluation des résultats de la guerre mondiale<sup>(\*)</sup>, aux raisons objectives de la crise de l'économie capitaliste mondiale<sup>(\*\*)</sup>, et enfin au développement et à la consolidation progressive d'une alternative mondiale qui a son centre en Russie et dans l'Internationale communiste<sup>(\*\*\*)</sup>. Celle-ci, comme pour Lénine, constitue aussi pour Gramsci l'expression organisationnelle du phénomène grandiose de développement impétueux et d'établissement de la lutte de classe à l'échelle internationale. Adhérer à l'Internationale de Moscou constitue l'élément discriminant fondamental qui caractérise la place qu'un militant ou un mouvement occupe dans le dispositif de classe (adhésion à la conception soviétique, critique de toute idéologie démocratique résiduelle dans le mouvement ouvrier)<sup>(\*\*\*\*)</sup>. Mais il y a plus. Conformément à toute l'orientation sur la "nécessité" de la révolution, l'Internationale communiste, et par conséquent l'adhésion à celle-ci, ont pour Gramsci une signification profondément différente de celle des organisations internationales des travailleurs précédentes : l'Internationale communiste « n'est pas un centre bureaucratique de leaders de la masse : c'est une conscience historique de la masse, objectivée dans un mouvement d'ensemble vaste et complexe du prolétariat international », et elle a une réalité effective et vivante dans les révolutions soviétiques victorieuses (russe et hongroise)<sup>(\*\*\*\*\*)</sup>.

Dans cette caractérisation, Gramsci ne distingue pas entre organisation étatique et Internationale, bien au contraire. En tant que réalité effective dans les pays où la révolution avait déjà vaincu, l'Internationale communiste se présente non seulement comme un grand mouvement de masses disciplinées et coordonnées grâce à des organismes originaux (soviets), mais comme la voie à travers laquelle se réalise « l'autonomie souveraine du travail dans la production et la distribution des biens matériels et dans tous les rapports intérieurs et extérieurs de l'État »<sup>(\*\*\*\*\*)</sup>. C'est-à-dire que c'est l'organisation à l'échelle internationale de la société sur la base du travail et non du profit. Adhérer à l'Internationale communiste, cela signifie pour Gramsci indiquer au mouvement ouvrier une tâche énorme qui s'identifie immédiatement au développement de la révolution, à la création de l'anti-État, à la liaison entre les luttes de classe nationale et internationale, à l'engrènement et à l'homogénéisation entre elles des institutions de l'Europe occidentale avec les organes étatiques des républiques communistes. L'adhésion à l'Internationale « n'aurait aucun sens dans l'histoire si elle ne signifiait pas l'adhésion de toute la masse prolétarienne consciente de sa mission comme totalité, et organisée de manière à pouvoir la mettre en œuvre », et elle signifie par conséquent définir et accomplir une série de tâches opératives immédiates d'une grande portée historique :

---

(\*) A. G., *Italiens et Chinois*, dans "Avanti!", édition piémontaise, 18 juillet 1919, et dans *L'Ordine nuovo*, déjà cité.

(\*\*) *Rapport sur la situation internationale*, déjà cité, pages 205-207.

(\*\*\*) Ibidem, pages 208-12.

(\*\*\*\*) « Le régime bourgeois traverse dans le monde entier une crise révolutionnaire très grave. Et il faut "démontrer" aujourd'hui, par la pratique des partis révolutionnaires, que ces partis sont assez conscients, organisés, liés aux masses exploitées, résolus et capables, pour exploiter la crise aux fins d'une révolution victorieuse... La guerre impérialiste a impliqué les peuples dépendants dans l'histoire mondiale. Et aujourd'hui, une de nos tâches les plus importantes est celle de réfléchir sur la façon de poser la première pierre de l'organisation d'un mouvement soviétique dans les pays non capitalistes... font encore obstacle ces barrières, ces préjugés et cette ignorance qui appartiennent de plus en plus au passé, mais, plus nous avançons, et mieux nous représentons et défendons effectivement 70% de la population mondiale, toute la masse des travailleurs et des exploités... » (ibidem, pages 216, 221, 222).

(\*\*\*\*\* ) *Pour l'Internationale communiste*, dans "L'Ordine nuovo", 26 juillet 1919.

(\*\*\*\*\* ) Ibidem.

(\*\*\*\*\* ) Ibidem.

« promouvoir le développement des institutions prolétariennes d'usine là où elles existent déjà, ou bien les faire surgir là où elles ne sont pas encore nées. Les coordonner localement et nationalement. Se mettre en contact avec les institutions similaires d'Angleterre et de France, et ceci depuis la base, depuis le cœur de la vie industrielle, depuis les sources capillaires du profit capitaliste, pour protéger et multiplier ce en quoi toutes les fonctions de l'État démocratique et parlementaire sont organisées, faire pulluler les forces communistes qui, en dehors de toute bonne ou mauvaise volonté des leaders, défendent les Républiques dans un premier temps, et réalisent l'Internationale des Républiques communistes au cours des moments suivants du processus général de conscience et de puissance révolutionnaires. »<sup>(\*)</sup>

On voit clairement établis, dans ce bref programme, les motifs qui inspirent toute l'élaboration relative aux conseils du groupe turinois, les racines de la critique adressée au socialisme italien, les principes essentiels de la conception gramscienne de la révolution et la position du problème de l'adhésion à l'Internationale en termes beaucoup plus riches et articulés que ceux avec lesquels ce problème sera posé et résolu au Congrès de Livourne; et tous ces éléments caractérisent surtout une spécificité constante de la réflexion gramscienne, c'est-à-dire de tendre toujours à saisir la conséquence pour la masse d'un choix et donc de le retraduire de manière originale dans une situation donnée. Mais l'on parlera plus amplement de ces aspects essentiels par la suite. Ce qui est important de souligner ici, c'est que, dans cette orientation, l'on a une autre confirmation de l'absence de distinction chez Gramsci entre les tâches et les objectifs d'un *État* socialiste et ceux de l'Internationale. C'est une conception qui a sa racine dans l'actualité de la révolution, dans la confiance en une rapide extension de la révolution de la Russie au reste du monde, très commune, comme on l'a dit plusieurs fois, au communisme international de ces années-là. Mais au-delà de cette confiance historiquement datée, la définition que Gramsci donne de l'Internationale communiste et du rapport avec la Russie soviétique comporte quelques conséquences opératives importantes, caractérisées par le dénominateur commun de l'internationalisme prolétarien, valable aussi bien pour l'État socialiste que pour un mouvement révolutionnaire qui tend à le devenir.

Avant tout, écrit Gramsci, la lutte en cours dans le monde ne peut pas trouver d'issue dans un compromis, mais dans la victoire de l'une des deux parties : « Le schisme du genre humain ne peut pas durer longtemps. L'humanité tend à l'unification intérieure et extérieure, elle tend à s'organiser en un système de cohabitation pacifique qui permette la reconstruction du monde »<sup>(\*\*)</sup>. La Russie est certes un État, elle a en tant que tel des problèmes liés à ce caractère, elle doit défendre ses frontières, elle doit survivre et résoudre le problème de sa position dans le système mondial des puissances et elle l'a résolu par les moyens d'un État bourgeois, c'est-à-dire avec la force armée<sup>(\*\*\*)</sup>; elle doit avoir une politique étrangère. La Russie soviétique est cependant également un État particulier, un État bourgeois sans bourgeoisie qui a rompu, avec son existence, l'unité du marché mondial capitaliste et qui est donc en contradiction insoluble avec le reste du monde.

À une question qui acquerra avec le temps une incidence de plus en plus grande au fur et à mesure que la révolution en Occident et l'hypothèse de la révolution mondiale redeviendront un objectif lointain – « La cohabitation pacifique entre la République des soviets et le reste du monde est-elle possible, en soi, étant donné que dans le reste du monde la domination politique de la classe possédante continue, et que celle-ci la considère comme perpétuelle? Est-il possible de concilier, de quelque manière que ce soit, l'activité internationale de la République des soviets, d'un État socialiste, avec l'activité des États bourgeois, dans lesquels

---

<sup>(\*)</sup> Ibidem.

<sup>(\*\*)</sup> *La rançon de l'histoire*, déjà cité.

<sup>(\*\*\*)</sup> *La Russie, puissance mondiale*, déjà cité.

c'est le libéralisme le plus radical qui prédomine? »<sup>(\*)</sup> – , Gramsci donne une réponse nettement négative : « ... la République des soviets ne peut s'insérer dans un ordre international dominé par le capitalisme sans trahir la mission historique qui est inhérente à ses origines et à son développement progressif »<sup>(\*\*)</sup>. L'unique relation qu'elle peut avoir, c'est avec le prolétariat international, car « elle partage avec lui ses espoirs et ses douleurs, elle est sensible aux hauts et aux bas de la lutte que le prolétariat international mène pour conquérir le pouvoir politique et abolir les classes dans le cadre de chaque État capitaliste »<sup>(\*\*\*)</sup>. C'est une réponse très nette mais aussi trop "facile" qui donne pour résolus des problèmes terribles de survie d'un État isolé et économiquement faible et qui exprime la surévaluation de la capacité du capitalisme à reprendre les mailles défectueuses, à se réorganiser malgré cette contradiction. Une conscience lucide de ce type, d'un problème tout à fait inédit, accompagnera Lénine jusqu'à sa mort, et c'est l'élément qui inspire son dernier écrit tourmenté de février 1923, *Mieux vaut moins mais mieux* : comment affronte-t-on la contradiction constituée par l'existence d'un État socialiste qui a rompu l'unité du marché capitaliste mondial, et dans quelle mesure a-t-on la possibilité de la dépasser?

« ...saurons-nous tenir – se demandait Lénine – avec notre petite et très petite production paysanne, avec l'état de délabrement de notre pays, jusqu'au jour où les pays capitalistes de l'Europe occidentale auront achevé leur développement vers le socialisme? »<sup>(\*\*\*\*)</sup>,

et ce d'autant plus dans une situation dans laquelle la guerre civile a rejeté en arrière le point de départ de la reconstruction de l'économie, ce qui a ralenti le développement des forces productives et a rendu indispensable une politique intérieure de liens plus étroits avec des forces sociales non prolétariennes.

C'est certes manquer de générosité d'apprécier le jugement de Gramsci à la lumière d'une problématique qui ne s'est déployée consciemment que plus tard, comme il serait incorrect de faire un renvoi doctrinal à Gramsci pour porter un jugement négatif sur des choix effectués par la suite, dans des contextes différents : Gramsci, on y a déjà fait allusion, n'a pas d'inclination envers la "phrase révolutionnaire". Selon sa position, qui deviendra plus claire avec l'exposé suivant, la tâche du parti est de savoir exprimer la plus grande possibilité objective de l'activité révolutionnaire, ce qui, dans des situations déterminées, peut vouloir dire aussi faire des pas en arrière. Déjà en 1918 du reste, à propos de la paix de Brest-Litovsk, qui, comme on le sait, souleva une vague de critiques de gauche à la conduite des bolcheviks, que ce soit à l'intérieur du parti russe ou dans le mouvement européen<sup>(\*\*\*\*\*)</sup>, Gramsci a compris et soutenu, même si ce n'est pas directement, la signification du choix effectué<sup>(\*)</sup>. La réponse que Gramsci donne à cette importante question doit donc être considérée en totalité encore une fois, et de manière cohérente, à l'intérieur de l'hypothèse de l'actualité de la révolution : ce qu'il est important de mettre en évidence, c'est que, à l'intérieur de cette perspective, il parvient à caractériser des problèmes réels reliés à l'âme double de l'État soviétique et par conséquent à la difficulté de distinguer pratiquement entre les intérêts de l'État et ceux de la

---

<sup>(\*)</sup> A. G., *La Russie et le monde*, dans l'"Avanti!", édition piémontaise, 27 janvier 1919, et dans *L'Ordine nuovo*, déjà cité.

<sup>(\*\*)</sup> Ibidem.

<sup>(\*\*\*)</sup> Ibidem.

<sup>(\*\*\*\*)</sup> Lénine, *Mieux vaut moins, mais mieux*, Œuvres complètes, tome 33, page 514.

<sup>(\*\*\*\*\*)</sup> Qu'on se rappelle les objections critiques de Rosa Luxemburg (*La révolution russe*, dans *Écrits politiques*, déjà cité). Pour la polémique interne au parti bolchevik, voir Lénine, *Sur la phrase révolutionnaire*.

<sup>(\*)</sup> Voir *Pour connaître la révolution russe*, dans *Écrits de jeunesse*, déjà cité. Sur la position de Bordiga et son incompréhension de la position bolchevique, même si ensuite il y eut une convergence de fait, voir A. De Clementi, déjà cité, page 56. Voir sur les différentes positions présentes dans la gauche du socialisme italien à l'égard de la révolution russe, A. Lepre-S. Levrero, opus cité, pages 38 et suivantes.

révolution mondiale<sup>(\*\*)</sup>, et surtout qu'il réaffirme nettement les responsabilités internationales de l'État soviétique par rapport aux masses ouvrières du monde entier.

Cette conscience constitue un élément particulier constamment présent dans les évaluations de Gramsci, même dans des situations historiques profondément modifiées sur le plan international et sur le plan intérieur russe, comme en 1926, et elle se relie toujours comme un fil direct à la conception que Gramsci maintient fermement du rôle de l'Union soviétique. Sont des documents exemplaires de cette continuité de conception aussi bien la célèbre lettre d'octobre 1926 au CC du parti communiste soviétique<sup>(\*\*\*)</sup>, que les raisons essentielles qui en constituent le thème inspirateur et qui résultent avec une grande clarté de la correspondance avec Togliatti publiée récemment<sup>(\*\*\*\*)</sup>. À part l'histoire aventureuse que ce document politique a eue, l'usage qui en a été fait, la signification qu'il avait dans le cadre de la ligne que le PCd'I était en train d'élaborer après Lyon et la pleine affirmation de la direction gramscienne, ce que l'on ne peut certainement pas dire c'est qu'il constitue un exemple de « conflit inter-bureaucratique » ou d'« impuissance politique contrainte à l'appel aux sentiments »<sup>(\*\*\*\*\*)</sup>. L'élément fondamental de la lettre ne réside ni dans la tiède approbation à la ligne de la majorité, qui est net, ni à l'invitation à l'unité et à ne pas vouloir remporter une victoire écrasante, qui ne serait en effet ainsi qu'un « appel aux sentiments », mais il réside dans l'optique particulière avec laquelle les problèmes de ligne et les différenciations à son sujet sont considérés, c'est-à-dire dans l'optique des grandes masses et non pas seulement de l'avant-garde, du fait historique fondamental du lien qui unit, pas seulement sur le plan organisationnel, les masses à la révolution russe et au premier État socialiste du monde, et dans les contenus spécifiques que ce lien prend dans des situations historiquement différentes.

« Nous sommes partis – écrit Gramsci à Togliatti le 26 octobre 1926 – du point de vue, qui me paraît exact, que, dans nos pays, il n'existait pas que des Partis, compris comme organisations techniques, mais qu'il existait aussi les grandes masses laborieuses, politiquement stratifiées de manière contradictoire, mais tendant à l'unité dans leur ensemble. Un des éléments les plus énergiques de ce processus unitaire est l'existence de l'URSS, qui est lié à l'activité réelle du PC de l'URSS et à la conviction répandue que, en URSS, on avance sur la voie du socialisme. »

C'est précisément parce que le parti communiste soviétique constitue « l'organisation de masse la plus puissante qui soit jamais apparue dans l'histoire » et parce qu'il assure aux autres partis communistes, en tant que représentants de l'actif global de l'URSS, de l'influence « sur toutes les strates politiques de la grande masse », c'est précisément pour cela que, selon Gramsci, « la question de l'unité... est, *du point de vue de masse*, la question la plus importante dans cette période historique d'intensification du processus contradictoire vers l'unité ». Mais la spécification historique de Gramsci est encore plus précise et significative : non seulement le lien n'est pas donné une fois pour toutes, mais il acquiert des contenus différents :

« ...aujourd'hui, neuf ans après Octobre 1917, ce n'est plus *le fait de la prise du pouvoir* par les bolcheviks qui peut révolutionner les masses occidentales, parce que cela a déjà été pris en compte et que cela a produit ses effets; aujourd'hui, ce qui joue, idéologiquement et politiquement, c'est la conviction... que le prolétariat, une fois qu'il a

---

(\*\*) Pour une analyse, à accepter avec des réserves substantielles, du développement historiquement déterminé de ces deux plans, voir E. H. Carr, *Histoire de la Russie soviétique. Le socialisme dans un seul pays*, II, *La politique étrangère 1924-26*, Einaudi, Turin 19169.

(\*\*\*) Voir dans *2 000 pages de Gramsci*, déjà cité.

(\*\*\*\*) La correspondance a été publiée par Franco Ferri, dans "Rinascita", 1970, n° 17.

(\*\*\*\*\* S. Merli, *Nos comptes avec la théorie de la « révolution sans révolution » de Gramsci*, dans « *Giovane critica* », n° 17, 1967.

pris le pouvoir, *peut construire le socialisme*. L'autorité du P[Cd'I] est liée à cette conviction qui ne peut pas être inculquée aux grandes masses par des méthodes de psychologie scolastique, mais seulement de pédagogie révolutionnaire, c'est-à-dire par le *fait politique* que le PR dans son ensemble est convaincu et lutte de manière unitaire. »<sup>(\*)</sup>.

Il est difficile de trouver formulées avec une plus grande clarté la caractérisation d'une structure portante de la tradition communiste, l'internationalisme, et la prise en compte des grandes masses humaines, de leurs orientations et de leur niveau de conscience, comme point de référence obligé de l'action du parti de classe.

Une conséquence très importante, qui se traduit immédiatement en tâches précises pour le mouvement ouvrier et socialiste, est étroitement liée au fort engagement internationaliste que Gramsci demande à l'État socialiste, au caractère mortel du duel en cours et au fait que l'unique allié possible de la Russie dans cette lutte est le mouvement ouvrier international. Avec la Révolution d'Octobre, le prolétariat russe a fourni la plus grande contribution possible au déchaînement de la révolution mondiale, soit en agissant comme catalyseur et organisateur d'énergies latentes sur une échelle énormément plus vaste que ce qui a été possible en 1905, soit en soustrayant à la coalition de la contre-révolution un pays comme la Russie :

« Les prolétaires d'Angleterre, de France, d'Italie, avec toute leur force organisée, avec toute l'horreur que cinq années de guerre ont suscitée contre la guerre, avec toute leur conscience révolutionnaire, ne sont pas parvenues à empêcher totalement la guerre contre la Russie communiste. Peut-on imaginer que le prolétariat russe, sous le régime tsariste ou bourgeois-parlementaire, aurait pu empêcher une guerre contre l'Allemagne communiste, et l'Angleterre communiste? »<sup>(\*\*)</sup>.

La Russie, en résistant à l'Entente et à la guerre civile, couvre aussi les retards, les faiblesses, le manque d'organisation et de conscience, du prolétariat occidental. C'est un thème que l'on retrouve constamment chez tous les représentants les plus importants de la gauche révolutionnaire, comme par exemple Rosa Luxemburg<sup>(\*\*\*)</sup>, qui indique la "mauvaise conscience" du socialisme occidental et qui s'entrelace étroitement pour cette raison avec la recherche d'objectifs et d'instruments qui servent à couvrir le retard historique du mouvement ouvrier occidental par rapport à la guerre et à la révolution.

La tâche immédiate et urgente que Gramsci assigne au prolétariat italien et international est d'empêcher de toutes les façons que, en Russie et dans les autres républiques soviétiques, ne triomphe la réaction. Encore une fois, chez Gramsci affleure un thème qui ensuite, dans les années futures, aura un poids déterminant – la défense de l'Union soviétique comme tâche principale des partis communistes<sup>(\*)</sup> – mais qui constitue, à cette époque, en 1919-20, une position originale, étroitement liée à la conception de l'unité du processus révolutionnaire mondial. Le rapport entre les républiques soviétiques et le reste du monde capitaliste est analogue à celui des ouvriers en grève auxquels le patron oppose le lock-out. Pour empêcher que le lock-out et le blocus de la faim ne réussissent, que l'appareil économique et financier tout entier du capitalisme ne se retourne contre les républiques socialistes, il faut une action permanente de contrôle sur la production et sur les échanges. La solidarité et l'engagement internationalistes « doivent tendre à limiter (pour ensuite annuler) le pouvoir du capitaliste sur l'instrument de production et d'échange; ils doivent tendre à interdire la fabrication de

---

<sup>(\*)</sup> La lettre est datée du 26 octobre 1926. Sur la signification générale du conflit politique entre Gramsci et Togliatti, voir les observations pertinentes de Leonardo Paggi (opus cité).

<sup>(\*\*)</sup> A. G., *La contre-révolution*, dans "L'Ordine nuovo", 15 mai 1919.

<sup>(\*\*\*)</sup> R. Luxemburg, *La révolution russe*, déjà cité.

<sup>(\*)</sup> E. H. Carr, opus cité page 293 et plus généralement les pages consacrées au problème de la bolchevisation.

produits déterminés, à prohiber l'exportation des armes et des munitions emmagasinées après l'armistice et à imposer que les échanges avec la Russie et la Hongrie reprennent »<sup>(\*\*)</sup>.

Une action de cette portée, qui a pour objectif la désorganisation de tout l'appareil économique-productif d'un pays, ou du monde capitaliste s'il se réalise une jonction internationale, ne peut pas être effectuée par un parti socialiste, c'est-à-dire par une avant-garde aussi consciente qu'elle puisse être, mais seulement par la masse ouvrière dans son ensemble, dans tous les secteurs de travail : champs, usines, mines, ports, gares. La solidarité internationale anticipée par Gramsci s'identifie au développement du processus révolutionnaire, et l'on peut aussi saisir le lien étroit entre le jugement sur une phase historique entière et sur l'actualité de la révolution, et l'adhésion à l'Internationale communiste et la bataille politique que Gramsci et le groupe de "L'Ordine nuovo" mèneront au cours des deux années rouges.

Un dernier aspect, mais pas secondaire, de cette conception organique de la révolution mondiale, c'est la valeur "nationale" que l'accomplissement de ces tâches de la part du prolétariat comporte. Pour Gramsci il est clair, et il insiste là-dessus à plusieurs reprises, que la survie de la Russie soviétique, ou la victoire de la réaction, est un fait qui n'intéresse pas que ce pays, que cette classe ouvrière, ou encore que le prolétariat du monde entier : c'est au contraire un fait d'importance internationale :

« ...aujourd'hui, la vie du monde, la vie au sens le plus intime et élémentaire du mot, est liée à la paix en Russie, en Hongrie, en Allemagne, paix qui ne peut être donnée que par l'ordre communiste... Si en Russie, en Allemagne, en Hongrie, on ne travaille pas et on ne produit pas, on ne travaillera pas et on ne produira pas non plus en Angleterre, en France et en Italie, on ne produira pas comme c'est nécessaire pour que toute la masse ouvrière actuelle tout entière vive... Empêcher que la réaction triomphe en Russie, cela signifie sauver la vie de la civilisation européenne, cela signifie sauver la vie des hommes européens. »<sup>(\*\*\*)</sup>

C'est le thème, typique de Gramsci comme on le verra plus amplement par la suite, de la relation entre la révolution et la production, de la révolution socialiste comme condition nécessaire à la survie de la civilisation. Si les capitalistes n'ont pas et ne peuvent pas avoir conscience de cet objectif, alors il ne peut être atteint que par le prolétariat dont c'est la tâche historique, ce qui indique dans les faits la capacité de celui-ci à diriger le monde. Ce rôle de la classe ouvrière prend, dans le discours de Gramsci, une spécification encore plus précise : la défense de la Russie, réussir à imposer un rapport différent avec elle, cela a une importance nationale, cela assure et attribue un rôle national à la classe ouvrière. L'unification capitaliste du monde, accélérée par la guerre, est caractérisée par l'hégémonie du capital financier anglo-américain. L'on a déjà vu précédemment les conséquences que Gramsci tirait de cette réalité aux fins d'une caractérisation internationale de la révolution. Mais il y a, dans cette caractérisation, un autre élément implicite, qui aura ensuite, en tant que détermination d'un terrain d'intervention politique pour le prolétariat, une grande place dans le rapport plusieurs fois cité de Lénine au II<sup>o</sup> Congrès de l'Internationale communiste<sup>(\*)</sup> : c'est-à-dire la perte de la souveraineté nationale, la fin de l'État national, devenu monopole du

---

<sup>(\*\*)</sup> *Pour l'Internationale communiste*, déjà cité.

<sup>(\*\*\*)</sup> *Politique d'embarras*, dans l'"Avanti!", édition piémontaise, 29 mai 1919, et dans *L'Ordine nuovo* déjà cité. « Les fléaux qui frappent et épuisent aujourd'hui les corps et les esprits de la masse ouvrière sont dus au fait que l'Allemagne et la Russie ne collaborent pas à la production mondiale; ces fléaux deviendront apocalyptiques si la réaction triomphe en Russie et se consolide par voie de conséquence en Allemagne. Cela signifiera le chômage décuplé, la cherté de la vie aggravée jusqu'à la tension maximale, l'affaiblissement physiologique et l'affaiblissement moral, la masse abruti aux mains des capitalistes qui la fauchera avec les mitrailleuses sans que celle-ci ait l'énergie suffisante pour réagir » (ibidem).

<sup>(\*)</sup> *Rapport sur la situation internationale*, déjà cité.

capital étranger : « ...toutes les marchandises, toutes les voies terrestres, maritimes et fluviales, le sol et le sous-sol, tout l'ensemble de la production et des échanges du monde est contrôlé par le capitalisme anglo-américain »<sup>(\*\*)</sup>. L'Italie, qui pourtant n'est pas une nation vaincue, a été réduite, avec l'hégémonie financière anglo-américaine, au rang d'un « peuple de Chinois »<sup>(\*\*\*)</sup>.

À y regarder de plus près, ce sont les mêmes thèmes que ceux qui sont agités par la propagande nationaliste, c'est le mythe impérialiste de la "victoire mutilée" réduit à sa racine de classe. L'indication de Gramsci constitue dialectiquement la caractérisation d'une plateforme précise pour que la classe ouvrière fasse de la politique en poursuivant ses propres objectifs, c'est-à-dire désagrège la base de masse adverse en renversant selon une ligne anti-capitaliste les phénomènes de déception, de ressentiment, de sentiment national blessé, dont le premier après-guerre italien et européen est très abondant. La défense de l'Union soviétique et le développement d'un processus révolutionnaire a valeur de tutelle de l'indépendance et de la souveraineté de son pays. En Allemagne, on sait dans quelle mesure ce rapport de dépendance est apparu comme évident et dans quelle mesure il a contribué à orienter à droite de grandes masses populaires; l'on sait aussi comment la tentative correcte d'élaborer une politique qui fasse de la classe ouvrière le pivot d'un renversement de cette subordination s'est résolue, avec la production de certains dirigeants communistes (Wolffheim et Laufenberg), dans une conception corporatiste de bolchevisme national<sup>(\*\*\*\*)</sup>. Gramsci, qui voyait dans l'Allemagne et dans le spartakisme les conditions et l'instrument politique pour jouer un rôle tout à la fois national et révolutionnaire<sup>(\*\*\*\*\*)</sup>, a toujours clairement tenu à insister sur le fait que la ligne de classe passait à l'intérieur du pays, comme condition essentielle pour que cette "fonction nationale" de la classe ouvrière ne soit pas une autre voie, plus insidieuse que les autres, à travers laquelle s'exerçait cette influence de la bourgeoisie dont le prolétariat tendait à se libérer. Ainsi, la politique d'Orlando, qui avait pour substance la reconnaissance du gouvernement de l'amiral Koltchak, est bien l'expression de la subordination de l'Italie aux oligarchies internationales, « pour lesquelles l'aventure Koltchak n'est qu'un magnifique jeu de bourse sur le blé, sur le charbon, sur le fer et sur le bois », mais est en même temps l'expression d'une orientation contraire aux intérêts des masses populaires et du développement productif du pays<sup>(\*\*\*\*\*)</sup>. C'est pourquoi l'agitation contre la vie chère, qui a mis l'Italie sens dessus dessous en juillet 1919, est interprétée avec perspicacité par Gramsci comme un autre visage de la lutte contre l'intervention en Russie, comme deux aspects d'une lutte de classe commune, qui a comme enjeu la conquête du pouvoir et la modification des rapports de force internationaux. La grève internationaliste de juillet 1919 a, selon Gramsci, une valeur révolutionnaire, non pas parce que la révolution se serait réalisée grâce à elle, mais parce que le prolétariat en tant que classe bouleverse « radicalement la position hiérarchique des forces agissantes de la nation : l'autorité de l'État et la classe ouvrière »<sup>(\*)</sup>. C'est par cet acte que la classe ouvrière limite la prérogative la plus grande d'un État capitaliste, à savoir l'action vis-à-vis de l'étranger<sup>(\*\*)</sup>, qu'elle se fait l'héritière de la tradition démocratique mazzinienne en lui donnant une forme concrète dans la lutte de

---

(\*\*) *L'unité du monde*, déjà cité.

(\*\*\*) *Italiens et chinois*, déjà cité.

(\*\*\*\*) Cette orientation se proposera à nouveau en Allemagne au cours d'une crise aiguë comme l'occupation de la Ruhr (voir E. H. Carr, *Histoire de la Russie soviétique. La mort de Lénine*, Einaudi, Turin 1965).

(\*\*\*\*\*) « Le spartakisme était la conscience de ce phénomène, et il était la force idoine pour atteindre le but : sauver le peuple allemand de l'esclavage et de la barbarie à travers la révolution internationale. Les majoritaires ont assassiné Spartacus, asservissant ainsi le peuple allemand à l'Entente... » (A. G., *L'Allemagne et la paix*, dans "L'Ordine nuovo", 21 juin 1919.

(\*\*\*\*\*) Koltchak et Orlando, dans "L'Ordine nuovo", 21 juin 1919.

(\*) A. G., *Italiens et Chinois*, déjà cité.

(\*\*) Ibidem.

classe<sup>(\*\*\*)</sup>, et qu'elle est l'unique classe en mesure de jouer cette fonction unificatrice, nationale et progressiste, qui est revenue à la bourgeoisie dans le Risorgimento : « Aujourd'hui, la classe "nationale", c'est le prolétariat, c'est la multitude des ouvriers et des paysans, des travailleurs italiens, qui ne peuvent pas permettre la désagrégation de la nation, parce que l'unité de l'État est la forme de l'organisation de la production et de l'échange construite par le travail italien, est le patrimoine de richesse sociale que les prolétaires veulent apporter à l'Internationale communiste »<sup>(\*\*\*\*)</sup>.

## *L'Italie et la révolution*

Le problème central que Gramsci se trouve devoir résoudre immédiatement, avec une grande clarté à partir de l'élaboration de l'"Ordine nuovo", c'est celui de s'approprier la leçon révolutionnaire russe et de la retraduire en même temps dans la situation italienne, en répondant à la forte demande de « faire comme en Russie », qui était le dénominateur commun du maximalisme italien. Est donc centrale dans sa réflexion l'appropriation rapide et caractéristique d'un principe essentiel du marxisme-léninisme, tel que l'analyse concrète d'une situation concrète, qui fait de sa contribution, bien qu'avec toutes les limites que l'on tentera de focaliser, la contribution la plus élevée qui a été fournie au cours de ces années-là pour un renouvellement de la conscience socialiste italienne. Nous renvoyons aux pages suivantes l'analyse des formes concrètes du processus révolutionnaire en Italie, car ce que nous voulons mettre ici en évidence c'est comment Gramsci, dans le cadre général de l'actualité de la révolution, récupère la spécificité italienne, en résolvant une question importante, traditionnellement présente dans le mouvement ouvrier international, et italien en particulier : d'un côté, préciser le rapport à travers lequel un processus général, qui caractérise toute une période historique mondiale, se manifeste dans une situation particulière, de l'autre, éviter que la recherche de la spécificité ne se ramène au soulignement du caractère atypique d'une situation donnée, de son autonomie par rapport au phénomène général. C'est le problème qui est sur le tapis au cours de ces années-là en Russie et en Europe occidentale, et que Gramsci résout dans les limites de l'Italie :

« Le révolutionnaire communiste italien imitera-t-il le bolchevik russe? Il ne l'imitera qu'en cela : dans l'intransigeance de classe, dans le sang-froid lucide avec lequel il analysera le cours des événements italiens, qui ne sont pas déterminés seulement par les rapports économiques italiens, mais aussi par les rapports économiques internationaux, qui ne sont pas déterminés seulement par la structure de l'appareil national de production et d'échange... mais aussi par les contrecoups que les autres appareils de production d'Europe et du monde exercent sur l'appareil italien »<sup>(\*)</sup>.

C'est un problème que Gramsci doit résoudre immédiatement, à l'encontre d'une tradition théorico-pratique socialiste qui reprenait ses thèses au lendemain de la guerre. La révolution est également d'actualité en Italie, même si le pays n'a pas dépassé la présence simultanée des conditions de "89" et de "48", même s'il n'existe pas un phénomène de capitalisme mûr : « L'Italie n'est pas arrivée à la plénitude de développement du capitalisme dans le sens que la production des biens matériels n'est pas industrialisée, n'est pas

---

<sup>(\*\*\*)</sup> Ibidem.

<sup>(\*\*\*\*)</sup> *L'unité nationale*, dans "L'Ordine nuovo", 4 octobre 1919.

<sup>(\*)</sup> *Le révolutionnaire et la mouche du coche*, dans l'"Avanti!", édition piémontaise, 25 novembre 1919, et dans *L'Ordine nuovo*, déjà cité.

intensément industrialisée »<sup>(\*\*)</sup>. Gramsci prend cette constatation comme point de départ, généralement établi et accepté, pour renverser une tradition socialiste qui avait tendance à faire de l'arriération italienne une condition pour l'impossibilité d'une politique socialiste révolutionnaire. Ce renversement, qui caractérise aussi une voie d'appropriation du léninisme, est fondé sur une conception générale du développement capitaliste et sur l'incidence spécifique jouée par la guerre sur celui-ci :

« Le capitalisme est un phénomène historique mondial, et son processus de déploiement ne permet pas une égalisation simultanée du degré de développement économique de toutes les nations. La concurrence, c'est-à-dire la lutte pour l'acquisition de la propriété privée et nationale, tend à créer dans la sphère internationale les mêmes hiérarchies et les mêmes esclavages que dans la sphère nationale, et elle tend en outre, avec une efficacité bien supérieure que dans la sphère nationale, à se supprimer elle-même dans le monopole. »<sup>(\*\*\*)</sup>.

L'inégalité de développement du capitalisme détermine seulement la particularité dans laquelle ce système mondial s'affirme – particularité qui est très importante pour l'élaboration d'une stratégie politique du mouvement ouvrier, mais non pas pour séparer l'évaluation d'un moment du niveau atteint par la formation économique-sociale globale à l'échelle mondiale. L'insertion dans le marché mondial, son unification capitaliste, conditionnent et caractérisent le type de développement particulier et indiquent aussi le niveau de ses problèmes. Ce rapport est déjà vrai, pour Gramsci, avant la guerre : en effet, il se prête peu à la thèse du Mai radieux, d'une minorité factieuse qui a imposé sa volonté au pays. Il s'agit seulement de phénomènes externes, peu significatifs, qui, si on les prenait comme critère d'interprétation des vicissitudes historiques de ces années-là, déformeraient le problème<sup>(\*\*\*\*)</sup>. Les rebelles et les aventuriers

« n'ont été que l'expression vivante d'une situation historique générale. L'Italie était tenaillée par la nécessité capitaliste européenne : sa vie était une vie de contrecoup en économie et en politique... Les partis politiques naissaient... de la nécessité d'établir la position de l'Italie dans l'Internationale capitaliste, leur action était destinée à contraindre l'appareil national de production dans la forme imposée par les impérialismes économiques étrangers. »<sup>(\*\*\*\*\*)</sup>

Si c'est cet élément qui explique l'entrée en guerre de l'Italie, le lien avec le marché mondial, avec les vicissitudes et les problèmes que celui-ci pose, devient encore plus étroit et amer après la guerre. On a déjà fait allusion à l'importance que Gramsci attribue à l'unification mondiale, à l'hégémonie financière anglo-américaine et à la réduction de l'Italie à un peuple de Chinois : or c'est précisément cette subordination du monde « à un monopole d'exploitation économique et à une suprématie politique et militaire incontestée [qui] a déterminé également en Italie les conditions mêmes de la vie figée et sans liberté d'initiatives. La situation italienne est au contraire particulièrement révolutionnaire du fait que sa structure économique est arriérée et pauvre »<sup>(\*)</sup>. Selon un raisonnement dialectique classique, que l'on pense seulement au Marx de la *Misère de la philosophie*<sup>(\*\*)</sup>, l'arriération est renversée en

<sup>(\*\*)</sup> A. G., *Retour à la liberté...*, dans l'"Avanti!", édition piémontaise, 26 juin 1919, et dans *L'Ordine nuovo*, déjà cité.

<sup>(\*\*\*)</sup> Ibidem.

<sup>(\*\*\*\*)</sup> Voir dans ce sens G. Procacci, *Remarques à propos de la crise de l'État libéral*, déjà cité.

<sup>(\*\*\*\*\*)</sup> *Les résultats que nous attendions*, dans l'"Avanti!", édition piémontaise, 17 novembre 1919, et dans *L'Ordine nuovo*, déjà cité.

<sup>(\*)</sup> *Retour à la liberté...*, déjà cité.

<sup>(\*\*)</sup> Les utopistes et les doctrinaires « ne voient dans la misère que la misère, sans apercevoir le côté révolutionnaire, subversif, qui renversera la vieille société ».

élément progressiste, révolutionnaire. La rupture avec la tradition socialiste, sur ce point fort, était nette, et elle aura des développements importants dans l'analyse de la situation italienne, en particulier dans la définition de la question méridionale. Ce renversement dialectique faisait de plus partie intégrante de la récupération de l'internationalisme, non seulement comme choix motivé par les idées et les émotions, mais comme critère d'orientation pratico-politique. En effet le problème du blocus économique, que les réformistes craignaient comme une conséquence de la révolution, et qui a été rappelé explicitement à un moment très dramatique du conflit de classe dans notre pays, durant la réunion des états généraux ouvriers en septembre 1920<sup>(\*\*\*)</sup> – c'était, selon Gramsci, un faux problème : il avait déjà commencé, pour ce qui concerne l'Italie, avant la guerre<sup>(\*\*\*\*)</sup> –, constituait une réalité d'autant plus grave et complexe qu'il dépendait non pas d'une volonté réactionnaire précise, mais de raisons économiques générales : « L'Italie subit le blocus parce qu'elle n'a pas les moyens, d'un point de vue national, de payer les importations nécessaires à la vie de ses industries et à la vie de ses habitants; l'Italie n'a pas de réserves d'or dans les banques, elle n'a pas de mines, elle n'a pas de grandes forêts, elle n'a aucune matière première dans son sol et son sous-sol : l'Italie est comme un citron pressé... »<sup>(\*\*\*\*\*)</sup>. C'est sur cette réalité que la guerre a pesé ultérieurement en imposant à l'organisme économique italien un effort énorme, en impliquant une destruction de biens et de ressources beaucoup plus importante que ce que l'appareil productif était capable de reproduire « en temps utile pour éviter la mort par consommation »<sup>(\*\*\*\*\*)</sup>. Dans le système économique mondial, dominé par le capital anglais, le rôle de l'Italie ne peut être que marginal et celle-ci ne peut s'insérer dans la vie du monde qu'après que le capital anglais a exploité et utilisé les meilleures ressources de cette vie.

Les conséquences que Gramsci tire d'une analyse de ce type sont de deux ordres : tout d'abord, les racines de la crise italienne, c'est-à-dire l'incapacité de la bourgeoisie à savoir résoudre le problème de la production, sont internationales, et aucun ministre ou homme politique ne pourra y porter remède, et ceci, comme on le verra plus amplement par la suite, comportera une méfiance très importante, une indifférence, vis-à-vis des différents choix politiques que la bourgeoisie tentera d'élaborer à travers les gouvernements qu'elle a désignés, et en définitive une sous-évaluation de ces choix; en second lieu, pour l'Italie aussi, comme pour le reste du monde, la révolution est imposée, elle est l'unique réponse possible au processus de désagrégation en cours. L'arriération et la pauvreté italiennes ne peuvent trouver une solution que dans l'Internationale communiste, c'est-à-dire dans « une organisation internationale des économies nationales, qui place le producteur italien sur un pied d'égalité avec le producteur anglais, américain, russe, indien, etc. »<sup>(\*)</sup>. L'expérience de l'économie de guerre a démontré que cet objectif de planification consciente de la production et de la distribution des ressources n'est pas du tout utopique, et elle constitue un autre élément qui indique que la révolution est mûre à l'échelle mondiale<sup>(\*\*)</sup>.

---

<sup>(\*\*\*)</sup> Modigliani, critique de la motion du parti, disait dans son intervention : « Mais avez-vous oublié que nous sommes dans le pays le plus pauvre de la terre? Où trouverons-nous les moyens pour faire venir le blé de l'étranger quand il suffit d'un geste des capitalistes pour faire monter le change à des hauteurs vertigineuses? Le jour où vous aurez effectué la prise du pouvoir, il suffira de quatre télégrammes destinés à suspendre les expéditions en Italie pour affamer l'Italie (voir G. Bosio, *La grande peur*, déjà cité). Il est significatif que Modigliani, du groupe parlementaire, s'alignait ainsi sur les positions de D'Aragona.

<sup>(\*\*\*\*)</sup> *La discipline internationale*, dans "L'Ordine nuovo", 16-23 octobre 1920. Une illustration concrète en est fournie par A. Monticone, *Nitti et la grande guerre*, Giuffrè, Milan 1961.

<sup>(\*\*\*\*\*)</sup> *La discipline internationale*, déjà cité.

<sup>(\*\*\*\*\*)</sup> *Retour à la liberté...*, déjà cité.

<sup>(\*)</sup> *La discipline internationale*, déjà cité.

<sup>(\*\*)</sup> « La bourgeoisie impériale a mis en œuvre quelque chose de similaire durant la guerre, pour ses propres fins; la victoire une fois obtenue, l'organisation économique qui donnait le pain, le riz, le fer, le charbon, au peuple italien pour qu'il résiste jusqu'à la victoire, a été abandonnée, tous les peuples sont rentrés dans les cadres de la propriété et des possibilités nationales : l'aide donnée, une fois que le but a été atteint, est devenue une dette, elle

Encore une fois, tous les termes du discours gramscien se rejoignent : révolution et production, construction d'un État ouvrier, réorganisation de l'économie mondiale et Internationale communiste. À partir de la définition générale d'une époque historique, l'élément qui projette vers l'avant avec force tout le discours gramscien comme discours distinctif, c'est le nouveau rapport qu'il tend à établir entre l'économie et la politique.

---

est devenue une pierre au cou » (ibidem). Un jugement analogue se trouve chez Korsch, dans *Conseils d'usine et socialisation*, déjà cité. Une allusion à cette réalité se trouve aussi dans le *Manifeste de l'Internationale communiste*, déjà cité : « L'étatisation de la vie économique, contre laquelle protestait tant le libéralisme capitaliste, est désormais un fait accompli. Revenir, non point à la libre concurrence, mais seulement à la domination des trusts, syndicats et autres pieuvres capitalistes, est désormais impossible. La question est uniquement de savoir quel sera désormais celui qui prendra possession de la production étatisée : l'État impérialiste ou bien l'État du prolétariat victorieux. ».

## II. L'État et la révolution

### *La "conquête de l'État" comme création d'un nouveau type d'État*

La conception gramscienne de la révolution prolétarienne marque une rupture profonde avec toute la tradition du socialisme italien, elle est la voie à travers laquelle s'opère la liaison avec les éléments les plus avancés du socialisme international et elle constitue une des composantes essentielles de la tradition communiste italienne. Cette rupture avec le passé n'est pas fortuite, mais étroitement liée aux expériences réelles de la classe ouvrière italienne et internationale, aux formes concrètes que la rupture révolutionnaire avait prises lors de ces années-là. À plusieurs reprises, Gramsci insistera sur la dette que tout le mouvement international avait à l'égard de la Russie, en raison du fait qu'elle avait pu accomplir un saut qualitatif vers l'avant :

« L'histoire de la lutte de classe est entrée dans une phase décisive après les expériences concrètes de la Russie : la révolution internationale a pris forme et corps depuis que le prolétariat russe a inventé (dans le sens bergsonien) l'État des conseils, en approfondissant son expérience de classe exploitée, en étendant à la collectivité un système d'organisation qui synthétise la forme de vie économique prolétarienne structurée dans l'usine... »<sup>(\*)</sup>

L'ancienne "utopie" et l'espérance ouvrière de la conquête du pouvoir prennent corps lors du premier après-guerre, elles avancent sur les jambes de millions et de dizaines de millions d'hommes, elles deviennent des formes, des institutions, des contenus concrets, elles sortent finalement de l'indistinct dans lequel elles étaient restées, en dehors de très brèves exceptions, jusqu'à ce moment-là.

Toute la réflexion gramscienne sur le thème central de la révolution tourne autour du rapport entre le mouvement réel et l'élaboration théorique. On a déjà fait allusion auparavant, dans l'essai sur Bordiga, à la conscience que toute la gauche révolutionnaire avait, et depuis longtemps, de la difficulté particulière d'une révolution prolétarienne, étant donné le bouleversement profond qu'elle devait provoquer dans les rapports humains pour aboutir à un renversement radical. Gramsci ne fait pas exception à cette conscience commune, et du reste classique, de la conscience socialiste européenne et il le confirme immédiatement dès l'un des premiers numéros de la revue dans un article célèbre<sup>(\*\*)</sup>. L'accentuation gramscienne particulière, qui marque immédiatement une séparation nette d'avec la conception de Bordiga, c'est le rôle de protagonistes que doivent jouer dans cette œuvre de bouleversement et de reconstruction, non de petites minorités, mais les grandes masses associées, organisées et dirigées par la classe ouvrière. « La révolution ouvrière, et le soviétique qui est son expression

<sup>(\*)</sup> *Majorité et minorité dans l'action socialiste*, dans "L'Ordine nuovo", 15 mai 1919.

<sup>(\*\*)</sup> *La rançon de l'histoire*, dans "L'Ordine nuovo", 7 juin 1919 : « La révolution prolétarienne est la révolution maximale : étant donné qu'elle veut abolir la propriété privée et nationale, et abolir les classes, elle implique tous les hommes, et non pas seulement une partie d'entre eux. Elle oblige tous les hommes à bouger, à intervenir dans la lutte, à partager explicitement... C'est pourquoi la révolution politique est sociale : c'est pourquoi elle doit surmonter des difficultés et des objections inouïes, c'est pourquoi l'histoire demande pour sa bonne réussite des rançons monstrueuses comme celles que le peuple russe est contraint de payer ».

concrète, est un mouvement des masses les plus profondes, ou bien elle n'est pas »<sup>(\*)</sup>. Nous sommes là, comme on l'a vu, dans le vif de la leçon léninienne, qui a été formulée avec clarté dans *La maladie infantile du communisme*, et confirmée lors des II<sup>o</sup> et III<sup>o</sup> Congrès de l'Internationale. On verra plus loin dans quelle mesure et dans quel sens la définition des masses comme protagonistes différencie Gramsci de la conception apparemment analogue des formations extrémistes internationales.

Une fois réaffirmé nettement le caractère social de la révolution et définis ses protagonistes réels, il est plus facile de saisir les deux autres aspects essentiels, étroitement liés entre eux, de la conception de la révolution : l'objectif – la construction d'un nouveau type d'État, antithétique de l'État bourgeois – et le contenu. Ce nouveau type d'État doit exprimer le dépassement *tendanciel* de la distinction bourgeoise entre l'économie et la politique. Ce sont précisément ces éléments-là, ceux qui, selon Gramsci, rendent la révolution actuelle, qui doivent caractériser l'État qui va être construit, c'est-à-dire le rapport entre la révolution et la production. Le conseil se présente chez Gramsci comme l'organisme institutionnel dans lequel ces caractères essentiels d'une révolution prolétarienne se concrétisent, en prenant une forme définie.

Que la révolution prolétarienne se ramène à la construction d'un nouvel État, cela était clair pour Gramsci déjà avant la fondation de la revue. Il suffit de rappeler seulement le commentaire qu'il fait après le Congrès de Rome en 1918, où l'adhésion convaincue aux résultats du congrès est assortie de l'exposé des grandes difficultés qui font obstacle à une redéfinition du mouvement socialiste :

« Il faut fixer et faire pénétrer avec beaucoup de détails dans les consciences que l'État socialiste... ne continue pas l'État bourgeois, qu'il n'est pas une évolution de l'État capitaliste constitué par les trois pouvoirs... mais qu'il est la continuation et un développement systématique des organisations professionnelles et des organismes locaux que le prolétariat a su susciter spontanément dans un régime individualiste »<sup>(\*\*)</sup>.

C'est cette position qui sera ultérieurement confirmée et articulée tout au long du développement de "L'Ordine nuovo". La conception de la révolution comme création de l'anti-État amène Gramsci à se déplacer sur une position qui est explicitement et nettement critique par rapport à toute une orientation importante de la II<sup>o</sup> Internationale, qui était restée de fait majoritaire parmi la classe ouvrière de l'Europe occidentale.

Théoriquement, la question était la reprise correcte de la thématique marxienne sur l'État, mais, pratiquement, elle signifiait insister, dans un moment décisif, sur l'autonomie théorique et politique du mouvement ouvrier et parvenir à réaffirmer ou non l'hégémonie de la classe ouvrière sur *toute* la société au plus haut niveau, c'est-à-dire sur l'État. La différenciation à l'intérieur du mouvement ouvrier international passait par cet élément discriminant fondamental, et c'était un élément discriminant de classe : non seulement en Russie, avec l'Assemblée constituante, et sa dissolution au bénéfice des soviets, mais aussi en Europe, et précisément dans le pays le plus mûr pour la révolution, car si le problème qui se posait était formellement celui de l'Assemblée constituante ou de la République des conseils, c'était essentiellement celui du rapport entre les classes, entre la classe ouvrière et le reste du pays<sup>(\*\*\*)</sup>. Dans ce contexte international, la réflexion de Gramsci se caractérise par une motivation particulière. La nécessité que le mouvement révolutionnaire se définisse et se ramène à la création d'un nouveau type d'État ne découle pas seulement de l'application correcte des principes marxistes mais aussi de l'actualité même de la révolution. Dans un

---

(\*) *Parti et syndicat*, dans "L'Ordine nuovo", 21 août 1920.

(\*\*) *Après le Congrès*, dans *Écrits de jeunesse*, déjà cité.

(\*\*\*) *La tendance centrisme*, dans "L'Ordine nuovo", 2 août 1919; et voir Lénine, *Thèses sur l'Assemblée constituante*.

article célèbre, sur lequel on reviendra à plusieurs reprises par la suite, dans lequel sont analysées la désagrégation de l'économie et de la société italiennes, l'inadéquation des instruments bourgeois traditionnels destinés à assurer la reprise de la vie productive, et dans lequel est également critiquée la proposition de Giolitti d'une collaboration entre ouvriers et industriels, Gramsci tend à poser la problématique de l'État ouvrier en la reliant à un fondement objectif et à la définition de l'époque historique :

« Aucune force de gouvernement qui se fonde sur le Parlement ne peut contraindre les capitalistes (entrepreneurs, banquiers, spéculateurs, grands propriétaires terriens, grands bureaucrates) à renoncer à la rançon qu'ils prélèvent sur la production : même si le gouvernement a la collaboration des socialistes. Aucune force de gouvernement qui se fonde sur le Parlement ne peut empêcher que les capitalistes privés ne se réunissent en ligues industrielles ou se réunissent pour le crédit, en grandes banques, ou ne peut empêcher que ces forces réelles, qui ont entre leurs mains l'instrument de production, ne l'arrêtent pour serrer à la gorge la classe des ouvriers et des paysans avec la main ossue de la faim... Pour que la collectivité italienne se sauve de l'abîme où la poussent les coups de marteau réactionnaires et internationaux, il est nécessaire qu'apparaisse un gouvernement qui fonde son pouvoir sur le contrôle direct de l'appareil industriel, contrôle exercé par ceux qui sont le plus intéressés à la reprise de la production industrielle et agricole : les ouvriers et les paysans. Il est donc nécessaire qu'apparaisse un gouvernement qui soit le représentant des ouvriers et des paysans, de leurs intérêts vitaux, et seulement d'eux; et il est nécessaire que ce gouvernement soit la fonctionnalité d'un appareil d'État constitué par les ouvriers et les paysans... avec la collaboration des ordres moins nombreux, mais pas moins indispensables pour cela : les techniciens de la production et de l'administration, les travailleurs intellectuels. »<sup>(\*)</sup>

Avec cette hypothèse, qui synthétise explicitement et efficacement toute son élaboration sur les conseils et sur le rapport entre l'économie et la politique, Gramsci refuse aussi les vastes programmes articulés et importants, formulés par la droite réformatrice italienne pour l'après-guerre<sup>(\*\*)</sup>. En Italie, la situation était en effet particulière : à la différence des positions réelles de pouvoir auxquelles le mouvement ouvrier était arrivé dans d'autres pays, comme l'Allemagne, le point atteint en Italie était celui d'une désorganisation profonde, sans que l'on parvienne du reste à investir le pays sur la base d'un choix alternatif. Le problème de la Constituante n'était pas alors réellement à l'ordre du jour, mais seulement comme une ligne politique possible du mouvement ouvrier. C'est pourquoi ces choix qui avaient des référents précis ailleurs, qui y appartenaient à la praxis, marquaient bien en Italie une différenciation importante dans le mouvement ouvrier, mais, justement du fait de l'absence de référents, ils rendront plus malaisé et lent un déplacement de masse sur une base révolutionnaire, ils tendront à prolonger un malentendu de masse sur le PSI, ils rendront plus difficile la pression sur le syndicat et sur l'imposition d'un rapport entre parti et syndicat. L'on a déjà vu, dans les deux essais précédents, les deux lignes du mouvement ouvrier italien qui s'agrégeaient autour de deux très grandes institutions – le parti et la CGDL –, et l'on reviendra par la suite sur l'incidence que cette réalité aura sur la réflexion gramscienne.

Ce qu'il faut mettre maintenant en évidence, c'est que le fait important et significatif de cette particularité italienne est qu'elle renseigne sur le niveau de développement, sur les positions de force atteintes par le mouvement ouvrier, qui ont été assez limitées par rapport à la charge subversive qu'il a su exprimer. Gramsci était lucidement conscient de cela, et l'on

---

<sup>(\*)</sup> *Sortons du dilemme*, dans *"Avanti!"*, édition piémontaise, 29 novembre 1919, et dans *L'Ordine nuovo* déjà cité.

<sup>(\*\*)</sup> Que l'on se souvienne, à titre d'exemple, du célèbre programme tracé par Turati dans son discours à la Chambre des députés lors de la séance du 26 juin 1920, et ensuite publié dans un opuscule intitulé *Refaire l'Italie*, titre sous lequel il est connu.

doit à Paggi d'avoir éclairci de manière exhaustive que cette réalité était une acquisition de Gramsci pour le moins à partir de la Réunion de Florence<sup>(\*)</sup>, et qu'elle sera continuellement présente au cours des deux années rouges et dans la réflexion de "L'Ordine nuovo". Gramsci est parfaitement conscient que le problème politique le plus difficile à résoudre était celui de maintenir fermement un équilibre entre une phase nécessaire de désagrégation de la vieille société et du vieil appareil productif – phase que Lénine appelait, en définissant les possibilités de succès de la révolution, la crise de la nation tout entière : « C'est seulement lorsque *"ceux d'en bas" ne veulent plus et que "ceux d'en haut" ne peuvent plus continuer de vivre à l'ancienne manière, c'est alors seulement que la révolution peut triompher* »<sup>(\*\*)</sup> – et l'objectif maximal, c'est-à-dire la conquête du pouvoir. La rupture de l'équilibre ne se serait résolue qu'au bénéfice de l'adversaire de classe. Cette préoccupation politique accompagne Gramsci de manière quasi obsessionnelle dans ces années-là et elle est formulée avec une clarté extrême dans le commentaire qu'il fait à la veille de la grève internationale de solidarité avec la Russie :

« Il est nécessaire... de réaliser le maximum de discipline et d'unité durant la grève. La grève doit se terminer le 21 à minuit. Les ouvriers communistes doivent être l'élément cohésif de cette discipline et de cette unité; personne ne peut craindre qu'ils ne soient pas des révolutionnaires, qu'ils soient des "pompiers". Les ouvriers communistes savent qu'un mouvement insurrectionnel, aujourd'hui, signifierait seulement un renforcement de l'institution parlementaire, et une répression féroce dans les villes révolutionnaires, semblable aux répressions de Noske à Berlin, de Mannerheim en Finlande, de Hoffmann à Munich<sup>(\*\*\*)</sup>.

Il y a, derrière ces indications, la réflexion sur l'expérience allemande, le drame du révolutionnaire qui est arrivé trop tôt, qui s'est précipité et est resté isolé et vaincu, ce qui est donc la tragédie de la révolution spartakiste, laquelle a ouvert ensuite la voie à une situation chargée d'implications réactionnaires. La solution "démocratique" qui naît en effet après la défaite et la marginalisation des individus les plus avancés, ne l'est qu'en apparence. De fait, on a une réorganisation plus rapide des forces du capital : « l'autocratie du capitaliste dans l'usine est la condition économique du militarisme et de l'impérialisme »<sup>(\*\*\*\*)</sup>.

Dans une situation caractérisée par l'actualité de la révolution, par le fait que les institutions sont tendanciellement vidées de leur contenu, et par la plus grande influence de la société civile, une formule politique apparemment avancée comme la constitution et la République de Weimar ne peut pas durer, car elle se fonde sur la défaite de la classe ouvrière et sur la limitation de la contradiction avec le capital.

« ...si le privilège que la classe des propriétaires détient sur la production est limité, est contrôlé, l'État bourgeois tout entier en souffre, le pouvoir de la bourgeoisie diminue, le militarisme sent que le terrain lui manque sous les pieds. Le militarisme allemand a réagi violemment contre la menace, il a vidé de tout pouvoir l'État parlementaire qui permettait des discussions et des actions aussi dangereuses pour l'ordre établi, il a cherché à imposer explicitement sa dictature »<sup>(\*\*\*\*\*)</sup>.

C'est encore, et il ne pouvait pas en être autrement, l'interprétation de la réaction dans les termes traditionnels; et le caractère irremplaçable de la classe ouvrière, même pour conserver un projet institutionnel simplement démocratique, ainsi que la définition de la

---

(\*) L. Paggi, opus cité, page 109.

(\*\*) Voir Lénine, *La maladie infantile du communisme*, déjà cité.

(\*\*\*) 20-21 juillet, dans "L'Ordine nuovo", 19 juillet 1919.

(\*\*\*\*) *La révolution allemande*, dans "L'Ordine nuovo", 20 mars 1920.

(\*\*\*\*\*) Ibidem.

classe ouvrière comme la force sociale plus conséquemment démocratique, ne sont pas clairement réaffirmées. Gramsci tire de cette expérience la confirmation de l'exigence de ne pas donner trop d'importance aux provocations de l'adversaire de classe, qui tendent à isoler les éléments les plus avancés et conscients et à empêcher la jonction des mouvements sociaux de masse, en cours en Italie dans ces années-là. À la veille de la grande grève turinoise et ensuite piémontaise d'avril 1920, Gramsci détermine quelle est la portée politique nationale de la grève turinoise dans le cadre de la lutte de classe générale et quel est le danger qui menace le mouvement :

« L'État bourgeois... voudrait faire en sorte que les événements se précipitent dans la ville industrielle, dans les centres nettement communistes, qui deviendront les points d'appui de la révolution, qui lui donneront une âme et un objectif... La classe ouvrière doit rester sur ses gardes, elle doit maintenir fermement la discipline de ses tranchées révolutionnaires, discipline mûrie de patience, de sens critique prolétarien, de confiance dans ses propres forces et dans son avenir. »<sup>(\*)</sup>

Le jugement que, plus d'une année après, dans l'optique nouvelle fournie par la constitution du parti communiste, Gramsci portera sur l'expérience d'avril et de septembre reproduira en substance cette évaluation. Il est important de souligner cet aspect afin de rappeler immédiatement que Gramsci était parfaitement conscient, tout au long de l'arc de sa réflexion ordioviste, du problème essentiellement politique de l'unification de la classe, et de celle de la classe avec les autres couches sociales en mouvement. À part la discussion analytique de cet aspect, que l'on mènera loin, celui que nous voulons mettre en évidence ici, c'est la conséquence que cette conscience a sur la manière de poser le rapport entre la révolution et l'État. Gramsci, comme toute la gauche révolutionnaire européenne, comprend parfaitement la signification de l'expérience allemande, il sait bien que la social-démocratie a joué, directement avec l'aile droite, indirectement avec le "centrisme", un rôle essentiel dans la fourniture de l'appui nécessaire à la continuation du système bourgeois<sup>(\*\*)</sup>, il sait bien que la force du capital est énorme et qu'elle se maintient grâce à l'approbation qu'elle parvient à obtenir<sup>(\*\*\*)</sup>, et surtout il sait que, en Allemagne, se joue une partie de portée historique : c'est-à-dire de vérification si oui ou non « la révolution russe était seulement et simplement la révolution russe et non pas déjà un moment de la révolution prolétarienne mondiale », et si « la dictature de la classe ouvrière avait été en Russie le produit de conditions matérielles propres à la Russie et d'une idéologie politique qui pouvait naître seulement en Russie, en tant que réaction au despotisme tsariste »<sup>(\*\*\*\*)</sup>. Le timbre gramscien particulier, qui différencie immédiatement son analyse de l'analyse bordiguienne et de celle de l'extrême gauche, c'est que, à partir de cet ensemble d'éléments, Gramsci, loin de sous-évaluer la complexité extrême du processus révolutionnaire – et l'on verra plus loin l'effort qu'il fera pour effectuer une reconnaissance précise du terrain de la lutte de classe en Italie – n'a pas tendance à isoler

---

<sup>(\*)</sup> *Le problème de la force*, dans l'"Avanti!", édition piémontaise, 26 mars 1920, et dans *L'Ordine nuovo*, déjà cité.

<sup>(\*\*)</sup> *La tendance centriste*, déjà cité. La solution centriste est interprétée comme l'expression du rôle médian occupé par la petite bourgeoisie, entre le prolétariat révolutionnaire et le capitalisme devenu réactionnaire.

<sup>(\*\*\*)</sup> La critique de la social-démocratie est la spécification historique de cette conscience : dans une période de forte insubordination sociale et de présence déterminante des masses sur la scène politique, les instruments traditionnels de domination et de direction de la bourgeoisie se révèlent tout à fait inadaptés. Et même un aspect de l'insubordination, c'est leur caractérisation comme instruments de classe. Dans ce contexte, une formation politique, outillée théoriquement et organisationnellement pour être une formation de masse comme la social-démocratie, devenait la tranchée défensive pour retarder le mouvement. Gramsci ajoutait à cet élément commun de la conscience socialiste révolutionnaire européenne l'expérience italienne, les tendances "bonapartistes" du socialisme italien.

<sup>(\*\*\*\*)</sup> *La révolution allemande*, déjà cité.

comme particulièrement important et caractérisant un élément – la tradition démocratico-libérale pour Bordiga ou bien la domination spirituelle bourgeoise par Pannekoek – mais il cherche au contraire à récupérer toute cette thématique, qu'il ne sous-évalue pas du tout dans son énorme portée<sup>(\*)</sup>, et à la ramener à l'analyse et à la direction politique des luttes de classe.

Gramsci comprend parfaitement que l'élément essentiel d'une situation révolutionnaire, c'est la rupture de la "légalité" bourgeoise, c'est-à-dire l'insubordination sociale de masse, et l'on verra même plus loin le rôle particulier qu'il assignait à un tel moment de désagrégation; mais il sait bien également que cette opération de désagrégation n'est pas suffisante à elle seule et qu'elle est, à la limite, contre-productive, parce que purement négative, parce qu'une intervention politique dans ce contexte ne peut être que "propagandiste", d'élévation de la conscience, et surtout parce qu'elle indique l'incapacité à savoir sortir réellement de l'ordre nié. Un mouvement de désagrégation est toujours subalterne tant qu'il ne pose pas les prémisses d'un dépassement de la négation : c'est là le nœud central de la critique adressée à toute la tradition socialiste que Gramsci a formulée avec clarté au lendemain de la fin de la guerre, en caractérisant les tâches spécifiques qui incombaient au parti :

« Le Parti socialiste a eu des moments d'immense prestige politique sur les masses, mais il n'a pas réussi (et il ne pouvait pas réussir) à susciter des organismes qui rassembleraient de façon permanente les grandes masses; les rébellions des foules étaient des phénomènes d'individualisme plutôt que de classe prolétarienne, c'étaient des révoltes contre l'État qui saigne à blanc la nation avec un fisc excessif, et non contre l'État reconnu comme expression juridique de la classe des propriétaires qui impose son privilège par la violence. »<sup>(\*\*)</sup>

La rupture de Gramsci avec la tradition socialiste est là : dans la position en termes positifs de la négation révolutionnaire, dans le fait de caractériser l'intervention politique comme la définition des institutions de masse dans lesquelles la subversion s'objective, en se dépassant. La résolution de la révolution dans la construction d'un nouvel État constitue un saut théorique par rapport au passé, non seulement parce qu'il tire du vague et de l'indistinct un vieux problème en lui faisant prendre corps, mais aussi parce que c'est seulement dans ce travail positif que se réalise la libération de l'influence bourgeoise de la part du prolétariat, en attaquant celle-ci à son niveau de centralisation maximal qu'est l'État. L'affranchissement du passé de la part du prolétariat ne se situe ni avant, ni après la révolution, mais il fait partie intégrante du processus révolutionnaire, qui est long et difficile, et qui ne se termine pas avec la prise du pouvoir. Il suffit de donner, à ce sujet, un exemple qui met clairement en évidence la différence d'orientation et qui implique aussi une hypothèse qualitativement alternative du rôle du parti.

« La tâche d'un parti révolutionnaire – écrit Pannekoek, mais sa position aurait pu être souscrite par Bordiga – est de répandre antérieurement [à la révolution] une claire conscience, de façon à ce qu'il y ait partout dans la masse des groupes qui, dans de tels moments, sachent juger la situation par eux-mêmes et ce que l'on doit faire ... Tant que les masses restent inactives, il peut sembler que ce travail n'ait pas d'effet : mais la clarté des idées agit entre-temps sur beaucoup d'individus qui se tenaient auparavant à l'écart et,

---

<sup>(\*)</sup> Il suffit de rappeler sa réflexion constante sur le problème des intellectuels et sa proposition, assez singulière, de constitution d'une association de culture prolétarienne. En dehors de la signification de cette proposition et du niveau de développement de la formation gramscienne qu'elle identifie, l'élément le plus important à mettre en évidence me semble être le résultat d'une réflexion semblable et donc l'orientation que la thématique, à laquelle on vient de faire allusion, va prendre : la transformation de l'intellectuel en dirigeant politique (voir L. Paggi, opus cité, page 225).

<sup>(\*\*)</sup> *Le devoir d'être forts*, dans *Écrits de jeunesse*, déjà cité. Le rappel des particularités historiques de l'Italie et de la bourgeoisie italienne rend évidente l'influence d'Antonio Labriola.

durant la révolution, cette clarté démontre toute sa force active en leur offrant des directives sûres. »<sup>(\*)</sup>

Partant, comme Pannekoek, de la conviction que ce sont les masses qui font la révolution, Gramsci offre un tableau de leurs conditions réelles dans le cadre de la formation sociale capitaliste<sup>(\*\*)</sup> et il commente : « Attendre qu'une masse réduite à de telles conditions d'esclavage physique et spirituel exprime un développement historique autonome, attendre qu'elle entame spontanément et continue une création révolutionnaire est une pure illusion d'idéologies... »<sup>(\*\*\*)</sup>.

Même si le jugement de Gramsci s'adresse à la conception anarchiste, le fait fondamental de celui-ci est cependant la critique de la subversion, « unique aptitude créatrice » que cette masse peut exprimer. Si la « clarté d'idées » de Pannekoek est importante, elle n'est pas suffisante pour faire dépasser la spontanéité, et elle renvoie à l'hypothèse de type II<sup>o</sup> Internationale du parti comme conscience, qui est commune aussi à Gramsci, comme on le verra, mais avec des éléments significativement nouveaux. Du fait de cette orientation particulière, la critique de la social-démocratie que Gramsci développe, n'est certainement pas moins sévère et intransigeante que celle de Bordiga ou de Pannekoek, mais elle n'est jamais uniquement une critique négative : elle s'accompagne toujours de la recherche d'institutions, de formes de lutte nouvelles et de rapports avec les institutions traditionnelles. Même son analyse de l'expérience allemande présente des nuances particulières, car elle est centrée non pas essentiellement sur la critique de la social-démocratie mais sur la construction d'un processus révolutionnaire.

« Il est certain que si, aujourd'hui, dans les conditions actuelles d'organisation prolétarienne, un mouvement de masse se produisait en ayant un caractère révolutionnaire, les résultats en seraient entérinés par une pure correction formelle de l'État démocratique, se ramèneraient à une augmentation de pouvoir de la Chambre des députés (par le biais d'une Assemblée constituante) et à la prise du pouvoir par les socialistes brouillons anticommunistes. Les expériences allemande et autrichienne doivent enseigner quelque chose. »<sup>(\*\*\*\*)</sup>

Il y a aussi, dans la conception gramscienne de la révolution comme création d'un nouvel État, un autre aspect qui doit être mis en évidence et qui fait une critique sévère des positions extrémistes qui sont présentes à l'échelle internationale et qui ont tendance à réduire le marxisme à un économisme et à nier l'existence d'une thématique institutionnelle-étatique dans la phase de transition. L'occasion de la réflexion originale de Gramsci sur la phase de transition et sur les caractéristiques particulières qu'elle présente lui est fournie par un phénomène d'arriération, politiquement peu important, comme les résidus d'anarchisme encore présents en Italie. Gramsci était conscient de cela :

« Aujourd'hui, dans le remue-ménage provoqué par la guerre, il semble que l'idée libertaire ait multiplié le nombre de ses adhérents. Nous ne croyons pas que ce soit une gloire de cette idée. C'est un phénomène de régression : il y a dans les villes des éléments

---

(\*) A. Pannekoek, *Le développement de la révolution mondiale*, déjà cité.

(\*\*) « La classe prolétarienne est aujourd'hui disséminée au hasard, dans les villes et dans les campagnes, autour des machines ou sur le lopin de terre ; elle travaille sans savoir le pourquoi de son travail, obligée qu'elle est de faire œuvre servile du fait de la menace toujours présente de mourir de faim et de froid : elle se regroupe aussi dans les syndicats et les coopératives, mais par nécessité de résistance économique, et non par choix spontané... Toutes les actions de la masse prolétarienne se déroulent nécessairement dans des formes établies par le mode de production capitaliste, établies par le pouvoir d'État de la classe bourgeoise » (*Discours aux anarchistes*, dans "L'Ordine nuovo", 3-10 avril 1920).

(\*\*\*) Ibidem.

(\*\*\*\*) *La conquête de l'État*, dans "L'Ordine nuovo", 12 juillet 1919.

immigrés nouveaux, sans culture politique, non entraînés à la lutte de classe dans la forme complexe que cette lutte de classe a prise avec la grande industrie. La phraséologie virulente des agitateurs anarchistes a une prise facile sur ces consciences instinctives et peu éclairées; mais la phraséologie pseudo-révolutionnaire ne crée rien de profond, et de permanent. Et ceux qui dominent, qui impriment à l'histoire le rythme du progrès... ce ne sont pas les "gros bras", ce n'est pas le lumpenprolétariat, ce ne sont pas les *bohémiens*<sup>(\*)</sup>, les dilettantes, les romantiques chevelus et frénétiques, mais ce sont les masses profondes des ouvriers de la classe, la bataillon de fer du prolétariat conscient et discipliné. »<sup>(\*\*)</sup>

Le choix de l'anarchisme exprime cependant quelque chose de plus qu'un motif occasionnel. Ce qui intéresse surtout un observateur attentif aux phénomènes sociaux comme Gramsci, c'est la signification de ce "phénomène de régression", ses racines, l'espace politique qui est offert à sa diffusion, et il la trouvait bien sûr dans le changement de composition sociale de la classe ouvrière, mais aussi dans l'absence de direction politique du parti socialiste<sup>(\*\*\*)</sup>. Mais il y a, dans cette référence explicite à l'anarchisme, quelque chose d'autre qui est moins lié de manière contingente à l'expérience italienne et à la critique anti-social-démocrate. Tout d'abord, la reprise de la problématique marxienne sur l'État, qui est à la base, comme on l'a vu, de la réflexion gramscienne sur la révolution, impliquait également, en tant que son aspect essentiel, le thème de l'affaiblissement et de l'extinction de l'État. L'on sait dans quelle mesure cet aspect est traité dans l'ouvrage de Lénine : *L'État et la révolution*. En second lieu, c'est justement la reprise de certains éléments de l'anarchisme, comme l'"extinction" de l'État, qui impliquaient une forte bataille d'idées, laquelle était aussi politique, afin que, à travers la déformation anarchiste, une influence bourgeoise ne présente pas à nouveau dans la classe ouvrière. « L'anarchisme – écrit Gramsci – est la conception subversive élémentaire de toute classe opprimée et il est la conscience diffuse de toute classe dominante. Étant donné que toute oppression de classe a pris la forme d'un État, l'anarchisme est la conception subversive élémentaire qui situe dans l'État en soi et pour soi la cause de toutes les misères de la classe opprimée »<sup>(\*\*\*\*)</sup>.

En tant que théorie qui effectue une abstraction et une généralisation d'institutions historiquement déterminées (de la critique de l'État bourgeois à la critique de l'État en tant que tel), l'anarchisme (et en général toute conception qui élimine la nécessité de l'État dans la phase de transition) devient le véhicule théorique d'une influence bourgeoise à l'intérieur du mouvement ouvrier, il tend à réduire le marxisme à un économisme, à sous-évaluer le caractère de phase historique longue de la lutte de classe, et à priver en définitive le prolétariat d'une arme essentielle dans un moment extrêmement délicat comme le processus de transformation des rapports sociaux<sup>(\*\*\*\*\*)</sup>. Gramsci est nettement opposé à toute tendance anti-institutionnelle, à toute hypothèse romantique de passage immédiat au communisme, à toute illusion sur l'éradication définitive du capital après la conquête du pouvoir.

« La dictature du prolétariat est encore un État national et un État de classe. Les termes de la concurrence et de la lutte de classe sont modifiés, mais la concurrence et les classes subsistent. La dictature du prolétariat doit résoudre les mêmes problèmes que l'État bourgeois : de défense extérieure et intérieure. Ce sont les conditions réelles objectives dont on doit tenir compte : raisonner et agir comme si l'Internationale

---

(\*) En français dans le texte (NdT).

(\*\*) *L'État et le socialisme*, dans "L'Ordine nuovo", 28 juin 1919.

(\*\*\*) *Où va le Parti socialiste?*, dans "L'Ordine nuovo", 10 juillet 1920 : « C'est ainsi que, du fait de l'incapacité politique des dirigeants, il se passe que le Parti socialiste italien perd, chaque jour davantage, de sa force et de son pouvoir d'organisation sur les masses, et c'est ainsi qu'il est arrivé que le Congrès anarchiste de Bologne a eu autant d'importance pour les masses prolétariennes... ».

(\*\*\*\*) *Discours aux anarchistes*, déjà cité.

(\*\*\*\*\*) Ibidem.

communiste existait déjà, comme si la période de lutte de classe entre États socialistes et États bourgeois, de même que celle de la concurrence impitoyable entre économies nationales communistes et économies nationales capitalistes, était déjà dépassée, serait une erreur désastreuse pour la révolution prolétarienne. »<sup>(\*)</sup>

La révolution, on l'a déjà dit à plusieurs reprises, est un grand et terrible bouleversement, par lequel la racine même des rapports sociaux change : c'est donc un processus lent et difficile, aussi bien pour ce qui concerne l'objectif à atteindre que parce que, vaincue dans la lutte de classe, « la bourgeoisie opposera une résistance formidable, ouverte ou sournoise, violente ou passive, à l'État socialiste »<sup>(\*\*)</sup>. C'est précisément parce que l'État est un instrument adapté à « des changements radicaux » que la victoire de la contre-révolution, un changement d'État, et donc le retour au passé, auraient voulu dire un véritable massacre, comme l'exemple hongrois en témoignait dans ces années-là<sup>(\*\*\*)</sup>.

Mais il y a plus. Deux autres éléments importants confluent encore dans la réflexion gramscienne sur la phase de transition : l'un, qui relie l'édification de l'État ouvrier à l'actualité de la révolution, accentue le rôle centralisateur et de répression anti-bourgeoise qu'il a<sup>(\*\*\*\*)</sup>; l'autre, à travers une caractérisation analytique fondamentale, de nette inspiration léninienne, des contradictions et des antagonismes potentiels dans la phase de transition, éclaire ultérieurement la fonction de l'État comme centre de coordination et surtout la fonction du parti :

« Des autres couches de la population laborieuse, il peut... naître des développements pour un nouveau capitalisme... Une fois brisé l'État bourgeois, une fois brisé l'appareil dont le capitalisme financier se sert pour monopoliser en fonction de ses intérêts tout le travail et toute la production, l'artisan peut tenter de se servir du gouvernement socialiste pour développer son atelier, engager des ouvriers salariés, devenir un industriel; si le gouvernement ne le lui permet pas, l'artisan peut devenir un rebelle, se déclarer anarchiste, individualiste, ou que sais-je d'autre, et constituer la base politique pour un parti d'opposition au gouvernement prolétarien; le petit propriétaire... peut abuser du fait que, de manière transitoire, tant que dureront les conditions de ravitaillement créées par la guerre, un kilo de pommes de terre peut valoir plus qu'une roue d'automobile... pour demander, en échange de son travail non industrialisé et donc économiquement pauvre, un travail dix fois supérieur à celui du prolétaire : et si le gouvernement prolétarien ne permet pas au paysan de se substituer au capitaliste dans l'exploitation de l'ouvrier, eh bien le paysan peut se rebeller, et trouver parmi les agents de la bourgeoisie le groupe qui se constitue en parti politique des paysans contre les prolétaires. De toutes ces zones de travail, qui ne peuvent pas ne pas avoir des droits

---

<sup>(\*)</sup> *L'État et le socialisme*, déjà cité.

<sup>(\*\*)</sup> Ibidem. « Seul un prolétariat éduqué politiquement, qui ne s'abandonne pas au désespoir et au découragement en raison de revers possibles et inévitables, qui demeure fidèle et loyal à son État malgré les erreurs que des individus particuliers peuvent commettre et les pas en arrière que les conditions réelles de la production peuvent imposer, seul un prolétariat semblable pourra exercer la dictature, liquider l'entité maléfique du capitalisme et de la guerre et réaliser l'Internationale communiste ».

<sup>(\*\*\*)</sup> Voir *Un appel désespéré des révolutionnaires hongrois*, dans "Il Soviet", 31 octobre 1920. Il est plus fréquent de trouver dans le journal de Bordiga des appels à une solidarité contre la terreur blanche en Hongrie. Dans "L'Ordine nuovo" et dans "Comunismo", la composante analytique des événements hongrois, et donc la leçon politique qu'il était possible d'en tirer, constituaient les éléments caractérisants des interventions consacrées à la défaite communiste.

<sup>(\*\*\*\*)</sup> « La société humaine subit un processus très rapide de décomposition qui est coordonné avec le processus de dissolution de l'État bourgeois. Les conditions réelles objectives dans lesquelles s'exercera la dictature du prolétariat seront des conditions d'un désordre effrayant, d'une indiscipline terrible. Cela rend nécessaire l'organisation d'un État socialiste très solide qui arrête le plus tôt possible la dissolution et l'indiscipline, qui redonne une forme concrète au corps social, qui défende la révolution vis-à-vis des agressions extérieures et des rébellions intérieures » (*L'État et le socialisme*, déjà cité).

politiques dans l'État ouvrier, de ces zones de travail dans lesquelles l'industrialisme capitaliste n'a pas encore réussi à créer les conditions du travailleur prolétarien... peuvent naître, après la révolution, des forces politiques anti-prolétariennes... qui tendent à faire renaître la propriété capitaliste et l'exploitation de la classe ouvrière. »<sup>(\*)</sup>

Ce sont là des observations très importantes, qui proposent encore une fois, dans le vif de la problématique de l'État, le rôle unificateur du parti, afin de recouvrer l'unité du travail. Centralisation et direction sont donc des conditions pour le succès de la révolution, mais elles n'en sont pas moins nécessaires dans la phase de transition parce que les caractères du capitalisme et les germes de celui-ci continuent à persister. Mais il s'agit d'une autorité de l'État complètement différente et nouvelle, fondée sur la « participation active et permanente des camarades à la vie des institutions [de l'État] »<sup>(\*\*)</sup>, c'est-à-dire sur la démocratie et sur le contrôle de masse.

En posant le problème de la révolution comme étant celui de la construction d'un nouvel État, Gramsci critique nettement deux tendances faisant pour l'essentiel partie de la II<sup>e</sup> Internationale, le réformisme et le gauchisme économiste, qui exprimaient deux inadéquations analogues au niveau du conflit de classe, et il s'alignait pleinement, sur le plan de la position théorique, sur les thèses léniniennes. Vérifier ensuite dans quelle mesure Gramsci se soustrait complètement à toute influence d'économisme et à des exagérations gauchistes, cela n'est possible qu'après l'analyse de l'État conjecturé et des formes concrètes du processus révolutionnaire.

## *Révolution et production : l'édification de l'État ouvrier*

Une fois posé le problème de la révolution comme étant celui de la création d'un nouvel État, avec toutes les conséquences théorico-pratiques caractérisées auparavant, la question se déplace et elle se ramène à l'autre : comment crée-t-on cet État nouveau? Comment naît-il? Comment surmonte-t-on concrètement l'influence idéologique qui fait considérer l'horizon politique, à l'intérieur duquel la lutte de classe s'est déroulée jusqu'à présent, comme une donnée immuable et naturelle? La réponse provient, encore une fois, de l'expérience révolutionnaire réelle, de l'expérience russe, c'est-à-dire du dualisme du pouvoir. Toute la réflexion gramscienne sur les conseils est un approfondissement et une élaboration originale du dualisme du pouvoir. Le point de départ est encore une fois l'actualité de la révolution, la désagrégation de l'appareil productif de l'État, et en définitive la crise de dissolution que la formation économique-sociale bourgeoise traverse. L'existence de conditions objectives, le développement extrême des forces productives et des contradictions, l'incapacité de la bourgeoisie à les contrôler, placent, on l'a déjà vu, entre les mains du prolétariat le destin de la société et la possibilité de résoudre la crise. Mais si les termes du conflit de classe sont ceux-là, c'est-à-dire s'ils assaillent la formation économique-sociale bourgeoise tout entière à ses niveaux les plus élevés, il est extrêmement clair pour Gramsci que la classe ouvrière ne peut être à la hauteur des tâches qu'en faisant un saut qualitatif. La traditionnelle division des tâches – et par conséquent les institutions qui sont liées à elle – dans l'action du prolétariat (politique, syndicale, coopérative) n'est plus suffisante pour exprimer l'activité et pour réaliser les objectifs qui s'imposent au mouvement ouvrier.

---

<sup>(\*)</sup> *Parti de gouvernement- classe de gouvernement*, dans "L'Ordine nuovo", 28 février-6 mars 1919.

<sup>(\*\*)</sup> *L'État et le socialisme*, déjà cité.

« Les institutions traditionnelles du mouvement – écrit Gramsci – ...ne sont pas mortes. Nées comme fonctions de la libre concurrence, elles doivent continuer à subsister jusqu'à la suppression de tout résidu de concurrence, jusqu'à la suppression complète des classes et des partis... Mais, à côté d'elles, doivent surgir et se développer des institutions d'un type nouveau, de type étatique, qui se substitueront précisément aux institutions privées et publiques de l'État démocratique parlementaire. Des institutions qui se substituent à la personne du capitaliste dans ses fonctions administratives et dans son pouvoir industriel, et qui réalisent l'autonomie du producteur dans l'usine; des institutions capables d'assumer le pouvoir de direction dans toutes les fonctions inhérentes au système complexe de rapports de production et d'échange qui lient les ateliers d'une usine entre eux..., qui lient les différentes activités de l'industrie agricole, qui doivent construire, sur les plans horizontaux et verticaux, l'édifice harmonieux de l'économie nationale et internationale, libéré de la tyrannie encombrante et parasitaire des propriétaires privés. »<sup>(\*)</sup>

La lutte de classe, dans la période de l'actualité de la révolution, concerne l'État, et la classe ouvrière, pour accomplir sa tâche, doit arriver à considérer l'État comme une arme et comme un élément central de la lutte de classe. Le conseil est pour Gramsci l'instrument qui est adapté à ces tâches, il est la nouvelle institution de classe qui, comme l'exprime l'expérience des détachements les plus avancés du mouvement ouvrier international, de la Russie aux États-Unis, de l'Allemagne à l'Angleterre, met concrètement à l'ordre du jour le problème du pouvoir : « C'est dans le conseil que s'incarne la forme actuelle de la lutte de classe qui tend au pouvoir »<sup>(\*\*)</sup>. C'est un concept qui sera confirmé avec la plus grande clarté et force dans un article peu connu, dans lequel il était fait, à partir de l'optique de l'élaboration conseilliste, une critique précise du socialisme allemand<sup>(\*\*\*)</sup> :

« L'organisation prolétarienne qui perd la conscience d'être, potentiellement, l'État, d'avoir en elle les sources du pouvoir, l'organisation prolétarienne qui cherche en dehors d'elle cette autorité dont elle a les sources en elle-même, prononce sa condamnation. Entre l'organisation bourgeoise et l'organisation prolétarienne, il ne peut y avoir de compromis : il n'y a pas entre elles un pouvoir à partager, il y a un pouvoir à conquérir : les deux autorités s'excluent mutuellement. La victoire sera à celle qui aura la conscience la plus claire de sa propre force. »

Il est clair que, pour Gramsci, comme on le verra dans les pages suivantes, cette conscience de sa propre force doit appartenir au mouvement de classe dans son ensemble et non pas aux conseils, et par conséquent, au choix politique socialiste de ses composants, comme c'est le cas pour une partie des théoriciens du centrisme international, par exemple Adler, ou aussi pour Bordiga. En dehors de l'approfondissement qui sera accompli plus loin de la question du rapport et des différences entre le conseil et les autres institutions du mouvement ouvrier, ce qui fait du conseil un instrument de lutte alternatif au système bourgeois, non assimilable en tant que « fonction de la libre concurrence », et donc la cellule du futur État ouvrier, c'est que « sa raison d'être réside dans le travail, dans la production industrielle, c'est-à-dire dans un fait permanent, et non pas dans le salariat, dans la division des classes, c'est-à-dire dans un fait transitoire et que l'on veut précisément dépasser »<sup>(\*)</sup>.

Le conseil peut devenir l'embryon de l'État ouvrier et créer un contre-gouvernement dans la mesure où son résultat immédiat, qui est une conséquence de sa constitution même,

---

<sup>(\*)</sup> *La conquête de l'État*, déjà cité.

<sup>(\*\*)</sup> *Le parti et la révolution*, dans "L'Ordine nuovo", 27 décembre 1919.

<sup>(\*\*\*)</sup> *Le contrôle de classe*, dans "L'Ordine nuovo", 3 janvier 1920.

<sup>(\*)</sup> *Syndicats et conseils*, dans « L'Ordine nuovo », 11 octobre 1919.

c'est la récupération de l'unité et de l'autonomie de la classe ouvrière, par-delà les divisions, les stratifications, les différences de qualification, etc., que le capitalisme induit en elle : il récupère le rôle global que celle-ci joue dans le rapport productif fondamental et il brise, grâce à cette auto-identification, la formalisation toute bourgeoise de mettre ensemble des sujets socialement déterminés et conditionnés en les unifiant comme citoyens.

« Tous les problèmes qui sont inhérents à l'organisation de l'État prolétarien sont inhérents à l'organisation du conseil. Dans l'un et dans l'autre, le concept de citoyen tombe en désuétude, et c'est le concept de camarade qui prend sa place : la collaboration pour produire bien et utilement développe la solidarité, multiplie les liens d'affection et de fraternité. Chacun est indispensable, chacun est à sa place, et chacun a une fonction et un poste. Même le plus ignorant et le plus arriéré des ouvriers, même le plus vaniteux et le plus "civilisé" des ingénieurs finit par se convaincre de cette vérité dans les expériences de l'organisation de l'usine... Le conseil est l'organe le plus idoine d'éducation réciproque et de développement du nouvel esprit social que le prolétariat soit parvenu à exprimer à partir de l'expérience vivante et féconde de la communauté de travail. »(\*\*)

Cette nouvelle organisation de la classe ouvrière est assurément le résultat et l'expression du développement énorme des forces productives et de l'« instrument de travail », de la suppression de « toutes les fonctions utiles inhérentes à la propriété privée, à la personne du capitaliste », mais elle est aussi l'instrument grâce auquel la conscience et la volonté ouvrières d'être sujet la production et de l'histoire s'objective et devient acquisition de masse.

« Les meetings, et les discussions pour la préparation des conseils d'usine, ont été plus utiles pour l'éducation de la classe ouvrière que dix années de lecture des opuscules et des articles écrits par les possesseurs du diable dans le flacon(\*\*\*)... »

« Chaque ouvrier a dû, pour construire le conseil, prendre conscience de sa position dans le champ économique... il a moins besoin qu'auparavant du technicien, du maître artisan, il a donc acquis une plus grande autonomie, il peut se discipliner de lui-même. »(\*\*\*)

La nature révolutionnaire de ces institutions est une donnée objective de leur constitution, soutiendra Togliatti dans son commentaire au projet Bombacci<sup>(\*)</sup>.

La conséquence immédiate du développement d'une organisation de ce type, c'est l'ouverture permanente, sur une base de masse, d'un dualisme de pouvoir au centre de la production capitaliste moderne, où est produite la richesse et où s'opère l'exploitation, c'est-à-dire l'usine : l'on a déjà rappelé précédemment, avec le commentaire que Gramsci a effectué des événements allemands attachés au putsch de Kapp, quels effets il affectait, relativement à l'équilibre politique entre les classes, à la fin de l'autocratie capitaliste sur la production. Jugement qui est confirmé avec force à la veille du grand conflit d'avril 1920 : « Le commandeur Agnelli offense le gouvernement ouvrier et en l'espace d'un quart d'heure quinze mille ouvriers ont cessé le travail, ils se sont rassemblés en deux meetings grandioses

---

(\*\*) Ibidem.

(\*\*\*) Du proverbe : "Faire voir le diable dans le flacon", c'est-à-dire faire voir des choses exceptionnelles, ou démonter une habileté ou une ruse remarquables. Titre d'une nouvelle figurant dans un recueil d'Adolfo Albertazzi de 1918. On peut supposer qu'il s'agit pour Gramsci d'une métaphore de la dictature des intellectuels qui condamne les masses à une situation immuable de subordination (NdT).

(\*\*\*\*) *L'instrument de travail*, dans "L'Ordine nuovo", 14 février 1920.

(\*) *La constitution des soviets en Italie*, dans "L'Ordine nuovo", 13 mars 1920 : « L'organisation qui naît sur le lieu de travail, au contact avec les organes de l'économie patronale, qui en vient à être naturellement l'antagoniste du patron et à exercer un contrôle sur sa façon d'agir, est, sans qu'il y ait besoin de le dire, révolutionnaire... ».

à l'intérieur de l'usine, et ils ont obtenu une rétractation. À ce moment-là, le premier conseil né en Italie a vécu intensément, il a vécu fortement, de façon à démontrer sa vitalité et la ligne de son développement »<sup>(\*\*)</sup>.

La critique bordiguienne de l'expérience ordinoviste est fondée, comme on l'a vu, sur une incompréhension foncière du discours gramscien, et elle élude le problème du rôle que Gramsci attribue au conseil d'usine en l'assimilant à la caricature petite-bourgeoise du marxisme d'origine proudhonienne. Le problème est au contraire beaucoup plus compliqué. Gramsci sait bien que le conseil d'usine n'est pas le soviet, il sait bien que ce dernier est un organisme politique à structure territoriale, et il le confirme à plusieurs reprises; étant donné que c'est, comme on l'a vu, l'axe central de son analyse de l'actualité de la révolution, il sait bien que le caractère du capitalisme à l'époque de l'impérialisme est sa tendance accentuée à la socialisation de la production.

« L'usine n'est pas indépendante : il n'y a plus dans l'usine d'entrepreneur propriétaire, qui aurait la capacité marchande... de bien acheter les matières premières et de vendre mieux l'objet fabriqué. Ces fonctions ont été déplacées de l'usine particulière au système d'usines possédées par une même société. Et cela ne suffit pas : elles se réunissent dans une banque ou dans un système de banques qui ont assumé la fonction réelle de fournir les matières premières et d'accaparer les marchés de vente. Mais, durant la guerre... n'est-ce pas l'État qui est devenu le ravitailleur en matières premières pour l'industrie, le distributeur de celles-ci selon un plan préétabli, l'acheteur unique de la production?... L'État devient ainsi l'unique propriétaire de l'instrument de travail, il assume toutes les fonctions traditionnelles de l'entrepreneur... »<sup>(\*\*\*)</sup>.

Pour celui qui est arrivé à caractériser ces mécanismes d'unification du processus productif, quelle signification cela a-t-il de soutenir, comme le fait Gramsci, que : « Si l'on ne jette pas les bases du processus révolutionnaire dans l'intimité de la vie productive, la révolution restera un appel stérile à la volonté, un mythe nébuleux, un mirage trompeur : et le chaos, le désordre, le chômage et la faim, n'engloutiront-ils pas et n'écraseront-ils pas les meilleures et les plus vigoureuses énergies prolétariennes? »<sup>(\*\*\*\*)</sup>; quelle signification cela a-t-il d'insister sur le conseil *d'usine* comme embryon de l'État alternatif et, en définitive, sur le rapport étroit entre la révolution et la production? Il peut sembler être une contradiction et caractériser un déphasage, qui existent en partie, mais il demande une reconnaissance de ses différents éléments beaucoup plus attentive que n'en comporte le jugement hâtif et de liquidateur de Bordiga, et de la part de ceux qui ont repris ce jugement en matière historiographique.

La réponse à ce problème que l'on peut trouver chez Gramsci se développe en fonction de motivations complexes, qui s'articulent pour l'essentiel sur deux plans : un plan pratico-théorique, et l'autre, plus difficilement définissable, théorique. Un premier élément est en effet fourni par le niveau réel de la lutte de classe en Italie. Les conseils n'étaient pas une réalité actuelle comme en Allemagne, où il était devenu essentiel de gagner la bataille politique de leur orientation pour en déterminer les tâches et en faire ou non la structure portante du nouvel État. L'on doit à Paggi, dans sa récente et importante contribution, une série d'observations très précises sur le débat européen qui se déroulait en même temps que la réflexion gramscienne à propos de la signification et des limites de l'expérience révolutionnaire allemande<sup>(\*)</sup> et sur les théorisations de Korsch sur les conseils. Il faut peut-être apporter quelques réserves aux observations critiques que Paggi avance à l'égard de

---

(\*\*) *La fin d'un pouvoir*, dans "L'Ordine nuovo", 27 mars 1920.

(\*\*\*) *L'instrument de travail*, déjà cité.

(\*\*\*\*) *Le développement de la révolution*, dans "L'Ordine nuovo", 13 septembre 1919.

(\*) L. Paggi, opus cité, pages 245 et suivantes.

l'élaboration de Korsch<sup>(\*\*)</sup>, dans la mesure où le rapport entre la forme de réflexion du théoricien allemand et la situation effective de pouvoir atteinte par la classe ouvrière en Allemagne n'est pas mis en évidence. L'épuisement, relevé par Paggi, de la problématique du contrôle dans « l'opposition entre socialisation et politique sociale » exprimait en réalité la forme prise par les luttes politiques internes du mouvement ouvrier allemand, c'est-à-dire sur l'usage alternatif réel du pouvoir ouvrier existant. Le fait de souligner cela n'est pas secondaire dans la mesure où, en Italie, il s'agissait au contraire de donner de l'importance au développement de cette nouvelle réalité, de rendre concret le manque total d'idées maximaliste qui, depuis le choix international soviétique effectué à Bologne, n'avait su produire que l'hypothèse de papier du projet Bombacci, et ensuite celui de Gennari, de Baldesi et de Regent, approuvé au Conseil de Milan.

Le problème est vu avec une grande lucidité par Gramsci, et par le groupe dirigeant de la section socialiste turinoise qui assume explicitement la tâche d'orienter le parti, à l'échelle nationale, sur le problème du contrôle :

« La question du contrôle doit être posée afin d'atteindre le but d'organiser tout le peuple laborieux sur les lieux de travail et de production, de lier intimement les plus larges masses dans une première base économique, et de permettre que le parti puisse, sur cette base concrète et solide, développer la seule base qui offre une liberté de manœuvre, tant que l'Italie ne sera pas entrée explicitement dans la phase de guerre civile violente, dans l'œuvre de propagande et de construction des institutions supérieures (les soviets politiques)... »<sup>(\*\*\*)</sup>.

C'était une critique bien trop explicite, aussi bien de l'hypothèse maximaliste d'organismes qui seraient tous et immédiatement politiques – sur la portée desquels on reviendra plus loin –, que de la manière approximative et aventureuse avec laquelle la direction du parti se conduisait face à des questions dont le déchaînement, comme dans le cas du soviétique, signifiait une lutte mortelle, pour l'existence, entre le prolétariat et la bourgeoisie : la direction socialiste, dira Gramsci, se comporte comme « un paysan qui visite une grande usine et qui s'aventure, partagé entre la fanfaronnade et l'inquiétude, dans le vacarme et le mouvement des grandes machines »<sup>(\*\*\*\*)</sup>. Mais la signification plus générale du choix effectué, consistant à miser sur les conseils d'usine, est expliquée avec une grande abondance d'argumentations dans la réponse sévère que Gramsci fournit à l'accusation lancée par Niccolini, d'un commun accord avec la direction maximaliste et la fraction abstentionniste, sur les déformations corporatistes, réformistes, de l'expérience turinoise, laquelle offrait potentiellement au mouvement ouvrier un objectif mystifiant en indiquant la conquête de l'usine au lieu de la conquête du pouvoir.

Après avoir réaffirmé le caractère bolchevik de l'élaboration conseilliste et avoir confirmé l'utilisation des conseils comme instrument pour résoudre des problèmes de grande urgence, comme le rapport parti-syndicat, la transformation révolutionnaire de ces deux institutions<sup>(\*)</sup>, Gramsci explique pourquoi

---

(\*\*) Ibidem, pages 257-58.

(\*\*\*) *Programme d'action de la Section socialiste turinoise*, dans "L'Ordine nuovo", 20 décembre 1919.

(\*\*\*\*) *Le révolutionnaire qualifié*, dans "L'Ordine nuovo", 20 décembre 1919.

(\*) *Soviets et conseils d'usine*, dans "L'Ordine nuovo", 3-10 avril 1920 : « ... comment le Parti peut-il obtenir que les Syndicats deviennent des instruments de lutte révolutionnaire et cessent d'être des instruments de chantage ministériel aux mains des réformistes et des opportunistes; ... comment obtenir que le Parti Socialiste italien, de parti qui se préoccupe de tous les problèmes possibles et imaginables, à l'exception précisément des problèmes qui intéressent typiquement la classe ouvrière,... devienne un parti ouvrier, un parti qui vive toujours au milieu de la masse ouvrière ».

« nous, de "L'Ordine nuovo", nous avons insisté avec tant d'obstination sur les conseils d'usine... C'était nécessaire, en Italie, pour secouer la paresse mentale, pour contraindre violemment les responsables à prendre position, pour faire converger l'attention sur les problèmes concrets de la Révolution, c'était nécessaire que les ouvriers, les grandes masses humaines, avec leurs passions, avec leurs caprices, avec leurs besoins irrésistibles, fassent irruption directement sur la scène; c'était nécessaire que les délégués des masses ouvrières d'usine présentent dans les assemblées des syndicats la voix de milliers et de milliers d'ouvriers qui ne peuvent pas participer aux discussions et aux délibérations à partir desquelles leur action et leur volonté sont engagées... C'était nécessaire d'opposer le fait accompli au scepticisme et à l'inconscience des dirigeants, c'était nécessaire de créer les conditions dans lesquelles il serait impossible de continuer selon les vieilles méthodes et dans le traditionnel relâchement de la volonté. »<sup>(\*\*)</sup>

La genèse de l'élaboration ordinoviste est donc pratico-politique, aussi bien comme définition de formes institutionnelles nouvelles dans lesquelles s'organise la charge révolutionnaire objectivement présente, que comme canal à travers lequel passe la transformation du parti, du syndicat et du rapport entre eux deux. C'est-à-dire que la lutte de classe ne concerne pas seulement la société bourgeoise, mais qu'elle passe aussi à travers les institutions de la classe ouvrière. Si l'on ne peut pas dire qu'une conscience aussi lucidement formulée sur les conséquences de l'initiative des conseils soit présente depuis le début, ceci est particulièrement vrai pour ce qui touche à l'orientation vis-à-vis du parti, comme on le verra plus amplement par la suite, mais cela ne l'est pas pour le syndicat : mais même dans ce cadre apparemment plus restreint, la réflexion gramscienne et ordinoviste avait une valeur politique indubitable dans la mesure où elle avait tendance à modifier le rôle et les rapports entre les institutions traditionnelles du mouvement.

Nous renvoyons au dernier chapitre l'analyse plus particulière des problèmes liés au rapport syndicat-conseil-parti, car ce qui est plus compliqué c'est la caractérisation de la portée politique que la relation entre la révolution et la production a chez Gramsci, et c'est aussi la détermination de la rupture profonde par rapport à toute une tradition de pensée socialiste que cette relation comporte chez lui.

Avant tout, il faut être conscient que, derrière la réflexion gramscienne sur l'État et sur sa construction concrète, il y a bien sûr les expériences réelles des révolutions russe, hongroise et allemande, ainsi que la réflexion sur l'échec de ces deux dernières, le jugement sur la tendance de la classe ouvrière internationale à se doter d'institutions nouvelles et révolutionnaires, mais il y a aussi la thématique marxienne sur la Commune, comme exemple d'État ouvrier qui a sa matrice dans la lutte de classe *ouvrière*<sup>(\*)</sup>. C'est-à-dire qu'il y a l'effort de fournir une articulation concrète, à l'âge de l'actualité de la révolution, à la thèse marxienne fondamentale qui fait de la classe ouvrière la force motrice essentielle de la révolution et de la réorganisation de la société. Dans une période où le prolétariat a besoin d'un organe d'État comme arme dans la lutte de classe, cette thèse marxienne est traduite par Gramsci par la nécessité d'institutions qui réalisent l'unité et l'autonomie de la classe ouvrière, en premier lieu, comme formation socialement définie. Et l'entraînement à l'autogouvernement n'est apparemment qu'une préparation *technique* à administrer les usines, ainsi que l'interprétait Bordiga, ou bien c'est un fléchissement vis-à-vis d'influences

---

<sup>(\*\*)</sup> Ibidem.

<sup>(\*)</sup> K. Marx, *La guerre civile en France* : « Son véritable secret [celui de la Commune] le voici : c'était essentiellement *un gouvernement de la classe ouvrière*, le résultat de la lutte de la classe des producteurs contre la classe des appropriateurs, la forme politique enfin trouvée qui permettait de réaliser l'émancipation économique du travail ». C'est probablement à cette très célèbre définition marxienne que Gramsci se référait quand il faisait allusion aux « remarques de Marx sur le caractère "industriel" de la Commune » (A. Gramsci, *Le programme de "L'Ordine nuovo"*, dans "L'Ordine nuovo", 14 août 1920).

corporatistes. La valeur fondamentale que Gramsci attribue aux conseils d'usine, en polémique directe avec Tasca qui en était arrivé à l'accuser d'économisme, se rapprochant ainsi paradoxalement du jugement de Bordiga<sup>(\*\*)</sup>, est de croissance *politique* de masse : c'est à travers le conseil que s'accomplit « l'expropriation de la première machine, du plus important instrument de production : la classe ouvrière elle-même, qui s'est retrouvée, qui a acquis la conscience de son unité organique et qui s'oppose de façon unitaire au capitalisme »<sup>(\*\*\*)</sup>. C'est la voie pour acquérir une psychologie de classe dominante : « Les lois de l'État ouvrier doivent être mises à exécution par les ouvriers eux-mêmes : ce n'est qu'ainsi que l'État ouvrier ne courra pas le risque de tomber entre les mains d'aventuriers et de politiciens, qu'il ne courra pas le risque de devenir une contrefaçon de l'État bourgeois »<sup>(\*\*\*\*)</sup>.

Il ne s'agit pas seulement de la conception d'une démocratie ouvrière radicale, fondée sur le refus de la délégation de fonctions politiques à un personnel bureaucratique, qui ne pourrait pas ne pas être le personnel traditionnel et prêt au sabotage, comme l'expérience hongroise en témoigne de manière tragique, mais elle avait aussi une autre signification : la classe ouvrière ne peut devenir une classe dominante que si elle a acquis la conscience de la nécessité et de la légitimité de son propre État. C'était un thème qui était présent de manière quasi obsessionnelle chez Lénine<sup>(\*\*\*\*\*)</sup> et il y reviendra avec force dans son dernier grand écrit : *Mieux vaut moins mais mieux*, avec sa critique inquiète du fonctionnement insuffisant de l'Inspection ouvrière et paysanne. Les critiques "de gauche" adressées au choix de Lénine d'utiliser des éléments du vieil appareil bureaucratique d'État pour la construction d'une société nouvelle sont connues<sup>(\*\*\*\*\*)</sup>, et les observations de Lukács de 1920 qui généralisent la signification de ces choix politiques, et qui en jouent le rôle de médiateur théorique, sont encore plus connues<sup>(\*\*\*\*\*)</sup>. La signification politique de l'expérience des conseils ouvre la voie au dépassement de l'ouvriérisme corporatiste – l'organisation de la classe ouvrière comme condition essentielle pour une réorganisation de la société tout entière qui relie l'existence quotidienne des hommes à des questions plus générales<sup>(\*)</sup> – et qui formule les prémisses de la position pratique d'un problème théorique fondamental, qui est à la base de la conception gramscienne de l'État.

Gramsci sait bien qu'il n'existe pas de société purement capitaliste, composée uniquement d'une poignée d'employeurs et de masses innombrables de salariés : la réalité présente une consistance plus ou moins grande et décisive de couches sociales intermédiaires, hésitantes et incapables de savoir exprimer une idéologie qui ne soit autre que cette idéologie éclectique et accommodante, de médiation entre les classes fondamentales antagonistes. Dans une phase de crise, ces couches sociales entrent également en mouvement et elles jouent même un rôle essentiel pour désorganiser tout l'échafaudage de l'État bourgeois : il suffit seulement de penser, en anticipant sur ce que Gramsci écrira sur la

---

(\*\*) En répondant aux critiques que Gramsci avait faites sur le contenu de son rapport à la Bourse du Travail de Turin, Tasca écrivait : « Le camarade Gramsci nous a donné... sa théorie des conseils d'usine comme base de l'État ouvrier ". Il y a dans cet article une glose descriptive du concept proudhonien : "l'usine se substituera au gouvernement", et la conception de l'État qui y est développée est anarchiste et syndicaliste, mais non marxiste » (A. Tasca, *Polémiques sur le programme de "L'Ordine nuovo"*, dans "L'Ordine nuovo", 12 juin 1920).

(\*\*\*) *Le conseil d'usine*, dans "L'Ordine nuovo", 5 juin 1920.

(\*\*\*\*) *Parti de gouvernement-classe de gouvernement*, dans "L'Ordine nuovo", 5 juin 1920.

(\*\*\*\*\*) Lénine, *Rapport sur la tactique du PCR*.

(\*\*\*\*\*) Voir par exemple la position de N. Osinski, *Über den Aufbau des Sozialismus*, dans *Arbeiterdemokratie oder Parteidiktatur*, de Frits Kool et Erwin Oberländer, Walter-Verlag Olten und Freiburg im Brisgau, 1967.

(\*\*\*\*\*\*) G. Lukács, *Histoire et conscience de classe*, déjà cité.

(\*) *Parti de gouvernement-classe de gouvernement*, déjà cité : le congrès des conseils d'usine « devrait poser les problèmes essentiels du prolétariat italien et il devrait en trouver la solution : problèmes internes de la classe comme celui de l'unité prolétarienne, des rapports entre conseils et syndicats, de l'adhésion à la III<sup>e</sup> Internationale...; problèmes de la lutte des classes : contrôle ouvrier sur l'industrie, et huit heures, les salaires, le système Taylor, la discipline du travail, etc.... ».

situation italienne, au rôle désagrégateur de la révolte et de l'insubordination paysannes. La classe ouvrière, dans une réalité pareille qui voit se déplacer sur des bases éversives de larges couches sociales non prolétariennes, doit intervenir en vue de les organiser, de les diriger, de les agréger autour d'elle : le jugement que Gramsci porte sur la fonction dirigeante et sur la "maturité" politique du prolétariat russe ne laisse place à aucun malentendu à ce sujet<sup>(\*\*)</sup>. Étant donné la place qu'elles occupent à l'intérieur du rapport de production fondamental, ces couches sociales radicalisées ne peuvent remplir aucun rôle alternatif réel, et elles sont donc destinées à être subordonnées à l'une des deux forces historico-sociales déterminantes : ce qui peut garantir que leur révolte ne se traduise pas par un choix contre-révolutionnaire, c'est la capacité dirigeante de la classe ouvrière, c'est que celle-ci ne soit pas un *élément* de cette révolte, mais qu'elle en constitue le principe ordonnateur. C'est de cette manière que Gramsci interprète de façon opérative la formule marxienne classique : la classe ouvrière, en se libérant, libèrera la société tout entière.

C'est justement à la lumière de ce rôle politique réaffirmé de la classe ouvrière que la signification générale de l'insistance gramscienne sur l'usine et sur la souveraineté comme fonction de la production devient plus claire.

« L'action politique de la classe ouvrière (destinée à instaurer la dictature, à créer l'État ouvrier) n'acquiert une valeur historique réelle que lorsqu'elle est fonction du développement de conditions économiques nouvelles, riches de possibilités, avides de s'étendre et de se consolider définitivement. Pour que l'action politique ait un bon résultat, elle doit coïncider avec une action économique. »<sup>(\*\*\*)</sup>

Un des principes essentiels de l'échafaudage de l'État bourgeois et de sa conservation, c'est la distinction entre la société civile d'une part, et la société politique et l'État d'autre part, entre bourgeois et citoyen; la prééminence réaffirmée de l'élément politique a tendance à formaliser et à égaliser de manière abstraite les rapports entre les hommes, en occultant leur racine matérielle. C'est la grande leçon marxienne de la *Question juive*. Pour renverser cette structure portante de la domination bourgeoise, pour que la classe ouvrière devienne une classe dirigeante et pour qu'elle puisse organiser autour d'elle toutes les autres couches sociales opprimées, il est nécessaire de récupérer comme point de départ le rapport de production, qui, dans une société capitaliste, s'identifie à la division en classes et à la contradiction fondamentale de la société bourgeoise. Dire, comme le soutient Gramsci, que la production est la source du pouvoir et de la souveraineté<sup>(\*)</sup>, cela signifie avoir eu l'intuition d'un fait fondamental qui le conduit immédiatement en dehors de toute la tradition socialiste de la II<sup>e</sup> Internationale : l'économie non seulement comme production de biens, mais aussi de rapports sociaux.

« Le processus de production capitaliste, considéré dans son rapport global, c'est-à-dire considéré comme processus de reproduction, ne produit donc pas seulement des marchandises, il ne produit donc pas seulement de la plus-value, mais il produit et reproduit le *rapport capitaliste* lui-même : d'une part le *capitaliste*, de l'autre l'*ouvrier salarié*. »<sup>(\*\*)</sup>

---

<sup>(\*\*)</sup> « ...le pouvoir ouvrier est la fondation d'une nouvelle hiérarchie des classes sociales; les intellectuels, tous les paysans, les classes moyennes, reconnaissent la classe ouvrière comme classe dirigeante... » (*La Russie, puissance mondiale*, dans "L'Ordine nuovo", 14 août 1920).

<sup>(\*\*\*)</sup> *L'instrument de travail*, déjà cité.

<sup>(\*)</sup> La citation exacte est : « ...la souveraineté doit être une fonction de la production » (Voir *Le développement de la révolution*, dans "L'Ordine nuovo", 13 septembre 1919).

<sup>(\*\*)</sup> K. Marx, *Le Capital*, Livre I, 3.

Cette définition globale de Marx, claire et désormais classique, est reprise et retraduite par Gramsci en ces termes :

« ...le processus révolutionnaire se réalise dans le champ de la production, dans l'usine, là où les rapports sont d'opresseur à opprimé... là où il n'existe pas de liberté pour l'ouvrier, là où il n'existe pas de démocratie; le processus révolutionnaire se réalise là où l'ouvrier n'est rien et veut devenir tout, là où le pouvoir du propriétaire est illimité, là où il est pouvoir de vie ou de mort sur l'ouvrier, sur la femme de l'ouvrier, sur les enfants de l'ouvrier. »<sup>(\*\*\*)</sup>

Mais il ne s'agit pas seulement de cela : le fait peut-être le plus caractéristique de l'ordinovisme est dans la récupération et dans l'effort d'application opérative de la conception marxienne de l'économie à l'encontre de la déformation du type II<sup>o</sup> Internationale<sup>(\*\*\*\*)</sup>. Un document significatif de cette orientation, c'est, en plus de toute l'expérience théorico-pratique accomplie par le groupe turinois, l'élaboration spécifique sur la signification et le rôle de la "production"<sup>(\*\*\*\*\*)</sup>. Même si l'objectif polémique c'est la conception étroite et mystifiée mise en circulation par la bourgeoisie, ce qui en réalité était mis en discussion c'est la dichotomie, c'est l'absence de rapport dialectique entre la politique et l'économie qui est propre à la tradition socialiste :

« Il y a au fond de chaque problème sérieux de production un problème politique, c'est-à-dire un problème de rapports de production sociaux, du fonctionnement organique de la société. Pour organiser sérieusement la production, il faut d'abord, ou mieux, en même temps, organiser en relation avec elle et pour elle toute la société, qui a dans la production son expression la plus générique et la plus directe. La production est l'âme de la société, son "symbole" le plus compréhensif et le plus immédiat. »

Lorsque, par conséquent, Gramsci donne une place centrale au problème de l'économie, cela n'est pas du tout subordonné à des composantes économistes, il ne subit pas les influences d'un milieu hautement industrialisé – ceci est en partie vrai, mais l'on verra ensuite dans quel sens – et il exprime encore moins des fléchissements vis-à-vis des aspects technico-productivistes, mais il tend au contraire à cerner les rapports sociaux à travers lesquels le processus productif se réalise et se caractérise en définissant une formation sociale tout entière : « Celui qui voudrait étudier la convergence de tous les éléments sociaux, ainsi que leur engrenement et leur détermination réciproques, devrait les saisir au *moment vital* qui les rassemble et les exprime : la production »<sup>(\*)</sup>. Sur cette base, la distinction traditionnelle entre structure et superstructure tend à devenir vaine : mais les développements théoriques de cette réappropriation du concept marxien d'économie n'appartiennent pas aux vicissitudes gramsciennes de cette période-là. Le problème central est politique et opératif, avec des échéances très rapprochées, et c'est celui d'organiser et de diriger les forces révolutionnaires. La réflexion sur le rapport entre politique et production, entre révolution et production, sert à Gramsci à souligner comment, en partant seulement de cette réalité, la classe ouvrière peut, en s'identifiant comme alternative, agréger, organiser et diriger les autres couches sociales intermédiaires en les définissant à la lumière de la place qu'elles occupent dans le processus productif et par rapport à la classe ouvrière<sup>(\*\*)</sup>. C'est dans cette réorganisation que l'on tend à

---

<sup>(\*\*\*)</sup> *Le conseil d'usine*, dans "L'Ordine nuovo", 5 juin 1920.

<sup>(\*\*\*\*)</sup> Voir sur ce point nodal L. Colletti, *Bernstein et le marxisme de la Deuxième Internationale*, qui constitue l'introduction à E. Bernstein, *Socialisme et social-démocratie*, Laterza, Bari 1968; voir aussi G. Vacca, *Lukács ou Korsch?*, De Donato, Bari 1969.

<sup>(\*\*\*\*\*)</sup> *Production et politique*, dans "L'Ordine nuovo", 24-31 janvier 1920.

<sup>(\*)</sup> Ibidem.

recupérer l'unité du travail et à passer de l'économie à la politique. Le rapport conseil-soviet a pour Gramsci explicitement cette signification :

« ...la construction des soviets politiques *communistes* ne peut que succéder historiquement à une floraison et à une première organisation des conseils d'usine. Le conseil d'usine et le système des conseils d'usine préfigurent et révèlent en première instance les nouvelles positions que la classe ouvrière occupe dans le domaine de la production; ils donnent à la classe ouvrière la conscience de sa valeur actuelle, de sa fonction réelle, de sa responsabilité, de son avenir. La classe ouvrière tire les conséquences de la somme d'expériences positives que les individus singuliers accomplissent personnellement, acquiert la psychologie et le caractère de classe dominante, et elle s'organise comme telle, c'est-à-dire qu'elle crée le soviet politique, qu'elle instaure sa dictature. »<sup>(\*\*\*)</sup>

Gramsci fournit une illustration concrète de ce passage de l'économie à la politique, du conseil d'usine au conseil urbain, et il est important de souligner que cette illustration est donnée, dans cet article programmatique célébrissime qui réalisa un petit coup d'état rédactionnel contre Tasca, immédiatement un mois après la publication de la revue :

« Les cercles [socialistes de quartier], en accord avec les sections urbaines, devraient faire un recensement des forces ouvrières de la zone, et devenir le siège du conseil de quartier des délégués d'usine, le centre qui lie et réunit toutes les forces prolétariennes du quartier... On devrait tendre également à incorporer dans le comité de quartier des délégués des autres catégories de travailleurs habitant dans le quartier : domestiques, cochers, traminots, cheminots, balayeurs, employés privés, commis, etc..

« Le comité de quartier devrait être l'émanation de *toute la classe laborieuse habitant* dans le quartier, l'émanation légitime et dotée d'autorité, capable de faire respecter une discipline, investie du pouvoir spontanément délégué, et d'ordonner la cessation immédiate et intégrale de tout travail dans l'ensemble du quartier.

« Les comités de quartier s'agrandiraient en commissariats urbains, contrôlés et disciplinés par le Parti socialiste et par les fédérations métier. »<sup>(\*)</sup>

Ni Gramsci, ni la réflexion qui est livrée dans les colonnes de "L'Ordine nuovo", ne fournissent rien de plus sur ce problème central<sup>(\*\*)</sup>, et cela reflète sans aucun doute le niveau réel d'expériences que le mouvement ouvrier est parvenu à exprimer dans ses points les plus avancés. Mais il est toutefois possible de tirer de ces indications quelques solides éléments de la réflexion gramscienne sur la révolution et sur l'État, qui en constituent également la profonde originalité : tout d'abord, le centre ordinoviste est l'unique centre d'élaboration théorico-pratique révolutionnaire qui se soit posé concrètement le problème d'un mouvement politique, de classe et de masse, qui, partant de l'usine, investit et réorganise toute la structure urbaine et nationale. En second lieu, le fait acquis est que tout État se caractérise comme

---

<sup>(\*\*)</sup> « ...il faut que la classe appelée à augmenter la production ait le droit de corriger tous les moments du processus productif et tous les rapports qu'il a créés, c'est-à-dire qu'elle puisse briser tout ce qui empêche son concours direct à la transformation de la production et du système social dans lequel la production s'incarne. Et puisque le plus grand obstacle à la gestion directe de la production par *tous* les producteurs c'est la propriété des matières premières et des instruments de travail, c'est-à-dire du capital, l'aspect le plus net, le plus étincelant, de toute la lumière que l'histoire reflète sur elle du problème de la production est celle qui montre la constitution au sein même de la société qui s'écroule d'une classe qui évoque à soi la pleine disponibilité des éléments productifs, et qui veut en détruire la propriété privée pour pouvoir organiser la production communiste sur des bases communistes » (ibidem).

<sup>(\*\*\*)</sup> *L'instrument de travail*, déjà cité.

<sup>(\*)</sup> *Démocratie ouvrière*, dans "L'Ordine nuovo", 21 juin 1919.

<sup>(\*\*)</sup> Voir *Programme d'action de la section socialiste turinoise*, dans "L'Ordine nuovo", 24-31 janvier 1920; *Le dimanche rouge*, dans l'"Avanti!", édition piémontaise, 5 septembre 1920, et dans *L'Ordine nuovo*, déjà cité.

étant une coalition de forces sociales diverses et subalternes, organisées et dirigées par une classe-guide. L'État ouvrier se différencie de l'État bourgeois non pas sous cet aspect, mais dans le dépassement de l'hypothèse contractuelle et faussement volontaire sur laquelle s'appuie l'appareil étatique bourgeois, en prenant comme centre d'unification et d'agrégation un fait objectif et permanent comme la production, ramenée à la mesure de l'homme – parce que fondée sur le travail et non plus sur le profit. « L'ouvrier entre dans le conseil d'usine – écrit Gramsci – en tant que producteur, c'est-à-dire en conséquence de son caractère universel, en conséquence de sa position et de sa fonction dans la société, de la même manière que le citoyen entre dans l'État démocratique-parlementaire ».

Le conseil est donc une institution représentative « qui ne se développe pas arithmétiquement, mais morphologiquement, et qui tend, dans ses formes supérieures, à donner du relief à l'aspect *prolétarien* de l'appareil de production et d'échange créé par le *capitalisme* en vue du profit ». Du fait de cette réalité, ajoute Gramsci, quand on tendait à s'intéresser aux formes supérieures, étatiques, de l'organisation des conseils, on ne le faisait pas « avec la terminologie politique propre à la société divisée en classe, mais avec des allusions à l'organisation industrielle »<sup>(\*\*\*)</sup>. C'est en considérant comme certain ce fait objectif constitué par la production fondée sur le travail que Gramsci en arrive à supposer une restructuration de l'économie nationale et internationale selon une longue série de cercles tous étroitement liés entre eux<sup>(\*\*\*\*)</sup>, et qu'il parvient à poser, par l'absorption progressive de la politique dans l'économie, le problème de l'extinction de l'État<sup>(\*\*\*\*\*)</sup>. Il ne fait aucun doute que l'édification de l'État ouvrier, dont Gramsci trace le contour, se caractérise par une forte teneur en anticipation de l'avenir, et il semble que soit très appropriée l'observation critique de Bordiga, selon laquelle le groupe ordioviste a tendance à exagérer et à anticiper dans le temps l'ajustement des organes de représentation prolétarienne avec le processus productif, ajustement qui concerne au contraire un « stade très avancé de la révolution communiste, quand la production sera socialisée et quand toutes les activités particulières qui la constituent seront harmonieusement subordonnées aux intérêts généraux et collectifs, et inspirées par eux »<sup>(\*)</sup>. Et il est certain que Gramsci lui non plus n'échappe pas tout à fait à cette composante utopique et intellectualiste qui est présente dans "L'Ordine nuovo" depuis le début et que la propre intervention de Gramsci tend ensuite à marginaliser : c'est-à-dire la préfiguration de l'État et de la société futurs, dont il faut discuter et affronter les problèmes<sup>(\*\*)</sup>. Mais cette composante ne nous semble ni essentielle dans la réflexion gramscienne sur l'État ouvrier, ni définitoire de celle-ci, et il serait erroné de lire ces remarques gramsciennes sur l'État communiste comme si elles étaient des critères opératifs immédiats : Gramsci s'efforce d'établir une hypothèse tendancielle à partir de laquelle il donne le résultat final qui opère dans le présent comme un critère d'orientation sur le point essentiel, rappelé plusieurs fois, du dépassement de la distinction bourgeoise entre l'économie et la politique : c'est là l'élément de continuité entre la phase révolutionnaire de "conquête" de l'État et la phase de transition.

<sup>(\*\*\*)</sup> A. Gramsci, *Le programme de l'« Ordre nouveau »*, dans *L'Ordine nuovo*, 28 août 1920.

<sup>(\*\*\*\*)</sup> Ibidem; *Le conseil d'usine*, déjà cité : « De même que, aujourd'hui, dans le conseil d'une grande usine de mécanique, chaque *équipe* de travail (de métier) s'amalgame, du point de vue prolétarien, avec les autres équipes d'un atelier, chaque moment de la production industrielle se fond, du point de vue prolétarien, avec les autres moments et met en relief le processus de production, de même, dans le monde, le *charbon* anglais se fond avec le *pétrole* russe, le *blé* sibérien avec le *soufre* de la Sicile, le *riz* de Verceil avec le *bois* de Styrie... dans un organisme unique, soumis à une administration internationale qui gouverne la richesse du globe au nom de l'humanité entière ». Sur le rapport entre politique et économie chez Gramsci, voir la récente contribution de G. Nardone, *La pensée de Gramsci*, De Donato, Bari 1971.

<sup>(\*\*\*\*\*)</sup> « L'État ouvrier, parce qu'il naît selon une configuration productive, crée déjà les conditions de son développement, de sa dissolution en tant qu'État, de son incorporation organique dans un système mondial, l'Internationale communiste » (ibidem).

<sup>(\*)</sup> A. Bordiga, *La constitution des conseils ouvriers*, dans "Il Soviet", 1<sup>o</sup> février 1920.

<sup>(\*\*)</sup> Voir *Programme de travail*, dans "L'Ordine nuovo", 1<sup>o</sup> mai 1919.

En polémique directe avec Bordiga, dans un article célèbre sur lequel on devra revenir plusieurs fois par la suite, Gramsci écrit que :

« La Révolution comme conquête du pouvoir social par le prolétariat ne peut être conçue que comme un processus dialectique dans lequel le pouvoir politique rend possible le pouvoir industriel et le pouvoir industriel rend possible le pouvoir politique; le soviét est l'instrument de lutte révolutionnaire qui permet le développement autonome de l'organisation économique communiste qui part du conseil d'usine pour arriver au conseil central de l'économie ...; le conseil d'usine... est un instrument de la lutte qui est mortelle pour le régime capitaliste, dans la mesure où il crée les conditions dans lesquelles la société divisée en classes est supprimée et où toute nouvelle division de classe est rendue "matériellement" impossible. »<sup>(\*\*\*)</sup>

Ce que Gramsci rejette et critique, c'est précisément la distinction soulignée par Bordiga entre deux ordres de représentation communiste – économique et politique –, certainement pas parce qu'il sous-évaluerait les difficultés, les problèmes, les antagonismes et la lutte de classe dure et âpre qui continue à caractériser toute la phase de transition, mais parce que Gramsci est conscient que l'objectif final ne pourra pas être atteint si les éléments fondamentaux qui le définissent ne sont pas présents, ne serait-ce qu'au niveau tendanciel, lors des moments où l'on s'en rapproche.

Le véritable problème que la construction étatique élaborée par Gramsci soulève nous semble donc être différent et plus général : le problème de la liaison entre la classe ouvrière et les masses sociales non prolétariennes n'est ni posé, à l'exception des brèves notes reproduites plus haut, ni non plus résolu; c'est-à-dire que ce qui n'est pas clair, c'est dans quelle mesure la catégorie de "producteur" ne constitue pas un autre exemple de formalisation à travers lequel s'opère l'assimilation au prolétariat de masses sociales qui ne sont pas prolétariennes; c'est-à-dire, en définitive, dans quelle mesure la conception gramscienne de la révolution et de l'État constitue-t-elle un réel dépassement de la conception purement prolétarienne, typique de la tradition de la II<sup>e</sup> Internationale, y compris dans ses éléments révolutionnaires comme Rosa Luxemburg<sup>(\*\*\*\*)</sup>. Une réponse plus exhaustive à ces problèmes centraux ne peut être fournie que par l'analyse du rapport socialisme-démocratie chez Gramsci et des formes particulières que le processus révolutionnaire connaît en Italie. Malgré tout, avant de conclure sur ce point, il est nécessaire de rappeler encore quelques aspects qui ne sont pas secondaires.

Au-delà de ces aspects importants, dont les conséquences politiques deviendront plus évidentes par la suite, ce qui doit être réaffirmé pour conclure c'est que la conception gramscienne et léninienne de l'État, comme arme de la lutte de classe, et donc de la révolution en tant que processus de construction d'un État nouveau et alternatif, implique de ne pas supposer une solution de continuité entre avant et après, c'est-à-dire entre la phase de transition au socialisme et la période précédente : le "saut", le moment de passage d'une phase à l'autre, est provoqué par le renversement des rapports de force entre les classes, mais il est le résultat d'un processus d'agrégation de masse alternatif qui conditionne fortement le type d'État qui est créé, sa capacité de résistance au retour de la réaction, et, en définitive, son aptitude à durer. L'élément objectif qui garantit et documente cette continuité est fourni par le rapport entre la révolution et la production, entre l'économie et la politique. Pour Gramsci donc, il n'y a aucun doute que les institutions alternatives doivent être créées avant le passage au prolétariat de la direction politique de la société, et même ce sont les conditions de ce

---

<sup>(\*\*\*)</sup> *Deux révolutions*, dans "L'Ordine nuovo", 3 juillet 1920.

<sup>(\*\*\*\*)</sup> R. Luxemburg, *La révolution russe*, dans *Écrits politiques*, déjà cité; G. Lukács, *Histoire et conscience de classe*, déjà cité; G. Vacca, *Marxisme et analyse sociale*, De Donato, Bari 1969.

passage. La différenciation avec Bordiga est très nette, elle est confirmée explicitement dans un extrait célèbre et elle est soutenue par un jugement univoque sur les échecs des expériences révolutionnaires qui se sont succédé au cours de ces années-là :

« Ces bouleversements se sont produits en Allemagne, en Autriche, en Bavière, en Ukraine, en Hongrie, mais la révolution en tant que processus de reconstruction au sens communiste n'a pas suivi la révolution en tant qu'acte destructeur. L'existence des conditions externes : Parti communiste, destruction de l'État bourgeois, fortes organisations syndicales, armement du prolétariat, n'a pas été suffisante pour compenser l'absence de ces conditions : l'existence de forces productives tendant au développement et à l'expansion, un mouvement conscient des masses prolétariennes qui se préoccupe de donner de la substance au pouvoir politique avec le pouvoir économique, la volonté des masses prolétariennes d'introduire l'ordre prolétarien dans l'usine, de faire de l'usine la cellule du nouvel État, de construire le nouvel État comme reflet des rapports industriels du système d'usine. »<sup>(\*)</sup>

Et cette thèse fondamentale est soutenue, tout le long de l'arc de vie de la première série de "L'Ordine nuovo", par la publication d'une suite d'articles et d'écrits des plus importants représentants politiques et théoriciens du mouvement communiste international<sup>(\*\*)</sup>.

La leçon unitaire que Gramsci tire de ces expériences, de ces élaborations et des thèses mêmes de l'Internationale, c'est que la tâche principale d'une formation sociale révolutionnaire est d'empêcher qu'il y ait deux révolutions, de garantir que la révolte populaire trouve les forces ouvrières et prolétariennes organisées et capables de transformer l'appareil de production en un instrument de libération. Et cette continuité du processus révolutionnaire, sur laquelle Gramsci insiste fortement, renvoie à l'analyse des formes concrètes qu'il prend : même si ces formes sont étroitement liées à la façon dont Gramsci voit se développer la révolution en Italie, elles ont cependant des implications plus générales.

---

<sup>(\*)</sup> Ibidem; sur la Hongrie, voir *Le soviet hongrois*, dans "L'Ordine nuovo", 9 août 1919.

<sup>(\*\*)</sup> Voir à titre d'exemples J. Reed, *Comment fonctionne le soviet*, dans "L'Ordine nuovo", 21, 28 juin-5 juillet, et 12 juillet 1919; J. Reed, *Les commissaires d'atelier dans la révolution russe*, dans "L'Ordine nuovo", 25 octobre 1919; N. P. Avilov, *La fonction des syndicats ouvriers dans la révolution russe*, dans "L'Ordine nuovo", 22 et 29 novembre 1919; R. Arski, *Le contrôle ouvrier en Russie*, dans "L'Ordine nuovo", 3 janvier 1920 et Karl Radek, *La lutte pour les conseils*, dans "L'Ordine nuovo", 19 janvier 1920.

## *La révolution italienne : lutte de classe et guerre paysanne. Démocratie et socialisme.*

L'on a déjà fait allusion au fait que Gramsci, dans les conditions historiquement données de l'Italie, attire à plusieurs reprises l'attention sur le danger qu'un secteur du mouvement ne se projette en avant, en s'isolant du gros de ce mouvement et en offrant la possibilité d'une consolidation des institutions bourgeoises existantes : le problème était donc d'établir un rapport de continuité entre un processus de désagrégation de la vieille organisation bourgeoise et la croissance d'un ordre nouveau prolétarien. Ce n'est qu'avec la combinaison de ces deux mouvements que la création de l'anti-État était possible. En Russie, écrit Gramsci, la désagrégation de la vieille société a trouvé son expression dans la révolution de mars, dans laquelle il y eut la tentative de protéger, dans une forme institutionnelle nouvelle et apparemment plus moderne, la substance bourgeoise-capitaliste que le système tsariste ne pouvait plus garantir, et par conséquent de bloquer le processus de libération des forces sociales que la guerre et la révolution de mars elle-même avaient mises en mouvement<sup>(\*)</sup>. En Italie, au contraire, observe Gramsci en établissant un rapport avec la Russie qui reviendra couramment dans ses réflexions, « Nous n'avons pas eu et nous n'aurons peut-être pas une révolution de mars qui nous ouvre la voie, en amorçant la période des bouleversements, de l'incertitude, de la contradiction déclarée à l'extérieur de l'orbite légale entre les forces qui veulent dominer le monde de l'économie et de la politique ». Le rôle de déclencheur joué par la révolution de mars peut être joué par « des mouvements comme ceux des 2 et 3 décembre, et d'autres semblables qui leur succéderont sans aucun doute. Ces mouvements doivent servir à rompre le lien apparemment légalitaire qui tient encore unie la majorité de la population dans la forme des institutions bourgeoises, ils doivent rendre mobile la masse humaine qui se laisse aller, par habitude ou par crainte, dans le vieux système social, ils doivent servir à poser à tous le problème de se préparer à faire la révolution. »<sup>(\*\*)</sup>.

C'est un autre exemple clair de la manière dont Gramsci se positionne différemment face au problème de la libération du passé, de la rupture de l'horizon politico-idéologique bourgeois à l'intérieur duquel la lutte de masse s'était déroulée jusqu'à ce moment-là. La voie pour créer par conséquent des conditions de désagrégation de l'État existant, c'est la multiplication des actions de rue, comme « intégration nécessaire » sur des bases de masse de l'action parlementaire négative à laquelle Gramsci attribue la valeur de « secousse initiale ». Le refus de l'abstentionnisme a chez Gramsci une valeur déterminante et il sera toujours maintenu fermement : la critique de Bordiga, qui est constante sur ce point dans la revue<sup>(\*\*\*)</sup>, sera durement confirmée y compris dans un moment où l'hypothèse politico-stratégique sur laquelle Gramsci avait fondé son action – c'est-à-dire la possibilité d'un changement et d'un renouveau du PSI – tendait à être démentie par l'expérience réelle et où donc le rapprochement avec Bordiga était plus sensible.

---

<sup>(\*)</sup> *Les événements des 2 et 3 décembre*, dans "L'Ordine nuovo", 6-13 décembre 1919; toute l'analyse politique – en ayant conscience de la richesse et de l'épaisseur que ce niveau a – accomplie par Lénine entre la Révolution de Février et celle d'Octobre, constitue un modèle absolument original de pratique créative révolutionnaire, de fusion entre stratégie et tactique, de gestion d'un processus aigu de dissolution sociale, de construction d'une ligne politique qui soit en même temps constitution d'un bloc social.

<sup>(\*\*)</sup> *Les événements des 2 et 3 décembre*, déjà cité. Dans ce même écrit, Gramsci établit un rapport entre émeute et révolution qui est très important pour documenter la façon dont Gramsci caractérise le lien entre la classe ouvrière et les autres couches sociales.

<sup>(\*\*\*)</sup> Voir, comme ouverture d'une discussion, A. Leonetti, *Les communistes et les élections*, dans "L'Ordine nuovo", 9 août 1919.

Le refus de l'abstentionnisme ne naît pas seulement de la critique de cette version la plus raffinée de la tradition maximaliste italienne, ou de la confusion théorique, lourde de conséquences, qui tend à confondre le dépassement historico-universel des institutions bourgeoises avec leur dépassement politique, la critique de masse des institutions bourgeoises avec une critique idéologique, mais il exprime quelque chose de plus : la nécessité de coller toujours avec le niveau du mouvement, de le pousser en avant sans se séparer de lui, en lui indiquant des objectifs précis liés à l'hypothèse finale, à travers lesquels il peut croître, en dépassant réellement, comme acquisition de masse, le cadre politico-institutionnel bourgeois à l'intérieur duquel il se meut ou tend à se mouvoir du fait du poids du passé et de l'influence que la bourgeoisie continue à exercer à tous les niveaux où s'articule son pouvoir :

« Voici pourquoi nous avons toujours considéré que le devoir des noyaux existant dans le Parti était celui de ne pas tomber dans les hallucinations particularistes (problème de l'abstentionnisme électoral, problème de la constitution d'un parti "véritablement" communiste), mais de travailler à créer les conditions de masse dans lesquelles il sera possible de résoudre tous les problèmes particuliers comme les problèmes du développement organique de la révolution. »<sup>(\*)</sup>

Gramsci sait bien, et nous y avons déjà fait allusion, que le renversement de la bourgeoisie est quelque chose de difficile et de long, et ce d'autant plus qu'une société industriellement avancée est plus mûre, articulée, complexe; mais c'est précisément pour cette raison que le renversement des valeurs que la longue hégémonie bourgeoise a sédimentées, y compris dans la classe ouvrière, ne peut pas être l'œuvre d'une refondation idéale, d'une nouvelle hiérarchie de valeurs opérant à travers une application correcte des principes, mais seulement à travers le développement d'une conscience *politique* de masse, c'est-à-dire d'expériences réelles de lutte de classe. Cette différenciation confirme encore une fois que l'abstentionnisme et le refus de celui-ci ne sont pas seulement deux orientations différentes sur une question spécifique, mais qu'ils mettent en évidence une conception générale de la révolution, du rôle que les masses jouent en elle, du rôle du parti et du rapport entre parti-classe ouvrière et les plus larges couches de la population laborieuse. La participation aux élections et à l'activité parlementaire est partie intégrante et constitutive de cette croissance politique de masse, et du développement de forces révolutionnaires. L'activité électorale et parlementaire socialiste a en effet, selon Gramsci, un double objectif, l'un négatif et l'autre positif. Un fort succès socialiste empêche la bourgeoisie de gouverner, c'est un mouvement de désagrégation de l'appareil de gouvernement bourgeois, car il contraint les couches dirigeantes à sortir de la légalité, à « terroriser les grandes masses, à les frapper aveuglément et à les faire se révolter »; il sert à arracher le masque démocratique de la face équivoque de la dictature bourgeoise, à « rendre plus rude la séparation des classes ». Il est nécessaire, écrit Gramsci, « que la bourgeoisie démontre son incapacité absolue à satisfaire les besoins des multitudes, il est nécessaire que celles-ci se persuadent expérimentalement qu'il subsiste un dilemme net et cru : ou mourir de faim..., ou un effort héroïque, un effort surhumain des ouvriers et des paysans italiens pour créer un ordre prolétarien... »<sup>(\*\*)</sup>.

Mais lié à celui-ci, comme sa conséquence politique, il y a un autre objectif, également important; un processus d'agrégation et de dépassement *réel* du cadre politique institutionnel dans lequel jusqu'à ce moment-là la lutte tend à se mouvoir, même lorsque, et voire justement parce que, elle s'exprime dans des formes subversives élémentaires :

---

<sup>(\*)</sup> *Deux révolutions*, déjà cité.

<sup>(\*\*)</sup> *Les révolutionnaires et les élections*, dans "L'Ordine nuovo", 15 novembre 1919.

« ...la révolution trouve les grandes masses populaires italiennes encore informes, encore pulvérisées dans un grouillement animal d'individus sans discipline et sans culture, obéissant seulement aux stimuli du ventre et des passions barbares. C'est précisément pour cette raison que les révolutionnaires conscients ont accepté la lutte électorale : pour créer une unité et une forme primordiale dans cette multitude, pour la fixer avec un lien à l'action du Parti socialiste, pour donner un sens et une lueur de conscience politique à ses instincts et à ses passions. »<sup>(\*)</sup>

En l'absence d'une unité de direction et d'une conscience politique unifiant les masses, l'utilisation révolutionnaire des élections et du parlement a une importance historique de premier ordre, car elle oblige « la classe dirigeante d'une part et les multitudes de l'autre... à prendre une physionomie, à sortir du produit indistinct, générique et tumultueux, de la guerre, à se distinguer, à se différencier en tendances et en courants unitaires »<sup>(\*\*)</sup>.

Avec cette position, déjà nettement formulée en 1919, avant la *Maladie infantile du communisme* et le II<sup>o</sup> Congrès, et donc en tant qu'élément d'un débat international théorico-pratique tendant à définir une stratégie et une tactique unitaires pour l'ensemble du mouvement ouvrier révolutionnaire, Gramsci marque une rupture avec toute une façon traditionnelle de considérer le rapport entre le mouvement ouvrier et les institutions bourgeoises (en elles ou hors elles, participation ou non), en s'alignant complètement sur les points forts les plus avancés de l'élaboration théorique communiste, qui sera formulée dans quelques mois par Lénine, et en refusant comme lui les termes de l'alternative que deux orientations théorico-pratiques ont développés historiquement dans le mouvement ouvrier, à savoir celui du "crétinisme parlementaire" et celui du romantisme de l'illégalité, tous deux subordonnés de fait à l'État bourgeois, puisqu'ils reflètent le "complexe" et l'"angoisse" de son existence et qu'ils en font leur point de référence principal et conditionnant.

Gramsci déplace l'optique sur un moment différent qui devient le moment réellement central : c'est-à-dire le mouvement de masse, ses problèmes et son niveau de développement. Avant de répondre au problème de la signification qu'aurait pu avoir la participation aux élections et au parlement pour le prolétariat révolutionnaire et socialiste, Gramsci se pose une question qui est capitale et marquante : « Mais quel est le sens et la direction des masses? »<sup>(\*\*\*)</sup>. C'est l'optique nouvelle à laquelle est subordonnée la réponse à ce problème qui ne peut plus avoir une solution seulement sur la base des principes, mais une solution strictement tactique qui permette de construire une politique de masse qui utilise les institutions *malgré elles*; et c'est avec cette optique que Gramsci interprète la signification *politique*, et non pas seulement de principe, du mot d'ordre célèbre : « Tour le pouvoir aux soviets! »<sup>(\*\*\*\*)</sup>.

Le lien étroit établi par Gramsci entre le parlementarisme, même s'il est négatif, et l'action subversive de masse constitue une autre réponse au grand thème de l'inversion du temps ainsi que de la conquête, non pas donnée une fois pour toute, de l'autonomie théorico-pratique du prolétariat, il jette les bases de la construction d'un rapport de continuité entre action de masse, agrégation sociale et lutte politique – qui constitue, on peut le dire, le noyau

---

(\*) Ibidem.

(\*\*) *Les résultats que nous attendions*, dans l'"Avanti!", édition piémontaise, 17 novembre 1919, et dans "L'Ordine nuovo", déjà cité.

(\*\*\*) Ibidem.

(\*\*\*\*) A. G., *Électoratisme*, dans l'"Avanti!", édition piémontaise, 23 août 1919, et dans "L'Ordine nuovo", déjà cité : « Le programme de Moscou fait référence en somme à ces pays (l'Allemagne et l'Autriche) où il existe un système soviétique, où les sociaux-démocrates de droite soutiennent la Constituante contre les soviets et invitent les prolétaires à soutenir le Parlement comme l'unique organe qui peut réaliser le socialisme... S'abstenir des élections parlementaires n'a pas une signification pro-soviet, n'a pas valeur de "choix". Tant qu'il n'est pas possible de choisir, on ne peut s'abstenir de participer aux élections au Parlement dans lesquelles les forces politiques se divisent et se mesurent. »

essentiel de toute l'hypothèse ordinoviste –, et il renvoie plus généralement à une définition du parti, de sa fonction dans le processus révolutionnaire, de son rapport avec la classe ouvrière dont il fait partie, de l'intervention qu'il doit accomplir pour développer une politique de masse et pas seulement de propagande – définition qui est largement nouvelle dans l'histoire du socialisme italien. Le dépassement de l'alternative traditionnelle – réforme ou révolution – qui accompagne depuis toujours le mouvement ouvrier et qui exprime en gros les deux points de tension entre lesquels son action s'exerce – travailler dans le présent afin de le renverser – dans le programme positif de la construction d'un grand mouvement de masse, dirigé par la classe ouvrière, qui disloque l'organisation existante et agrège de manière créative un ordre nouveau, naît bien sûr de la reconnaissance de la nécessité, pour le prolétariat, d'un État qui soit le sien comme arme de la lutte de classe, mais surtout d'une réinterprétation du concept marxien d'économie.

Le lien établi par Gramsci entre le parlementarisme négatif et l'action de masse subversive, l'insistance avec laquelle il confirme la nécessité d'éviter deux révolutions et la nécessité de relier les mouvements spontanés, subversifs, "négatifs", à une orientation unificatrice et à des institutions de masse intégratrices, renvoient à un approfondissement ultérieur de la conception gramscienne de la révolution et par conséquent à une caractérisation plus précise du processus révolutionnaire. Si la révolution socialiste a pour caractéristique originale la construction d'un nouveau type d'État, elle se présente, dans sa composition sociale, comme un grand mouvement populaire dans lequel confluent des couches sociales diverses, avec un degré différent de conscience et aussi avec des objectifs potentiellement divergents, mouvement qui doit donc être unifié, organisé, et dirigé par la classe ouvrière :

« La révolution qui se réalise dans la destruction de l'appareil d'État bourgeois et dans la construction d'un nouvel appareil d'État, intéresse et englobe toutes les classes opprimées par le capitalisme. Elle est immédiatement déterminée par le fait brutal que, dans les conditions de disette laissées par la guerre impérialiste, la grande majorité de la population (constituée d'artisans, de petits propriétaires terriens, de petits-bourgeois intellectuels, de masses paysannes très pauvres, et aussi de masses prolétariennes arriérées) n'a plus aucune garantie pour ce qui concerne les exigences élémentaires de la vie quotidienne. Cette révolution tend à avoir un caractère principalement anarchique et destructeur et à se manifester comme une explosion de colère aveugle, comme un déchaînement effrayant de fureurs sans un objectif concret, qui ne s'organisent en un nouveau pouvoir d'État que dans la mesure où la fatigue, la désillusion et la faim, finissent par faire reconnaître la nécessité d'un ordre constitué et d'un pouvoir qui le fasse vraiment respecter. »<sup>(\*)</sup>

Dans ce passage important, sont saisis avec une grande lucidité un nœud central, et essentiellement irrésolu, de toute l'élaboration théorico-pratique de la II<sup>e</sup> Internationale ainsi que la faiblesse fondamentale de l'expérience socialiste italienne<sup>(\*\*)</sup>, c'est-à-dire la liaison entre les mouvements prolétariens et les mouvements populaires, entre les objectifs socialistes et les objectifs démocratiques. Ce qui veut dire que Gramsci sait parfaitement que, si le déplacement révolutionnaire de la classe ouvrière est essentiel, dans la mesure où il détermine le conflit de classe principal, il sait cependant que la classe ouvrière à elle seule ne

---

<sup>(\*)</sup> *Deux révolutions*, déjà cité.

<sup>(\*\*)</sup> On peut caractériser cette faiblesse dès la constitution du parti socialiste et à partir du moment où s'est posé concrètement le problème du "que faire". L'orientation concernant les mouvements siciliens est emblématique : mais c'est une faiblesse que l'on peut également saisir dans la réflexion théorique la plus avancée, exprimée par le mouvement ouvrier italien, comme celle d'Antonio Labriola (voir *Antonio Labriola et la révision du marxisme à travers la correspondance avec Bernstein et Kautsky*, par G. Procacci, dans "Annali Feltrinelli", III [1960] , Milan 1960).

parviendra pas à vaincre, car la condition de sa victoire est qu'elle se traduise en principe d'ordre et d'agrégation pour ces autres couches sociales en mouvement – incapables, dans la mesure où elles sont en position subalterne dans le rapport économique-social fondamental, d'élaborer une solution autonome à la crise dans laquelle elles sont impliquées – et qu'elle les soustraie ainsi à la direction bourgeoise : l'absence de cette liaison caractérise toutes les révolutions communistes qui ont échoué, à l'exception de la révolution bolchevique<sup>(\*)</sup>, et le danger d'une répétition de cette expérience est encore plus grand en Italie, étant donné le caractère fondamentalement urbain des forces motrices de la révolution, leur isolement, qui est aussi territorialement déterminé, et les motifs internationaux qui imposent une solution révolutionnaire à la crise italienne.

Ceci veut dire que Gramsci caractérise le rapport démocratie-socialisme comme un moment central du processus révolutionnaire, même si sa réflexion présente des oscillations importantes qui se concrétisent essentiellement dans la tendance à résoudre le moment "démocratique" dans le moment "subversif". On peut voir l'illustration de cette constatation dans deux textes importants. Le premier, de novembre 1919, est un commentaire des résultats des élections législatives; le second, qui a été le plus souvent cité, est *Deux révolutions*.

Le résultat des élections, écrit Gramsci, est que le PSI est devenu un parti de gouvernement : « les masses attendent du Parti une action positive de réalisation »<sup>(\*\*)</sup>. Cela crée des conflits et des contradictions dans le mouvement, en relation avec le développement différent que les diverses composantes du mouvement présentent. La contradiction fondamentale et dramatique qui apparaît, du fait que « Le processus révolutionnaire est arrivé à une phase critique, décisive », c'est que, si « les masses populaires ont voté pour les socialistes parce qu'elles veulent un gouvernement de socialistes, parce qu'elles veulent qu'un gouvernement socialiste transforme à leur avantage l'appareil administratif, judiciaire, militaire et d'approvisionnement de l'État », la solution de ces problèmes n'est cependant pas possible tant que « l'État est fondé sur la propriété privée..., tant que la production industrielle et agricole est fondée sur l'initiative individuelle. Il faut les convaincre [les masses] que la solution radicale doit être cherchée par les masses elles-mêmes, qu'elles doivent s'organiser de manière adéquate pour constituer un appareil de pouvoir social, pour construire l'appareil de l'État ouvrier et paysan... ».

La contradiction entre les différents niveaux de développement de la conscience devrait être résolue par le travail "positif" du parti socialiste : augmentation de puissance et développement des institutions du nouveau pouvoir social, c'est-à-dire les conseils. Les composantes démocratiques présentes dans le mouvement tendent à être considérées par Gramsci plus comme un signe d'immaturité de forces sociales qui ne sont pas encore parvenues à une critique de classe de l'État, et par conséquent dont il faut triompher par un travail concret de croissance politique, que comme des éléments ayant une validité spécifique propre.

Une année après, le même problème est affronté de façon beaucoup plus nette et explicite, également parce que l'optique n'est plus donnée par les masses mais par le parti. Celui-ci, écrit Gramsci, a un double rôle : de classe et révolutionnaire, et démocratico-populaire. En tant que « parti spécifique du prolétariat industriel »... « il travaille à donner une conscience et une orientation précise aux forces productives que le capitalisme a suscitées en se développant »; mais puisqu'il a la tâche d'organiser politiquement toutes les

---

<sup>(\*)</sup> « ...il est certain que la révolution prolétarienne ne sera entrée dans sa forme décisive que lorsque la classe des paysans pauvres et des petits propriétaires se sera violemment détachée des partis politiques de coalition paysanne. En Allemagne et en Hongrie, un mouvement des couches paysannes pauvres n'a pas accompagné le mouvement des prolétaires : les villes révoltées sont demeurées seules, entourées de l'incompréhension et de l'indifférence des campagnes, et la réaction cléricale et capitaliste s'est appuyée solidement sur les campagnes » (*Ouvriers et paysans*, dans l'"Avanti!", édition piémontaise, 20 février 1920, et dans "L'Ordine nuovo", déjà cité).

<sup>(\*\*)</sup> *Les élections*, dans "L'Ordine nuovo", 22 novembre 1919.

classes opprimées autour du prolétariat, il est nécessaire « que de ces classes il devienne le parti de gouvernement au sens démocratique ». En tant que « parti de confiance "démocratique" de toutes les classes opprimées, dans la mesure où il se tient en contact permanent avec toutes les couches du peuple laborieux, le Parti communiste amène toutes les couches du peuple à reconnaître dans le prolétariat communiste la classe dirigeante qui doit remplacer la classe capitaliste dans le pouvoir d'État » et, en même temps « il crée les conditions où il est possible que la révolution prolétarienne s'identifie à la révolte populaire contre l'État bourgeois »<sup>(\*)</sup>.

En dehors de la signification qu'a, dans l'élaboration gramscienne, ce déplacement d'optique sur le parti, dont nous nous occuperons dans le prochain chapitre, ce qui est défini sans équivoque c'est que, entre la démocratie et le socialisme, il n'existe ni de muraille de Chine, ni de solution de continuité, mais qu'il s'agit au contraire de « moments d'un même processus dialectique de développement, au cours duquel les rapports de cause à effet s'entremêlent, se renversent, interfèrent »<sup>(\*\*)</sup>; ce que veut dire le fait que la classe ouvrière doit diriger, et en quoi consiste l'intervention politique du parti, tout cela est caractérisé avec la plus grande exactitude.

Peut-être qu'à ce point la signification attribuée par Gramsci à la nécessité d'éviter les deux révolutions sera plus claire. L'expérience russe avait fourni l'exemple de deux phases différentes, et Bordiga, dans son discours au II<sup>o</sup> Congrès de Moscou, avait soutenu à partir de cela que la situation russe de 1917 était très semblable à celle du 1848 allemand<sup>(\*\*\*)</sup>. Ce thème, qui signifiait donc un jugement sur la Révolution d'Octobre, et sur le rôle effectivement joué par la classe ouvrière, reviendra encore, au niveau historiographique, dans l'œuvre célèbre de Rosenberg<sup>(\*\*\*\*)</sup>. Gramsci n'est pas du tout exempt de suggestions analogues : « L'expérience des révolutions – écrira-t-il – a cependant montré comment, après la Russie, toutes les révolutions en deux temps ont échoué »<sup>(\*\*\*\*\*)</sup>. La caractérisation d'une particularité occidentale qui est exprimée dans cette nécessité de dépasser les deux révolutions ne signifie pas cependant pour Gramsci d'en arriver au point d'aboutissement de Bordiga et de l'extrême gauche communiste européenne, dont la substance la plus importante est la solution de continuité entre la démocratie et le socialisme, mais elle réside au contraire dans le fait de souligner avec plus de force les rapports continus et réciproques entre ces deux plans, le passage dialectique de l'un à l'autre, elle réside dans la mise en évidence de l'unité du processus dont les deux moments font partie et dont ils sont l'expression. Ce qui n'apparaît pas avec autant de clarté, c'est ce que signifie le fait que le parti communiste soit un parti de « confiance "démocratique" » de toutes les classes opprimées, c'est-à-dire la manière dont est posé le problème des alliances. La récupération du lien entre la classe ouvrière et les autres couches sociales non prolétariennes, et donc la possibilité même d'une coalition de diverses forces socialistes autour de la classe ouvrière, résident dans la caractérisation des formes à travers lesquelles, à l'extérieur de l'usine, la domination du capital s'exerce. Celle-ci s'identifie à la définition même, historiquement déterminée, du processus d'accumulation capitaliste. Le chaînon manquant pour une évaluation générale et pour dénouer quelques

---

(\*) *Deux révolutions*, déjà cité.

(\*\*) Ibidem.

(\*\*\*) « ...les conditions historiques dans lesquelles la révolution russe s'est développée ne ressemblent pas aux conditions dans lesquelles la révolution prolétarienne se développera dans les pays démocratiques de l'Europe occidentale et de l'Amérique. La situation russe rappelle plutôt celle de l'Allemagne de 1848, étant donné qu'il s'y est déroulé deux révolutions, une après l'autre, la révolution démocratique et la révolution prolétarienne... » (Voir *Protokoll des II Weltkongress der kommunistischen Internationale*, Carl Hoyne Nachf. Louis Cahnbley, Hambourg 1921).

(\*\*\*\*) A. Rosenberg, *Histoire du bolchevisme*, Sansoni, Florence 1969.

(\*\*\*\*\*) *Deux révolutions*, déjà cité.

nœuds qui se sont créés autour du problème de la révolution et de son rapport avec l'État ne peut être fourni que par l'analyse de la révolution italienne.

Dans l'analyse de la crise italienne, le point de départ de la réflexion gramscienne est encore une fois, conformément avec son orientation générale, le rapport entre la révolution et la production. Le problème historique objectif de la crise italienne, avec la solution duquel on peut mesurer la maturité effective et la capacité dirigeante d'une classe sociale, est, écrit Gramsci en décembre 1919, « La production; l'augmentation de la productivité sociale, le plus grand rendement du travail manuel et intellectuel; un mode de propriété qui rende possible une épargne plus grande, qui rende possible une accumulation plus grande de richesses idoines pour reproduire les tissus économiques du corps social défaits par la guerre »<sup>(\*)</sup>.

L'on a déjà dit précédemment, en parlant de l'actualité de la révolution, comment Gramsci établit un lien entre la révolution italienne et la révolution internationale, et comment il perçoit les racines internationales de la crise italienne. Son originalité ne réside pas seulement dans le fait de renverser dialectiquement l'arriération dans sa fonction anti-capitaliste, au lieu d'en faire, selon la tradition socialiste, une condition pour considérer la situation italienne et donc l'action socialiste elle-même comme atypiques, mais dans le fait de repérer un lien entre les points avancés et les points arriérés, de permettre une définition de l'arriération qui ne se résolve pas dans la description du phénomène par comparaison avec un modèle typique. Certes, le premier élément de définition de l'arriération italienne est que le capitalisme industriel ne caractérise pas toute la production de biens; il existe encore de larges couches sociales qui se définissent par un rapport artisanal, précapitaliste. Mais ce sont des éléments d'une caractérisation non prédominante chez Gramsci.

Conformément à toute son orientation, l'analyse de classe de l'histoire italienne se ramène toujours à l'analyse des rapports politiques entre les classes : c'est pourquoi l'analyse de ce qu'est l'État italien, de comment il s'est formé<sup>(\*\*)</sup>, occupe une place centrale dans la définition de la crise italienne. Sa particularité est déterminée par un caractère constitutionnel – la prééminence traditionnelle du pouvoir exécutif, l'absence d'une indépendance réelle de la magistrature – qui se ramène à une angoisse fondamentale de classe, à un rapport de domination féroce entre les classes :

« L'État unitaire italien s'est constitué sous l'impulsion de noyaux bourgeois industriels de la Haute Italie; il s'est consolidé par le développement de l'industrie au détriment de l'agriculture, par un assujettissement brutal de l'agriculture aux intérêts de l'industrie : l'État italien n'a pas été libéral, parce qu'il n'est pas né d'un système d'équilibre; mais les ministres du roi d'Italie, éduqués par la phraséologie libérale anglaise, ont préféré au gourdin du paysan russe le petit sac de sable de l'apache londonien pour supprimer les ennemis de l'industriel. »<sup>(\*\*\*)</sup>

Le rapport avec les couches laborieuses et subalternes a toujours été un rapport d'oppression, d'exploitation, de répression non camouflée<sup>(\*\*\*\*)</sup>. L'État n'a donc pas fourni seulement l'instrument juridique et militaire destiné à garantir la domination de classe, mais il a joué également le rôle beaucoup plus important de canal indispensable par lequel la pénétration et le contrôle du capital industriel tout d'abord, et du capital financier ensuite, se

---

(\*) *Action positive*, dans "L'Ordine nuovo", 6-13 décembre 1919.

(\*\*) *L'État italien*, dans "L'Ordine nuovo", 7 février 1920.

(\*\*\*) Ibidem.

(\*\*\*\*) « La classe dominante italienne n'a même pas eu l'hypocrisie de camoufler sa dictature; le peuple laborieux a été considéré par elle comme un peuple de race inférieure, que l'on peut gouverner sans ménagements comme une colonie africaine » (ibidem).

sont réalisés sur toutes les couches de la société italienne : c'est-à-dire qu'il a été un levier essentiel de l'accumulation du capital<sup>(\*)</sup>.

Un phénomène que l'on tend à définir dans sa généralité – le rôle particulier de l'État dans le développement de la bourgeoisie italienne – est repéré ici, mais le grand secteur productif, qualifié ici de manière générique comme "les campagnes", demeure non caractérisé dans sa stratification de classe plus spécifique. Que Gramsci soit conscient qu'il ne s'agissait pas d'une réalité sociale unique, soumise de façon unitaire à l'exploitation de la ville, découle aussi bien de l'acquisition critique de l'expérience salveminienne que Gramsci avait derrière lui<sup>(\*\*)</sup>, que d'une série d'articles importants écrits par lui au cours de la guerre<sup>(\*\*\*)</sup>, et que surtout du fait que pas même le capitalisme industriel ne lui semblait une réalité homogène. Dans un écrit célèbre de 1918, il analysait la contradiction d'intérêts entre l'industrie métallurgique et mécanique et l'industrie sidérurgique et il émettait l'hypothèse d'un grave conflit à l'intérieur de la grande bourgeoisie pour l'après-guerre : d'un côté, les sidérurgistes, et de l'autre, l'industrie mécanique à la recherche d'alliés dans l'agriculture<sup>(\*\*\*\*)</sup>. Ce conflit n'a pas eu lieu, du moins dans la forme supposée par Gramsci, mais indubitablement les difficultés de l'industrie sidérurgique ont conditionné profondément les développements et l'évolution de l'économie italienne de l'après-guerre et le compromis s'est réalisé au niveau d'une concentration financière ultérieure<sup>(\*\*\*\*\*)</sup>. En conclusion, il suffira de rappeler les observations rapides que Gramsci fait à propos de la constitution du bloc de pouvoir bourgeois du Risorgimento : celui-ci « a signifié la conquête du pouvoir politique par la bourgeoisie commerçante, industrielle et intellectuelle, de la ville, qui a donné aux propriétaires ruraux les biens ecclésiastiques et a défait les liens féodaux qui reposaient sur la terre : aux paysans pauvres, il a donné la mitraille des carabiniers et l'histoire scolastique du "brigandage méridional" »<sup>(\*\*\*\*\*)</sup>.

Le sens de ces articles est donc à rechercher ailleurs : tout d'abord, dans la volonté polémique déclarée et de rupture avec toute une tradition d'inculture et d'approximation, propre au passé socialiste, incapable de construire un discours politique en le fondant sur une analyse de classe de la réalité sur laquelle intervenir<sup>(\*\*\*\*\*)</sup>; en second lieu, ce qui intéresse Gramsci est maintenant de caractériser dans la dynamique d'une situation le secteur leader et décisif, celui qui conditionne tous les autres dans leurs mouvements, et en relation avec lequel il faut évaluer une intervention de classe alternative. Si le fait de souligner la domination, et non pas seulement la le rôle dirigeant, de la bourgeoisie industrielle sur toutes les autres couches et classes sociales est une simplification qui aura, comme on le dira d'ici peu, des conséquences importantes au niveau d'un discours *politique*, il signifie cependant déterminer immédiatement le secteur décisif du conflit de classe, dont le résultat aura des répercussions générales, la force sociale alternative – le prolétariat – et l'unique solution possible, c'est-à-dire la révolution socialiste.

Le rapport étroit spécifié entre la bourgeoisie industrielle et l'État sert bien sûr à déterminer le caractère *capitaliste* de l'arriération italienne, mais aussi à définir les phénomènes de désagrégation du bloc bourgeois que Gramsci voit se développer devant lui

(\*) *Le pouvoir en Italie*, dans l'"Avanti!", édition piémontaise, 11 février 1920, et dans "L'Ordine nuovo" déjà cité.

(\*\*) Sur le rapport de Gramsci avec Salvemini, voir *La culture italienne du XX<sup>e</sup> siècle à travers les revues*, volume VI, "L'Ordine nuovo" (1919-20), par P. Spriano, Einaudi, Turin 1961.

(\*\*\*) *Le Mezzogiorno et la guerre*, dans *Écrits de jeunesse*, déjà cité; *Cléricaux et agrariens*, ibidem.

(\*\*\*\*) *Hommes, idées, journaux et argent*, dans *Écrits de jeunesse*, déjà cité.

(\*\*\*\*\*) Voir Castronovo, *La grande industrie; jeux internes et lignes de fond*, dans "Il Ponte", 30 octobre 1970.

(\*\*\*\*\*) *Le révolutionnaire et la mouche du coche*, dans l'"Avanti!", édition piémontaise, 25 novembre 1919 et dans "L'Ordine nuovo" déjà cité.

(\*\*\*\*\*) *L'État italien*, déjà cité : « Nous les jeunes, nous devons renier ces hommes du passé, nous devons mépriser ces hommes du passé : quel lien existe-t-il entre nous et eux?... Nous avons dû tout faire par nous-mêmes, avec nos forces, avec notre patience : la génération socialiste italienne actuelle est fille d'elle-même. ».

comme conséquence de la guerre. Encore une fois, le critère d'analyse est le même que celui qui a été employé pour déterminer les caractéristiques historiques de l'État italien. Si ce que l'on observe c'est le processus de privatisation de l'État et de son inféodation aux grands intérêts privés, au point de définir l'État italien d' « d'État de Polichinelle »<sup>(\*)</sup>, si l'aventure de Fiume est un autre exemple, de caractère différent mais avec la même matrice, de cette tendance générale à la désagrégation de l'État, à la perte par la bourgeoisie, en tant que classe, de sa fonction d'unification<sup>(\*\*)</sup>, la racine sociale de ces phénomènes se trouve dans la désunion du bloc bourgeois de pouvoir. La guerre a provoqué ce grand processus selon deux sens : d'un côté, en rompant les rapports de force entre les agrariens et les industriels et en offrant aux premiers la possibilité de peser davantage dans l'équilibre interne des classes dominantes; de l'autre, en mettant en mouvement de grandes masses paysannes, en en modifiant radicalement la psychologie traditionnelle.

« La guerre a contraint les nations les plus arriérées du point de vue capitaliste, et donc les moins dotées de moyens mécaniques, à enrôler tous les hommes disponibles, afin d'opposer des masses importantes de chair vivante aux instruments de guerre des Empires centraux... [ce qui] a signifié... une concentration humaine qui a duré de manière ininterrompue pendant des années et des années dans le sacrifice, avec le danger toujours immédiat de la mort, sous une discipline égale et également féroce... les paysans... ont conçu le monde, non plus comme quelque chose d'infiniment grand comme l'univers et étroitement petit comme le clocher du village, mais avec son caractère concret d'États et de peuples, de forces et de faiblesses sociales, d'armées et de machines, de richesses et de pauvretés. »<sup>(\*\*\*)</sup>

Ce qui veut dire que la guerre, selon la comparaison célèbre de Gramsci, a eu un effet substitutif au développement du système d'usine. Elle a développé une conscience subversive là où il y avait de la résignation, elle a suscité la conscience du lien de son propre sort individuel et privé avec celui des destins collectifs, là où il existait de l'atomisation, de l'individualisme et de l'impuissance. La valeur révolutionnaire de la guerre, comme matrice d'une génération, constitue l'un des thèmes les plus constants de "L'Ordine nuovo"<sup>(\*\*\*\*)</sup>.

L'analyse gramscienne de l'État italien, qui est esquissée ici dans ses lignes générales, et qui sera approfondie ensuite bien davantage lors des années suivantes et surtout dans les *Cahiers*, part bien sûr de la détermination de quelques éléments indiquant le caractère atypique de l'État libéral italien, y compris dans les rapports internes de la traditionnelle division des pouvoirs – un des éléments essentiels de la conception politico-institutionnelle de la pensée libérale classique –, mais ce n'est certainement pas pour effectuer une comparaison formelle avec un modèle d'État libéral, ou encore plus simplement avec l'expérience anglaise, en créant ainsi les prémisses théoriques d'une action tendant à "moderniser", à rationaliser l'État libéral italien arriéré plutôt que de le renverser, comme le suggère un travail récent, qui se fonde sur une série d'observations méthodologiques élaborées par Bordiga, dans une étude de grande ampleur sur les caractères de l'État italien<sup>(\*\*\*\*\*)</sup>. L'analyse de Gramsci n'est jamais formelle ou limitée aux aspects idéologiques d'une réalité, mais elle tend toujours à caractériser les rapports entre les classes qui sont soumis à eux : caractériser ainsi le souffle politique et idéal limité du libéralisme italien et de l'institution libérale historique (l'État), cela ne signifie pas les critiquer du point de vue de leur potentiel d'enrichissement, dans la mesure où des institutions libérales plus avancées

(\*) *Le pays de Polichinelle*, dans l'"Avanti!", édition piémontaise, 30 janvier 1919, et dans "L'Ordine nuovo", déjà cité.

(\*\*) *La réaction*, dans l'"Ordine nuovo", déjà cité.

(\*\*\*) *Ouvriers et paysans*, dans "L'Ordine nuovo", 2 août 1919.

(\*\*\*\*) Sur cet aspect, voir les observations précises et pertinentes de L. Paggi, opus cité.

(\*\*\*\*\*) A. De Clementi, opus cité.

sont possibles, mais, en partant de ces caractères apparemment formels, cela signifie parvenir à déterminer non pas la nature bourgeoise et de classe de l'État italien, qui est une conclusion prévue et historiquement déterminée, comme le considère Bordiga<sup>(\*)</sup>, mais les formes particulières de cette domination de classe, le manque de capacité d'hégémonie de la bourgeoisie, le peu d'approbation que sa direction a recueilli, c'est-à-dire le type de bloc de pouvoir bourgeois réalisé et sa capacité de résistance et de récupération dans un moment extrêmement critique de l'histoire italienne comme le premier après-guerre.

C'est donc à la lumière de ces éléments, c'est-à-dire de l'accumulation capitaliste italienne, de la désagrégation du bloc bourgeois et des effets sociaux et psychologiques de la guerre, que Gramsci définit les caractères de la révolution italienne et ses forces motrices essentielles : lutte de classe et guerre paysanne, ouvriers d'usine et paysans pauvres<sup>(\*\*)</sup>. Il n'est pas nécessaire de s'arrêter sur le rôle et la fonction des ouvriers d'usine dans la mesure où Gramsci développe, relativement à la crise italienne, les mêmes observations qu'il a déjà avancées en général sur la fonction d'« élément extrême et ordonnateur en même temps »<sup>(\*\*\*)</sup> que le prolétariat urbain joue, avec en plus une spécification du rapport révolution-production considéré comme élément caractérisant la révolution communiste. La difficulté fondamentale devant laquelle la classe ouvrière se trouvera sera celle de « créer une organisation étatique qui ait les moyens d'industrialiser l'agriculture, qui parvienne à placer le paysan dans les mêmes conditions de travail que l'ouvrier, pour qu'il soit possible d'échanger une heure de travail agricole contre une heure de travail industriel, pour que le prolétaire ne soit pas anéanti par la campagne dans l'échange de marchandises produites dans des conditions de travail absolument incomparables »<sup>(\*\*\*\*)</sup>. Cet objectif fondamental de développement des forces productives ne peut pas être atteint sans provoquer un désastre s'il n'est pas accompli par la classe ouvrière, laquelle ne peut pas y parvenir à elle seule, sans l'appui des paysans et sans les institutions de pouvoir créés dans les campagnes. Paggi a observé avec justesse que Gramsci est arrivé à caractériser, dans l'analyse de la situation italienne, deux bouleversements économique-sociaux qui coïncident dans le temps – division du latifundium et industrialisation de l'agriculture – et qui correspondent sur le plan des rapports de classe à une « révolution populaire, de caractère démocratique », et à une « révolution économique et politique qui, en affrontant la gestion des forces productives, pose les bases d'une modification radicale de la structure du pouvoir politique »<sup>(\*\*\*\*\*)</sup>.

Il me semble toutefois que Paggi considère déjà comme résolues certaines grandes questions liées précisément au processus qui a été caractérisé. Et en effet, il est problématique de définir l'orientation de Gramsci sur le rôle et les fonctions des masses paysannes. Tout d'abord, il leur est reconnu un rôle prérévolutionnaire essentiel, à savoir de paralyser et de désagréger complètement l'État bourgeois : c'est-à-dire qu'elles sont un élément essentiel de ce moment négatif, subversif et radical, que Gramsci reconnaissait, ainsi qu'on l'a vu, comme étant une condition préliminaire à la rupture de la légalité bourgeoise par la solution du problème de la force. « Aucune armée ne suffit pour maîtriser la campagne en

---

(\*) A. Bordiga, *Les rapports des forces sociales politiques en Italie*, opus cité.

(\*\*) *Les événements des 2 et 3 décembre*, déjà cité.

(\*\*\*) Ibidem.

(\*\*\*\*) *Le problème de la force*, dans *"Avanti!"*, édition piémontaise, 26 mars 1920, et dans *"L'Ordine nuovo"* déjà cité. En cas d'absence de solution ouvrière à la crise, il se produira sur ce problème spécifique la même conséquence générale qui correspond à l'inadéquation de la classe ouvrière à ses tâches : « Si un État ouvrier n'assure pas aux paysans l'immunité contre les attaques avides du capitalisme et de la haute finance, la guerre sera payée par une "grandiose" révolution agraire conduite par l'État bourgeois et par les organisations capitalistes moins importantes : l'introduction des machines dans l'agriculture, avec l'expropriation des paysans et leur réduction au rang d'ouvriers agricoles salariés, sans expérience syndicale, et donc plus durement exploités et expropriés de la richesse de leur force de travail » (*Le problème du pouvoir*, dans *"L'Ordine nuovo"*, 29 novembre 1919).

(\*\*\*\*\* L. Paggi, opus cité.

révolte : les régiments... deviennent un jouet dans l'immensité des campagnes... ». Il en a été ainsi en Russie, et il en sera de même en Italie : « les campagnes passent à la révolution. Des Pouilles à la région de Novare, de la région de Novare à celle de Brescia et à celle de Bergame, les masses paysannes sortent de leur torpeur et lancent des actions grandioses »<sup>(\*)</sup>. Il s'agit d'enregistrer un phénomène important dont il faut tenir compte, et qu'il faut organiser plus en fonction de la révolution ouvrière, quasiment comme une composante militaire de la lutte, que comme un phénomène sur la validité spécifique duquel, sur la qualité duquel on devrait ensuite nécessairement intervenir. En effet, les indications de Gramsci sont essentiellement au nombre de deux : la première, de caractère général, est qu'il faut éviter que les éléments avancés et décisifs de la révolution urbaine et communiste ne soient contraints à la lutte avant terme, c'est-à-dire avant d'avoir achevé leur réorganisation et avant que la révolte paysanne ait désagrégé l'État bourgeois<sup>(\*\*)</sup>; la seconde, c'est un travail de propagande intense parmi les paysans et de caractérisation des institutions de pouvoir analogues à celles qui devront être développées dans les villes :

« Il est aujourd'hui nécessaire que les paysans, eux aussi, sachent ce qu'il faut faire, que leur action projette des racines profondes et tenaces et adhère, comme celle des ouvriers, au processus productif de la richesse. De la même façon que les uns considèrent l'usine, les autres doivent commencer à considérer le champ comme leur future communauté de travail... Le mouvement des ouvriers et celui des paysans confluent naturellement dans une seule direction, dans la création des organes du pouvoir prolétarien. »<sup>(\*\*\*)</sup>

À part la fonction du parti qui consiste à caractériser la nécessité de la création de ces organes qui unifient et disciplinent la subversion dans les campagnes, et à assurer l'unité de direction de ces différents organes de pouvoir, le problème est de voir qui constitue ces conseils paysans et comment se fait la rencontre avec la classe ouvrière. Gramsci parle des "paysans pauvres", des sans terre, comme d'une couche sociale sur laquelle on peut essentiellement compter dans les campagnes, tandis que les salariés de l'agriculture évoluée du point de vue capitaliste sont carrément assimilés au prolétariat urbain. Les paysans pauvres en effet « seront poussés à bouger par le besoin de résoudre le problème de la vie..., par le besoin de lutter, pour le pain, mais pas seulement, car ils seront obligés, poussés par le même besoin continu, ... de faire pression sur les autres parties de la population agricole, pour la contraindre à créer, y compris dans les campagnes, un organisme de contrôle collectif de la production »<sup>(\*\*\*\*)</sup>.

Cette première caractérisation sommaire des rapports sociaux dans les campagnes – en plus des salariés et des paysans pauvres, Gramsci fait référence aux « formes intermédiaires d'appropriation privée du terrain »<sup>(\*\*\*\*\*)</sup>, auxquelles on ne portera pas atteinte –, traduite en termes institutionnels, définit avec une plus grande précision ce que Gramsci entend par « la terre aux paysans ». Ce mot d'ordre signifie que « les exploitations agricoles et les fermes modernes doivent être contrôlées par les ouvriers agricoles organisés par exploitation agricole et par ferme, il signifie que les terres à culture extensive doivent être administrées par les conseils des paysans pauvres des villages et des bourgades agricoles »<sup>(\*)</sup>. C'est là un jugement d'une importance capitale : dans le grand processus en cours dans les campagnes,

(\*) *le problème de la force*, déjà cité.

(\*\*) Ibidem. « La classe ouvrière russe sut attendre de juillet à novembre 1917; les paysans russes disloquèrent l'État de Kerenski pendant ces mois-là, et les ouvriers donnèrent l'assaut au pouvoir et le tinrent fermement en mains ».

(\*\*\*) *Les événements des 2 et 3 décembre*, déjà cité.

(\*\*\*\*) Ibidem.

(\*\*\*\*\*) Ibidem.

(\*) *Ouvriers et paysans*, dans "L'Ordine nuovo", 3 janvier 1920.

l'indication fournie n'est pas la conquête de la terre, son partage, la satisfaction de l'aspiration à la terre, mais la définition de ce processus comme petit-bourgeois et illusoire<sup>(\*\*)</sup>. Même si ce jugement est formulé en référence à une question particulière – débat sur les décrets Visocchi –, et fait donc partie d'une polémique anti-réformiste plus générale, en devenant la critique de toute tentative tendant à dérouter le mouvement en cours vers des solutions et des objectifs qui le divisent et le brident, et qui le privent de sa charge subversive, ce jugement a cependant un caractère général de détermination des tâches que les socialistes, en tant qu'expression politique de la classe ouvrière, assignent aux paysans, et donc du type d'intervention à effectuer. La solution de leurs problèmes, les paysans ne la trouveront pas dans le partage des « terres incultes ou mal cultivées », mais « dans la solidarité du prolétariat industriel qui a besoin à son tour de la solidarité des paysans, qui a "intérêt" à ce que le capitalisme ne renaisse pas économiquement de la propriété terrienne et... à ce que l'Italie méridionale et les îles ne deviennent pas une base militaire de contre-révolution capitaliste »<sup>(\*\*\*)</sup>.

Les paysans pauvres sont insérés dans le processus révolutionnaire non pas en tant que petits-bourgeois, avec des objectifs démocratiques, mais en tant que prolétaires et donc unis, en ce qui concerne les formes d'organisation, aux salariés et aux ouvriers agricoles purs. Cette conclusion est confirmée, en plus des considérations rapportées auparavant, par les conséquences que Gramsci attribue à l'expérience de la guerre<sup>(\*\*\*\*)</sup> et à l'introduction dans la classe ouvrière d'un grand nombre d'éléments d'origine paysanne. Ceux-ci, écrit Gramsci, doivent être utilisés « pour que, en se servant de [leur] profonde connaissance de la psychologie rurale et de la confiance dont ils *jouissent*, ils commencent précisément l'activité nécessaire destinée à provoquer la naissance et le développement des nouvelles institutions qui incorporeront dans le mouvement communiste les vastes forces des travailleurs des champs »<sup>(\*\*\*\*\*)</sup>.

Mais, en suivant cette voie, les indications de Gramsci non seulement ne rencontraient pas le mouvement réel, qui s'était déplacé sur d'autres objectifs, mais elles transformaient le lien entre les ouvriers et les paysans, de résultat d'une politique qui réalise une convergence objective entre des couches sociales différentes et potentiellement antagoniques, en fruit d'une propagande qui démontre l'existence et le bien-fondé d'intérêts communs, ainsi que l'acquisition du principe, typiquement prolétarien, selon lequel la classe ouvrière en se libérant elle-même libère la société tout entière<sup>(\*\*\*\*\*)</sup>. Cette orientation trouve son fondement dans le fait de considérer ces masses paysannes comme des masses prolétariennes, avec une conscience inférieure, mais pas *différente* de celle de la classe ouvrière. C'est le même caractère que l'on a isolé dans l'analyse que Gramsci fait du moment négatif et destructeur, en tant qu'élément d'immaturation; c'est l'explication de la valeur attribuée à l'activité parlementaire socialiste, en tant qu'utilisation révolutionnaire d'une institution bourgeoise qui est considérée par les masses qui ne sont pas encore arrivées à une critique de classe : la présence au parlement sert « à accomplir un travail d'éducation révolutionnaire dans les grandes masses, à unifier les sentiments et les aspirations des grandes masses dans la compréhension du programme communiste, à répandre sans cesse la conviction que les

---

(\*\*) Voir *ibidem* la critique de l'occupation des terres incultes ou mal cultivées comme objectif du mouvement.

(\*\*\*) *Ibidem*.

(\*\*\*\*) *Ouvriers et paysans*, dans "L'Ordine nuovo", 2 août 1919 : « Les instincts individuels égoïstes se sont émoussés, une âme commune unitaire s'est modelée, les sentiments se sont ajustés, il s'est formé une habitude de discipline sociale : les paysans ont conçu l'État dans sa grandeur complexe, dans sa puissance démesurée, dans sa construction compliquée ».

(\*\*\*\*\*) *Ibidem*.

(\*\*\*\*\*) Voir *Le problème du pouvoir*, déjà cité.

problèmes actuels de l'économie industrielle et agricole ne peuvent être résolus qu'en dehors du parlement, par l'État ouvrier »<sup>(\*)</sup>.

En fait, même si la réflexion gramscienne représente l'effort le plus ample accompli lors de ces années-là en vue d'élaborer, pour le mouvement ouvrier dans son ensemble, une ligne qui récupère l'unité du travail et qui dépasse les traditions urbaines du socialisme italien et international, elle présente de gros problèmes irrésolus : elle n'offre pas aux paysans des objectifs qui soient différents d'une gestion collective des terres. Elle ne parvient donc pas à se différencier des socialistes, si ce n'est sur un seul point, certes très important : la nécessité de souder politiquement sous une direction unique les mouvements de masse existant dans le pays. Une raison de cette façon de poser le rapport entre les ouvriers et les paysans a pour origine le manque d'approfondissement de la question méridionale, en tant que l'un des aspects spécifiquement italiens de la question agraire : s'il est vrai que, dans ses notes sur les événements d'Andria, Gramsci a tendance à assimiler le Nord à une grande ville et le Mezzogiorno à une campagne, en posant les prémisses de la caractérisation de la question méridionale comme question territoriale, ainsi qu'il l'indiquera immédiatement après la scission de Livourne<sup>(\*\*)</sup>, l'on ne peut cependant pas dire qu'il y ait beaucoup plus dans ses écrits de 1919-20. Le paysan pauvre est considéré en tant que figure sociale générale dont les rapports avec les autres classes rurales se sont pas particulièrement caractérisées; il n'y a pas encore la définition du bloc agraire méridional comme condition de l'arriération du Mezzogiorno et comme canal pour la soudure subalterne au bloc de pouvoir bourgeois national. Si Gramsci constitue certainement l'effort le plus conscient dirigé vers la détermination des caractères capitalistes de l'arriération italienne et vers le renversement de celle-ci en fonction anti-bourgeoise, l'on ne peut cependant pas dire que l'appropriation de la réalité italienne soit achevée dans sa stratification économique et sociale.

Gramsci rappellera à plusieurs reprises la valeur exemplaire qu'a Turin comme creuset de la révolution italienne, et il ne fait aucun doute que l'expérience et l'élaboration ordinovistes ne seraient pas pensables, *dans leur genèse*, si elles avaient eu lieu dans une réalité différente de celle de la grande usine moderne, c'est-à-dire la réalité d'un prolétariat "massifié" par la production en série, rendu uni par une discipline unitaire induite avant tout par la même grande usine moderne, avec derrière lui une tradition de luttes et d'organisation; c'est-à-dire qu'elles sont impensables en dehors d'une réalité dans laquelle l'industrie prédominante « ordonne et gouverne du fait de son existence tout l'ensemble urbain »<sup>(\*\*\*)</sup> : c'est ce référent historique qui fait de la réflexion de "L'Ordine nuovo" la voix la plus typique et la plus "européenne" de la gauche révolutionnaire italienne. Mais même si Turin est liée et unie à l'Italie, elle ne lui est pas homogène : récupérer dans une situation différente, beaucoup plus désagrégée du point de vue social et arriérée du point de vue productif, ce qui était la plus grande partie de l'Italie de l'époque, c'est-à-dire avec la présence massive d'une réalité populaire et petite-bourgeoise, et donc récupérer des centres d'unification du travail, c'est extrêmement plus compliqué<sup>(\*\*\*\*)</sup>. Ce n'est pas par hasard s'il n'existe pas d'élaboration spécifique sur les formes d'organisation alternative dans les campagnes.

Un témoignage récent d'Andrea Viglongo souligne qu'une des lignes de recherche du comité d'étude des conseils d'usine était d'« imaginer des formes de rapprochement et de compréhension réciproques entre les ouvriers industriels et les forces paysannes »<sup>(\*)</sup>, et il rappelle encore que les résultats de ces efforts ont été les contacts que Viglongo lui-même a

---

(\*) *Ouvriers et paysans*, dans "L'Ordine nuovo", 3 janvier 1920.

(\*\*) A. Gramsci, *Le congrès de Livourne*, dans *Socialisme et fascisme*, Einaudi, Turin 1966.

(\*\*\*) A. Gramsci, *Le programme de "L'Ordine nuovo"*, dans "L'Ordine nuovo", 28 août 1920; et *La fonction historique de la ville*, dans "L'Ordine nuovo", 17 janvier 1920.

(\*\*\*\*) Voir l'analyse des composantes du mouvement ouvrier : *Le problème du pouvoir*, dans "L'Ordine nuovo", 29 novembre 1919.

(\*) *Moments de la lutte de classe dans la première moitié de 1920*, dans "Il Ponte", 30 octobre 1970.

réussi à établir avec le dirigeant catholique Miglioli, ainsi que la publication du périodique bimensuel "L'operaio agricolo". Mais il s'agissait davantage d'épisodes significatifs que de l'expression d'une soudure réelle.

Dans "L'Ordine nuovo", il y a deux chroniques très importantes sur les luttes agraires, l'une dans la Lomellina et l'autre à Medicina<sup>(\*\*)</sup>. La première se déroule, dans sa partie finale, en même temps que la lutte de tout le prolétariat industriel turinois sur le problème du contrôle. Viglongo, à qui l'on doit la chronique de la grève, intitule de manière significative son article : *Premiers contacts entre paysans et ouvriers*<sup>(\*\*\*)</sup>, mais ensuite, dans son article, il y a peu de chose de concret dans cette direction, et même il y a un jugement explicitement négatif :

« Je considère... que l'on peut dire que – alors qu'a éclaté la gigantesque grève industrielle dans tout le Piémont sur la question des conseils d'usine, et qu'un délégué du Comité d'agitation de Turin a proposé au Comité de Novare de jumeler les deux mouvements en les orientant nettement sur la question du contrôle ouvrier –, de tous les organisateurs qui dirigeaient la grève des paysans, personne ne s'est manifesté comme étant résolument favorable au combat en commun des paysans et des ouvriers industriels. »

C'est à partir de cette prémisse que la rencontre entre les deux mouvements est caractérisée par Viglongo sur la base des faits<sup>(\*\*\*\*)</sup>, non pas parce que, dans leur dynamique, ils tendraient à se rencontrer malgré les directives des organisations, mais plutôt du fait du contenu objectif de leurs revendications : l'un des résultats de la lutte a été en effet celui de la création d'une nouvelle institution prolétarienne, le délégué d'exploitation dans la Lomellina.

L'analyse que fait Angelo Tasca de l'occupation de terres à Medecina, laquelle est conduite par les ouvriers agricoles et les fermiers<sup>(\*\*\*\*\*)</sup>, n'est pas différente, ni dans son exposition ni dans ses conclusions. Le fait fondamental que Tasca tente de mettre en évidence, selon l'axe de l'élaboration ordinoviste, c'est que la lutte du prolétariat turinois pour le contrôle ne constituait pas seulement un épisode, mais qu'elle était l'expression d'une tendance commune à toute la classe laborieuse italienne : l'ouverture potentielle d'un dualisme de pouvoir était une réalité – indiquée dans les campagnes par le saut qualitatif accompli par le paysan qui passait d'une position de lutte fondée sur la résistance à une autre fondée sur la conquête – qu'il revenait au parti d'orienter et de faire monter en puissance.

L'analyse de ces deux grands épisodes de la lutte des ouvriers agricoles qui est présente dans "L'Ordine nuovo" ne va donc pas au-delà de l'enregistrement du phénomène, de l'importance politique donnée à la tendance à mettre au centre de la lutte de nouveaux objectifs, d'autonomie de classe, sans fournir d'indications sur des exemples de conseils de village, mais seulement celui du "délégué d'exploitation", strictement calqué sur la nature capitaliste de l'exploitation agricole et sur le caractère prolétarien de l'ouvrier agricole; et sans offrir d'indications différentes de celles contenues dans les appels adressés aux paysans aussi bien par le comité d'étude, à l'occasion de la "grève des aiguilles"<sup>(\*)</sup>, que par la

---

(\*\*) La Lomellina est une région de la plaine du Pô, dans le sud-ouest de la Lombardie, et Medicina est une ville de la région de Bologne, en Émilie-Romagne. (NdT).

(\*\*\*) Dans "L'Ordine nuovo", 8 mai 1920.

(\*\*\*\*) « Même si elle n'a pas été sanctionnée par un accord régulier, l'unité des deux mouvements – agricole et industriel – s'est cependant manifestée dans les faits. Les paysans ont eu en quelque sorte *l'intuition* que les ouvriers luttaient pour des principes communs. Les ouvriers industriels, en défendant les conseils d'usine, défendaient indirectement exactement les mêmes revendications que celles des paysans » (ibidem).

(\*\*\*\*\*) A. Tasca, *L'occupation de terres à Medecina*, dans "L'Ordine nuovo", 10 juillet 1920.

(\*) L'appel est reproduit par Viglongo, dans l'article déjà cité. [Pour ce qui "concerne" la "grève des aiguilles", voir note du traducteur dans la partie sur Serrati (NdT)].

commission exécutive de la section socialiste turinoise à l'occasion des conseils d'usine<sup>(\*\*)</sup>. Le fait qui caractérise "L'Ordine nuovo" sur ce problème, c'est l'absence, en dehors des brèves observations de Gramsci sur les mouvements d'Andria déjà rappelées, d'une analyse des occupations de terre dans le Mezzogiorno, et par conséquent d'une position bien définie par rapport à la petite propriété paysanne ou des mouvements tendant à sa constitution : dans les deux chroniques examinées, le centre du mouvement était en effet représenté par les ouvriers agricoles.

On trouve une plus grande considération de ce problème dans le programme agraire du KPD, publié dans "L'Ordine nuovo" avec une note introductive qui, en se fondant sur la leçon marxienne de 1848-49, est toute centrée sur le fait de souligner fortement l'importance prise par l'intervention directe des campagnes dans le processus révolutionnaire, la rupture d'une passivité politique et d'une orientation corporatiste qui avait permis de les utiliser comme une grosse poche contre-révolutionnaire à l'encontre des villes<sup>(\*\*\*)</sup>, en réservant seulement une brève allusion à un aspect qui a une grande place dans le programme : « La banqueroute du capital a brisé l'unité économique entre les petits propriétaires et les grands latifundistes. L'union politique sera bientôt brisée elle aussi ». Le programme, bien qu'il distingue entre les forces sociales présentes dans les campagnes, se limite de toute façon à définir l'orientation des communistes par rapport à la petite propriété, orientation essentiellement fondée sur la base de la persuasion<sup>(\*\*\*\*)</sup>, et l'organisation qui lui est donnée pendant la dictature du prolétariat<sup>(\*\*\*\*)</sup>, sans rien dire sur la façon d'agréger ces couches sociales avant la conquête du pouvoir. L'expérience de la Révolution d'Octobre, qui sera exprimée avec une extrême clarté par Lénine – « Notre victoire a consisté précisément à mettre en œuvre le programme des socialistes-révolutionnaires : voilà pourquoi cette victoire a été aussi facile »<sup>(\*\*\*\*\*)</sup> – n'avait pas été mise à profit.

On doit porter un jugement qui n'est guère différent sur l'orientation de Gramsci relativement à cette question. En effet, l'élément essentiel pour la définition de son attitude par rapport aux masses paysannes est le jugement porté à plusieurs reprises sur le Parti populaire italien et sur les formations d'anciens combattants qui se sont manifestées comme étant l'expression et l'organisation des masses paysannes entrées en mouvement dans le premier après-guerre. Gramsci attribue au PPI une fonction historique essentielle dans le cadre de la lutte de classe et du processus révolutionnaire italien, en en offrant une interprétation qui semble calquée sur celle qui avait été donnée par Lénine sur le rôle joué par le prêtre Gapone dans la révolution de 1905 : « Le catholicisme démocratique fait ce que le socialisme ne pourrait pas faire : il amalgame, il organise, il vivifie et il se suicide »<sup>(\*\*\*\*\*)</sup>. Le populisme a donc une âme double : expression de la tendance au changement des rapports internes au bloc de pouvoir bourgeois entre ville et campagne et, en même temps, instrument

---

(\*\*) *Pour le congrès des conseils d'usine. Aux ouvriers et aux paysans de toute l'Italie*, dans "L'Ordine nuovo", 27 mars 1920. Voir aussi les courtes notes sur le rapport ouvriers-paysans dans la région de Bologne (Massimo Sani, *Témoignages de septembre*, dans "Il Ponte", 30 octobre 1970).

(\*\*\*) *Comment les paysans communistes s'organisent-ils?*, dans "L'Ordine nuovo", 20 décembre 1919.

(\*\*\*\*) « L'attitude de la classe ouvrière à l'égard des petits propriétaires doit être d'assistance et d'éducation, afin de leur enseigner la voie du socialisme » (ibidem).

(\*\*\*\*\*) Voir les points 18-27 du programme.

(\*\*\*\*\*) Lénine, *Discours pour la défense de la tactique de l'Internationale communiste*.

(\*\*\*\*\*\*) *Les populaires*, dans "L'Ordine nuovo", 1<sup>o</sup> novembre 1919. Voir aussi Lénine, *Journées révolutionnaires* : « Mais il y avait encore, derrière ces milliers et ces dizaines de milliers d'ouvriers [socialistes et conscients], des centaines de milliers et des millions de travailleurs et d'exploités, d'humiliés et d'outragés, de prolétaires et de semi-prolétaires, chez qui cette foi [dans le tsar] pouvait durer. Ils n'étaient pas en mesure d'aller jusqu'à l'insurrection, ils n'étaient capables que de demander et de supplier. Le prêtre Gapone a exprimé leurs sentiments, leur mentalité, le niveau de leurs connaissances et de leur expérience politique, et c'est ce qui a fait la signification historique du rôle que vient de jouer, au début de la révolution russe, un homme hier encore inconnu... »

de catalyse politique des couches sociales arriérées et immatures que le socialisme ne pourrait ni atteindre ni organiser. Mais ce jugement gramscien est immédiatement accompagné par la grande confiance dans la capacité désagrégatrice de la lutte de classe, pour laquelle, une fois qu'une voix politique et une forme organisationnelle auront été données aux couches sociales immatures, celles-ci « voudront faire par elles-mêmes », en s'unissant au gros du mouvement ouvrier à direction socialiste. C'est un jugement qui est étroitement lié à la conception de l'actualité de la révolution et à une exagération extrémiste qui est présente chez Gramsci et qui consiste à déprécier les forces politiques comme domaine spécifique d'intervention. Le rapport établi par Gramsci – « Les populaires sont aux socialistes ce que Kerenski est à Lénine<sup>(\*)</sup> –, en dehors de son bien-fondé et du parallélisme Russie-Italie qu'il révèle<sup>(\*\*)</sup>, rend encore plus évidente l'incompréhension de l'activité *politique* avec laquelle un Lénine et les bolcheviks ont ôté à Kerenski sa base de masse. Cette confiance, exprimée en novembre 1919, Gramsci continuera à la conserver encore un an après, quand la désagrégation des anciens combattants ne se résolvait pas dans la liaison avec le socialisme mais dans la dispersion du mouvement, et quand la polarisation interne du PPI, avec la formation d'une aile radicale représentée par Miglioli, ne se traduisait pas en liens politiques avec le mouvement de classe<sup>(\*\*\*)</sup>. La critique que Gramsci adressera à Serrati, pour ce qui concerne l'attitude prise par le parti à l'égard de cette composante fondamentale du mouvement de masse pendant les deux années rouges, semble donc excessivement sévère<sup>(\*\*\*\*)</sup>. Si ce jugement était désormais formulé dans l'optique d'une nouvelle formation politique, c'est que nous sommes en effet à la veille du Congrès de Livourne, bien que celui-ci ait dû être également, en grande partie, autocritique.

## *Considérations en guise de conclusion*

Ce n'est certainement pas un hasard si le rapport révolution-production soulève des problèmes aussi généraux dans un secteur décisif et aussi dans un domaine qui enregistre le point de plus grande rupture de Gramsci avec la tradition précédente : dans les campagnes, en effet, et dans les campagnes italiennes en particulier, le rapport capitaliste classique se manifeste par îlots, tandis que la sujétion au capital s'exerce à travers le marché, le motif de l'échange, la politique générale de l'État. Proposer donc, dans une réalité comme la réalité méridionale, avec une forte présence de rapports de production précapitalistes, sans le rouleau compresseur libérateur de l'expérience bourgeoise, dans une situation, pour évoquer un appel très célèbre d'Anna Kulishov, analogue à celle de 89 dans un contexte général dominé par le capital financier, proposer une gestion collective de la terre, avec des conseils de village, cela signifiait donner pour condition préalable ce qui devait être un point d'arrivée, cela signifiait confondre la conscience de l'avant-garde, ou de la classe ouvrière devenue consciemment protagoniste, avec celle qui pouvait être la conscience d'un mouvement de masse lequel, du fait de sa matrice sociale, est incapable d'aller au-delà d'une solution purement économique et corporatiste : le dépassement de cet horizon ne se produit que grâce à une intervention de l'extérieur, une intervention *politique* de la classe ouvrière.

---

(\*) *Les populaires*, déjà cité.

(\*\*) Sur ce problème, voir P. Spriano, *Introduction* déjà cité et M. L. Salvadori, *Gramsci et la question méridionale*, dans *Gramsci et le problème historique de la démocratie*, Einaudi, Turin 1970.

(\*\*\*) Voir sur les contradictions internes du Parti populaire italien, G. De Rosa, *Le Parti populaire italien*, Laterza, Bari 1966.

(\*\*\*\*) *Note communiste*, dans l'"Avanti!", édition piémontaise, 16 décembre 1920, et dans *L'Ordine nuovo*, déjà cité.

Arrivés à ce point, nous pouvons chercher à défaire les nœuds laissés irrésolus dans les pages précédentes. Si la conception de Gramsci n'est pas une conception purement prolétarienne de la révolution, elle présente cependant, au niveau de propositions organisationnelles nouvelles, de fortes analogies avec elle, puisqu'elle projette sur des couches sociales différentes une institution qui est ouvrière dans sa genèse. L'unification des différentes couches sociales, la liaison entre elles, ne peuvent pas, tant que la matrice sociale reste différente, se produire sur la base de la production, si ce n'est en formalisant les rapports et en faisant, sous une nouvelle forme, abstraction de la situation socialement et historiquement donnée dans laquelle chaque classe ou couche sociale vit et agit. L'unité du travail, industriel et agricole, manuel et intellectuel, connaissant un très haut développement technique et en contact élémentaire avec la nature – qui constitue la grande proposition de fond de l'hypothèse gramscienne – doit être recherchée sur le plan de la politique, laquelle aurait comme *contenu tendanciel* la caractérisation et la fondation d'un rapport avec le nouveau type de production développé par la révolution ouvrière.

Ces observations permettent d'affirmer que, relativement à la conception de l'État, Gramsci n'échappe pas du tout à des influences économistes, et le fait qu'il souligne avec force et de façon très importante le rapport de continuité qui lie la période qui précède à la période qui suit la prise du pouvoir le conduit à sous-évaluer les différentes formes dans lesquelles la lutte de classe et les rapports de classe s'articulent au cours de ces deux moments. L'indice le plus évident de cette limite nous semble être l'absence d'incidence attribuée par Gramsci aux forces politiques dans le processus révolutionnaire, et, plus généralement, le manque d'attention qu'il leur consacre. Il ne s'agit évidemment ni d'un oubli ni d'une absence de sensibilité à l'égard de ce niveau des problèmes, mais d'un choix précis, fondé sur une appréciation de la période traversée. En effet, un des éléments qui contribuent à caractériser comme révolutionnaire l'époque actuelle est, selon Gramsci, que « les institutions traditionnelles de gouvernement des masses humaines, qui étaient liées aux vieux modes de production et d'échange, ont perdu toute signification et toute fonction utile... La classe bourgeoise gouverne ses intérêts vitaux en dehors du Parlement... »<sup>(\*)</sup>.

L'insuffisance politique bourgeoise est par conséquent due à l'insuffisance de l'appareil de production. Il s'ensuit que les batailles décisives se mènent dans la société civile, au cœur du rapport de production, selon ce qui constitue, comme cela a été répété plusieurs fois et vu de manière analytique, l'axe portant de la conception du rapport État-révolution. La politique est donc toujours étroitement fonctionnelle par rapport à l'économie; c'est de là que part la réorganisation de la bourgeoisie. Gramsci maintiendra fermement cette appréciation jusqu'à affirmer en 1920 que le capitalisme, comme force politique, est à zéro :

« ...la force politique du capitalisme tend à s'identifier de plus en plus à la haute hiérarchie militaire, à la garde royale, aux multiples aventuriers qui pullulent après l'armistice et qui aspirent, chacun contre les autres, à devenir le Kornilov ou le Bonaparte italien, et c'est pourquoi la force politique du capitalisme ne peut se réaliser aujourd'hui que dans un coup d'État militaire et dans la tentative d'imposer une dictature nationaliste de fer... »<sup>(\*\*)</sup>

Et même les exemples que Gramsci présente comme confirmation de cette tendance sont très significatifs<sup>(\*)</sup>. Plus généralement, toute l'analyse des forces politiques italiennes est

---

<sup>(\*)</sup> *L'unité prolétarienne*, dans "L'Ordine nuovo", 28 février-6 mars 1920.

<sup>(\*\*)</sup> *Le parti communiste*, dans "L'Ordine nuovo", 9 octobre 1920.

<sup>(\*)</sup> « L'État bourgeois est en train de transformer l'armée nationale en une armée mercenaire : selon un plan minutieusement étudié, les soldats sont transférés de leurs régiments dans les légions de carabiniers, tout en gardant leur qualification spécifique. On forme les corps des carabiniers-artilleurs, de carabiniers-bombardiers, mitrailleurs, lance-flamme, du génie, etc... » (*Le problème de la force*, déjà cité).

conduite et orientée en fonction de l'idée de base sur laquelle s'appuie le jugement gramscien à propos de l'actualité de la révolution : c'est-à-dire l'incapacité de la bourgeoisie à contrôler les forces productives. Le bris des vieilles formations politiques et la constitution de nouvelles ont ici leur racine<sup>(\*\*)</sup>. En outre, il faudra encore tenir compte, pour comprendre les raisons de ce choix gramscien, des motivations alléguées sur la nécessité des conseils d'usine et sur l'urgence de leur constitution.

Même si ces considérations ne sont certainement pas secondaires pour établir un bilan du rôle assigné par Gramsci aux forces politiques, reste toutefois la question de fond : peut-on réduire l'État bourgeois, et plus généralement, toute forme de pouvoir politique, à « l'appareil juridique d'un pouvoir économique réel? »<sup>(\*\*\*)</sup>. C'est là une véritable norme pour ce qui concerne la substance et la caractérisation de la nature de classe d'une forme déterminée de domination politique, mais limiter l'État à cela est mécanique et étroit. L'État est plus complexe et les voies à travers lesquelles la bourgeoisie exerce sa capacité de direction et d'agrégation sont beaucoup plus nombreuses et capillaires que les formes institutionnelles spécifiques – magistrature, police, système juridique, etc. – dans lesquelles elle se manifeste. Dans l'analyse concrète de la crise italienne, et également dans l'élaboration de la conception de la révolution, Gramsci était allé beaucoup plus loin – et cela confirme que ce jugement définitoire rapporté ci-dessus a une valeur polémique, de rupture avec toute la tradition réformiste qui tend à considérer l'État comme une réalité neutre et à réduire le rôle du prolétariat à celui de "l'opposition" – en considérant l'État, dans sa base matérielle, comme un bloc de forces diverses, mais orientées et dirigées par une classe-guide. Ce qui, sur cette base, garantit que l'appareil institutionnel tout entier continue à fonctionner de manière unitaire dans la direction pour laquelle il a été créé, c'est l'existence d'un projet et d'une ligne politique qui réaffirme l'hégémonie et la capacité d'agrégation de la classe-guide. Le niveau auquel ce projet d'unification de forces sociales s'exprime est le niveau politique, et toutes les forces sociales tendent toujours à se reconnaître et à s'exprimer à travers leurs propres formes de conscience, leurs propres intellectuels et leurs propres formations politiques. C'est pourquoi, si le fait que la bourgeoisie ne réussisse pas à faire apparaître, à ce moment-là, une couche dirigeante unitaire, un personnel capable de faire face aux problèmes de l'époque, en préservant son bloc de pouvoir de la désagrégation, est indubitablement un signe d'une grave crise qui reflète l'explosion de contradictions dans l'économie, cela ne veut pas dire que ce niveau de lutte soit moins important ou décisif que l'effort d'une nouvelle agrégation sociale. Et même, le processus d'agrégation sociale alternative a non seulement sa manifestation au niveau politique, mais aussi son moment culminant.

Gramsci sait bien – mais l'on examinera cet aspect de manière plus analytique dans le prochain chapitre – que le conseil, dans la mesure où il tend à organiser toutes les forces liées à la production, indépendamment de leur orientation, de leur degré de conscience, etc., est un terrain de lutte politique et d'intervention spécifique du parti socialiste, parce que, si cette intervention n'avait pas lieu, on ferait le jeu du spontanéisme, et on lui offrirait la possibilité de réduire la révolte ouvrière et populaire à une perspective purement économique. Il sait bien également que le travail de création de ces institutions n'est pas suffisant et qu'il doit être accompagné par une utilisation révolutionnaire des instruments traditionnels que les grandes masses humaines considèrent encore avec confiance : c'est là toute la signification, léninienne, de son anti-abstentionnisme. Mais, comme on l'a vu, il s'agit d'un niveau de lutte négative, destructrice, et, en dernière instance, pédagogique, dans ce sens qu'il doit tendre à démontrer l'incapacité des institutions bourgeoises à résoudre les problèmes des masses. Cependant, la tendance générale de Gramsci est de considérer comme secondaire, et à la

---

(\*\*) *Sortons du dilemme!*, dans *"Avanti!"*, édition piémontaise, 29 novembre 1919, et dans *L'Ordine nuovo* déjà cité.

(\*\*\*) *Deux révolutions*, déjà cité.

limite de négliger, le cadre des forces politiques en tant qu'élément spécifique d'intervention, pour ce qui concerne l'action d'agrégation de forces sociales. Le rapport avec les mouvements qui ne sont pas de classe sont chez Gramsci idéologiques, non politiques.

Le fait qui frappe le plus en effet, à tant d'années de distance, c'est l'identité de jugement porté par Gramsci sur toutes les formes politiques et sur toutes les solutions que la bourgeoisie tentait tour à tour de proposer; Nitti, Giolitti<sup>(\*)</sup>, tous sont assimilés, jusqu'à identifier la politique giolittienne au fascisme naissant et à la réaction. Cette définition est employée de manière ambivalente, car elle caractérise en même temps une phase historique tout entière (le passage du capitalisme de la libre concurrence au monopole) et les débuts de l'activisme fasciste : « Le fascisme, c'est l'illégalité de la violence capitaliste : la restauration de l'État, c'est la légalisation de cette violence : on connaît la loi historique selon laquelle la coutume précède le droit »<sup>(\*\*)</sup>.

L'exagération extrémiste que Gramsci a en commun avec Bordiga, et avec les autres élaborations de la gauche révolutionnaire européenne, réside dans la mésestimation de la spécificité de formes politiques qui réclament des réponses spécifiques : Giolitti n'est pas le fascisme, même s'il tente de l'utiliser, et il ne se combat pas comme le fascisme; la limite de Bordiga réside de même dans le fait de répéter cela dans un cadre plus vaste et complexe : transformer un jugement historico-universel en critère d'évaluation et d'orientation politique immédiatement opérative. Il y avait à la base de cette exagération extrémiste non seulement une oscillation entre l'idéologie du modèle et la caractérisation de la spécificité italienne, mais surtout l'hypothèse de l'actualité de la révolution, de la désagrégation rapide du système bourgeois. L'alternative était nette et totalement fondée sur une hypothèse de radicalisation extrême. On excluait ainsi toute possibilité pour le mouvement ouvrier d'intervenir tactiquement, de manœuvrer en utilisant à son avantage les divisions de la bourgeoisie, en empêchant l'unification.

Gramsci ne tient pas compte de la référence constante que Lénine fera au fait que le capital est contradictoire et que la bourgeoisie n'est pas du tout une masse réactionnaire unique, mais potentiellement divisée<sup>(\*\*\*)</sup>, parce que la traduction en termes politiques de ce conseil léninien signifiait aussi une révision de la tactique même de parlementarisme négatif, ou de toute façon une orientation vis-à-vis de la politique social-démocrate et bourgeoise différente de celle qui était commune à toutes les formations politiques révolutionnaires. Bordiga eut avec finesse l'intuition de la portée politique de la position léninienne et il la rejeta<sup>(\*\*\*\*)</sup>; et Lénine lui-même, dans la *Maladie infantile du communisme*, en fait une application concrète à propos de la question allemande<sup>(\*)</sup>, mais ce ne sont que des ouvertures brèves et rapides qui n'ont pas de développement réel. Nous ne sommes pas encore au III<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale et à l'Exécutif élargi du 24 février-4 mars 1922.

---

(\*) Voir *Un programme de gouvernement*, dans l'"Avanti!", édition piémontaise, 30 mai 1920, et dans *L'Ordine nuovo* déjà cité; *Giolitti au pouvoir*, dans "L'Ordine nuovo", 12 juin 1920.

(\*\*) *Qu'est-ce que la réaction?*, dans l'"Avanti!", édition piémontaise, 24 novembre 1920, et dans *L'Ordine nuovo*, déjà cité.

(\*\*\*) Voir Lénine, *La maladie infantile du communisme*, et en particulier le chapitre VIII, « *Jamais de compromis?* », d'une importance fondamentale.

(\*\*\*\*) En commentant l'intervention polémique de Lénine contre la position qu'il soutenait à Moscou, Bordiga écrivait : « Alors que nous considérons que le moment est déjà venu d'écarter la tactique électorale, l'argumentaire de Lénine, si nous n'avons pas mal compris sa pensée, est de nature à pouvoir conduire également à remettre en discussion la tactique de l'appui ou de la participation aux ministères » (*La question du parlementarisme*, dans "Il Soviet", 3 octobre 1920). Pannekoek rejetait lui aussi la thèse des contradictions internes de la bourgeoisie (opus cité, page 243).

(\*) Voir les observations sur l'"opposition loyale" promise par le KPD au gouvernement socialiste à l'occasion de la tentative de coup d'État militaire de Kapp (*La maladie infantile du communisme*, déjà cité, Appendice II, *Communistes et Indépendants en Allemagne*).

La réflexion gramscienne fait, comme celle de Bordiga, partie intégrante de l'effort tendant à élaborer, dans une perspective révolutionnaire, une nouvelle définition de la politique qui rompt avec la tradition parlementaire social-démocrate. Et sa perspective est même encore plus vaste, plus articulée ou plus originale, que celle de Bordiga, car elle est totalement fondée sur la condition essentielle des masses en tant que protagonistes actifs et créateurs de l'histoire : même si c'est Gramsci qui est allé le plus loin sur cette voie, en représentant le point le plus élevé d'acquisition du léninisme dans des conditions historiquement données, et même si c'est celui qui a fourni les éléments essentiels pour le saut qualitatif et non réversible dont il sera le protagoniste à l'intérieur du PCd'I constitué de 1923 à 1926, il opère pourtant, dans la période ordinoviste, à l'intérieur d'une optique qui a sa matrice dans la II<sup>e</sup> Internationale : l'articulation réelle de ce que veut dire le rôle dirigeant de la classe ouvrière n'est pas résolue. Ce caractère a été relevé au niveau de l'État, et il sera confirmé à nouveau au niveau du parti. Le problème de la nouvelle définition d'une politique de la classe ouvrière passe, en plus de la définition du rôle joué par les autres couches socialisées, à travers l'identification des modes par lesquels s'exprime la critique objectivement anti-capitaliste de couches sociales subalternes qui sont entrées en mouvement avec la mise en discussion de la direction bourgeoise de la société. Si, au niveau de la classe ouvrière, cette tendance s'exprime par la critique de masse de l'organisation capitaliste du travail, pour les autres couches sociales, le problème demeure indéfini, dans ces années-là du moins. On pourrait, pour mieux sérier la question, rappeler les considérations que Gramsci développait sur le rapport entre les intellectuels et la classe ouvrière en 1924, et ensuite dans son écrit *Quelques thèmes*, relativement à la signification qu'avait le détachement d'une série de cadres intellectuels vis-à-vis de l'hégémonie bourgeoise, et rappeler surtout l'activité politique qu'il tendait à mettre en œuvre et qu'il poussait les autres camarades à adopter à l'égard des paysans<sup>(\*\*)</sup>. Mais il s'agit précisément de documents qui ont trait à une phase suivante, dans laquelle les apories et les limites des deux années rouges sont définitivement dépassées.

---

(\*\*) Toute la correspondance 1923-24 est un document essentiel de ce processus. Voir la lettre du 9 février 1924 (P. Togliatti, *La formation..* déjà cité).

### III. Les institutions de la révolution

#### *La position du problème*

L'actualité de la révolution et la conception de la révolution comme création d'un nouveau type d'État sont à la base de la révision profonde à laquelle Gramsci soumet la validité et le rôle des institutions du mouvement ouvrier. Si l'associationnisme, écrit Gramsci, est la racine et le caractère essentiel de la révolution prolétarienne, les formes qu'il prend sont cependant historiquement déterminées par le rapport réel entre les classes et par les lois de fonctionnement du marché. Dans la période de domination de la bourgeoisie, le mouvement ouvrier « n'a été qu'une fonction de la libre concurrence capitaliste »<sup>(\*)</sup>. Les institutions ouvrières vivaient et se développaient dans ce cadre-là, dans la mesure où « les lois de l'histoire étaient dictées par la classe des propriétaires organisée dans l'État ». La conscience de cette réalité comporte une valeur politique différente pour les deux courants politiques du mouvement ouvrier : les syndicalistes révolutionnaires sautaient une phase historique entière en perdant le contact avec la réalité et donc la possibilité d'une intervention positive; les réformistes, malgré toutes leurs graves limites, travaillaient dans la réalité des choses, ils n'étaient pas déphasés par rapport à celle-ci, et le parti socialiste a réussi dans sa mission : « Faire que le prolétariat devienne quelque chose alors qu'il n'était rien auparavant, lui donner une conscience, apporter au mouvement de libération un sens direct et vital qui correspondait, dans les lignes générales, au processus de développement historique de la société humaine »<sup>(\*\*)</sup>.

Dans une situation différente, qui est caractérisée par la perte de la direction par la bourgeoisie, et dans laquelle la contradiction entre le développement des forces productives et les rapports de production a atteint des niveaux très élevés, les institutions traditionnelles du mouvement ne parviennent plus à exprimer l'anti-capitalisme de masse et la disponibilité politique des masses. Le syndicat, parce que la lutte économique tend de plus en plus à se transformer en lutte politique; le parti, dans la mesure où l'initiative politique ne s'exerce plus, positivement, en participant en qualité d'individu-citoyen à la modification de la société. De nouvelles institutions sont donc nécessaires; tandis qu'elles assument la tâche de remplacer le syndicat dans sa fonction essentielle, ces institutions doivent également assurer le développement d'un rôle politique des masses organisées de la sorte : c'est par cette expérience que passe aussi la modification des institutions traditionnelles, aussi bien du fait du rôle général joué par rapport à la dynamique du mouvement que du fait de la structure interne. Et donc pour Gramsci, tandis que le conseil représente l'instrument organisationnel qui assure la présence simultanée de l'économie et de la politique, il constitue également le pivot autour duquel s'opère la reclassification du syndicat et du parti, et par conséquent la solution du vieux problème classique, fondamental pour toute politique révolutionnaire réaliste dans un pays à fortes traditions organisationnelles syndicales, du rapport parti-syndicat, lequel reproduisait, au niveau des institutions, la scission entre l'économie et la politique.

Gramsci sait bien que dans la phase de l'actualité de la révolution, de la restructuration générale du rapport entre les classes, « le problème essentiel de la révolution est le problème des rapports de force entre les institutions : mais avant que ce soit entre les institutions

---

<sup>(\*)</sup> *La conquête de l'État*, déjà cité.

<sup>(\*\*)</sup> *Ibidem*.

prolétariennes et les institutions bourgeoises, c'est un problème de force entre les différentes institutions mêmes du prolétariat »<sup>(\*)</sup>. La question n'était pas une question de définition théorique des institutions et des rapports entre elles, mais une question *politique* : en premier lieu, parce qu'une conception différente sur le rôle d'une institution signifiait une évaluation différente de la phase historique traversée, du rapport existant entre les classes et de la tâche qui revenait à la classe ouvrière. C'est-à-dire qu'elle caractérisait une différenciation interne du mouvement – réformistes et révolutionnaires – qui se reflétait de manière emblématique dans des institutions et des organes ouvriers différents : syndicat et groupe parlementaire d'un côté, parti et conseil de l'autre.

Le rapport différent entre les institutions et la modification de leur structure interne faisaient parties intégrantes de cette "crise idéologique" du prolétariat à laquelle on a fait allusion précédemment. Ce qui est immédiatement clair pour Gramsci, c'est que la critique du réformisme, de la social-démocratie et du rôle assigné au mouvement ouvrier par celle-ci dans le dépassement de la crise du capitalisme, ne pouvait pas être seulement une bataille d'idées, mais, pour être réelle, elle devait se traduire en termes d'organisation. Le dépassement de la spontanéité, du corporatisme, de la division entre les différents secteurs de la force de travail – qui est à la base, comme on l'a vu, de l'élaboration conseilliste – a ici sa matrice théorique : et si le fait que Gramsci se soit posé plus tardivement que d'autres le problème d'une différenciation organisationnelle, y compris au niveau politique, exige une explication de ce retard, cela n'empêche pas qu'il avait clairement à l'esprit le niveau auquel la lutte interne dans le mouvement ouvrier devait se mener. En anticipant sur ce que l'on dira par la suite avec beaucoup plus de détails, l'accent mis par Gramsci sur une différenciation organisationnelle qui ne se déroule pas exclusivement sur un plan politique ne réside pas du tout dans la place secondaire qu'il attribuerait au parti dans le processus révolutionnaire, mais dans la conscience aiguë que le saut qualitatif de tout le mouvement passait par la combinaison de l'économie et de la politique, et que la tâche spécifiquement politique de l'avant-garde consistait à identifier les instruments adéquats à ce saut; cette conscience avait en outre sa matrice dans une réalité historiquement déterminée par la production industrielle moderne, par la présence de grandes masses humaines unifiées par le processus productif, organisées de puis longtemps dans des associations syndicales fortes et avec de grandes traditions de lutte. Dans ce contexte, une différenciation purement politique ne suffisait pas, n'avait pas une incidence de pénétration suffisante entre les protagonistes du processus révolutionnaire et risquait de demeurer déphasée par rapport aux formes et aux modes dans lesquels s'exprimait la volonté de rupture.

Il y a une observation, que Gramsci fait à propos des ferments révolutionnaires dans le monde anglo-saxon et de l'importance du développement de nouvelles formes organisationnelles de base (les *shop stewards* en Angleterre et les IWW aux États-Unis)<sup>(\*\*)</sup>, qui a valeur de caractérisation générale, y compris de l'expérience ordinoviste. La tendance, que l'on peut relever dans ces pays, à la création d'un grand syndicat unique est un phénomène important dans la mesure où il pose non seulement les prémisses de la victoire face à la concentration que la bourgeoisie a réalisée, mais elle démontre que « La forme traditionnelle de l'organisation trade-unioniste s'est montrée insuffisante pour réaliser la discipline nécessaire pour les formes nouvelles prises par la lutte de classe ». Si l'organisation par métier est la force de l'organisation trade-unioniste et si elle est aussi le signe de son corporatisme, l'élément qui est étroitement combiné à cela, c'est la forte tradition à l'organisation. « Dans les pays anglo-saxons, réaliser cette unité révolutionnaire des masses organisées considérables

(\*) *Les élections*, déjà cité.

(\*\*) Sur le mouvement révolutionnaire en Amérique et en Angleterre, une riche documentation est fournie aux militants italiens par "Comunismo". Le manifeste que le CE de l'IC adresse aux IWW (voir "Comunismo" 1<sup>o</sup>-15 août 1920) est très important. Sur le syndicalisme révolutionnaire en Amérique, voir aussi P. Renshaw, *Le syndicalisme révolutionnaire aux États-Unis*, Laterza, Bari 1970.

signifie triompher dans la lutte »<sup>(\*)</sup>. C'est là un fait qui sera toujours présent dans la réflexion gramscienne, y compris dans une période suivante<sup>(\*\*)</sup>, et qui constitue, comme on le sait, le noyau essentiel de la thématique léninienne à partir de 1920.

Cette référence gramscienne contribue également à éclairer le second aspect important du problème politique du rapport entre les institutions du mouvement ouvrier : Gramsci sait bien qu'une différenciation organisationnelle s'empare directement de toute la structure élaborée historiquement par le mouvement ouvrier et qu'elle pose le problème historico-théorique fondamental du rapport avec la tradition. L'on a déjà fait allusion à la façon dont Gramsci pose cette question et se différencie de l'extrême gauche internationale : en mettant au centre du processus révolutionnaire les masses telles qu'elles sont conditionnées historiquement et socialement, le rapport avec la tradition se ramène à celui d'une direction politique qui, sans sauter ce niveau réel, intervient sur lui et le pousse plus avant. C'est l'effort gramscien pour échapper à la tentation d'une refondation palingénésique et d'établir un rapport critique avec la tradition sans y rester pris au piège.

## *Syndicat et conseil*

L'analyse du rôle du syndicat dans la phase de l'actualité de la révolution tourne autour d'une évaluation fondamentale : cette organisation ouvrière est fonctionnelle avec le marché du travail capitaliste. L'ouvrier y adhère en tant que salarié, et que possesseur d'une marchandise, la force de travail, qu'il doit vendre et négocier. Avec cette caractéristique fondamentale qui en détermine la fonction, le syndicat présuppose la division en classes et sa plus grande possibilité d'expansion est de parvenir à créer un monopole de la demande de travail et à limiter ainsi la liberté du capitaliste qui bénéficie d'une situation de libre concurrence entre les ouvriers, mais

« tous les résultats, toutes les victoires de l'action syndicale se fondent sur les bases anciennes : le principe de la propriété privée demeure intact et fort, l'ordre de la production capitaliste et l'exploitation de l'homme par l'homme demeurent intacts et même ils se compliquent en formes nouvelles. La journée de huit heures, l'augmentation des salaires, les bénéfices de la législation sociale, ne touchent pas au profit... C'est-à-dire que le capitalisme fait retomber sur les masses nationales amorphes ou sur les masses coloniales les frais généraux accrus de la production industrielle. »<sup>(\*\*\*)</sup>

C'est la mésestimation, typique de tout mouvement révolutionnaire dans une situation de crise sociale aiguë et de radicalisation croissante, du travail d'organisation et de lutte; c'est le mythe de Sisyphe qui caractérisait si fortement la critique anti-syndicale de Rosa Luxemburg<sup>(\*\*\*\*)</sup>. Mais il ne s'agissait pas seulement de cela. La critique de l'inadéquation du syndicat à constituer la base du pouvoir prolétarien avait chez Gramsci deux objectifs polémiques bien caractérisés : le syndicalisme réformiste et le syndicalisme révolutionnaire.

Le premier, nettement majoritaire dans le mouvement ouvrier italien, était inadéquat à la tâche historique de la classe ouvrière, non seulement en tant qu'organisation, dans la mesure où il tendait à offrir une plate-forme revendicative économique-corporatiste à une crise qui était politique et qu'il tendait par conséquent à contenir la crise du capitalisme à l'intérieur

---

(\*) A. G., *Les grèves du Canada*, dans "L'Ordine nuovo", 21 juin 1919.

(\*\*) Voir les thèses sur la question syndicale élaborées à l'occasion du II<sup>e</sup> Congrès du parti en 1922.

(\*\*\*) *Les syndicats et la dictature*, dans "L'Ordine nuovo", 25 octobre 1919.

(\*\*\*\*) Voir *Grève de masse, parti et syndicat*, dans *Écrits politiques*, déjà cité. Sur cet aspect particulièrement important de la critique luxemburgienne voir P. Nettln, *Rosa Luxemburg*, Il Saggiatore, Milan 1970.

de termes purement économiques, mais aussi parce qu'il éludait une condition essentielle qui était devant la classe ouvrière avant qu'elle puisse jouer un rôle dirigeant, c'est-à-dire son unification. La structure syndicale moderne se fonde sur le métier et cela signifie que les ouvriers s'unissent « en fonction de leur instrument de travail ou de la matière à transformer, c'est-à-dire... en fonction de la forme que le régime capitaliste leur imprime... »<sup>(\*)</sup>. En plus du corporatisme qui est réaffirmé plus généralement en élaborant des perspectives et des solutions économiques à une crise qui est politique, l'éparpillement et le rôle subalterne de la classe sont confirmés au niveau de l'énorme éventail de qualifications et de fonctions induites par la division sociale capitaliste du travail.

Selon Gramsci, le syndicalisme révolutionnaire exprime, d'une manière encore plus précieuse, malgré l'apparent radicalisme de ses formulations, l'orientation anti-capitaliste qui provient de la base: et ceci explique la dureté particulière de la critique gramscienne. En effet, ce courant non seulement attribue une fonction éversive à un instrument qui ne peut pas en avoir étant donné la façon dont il est structuré, et il ouvre par conséquent la porte à la démagogie, mais il finit aussi par ne pas même lui faire assumer cette fonction essentielle pour laquelle il a été créé et qu'au moins le syndicalisme réformiste accomplit : la défense du salaire et la possibilité tendancielle d'organiser l'ensemble de la force de travail. L'unique résultat est une division ultérieure de la classe ouvrière<sup>(\*\*)</sup>.

La caractérisation de ces interlocuteurs sert à définir historiquement l'élaboration conseilliste de Gramsci et à ramener à de plus justes proportions le jugement, reproduit précédemment, sur l'inanité, en soi, du travail syndical. Le combat de Gramsci est avant tout un combat politique destiné à surmonter les deux visages du corporatisme qui est traditionnellement présent dans le mouvement ouvrier italien, et en second lieu à poser et à résoudre le problème de la possibilité, dans la période de l'actualité de la révolution, de la transformation de toute action catégorielle, syndicale et corporative, en action politique générale :

« Puisque la période que nous traversons est typiquement révolutionnaire, il ne peut plus exister... de questions corporatives; non seulement il serait tout à fait absurde que des actions à caractère étroitement corporatiste partent d'"en haut", du centre, qui est aux mains des adhérents du Parti, mais, si la poussée vers des mouvements pour les horaires de travail et les salaires s'impose à partir du bas, à partir des masses, toutes les énergies révolutionnaires doivent être déchaînées afin d'organiser et de discipliner les masses de manière adéquate ... »<sup>(\*\*\*)</sup>.

Pour Gramsci, cet objectif peut être assuré non seulement par la ligne générale choisie, y compris pour une action syndicale, mais il ne peut être garanti de façon permanente que par des institutions qui permettent ce passage sur une base de masse. L'action syndicale et revendicative n'est donc pas sous-évaluée par Gramsci (comme cela pouvait le paraître si l'on s'en tient à la citation reproduite plus haut et comme cela du reste ne pouvait pas l'être une fois que les masses réelles sont prises comme protagonistes du processus révolutionnaire), mais seulement concrétisée, développée et institutionnalisée, dans une activité qui parvienne chaque fois à la renverser dialectiquement en croissance politique de masse.

Les conseils d'usine, au cours de leur brève expérience, ont eu et ont joué un rôle essentiellement syndical : cet élément résulte avec clarté de deux documents importants : le

---

<sup>(\*)</sup> *Syndicalisme et conseils*, dans "L'Ordine nuovo", 8 novembre 1919.

<sup>(\*\*)</sup> « Les syndicalistes pseudo-révolutionnaires d'Italie sont souvent conduits à discuter la question de savoir s'il ne conviendrait pas de faire du syndicat... un cercle fermé, ne comprenant que les "révolutionnaires", la minorité audacieuse qui entraîne les masses froides et indifférentes... » (ibidem).

<sup>(\*\*\*)</sup> *Parti et syndicats*, dans "L'Ordine nuovo", 21 août 1920.

programme des commissaires d'atelier<sup>(\*)</sup> et le rapport du comité exécutif de la Fiat-Centro<sup>(\*\*)</sup>. Cette activité syndicale tendait à se charger de la négociation lors de moments d'importance décisive (augmentations de salaire, introduction du chronométrage pour l'évaluation des prix des travaux à la pièce, licenciements), et elle était en outre menée avec des critères fortement radicaux (à travail égal salaire égal, réduction de l'éventail des catégories, réduction de l'horaire de travail, augmentations salariales non différenciées)<sup>(\*\*\*)</sup>. Malgré tout, il est également évident, dans les deux documents, que l'on s'efforce de ne pas limiter les tâches du conseil à ce domaine syndical et de dépasser concrètement ce domaine par la fixation d'objectifs précis : le comité exécutif de la Fiat-Centro, par exemple, déterminait, à côté de la fonction minimale des commissaires d'atelier, qui s'articulait « autour des réclamations en tout genre », une fonction maximale, comprise comme « le développement d'une activité dans le domaine technique, politique et disciplinaire », décrite de manière détaillée<sup>(\*\*\*\*)</sup>.

Il est difficile d'échapper à l'impression qu'il s'agit là d'une solution formellement verbale qui ne parvient pas à fixer sous forme d'objectifs concrets les tâches non syndicales du conseil : en effet l'accent est mis davantage sur la définition des devoirs des commissaires, des tâches qu'ils doivent accomplir une fois qu'ils occupent cette fonction, que sur la fixation d'objectifs donnés, inhérents au conseil en tant que tel. On finissait même, pour l'essentiel, par appauvrir la portée politique réelle du conseil.

Récemment, dans une reconstitution du débat entre "L'Ordine nuovo" et "Il soviet", qui se fondait précisément sur les indications formulées par ces documents, l'on est parvenu à une conclusion essentiellement négative et critique de l'expérience des conseils, en tant que mouvement qui non seulement ne dépassait pas l'ampleur du champ syndical, mais qui posait également les conditions objectives d'une hypothèse collaborationniste<sup>(\*\*\*\*\*)</sup>. Et même, en se référant à une intervention parue dans "L'Ordine nuovo" sur le programme des commissions internes, on reprend un jugement négatif traditionnel de Bordiga sur l'ordinovisme en tant qu'anticipation d'une société future et par conséquent singulièrement mystifiante par rapport aux tâches du moment<sup>(\*\*\*\*\*)</sup>, avec ce résultat que l'on aboutit toutefois à une incompréhension fondamentale de la position gramscienne. La composante politique du conseil ne se caractérisait pas pour Gramsci par un objectif déterminé, si ce n'est par la signification générale que l'existence et l'activité du conseil prenaient dans le cadre du rapport entre les classes, là où l'exploitation et l'aliénation ouvrières avaient lieu :

« ... La lutte de conquête doit être menée avec des armes conquérantes et non plus de seule défense. Une organisation nouvelle doit se développer comme antagoniste direct des organes patronaux; elle doit donc naître spontanément sur le lieu de travail, et réunir tous les travailleurs, dans la mesure où, en tant que producteurs, ils sont tous assujettis à une autorité qui leur est étrangère et dont ils doivent se libérer. »<sup>(\*\*\*\*\*)</sup>

Les objectifs que Gramsci, au nom de la section socialiste turinoise, assignait aux conseils étaient très modestes et délibérément greffés sur une problématique syndicale : les conseils ouvriers et paysans étaient constitués « sur la première base d'un élargissement de l'action syndicale qui n'était plus orientée vers la conquête d'améliorations d'horaire ou de salaire, mais qui était orientée vers la position de la question du contrôle prolétarien sur les

---

(\*) "L'Ordine nuovo", 8 novembre 1919.

(\*\*) "L'Ordine nuovo", 27 mars 1920.

(\*\*\*) Ibidem.

(\*\*\*\*) Ibidem.

(\*\*\*\*\*) R. Alcara, *La formation et les premières années du Parti communiste italien dans l'historiographie marxiste*, Jaca Book, Milan 1970, page 60, note 28.

(\*\*\*\*\*) Ibidem, page 177 et suivantes.

(\*\*\*\*\*) *Pour le congrès des conseils d'usine*, opus cité.

instruments de travail et sur la production industrielle et agricole »<sup>(\*)</sup>. En dehors de la préoccupation d'éviter une rupture verticale avec l'organisation syndicale existante, il y avait aussi l'effort de rendre ces nouvelles institutions vitales, ancrées solidement dans les masses et dans leurs revendications, afin d'atteindre une appréciation plus complexe et plus générale du mécanisme d'exploitation. La signification politique résidait dans le fait que le conseil introduisait, du fait même de son existence, une contradiction à l'intérieur de l'usine, en identifiant la classe ouvrière comme réalité unitaire et autonome vis-à-vis du capitaliste : c'est précisément parce que chaque acte des commissaires était orienté vers cet objectif que même la plus modeste activité, même l'acquisition de capacités et de notions *techniques*, ne comptaient pas tant par elles-mêmes que par la signification qu'elles prenaient<sup>(\*\*)</sup>. C'est là au fond le sens de la réponse donnée par Gramsci à l'article de R. X., et à la critique qui était avancée dans l'hypothèse d'une anticipation d'une problématique propre à la période communiste : Gramsci répond non pas tant avec une conception "mythifiée" des conseils, comme le considère Alcara<sup>(\*\*\*)</sup>, mais en insistant sur le caractère dialectique du processus historique, sur l'absence de séparation nette entre les moyens et les fins, entre l'avant et l'après :

« Il faut concilier les exigences du moment actuel avec les exigences de l'avenir, le problème du "pain et du beurre" avec le problème de la Révolution, convaincus que nous sommes que dans l'un il y a l'autre, que dans le plus il y a le moins, que les institutions traditionnelles se renforcent dans les institutions nouvelles, lesquelles sont cependant les seules à avoir le ressort du développement de la lutte de classe qui doit atteindre sa phase maximale dans la dictature prolétarienne... »<sup>(\*\*\*\*)</sup>.

La signification politique résidait dans la constitution du conseil, dans le dépassement des fonctions syndicales traditionnelles, dans le choix politique qui, selon Gramsci, devait se situer en amont de sa constitution : c'était l'intervention consciente du parti – aussi bien dans la diffusion des conseils que dans leur direction interne – qui devait attribuer à l'action des conseils une portée révolutionnaire. Ce n'est du reste pas un hasard si c'est précisément sur la question du contrôle que se déroule un grand conflit de classe, qui est politique dans la mesure où il tend à modifier le rapport de force entre les classes. D'ailleurs, cet élément, qui confirme encore une fois la conscience précise que le groupe de "L'Ordine nuovo" avait de l'importance primordiale d'une direction globale du mouvement ouvrier, était exprimé avec netteté dans un article, déjà cité, de différenciation critique par rapport à une hypothèse collaborationniste des conseils : « La constitution des conseils n'a de valeur que si on la conçoit comme le début d'un processus révolutionnaire, l'exercice du contrôle n'a de signification que s'il est un acte, un moment de ce processus »<sup>(\*\*\*\*\*)</sup>.

Toutefois, à part le problème du rapport parti-conseils sur lequel on reviendra plus amplement par la suite, ce qu'il importe de souligner c'est que, y compris au niveau syndical, c'est-à-dire dans l'obtention de ces objectifs qui ont été définis précédemment, le conseil marque une différenciation profonde par rapport au syndicat traditionnel. Il suffit de penser seulement au pacte d'alliance qui liait le syndicat et le parti en Italie et à la signification qu'il avait non seulement dans une perspective stratégique révolutionnaire mais aussi dans le fait d'empêcher le parti d'intervenir dans des domaines et des secteurs décisifs comme l'usine : celle-ci demeurait réservée au syndicat et elle était uniquement le terrain de la lutte syndicale. L'hypothèse conseilliste de développement de la commission interne tendait à dépasser cette

---

(\*) *Programme d'action de la section socialiste turinoise*, dans "L'Ordine nuovo", 24-31 janvier 1920.

(\*\*) *Aux commissaires d'atelier des usines Fiat Centro et Brevetti*, dans "L'Ordine nuovo", 13 septembre 1919.

(\*\*\*) R. Alcara, opus cité, pages 163-64.

(\*\*\*\*) Voir "L'Ordine nuovo", 23 août 1919.

(\*\*\*\*\*) *Contrôle de classe*, dans "L'Ordine nuovo", 3 janvier 1920.

distinction et à faire de l'usine un terrain d'intervention politique : cette orientation remettait déjà complètement en discussion les rapports entre les différentes institutions du mouvement ouvrier et elle servait à donner une respiration politique, une expression déterminée, aux forces productives qui s'étaient énormément développées. Il ne s'agissait pas cependant d'une intervention politique générale, et par conséquent générique et de propagande, mais cette intervention devait plutôt avoir pour but la généralisation politique d'expériences de masse et d'une condition sociale historiquement donnée comme la condition ouvrière : les faits que la solution du comité exécutif de la Fiat-Centro rapporte peuvent tous être ramenés à un élément commun, dans la mesure où ils concernent l'organisation capitaliste du travail et tendent à y opposer un critère de réorganisation fondé sur le travail. C'était la présence de cet élément – qui, dans son essence, est politique, d'opposition de classe – qui empêchait que la simple intervention syndicale du commissaire d'atelier ne demeure ainsi cantonnée à ce domaine mais qui faisait qu'elle tendait immédiatement à le dépasser, en généralisant la lutte, en unifiant les expériences, en retrouvant l'unité du travail. L'hypothèse d'un syndicat nouveau, qui était cependant implicite dans l'expérience conseilliste, avait, avec cet élément-là, son caractère différentiel et sa valeur explosive :

« ...les organismes syndicaux eux-mêmes tireront une nouvelle vigueur vitale du contact intime avec les organismes représentatifs d'usine; la structure bureaucratique oppressante se brisera, on cherchera à dépasser, y compris dans le domaine syndical, le principe de l'union par métier, à appliquer le principe nouveau de l'union par unité de production, par industrie, en préparant de cette manière des organismes qui auront en eux la capacité, dans un très proche avenir, non plus de réguler les conditions du marché de la main-d'œuvre salariée, mais de coordonner l'œuvre des producteurs associés pour faire valoir, dans le domaine économique, leur seule volonté »<sup>(\*)</sup>.

C'est du fait de cette hypothèse différente d'organisation du syndicat, qui est étroitement liée à une conception différente de sa fonction, que survenait le conflit avec les organisations syndicales existantes : c'était un conflit de ligne, de perspective, de jugement sur la situation historique, qui prenait corps concrètement sur le problème de l'organisation. Spriano a examiné efficacement quelles étaient les conditions des commissions internes et quel était leur rapport avec les syndicats<sup>(\*\*)</sup>, et par conséquent la valeur de bouleversement que prenait la proposition ordioviste de l'élection des commissaires par l'ensemble des ouvriers<sup>(\*\*\*)</sup>. Apparemment, le différend portait sur le droit de vote ou non des non syndiqués, question sur laquelle on doit noter de nombreuses interventions dans "L'Ordine nuovo"<sup>(\*\*\*\*)</sup>, mais en réalité il s'agissait de beaucoup plus. Il y avait d'un côté la méfiance traditionnelle des promoteurs et des tuteurs des grandes organisations syndicales à l'égard des énergies sociales nouvelles que le développement impétueux de l'industrie avait fait affluer en ville et dans la production (les phénomènes démographiques du mouvement des campagnes vers les villes s'étaient intensifiés durant la guerre : Turin était passée de 456 000 habitants en 1915 à 525 000 en 1918; Milan, de 645 000 à 703 000, Gênes, de 295 000 à 378 000)<sup>(\*\*\*\*\*)</sup> : des forces politiquement peut-être immatures, mais qui étaient porteuses d'une grande charge de lutte et d'une forte disponibilité politique potentielle; de l'autre, il y avait l'incompréhension face à l'incapacité des organisations existantes à contenir, à discipliner et à diriger, la poussée

(\*) *Pour le congrès des conseils d'usine*, déjà cité.

(\*\*) P. Spriano, *Introduction à La culture italienne*, déjà cité; voir aussi G. Maione, déjà cité.

(\*\*\*) Voir O. Pastore, *Le problème des commissions internes*, dans "L'Ordine nuovo", 16 août 1919.

(\*\*\*\*) Voir R. X., *Le problème des commissions internes*, dans "L'Ordine nuovo", 23 août 1919; A. Viglono, *Vers de nouvelles institutions*, dans "L'Ordine nuovo", 30 août 1919; M. Montagna, *Le revers de la médaille*, dans "L'Ordine nuovo", 15 novembre 1919; *Discussions sur les conseils d'usine*, dans "L'Ordine nuovo", 22 novembre 1919; A. Tasca, *Le problème des non syndiqués*, dans "L'Ordine nuovo", 20 décembre 1919.

(\*\*\*\*\*) G. Procacci, *Remarques au sujet de la crise...*, déjà cité.

de classe de l'après-guerre, la très forte demande politique qui se manifestait par l'augmentation vertigineuse, durant les deux années rouges, du nombre des syndiqués. Le désaccord se situait dans le rapport entre la constitution rapide de ces nouveaux organismes de lutte et les centrales syndicales : dans son commentaire lucide présenté à l'assemblée de la section métallurgique turinoise, Togliatti percevait bien les deux thèses présentes :

« ...ou bien accepter la réalité dans toute son extension, c'est-à-dire reconnaître sans réticences et sans sous-entendus que, pour les ouvriers, la constitution des conseils est une nouvelle forme de lutte de classe, qui est adaptée à la période dans laquelle nous vivons..., ou bien se limiter à considérer l'origine des conseils comme étant un fait interne à l'organisation de résistance, fait qui doit par conséquent être tenu dans les limites de l'organisme fédéral existant, être discipliné par lui, rentrer en somme dans les anciens cadres. »<sup>(\*)</sup>

C'est cette dualité de thèses qui, comme on le sait, passera aussi à l'intérieur de la rédaction même de "L'Ordine nuovo", avec la différenciation de Tasca<sup>(\*\*)</sup>.

En définitive, le débat sur le vote des non syndiqués, et plus généralement sur les conseils, caractérisait la contradiction entre une proposition, traditionnelle, de représentation déléguée du prolétariat, et une autre proposition, radicalement démocratique, qui tendait à faire de la classe, dans sa totalité, le protagoniste direct et actif de sa propre histoire. C'est là un thème qui a une large place dans les colonnes de "L'Ordine nuovo" et dans les écrits de Gramsci, et qui constitue l'élément qui rapproche le plus l'élaboration gramscienne de celle des formations d'extrême gauche européennes : la critique de l'organisation syndicale est un moment général de cette "autocritique" du prolétariat qui est la condition pour le déplacement et l'usage révolutionnaires de ses instruments de lutte; elle représente la conquête et la gestion directe de ses propres organisations, en empêchant qu'elles se traduisent en liens et en organismes qui tendent à acquérir une vie propre indépendante des organisés, ce qui les transformerait ainsi en un pouvoir étranger :

« Les ouvriers s'aperçoivent que l'ensemble de "leur" organisation est devenu un appareil si énorme qu'il a fini par obéir à ses propres lois... lesquelles sont étrangères à la masse qui a acquis la conscience de sa mission historique de classe révolutionnaire... Ils s'aperçoivent que chez eux également, dans la maison qu'ils ont construite avec ténacité et des efforts patients, en la cimentant de leur sang et de leurs larmes, la machine écrase l'homme, le fonctionnement stérilise l'esprit créateur... »<sup>(\*\*\*)</sup>.

C'est une réalité qui ne peut pas être surmontée grâce à un changement d'hommes ou de ligne<sup>(\*\*\*\*)</sup>, mais seulement en modifiant l'organisation en tant que telle et en la remettant aux syndiqués : l'organisation fondée sur la participation de l'ouvrier en tant que salarié, en tant que possesseur d'une marchandise, doit être remplacée par une autre organisation dans laquelle l'ouvrier entre pour en faire partie en tant que travailleur. À une réalité de division en classes, présumée par le syndicat, on oppose une réalité d'unification tendancielle du travail dont le conseil est l'anticipation. Ce sont ces éléments qui expliquent pourquoi chez Gramsci la réflexion sur les deux institutions est si insistante et pourquoi l'effort pour établir des rapports de coexistence est aussi torturant.

---

(\*) *L'assemblée de la section métallurgique turinoise*, dans "L'Ordine nuovo", 8 novembre 1919.

(\*\*) *Les valeurs politiques et syndicales des conseils d'usine*, dans "L'Ordine nuovo", 29 mai 1920.

(\*\*\*) *Syndicats et conseils*, déjà cité; voir dans le même sens, et avec carrément la même formulation, A. Pannekoek, opus cité.

(\*\*\*\*) Un exemple efficace de la limite extrême jusqu'à laquelle la vieille organisation syndicale pouvait aller est donné par Togliatti quand il analyse les propositions de rénovation fournies par le comité directeur de la section métallurgique de Turin (*L'assemblée de la section...*, déjà cité).

Le développement des commissaires d'atelier est très rapide dans la période août-septembre 1919 et il intéresse les noyaux les plus combattifs de la classe ouvrière turinoise : Fiat-Centro, Fiat-Brevetti, où avaient voté également les non syndiqués<sup>(\*)</sup>, Fiat Diatto, Lingotto, Savigliano et Lancia<sup>(\*\*)</sup>. L'impact de la réflexion ordinoviste sur le mouvement de création originale de ces nouvelles institutions à partir du bas, impact qui est reconnu et confirmé à nouveau récemment par une étude intéressante, avec un appareil fortement critique à l'égard de l'expérience ordinoviste<sup>(\*\*\*)</sup>, soulève immédiatement des problèmes de coexistence et de coordination avec les ligues de métier et avec la Bourse du Travail. La ligne choisie par le groupe de "L'Ordine nuovo", et qui sera ensuite fortement présente de façon problématique chez Gramsci, est d'éviter une cassure verticale avec le mouvement syndical, d'éviter d'introduire un déchirement profond dans le tissu vivant qui unifie la classe ouvrière, en ajoutant à ceux qui existent déjà un autre élément de désorientation, mais, au contraire, de faire des institutions traditionnelles du mouvement un domaine de lutte politique.

Les exemples les plus significatifs de ce choix, ce sont les décisions de l'assemblée de la FIOM de novembre 1919 et les résultats du congrès extraordinaire de la Bourse du Travail turinoise : dans les deux cas, les positions ordinovistes emportèrent la majorité et elles obtinrent ainsi une résonance nationale. Serrati répondit aux décisions de l'assemblée de la métallurgie, qui acceptait de reconnaître le droit de vote aux non syndiqués, en les considérant comme une « aberration »<sup>(\*\*\*\*)</sup>; le congrès de la Bourse du travail se différençait en fait de l'invitation faite par D'Aragona, dans un télégramme qu'il avait envoyé à l'ouverture du congrès, de suspendre toute décision jusqu'à la réunion des organes nationaux<sup>(\*\*\*\*\*)</sup>. Dans sa reconstitution déjà rappelée, Maione en prétendant percevoir une situation d'insubordination diffuse et profonde de la classe ouvrière par rapport à ses propres institutions et l'inadéquation fondamentale à cette poussée des propositions avancées par les nouvelles avant-gardes, a tendance à mettre en évidence une attitude subalterne du groupe de "L'Ordine nuovo" par rapport aux syndicats, et il finit cependant par demeurer englué dans une contradiction : qui est celle qui existe entre le jugement rappelé ci-dessus et les succès que la ligne de "L'Ordine nuovo" allait remporter, ce qui signifiait, précisément dans une phase de forte insubordination, l'adhésion aux thèses ordinovistes et leur reconnaissance.

« La prudence avec laquelle les ordinovistes dosaient leurs critiques à l'encontre du syndicat explique la relative facilité avec laquelle ils sortirent victorieux des manœuvres d'obstruction des anciens organismes. Il était difficile de faire croire réellement aux ouvriers syndiqués que ces jeunes voulaient détruire l'organisation; comme aussi du reste qu'ils exprimaient des idées d'intellectuels. Le mouvement irrésistible provenant d'en bas, dont ils se considéraient comme la conscience, ne pouvait pas apparaître comme une imagination d'idéologues. »<sup>(\*\*\*\*\*)</sup>

Bien que la reconstitution de Maione contienne beaucoup d'éléments importants, elle est quelque peu viciée par la mythologie d'une poussée révolutionnaire qui aurait existé au-delà de toutes les institutions présentes et elle se ramène par conséquent à une appréciation positive accentuée du spontanéisme<sup>(\*)</sup>, contredite du reste par la distinction nécessaire qu'il

(\*) G. Maione, opus cité, page 861.

(\*\*) P. Spriano, *Introduction...* opus cité.

(\*\*\*) G. Maione, opus cité, pages 859-61.

(\*\*\*\*) Ibidem, page 869; voir aussi les *Chroniques de l'Ordine nuovo*, dans "L'Ordine nuovo", 15 novembre 1919.

(\*\*\*\*\*) G. Maione, opus cité, page 877; le texte de l'ordre du jour se trouve dans "L'Ordine nuovo", 20 décembre 1919.

(\*\*\*\*\*) G. Maione, opus cité, page 876.

(\*) Que l'on pense à l'opposition des orientations des syndicats et des ordinovistes avec celles exprimées par les ouvriers (opus cité, pages 872-74).

doit introduire entre l'"attentisme" des syndicats et du PSI et celui de l'ordinovisme<sup>(\*\*)</sup>. Et ce n'est pas un hasard si, à propos des événements des 2 et 3 décembre, il ne fait pas référence à l'article homonyme très célèbre de Gramsci. La vérité est qu'au fond de la reconstitution, il y a une incompréhension de la thématique révolutionnaire du groupe turinois, de la nouveauté de celle-ci, de l'effort pour unifier la spontanéité et l'organisation : le jugement de Maione ne sort pas du cadre des critiques traditionnelles adressées à l'expérience turinoise, critiques de corporatisme et de réformisme potentiel, et il ne se pose pas le problème du pourquoi les positions de Bordiga coïncident sur ce point avec celles de Colombino et de Bianchi<sup>(\*\*\*)</sup>.

S'il est vrai que l'analyse des attitudes opératives est toujours une vérification importante pour mesurer la signification d'une thèse, non seulement la reconstruction de Maione identifie un processus difficile de rencontre entre la mise en place organisationnelle et l'élaboration théorique – les « Chroniques de "L'Ordine nuovo" » sont un grand exemple de ce processus – qui a des retards, des déphasages et des incompréhensions, mais elle se présente aussi comme exagérée quand elle soutient que les nouveaux organismes avaient tendance à n'exercer aucune intervention syndicale et que l'orientation ordinoviste était de maintenir « la distinction conceptuelle entre syndicat et parti »<sup>(\*\*\*\*)</sup> : deux affirmations contredites par le rapport d'activité du comité exécutif de la Fiat-Centro, déjà cité, et surtout par l'élaboration conseilliste tout entière qui tendait à poser autrement le rapport syndicat-parti à travers des organismes de masse qui permettraient le passage du plan économique au plan politique. La prudence du groupe ordinoviste par rapport au syndicat était certes due à des exigences tactiques, mais elle résidait essentiellement dans la façon dont il établissait le rapport avec la tradition, dans son effort de ne pas isoler du gros du mouvement de classe les éléments les plus avancés et les plus conscients, bien que sachant que la différence entre les syndicats et les conseils était radicale. L'analyse gramscienne en effet n'échappe pas à l'impression que les deux formes d'organisation tendent à s'exclure complètement et elle est beaucoup moins équivoque que ce qui peut apparaître à partir de l'évaluation des orientations prises de temps en temps par les représentants les plus importants du groupe de "L'Ordine nuovo" à l'intérieur des institutions traditionnelles.

La différence qualitative entre le syndicat et le conseil est réaffirmée nettement par Gramsci aussi bien dans sa réponse à Tasca<sup>(\*\*\*\*\*)</sup> que dans son écrit suivant : le syndicat tend à garantir la légalité industrielle, le conseil à la dépasser; le premier est un élément d'ordre, le second a des caractères révolutionnaires. Il en découle que l'on ne peut pas établir un rapport de dépendance réciproque entre les deux institutions sans que chacune ne perde ses caractéristiques propres ou qu'elles finissent par s'annuler l'une l'autre. Si le syndicat devait contrôler le conseil, celui-ci

« devient stérile comme épanouissement révolutionnaire... Si par ailleurs le syndicat s'appuyait directement sur les conseils, non pour les dominer, mais pour en devenir la forme supérieure, la tendance propre aux conseils à sortir à chaque instant de la légalité industrielle, à déchaîner à tout moment l'action décisive de la guerre de classe, se reflèterait dans le syndicat. Le syndicat perdrait sa capacité à contracter des engagements, il perdrait son caractère de force de discipline ou de régulation des forces impulsives de la classe ouvrière. »<sup>(\*)</sup>

---

(\*\*) Ibidem, page 874.

(\*\*\*) Ibidem, pages 860 et 878-79.

(\*\*\*\*) Ibidem, page 880.

(\*\*\*\*\*) *Le rapport de Tasca et le congrès de la Bourse du Travail de Turin*, dans "L'Ordine nuovo", 5 juin 1920; *Syndicats et conseils*, dans "L'Ordine nuovo", 12 juin 1920.

(\*) *Syndicats et conseils*, déjà cité.

Les rapports entre le syndicat et le conseil doivent être tels qu'ils puissent créer « les conditions dans lesquelles la sortie de la légalité, l'offensive de la classe ouvrière se produise au moment le plus opportun pour la classe ouvrière, ait lieu quand la classe ouvrière a ce minimum de préparation qui est considéré comme indispensable pour vaincre de manière durable »<sup>(\*\*)</sup>. Les instruments opératifs indiqués par Gramsci pour atteindre ce point d'équilibre sont, d'un côté, le fait que la majorité des électeurs du conseil soit organisée syndicalement et, de l'autre, le développement intense et cordonné de groupes communistes aussi bien dans le conseil que dans le syndicat. Il s'agit de propositions qui demeurent essentiellement abstraites et difficilement traduisibles de manière opérative, si ce n'est après la restructuration de l'organisation tout entière de la classe. En effet, le syndicat doit jouer, dans le processus révolutionnaire, un rôle d'agent extérieur, étendre et accroître le monopole de la force de travail, et de préparation de la socialisation<sup>(\*\*\*)</sup>. Mais il ne s'agit pas seulement de cela. Le caractère abstrait des combinaisons imaginées par Gramsci naissait du peu de temps qui était donné par la radicalisation de la lutte pour une réorganisation du mouvement, et du fait que, étant donné la différence d'organisation entre le syndicat et le conseil, il en découlait un rôle précis, non révolutionnaire, joué par le premier au cours des luttes décisives du mouvement ouvrier italien. Selon Gramsci, la sclérose et l'inaptitude de l'organisation syndicale en Italie étaient si grande que le conflit devenait inévitable :

« Dans la réalité italienne, le fonctionnaire syndical conçoit la légalité industrielle comme ayant un caractère perpétuel. Trop souvent, il la défend d'un point de vue qui est le même point de vue que celui du propriétaire. Il ne voit que chaos et arbitraire dans ce qui se passe dans la masse ouvrière... Dans ces conditions, la discipline syndicale ne peut être qu'un service rendu au capital; ... toute tentative de subordonner le conseil au syndicat ne peut être jugée que comme réactionnaire. »<sup>(\*\*\*\*)</sup>

Maione limite pour l'essentiel sa recherche à l'année 1919, avec de brèves allusions aux lignes de développement du mouvement au cours de l'année suivante, et sa préoccupation est de déterminer les raisons d'une défaite. Mais les expériences de 1920 sont capitales pour caractériser l'éloignement progressif du groupe de "L'Ordine nuovo" par rapport aux organisations traditionnelles. Du rapport sur les événements de Sestri, dans lequel se trouve un jugement cinglant sur « l'opportunisme de la révolte » de la direction syndicaliste révolutionnaire de la Bourse du Travail locale<sup>(\*\*\*\*\*)</sup>, à la grève des aiguilles d'horloge, l'élément commun est celui d'une opposition progressive entre les syndicats et les conseils et un crescendo des critiques de la gestion des luttes en cours. Dans le rapport établi par la direction de la FIOM turinoise, laquelle est aux mains des communistes, la raison du retard à demander l'appui du comité central de la FIOM, qui est lui aux mains des réformistes, est affirmée de manière extrêmement explicite :

« Notre retard... n'est pas dû au motif que nous voulions rejeter a priori leur aide, mais uniquement pour obéir à un impératif catégorique qui s'imposait à notre conscience. Nous nous sommes rendus à la direction de la Section Métallurgique avec un programme qui n'était pas accepté par le CC. Et donc [puisque les industriels avaient l'intention] de s'en prendre ce qu'il y avait chez nous de plus jaloux – les commissaires d'atelier – nous entendions assumer la complète responsabilité de la situation. »<sup>(\*)</sup>

---

(\*\*) Ibidem.

(\*\*\*) *Syndicats et conseils*, dans "L'Ordine nuovo", 11 octobre 1919; *Les syndicats et la dictature*, dans "L'Ordine nuovo", 25 octobre 1919.

(\*\*\*\*) *Syndicats et conseils*, dans "L'Ordine nuovo", 12 juin 1920.

(\*\*\*\*\*) P. Togliatti-A. Viglono, *Rapport sur les événements de Sestri*, dans "L'Ordine nuovo", 13 mars 1920.

(\*) Le texte de ce communiqué se trouve dans A. Viglono, *Moments de la lutte de classe*, déjà cité.

Le commentaire de Gramsci à la grève d'avril et à son échec est trop connu pour qu'il faille le rappeler ici : son titre même définit le ton de sa critique anti-syndicale<sup>(\*\*)</sup>. Il est peut-être plus opportun d'évoquer le rapport entre cet écrit et l'appel moins connu adressé, au nom du prolétariat piémontais, au prolétariat italien par le comité d'étude des conseils d'usine, et attribué par Viglongo<sup>(\*\*\*)</sup> à Gramsci :

« Aujourd'hui, tout le Piémont est en mouvement, mais, pour que la bataille soit gagnée, cela ne suffit pas. La classe ouvrière turinoise ne s'est pas engagée dans la lutte pour une question d'horaire ou de salaire : ce qui est en jeu, c'est une institution révolutionnaire, celle du Commissaire d'Atelier et des Conseils d'Usine, qui n'intéresse pas seulement une catégorie sociale, mais qui intéresse l'ensemble du prolétariat communiste italien.

« La lutte ne peut pas se conclure de manière favorable à la classe ouvrière et paysanne si toute la classe ouvrière et paysanne ne s'engage pas dans la lutte, si elle n'affirme pas sa puissance à l'encontre de la classe des propriétaires et au pouvoir de l'État bourgeois. »

La critique peut-être la plus radicale qui marquait la rupture complète avec l'organisation existante n'était pas seulement la transformation du comité d'étude en un véritable centre de coordination et d'action, mais l'invite faite au prolétariat italien pour l'exhorter à la lutte en dehors et à l'encontre des directives des organismes centraux. C'était le signe de l'isolement, c'est sûr, mais aussi celui de la rupture : sur cette base, on comprend mieux, dans leurs référents réels, les critiques très dures adressées par Gramsci à la CGDL, critiques qui sont contenues dans l'article rappelé précédemment, et surtout les raisons de la rupture à l'intérieur du groupe de "L'Ordine nuovo" qui s'est produite après cette expérience : non seulement entre Tasca et les autres, mais aussi entre Gramsci et Togliatti, et le rapprochement, tout relatif, de Gramsci avec Bordiga<sup>(\*\*\*\*)</sup>. Aussi bien au niveau de la structure organisationnelle qu'à celui de la ligne, la différenciation avec l'organisation syndicale était suffisamment nette.

Ce qui est à la base de la critique très sévère développée à l'égard des syndicats traditionnels, c'est un jugement politique précis qui concerne, de manière étroitement liée, l'expérience révolutionnaire internationale et les problèmes irrésolus du mouvement ouvrier italien.

Ce que Gramsci observe à l'échelle internationale, c'est le développement impétueux d'une orientation révolutionnaire de masse qui se traduit explicitement ou dans la réalité, ou dans le fait de poser la dictature du prolétariat comme issue de la lutte de classe; il enregistrait en même temps une orientation de plus en plus "démocratique" des centrales syndicales qui « ne négligeaient aucune occasion pour pousser ou contraindre les ouvriers à se déclarer des adversaires de la dictature et à ne pas organiser des manifestations de solidarité avec la Russie des soviets »<sup>(\*\*\*\*\*)</sup>. Il s'institue par conséquent un éloignement progressif entre les partis et les syndicats qui est extrêmement grave dans la mesure où il désorganise tout le dispositif ouvrier et impose un nouveau rapport de direction avec les masses. C'est là l'expérience des révolutions européennes différentes de la révolution russe et c'est là aussi le banc d'essai sur lequel se mesure la capacité des partis communistes à être des partis de masse.

En Italie, le problème du rapport parti-syndicat était ancien et il constituait le point faible de l'élaboration d'une politique révolutionnaire. Le pacte d'alliance entre le PSI et la

(\*\*) A. Gramsci, *Superstition et réalité*, dans "L'Ordine nuovo", 8 mai 1920.

(\*\*\*) Voir A. Viglongo, opus cité, pages 1321-22.

(\*\*\*\*) La participation de Gramsci à la réunion nationale de Florence de la fraction abstentionniste est dans cette ligne de différenciation (voir P. Spriano, *Histoire..* déjà cité, page 59).

(\*\*\*\*\* ) *Les syndicats et la dictature*, dans "L'Ordine nuovo", 25 octobre 1919.

CGDL sanctionnait sur le plan institutionnel une division du travail entre politique et économie, qui empêchait une intervention politique du parti dans les conflits économiques, dans l'usine et dans l'organisation du travail, et qui rendait plus difficile une mobilisation de masse contre la volonté des syndicats. La nécessité d'une histoire du mouvement de classe de ces années-là en Italie, dont on ne dispose que d'aperçus, restant confirmée encore une fois, des exemples de cette contradiction entre le syndicat et le parti peuvent être cependant caractérisés facilement à l'occasion des mouvements contre la cherté de la vie, à Turin et ailleurs<sup>(\*)</sup>; et dans la façon dont la solidarité de la classe ouvrière italienne avec la Russie était comprise par la CGDL.

À l'occasion d'une réunion convoquée par le SFI sur la manière de fournir de l'aide à la Russie envahie, réunion à laquelle avaient apporté leur adhésion Gennari pour le PSI, Serrati pour l'"Avanti!", l'USI et d'autres organisations, on avait voté une motion très contraignante<sup>(\*\*)</sup> qui a été interprétée par la CGDL de façon très élastique : « ...pour la Russie, nous devons faire ce que l'on peut et non pas ce que l'on désire. Il nous semble que le déplombage de tous les wagons est non seulement difficile dans la pratique, mais qu'il est à même d'entraîner des conséquences et des complications. Notre action doit être limitée à ce qui est possible, et éviter les complications »<sup>(\*\*\*)</sup>. C'est un épisode que Gramsci rappelle de manière explicite et dont il tire des conséquences critiques très sévères sur le rôle de la CGDL.

Mais l'épisode peut-être le plus sensationnel et le plus emblématique de cette dyarchie est fourni par les réunions dramatiques de septembre 1920 entre la direction du parti et celle de la CGDL. La réponse de D'Aragona à la prise de position explicite et nette de Gennari, qui a déjà été rappelée, et qui implique un jugement sur la signification politique de l'occupation des usines et donc la nécessité de la généralisation politique de la lutte, est d'une brutalité absolue :

« Vous croyez que c'est le moment pour faire naître un acte révolutionnaire, eh bien assumez-en la responsabilité. Nous, qui ne nous sentons pas à même d'assumer cette responsabilité d'entraîner le prolétariat vers le suicide, nous vous disons que nous nous retirons et que nous donnons notre démission... prenez la direction de tout le mouvement parce que, ainsi, vous serez plus sûrs de trouver dans la Confédération Générale du Travail une action complètement en accord avec votre pensée, et la sécurité que l'organe qui devra diriger le prolétariat aura les mêmes idées et les mêmes objectifs que vous. »<sup>(\*\*\*\*)</sup>

C'était du chantage pur et simple à la désorganisation et à la désorientation des militants à un moment où une extrême cohésion était présupposée par l'acceptation de la proposition de Gennari<sup>(\*)</sup>.

Sur le rapport syndicat-parti, le jugement de Gramsci est très net et sévère : en analysant le début du conflit national des ouvriers métallurgistes, quand il y avait déjà eu de grandes expériences de masse où la contradiction entre les orientations de la base et celles des organisations centrales s'étaient manifestées de manière criante, Gramsci propose à

---

<sup>(\*)</sup> Sur les événements de Turin, voir G. Maione, opus cité, pages 846 et suivantes; un tableau synthétique mais efficace des mouvements en Italie se trouve dans A. Lepre-D. Levrero, opus cité, pages 132 et suivantes.

<sup>(\*\*)</sup> Voir L. Guerrini, *Les cheminots pour la défense de la Russie et des usines occupées*, dans "Il Ponte", 30 octobre 1970.

<sup>(\*\*\*)</sup> Ibidem.

<sup>(\*\*\*\*)</sup> G. Bosio, *La grande peur*, déjà cité.

<sup>(\*)</sup> Après le choix effectué à Milan de donner une issue syndicale au mouvement en cours, les répercussions furent de désintérêt pour la lutte. Les témoignages sont rares mais concordants; voir F. Sassano, *Gardes rouges à La Spezia*, dans "Il Ponte", 30 octobre 1970; A. Oberti, *À l'"Ansaldo" de Turin*, [Groupe industriel italien de premier plan (NdT)], ibidem; C. Bermani, *Le mois de septembre à Novare*, ibidem.

nouveau dans son intégralité le problème, en synthétisant une série d'observations analogues formulées dans ses écrits précédents : « ...le mouvement prolétarien italien se trouve être le champ d'action de deux partis politiques : l'un officiel et l'autre constitué de fait par les chefs des syndicats ». Ceci se produit dans un pays et dans une tradition ouvrière qui se caractérisent par un aspect typique :

« Les masses italiennes veulent des dirigeants syndicaux inscrits au Parti socialiste; les masses italiennes se laissent difficilement entraîner par la phraséologie anarchiste... les masses comprennent qu'il est nécessaire que leur parti soit un parti indépendant de classe; elles le comprennent si bien qu'elles sont très largement convaincues que c'est par opportunisme démagogique que les syndicalistes anarchistes font adhérer leur organisation "apolitique" à la III<sup>e</sup> Internationale... »<sup>(\*\*)</sup>

Il existait donc en Italie les meilleures conditions, plus que dans d'autres pays, pour l'application intégrale et cohérente des directives de la III<sup>e</sup> Internationale, lesquelles étaient complètement différentes des pactes d'alliance, qui étaient typiques de la II<sup>e</sup> Internationale, dans la mesure où ceux-ci plaçaient « les fonctionnaires syndicaux, non élus, n'émanant pas des congrès, au même niveau que les dirigeants du Parti, élus, émanant des congrès de l'avant-garde prolétarienne »<sup>(\*\*\*)</sup>.

La solution de ce problème est une tâche spécifique du parti, en tant qu'il est la condition essentielle pour le succès de la révolution communiste. La réponse que Gramsci donne à ce problème n'est pas univoque : diffusion généralisée des conseils et constitution des groupes communistes. Ce sont là deux indications qui fixent l'étendue de la réflexion gramscienne, comme on le verra plus explicitement à propos du parti. Quoi qu'il en soit, au-delà de cette évolution qui est pourtant significative, les points forts qui caractérisent aussi l'originalité de Gramsci sont au nombre de deux, qui sont étroitement liés entre eux et qui reflètent, au niveau de l'organisation et des rapports entre les institutions, tout le centre de sa réflexion sur la révolution, sur le rôle essentiel des masses et sur le rapport dialectique entre l'économie et la politique.

Le rapport entre les institutions ne peut pas se résoudre verbalement ou en votant un autre programme, comme c'était en fait l'orientation de Bordiga, mais seulement par l'impulsion et la poussée des masses éclairées par l'action éducative du parti, guidées par les ouvriers membres du parti et disciplinées par les mots d'ordre émanant du parti. Par conséquent, le rapport syndicat-conseil se ramène à l'autre rapport, celui qui est relatif aux tâches et à la fonction du parti. Le conseil agit donc, selon Gramsci, sur deux plans en même temps : comme critique réel de l'organisation syndicale et comme instrument de vérification du déplacement révolutionnaire du parti.

Le fait de ne pas avoir compris cette dualité des conseils conduit Maione à développer une critique de fond à l'élaboration ordinaroviste, laquelle aurait négligé la contradiction principale qui existait alors en Italie, « entre les exigences du prolétariat et l'organisation capitaliste de la production » liée à la reconversion de l'économie de guerre, au bénéfice d'une contradiction secondaire, interne au capital, à ses difficultés technico-organisationnelles, en finissant par présenter la lutte de classe « comme une exhibition agonistique de la part du prolétariat de sa capacité à gérer la production »<sup>(\*)</sup>.

C'est une reprise partielle de la thématique proposée par De Caro dans sa critique de Gobetti, mais c'est surtout une variante du jugement traditionnel sur le souffle corporatiste de l'expérience turinoise (prendre l'usine au lieu du pouvoir) et sur l'absence du parti comme centre de généralisation des expériences réelles de la classe.

---

<sup>(\*\*)</sup> *Parti et syndicats*, dans "L'Ordine nuovo", 21 août 1920.

<sup>(\*\*\*)</sup> Ibidem.

<sup>(\*)</sup> G. Maione, opus cité, page 888.

Je pense que les choses dites dans les pages précédentes font apparaître avec plus de clarté la place qu'a le problème de l'État dans l'élaboration gramscienne et quel est le sens du rapport production-révolution. Le parti, comme on le verra, est toujours présent chez Gramsci et il a un rôle essentiel : mais l'hypothèse d'un rapport avec les masses en dehors des institutions dans lesquelles, même si c'est de façon critique, elles s'expriment et prennent conscience, est étrangère à l'optique gramscienne. Le rapport spontanéité-organisation, comme on l'a répété à plusieurs reprises, a une valeur définitoire pour poser correctement toute l'élaboration gramscienne.

## *Conseil et parti*

À l'intérieur de la réflexion sur les institutions du mouvement ouvrier et des rapports entre elles, c'est le problème du parti qui représente le nœud le plus tourmenté et celui qui a le plus prêté le flanc aux critiques anti-gramsciennes et à une polémique avec le bordiguisme, qui a été redécouverte.

Pour Gramsci, comme pour toute la gauche socialiste, du moins à partir de Reggio Emilia, le parti est au sommet de la hiérarchie des institutions du mouvement ouvrier, il est le modèle « vivant et dynamique d'une vie sociale qui associe la discipline et la liberté »<sup>(\*\*)</sup>, mais le problème, lui aussi ancien, est de voir comment s'exerce cette fonction de prééminence et de direction. Selon Gramsci, elle est double, parallèlement aux deux moments du processus révolutionnaire : négative, c'est-à-dire de désorganisation de l'appareil d'État existant, par le fait de lui retirer l'approbation des masses<sup>(\*\*\*)</sup>, et positive, dans la mesure où il doit guider les masses au-delà de la légalité bourgeoise (action parlementaire négative), en développant de nouvelles organisations de classe qui correspondent au niveau du conflit en cours, c'est-à-dire les conseils. Cet aspect positif de la fonction du parti, à l'évidence la plus importante pour Gramsci, est assimilé à l'activité maïeutique et il est la manière de rendre opérant ce rapport, caractérisé depuis le début de ces pages, entre spontanéité et organisation qui est le cachet particulier de la réflexion gramscienne.

« Le plus grand problème concret du moment actuel, pour les révolutionnaires, est le suivant : 1) établir la grande masse du peuple laborieux dans une configuration sociale qui corresponde au processus de production industriel et agricole (constitution des conseils d'usine et de village avec droit de vote à tous les travailleurs); 2) obtenir que, dans les conseils, la majorité soit représentée par les camarades du Parti et des organisations ouvrières, et par les camarades sympathisants, mais sans exclure qu'elle puisse, transitoirement, dans les premiers moments d'incertitude et d'immaturation, tomber entre les mains des populaires, des syndicalistes anarchistes, des réformistes, dans la mesure où ils sont des travailleurs salariés et où ils sont élus sur leur lieu de travail, et dans la mesure où ils adhèrent à l'État ouvrier. »<sup>(\*)</sup>

À ces deux objectifs qui touchent directement au caractère du parti comme organe politique de classe, Gramsci en ajoute un troisième, non moins important, mais sur lequel il ne donne que peu d'éléments, et qui concerne le parti comme institution politique qui agit à l'intérieur de l'appareil libéral-constitutionnel bourgeois : le rôle d'agent extérieur. Le parti et le syndicat « doivent se présenter comme des agents conscients de sa [du conseil] libération des forces de compression qui se résument dans l'État bourgeois, ils doivent se proposer

---

<sup>(\*\*)</sup> *Le parti et la révolution*, dans "L'Ordine nuovo", 27 décembre 1919.

<sup>(\*\*\*)</sup> Ibidem.

<sup>(\*)</sup> *Le problème du pouvoir*, dans "L'Ordine nuovo", 29 novembre 1919.

d'organiser les conditions externes générales (politiques) dans lesquelles le processus de la révolution aura sa plus grande rapidité, dans lesquelles les forces productives libérées trouveront leur plus grande expansion »<sup>(\*\*)</sup>. C'est là un point fondamental sur lequel on reviendra par la suite, mais il faut en souligner la présence dès à présent.

En définissant la diffusion des conseils comme la tâche essentielle ou principale du parti socialiste, Gramsci introduit une autre distinction qui est fondamentale aussi bien sur le plan théorique que sur celui de l'orientation pratique : si le parti est la conscience du mouvement, s'il en détermine les objectifs implicites et les manières de les réaliser, et s'il est vrai que dans certains moments il peut devenir un organe de gouvernement effectif et pas seulement un centre d'agrégation idéal des masses populaires – « par un appel à la rue, par un dispositif physique de forces militantes, prêtes à la lutte pour éloigner un danger, pour dissoudre un nuage de violence réactionnaire »<sup>(\*\*\*)</sup> –, il ne peut cependant pas s'identifier au mouvement, il ne peut jamais devenir la forme du processus révolutionnaire sans risquer de se transformer en une secte et de perdre le contact avec la réalité.

« La social-démocratie germanique (comprise comme un mouvement syndical et politique global) a réalisé le paradoxe de contraindre violemment le processus de la révolution prolétarienne allemande dans les formes de son organisation et elle a cru dominer l'histoire. Elle a créé ses conseils, d'autorité, avec la majorité sûre de ses hommes; elle a entravé la révolution, elle l'a domestiquée... »<sup>(\*\*\*\*)</sup>.

Gramsci est parfaitement conscient de la distinction, et il y insiste nettement à plusieurs reprises, entre le parti et les protagonistes réels de la révolution, les masses associées et organisées selon leurs formes propres. Une politique de masse, un mouvement de masse qui met tout sens dessus dessous et qui est aussi grand que l'est un processus révolutionnaire, ne peut se réaliser qu'à travers des organismes de masse qui tendent à embrasser toute la classe ouvrière et la population laborieuse, en s'auto-définissant de manière nouvelle, par le rôle qu'ils jouent vis-à-vis de la production. C'est là un point essentiel qui marque une différenciation profonde avec l'orientation socialiste traditionnelle. La référence faite par Gramsci à l'expérience de la *social-démocratie* allemande n'est pas fortuite : c'est le refus net que la prééminence réaffirmée de la politique et du parti ne se traduise dans la conception de la dictature du prolétariat comme « une dictature du système de sections du Parti socialiste »<sup>(\*\*\*\*\*)</sup>. C'était là, on l'a vu, la conception de Serrati, et, avec quelques modifications, celle de Bordiga également.

L'on doit à Paggi quelques observations très importantes sur l'élaboration gramscienne pré-ordiniviste, sur l'attitude qu'il prenait par rapport à ce qui était le grand problème de la gauche socialiste après Reggio Emilia : une articulation de la prééminence réaffirmée du parti, sa réorganisation interne de manière à ce que l'organisme dans son ensemble soit investi d'une problématique politique, qu'il devienne un instrument de lutte homogène dans ses composants en dépassant la distinction entre dirigeants et dirigés<sup>(\*)</sup>. Est également significatif le jugement, que Paggi met en relief, et qui a été porté par Gramsci dans une polémique avec Treves sur le parti en tant que partie de la classe<sup>(\*\*)</sup> : les positions fondamentales de la conception gramscienne sur le rapport parti-classe-population laborieuse sont donc définissables comme un élément de continuité qui accompagne et caractérise l'orientation de Gramsci tout au long du cours de son action politique. Les positions

---

(\*\*) *Le conseil d'usine*, dans "L'Ordine nuovo", 5 juin 1920.

(\*\*\*) *Le parti et la révolution*, déjà cité.

(\*\*\*\*) Ibidem.

(\*\*\*\*\*) Ibidem.

(\*) L. Paggi, opus cité, pages 132 et suivantes.

(\*\*) Ibidem.

identifiées précédemment seront confirmées par Gramsci, y compris après la scission de Livourne : on connaît les thèses sur la question syndicale qui ont été présentées au Congrès de Rome et les rapports qui y sont formulés entre le parti et le syndicat<sup>(\*\*\*)</sup>, mais ce qui est peut-être encore plus significatif ce sont certaines observations critiques fondamentales qui ont été développées par Gramsci sur la configuration bordiguienne du parti après Livourne. On y insistait avec force et à plusieurs reprises sur le fait que la difficulté devant laquelle se trouvait le PCd'I n'était organisationnelle qu'en apparence, mais que le problème demeurait pour l'essentiel politique : « celui des rapports entre le centre dirigeant et la masse du parti et entre le parti et les classes de la population laborieuse »<sup>(\*\*\*\*)</sup>. L'erreur politique résidait dans le fait d'avoir réduit le problème du parti à celui de son organisation – « On croyait et on croit encore que la révolution dépend seulement de l'existence de cet appareil et l'on en arrive à croire que cette existence peut déterminer la révolution »<sup>(\*\*\*\*\*)</sup> – et l'on confirme ainsi une thématique classiquement ordinoviste :

« On n'a pas conçu le parti comme le résultat d'un processus dialectique dans lequel convergent le mouvement spontané des masses révolutionnaires et la volonté d'organisation et de direction du centre, mais seulement comme quelque chose qui est suspendu en l'air, qui se développe en soi et pour soi et que les masses rejoindront quand la situation sera propice et que la crête de la vague révolutionnaire arrivera à sa hauteur, ou bien quand le centre du parti considèrera qu'il doit lancer une offensive et qu'il s'abaissera jusqu'à la masse pour la stimuler et l'entraîner à l'action. »<sup>(\*\*\*\*\*)</sup>

Le problème de la création d'une formation politique homogène, unie et fortement disciplinée, qui sera un des thèmes constants de la gauche socialiste, est posé par Gramsci en termes politiques : ce qui garantit que le rapport entre le centre du parti et les militants n'ait pas un caractère administratif et formel, au-delà des oripeaux de la discipline révolutionnaire qui peuvent le caractériser, c'est le rapport que le parti dans son ensemble sait établir avec la classe ouvrière et les masses ouvrières les plus larges. C'est là la base réelle qui définit également le problème du parti, de sa différenciation organisationnelle, du rôle qu'il doit jouer : on retrouve là par conséquent la confirmation, y compris relativement à ce thème central, du thème que l'on a considéré comme étant l'optique fondamentale de Gramsci, et de l'acquisition la plus permanente du léninisme, ce qui exclut toute hypothèse de substitutionnisme : les masses comme point constant de référence et de définition. « ...toute tentative de créer cette discipline – écrivait Lénine en 1920 – se réduit inéluctablement à des phrases creuses, à des mots, à des simagrées » si le parti politique de classe n'a pas la capacité de se lier « .. et de se fondre jusqu'à un certain point avec la masse la plus large des travailleurs, au premier chef avec la masse prolétarienne, *mais aussi* la masse des travailleurs *non prolétarienne* », d'exprimer une juste direction politique, et si « les grandes masses [ne] se convainquent [pas] de cette justesse par leur propre expérience »<sup>(\*)</sup>. C'est la raison pour laquelle le problème de l'organisation et le problème de la direction politique sont deux aspects inséparables chez Gramsci, aussi bien en 1919-20, quand il présentera, comme on le verra, en même temps qu'une hypothèse du rôle du parti, une conception originale de l'organisation, qu'en 1923-24, où la critique de Bordiga et de sa conception du parti, rappelée précédemment, s'accompagne d'un gros effort d'appropriation *politique* des tâches de la classe ouvrière dans la situation donnée. Le sens de la critique de la mentalité de Livourne, du « communiste qui se regarde dans le miroir », du refus du front unique fondé sur la

---

(\*\*\*) Voir *Le parti communiste et les syndicats*, dans *Les thèses du II<sup>e</sup> Congrès du PCI*, Bruxelles.

(\*\*\*\*) P. Togliatti, *La formation du groupe dirigeant*, déjà cité.

(\*\*\*\*\*) Ibidem.

(\*\*\*\*\*) Ibidem.

(\*) Lénine, *La maladie infantile du communisme*, déjà cité.

défense de la tradition amorcée à Livourne est là : il est dans la critique de la retraduction organisationnaliste de problèmes politiques, de la conception négative d'un parti :

« Le travail d'organisation, la lutte dure et tenace pour maintenir l'appareil du parti, sont certes de grandes choses : mais l'on ne peut pas faire le bilan du parti avec elles. Vivre n'est pas suffisant : il faut avoir une histoire, il faut agir et se développer pour pouvoir affirmer être un organisme politique qui a sa propre base et l'avenir pour lui, ainsi que nous le voulons. »<sup>(\*\*)</sup>

Cette série d'éléments sert à ôter de la substance à la critique anti-gramscienne, qui est fondée sur une sous-évaluation du rôle du parti dans le processus révolutionnaire. Dans une récente reconstitution de la réflexion gramscienne de ces années-là, Luigi Cortesi, en examinant le célèbre rapport *Pour une rénovation du Parti socialiste*, parle « de pétition de renouvellement » et il présente ce document comme la « découverte » de la fonction du parti et comme une « tentative organique de coordination des problèmes locaux et d'usine avec les problèmes généraux et internationaux »<sup>(\*\*\*)</sup>. C'est un jugement manifestement infondé, comme on a cherché à le démontrer dans les pages précédentes, et comme on le verra plus clairement par la suite : selon Gramsci, cela n'a pas de sens de se poser le problème de la révolution et de la conquête du pouvoir si l'on ne gagne pas à une perspective révolutionnaire, en l'organisant, la majorité de la classe ouvrière et de toutes les autres couches sociales opprimées : la création d'un nouveau parti de la classe ouvrière fait partie de ce processus et sa tâche, une fois constitué, est celle d'accélérer et de garantir ce processus. L'orientation gramscienne était l'unique voie qui permette de sauver en même temps la possibilité de coller avec le nouveau qui se présentait avec force en Italie et sur le plan international et de réussir à entraîner avec elle le gros du mouvement ouvrier; elle était l'unique voie pour rompre avec la tradition en la récupérant à un niveau différent et dans une perspective différente. Il ne faut pas sous-évaluer le fait que les expériences qui voient le groupe de "L'Ordine nuovo" en leur centre sont les uniques grandes expériences politiques de masse qu'il y a eu en Italie au cours de ces années-là : si le PCd'I représente une création vitale, malgré toutes les limites de la direction bordiguienne, cela n'a pas été dû seulement au fait que le parti avait comme point de référence la révolution russe et l'Internationale communiste, acquisition irréversible de la conscience socialiste de la classe ouvrière, mais aussi parce qu'il a été le centre d'agrégation de toutes les avant-gardes *réelles* exprimées et formées dans les mouvements de masse des deux années rouges.

Ce sont là des éléments qui servent aussi à ramener à de plus justes proportions un thème qui est sous-tendu par la récupération que Cortesi, mais pas seulement lui, fait d'Amadeo Bordiga : le fait léniniste fondamental de l'orientation bordiguienne résiderait dans la priorité accordée à la création d'un parti révolutionnaire<sup>(\*)</sup>. Bien que donnant pour acquis le résultat selon lequel Bordiga a posé avant d'autres représentants de la gauche socialiste le problème de la scission, établir un rapport Bordiga-Gramsci sur cet aspect serait cependant schématique et en définitive un faux problème, et ce pour deux raisons : tout d'abord, parce que cela tend à sous-évaluer le fait que la plate-forme sur laquelle se constitue le parti communiste est différente de celle imaginée par Bordiga, comme on a tenté de le documenter dans l'essai précédent; en second lieu, parce que l'hypostatisation du parti comme principe discriminant et définitoire d'une orientation n'est pas léniniste mais est un élément que l'on trouve dans les *Questions du léninisme* staliniennes. Dans Lénine en effet, comme on l'a répété plusieurs fois, le problème du parti est toujours étroitement lié à celui de l'État et à la conception de la révolution, et il est en relation avec ces structures portantes d'une hypothèse

---

(\*\*) P. Togliatti, *La formation du groupe dirigeant*, opus cité.

(\*\*\*) L. Cortesi, *Le socialisme italien*, opus cité.

(\*) Ibidem.

stratégique qui fixe le caractère, la fonction et le rôle du parti. En dehors de ces référents, la priorité du parti s'appauvrit et se formalise. Dans cette optique, le rapport Gramsci-Bordiga-problème du parti se ramène à un autre : à la liaison différente que chacun d'eux établissait avec le mouvement, et cet élément renvoie à son tour à une réalité encore plus générale : la stratification sociale et économique différente de l'Italie. On a déjà fait allusion, en parlant de Bordiga, aux racines de la priorité, qu'il réaffirme, de la politique, et du parti comme forme privilégiée d'organisation; dans une réalité socialement différente de celle dans laquelle Gramsci agit et se forme, réalité urbaine et industrielle, avec de forts agrégats socialement homogènes, organisés et avec de grandes traditions de lutte, l'intervention politique ne peut pas consister *seulement* dans la détermination d'une ligne politique nouvelle, comme c'est pour l'essentiel la proposition bordiguienne, mais elle doit passer à travers la caractérisation de formes d'organisation dans lesquelles cette ligne s'articule, prend corps, atteint et met en mouvement les protagonistes réels du processus révolutionnaire.

Ce sont là les étapes de la réflexion gramscienne, qui a toujours comme interlocuteur le parti socialiste, auquel il confie les tâches politiques déterminées précédemment : c'est précisément ce rapport qui a des conséquences de grande importance dans la fixation des caractères de la critique gramscienne du parti socialiste. En effet, une fois que l'on a défini la création et la diffusion des conseils comme conséquence *politique* opérative immédiate d'un choix révolutionnaire, la critique du parti a une genèse pratique : elle réside dans l'évaluation de l'adhésion du parti à cette tâche, et ensuite l'on passe de la constatation du déphasage à la critique d'une tradition et d'une politique. C'est un processus de croissance important, malgré le retard qu'il a impliqué : en tant que critique pratique, dans la mesure où elle a son point de départ et son référent constant dans les masses, dans les mouvements profonds de la société, dans le conflit et dans le rapport de force entre les classes, dans l'évaluation d'une phase historique tout entière, dans la mesure où elle est étroitement liée, dans sa genèse, à la conception positive de la révolution élaborée par Gramsci (construction d'un type nouveau d'État), la critique du parti socialiste, et donc le point d'abordage de la scission, se présentent qualitativement comme différents de ceux de Bordiga. L'élément discriminant se situait entre celui qui concevait cette opération de sauvetage comme purement politique, toute résolue à l'intérieur du parti, et celui qui au contraire la présentait comme un processus social et politique à la fois. L'idée qu'un parti, comme formation et expression politiques d'une classe, est une institution historique, et donc un organisme qui synthétise en lui une tradition tout entière; que, une fois que les masses sont prises comme point de référence en tant que protagonistes effectifs et non substituables d'un processus révolutionnaire, elles doivent être considérées telles qu'elles sont, avec toute la stratification idéologique que le passé a sédimenté sur elles et avec la tendance, toujours présente, à affronter des situations nouvelles avec des instruments qui ne sont plus adéquats; que c'est là, dans le poids du passé, que l'on trouve l'origine de l'extrême viscosité et capacité de résistance de l'organisation existante; que c'est une conception d'intellectuels que de considérer que le nouveau peut être acquis sur la base d'une critique de principe, en dehors d'expériences réelles de masse dans lesquelles on a en même temps la croissance politique et la vérification des nécessités de nouveaux organismes; qu'en posant de manière différente le rapport entre le passé et le présent, l'on a non seulement une formation minoritaire mais une formation élitiste, qui ne s'identifie pas comme étant propre aux masses et qui donc introduit un élément supplémentaire de déchirement et de désagrégation dans un moment absolument décisif : tout cela est très clair pour Gramsci et c'est synthétisé dans un choix précis qui est celui du "renouveau" du parti socialiste. Il suffit du reste de faire un simple parallèle entre l'évolution de la critique du PSI et le développement de grandes luttes de masse pour voir dans quelle mesure le lien entre l'élaboration politique et les expériences réelles était étroit, comme cela est affirmé explicitement dans la réponse cinglante, plusieurs fois citée, que Gramsci fait à l'accusation

que Niccolini porte sur le groupe de "L'Ordine nuovo" de troquer la conquête de l'usine contre la conquête du pouvoir :

« Les ouvriers turinois *ont compris* qu'il ne suffit pas d'envahir les usines et d'y arborer les drapeaux rouges pour faire la révolution, ils *savent* que la conquête de l'usine ne peut pas remplacer la lutte pour la conquête du pouvoir politique ou la précéder; mais les ouvriers turinois *ont compris et savent* ces vérités parce qu'ils ont conquis ces vérités de façon expérimentale, à travers les discussions et la pratique des conseils d'usine; ...ils ont appris que la Révolution est quelque chose de difficile, et c'est précisément pour cela qu'ils ne se contentent plus des habituels minestrones idéologiques pour parents pauvres; ...ils ont démontré qu'ils comprennent très bien qu'il ne suffit pas de faire un geste d'autorité pour devenir des patrons de fait. »<sup>(\*)</sup>

Si le risque de la position gramscienne était celui de se mouvoir au niveau du mouvement, de devoir accomplir deux opérations – de recueil politique des expériences réelles de la classe et ensuite, sur la base de cet élément, de généralisation politique –, le risque de la position bordiguienne était celui d'une opération intellectuelle, celle d'établir un rapport idéologique et donc de substitution à la classe pour se conclure dans une construction sectaire.

Le jugement sur le Congrès de Bologne donné par "L'Ordine nuovo" est positif : il ne pouvait pas en être autrement étant donné l'adhésion explicite que le groupe turinois avait exprimé en faveur du programme maximaliste<sup>(\*\*)</sup>. Dans le commentaire de ce congrès effectué par Angelo Tasca, l'adhésion au programme de la majorité est motivée par un jugement significatif sur l'état du parti, qui ouvre ensuite la voie à la détermination de tâches spécifiques que ce choix impose au parti : « Nous avons voté la motion maximaliste favorable à la participation aux élections... parce qu'elle représentait déjà, au regard de la préparation psychologique et culturelle des congressistes, un manifeste d'avant-garde... Ce programme est déjà, par rapport à la masse du parti, disons-le franchement, une anticipation, une impulsion pour avancer, une vision annonciatrice »<sup>(\*\*\*)</sup>. C'est-à-dire que le programme voté à Bologne est en avance par rapport au niveau de conscience réel des militants socialistes, qu'il identifie une ligne de tendance historiquement vitale – dont les aspects les plus significatifs sont l'abandon du programme de Gênes et de la stratégie qui lui est attachée<sup>(\*)</sup>, ainsi que l'adhésion à l'Internationale communiste – pour laquelle le problème fondamental devient celui de donner forme et corps aux décisions adoptées. Même la polémique, implicite mais claire, avec la façon dont Bordiga est intervenu lors du congrès, laquelle reflétait la thématique de la scission, a dans son ensemble un ton fortement opératif<sup>(\*\*)</sup> : une fois défini et résolu, sur le plan théorique, le problème de l'unité, dans la mesure où toutes les différentes motions étaient d'accord « avec la nécessité de créer jusqu'au sein de la société bourgeoise les noyaux constitutifs de la société communiste », et une fois réaffirmée fortement l'importance de l'unité du parti comme « condition nécessaire pour réaliser le passage de l'ancien au nouveau régime et en supporter le poids terrible »<sup>(\*\*\*)</sup>, la définition des limites entre lesquelles l'unité constitue un point solide et non pas un fétiche

---

(\*) *Soviets et conseils d'usine*, dans "L'Ordine nuovo", 3-10 avril 1920.

(\*\*) *Le programme maximaliste*, dans "L'Ordine nuovo", 30 août 1919.

(\*\*\*) A. Tasca, *Impressions sur le congrès socialiste*, dans "L'Ordine nuovo", 18 octobre 1919.

(\*) Voir *L'unité du parti*, dans "L'Ordine nuovo", 18 octobre 1919 : la position de Zibordi y est considérée comme emblématique.

(\*\*) « On ne peut obtenir l'unité du Parti qu'avec la possibilité pratique de cohabitation en lui de différentes tendances, c'est-à-dire dans le cas où il se crée, au sein des sections et dans les organismes adhérents, un terrain commun d'action. S'il n'y a pas de possibilité de travailler ensemble, à quoi sert l'unité? » (*L'unité du parti*, déjà cité).

(\*\*\*) Ibidem.

opportuniste se réalise dans la pratique, c'est-à-dire « avec la possibilité pratique de cohabitation dans le parti des différentes tendances ». On la constate dans « l'œuvre continue et assidue de création des nouveaux organes capables de se saisir de toutes les énergies de la classe laborieuse et de les diriger vers la formation de la nouvelle structure sociale. Dans cette opération, tous, Bordiga comme Zibordi, Serrati comme Lazzari et comme Schiavi, nous pouvons nous rencontrer et la force du Parti dépend de cette convergence de travail pratique... »<sup>(\*\*\*\*)</sup>.

Si l'adhésion ordinoviste à la motion maximaliste était attendue, étant donné le refus de la problématique bordiguienne, sur laquelle des réserves très importantes<sup>(\*\*\*\*\*)</sup> étaient avancées, il ne faut pas sous-évaluer cependant l'existence d'un élément de différenciation significatif qui apparaît déjà avec clarté : d'un côté, si le jugement, rappelé précédemment, que Tasca portait sur le rapport entre le programme de Bologne et l'état du parti, projetait en termes opératifs le problème de la soudure, il ouvrait cependant la voie à une vérification réelle des capacités de changement et d'adhésion aux choses que le parti saurait exprimer; de l'autre, il y a toute une accentuation thématique, dans les articles consacrés par "L'Ordine nuovo" au Congrès de Bologne et aux différentes motions, qui, s'il est alors à peine atténué, marquera ensuite une différenciation réelle : c'est le rôle assigné dans l'action du parti à la création des conseils et des soviets.

Dans son commentaire, Tasca définit avec précision l'élément sur lequel concordent des orientations différentes comme celles de Bordiga et de Gennari : la considération que les soviets ne pourront être constitués dans leur intégralité qu'après la prise du pouvoir, dont le caractère politique, qu'il est difficile de distinguer de la traditionnelle « conquête des pouvoirs publics », est ainsi exalté<sup>(\*\*\*\*\*)</sup>. Élément de différenciation qui est confirmé encore plus clairement à propos de la violence et du rôle qui, dans la motion maximaliste, lui sont attribués :

« L'antagonisme entre le prolétariat et la bourgeoisie est la véritable racine de la violence...; mais pour que celle-ci soit vraiment "la grande accoucheuse de l'histoire", il faut que notre action fasse l'histoire, et l'histoire socialiste se crée aujourd'hui essentiellement à travers les conseils des ouvriers, des paysans et des soldats. Donner vie à ces organes, les faire fonctionner dans la réalité de notre nation pour construire la réalité de nouvelle Internationale : voilà la tâche concrète indiquée par le congrès au Parti, voilà l'épreuve du feu du maximalisme. »<sup>(\*)</sup>

L'élément réel de différenciation qui commençait à se profiler, c'était la conception de la révolution socialiste : c'est là que s'opérera la polarisation de plus en plus radicale. Déjà avec les élections législatives de 1919, Gramsci se préoccupe, dans un commentaire célèbre, des contradictions que le très fort succès électoral socialiste pouvait provoquer, soit en déplaçant le centre de gravité de l'action socialiste vers le parlement, à un moment où la bataille décisive se conduisait, ou tentait de se dérouler, en dehors de lui, soit en accroissant le poids et le prestige du groupe parlementaire, traditionnellement influencé par les réformistes et tendant à développer une politique autonome. Mais il ne s'agit là que de préoccupations, de la caractérisation de difficultés précises dans le cadre d'un phénomène dont l'importance est appréciée de manière positive, en tant que phénomène fondamental pour la désagrégation de l'appareil bourgeois. La critique se développe plus tard, à la fin de 1919, année qui avait vu le bouleversement de l'ordre existant du fait de grands mouvements

---

<sup>(\*\*\*\*)</sup> Ibidem. Voir aussi *Un programme de travail*, dans "L'Ordine nuovo", 4 octobre 1919.

<sup>(\*\*\*\*\*)</sup> A. Tasca, *Impressions...*, déjà cité; voir aussi la motivation singulière qui est donnée pour les choix effectués par le Congrès de Bologne, *À la recherche de la vérité*, dans "L'Ordine nuovo", 4 octobre 1919.

<sup>(\*\*\*\*\*)</sup> *Impressions...*, déjà cité.

<sup>(\*)</sup> Ibidem.

spontanés de masse (mouvements contre la vie chère; grève politique internationale; luttes des ouvriers métallurgistes; révolte paysanne et événements de décembre, ainsi qu'une série de choix politiques importants de la part du parti socialiste : l'abandon du programme de Gênes, le rejet de la Constituante comme plate-forme de confluence politique, l'adhésion à la III<sup>e</sup> Internationale).

C'est en établissant les premiers bilans de cette expérience intense que des conclusions négatives sont tirées : le parti socialiste, qui était « la plus grande énergie historique de la nation italienne, est aujourd'hui la plus grande des faiblesses sociales de la nation italienne. Il n'y a donc pas vraiment à s'étonner que, dans ces conditions, les germes de la dissolution de sa structure révolutionnaire : le défaitisme opportuniste et réformiste et la phraséologie pseudo-révolutionnaire anarchiste (deux aspects de la tendance petite-bourgeoise), pullulent et se développent avec une rapidité impressionnante »<sup>(\*\*)</sup>. Le parti a échoué dans la partie essentielle de sa tâche historique :

« donner une forme permanente et solide à l'appareil que l'on avait réussi à susciter en faisant de l'agitation dans les masses... Il ne parvient pas à organiser sa structure profonde, il n'a pas une discipline théorique et pratique qui lui permette de rester toujours fidèle à la réalité prolétarienne nationale et internationale afin de la dominer, de contrôler les événements et de ne pas être entraînés et broyés par eux. Parti des ouvriers et des paysans révolutionnaires, il concède que l'armée permanente de la révolution, les syndicats, demeure sous le contrôle des opportunistes... qui sont un parti dans le Parti, et le parti le plus fort, parce qu'ils sont maîtres des ganglions moteurs du corps ouvrier. »<sup>(\*\*\*)</sup>

La ligne qui est indiquée comme voie de sortie est une critique franche et impitoyable des erreurs et des faiblesses : donner un caractère concret aux choix effectués, devenir des « révolutionnaires compétents », travailler pour que les masses s'organisent en classe dirigeante vis-à-vis de leurs institutions, avant qu'elles ne le fassent vis-à-vis du pays. Il est donc extrêmement clair à ce point que la rénovation du parti passe par une réorientation du rapport politique avec les masses; que la création des soviets, ou si l'on veut que la caractérisation des conseils d'usine comme forme essentielle du processus révolutionnaire et historiquement adaptée au niveau du conflit en cours, est le facteur discriminant interne au mouvement, facteur théorique (autonomie du mouvement ouvrier au niveau maximal : création de son État) et facteur pratique (orientation dans un sens révolutionnaire de son action). C'est le même problème qu'en 1921, mais avec un caractère concret différent des contenus et des programmes : le nouveau parti imaginé par Gramsci passe par le développement de la lutte de masse orientée selon les principes de la III<sup>e</sup> Internationale.

Le programme tout entier de la section socialiste turinoise va dans cette direction et il constitue un exemple concret, orgueilleusement réaffirmé, d'une initiative politique visant à soustraire « aux réformistes le contrôle du mouvement syndical, en prévoyant (prévision facile) que dans les moments suprêmes les chefs syndicaux saboteraient la volonté du Parti et des masses »<sup>(\*)</sup>, grâce à « une action positive au sein des masses, en mettant en œuvre les thèses de la III<sup>e</sup> Internationale, acclamées à Bologne par une majorité pléthorique et aussitôt oubliées du fait de l'attraction du Parlement »<sup>(\*\*)</sup>.

Le rapport très célèbre présenté par les Turinois en mai 1920 au conseil national du parti à Milan<sup>(\*\*\*)</sup> ne constitue que la synthèse, la réduction à des thèses, d'une réflexion

---

<sup>(\*\*)</sup> *En premier : rénover le parti*, dans "L'Ordine nuovo", 24-31 janvier 1920.

<sup>(\*\*\*)</sup> *Ibidem*.

<sup>(\*)</sup> *Où va le Parti socialiste?*, dans "L'Ordine nuovo", 10 juillet 1920.

<sup>(\*\*)</sup> *Programme d'action de la section socialiste turinoise*, dans "L'Ordine nuovo", 24-31 janvier 1920.

<sup>(\*\*\*)</sup> *Pour une rénovation du Parti socialiste*, dans "L'Ordine nuovo", 8 mai 1920.

critique qui durait depuis cinq mois. S'il est très facile de trouver dans ces écrits une profonde modification de jugement par rapport au Congrès de Bologne, non pas tant sur le programme voté, qui restera un point solide de l'évaluation gramscienne, même quand la scission sera désormais décidée<sup>(\*\*\*\*)</sup>, que sur les forces réelles qui dominaient le parti – « Le Parti socialiste est resté, y compris après le Congrès de Bologne, un simple parti parlementaire qui se maintient immobile dans les limites étroites de la démocratie bourgeoise, qui ne se préoccupe que des succès politiques superficiels de la caste qui gouverne »<sup>(\*\*\*\*\*)</sup> –, la question que cette série d'écrits soulève est plus complexe : déterminer dans quelle mesure une nouvelle conception du parti de la classe, et de la fonction du parti dans le processus révolutionnaire, découle de cette critique.

Tout d'abord, il apparaît très clairement que l'hypothèse de rénovation présentée par Gramsci est profondément différente de celle de Bordiga dans la période qui précède Bologne, quand, comme on l'a vu, Bordiga considérait que la majorité du parti était encore récupérable dans une perspective révolutionnaire. Ce qui est différent, c'est le rapport entre l'action légale (activité négative au parlement, l'utilisation de cet instrument reconnu comme valide et comme point de référence par de grandes masses humaines, mais pour un discours politique qui le dépasse) et l'action illégale (développement d'actions subversives, mais organisées et disciplinées dans des organismes de masse alternatifs au pouvoir existant); ce qui est surtout différent, c'est la dynamique avec laquelle est conçue la formation d'une politique nouvelle : elle ne peut pas être détachée de l'organisation des forces sociales protagonistes qui portent cette politique. Gramsci, comme on y a insisté à maintes reprises, revient souvent sur ce sujet : il suffit de citer encore une fois l'écrit *Deux révolutions*, qui est résolument critique à l'égard de la position bordiguienne :

« Peut-il en effet exister un Parti communiste (qui soit un parti d'action, et non pas une académie de purs doctrinaires et de politicards, qui pensent "bien" et s'expriment "bien" en matière de communisme) s'il n'existe pas au sein des masses l'esprit d'initiative historique et l'aspiration à l'autonomie industrielle qui doivent trouver leur reflet et leur synthèse dans le Parti communiste?... Il est nécessaire de promouvoir la constitution organique d'un parti communiste qui ne soit pas un ramassis de doctrinaires et de petits Machiavel, mais un parti d'action communiste révolutionnaire, ... qui soit pour cette raison-là le parti des masses qui veulent se libérer par leurs propres moyens, de manière autonome, de l'esclavage politique et industriel à travers l'organisation de l'économie sociale, et non pas un parti qui se sert des masses pour tenter des imitations héroïques des jacobins français. »<sup>(\*)</sup>

La nette distinction entre le parti et le processus révolutionnaire, entre le parti et les protagonistes réels, a comme corollaire le fait de souligner le caractère *historique* et par conséquent "instrumental" du parti, lequel ne peut se substituer à l'action de la classe, mais en exprime seulement la tendance objective. Mais cet aspect de la conception gramscienne, qui devrait être mis suffisamment en évidence par la reconstitution qui en a été faite, n'épuise pas le problème. Il reste encore à voir dans quel rapport cette conception plus articulée est avec la conception du parti-conscience, qui fait partie intégrante de la définition présentée par Gramsci dans ses premiers écrits consacrés à la question<sup>(\*\*)</sup>.

Si l'on analyse le rapport de la section turinoise à la réunion de Milan, l'accent, commun du reste à tous les écrits critiques de la période précédente, est mis essentiellement sur deux points centraux. Tout d'abord, le fait d'atteindre dans le parti une unité interne plus solide :

<sup>(\*\*\*\*)</sup> *La fraction communiste*, dans l'"Avanti!", édition piémontaise, 24 octobre 1920, et dans *L'Ordine nuovo* déjà cité, page 422.

<sup>(\*\*\*\*\*)</sup> *Pour une rénovation...*, déjà cité.

<sup>(\*)</sup> *Deux révolutions*, déjà cité.

<sup>(\*\*)</sup> *Le parti et la révolution*, dans "L'Ordine nuovo", 27 décembre 1919.

« ...de parti parlementaire petit-bourgeois, il doit devenir le parti du prolétariat révolutionnaire qui lutte pour l'avenir de la société communiste à travers l'État ouvrier »<sup>(\*\*\*)</sup>. Cette proposition ne présente aucune nouveauté particulière par rapport à tout l'effort de réorganisation des différents départements dans lesquels s'articule l'activité du parti, effort commun à toute la gauche socialiste. Il suffit de penser au programme voté à Bologne. L'accentuation gramscienne est ailleurs : l'organisation interne centralisée, l'existence d'une discipline réelle, une circulation de vie et une conscience politique qui élimine la distinction entre dirigeants et dirigés, ce ne sont pas là des éléments proposés comme étant le modèle d'un parti révolutionnaire, mais ce sont des éléments réaffirmés comme étant la condition<sup>(\*\*\*\*)</sup> pour que le parti puisse accomplir son autre tâche fondamentale :

« Le Parti politique de la classe ouvrière n'est justifié que dans la mesure où il centralise et coordonne fortement l'action prolétarienne, où il oppose un pouvoir révolutionnaire de fait au pouvoir légal de l'État bourgeois et où il en limite la liberté d'initiative et de manœuvre : si le Parti ne réalise pas l'unité et la simultanéité des efforts, si le parti se révèle un simple organisme bureaucratique, sans âme et sans volonté, la classe ouvrière tendra instinctivement à constituer un autre parti. »<sup>(\*\*\*\*\*)</sup>

Apparemment, la position exprimée ici par Gramsci est la position traditionnelle : le parti est au sommet des organismes, il joue un rôle dirigeant, il exprime consciemment ce qui est à l'état élémentaire dans la masse. Mais il nous semble qu'il y a quelque chose de plus : le fait d'assigner au parti, en tant que tâche spécifique, l'unification politique de tout le mouvement en lutte, dans ses différents secteurs, et de concrétiser cette unification à travers le développement d'organismes de masse, signifie avoir posé les conditions pour un dépassement de la conception du parti-conscience. Cela réside dans le rapport qui est établi entre le parti et l'État, à travers la formation et l'unification d'un bloc de forces sociales autour de la classe ouvrière :

« Le problème concret immédiat du Parti socialiste, c'est... le problème du pouvoir, c'est le problème des façons et des formes qui permettent d'organiser toute la masse des travailleurs italiens dans une hiérarchie qui culmine organiquement dans le Parti, c'est le problème de la construction d'un appareil d'État... »<sup>(\*)</sup>

Le thème du parti comme conscience revient certes, mais à travers le rapport que, comme on l'a vu, Gramsci tend à établir entre la classe ouvrière et les autres couches sociales, en tant qu'un rapport avec l'"immaturité" de ces dernières. Ce n'est pas un hasard en effet si l'on fait à peine allusion au rôle d'"agent extérieur" du parti, en le représentant presque comme une ombrelle protectrice de la genèse et du développement de cette réalité nouvelle, mais en ne faisant pas partie intégrante d'elle. Il reste malgré tout acquis que la fonction politique de la classe ouvrière, qui s'exerce à travers le parti, consiste dans l'unification autour d'elle de la coalition la plus large possible de forces anti-capitalistes.

Un approfondissement ultérieur de la question se produira quand la même hypothèse de "rénovation" du parti viendra à être compromise par l'évolution des événements et que l'urgence de la scission se posera de manière impérieuse. C'est dans cette perspective que se développent en même temps un approfondissement critique plus important du parti socialiste

---

<sup>(\*\*\*)</sup> Pour un renouveau..., déjà cité.

<sup>(\*\*\*\*)</sup> Ibidem : « L'existence d'un parti communiste doté de cohésion et fortement discipliné, qui, à travers ses noyaux d'usine, de syndicat, de coopérative, coordonne et centralise dans son comité exécutif central toute l'action révolutionnaire du prolétariat, est la condition fondamentale et indispensable pour tenter quelque expérience de soviétique que ce soit ».

<sup>(\*\*\*\*\*)</sup> Ibidem.

<sup>(\*)</sup> Le problème du pouvoir, déjà cité.

et de sa signification dans le cadre de la lutte de classe, et l'annonce très nette d'une conception nouvelle d'un parti révolutionnaire. Gramsci en arrive à accepter la scission mais sur la base et dans la perspective de la création d'un organisme politique qui rompe qualitativement avec la tradition socialiste et qui soit substantiellement différent de l'hypothèse bordiguienne elle-même.

L'on a déjà attiré l'attention à plusieurs reprises sur la distinction importante que Gramsci a introduite sur le double rôle du parti – révolutionnaire et de confiance démocratique – en fonction du rapport que ce dernier a avec la classe ouvrière ou avec les autres couches sociales subalternes; et l'on a également dit que cette position marque une modification dans le fait de ramener le processus révolutionnaire à un moment négatif et à un moment positif, dans la mesure où elle définit plus nettement le rapport entre le parti – classe ouvrière – et les autres grandes couches de la population laborieuse non prolétarienne. Dans cette optique plus claire, Gramsci approfondit et résout seulement l'un des aspects du problème – rapport entre le parti et la classe – en fournissant une contribution de première importance à la nouvelle définition d'un parti de classe. Il y a saut par rapport à la critique précédente quand il s'attaque à la structure organisationnelle du parti socialiste. Celui-ci est

« un conglomérat de partis; il agit et il ne peut agir que paresseusement et lentement; il est exposé continuellement à devenir le terrain de conquête facile pour des aventuriers, des carriéristes, des ambitieux sans moralité et sans capacité politique; de par son hétérogénéité, de par les frottements innombrables de ses engrenages, usés et sabotés par les servantes maîtresses, il n'est jamais en mesure d'assumer le poids et les responsabilités des initiatives et des actions révolutionnaires que les événements qui pressent constamment imposent. Ceci explique le paradoxe historique par lequel, en Italie, ce sont les masses qui poussent et "éduquent" le Parti de la classe ouvrière et ce n'est pas le Parti qui guide et éduque la masse. »<sup>(\*\*)</sup>

L'exigence qui est exprimée ici est celle qui est formulée dans les articles d'une période précédente – c'est-à-dire un parti fort et doté de cohésion –, sauf que maintenant cet objectif n'est plus conçu comme étant réalisable par l'expulsion de la droite, ou des maximalistes qui ne mettent pas en œuvre le programme de Bologne, ou encore qui acceptent avec réserves le programme de l'Internationale communiste. Dans tous ces cas, le discours reste étroitement politico-programmatique et l'on attribue une fonction de régénération à un nouveau programme, à de nouveaux hommes ou à l'élimination de certains hommes. C'est-à-dire que sur cette voie on ne dépasse pas le mythe palingénésique d'une refondation qui a en son centre des hommes nouveaux : il y a une alternative réelle seulement à travers une modification profonde de sa structure organisationnelle qui en bloque la possibilité d'une dégénérescence opportuniste et garantit un rapport continu avec la classe. Cela veut dire que Gramsci déplace à l'intérieur du parti le rapport révolution-production qui constituait le fondement objectif du conseil. La désorganisation et l'inefficience, la verbosité maximalistes ne sont pas fortuites, elles ne découlent pas seulement d'insuffisances personnelles, mais du fait que la forme d'organisation du parti n'était pas différente de celle de n'importe quel autre parti sur le terrain de la démocratie parlementaire, et en tant que telle destinée à se désagréger avec l'épuisement du système libéral : l'assemblée des membres et la volonté de conquérir la majorité dans les assises populaires<sup>(\*)</sup>. C'est en raison de ce fait objectif, écrit Gramsci avec une note clairement autocritique, que « D'avoir cru pouvoir sauver la vieille structure du Parti de sa dissolution intime a été une colossale erreur historique des hommes qui, depuis

---

<sup>(\*\*)</sup> *Le Parti communiste*, dans "L'Ordine nuovo", 9 octobre 1920.

<sup>(\*)</sup> *Les groupes communistes*, dans "L'Ordine nuovo", 17 juillet 1920.

l'éclatement de la guerre mondiale jusqu'à aujourd'hui, ont contrôlé les organes de gouvernement de notre association »<sup>(\*\*)</sup>.

De même que l'État ouvrier ne naît pas sur une base territoriale mais qu'il tend à adhérer aux « formations organiques de la production », de même le parti de la classe ouvrière ne peut que se développer sur la base de la production et du travail. Il se dessine dans cette perspective une organisation concrète différente du parti :

« L'assemblée des membres, atomes individuels, responsables seulement devant leur conscience, qui est troublée et engourdie par les vacarmes, par les improvisations démagogiques et par la peur de ne pas être à la hauteur des assises politiques du prolétariat, sera remplacée par des assemblées de délégués avec mandat impératif qui voudront substituer aux discussions vagues et confuses des discussions sur les problèmes concrets qui intéressent les ouvriers d'usine, qui voudront... que les assemblées de parti deviennent finalement une préparation à la conquête réelle du pouvoir économique et politique par les masses prolétariennes. »<sup>(\*\*\*)</sup>

Les groupes communistes auxquels Gramsci fait référence dans cette restructuration du parti sont différents de ceux qui étaient supposés dans la perspective d'une rénovation du parti : dans ce cas-ci, il s'agissait de collectivités de militants qui, plus et mieux que d'autres, avaient compris et accepté les directives de la III<sup>e</sup> Internationale, il s'agissait donc encore d'une hypothèse d'organisation traditionnelle, mais fondée sur une ligne différente. Les groupes communistes dont parle Gramsci en relation avec une nouvelle organisation du parti et qui peuvent être considérés comme une anticipation des cellules, caractérisent une forme d'organisation qui coïncide avec le processus productif (usines, chantiers, arsenaux, mines et fermes) et qui réalise l'intervention politique sur le lieu de travail.

La scission d'avec le vieux parti socialiste est consommée de manière radicale, car on s'attaque à l'organisation même du parti et on pose les conditions pour que la classe ouvrière dirige non seulement l'État mais aussi son institution suprême. Sur ce point fondamental également, Gramsci maintiendra fermement les conclusions auxquelles il en était arrivé dans ces années-là, et cela constituera un élément non secondaire de différenciation avec Bordiga sur le problème de la bolchevisation du parti<sup>(\*)</sup>.

Par rapport à l'élaboration précédente, cette approche de Gramsci constitue un enrichissement ultérieur d'une hypothèse de parti qui dépasse, en l'englobant, la conception du parti comme conscience : en effet, le fait de souligner nettement le rapport organisationnel à travers lequel se concrétise la thèse communiste du parti comme « partie de la classe ouvrière »<sup>(\*\*)</sup>, en caractérisant une différence entre la classe ouvrière et le reste de la population laborieuse non prolétarienne, pose le problème du rapport du parti avec ces formations sociales qui soit différent de celui qui existe avec la classe ouvrière. Ce rapport, que Gramsci définit comme étant de « confiance "démocratique" de toutes les classes opprimées » est essentiel parce qu'il garantit que l'expression politique de la classe ouvrière ne donnera pas lieu à une nouvelle forme de corporatisme, mais à une redéfinition des rapports politiques entre les classes. Gramsci ne dit pas en quoi consiste ce rôle d'instrument démocratique de gouvernement du parti, et l'on peut donc considérer qu'il prend corps dans l'oscillation entre action parlementaire négative, agent externe qui aide au développement du processus révolutionnaire ou de garant, dans la coalition anti-capitaliste, des possibilités d'expression de formes politiques les plus arriérées. L'hypothèse, selon laquelle le rapport

<sup>(\*\*)</sup> *Le Parti communiste*, déjà cité.

<sup>(\*\*\*)</sup> *Les groupes communistes*, déjà cité.

<sup>(\*)</sup> Voir le débat qui a eu lieu sur ce problème avant le Congrès de Lyon (on peut avoir des éléments sur ce débat dans "Critica marxista", 1963, n°5-6).

<sup>(\*\*)</sup> Cette thèse, qui est une thèse communiste fondamentale, avait déjà été soutenue par Gramsci avant la fondation de la III<sup>e</sup> Internationale (L. Paggi, opus cité, page 131).

étroit avec la classe ouvrière est assurément la condition essentielle, mais aussi le point de départ pour l'élaboration, du point de vue de la classe, d'un rapport avec les autres couches sociales, est en effet présente chez Gramsci – que l'on pense à la conception de la révolution et de l'État –, néanmoins il ne s'agit pas d'un rapport politique mais d'un rapport pédagogique. Le problème du pouvoir du point de vue positif, qui constitue la contribution la plus importante de Gramsci dans cette période, ne concerne que l'organisation et les tâches de la classe ouvrière : s'il y a là tous les éléments pour une conception nouvelle de la politique, il n'y a pas encore une politique.

Et ce n'est pas un hasard : dans ces années-là, Gramsci est tout à la fois occupé à s'approprier la signification historico-universelle des expériences révolutionnaires en cours, à déplacer vers une perspective révolutionnaire les mouvements de masse et de subversion qui envahissent l'Italie, à faire les comptes de manière critique avec toute la tradition socialiste. Sa réflexion, au même titre que celle de Bordiga, est aussi un moment de la "crise idéologique" du prolétariat et elle en porte évidemment les marques. Ce qui est important, dans l'aspect de cette recherche qui vise à déterminer les composants génétiques de la tradition communiste italienne, c'est que Gramsci constitue le point le plus avancé et le plus complexe de cette crise pour ce qui concerne l'acquisition permanente des nouveaux termes stratégiques et tactiques dans lesquels se pose la lutte de classe. C'est ce fait qui permet à Gramsci d'être, parmi les protagonistes représentatifs de la crise socialiste, le seul qui ne soit pas "daté" à l'intérieur de cette crise, de constituer non seulement un aspect de celle-ci, mais la charnière essentielle de la traduction du léninisme, et en même temps le point de départ pour le développement d'un mouvement de classe qualitativement nouveau; c'est ce fait qui explique et justifie, mais qui définit aussi, la présence de "l'ordinovisme" dans l'élaboration gramscienne suivante.